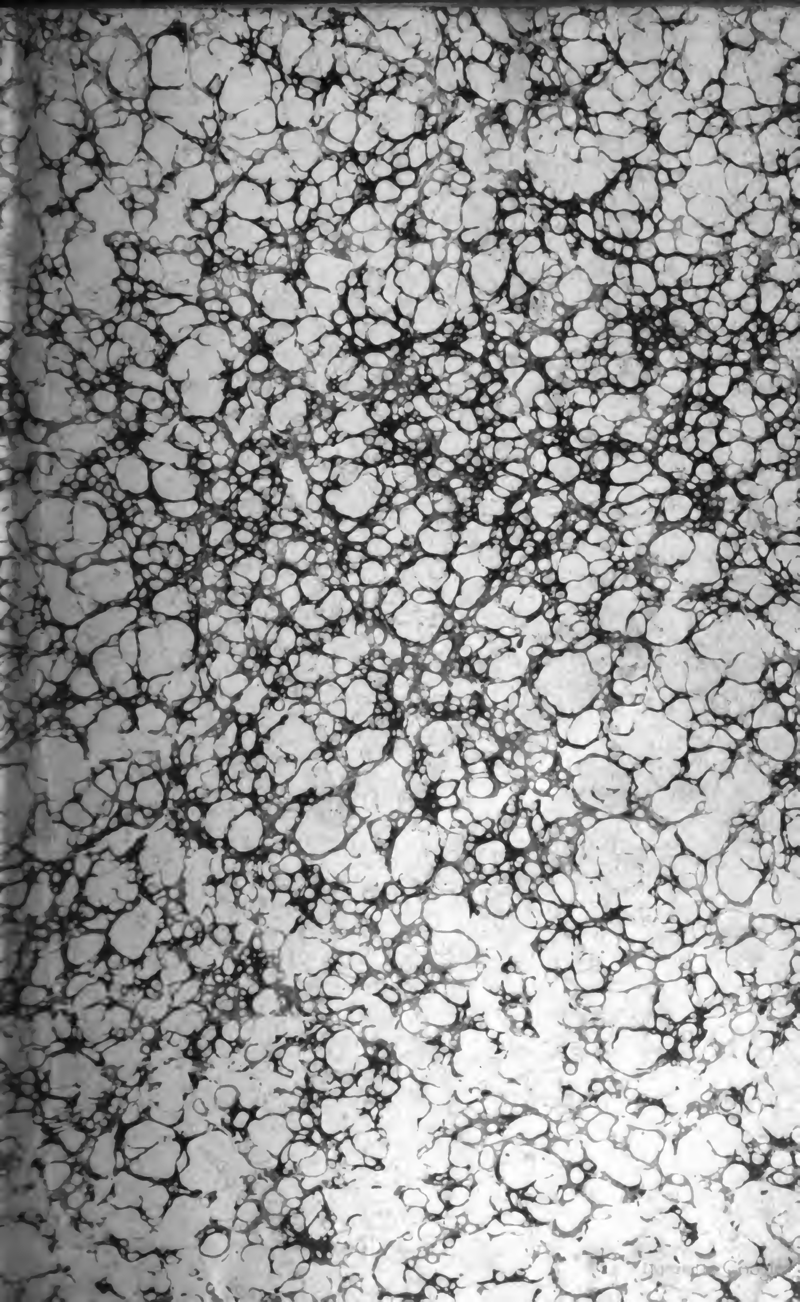


TABLEAU

DES RÉVOLUTIONS

DU

SYSTÈME POLITIQUE

DE L'EUROPE.

TOME SECOND.

TABLEAU

DES RÉVOLUTIONS

DU

SYSTÈME POLITIQUE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

Par Frédéric Ancillon,

DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BERLIN.

Per varios casus, per tot discrimina rerum,
Tendimus. VIRG.

Ponderibus librata suis. OVID.

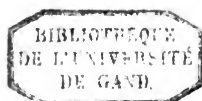
TOME SECOND.

BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

IMPRIMERIE, LIBRAIRIE, FONDERIE.

1839



TABLEAU

DES RÉVOLUTIONS

DU

SYSTÈME POLITIQUE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

SECONDE PARTIE.

1618 — 1715.

PREMIÈRE PÉRIODE. 1618 — 1648.

CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT DES LETTRES ET DES SCIENCES EN ITALIE, EN ESPAGNE, EN FRANCE ET EN ANGLETERRE.

Avant d'aborder la guerre de trente ans, époque de sang et de larmes, où l'homme, animé d'un génie malfaisant, ne peut exister que pour détruire le travail de l'art et pour frapper la nature de stérilité, arrêtons-nous encore quelques moments à considérer les progrès des sciences et des arts, durant la période précédente. Suivons le développement de l'esprit humain, avant de peindre les événements qui vont l'arrêter ou le faire reculer dans sa marche. Le calme règne encore; profitons-en pour admirer les productions de l'art et les fruits brillants du génie.

Le tableau des révolutions du système politique de l'Europe amène naturellement des considérations de ce genre. Le rôle plus ou moins grand qu'une nation joue sur la scène du monde, accélère ou retarde le mouvement des esprits. L'éclat politique d'un peuple nourrit sa fierté nationale, lui inspire le désir et le besoin des grandes choses, et présente à son activité de nouveaux moyens et de nouveaux objets. Non-seulement les productions et les succès du génie annoncent la richesse et la puissance d'un État, mais encore ils l'accroissent et l'augmentent. Il n'y a point d'invention ni de découverte stériles. Les spéculations les plus abstraites et les plus profondes, les ouvrages de l'art qui se rapprochent le plus de l'idéal, tiennent par des rapports nombreux à tous les travaux qui embellissent et fécondent la société. Notre œil n'est pas toujours assez perçant, ni notre vue assez longue pour apercevoir les points de contact des sciences et des arts avec l'existence et la force physique d'un peuple; mais ils n'en existent pas moins, et la puissance d'un pays est liée par d'innombrables fils aux idées et aux sentiments que ses philosophes, ses poëtes et ses artistes mettent en circulation.

Bacon a dit que l'histoire de l'espèce humaine, sans l'histoire des sciences et des arts, ressemblerait à Polyphème privé de son œil par Ulysse. En effet, le tableau des progrès de la culture intellectuelle des peuples est la partie la plus intéressante de l'histoire du monde, qui, sans lui, ne serait qu'un long catalogue de crimes et de malheurs. Ailleurs, l'homme plus passif qu'actif, paraît être le jouet des événements, l'esclave de ses besoins et de ses passions; mais dans la route du développement, les efforts qu'il fait pour surprendre les secrets de la nature, pour peindre ses beautés, pour diriger ses opérations et pour multiplier ses effets, le montrent dans toute sa grandeur, actif, énergique, et maîtrisant, par la force de son intelligence, toutes les forces qui l'environnent. C'est le triomphe de la pensée sur la matière, et de la liberté sur la servitude.

Ces moments de fécondité et de grandeur où l'esprit humain a créé le beau, et a saisi la vérité, sont rares et clair-semés sur la longue route du temps. Partout on a commencé par le sommeil de l'ignorance. Dans beaucoup de contrées on n'en est jamais sorti; dans d'autres, on a fait quelques pas hardis et quelques essais heureux, pour retomber ensuite dans la barbarie; la lumière avait succédé aux ténèbres; les ténèbres ont effacé la lumière. Ce n'est que depuis la renaissance des lettres, qu'en Europe du moins, le développement a pris une marche uniforme, pro-

gressive, et que les lumières ont gagné de plus en plus en intensité et en surface. Les sciences et les arts n'ont pas toujours avancé avec une égale rapidité, mais le mouvement de l'esprit humain n'a plus été rétrograde.

La première impulsion vint de l'Italie ; elle se communiqua lentement aux pays voisins ; l'Italie étincelait des feux du génie, et les autres contrées offraient à peine quelques clartés faibles et équivoques. Les causes physiques et morales qui concoururent à produire le beau siècle de Léon X, y avaient toutes été subordonnées dans leur action à l'influence puissante du travail et de la richesse. Le même principe agira dans les autres contrées de l'Europe, mais il y sera modifié par une foule de circonstances locales. Au moment où nous sommes parvenus, l'Italie a perdu une partie de son éclat ; cependant il lui en reste assez pour attirer nos regards. L'Espagne, la France, l'Angleterre voient se lever sur elles l'aurore d'un plus beau jour. Observons ces brillants phénomènes, sans perdre de vue les causes qui en expliquent les différentes phases.

L'Italie n'était plus le centre du commerce, et ne rendait plus tous les pays de l'Europe tributaires de son activité ; la richesse avait changé de direction, et le commerce de canaux. Les capitaux que le commerce avait créés dans cette belle partie du monde, y entretenaient encore le luxe, et y nourrissaient le goût des plaisirs de l'imagination. Mais, dans toutes les choses humaines, la décadence est voisine de la perfection. Arrivé au but, on s'en éloigne, et on recule, ne fût-ce que parce qu'on ne saurait aller plus loin, et que l'esprit, qui ne se repose jamais, ne permet pas à l'homme de se fixer à ce point de maturité. L'Arioste et le Tasse s'étaient élevés à une hauteur qu'il était difficile d'atteindre, et que l'on devait désespérer de surpasser. Les poëtes qui vinrent après eux ne voulurent pas être de froids imitateurs ; ne pouvant pas faire mieux, ils essayèrent de se frayer des routes nouvelles, et ils abusèrent de la finesse de leur esprit. Cependant Guarini, Tassoni, Chiabrera, Testi, soutenaient encore l'honneur de la poésie italienne ; mais leurs ouvrages manquaient de séve poétique, et leur goût n'était pas irréprochable. Dans son Berger fidèle, Guarini, mort en 1612, s'était éloigné de la simplicité pastorale, et il avait substitué de faux brillants au coloris doux et frais qui convient à ce genre. La muse satirique de Tassoni, mort en 1635, en vouant au ridicule la guerre de Bologne et de Modène au sujet d'un seau enlevé, avait voulu peindre le ridicule de toutes

les guerres que les villes d'Italie s'étaient faites les unes aux autres, guerres aussi petites par leur objet, qu'insignifiantes par les événements dont elles furent le théâtre, et auxquelles les intéressés attachaient une importance vraiment comique. On ne saurait disputer de la verve à Tassoni; son style est élégant et pur; quelquefois sa franche gaieté et son ironie légère rappellent le ton de l'Arioste; mais son imagination n'était pas assez riche pour féconder un sujet ingrat. Chiabrera, mort en 1637, a voulu enrichir sa nation et sa langue, en jetant ses sentiments et ses idées dans d'autres formes que les formes un peu usées du sonnet et de la canzone. Nourri de la lecture des anciens, admirateur ardent de Pindare et d'Anacréon, il a voulu introduire dans la poésie italienne la variété des mètres et des formes, et souvent il a saisi avec succès la marche majestueuse de l'ode et le ton badin de la chanson bachique. Plus souvent harmonieux et froid, il se contente de flatter l'oreille par des sons habilement combinés, et paraît également incapable de la mâle vigueur de Pindare et de la mollesse voluptueuse d'Anacréon. Le comte Testi, né en 1593, imitateur d'Horace, a plus de feu et d'élévation que Chiabrera; mais il reste bien au-dessous de son modèle.

Tous ces poëtes avaient été éclipsés par le chevalier Marino, mort en 1625, qui avait eu la gloire de fonder une véritable école. Malheureusement cette école n'était pas celle du bon goût. L'imagination de Marino, échauffée par le ciel brûlant de Naples, avait toute la fécondité et tout le luxe de la nature dans ce beau pays; mais il ne savait pas dispenser ses richesses avec sagesse et avec mesure. Prodigue d'images et toujours brillant, il sacrifie l'ensemble aux détails, et excite plus l'étonnement que l'intérêt du lecteur. Son poëme d'Adonis est l'ouvrage d'un grand talent, et n'est cependant qu'un poëme médiocre. Quelquefois il enchante; plus souvent il éblouit et fatigue; jamais il n'attache. Son imagination, dépourvue de hardiesse et d'énergie, ne crée pas des masses imposantes, et ne produit que des ornements qui se nuisent les uns aux autres. Son esprit n'enfante point de grandes fictions, et n'amène que des pensées ingénieuses. Sa sensibilité, que les objets ne font qu'effleurer, manque de profondeur, et n'exprime rien avec force. Ses défauts séduisants se reproduisirent dans une foule de serviles imitateurs, sans les beautés qui chez lui les rachètent et les expient. Les grands traits de la nature avaient été saisis; les poëtes de l'école de Marino s'attachèrent aux nuances. L'affectation prit la place de la belle simplicité de l'âge d'or; on préféra la délicatesse à l'énergie; on con-

fondit la subtilité et la finesse; les concetti furent substitués aux sentiments, les petites images aux grands tableaux; on fut plus jaloux d'avoir de l'esprit que de l'âme; la gentillesse l'emporta sur la beauté, et le goût se corrompit.

La prose conservait encore de la dignité, et le style de l'histoire n'avait rien perdu de sa noblesse. A la vérité, l'Italie n'offrait plus cette variété d'États, cette diversité de formes politiques, contraires à sa tranquillité, mais qui, par les objets nombreux de comparaison qu'elles présentaient aux esprits réfléchis, étaient propres à former des hommes d'État, des législateurs, et surtout des historiens. Asservis au sceptre de l'Espagne, ou glacés par la crainte de sa puissance, les États de l'Italie, moins libres et moins agités, étaient étrangers aux troubles et aux mouvements qui avaient développé le génie de Machiavel et de Guichardin. Cependant Paolo Sarpi, Davila et Bentivoglio occupent un rang distingué parmi les historiens, et jouissent encore d'une réputation méritée. Le premier, mort en 1623, libre de préjugés sous le joug de la règle qu'il avait embrassée, passionné pour l'étude, à laquelle il avait sacrifié l'indépendance de sa vie, homme d'État sous le froc et prêtre citoyen, brava les caresses, les menaces et les poignards de Rome pour soutenir les droits de sa patrie, et Venise reconnaissante montra autant de courage en le protégeant et en lui accordant des récompenses flatteuses, qu'il en montra lui-même en défendant la liberté de Venise contre les usurpations des papes. Il a écrit l'histoire du concile de Trente, en homme supérieur aux préjugés de son ordre et aux intérêts de son Église. Ce concile, qui dura si longtemps et qui fit si peu de chose, a trouvé dans Sarpi un juge éclairé, qui possédait à fond toutes les matières litigieuses; il a pénétré et trahi le secret des pères de l'Église, plus jaloux de paraître travailler à la réforme des abus, que d'y travailler en effet; en dévoilant toutes les intrigues dont cette assemblée fut le foyer, il sait manier l'arme du raisonnement avec adresse, et celle du ridicule avec légèreté.

Davila, mort en 1631, issu d'un sang illustre, fils du connétable de Chypre, témoin et acteur des événements qu'il raconte, a tracé le tableau des guerres civiles de France, avec beaucoup plus d'impartialité qu'on ne pouvait en attendre d'un Italien attaché à Catherine de Médicis. On remarque bien en le lisant, qu'il incline pour le parti de la cour et des catholiques; cependant il ne déguise par leurs torts; il n'essaye pas de justifier leurs crimes; il prouve que les réformés et eux ont presque tou-

jours concouru, dans des vues différentes, aux catastrophes qui remplissent cette période de l'histoire, et qu'il y a peu de faits importants qu'on ne puisse attribuer avec une égale raison aux uns et aux autres. Voulant toujours découvrir les ressorts secrets des événements, et saisir le fil délié des intrigues, Davila abuse quelquefois de sa pénétration, et se perd dans de véritables subtilités. Élevé dans une cour où la dissimulation, la feinte, toutes les combinaisons d'une astuce profonde se mêlaient aux affaires les plus simples, il voit partout du dessein, de la ruse, des intentions réfléchies. Comme Tacite, il veut épuiser toutes les conjectures et tous les motifs à l'occasion de chaque fait. On regrette qu'il n'ait pas enlevé à cet admirable écrivain le secret de sa rapidité et de sa concision énergique, et qu'il n'ait pas emprunté de lui ces touches fortes et animées, ce coloris sombre et cette sainte indignation, qui convenaient éminemment au tableau des guerres civiles.

Bentivoglio, né en 1579, mort en 1644, avait été chargé des affaires les plus importantes, à Bruxelles et à Paris. Cardinal et nonce du pape, il avait vécu dans des relations qui lui permettaient d'observer, de connaître, de juger les hommes et les choses. Dans ce siècle les hommes d'État ne rougissaient pas d'être gens de lettres, et les gens de lettres n'étaient pas réputés incapables de veiller aux intérêts des États. La science ne paraissait pas incompatible avec la pratique des affaires ; c'était après avoir dirigé les événements qu'on prenait la plume pour les raconter. L'histoire gagnait par cette combinaison, et la politique n'y perdait pas. Dans son ouvrage sur les guerres de Flandre, Bentivoglio annonce partout un esprit fin, délié, familiarisé avec la marche des révolutions, avec les maximes de ceux qui gouvernent, avec les faiblesses et les erreurs des souverains et des peuples. Un prince de l'Église ne pouvait pas écrire avec une entière impartialité l'histoire de l'insurrection des Pays-Bas, qui demandaient en même temps la liberté politique et la liberté religieuse. Bentivoglio ne raconte les faits ni comme Grotius ni comme Strada ; il n'a pas le génie élevé, l'âme républicaine, le style ferme et antique de l'un, et il n'est pas initié comme l'autre dans les secrets de la tactique ; mais il démêle avec art les intérêts et la conduite des différents partis ; sa narration est facile et agréable, et s'il manque quelquefois de simplicité, il ne manque pas d'élégance.

Pendant que la poésie et la littérature perdaient de leur éclat en Italie, et y déclinaient sensiblement, cette belle contrée était toujours la patrie des arts, et s'enrichissait de nouveaux chefs-d'œuvre. Elle a

eu beaucoup plus de grands artistes que de grands écrivains, soit que l'art offre moins de difficultés, ou que ses ressources soient plus vastes, soit encore que ce genre de talents ait été plus encouragé que les autres. L'école romaine qui, au jugement des connaisseurs, touchait à sa décadence, possédait cependant encore Michel Caravage, le Josepin et le Mutian. Le Titien et le Tintoret, chez qui l'âge n'avait pas éteint les feux du génie, étaient encore les ornements de l'école vénitienne. Le Bassan et Paul Véronèse leur disputaient la palme. L'école lombarde venait se placer à côté de ses sœurs aînées. Elle comptait dans son sein le Dominiquin, Guerchin, le Guide et l'Albane, le peintre des Grâces. Le culte que l'on rendait aux arts de l'Italie, se confondait avec celui qu'on rendait à la religion : en adorant sur les autels les grandes compositions saintes, le peuple prosterné semblait adorer le génie qui avait enfanté ces morceaux sublimes. D'ailleurs, l'art était aussi lucratif qu'honorable; la gloire et la pauvreté ne marchaient plus ensemble; le long et triste divorce du génie et de l'opulence n'affligeait plus les regards des amis des lettres. Des souverains généreux, tels que Sixte V, savaient estimer et récompenser les talents; la piété des particuliers et celle des églises, ne leur permettant pas de mettre des bornes à leur reconnaissance, assurait aux peintres habiles une existence brillante.

Les relations de l'Espagne avec l'Italie, relations aussi funestes à l'une qu'à l'autre, qui enlevèrent à l'Italie son indépendance, et entraînèrent l'Espagne dans des guerres longues et dispendieuses, avaient offert aux sens et à l'imagination des Espagnols de beaux modèles, et ils les avaient imités avec succès. Ce peuple, doué d'une imagination grande et forte, d'une sensibilité rêveuse et mélancolique, d'un esprit grave et pénétrant, avait donné autrefois à Rome plusieurs écrivains célèbres, qui, dans la poésie, par l'énergie de leurs tableaux et la hardiesse de leurs images, dans la philosophie, par l'abondance et la finesse de leurs pensées, rachètent leurs brillants défauts. Sous le sceptre des Arabes, l'influence du climat sur les esprits, secondée par les circonstances, ne s'était pas démentie. Le soleil de l'Andalousie, de Grenade et de Valence, qui mûrit les fruits les plus délicats, avait fait circuler la sève poétique dans des têtes faites pour la recevoir. Les Arabes avaient excellé dans la romance, dans l'élégie, dans les poésies érotiques; mais ils avaient fortifié les défauts du goût espagnol, en y mêlant ceux du goût oriental, et ils avaient naturalisé sur ce sol l'exagération. Le seizième siècle est la belle époque de la littérature espagnole. Une langue

imposante, harmonieuse, riche, libre et fière dans sa marche, pouvant se permettre impunément les inversions les plus hardies, dont le caractère propre est la majesté, mais qui ne se refuse pas aux mouvements animés de la tendresse, et qui n'est pas même étrangère à la gaieté, invitait les Espagnols à peindre la nature et les passions. Le monde nouveau, qu'ils avaient couvert de leurs crimes et rempli de leur gloire, leurs nombreuses conquêtes qui, sous tous les rapports, paraissaient tenir du prodige, la vaste étendue de la monarchie, le rôle qu'elle jouait en Europe, les entreprises gigantesques de ses souverains, tout concourait à enflammer l'imagination et le génie des Espagnols; ces grands objets devaient enfanter de grands tableaux. On conçoit que les poëtes nationaux aient dépassé dans leurs fictions les limites du vraisemblable, et violé toutes les proportions, puisque, dans le fait, les projets et les actions de ce peuple étaient hors des mesures ordinaires.

La magnificence et l'éclat de la cour de Philippe II inspiraient aux arts une active émulation, et invitaient au travail. Philippe, avide de tout ce qui pouvait le distinguer du commun des hommes, aimait la représentation et le faste. Les intérêts et les affaires, la crainte et l'espérance, la curiosité et le respect, attiraient à Madrid et à l'Escurial des voyageurs de toutes les parties de l'Europe. Le luxe et les décorations du trône qui intimidaient les sujets de Philippe, et qui éblouissaient les étrangers, répandaient dans toutes les classes le goût des superfluités de la vie, et provoquaient les inventions et les découvertes du génie. Les métaux précieux que l'Amérique versait en Espagne, n'étaient pas les signes d'une richesse réelle et durable; mais ils procuraient à la nation une opulence momentanée, favorable aux jouissances et aux productions de l'esprit.

Toutes ces circonstances heureuses ne furent pas perdues pour les lettres, et l'âge d'or de la littérature espagnole parut. Les connaisseurs placent au rang des grands poëtes, Quevedo, qui, dans ses Bucoliques du Tage, a saisi le ton simple et touchant qui convient à ce genre; Louis de Léon et les deux Argensola, qu'on a jugés dignes d'être comparés à Horace; Villega, qui s'est exercé dans le genre d'Anacréon; Lopez de Vega, le créateur du théâtre, dont les pièces, plus régulières et mieux conduites que celles de ses prédécesseurs, sont encore vues avec plaisir sur la scène; et surtout Garsilasso, le plus parfait des poëtes de cette époque, qui joint un goût pur à un génie fécond et élevé, et qui a connu tous les secrets de l'art et du travail. L'imagination domine dans les

productions de ce siècle, tantôt celle qui décrit avec feu et avec richesse les beautés d'une nature magnifique et pittoresque, tantôt celle qui peint avec abandon et avec délicatesse le désordre des passions et les nuances du sentiment, enfin celle qui arrange les fils compliqués d'une intrigue, et les déroule avec art. Un jugement sévère préside rarement à ces compositions originales; elles manquent d'unité, elles pèchent du côté de l'ordonnance; on y trouve des disparates, des incohérences, des longueurs; mais elles sont éminemment poétiques. Une harmonie variée, savante, toujours appropriée à l'objet qui occupe le poëte, et aux mouvements de son âme, flatte, séduit, enchante l'oreille du lecteur. La magnificence des images, la hardiesse des figures, la pompe des expressions, une sorte de gravité qui annonce des passions fortes et ardentes, la mélancolie du sentiment et non celle de la pensée, caractérisent la poésie espagnole. Les formes en sont presque toujours belles; et ce n'est qu'au défaut des formes, que dans le Nord on demande des idées. Il y règne généralement une sensibilité plus profonde que dans la poésie italienne, qui l'emporte par l'abondance et la grâce de ses fictions. Comme le ciel de Valence, le génie poétique des Espagnols se distingue par la transparence, la chaleur et l'éclat.

Entre tous les poëtes de cet âge, Cervantes, né en 1547, mort en 1616, suffirait seul pour immortaliser le siècle où il a paru, la nation qui l'a produit, la langue dans laquelle il a écrit. C'était un de ces esprits pleins de séve et de vie, qui naissent supérieurs à tous les autres, et qui, marqués d'un sceau mystérieux et vraiment unique, semblent être le fruit heureux d'un moment de verve de la nature. Il a presque fait oublier ses Pastorales simples et touchantes, ses Nouvelles piquantes et ingénieuses, par ce roman inimitable qui a conservé, après deux siècles, sa fraîcheur et ses grâces, et qui ne vieillira jamais. Ce roman est un véritable poëme dans lequel Cervantes a pris, avec un égal succès, tous les tons de la poésie moderne. Dans les sonnets sa muse soupire et rêve comme celle de Pétrarque; il narre avec plus d'esprit et de rapidité que Boccace; il se joue dans les hautes régions du merveilleux avec autant de liberté et de malice que l'Arioste; et quand il peint les malheurs de l'amour et les charmes de la vie champêtre, c'est le style élevé et la teinte sentimentale du Tasse. Afin de donner à son ouvrage un intérêt national, il a observé soigneusement toutes les convenances locales; et il a reproduit avec des couleurs si vraies les sites, les mœurs, la physionomie des différentes provinces de l'Espagne, qu'en voyageant

avec son livre, on reconnaît, ou l'on croit reconnaître les lieux et les personnes. Cependant, en paraissant faire des portraits, il a peint la nature humaine tout entière : on retrouve, sous les traits individuels et caractéristiques de ses personnages, l'homme de tous les temps et de tous les lieux; et c'est ce qui assure à Cervantes une gloire immortelle. Son roman n'est pas simplement, comme on l'a cru, une parodie d'un état de la société, et un ouvrage burlesque : c'est le tableau du monde, un composé de contrastes, où le côté grave, sombre, saisissant, de la vie humaine, se trouve tout près du côté plaisant et ridicule; où les scènes les plus triviales sont placées dans le même cadre avec les scènes les plus sublimes; où l'on rit et pleure en même temps. Cette montagne noire qui nous offre le désespoir comique de Sancho privé de sa monture, et le délire de Cardenio trahi par l'amitié et par l'amour, est une image assez fidèle de la société. Peu de livres cachent, sous le masque riant de la folie, une philosophie plus profonde et plus douce; peu de livres surtout ont plus contribué à charmer les peines et les ennuis de l'espèce humaine. Cervantes a eu l'art de rendre son héros comique et ridicule, sans lui faire perdre un moment l'estime et l'attachement du lecteur. C'est un homme d'un esprit élevé, c'est un homme de bien qui a le bonheur, ou le malheur, d'avoir une idée dominante; et cette idée dominante est un verre magique qui change la nature de tous les objets. Dans son point de vue, tout en déraisonnant, il est toujours conséquent à lui-même. La raison supérieure, la droiture de caractère, la bonté de cœur qu'il montre, tant qu'on ne touche, ni de près ni de loin, à la chevalerie, font ressortir sa folie, et sa folie relève sa raison. Le bon Sancho a tous les préjugés, toutes les habitudes, tous les défauts de son état, avec un jugement exquis qui voit les choses telles qu'elles sont, et dissipe les illusions d'une imagination exaltée. C'est le bon sens personnifié, qui suit le génie, l'éclaire souvent sur ses brillantes erreurs, sans pouvoir le ramener, et quelquefois aussi se laisse séduire par les chimères qu'il débite avec assurance. Les proverbes, qui forment toute la philosophie de Sancho, sont des vérités éternelles, habillées à la grotesque, et peut-être la partie de l'ouvrage où il y a le plus d'art, et qu'on peut le moins faire passer dans une autre langue. Chaque peuple a un coin différent en frappant ces monnaies de la sagesse, et l'on peut rarement substituer l'une à l'autre. Mais quel ne doit pas être le mérite de Cervantes dans la langue originale, puisqu'il est impossible de le lui faire perdre entièrement dans les autres, et que ce qu'il con-

serve satisfait si complétement, qu'on n'imagine pas qu'il puisse encore valoir mieux qu'il ne vaut! Quelle richesse d'incidents, et quelle unité admirable dans la manière dont ils naissent et changent de nature sous la lunette de Don Quichotte! Quelle vérité frappante d'attitudes, de ton, de langage! Quelle diversité de caractères, et comme chacun d'eux, toujours égal à lui-même, paraît avoir été fondu d'un seul jet! Quelle perfection dans les détails! quelle franche et intarissable gaieté! Lui seul a trouvé le secret de produire sur la terre ce rire inextinguible qui n'était connu que des habitants de l'Olympe, dans les poëmes d'Homère; et il est assez remarquable que le peuple qui passe pour le plus grave de tous, ait produit le roman le plus comique. On a demandé si Cervantes n'avait pas fait plus de mal que de bien à l'opinion publique, en attaquant des préjugés utiles. A la vérité, la chevalerie avait rendu de grands services à l'espèce humaine dans le temps où elle naquit du sein des mœurs et des idées dominantes du siècle; mais dans l'âge de Cervantes, elle n'était qu'une institution surannée qui ne se trouvait plus à l'unisson des formes politiques et sociales. Depuis longtemps l'esprit de la chevalerie avait disparu, et les usages ou les folies qui lui avaient survécu, ne méritaient pas que Cervantes leur fît grâce.

La langue descriptive des Espagnols, le caractère de leur imagination, les grands événements de leur histoire semblaient devoir les porter au poëme épique, et cependant ils n'en ont aucun qui puisse soutenir le parallèle avec les modèles de l'antiquité. L'Araucana d'Alonzo Ercilla, soldat espagnol, qui avait fait la guerre dans le Chili, n'est, au jugement des connaisseurs, qu'une suite de tableaux sans ordre, sans plan, sans vraisemblance, où l'on rencontre des détails heureux, des coups de pinceau d'un grand effet, mais qui ne suffisent pas pour couvrir le défaut d'intérêt et d'ensemble. Le Camoëns, poëte portugais, qui a vécu au même temps, est bien supérieur dans ce genre à tous les poëtes espagnols. La Lusiade, qui immortalise l'expédition de Vasco de Gama, n'est jamais passée sous silence, quand on parle de l'Iliade, de l'Énéide, de la Jérusalem délivrée, et cette distinction suffit à son éloge. La vie du Camoëns, agitée et malheureuse, pourrait elle-même fournir le sujet d'un poëme. Rien de plus intéressant que sa passion pour la gloire; rien de plus tragique que les persécutions dont il fut la victime. La Lusiade, qu'il sauva du naufrage, sauvera son nom de l'oubli. Quels que soient les défauts de ce poëme, il y a des morceaux sublimes qui les expient, les effacent, et dont la beauté paraît être à l'épreuve des révolutions du

temps et du goût : l'épisode d'Inès de Castro prouve que le Camoëns connaissait la langue des passions, et savait parler au cœur ; la fiction du Génie qui se présente à l'œil étonné de Vasco, au moment où il veut doubler le Cap des Tourmentes, est la conception neuve et hardie d'une imagination créatrice.

A la fin du seizième siècle, la langue espagnole était généralement répandue dans les cours et dans les classes supérieures de la société. L'Espagne était la puissance dominante en Europe ; elle dictait des lois aux autres peuples, et elle les dictait en espagnol ; il fallait apprendre cette langue pour plaire et pour obéir à ses maîtres. L'Espagne jetait un grand éclat : son commerce et sa marine la liaient avec toutes les nations ; et dans tous les pays, par admiration ou par besoin, on voulait parler ou du moins entendre la langue du peuple-roi. Ce fut à sa prépondérance politique, bien plus qu'à sa supériorité dans les sciences et dans les lettres, que l'Espagne dut l'universalité passagère de sa langue.

La langue française, qui devait un jour l'effacer et devenir le grand moyen de communication entre les peuples, commençait à se perfectionner sous la plume d'écrivains habiles. A peine la France respirait-elle de ses longues et cruelles agitations, sous l'administration paternelle du bon Henri, que les talents vinrent embellir cette terre favorisée du ciel, et qu'elle promit de riches moissons. Les derniers des Valois avaient aimé et même avaient cultivé la poésie. Leur exemple avait été stérile, leur protection momentanée. Au milieu des orages des guerres civiles, les sens étaient trop occupés pour que l'imagination fût active ; la pensée, amie de la tranquillité, languissait engourdie. Dès que le génie et la fermeté de Sully eurent fait renaître la sûreté, le travail et l'abondance, le Français, toujours avide de jouissances, tourmenté du besoin d'activité, autant que d'autres peuples le sont du besoin de repos, rechercha les plaisirs de l'esprit, et les écrivains se multiplièrent. Sa langue légère, facile, rapide, portait l'empreinte du caractère national. A cette époque il y avait plus de liberté que d'étiquette dans les formes, plus d'énergie que de politesse dans les actions, plus de naïveté et de franchise que de décence dans les mœurs. Comme les langues suivent toujours dans leurs développements la marche de l'esprit national, la langue française était plus hardie, plus naïve, plus pittoresque qu'elle ne l'est devenue depuis, et moins claire, moins régulière, moins précise. Cependant son génie la destinait à être la langue de l'esprit et du sentiment, plus que celle de l'imagination. Le peu de ressources qu'elle

offrait pour l'harmonie imitative, la régularité monotone de ses constructions, la timidité de ses figures, se refusaient à cette poésie qui, dans ses descriptions et dans ses tableaux, veut rivaliser avec la nature. Dans la main du génie, cet instrument ingrat et rebelle a paru quelquefois un instrument docile, et les grands poëtes ont triomphé des difficultés que leur opposait la langue : mais ils n'ont jamais pu changer entièrement son caractère : sa vivacité, sa délicatesse, sa simplicité la rendent éminemment propre à peindre les sentiments et les idées ; et elle réussira toujours mieux à exprimer les passions et les pensées de l'homme, qu'à reproduire avec succès les formes et les mouvements de la nature.

Les poëtes français qui avaient le plus de réputation, ne l'ont pas conservée. Les quatrains de Pibrac ne passent plus pour des modèles dans le genre didactique ; les chansons de Lingendes n'ont qu'une gaieté grossière ; les pastorales de Belleau sont à la fois maniérées et triviales ; quelques stances bien faites de Desportes et de Bertaud ne suffisent pas pour justifier l'admiration de leurs contemporains. On ne lit plus Ronsard, que les souverains de son temps comblaient de présents et d'éloges, et que le peuple regardait comme le dieu des vers. Il avait senti ce qui manquait à la langue française pour en faire un idiome véritablement poétique ; mais, réformateur maladroit, il avait méconnu son génie, et, en voulant l'enrichir de mots et de tournures nouvelles, il l'avait dénaturée. Ses vers sont quelquefois de véritables hiéroglyphes, et, quand le lecteur les a déchiffrés, ni les idées ni les images cachées sous ce langage barbare ne le payent de sa peine.

Regnier, avec tous les défauts qu'il tenait d'un siècle encore un peu grossier, d'une éducation négligée, du dérèglement de ses mœurs et de l'habitude de la mauvaise société, ne pouvait pas être correct, pur, élégant et noble comme Despréaux ; mais on ne saurait lui refuser un talent décidé pour la satire. Il a peut-être même plus de force, de gaieté, d'abondance que Boileau ; ses portraits sont le plus souvent achevés ; il promène le fouet de la satire sur une grande variété d'objets, et n'épargne pas plus les vices que les ridicules. On désirerait qu'il parlât moins de lui-même ; ses négligences ne sont pas toujours aimables, et sa muse, comme on sait, ne se pique pas d'être chaste.

Enfin Malherbe vint, et saisissant le genre de beautés appropriées à sa langue et à sa nation, il sut donner à la poésie française le caractère qu'elle a toujours conservé depuis, et qui la distingue de toutes les

autres. Rien n'y domine, et l'on y trouve de tout : l'imagination, la sensibilité, l'esprit, le jugement, la raison y paraissent dans un bel équilibre; aucune force de l'âme ne s'y montre aux dépens des autres. Toutes les facultés du poëte semblent également occupées à satisfaire à la fois tous les besoins des lecteurs qui lui ressemblent, et qui, comme lui, veulent que l'homme tout entier se révèle en quelque sorte aux sens dans le langage de la haute poésie. L'imagination des poëtes italiens et espagnols a quelque chose de plus libre, de plus audacieux, de plus vaste. Il règne dans la poésie des Anglais et des Allemands une sensibilité plus profonde et plus forte, et une hauteur d'expressions qui suppose une grande hauteur de pensées; c'est là surtout ce qui caractérise leurs odes. Celles de Malherbe n'offrent pas des beautés de ce genre; mais on y trouve un ton élevé, des idées justes, des sentiments vrais, des images nobles et jamais gigantesques; de la richesse sans surcharge, de la simplicité sans indigence; en un mot, tout ce qu'on admire, à un bien plus haut degré, dans les écrivains du siècle de Louis XIV.

La France avait le bonheur de posséder, sous le règne de Henri IV, deux écrivains philosophes, moralistes ingénieux et profonds, qu'on lit encore avec plaisir, parce que la vérité conserve toujours ses droits, et qu'un style original a toujours un charme particulier. Montaigne et Charron seront toujours chers à ceux qui savent penser et qui veulent connaître les hommes. Les Essais du premier ne sont pas un ouvrage suivi qui ait le mérite d'une belle ordonnance et qui forme un ensemble régulier; c'est une galerie intéressante de portraits d'une ressemblance frappante, d'anecdotes caractéristiques, de traits d'histoire bien choisis, de réflexions fines et justes, faites sans effort et présentées sans affectation et sans apprêt. Montaigne avait l'imagination trop vive et une trop grande abondance d'idées, peut-être aussi trop de paresse et d'orgueil, pour se donner la peine de lier ses matériaux et de faire un traité de morale, comme l'eût fait un moraliste de profession. C'est un homme d'esprit qui s'entretient avec lui-même, et qui sait que vous l'écoutez : car il ne s'enfonce jamais dans ses méditations au point d'oublier qu'il est en présence de spectateurs. Comme tous ceux qui veulent approfondir le cœur humain, il s'était beaucoup observé lui-même. On doit donc lui pardonner s'il parle beaucoup de son individu; son *moi* reparaît toujours; mais tout en se peignant, il peint en même temps les autres; et en disant : C'est encore lui, chacun ajoute : C'est aussi moi. Penseur par inspiration, plutôt que penseur méthodique, il se contredit quel-

quefois; mais souvent aussi il paraît seulement se contredire, et ne fait qu'envisager le même objet sous des faces différentes. Le scepticisme de Montaigne n'est pas le résultat de raisonnements abstraits et de recherches profondes sur les forces et les bornes de l'esprit humain, mais le fruit d'une lecture immense et de la variété des opinions humaines sur les objets les plus importants. Montaigne avait plus d'esprit que de jugement, et plus de jugement que de sensibilité; mais il suffirait des paroles touchantes et naïves qui lui sont échappées sur l'amitié, pour prouver qu'il n'était pas étranger au sentiment. Sa malice perce dans plusieurs passages de ses Essais; mais sa gaieté la lui fait pardonner, et un fond de bonhomie la corrige. Il se moque un peu des hommes; mais il se moque aussi de lui-même, et cela console. Son style attache le lecteur par un mélange unique de nerf et de grâce, de force et d'abandon. Ce style dessine sa physionomie morale; il peint l'homme tout entier; il est à lui comme ses traits, et il en a emporté le secret au tombeau. Ce style n'est pas sans défaut; mais s'il était plus parfait, il serait moins agréable.

Montaigne était un homme du monde qui se rendait compte à lui-même de ses observations et de ses sentiments : Charron était plutôt un auteur de profession; aussi a-t-il mis plus d'ordre dans ses idées, et plus de méthode dans sa marche. Son livre de la Sagesse est un traité de morale, dans lequel il ramène tous les devoirs aux quatre vertus cardinales des anciens. Le bon théologal de Condom avait peu de cet esprit philosophique qui analyse, distingue, range les idées, et les suit dans leur filiation naturelle; sans offrir l'aimable désordre de Montaigne, il ne sait pas s'assujettir à un ordre sévère, n'approfondit pas les principes de sa théorie, et y mêle beaucoup de choses étrangères. Sa manière d'écrire est moins originale et moins piquante que celle de Montaigne; cependant il y a dans Charron une foule d'expressions neuves et pittoresques. On y admire souvent un sens exquis et des pensées hardies et heureuses. Les morceaux où il développe les contrastes de force et de faiblesse que présente la nature humaine, sont dignes d'un grand maître; Bossuet ne les aurait pas désavoués.

Élisabeth fut pour les lettres en Angleterre ce que Henri était en France. Capable de comprendre et d'apprécier les savants, elle leur accorda une protection éclairée qui accéléra le développement des esprits, que les progrès du travail, de la richesse et de la puissance nationale devaient amener. Chaucer avait le premier transplanté avec

succès la poésie sur le sol de l'Angleterre; mais le langage de sa muse a vieilli. Sous le règne d'Élisabeth, Spencer et Shakespeare enfantèrent des productions originales et sublimes, qui se trouvant appropriées aux besoins d'imagination et au caractère des Anglais, firent sur les esprits des impressions fortes et durables, et ont déterminé le goût national. Dans sa Reine enchantée, Spencer a déployé une imagination riche et féconde à qui le monde réel ne suffit pas, et qui, franchissant les bornes de l'expérience, se joue dans le champ incommensurable du merveilleux; mais son poëme, d'un bout à l'autre, n'est qu'une allégorie; et ses allégories, qui tantôt sont trop transparentes, et tantôt le sont trop peu, ses fictions, souvent plus bizarres qu'intéressantes, ont beaucoup perdu de leur réputation.

Celle de Shakespeare paraît augmenter à mesure qu'on s'éloigne de lui. Sa gloire est devenue une véritable propriété nationale. Ce génie prodigieux, sans autre maître que l'instinct du talent, sans autres leçons que celles de la nature, a deviné les passions, et les a peintes avec une vérité et une force inimitables. Ses défauts sont à son siècle, dont le mauvais goût lui faisait la loi, et aux circonstances qui ne lui permirent pas d'étudier les règles de l'art, ni de travailler ses pièces avec soin. Ce qui le distingue des autres poëtes, c'est qu'il ne voit, n'imite, ne reproduit que la nature; non telle qu'elle existe dans ses ouvrages d'élite, mais sous toutes les formes qu'elle revêt dans ses compositions morales. Étranger au monde idéal, qui est proprement le domaine de l'art, quand il le rencontre et qu'il y entre, c'est par hasard, sans le savoir et sans le vouloir. Son caractère est l'énergie; il consulte peu les proportions et le goût, qui doivent être la mesure et la règle de la force. Souvent il atteint le sublime, mais il manque le beau, et il sacrifie presque toujours le beau au vrai, et sa vérité est celle de l'histoire, bien plus que celle de la poésie. Il brille dans les détails, il pèche du côté de l'ensemble. Il est admirable, malgré ses défauts, mais il est ridicule de les réduire en principes et de les déifier. Souvent ses pensées sont plutôt singulières et extraordinaires que grandes; ses expressions recherchées, ses images triviales ou gigantesques, les comparaisons ingénieuses, les pensées fines, mais déplacées, qu'il met dans la bouche de ses personnages, refroidissent le dialogue et ralentissent la marche de ses pièces; les contrastes et le mélange de tous les tons détruisent l'illusion théâtrale. Peu d'hommes sont nés avec une tête plus poétique; il n'y a peut-être pas eu de poëte plus étonnant; il y en a eu de plus parfaits que lui. Tel

qu'il est, avec ses beautés et ses défauts, il peut et doit être regardé comme le représentant de la poésie anglaise; car on retrouve dans tous les autres poëtes anglais, à l'exception de ceux de l'école de Pope, le même genre de beautés et de défauts, les unes affaiblies et les autres adoucis.

Par les mêmes raisons, François Bacon pourrait être considéré comme le représentant de la philosophie anglaise. Cet esprit véritablement encyclopédique avait reconnu et mesuré les domaines de la vérité; il connaissait ce qui s'était fait; il a indiqué ce qui restait encore à faire. Ennemi de la scolastique qui disséquait des notions arbitraires, et qui par des distinctions subtiles croyait atteindre la nature; ennemi des systèmes qui avec une ou deux formules veulent expliquer l'immensité des phénomènes, et trouvent plus commode d'imaginer les êtres que de les étudier, Bacon a le premier marqué et jalonné la route du vrai, et préparant à la science ses instruments, il a prouvé que l'observation et l'expérience étaient les seuls moyens d'arriver au but et de connaître la nature. Ses principes, énoncés avec précision, et revêtus d'images frappantes, sont devenus la profession de foi des philosophes de l'Angleterre, et le génie de Bacon a toujours plané sur cette île célèbre, où l'on a surpris tant de secrets à la nature. Il faut cependant ajouter, pour la gloire de l'Italie, que Bacon n'a fait que généraliser les idées directrices que l'immortel Galilée avait appliquées avant lui aux sciences physiques, et qui l'avaient conduit à ses belles découvertes sur les lois de la pesanteur et sur le système du monde. Au milieu de ces travaux pacifiques, qui préparaient les succès des siècles suivants, Bacon et Galilée virent les premiers feux de cette guerre qui devait arrêter les progrès de l'esprit humain, et ils vécurent assez pour avoir la douleur de présager les tristes destinées qui attendaient la science, dans le bouleversement général de l'Europe.

CHAPITRE II.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA GUERRE DE TRENTE ANS. — COMMENCEMENT DES TROUBLES EN BOHÊME. — LA GUERRE ÉCLATE. — FRÉDÉRIC V EST PROCLAMÉ ROI, PREND POSSESSION DU TRÔNE, ET LE PERD.

Les rapports des catholiques et des protestants en Allemagne n'avaient pas été déterminés avec sagesse, ni fixés avec précision, par la paix de Passau. Depuis soixante ans, les deux partis s'observaient d'un œil jaloux, et tâchaient réciproquement de prendre avantage des fausses mesures qui leur échappaient. Chacun interprétait les lois au gré de ses passions, et mettait son art à les violer impunément, ou à les éluder avec adresse. Ces altercations continuelles, ces haines profondes et secrètes étaient entretenues et nourries par les discours violents de prédicateurs fanatiques, par les écrits polémiques des docteurs, par la connivence des gouvernements, qui tantôt gardaient un silence criminel, et tantôt sévissaient contre quelques individus avec une partialité révoltante. Les princes espéraient profiter tôt ou tard de ces dispositions des esprits, qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se porter aux plus violentes extrémités. Les catholiques voulaient regagner tout ce qu'ils avaient perdu; les protestants voulaient tout conserver, et ne croyaient pouvoir y réussir que par des acquisitions nouvelles qui missent leurs ennemis hors de combat. Des deux côtés on ne parlait que de se défendre et on brûlait d'attaquer; on prêtait des projets à ses adversaires pour justifier les siens; on paraissait uniquement craindre les réactions; et on les provoquait et les légitimait par des mesures violentes. Souvent aussi, des deux côtés, on exagérait le danger de quelques démarches isolées, en les regardant comme les conséquences d'un système suivi, ou comme le premier anneau d'un vaste plan d'agression; et chacun croyait les autres capables de tout ce qu'il eût fait à leur place. Mathias n'inspirait pas cette confiance qui est l'effet naturel de la sagesse et de l'impartialité, et que les protestants eux-mêmes n'avaient pu refuser à Ferdinand I[er] et à Maximilien II, et il avait troublé la douce sécu-

rité où les avaient entretenus l'incapacité et l'indolence de Rodolphe. Faible et valétudinaire, Mathias ne pouvait pas inspirer des inquiétudes bien vives ; mais il annonçait de mauvaises intentions, et Ferdinand, son successeur désigné, donnait de justes alarmes aux protestants par ses principes, ses passions et ses talents. Les catholiques croyaient pouvoir tout espérer, et les protestants tout craindre de lui, et les premiers cachaient d'autant moins leur joie, que les autres prononçaient plus fortement leurs appréhensions.

L'Union et la Ligue se menaçaient depuis huit ans. Les deux partis étaient armés et en présence l'un de l'autre (1610). La bonne foi, la conviction et un attachement aux principes religieux, qui allait jusqu'au fanatisme, animaient le peuple ; les vues politiques dirigeaient seules les princes, et ceux mêmes chez qui le zèle religieux n'était pas le masque d'une indifférence secrète, associaient ou même subordonnaient la religion à des intérêts d'ambition et de cupidité ; il s'agissait beaucoup moins pour eux de la liberté des opinions et des cultes que de l'indépendance politique ; et ils ne s'attachaient à l'une qu'autant qu'ils y voyaient le gage et l'effet de l'autre. Au fond, le point décisif était de savoir si la maison d'Autriche reprendrait et augmenterait son ascendant en Allemagne, ou si les autres souverains lui opposeraient de fortes barrières ; et la question de la parité ou de la prééminence des deux religions ne devait être que le prétexte ou l'occasion de décider définitivement l'autre. Il était donc facile de prévoir la guerre, puisque les princes et les peuples paraissaient la vouloir également ; et elle menaçait d'être sanglante et longue, car les passions éclairées des souverains pouvaient compter sur toutes les ressources que leur offraient les passions aveugles de la multitude. On pouvait s'attendre que les peuples n'épargneraient ni leurs travaux, ni leurs sacrifices, ni leurs richesses, ni leur sang, pour défendre une cause qu'ils s'imaginaient être celle de Dieu ; que la politique se servirait du bras du fanatisme, et que les mesures de l'une seraient d'autant plus dangereuses, et les fureurs de l'autre d'autant plus actives, que, tout en combattant pour des intérêts, on croirait combattre pour des opinions.

Mais quelque hostiles que fussent les dispositions des esprits, la guerre qui devait désoler l'Allemagne pendant trente ans n'était rien moins qu'inévitable. Ces grands événements qui décident du bonheur et du malheur des peuples, tiennent sans doute toujours à des causes générales qui les préparent de loin ; mais ces causes pourraient som-

meiller pendant des siècles, et ce long repos diminuerait leur activité, les affaiblirait et finirait par les effacer entièrement, sans quelque incident imprévu et léger qui les tire de leur inaction.

Ainsi les rapports généraux des catholiques et des protestants en Allemagne, leurs jalousies, leurs animosités, leur défiance réciproque n'auraient peut-être jamais produit de rupture véritable sans les troubles de la Bohême, et ces troubles eux-mêmes eussent pu être apaisés sans une guerre générale, si Ferdinand n'avait pas abusé de ses succès, avec autant d'imprudence que d'injustice.

On a dit que la révolution opérée par Luther, et les fautes involontaires qu'on avait faites en concluant la paix de Passau, devaient tôt ou tard être suivies des plus terribles catastrophes. Mais soixante ans étaient écoulés depuis la paix de religion; et s'il y avait eu dans cet espace de temps des haines secrètes, il n'y avait point eu de guerre déclarée. D'ailleurs, depuis la mort de Henri IV, l'horizon politique s'était éclairci, et les apparences d'un prochain orage paraissaient se dissiper. Henri, qui voulait abaisser la puissance de la maison d'Autriche, avait vu dans les protestants d'utiles alliés; il leur avait donné l'éveil sur les dangers dont ils étaient menacés, et même son intérêt les lui avait fait exagérer. Mais ses grands projets étaient morts avec lui; la France avait abandonné son système politique; de misérables intrigues de cour occupaient tous les esprits. Les puissances que l'identité de leurs intérêts avait ralliées aux plans de Henri, et à qui il avait communiqué sa vivacité et son zèle, étaient revenues à des principes plus pacifiques. N'étant plus animées ni soutenues par la France, elles n'avaient pris conseil que de leurs besoins et de leurs goûts, et elles étaient retombées dans l'inaction. La Hollande avait conclu avec l'Espagne une trêve de douze ans, et Jacques Ier désirait de former avec elle des relations étroites et durables.

A la vérité, l'Union et la Ligue subsistaient toujours; elles devaient leur naissance à des craintes et à des défiances qui n'avaient pas cessé; purement défensives dans leurs principes, elles pouvaient devenir de puissants moyens d'agression; mais elles existaient depuis dix-huit ans sans avoir rien entrepris l'une contre l'autre, et ce long repos avait relâché les liens de l'association.

La grande affaire de la succession de Clèves, qui aurait probablement servi de prétexte à Henri pour commencer la guerre, et qui menaçait d'embraser l'Allemagne, n'avait pas été définitivement terminée; mais

la convention de Xanten avait pacifié le différend. Jean-Sigismond et le Palatin de Neubourg avaient pris possession des provinces (1614) qui leur étaient échues en partage, et avaient ajourné, à un temps indéfini, la décision complète de ce grand procès.

Les haines réciproques des protestants et des catholiques n'étaient pas plus prononcées qu'elles ne l'avaient été depuis vingt ans. Le rapprochement qui avait eu lieu entre la branche espagnole et la branche allemande de la maison d'Autriche, depuis l'avénement de Philippe III au trône d'Espagne, donnait des craintes fondées à l'Europe et à la religion nouvelle; mais l'Espagne affaiblie par ses efforts et énervée par ses excès d'ambition, avait plutôt de grands projets que de grands moyens; son impuissance pouvait rassurer sur ses vues de domination et sur les effets de son zèle intolérant et persécuteur.

Au mépris de toutes ces considérations, qui pouvaient faire douter encore à de bons esprits que l'Allemagne fût menacée d'une guerre prochaine, avec autant de raison que d'autres pouvaient en avoir pour la craindre, la guerre éclata. Jamais guerre ne parut moins grave dans son origine, et ne fut plus difficile à terminer. Elle changea souvent d'objet, ou plutôt elle n'eut point d'objet fixe et déterminé, et cette incertitude du but contribua à la prolonger du moins autant que la complication des intérêts. Si on l'avait d'abord envisagée sous le véritable point de vue, et qu'elle fût devenue générale, elle eût été rapide et courte. Mais les puissances qui y jouèrent un rôle entrèrent successivement sur la scène. Au lieu de concerter leurs opérations, et d'agir ensemble sur un même plan, l'une ne parut sur le théâtre qu'après l'autre. L'Autriche n'eut presque jamais qu'un ennemi à combattre. Frédéric V, Mansfeld et Chrétien de Brunswick, plus tard le Danemark, la Suède et la France se relayèrent en quelque sorte. L'épuisement de tous les partis, qui presque toujours amène la paix, fut retardé par cette grande erreur politique des puissances, et la guerre renaissant en quelque sorte de ses cendres, reprit toujours avec une nouvelle fureur.

De là le défaut de liaison entre les différents actes de ce long et sanglant drame; ce sont plutôt quatre pièces différentes, cousues l'une à l'autre, qu'une seule et même pièce; elles n'ont de commun que la paix qui leur servit de dénoûment. Tous ceux qui s'armèrent contre les deux Ferdinand avaient bien en apparence le même dessein, celui d'abaisser la maison d'Autriche; mais chez la plupart, cette idée était

vague ou du moins très-subordonnée à d'autres, et, comme la religion, elle était plutôt le motif ostensible que la véritable raison de leur conduite.

Deux siècles plus tôt, et même dans le seizième siècle, les mêmes causes n'auraient pas amené une guerre aussi longue, parce qu'aucun pays n'avait les moyens de la supporter ni de la faire longtemps. Les progrès lents, mais continuels, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, avaient créé dans plusieurs contrées de l'Europe une véritable puissance, en créant la vraie richesse, celle qui consiste dans l'excédant annuel de la production sur la consommation. C'était surtout en Allemagne et en France que le travail avait formé un capital considérable, et ce furent ces deux pays qui payèrent toute la guerre de trente ans. Ce capital qui, appliqué à de nouveaux genres de travaux, se fût reproduit à l'infini, fut irrévocablement perdu, en servant à nourrir la guerre. La richesse avait produit la puissance, l'abus de la puissance fit évanouir la richesse; ce fut sans doute un grand mal, mais c'eût été un plus grand mal encore, si cette richesse n'avait jamais existé, et que tous les pays fussent restés faibles et pauvres.

Si les pays qui devinrent le théâtre de la guerre étaient riches, les gouvernements n'avaient encore que peu de ressources et de moyens pécuniaires; cette circonstance a fait de la guerre de trente ans la guerre la plus dévastatrice. L'économie politique et la science de l'administration des finances étaient encore dans leur enfance. Nulle part on n'avait saisi les vrais principes ni sur la nature des impositions, ni sur le mode de les percevoir, ni sur les moyens de les appliquer aux besoins de l'État, ni sur la comptabilité; on se doutait à peine qu'il y eût des principes sur ces matières. Sully avait deviné tous ceux qui assurent l'ordre et la régularité de l'administration, et il les avait mis en vigueur; mais son ministère avait été trop court, pour que ses rares qualités pussent servir de leçon et d'exemple. Les souverains n'avaient, ni en France, ni en Allemagne, ni en Angleterre, des revenus proportionnés à la richesse de leurs sujets. Le peuple payait peu en temps de paix; cependant il se plaignait du poids des impositions, et souvent avec justice, parce qu'elles étaient mal assises, mal réparties et mal perçues. La France avait été la seule puissance qui eût un trésor; elle l'avait dû à l'économie de Sully et à la sagesse de Henri IV; mais elle ne l'avait eu qu'un moment, grâces aux prodigalités de ses nouveaux maîtres. Les princes ne savaient, ne voulaient et ne pouvaient pas accumuler des trésors; d'un autre

côté, ils craignaient d'augmenter subitement les charges du peuple ; et l'art de faire des emprunts qui enrichissent l'État sans appauvrir les particuliers, n'avait pas même encore été soupçonné. Ainsi les souverains ne pouvaient payer les frais d'une expédition, et, dans une guerre sérieuse et suivie, ils devaient manquer de ressources.

Cette situation, dans laquelle se trouvèrent les gouvernements pendant la guerre de trente ans, explique comment elle a été plus désastreuse que toutes les autres pour les pays qui en furent le théâtre. Les différentes armées, qui n'étaient ni payées, ni vêtues, ni nourries par leurs souverains, vivaient à discrétion dans les contrées qu'elles étaient chargées de défendre, comme dans celles qu'elles devaient attaquer. Les exactions, les réquisitions, les pillages se succédaient sans interruption. La guerre a toujours plus ou moins nourri la guerre, mais celle-ci a dévoré le pays, et faute de moyens réguliers, l'a ruiné pour plusieurs générations. Cette circonstance seule rend raison des crimes et des malheurs qui l'ont gravée en caractères de sang dans le souvenir des peuples. On ne cessa de combattre que lorsque la terre fut frappée de stérilité, et que le cultivateur n'eut même plus de quoi ensemencer son champ. Souvent les opérations traînèrent en longueur, les plans les plus sages furent abandonnés, et les succès les plus décisifs n'aboutirent à rien, parce que la province où il fallait agir était épuisée, et qu'on était obligé d'en chercher une autre, qui le fût moins. La faim et le désespoir portèrent les bourreaux et les victimes, le soldat et le peuple, aux plus cruels excès. Les désordres et les crimes qui désolèrent les plus belles contrées de l'Europe, et qui effrayent encore aujourd'hui la postérité, naissaient sans doute de la composition même des armées, du manque de discipline, des mœurs grossières des chefs, de la barbarie des troupes et du fanatisme religieux ; mais la guerre eût été moins sanglante et moins longue, si elle avait été conduite avec des ressources fixes et réglées, et non faite, par les amis et les ennemis, aux dépens des malheureux pays qui en étaient le théâtre.

Après ces réflexions générales, nécessaires pour bien saisir et bien comprendre les faits, qui déterminent le caractère des événements, et nous épargneront des redites fastidieuses, approchons de ce tableau, dont les couleurs sont détrempées de sang et de larmes, mais qui, par la richesse du sujet, par le nombre de personnages imposants qu'il fait paraître en scène, et par l'influence décisive que ces longues convulsions ont eue sur l'humanité, a de tout temps fortement attiré et attaché les spectateurs.

Cette longue suite de fléaux qui tourmentèrent l'Allemagne, d'événements imprévus qui l'étonnèrent, d'actions héroïques et d'actions atroces qui excitèrent son admiration ou son effroi, commença dans un pays, qui moins que d'autres paraissait en contenir le germe fatal; la Bohême fut son berceau.

Cette fertile et riche contrée était habitée par un peuple nombreux, brave, ami du mouvement et du danger. Ce peuple, jaloux de ses droits, était facile à enflammer, et toujours disposé à bien accueillir les choses nouvelles. Au commencement du quinzième siècle, les opinions de Jean Huss y avaient fait une fortune rapide. Lorsque la perfidie de l'empereur Sigismond et la cruauté du concile de Constance eurent fait périr ce réformateur dans les supplices, les Bohémiens, justement irrités, avaient pris les armes (1414); et le zèle des Hussites, dirigé par le génie de Ziska, avait triomphé des forces réunies de l'empereur et de l'empire, commandées par un chef habile. Ces souvenirs vivaient encore dans tous les cœurs; et ces grands exemples, que la tradition avait religieusement perpétués dans les familles, avaient donné au caractère national une fierté irritable et un esprit de résistance qui rendaient ce peuple difficile à gouverner. La constitution du pays partageait l'autorité entre le prince et les états. La couronne y était originairement élective. Depuis Ferdinand Ier, elle avait toujours été portée par un prince autrichien. Les rois avaient tâché de substituer insensiblement l'hérédité aux formes électives; un ordre fixe, qui pût arrêter les passions ambitieuses, à cette liberté mobile qui les encourage : mais ils n'avaient pas pu réussir à abolir entièrement les anciennes formes, bien moins encore à en effacer l'amour; et cet élément de troubles et de discordes subsistait toujours.

Lors de la réformation, les idées nouvelles trouvèrent en Bohême un sol préparé à les recevoir; Jean Huss et ses disciples avaient frayé la route. Les Bohémiens les adoptèrent avec enthousiasme, et, dans toutes les occasions, défendirent avec courage leur liberté religieuse.

Sous les règnes doux et pacifiques de Ferdinand Ier et de Maximilien II, la Bohême avait partagé le bonheur de toute l'Allemagne, et avait joui d'une tranquillité parfaite. Sous le sceptre de l'indolent Rodolphe, les Bohémiens avaient épousé, avec leur chaleur ordinaire, les craintes et les inquiétudes de tous les protestants, habilement entretenues par la politique de Henri IV. Mathias, qui avait besoin de leur secours pour détrôner son frère, avait eu l'art d'exciter leurs espé-

rances, et de leur faire croire que sa cause était la leur. Pour récompenser les services des protestants, Mathias, parvenu à son but, n'avait pas épargné les actes confirmatoires de leur liberté religieuse; et il avait déterminé Rodolphe à céder à leurs vœux, et à leur accorder les fameuses lettres patentes de majesté (1609), qui devinrent dans la suite la cause ou du moins le prétexte des troubles.

Ces lettres assuraient aux protestants la libre profession de leur foi, telle qu'elle était contenue dans leur confession (1579). Elles permettaient aux membres des états de fonder des églises et des écoles sur leur territoire; elles allaient plus loin, elles accordaient aux protestants une espèce de garantie politique de ces droits, en leur donnant celui de choisir dans leur sein des défenseurs qui, pour tout ce qui regarderait la religion, pourraient agir à leur gré, et faire des changements sans le concours de l'empereur.

Cette dernière concession était imprudente et dangereuse; c'était créer un nouveau pouvoir à côté de ceux qui étaient établis par la constitution; ce pouvoir devait être conservateur, et il était facile de prévoir que, suivant la tendance générale de tous les pouvoirs politiques, il envahirait les autres et dépasserait ses limites. Cette mesure défensive pouvait donner les moyens de prendre l'offensive, et ce bouclier devenir une arme redoutable dans la main des ambitieux. L'événement ne tarda pas à le prouver.

Après la mort de Rodolphe II, Mathias avait jeté le masque. Dès qu'il fut sûr du pouvoir, il ne parla plus de protéger la liberté de tous ses sujets; quand il n'eut plus besoin des protestants, il ne dissimula pas sa partialité en faveur des catholiques. Ce changement avait blessé l'orgueil, excité les alarmes, et allumé la haine des protestants. La fausseté de Mathias les irritait; sa faiblesse les excitait à la vengeance; le mauvais état de sa santé les encourageait à tout oser. En Bohême, plus qu'ailleurs, on lui prêtait les vues les plus odieuses; on envenimait ses moindres démarches; on dénonçait tous les jours à l'opinion de nouvelles violations, réelles ou prétendues, des lettres patentes; déjà on les voyait entièrement abolies; la fermentation était encore sourde, mais générale.

Les protestants avaient fait bâtir un temple sur les terres de l'abbé de Braunau, et un autre dans le village de Clostergrab qui dépendait de l'archevêque de Prague. Ces deux prélats s'y étaient inutilement opposés; on avait continué ces édifices, malgré leurs représentations;

ils les firent démolir. Les protestants invoquèrent les lettres patentes; mais les lettres patentes elles-mêmes les condamnaient, puisqu'elles accordaient aux seigneurs la permission de fonder des églises sur leurs terres, mais qu'elles ne donnaient pas à leurs sujets le droit d'en élever sans leur permission. Mathias, sollicité par les deux partis, prononça contre les protestants; cet arrêt pouvait être imprudent, mais il était juste.

Dans tout autre temps, cet incident, léger en lui-même, n'aurait pas eu de suites importantes; mais les matériaux étaient préparés, ce fut l'étincelle qui y mit le feu. Les protestants virent, dans ce petit triomphe des catholiques, le premier anneau d'une longue chaîne de malheurs et d'oppressions. La santé chancelante de Mathias annonçait la prochaine élévation de l'archiduc de Gratz, Ferdinand, son successeur désigné. Les catholiques zélés ne dissimulaient pas la joie que leur donnait cette perspective; les jésuites laissaient échapper des propos menaçants; les personnes particulièrement attachées à la cour parlaient de vengeances; les protestants de Bohême, ne mettant plus de bornes à leurs soupçons et à leurs craintes, crurent voir tomber l'édifice de leur religion sous les mêmes coups qui avaient abattu le temple de Braunau, et leurs réclamations devinrent plus pressantes.

Cependant il n'y aurait probablement point eu d'explosion, si les mécontents n'avaient pas trouvé dans le comte de La Tour un chef disposé à les seconder. Ce fut lui qui amena des événements dont il ne prévoyait pas les conséquences, déroula le premier cette longue suite de catastrophes que nous allons voir se développer; son ambition ardente produisit une révolution qui, lui échappant au moment où il voulait la diriger, entraîna son pays, et l'entraîna lui-même dans le malheur.

Cet homme trop fameux était originaire de Gortz; son père avait acquis des terres en Bohême par un mariage avantageux, et sa famille s'y était fixée. La Tour avait une de ces imaginations vives et ardentes qui sont le foyer de l'ambition, et où s'allument ses désirs et ses espérances. Voisin d'un siècle où le génie et le talent, favorisés par les circonstances, avaient bouleversé et créé des États, ces grands et dangereux exemples lui avaient inspiré de bonne heure une funeste émulation. Protestant par sa naissance, il le serait devenu par politique, au défaut de la conviction; l'esprit de résistance et de liberté, qui caractérisait dans ce temps les partisans de ce culte, le lui rendait cher. Il avait

porté les armes avec honneur contre les Turcs ; et depuis qu'il s'était retiré en Bohême, il avait eu l'art d'acquérir la confiance entière de ses compatriotes, qui estimaient sa bravoure, exagéraient ses talents, et prenaient le change sur la pureté de son zèle. Avec plus d'audace que d'habileté, et plus de chaleur que de lumières, il était fait pour égarer une nation inflammable, qui plaçait la piété dans l'enthousiasme, et ne voyait dans l'imprudence qu'un zèle louable.

La Tour avait été nommé défenseur des protestants; et cette place lui donnant des droits étendus, lui imposait des devoirs assortis à ses goûts, et chers à son ambition. La cour venait de lui ôter le poste important de bourgrave de Carlstein; et cette mesure imprudente le jetant tout à fait dans le parti populaire, lui avait concilié l'amour du peuple, qui ne voyait en lui qu'une victime des bons principes, et partageait sa haine contre le gouvernement.

L'événement de Braunau lui parut une occasion favorable de satisfaire toutes ses passions. Dans les vues du comte de La Tour, le mécontentement devait amener l'insurrection ; mais il fallait lui donner des formes légales, et s'assurer un moyen de la diriger. Il parcourt la Bohême, se mêle au peuple de toutes les classes, parle à chacun son langage, envenime les torts de Ferdinand, en exagère les conséquences, substitue les suppositions aux faits, charge le passé et l'avenir des plus sombres couleurs, excite à son gré les craintes et les espérances. Sa naissance, son rang, ses richesses, son éloquence, l'enthousiasme qui l'anime ou qu'il affecte, tout concourt à égarer ses compatriotes ; et partout au nom de la religion, de la liberté et de la patrie, les esprits s'enflamment et se disposent aux mesures les plus violentes. De retour à Prague, et sûr de l'assentiment d'une grande partie de la nation, La Tour rassemble les défenseurs, leur communique ses passions et ses vues. Ils convoquent de concert les états du royaume, pour demander le redressement des griefs de la nation.

C'est inutilement que Mathias leur défend de s'assembler avant qu'il vienne lui-même examiner l'état des choses. L'assemblée se forme, publie une déclaration dans laquelle elle ne parle que de son respect pour la personne de l'empereur, et, distinguant soigneusement le souverain de ses ministres, professe l'obéissance, tout en désobéissant aux représentants du prince, qui n'agissent que par ses ordres. Mathias leur interdit de continuer leur opération ; cette défense, adressée aux membres du conseil, doit être remise par eux aux états ; les états apprennent qu'elle

existe avant qu'elle leur soit remise; ils ne voient dans cette mesure qu'une violation des formes, et un défaut d'égards pour leurs personnes, qui augmente leur ressentiment, et sollicite leurs vengeances.

Les états une fois dissous, il y aurait eu des révoltes partielles en Bohême, il n'y aurait point eu de révolution. La Tour sent qu'une mesure hardie peut seule faire réussir ses projets, et qu'il faut frapper un coup d'éclat qui mette la nation dans l'impossibilité de reculer. Il se rend dans la salle du conseil, à la tête d'une partie des états, de leurs partisans et d'une populace nombreuse. On interroge les conseillers de Mathias, ils répondent avec hauteur; on leur adresse des reproches, ils en opposent de plus amers encore. La fureur s'empare des protestants; ils se saisissent de Slabata, de Martinits et du secrétaire Fabricius, et les jettent par les fenêtres du château; un hasard heureux rendit leur chute plus violente que dangereuse.

Cet attentat, qui fut peut-être l'effet des dispositions du moment, servit mieux la cause des mécontents que n'eût pu le faire la conduite la plus réfléchie. Il étonne les uns, et cette audace leur donne le change sur la force du parti; il effraye les autres, et leur fait redouter de justes vengeances. Les mécontents sont trop avancés pour reculer, et la peur même leur inspire le courage de la résistance. La Tour, qui dirige les opérations des états, profite habilement de ces dispositions des esprits, et ne leur laisse pas le temps de se reconnaître. Les protestants s'emparent, au nom des états, de toutes les parties du gouvernement; on choisit, dans les cercles du royaume, trente directeurs qu'on charge de l'administration générale des affaires; on lève des troupes; on destitue tous les employés qui se sont déclarés pour le roi, ou que leur religion, leur intérêt, leurs principes font soupçonner d'être ses partisans secrets. Les jésuites, regardés comme la milice du pape, redoutables par leur zèle, plus redoutables par leurs lumières et par leur activité, sont expulsés du pays.

Les auteurs de ce bouleversement publient un manifeste, dans lequel ils altèrent les faits, en inventent même au besoin, prêtent des crimes à leurs adversaires pour justifier leurs propres violences, invoquent des exemples qui sont des abus et non des usages, appliquent aux événements des principes étrangers à la constitution de l'État, et couvrent leurs démarches des mots d'égalité, de justice, de patriotisme, qui légitiment leurs passions à leurs propres yeux, séduisent les esprits faibles, et rassurent les consciences timides. Les chefs du peuple ne négligent

aucun des moyens que la tactique prescrit dans les mouvements populaires. Ils enivrent le peuple d'espérances et d'orgueil, exagèrent leurs ressources et la faiblesse de leurs ennemis, paraissent s'oublier eux-mêmes pour ne s'occuper que du triomphe de la cause commune, emploient les ecclésiastiques à justifier ou à commander au nom de Dieu toutes sortes de sacrifices, font circuler des projets homicides et de prétendus plans de conspiration, qui menacent la religion protestante, et attribuent aux victimes du soulèvement les actions les plus atroces et les plus révoltantes; la malignité forge des calomnies; la crédulité les reçoit avidement; les passions s'en nourrissent, et la Bohême tout entière est en armes.

Mathias, dont la santé décline de plus en plus, redoute des orages auxquels il n'est pas en état de tenir tête, et ne veut que descendre paisiblement au tombeau; il offre d'oublier le passé, de confirmer les lettres patentes, de donner toutes les sûretés qu'on exigera; il ne demande aux insurgés que de s'abstenir de violences. Ferdinand, son successeur, s'engage à calmer toutes les défiances par les déclarations les plus formelles; l'électeur de Saxe, Jean George, et Maximilien, duc de Bavière, interposent leur médiation; mais tous ces efforts sont inutiles, toutes ces tentatives échouent; les esprits échauffés ne veulent que des mesures extrêmes. Selon eux, les négociations ne sont que des artifices; les garanties qu'on leur offre, de vaines promesses; la modération serait faiblesse; la prudence, timidité; et toute espèce de confiance, un moyen sûr de se perdre. Les projets de La Tour ne lui permettent pas d'écouter les propositions de l'empereur; ses plans s'étendent plus loin : soit ambition, soit zèle, soit prévoyance excessive, il ne croit pas pouvoir se contenter de demi-mesures. D'ailleurs, le mouvement qu'il a imprimé au peuple l'entraîne lui-même, et il n'est plus le maître des passions qu'il a allumées; l'effervescence générale lui fait la loi, et, pour conserver son crédit, il se voit obligé d'applaudir à la résistance fougueuse et aux prétentions exagérées de ses partisans.

Bientôt il paraît en campagne à la tête des protestants; il s'empare de Krumlau, et il assiége Budweiss. Leur armée est composée de deux mille chevaux et de douze régiments d'infanterie, aucun sacrifice n'avait coûté à leur zèle pour la religion et à leur enthousiasme pour la liberté. En même temps ils adressent des lettres circulaires aux états de la Silésie, de la Moravie et de la Haute-Autriche, pour les engager à faire cause commune avec eux; et la conformité de leurs principes et de leurs

intérêts avec ceux des peuples voisins leur donne de justes espérances de succès.

Ernest, comte de Mansfeld, fut le premier qui épousa leur cause; il vint leur offrir ses troupes et les ressources de son génie. Cet homme étonnant avait été jeté, par la nature et les circonstances, hors des routes ordinaires. Dans un corps organisé pour l'action, robuste, souple, endurci aux fatigues, à la faim et à la soif, son âme de feu ne vivait que de projets hardis, d'entreprises périlleuses et de grands événements. Il joignait à l'imagination qui combine les plans, au coup d'œil qui sait les approprier aux localités, cette présence d'esprit qui, dans le besoin, suggère des idées heureuses, le courage qui fait voir le danger à distance, et surtout cette volonté énergique qui n'abandonne jamais ses desseins. Peu d'hommes portaient plus loin que lui le mépris de la mort, la passion de la vie militaire, l'audace qui s'expose à tout, et l'activité qui répare tout. Il doublait ses forces par la vitesse, et semblait se multiplier; on le croyait perdu sans ressources, et il reparaissait plus formidable sur la scène. Sans autre patrimoine que son talent et son épée, il ralliait autour de lui tous ceux qui voulaient de la gloire, des dangers et du butin. Son nom suffisait pour lui créer une armée, pour inspirer la confiance aux siens et la terreur à l'ennemi. Ses ressources étaient telles que les lui fournissaient la nécessité, les circonstances, le hasard, et surtout l'inspiration du talent. Son but était d'agir avec éclat; peu lui importaient le théâtre et l'objet. La guerre était pour lui un état, le but de toutes ses actions, et non pas un simple moyen. Avec un tel caractère, on a des qualités mâles et fortes, aux dépens des vertus douces et humaines; Mansfeld épargnait aussi peu la vie des autres que la sienne; il sacrifiait tout à ses succès; ses mœurs étaient celles de son siècle, et surtout de l'époque malheureuse où il a vécu. Avec de plus grands moyens, dans un autre temps, avec un but plus déterminé et plus noble, Mansfeld serait compté au nombre des plus illustres capitaines; et, par le malheur des circonstances, il n'est rangé que parmi les aventuriers célèbres.

Ce guerrier, né en 1585, était fils naturel de Pierre Ernest, comte de Mansfeld. Attaché dans sa première jeunesse à la maison d'Autriche, comme son père, il l'avait servie avec zèle; mais les promesses trompeuses qu'elle lui avait faites, avaient converti cet attachement en une haine profonde qui s'étendit à la religion que cette maison professait. Il avait abjuré le culte de ses pères, et avait passé à celui des luthé-

riens ; depuis, il avait toujours combattu pour les ennemis de la maison d'Autriche ; Charles Emmanuel, duc de Savoie, avait trouvé en lui un allié fidèle. Dès qu'il apprit les troubles de la Bohême, il se mit en marche à la tête de deux mille hommes, et vint augmenter les forces des mécontents. L'Union l'avait secrètement encouragé à cette démarche ; Charles Emmanuel lui avait fourni des moyens de lever et d'entretenir ce corps de troupes, et son premier exploit fut la prise de Pilsen.

On ne pouvait plus espérer de pacifier les troubles par la douceur et la condescendance. Mathias l'avait tenté inutilement; mais faible et valétudinaire, il répugnait plus que jamais aux voies de rigueur. Cependant le comte de Bucquoi, général habile, et Dampierre, avaient reçu de l'empereur l'ordre d'agir contre les rebelles; mais la guerre, entrecoupée par des négociations, se faisait mollement. Au milieu de ces circonstances critiques, Mathias meurt (1619) avec le sentiment amer de voir son autorité méprisée, laissant à son successeur un empire agité et mal affermi. Ferdinand avait hâté sa mort, en profitant de son impuissance pour faire arrêter son ministre favori, le cardinal Clesel, dont les conseils pacifiques déplaisaient à l'héritier du trône. Mathias outragé fut obligé de dévorer son ressentiment; il vit dans cet acte attentatoire à son pouvoir la juste punition des traitements qu'il avait fait éprouver à son frère Rodolphe ; le chagrin accéléra sa mort.

Elle donnait aux Bohémiens Ferdinand pour roi. Cet événement les fortifie dans leur révolte, et, pour la soutenir, la crainte les fait redoubler d'activité. Ferdinand n'avait hérité de son cousin qu'un trône ébranlé ; tous ses États mécontents paraissent vouloir le repousser en même temps; le feu de la guerre civile menace d'embraser à la fois la Hongrie, la Bohême, la Lusace, la Moravie ; Ferdinand a peu d'amis puissants, beaucoup d'ennemis déclarés, bien plus encore d'ennemis secrets, et jamais prince n'a commencé une carrière brillante sous de plus funestes auspices.

Dans cette situation précaire, Ferdinand ne se manque pas à lui-même ; sa fermeté fait face au danger ; il ne renonce à rien, ne désespère de rien, et veut que son courage en donne à ses partisans. Habile dans l'art de préparer les événements et de manier les esprits, actif, vigilant, également ferme et souple selon le besoin, il négocie, il intrigue, il lève des troupes, il mêle adroitement la menace et l'espérance. C'est en vain qu'il offre aux protestants de Bohême une amnistie entière

et la confirmation de tous leurs priviléges ; on ne croit pas à ses promesses ; on se flatte de tirer avantage de sa position pour lui faire perdre la couronne de Bohême, et l'empêcher d'obtenir celle de l'empire. Déjà La Tour est aux portes de Vienne ; il est sur le point de s'en emparer, et Ferdinand se trouve assiégé dans sa capitale par ses propres sujets.

Avec un peu plus d'activité, La Tour réussissait, et la monarchie autrichienne était perdue. Mais bientôt les succès de Bucquoi, qui a battu Mansfeld près de Budweiss, obligent La Tour à se replier sur la Bohême ; et malgré les protestations des révoltés et les obstacles multipliés que l'électeur palatin suscite à la diète, Ferdinand est proclamé empereur. Cette haute dignité était alors plus qu'un vain titre ; elle procurait de grandes ressources, donnait un pouvoir réel, et un pouvoir plus considérable dans l'opinion. La maison d'Autriche vit le moment où la couronne impériale allait passer dans une autre maison ; la plupart des princes d'Allemagne le désiraient ; l'intérêt de l'empire paraissait le demander ; mais la fortune de Ferdinand l'emporta ; les efforts des mécontents et ceux de l'Union évangélique furent inutiles.

Pendant que l'Allemagne donne une couronne à Ferdinand, il en perd une autre ; il est formellement détrôné par ses sujets ; les états de Bohême le déclarent déchu de ses droits. Sûrs de l'assentiment général du peuple, ils hasardent ce pas décisif ; profitant de l'obscurité de la constitution, de la haine aveugle et du fanatisme qui animent la multitude, ils cassent l'élection de Ferdinand, et, pour légitimer cette mesure violente, ils s'appuient sur des formes douteuses et sur l'intérêt général. Ce grand procès, qui ne devait jamais être entamé, est jugé sans appel par des juges dénués de toute espèce de titres ; l'arrêt est prononcé sans que l'accusé ait pu se faire entendre sur les crimes dont on l'accuse. Toujours passionné pour les coups d'éclat, le peuple applaudit ; dans les luttes entre les corps et un individu, il voit toujours la liberté et la justice dans les premiers, l'injustice et le despotisme dans le second. Les Bohémiens remercient les états d'avoir sauvé la patrie : ils rêvent l'indépendance, et avec elle la jouissance de tous les avantages. L'audace et l'orgueil de cette démarche leur donnent le change sur leurs moyens ; ils ont triomphé d'un monarque absent, et ils se croient invincibles.

Après cet acte hardi, qui effraye les souverains et qui étonne les peuples, les états de Bohême songent à donner un successeur à Ferdinand.

Un moment ils eurent l'idée de se constituer en république; mais les raisons politiques l'emportent sur les raisons personnelles; le danger des circonstances et la nécessité d'avoir un chef et des alliés dans la guerre qu'ils vont soutenir, font taire l'ambition et l'égoïsme. Longtemps ils balancent sur le choix du prince à qui ils offriront leur couronne; le roi de Danemark, l'électeur de Saxe, le duc de Savoie, sont tour à tour proposés; mais enfin la pluralité des suffrages tombe sur Frédéric V, électeur palatin, et les états lui envoient une députation pour lui annoncer son élection, et le prier d'accepter le trône.

Frédéric ne fut pas surpris; il s'attendait à l'événement, il l'avait même préparé; mais dans le moment décisif il fut longtemps indécis, et il devait l'être. Ce prince n'avait ni les talents, ni l'âme d'un souverain; son esprit et son caractère ne répondaient pas à la place orageuse qu'on venait lui offrir. Il était facile de prévoir que la couronne de Bohême serait l'objet d'une lutte sanglante, et qu'elle resterait au plus fort ou au plus habile. Frédéric sentait son insuffisance; il ne pouvait se déguiser à lui-même les dangers, les travaux, les amertumes de tout genre qui l'attendaient; mais l'électrice Élisabeth, sa femme, enveloppa son faible époux de tous les artifices que la vanité peut inspirer à ce sexe; bientôt il ne vit plus qu'une lâcheté honteuse dans le parti que lui dictait la sagesse. Le prédicateur de la cour, gagné par la princesse, ou séduit par sa propre ambition, fit parler la religion à ce cœur déjà sollicité par l'amour-propre et la tendresse conjugale; il lui représenta que la bonne cause exigeait qu'il triomphât de ses répugnances, et le malheureux Frédéric signa, d'une main tremblante, l'acte d'acceptation, comme s'il eût pressenti qu'il signait l'arrêt de sa ruine et de celle de ses enfants.

Les raisons qui avaient déterminé les états de Bohême à le préférer aux autres princes protestants, étaient plus plausibles que solides; mais dès qu'il eut pris sa résolution, elles se présentèrent à lui avec une force empruntée de l'imagination, et bientôt les inquiétudes firent place aux espérances les plus flatteuses.

Frédéric était gendre de Jacques I[er], roi d'Angleterre. Les liens du sang, l'intérêt de la religion, les principes politiques, tout devait faire une loi à son beau-père de le secourir de toute sa puissance; mais le caractère indolent et pacifique du roi d'Angleterre l'éloignait de toutes les entreprises périlleuses; ses idées sur l'autorité royale ne lui permettaient pas d'approuver la conduite des états de Bohême; ses relations

avec l'Espagne l'empêchaient de se déclarer contre Ferdinand; d'ailleurs, Frédéric ne l'avait pas consulté, et ce manque de déférence était peu propre à lui concilier un prince fier de ses prétendues lumières et de la sagesse de ses conseils.

L'électeur palatin était neveu de Maurice; il pouvait présumer de l'activité et de la politique du stathouder, qu'il profiterait de cette occasion pour combattre de nouveau l'Espagne, et que cette puissance serait hors d'état de secourir Ferdinand. L'ambitieux Maurice, qui s'indignait du repos, et qui désirait que la guerre recommençât, avait secrètement favorisé les troubles de Bohême, et il avait même encouragé son neveu à accepter la couronne. Mais la trêve avec l'Espagne n'était pas encore expirée; Maurice avait beaucoup de crédit dans la Hollande; mais il avait aussi beaucoup d'ennemis qui redoutaient son ambition. Le grand pensionnaire Barneveldt avait été admiré et pleuré de tous les partis; sa mort, en augmentant le pouvoir réel de Maurice, avait excité beaucoup de défiance contre lui, et Frédéric, instruit de la position difficile de son oncle, ne pouvait pas compter sur ses services.

L'Union évangélique lui restait. Cette confédération avait les mêmes intérêts et les mêmes craintes que lui; ses ennemis étaient les siens; il devait s'attendre de la part des princes protestants aux plus grands efforts; mais l'Union était mal organisée. Un long repos lui avait fait perdre le zèle qui l'animait à sa naissance. Les luthériens, qui formaient le grand nombre, ne redoutaient pas moins les succès des réformés que ceux des catholiques, et ils se défiaient de Frédéric presque autant que de Ferdinand. Ce prince ne pouvait donc se reposer avec une sorte d'assurance que sur le mécontentement général de toutes les provinces de la maison d'Autriche, sur la révolte de la Hongrie et sur la diversion que promettait de faire en sa faveur Bethlem Gabor, prince de Transylvanie, qui ambitionnait le trône de Hongrie, et qui en était digne par sa valeur et ses talents.

Plein d'espérances, entouré de flatteurs, ivre de sa fortune, Frédéric s'était mis en route pour son nouveau royaume; il y avait été reçu au milieu des acclamations d'un peuple immense, qui voyait en lui son ouvrage et le gage de sa liberté. Couronné à Prague le 25 octobre 1619, avec toutes les solennités d'usage, il oublia que son trône était entouré de précipices, et songea plus à jouir de son rang qu'à le conserver. Environné de fêtes brillantes au lieu de préparatifs de guerre, il laissait s'éteindre dans l'indifférence, ou même dans le mépris, l'enthousiasme

que son arrivée avait inspiré à ses nouveaux sujets, et qui cependant était son unique moyen de salut.

Son rêve fut aussi court que brillant. Tandis qu'il s'endormait sur le penchant de sa ruine, Ferdinand se montrait digne du trône qu'il avait perdu, par l'activité qu'il mettait à le recouvrer. L'armée de l'Union s'était déclarée pour Frédéric; commandée par le margrave de Bade-Durlach et par Joachim Ernest, margrave de Brandebourg, elle devait défendre les États héréditaires du roi de Bohême, le Haut et le Bas Palatinat. Du moment où l'Union avait épousé la cause de Frédéric, la Ligue avait assuré ses secours à Ferdinand, et cette confédération était bien plus homogène, plus active et plus redoutable que l'autre. Le duc Maximilien de Bavière, qui en était le chef, pressait avec chaleur les efforts de son parti. Ce prince mettait un grand poids dans la balance par ses talents personnels; parent de Frédéric, l'ambition le rendait sourd à la voix du sang, et il fondait la grandeur de sa maison sur la ruine du Palatin. Philippe III avait aussi promis des secours à Ferdinand; Spinola, le plus habile général des Espagnols, devait pénétrer dans le Bas-Palatinat à la tête de vingt mille hommes, tandis que l'électeur Jean George de Saxe attaquerait la Lusace, et que Maximilien marcherait en Bohême à la tête de l'armée principale. Frédéric, menacé de tous côtés, se réveille; il rassemble ses forces, et veut enfin payer de sa personne. A l'approche du danger, l'enthousiasme des Bohémiens se rallume; ils redoutent les vengeances de Ferdinand, et sentent qu'il faut s'attendre à tout perdre ou savoir tout conserver. La Tour veut consommer son ouvrage; Mansfeld sert la cause de la Bohême de son génie et de son bras; Frédéric paraît à la tête de son armée, et sa présence anime les soldats; il choisit une position avantageuse près de la montagne blanche, et y attend Maximilien. Au sort de cette journée tiennent les destinées de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Europe entière. La bataille ne dura qu'une heure (8 novembre 1620); Maximilien la décida en faveur de son parti; les talents de Tilly et de Wallenstein, qui commandaient sous lui, le secondèrent. Peu de batailles eurent des suites plus importantes. Frédéric, aussi prompt à perdre toute espérance que prompt à en concevoir, se déshonore par une fuite honteuse. Au lieu de profiter des ressources que lui offrent le zèle religieux et les craintes légitimes des Bohémiens, ou de mourir avec gloire, il abandonne le trône qu'il a occupé un moment, le pays qu'il ne devait plus revoir, ses sujets qu'il expose sans défense aux vengeances

de Ferdinand. Souverain d'un jour, il va solliciter la pitié des princes, et n'en obtient que le mépris ; dépouillé et fugitif, il se retire à Breslau, puis à Berlin, et, par un oubli inconcevable de toute dignité, il continue sa fuite précipitée, et court se cacher en Hollande.

CHAPITRE III.

FERDINAND II ABUSE DE SA VICTOIRE. SES PROJETS S'ÉTENDENT. — EFFORTS INUTILES DE MANSFELD, DE CHRÉTIEN DE BRUNSWICK, DU MARGRAVE DE BADE EN FAVEUR DE FRÉDÉRIC. — DESPOTISME TOUJOURS CROISSANT DE L'EMPEREUR EN ALLEMAGNE. — CHRÉTIEN IV, ROI DE DANEMARK, VEUT VENGER LA CAUSE DES PROTESTANTS. IL EST BATTU, ET CONCLUT UNE PAIX DÉSAVANTAGEUSE. — FERDINAND NE MÉNAGE PLUS RIEN. — ÉDIT DE RESTITUTION.

Ferdinand avait facilement triomphé d'un prince qui avait peu de moyens personnels, et qui avait quitté le trône avec la même précipitation qui le lui avait fait accepter. Jusqu'à ce moment la fortune s'était déclarée pour le parti le plus juste ; ceux mêmes qui n'aimaient pas l'empereur et qui le craignaient, ne pouvaient nier qu'on l'avait traité avec autant d'illégalité que de mépris, et qu'on l'avait puni des appréhensions bien ou mal fondées qu'il avait inspirées, comme d'actions positives et de crimes réels ; mais les événements qui suivirent la bataille de Prague changèrent l'état des choses et la disposition des esprits.

Ferdinand ne manquait pas de mérite ; mais il n'avait aucune des qualités qui le font aimer ; il savait se faire craindre ; il ignorait entièrement l'art de gagner les cœurs. Sa pénétration saisissait avec facilité les dangers et les ressources que présentaient les circonstances ; sa fermeté ne se démentait pas dans les positions les plus critiques ; son activité ne négligeait rien, et le rendait capable d'un travail opiniâtre et suivi. Jaloux de son autorité, il croyait que pour la conserver il fallait l'accroître ; sévère par tempérament, il l'était encore plus par principes, et confondait la clémence avec la faiblesse. Élevé par les jésuites et conseillé par eux, il ne séparait jamais dans sa tête la religion et la politique, le salut et la puissance, et il voyait dans l'un le moyen de l'autre : tour à tour son ambition servait sa fausse piété, et sa fausse piété assurait les succès de son ambition. Il se peut que ses projets contre la religion protestante et la liberté de l'Allemagne aient longtemps mûri dans sa tête, avant qu'il trouvât des occasions de les développer ; jusqu'à cette

époque du moins, il les avait plutôt fait soupçonner que montrés; peut-être que ce fut uniquement la rapidité de sa fortune, l'enchaînement de ses victoires, la faiblesse de ses ennemis, l'insouciance et l'aveuglement de l'Europe, qui lui donnèrent le désir de tout envahir et le courage de tout entreprendre. D'abord après la bataille de Prague, il déploya un système de rigueur aussi imprudent que barbare, et annonça des vues ambitieuses qui menaçaient également l'indépendance des princes catholiques et celle des princes protestants, la constitution germanique et l'équilibre de l'Europe.

Au mépris de l'amnistie qu'il avait promise aux Bohémiens, et que le nombre même des coupables rendait nécessaire, il établit dans cette malheureuse contrée (1621) un tribunal de sang sous la présidence du prince Charles de Lichtenstein. Ce peuple était assez puni par l'humiliation de son orgueil et par la nécessité de subir le joug d'un vainqueur abhorré; on l'épouvante encore par des supplices; vingt-sept têtes des plus illustres tombent sur l'échafaud. On confisque les biens des condamnés avec une avidité révoltante, et ils enrichissent le fisc ou les partisans de la cour. La nation est dépouillée de tous ses priviléges; les ecclésiastiques luthériens sont expulsés; les jésuites triomphants reviennent; la religion protestante est menacée d'une ruine entière. On procède avec la même sévérité en Silésie et en Moravie.

Bientôt Frédéric lui-même est traité en criminel. C'est la vengeance et non la politique qui dicte à Ferdinand contre lui les mesures les plus violentes; car ce prince fugitif, dépouillé, découragé, ne peut inspirer de crainte à personne. Ferdinand le met, de sa propre autorité, au ban de l'empire, lui et ses principaux adhérents. Oubliant qu'il n'est pas souverain de l'Allemagne, l'empereur viole toutes les formalités que les lois prescrivent. Tous les princes réclament contre ce pouvoir arbitraire; les catholiques eux-mêmes commencent à sentir qu'ils ne seront pas plus ménagés que les protestants; l'indignation est générale, mais la terreur glace tous les esprits.

Maximilien est chargé de s'emparer du Haut-Palatinat, pendant que Spinola, à la tête d'une armée espagnole, soumet le Palatinat du Rhin. L'armée de l'Union, dont l'activité avait été circonscrite par la pacification d'Ulm, et qui devait se borner à défendre les États héréditaires de Frédéric, s'était mollement acquittée de ce devoir. Spinola avait rencontré si peu de résistance, qu'on soupçonna l'or des Espagnols d'avoir frayé le chemin à leurs armes, et que le margrave d'Anspach, général

de l'Union, fut accusé d'avoir trahi la cause qu'il défendait. Déjà tout le Palatinat du Rhin avait été conquis par Spinola, excepté les villes de Frankendahl, de Heidelberg et de Manheim, et ce général, que la guerre appelait dans les Pays-Bas, avait engagé l'Union à signer un traité de neutralité qui paralysait ses forces. C'était signer l'acte de sa dissolution. En effet, on la vit se dissoudre entièrement, lorsqu'il fallait plus que jamais que les protestants s'unissent étroitement pour ne pas être tous opprimés.

Les souverains de l'Europe ne pouvaient se déguiser à eux-mêmes que la maison d'Autriche redevenait formidable, et que, l'Allemagne une fois intimidée ou soumise, l'Espagne et l'Autriche, liées d'intérêts et de principes, formeraient une masse de puissance qui écraserait le Midi et le Nord. Cependant Frédéric ne trouva pas un allié; tous les États de l'Europe paraissaient frappés d'aveuglement et de stupeur; les cabinets semblaient étrangers à l'issue de ces grands événements. La France, gouvernée par Luynes, essaya de négocier en faveur de Frédéric, au lieu de commander la paix en prenant une attitude menaçante. Ferdinand ne vit dans sa modération apparente que l'aveu de sa faiblesse; comme en politique on ne ménage que ceux que l'on respecte, et l'on ne respecte que ceux que l'on craint, il n'eut point égard à ses représentations. Luynes, beaucoup plus occupé à se maintenir en place qu'à soutenir la dignité de l'État, à déjouer les intrigues de la cour que les calculs de Ferdinand, resta dans l'inaction. Jacques I[er] se laissait endormir par les promesses que lui faisaient l'Espagne et l'Autriche; Ferdinand l'assurait que ce qu'il faisait n'était que de vaines démonstrations, et qu'il rétablirait Frédéric dans ses États; le ministre espagnol lui persuadait que ce rétablissement serait la conséquence du mariage du prince de Galles avec l'Infante. Jacques, sourd au vœu de son peuple et aux sollicitations du parlement qui demandaient qu'on sauvât la religion protestante et l'honneur national, n'accordait à Frédéric que des secours insignifiants, qui coûtaient à l'Angleterre, sans changer l'état général des affaires.

Depuis la bataille de Prague jusqu'au moment où le Danemark parut sur la scène, quatre petits princes sans États, ou du moins avec de faibles ressources, animés par la haine de l'oppression, doublant leurs forces par leurs qualités personnelles, et entraînés par un esprit véritablement chevaleresque, furent les seuls soutiens de la religion protestante et les seuls défenseurs de Frédéric. Ils ne pouvaient pas contrebalancer, bien moins encore briser la puissance de Ferdinand; mais, en

l'occupant, ils retardèrent sa marche ambitieuse, et, attirant les yeux de l'Europe sur cette singulière lutte, lui donnèrent le temps de susciter à l'Allemagne d'autres protecteurs. Sans eux, la guerre eût été bientôt terminée, et Ferdinand eût régné dans l'empire sans opposition.

Ces quatre guerriers étaient George Frédéric, margrave de Bade-Dourlach ; Chrétien, duc de Brunswick et évêque d'Halberstadt ; Jean George de Brandebourg, duc de Jaegerndorff ; et Ernest, comte de Mansfeld. Inégaux en talents et en génie, différents de caractère, ils avaient tous le même but, ils employaient tous les mêmes moyens. Chacun avait ses vues personnelles, mais tous voulaient en même temps défendre la liberté religieuse et politique de l'Allemagne. Sans argent et sans sujets, ils faisaient la guerre aux dépens des amis et des ennemis ; et quand il s'agissait de se procurer des ressources, ils consultaient uniquement leurs besoins, et se souciaient peu du droit.

Le margrave de Bade avait pris part aux troubles de la Bohême dès leur origine ; il avait abdiqué la souveraineté afin de pouvoir se livrer tout entier à la guerre, mais il la faisait avec plus de bravoure que d'habileté et plus d'ardeur que de prudence. Jean George, duc de Jaegerndorff, venait d'être mis au ban de l'empire ; cet acte arbitaire avait enflammé ses ressentiments, et l'obligeait en quelque sorte à tout recouvrer à la pointe de l'épée. Chrétien de Brunswick, fils du duc Henri Jules et neveu du duc régnant Frédéric Ulric, était encore à la fleur de l'âge. Son ardeur bouillante et son humeur belliqueuse le poussaient aux combats, et lui faisaient supporter impatiemment le repos ; c'était plutôt un partisan audacieux et actif qu'un général habile ; mais dans sa place il valait mieux être l'un que l'autre. Sa valeur impétueuse ne lui permettait jamais de reculer, et lui faisait souvent braver le danger inutilement ; sa libéralité lui attachait le soldat ; sa gaieté et son esprit le soutenaient dans les positions les plus critiques. Il s'était déclaré le chevalier d'Élisabeth, épouse de Frédéric V ; sa bravoure, son intrépidité, son activité infatigable, son mépris pour les plaisirs et les habitudes efféminées, le rendaient digne des beaux temps de la chevalerie ; mais il souillait ses belles qualités par un défaut total de justice, de modération et de clémence ; il ne savait ni épargner le sang ni pardonner à ses ennemis, et il déshonorait ses victoires par une avidité insatiable et des cruautés gratuites. Inférieur à Mansfeld en talent et en grandeur d'âme, son égal pour l'activité, ces deux hommes furent, pendant cinq ans, les adversaires les plus redoutables de la maison d'Autriche.

Il serait difficile de lutter de rapidité avec Mansfeld et Brunswick dans le tableau de leurs opérations militaires; et il serait assez inutile de les suivre dans leurs expéditions multipliées, qui ne tenaient pas à un plan général, et n'avaient souvent d'autre but que de fatiguer l'ennemi, en se montrant en même temps sur plusieurs points, ou de quitter un pays épuisé pour en chercher un autre où leurs troupes pussent subsister. On les vit porter successivement la guerre, de la Bohême, où Mansfeld tint encore longtemps Pilsen et Tabor, dans le Haut-Palatinat, dans l'Ost-Frise, dans l'électorat de Cologne, dans la Haute-Saxe, en Silésie, et jusque dans la Hongrie. Quelquefois réunis, plus souvent séparés, presque toujours battus, et jamais domptés; renaissant de leurs défaites, reparaissant plus redoutables lorsqu'on les croyait perdus sans ressource; enrôlant sous leurs drapeaux ceux qui aimaient mieux combattre que travailler, et tous ceux qui, ruinés par les soldats, le devenaient eux-mêmes par désespoir; arrachant aux uns ce qu'ils obtenaient des autres; également craints de leurs amis et de leurs ennemis; apprenant aux peuples à tout souffrir, aux gens de guerre à tout oser, et naturalisant en Allemagne le brigandage, l'indiscipline, les violences de toute espèce, ces deux aventuriers militaires ont donné plus que tout autre à cette guerre le caractère d'atrocité qui la distingue. Ils offrirent un exemple qui ne fut que trop suivi, et frayèrent à leurs successeurs une route sanglante, dans laquelle les plus grands capitaines ne rougirent pas d'entrer après eux. Ils se mirent un moment au service de la Hollande, où la guerre avait recommencé après l'expiration de la trêve (1620); mais ce théâtre ne convenait pas à leurs besoins, à leurs habitudes et à la nature de leurs talents. Sur ce terrain resserré et coupé dans tous les sens, la guerre se faisait avec trop de lenteur et d'une manière trop savante pour leur fougue impétueuse. Ils reparurent bientôt en Allemagne, et de nouveaux ravages et des coups de main hardis signalèrent leur retour. La guerre qu'ils faisaient était sanglante sans être décisive; mais elle fatiguait les troupes de Ferdinand, et l'empêchait de les employer à développer toute l'étendue de ses plans.

Cependant, sans l'activité et le grand talent de Tilly, Mansfeld et Brunswick auraient mieux réussi dans leurs opérations, et leurs succès mêmes leur auraient appris à mettre plus de suite dans leurs entreprises et dans leurs projets. Ferdinand lui-même n'était pas brave, et n'entendait rien à la guerre; mais il se rendait justice à cet égard, et il eut le bonheur de rencontrer des hommes qui méritaient sa con-

fiance. Tilly était le principal artisan de sa gloire, et préparait sa grandeur par des triomphes répétés, qu'il devait plus à son mérite qu'à la fortune. Jean Tzerclaës de Tilly, qui fixa pendant onze ans la victoire dans les armées de l'Autriche, était originaire d'une illustre maison des Pays-Bas. Il avait été destiné à entrer dans l'ordre des jésuites; mais né pour le métier de la guerre, la nature l'avait emporté sur les vues de ses parents, et il avait servi de bonne heure. Il avait conservé de sa première éducation un attachement fanatique pour le culte de ses pères et une haine invincible contre les protestants. Robuste, infatigable, dur pour lui-même et pour les autres, sévère jusqu'à la cruauté, il était étranger à toute espèce d'affection douce et humaine. Sobre, ennemi des plaisirs, inaccessible aux séductions des sens, il ne connaissait d'autre occupation et d'autre délassement que la guerre; les jours de bataille étaient ses seules fêtes, et il les lui fallait sanglantes. Indifférent aux honneurs et aux récompenses, même à la gloire, il agissait beaucoup, et parlait peu de lui-même; il ne connaissait que son métier, ne voyait que le devoir, ne désirait que le salut. Dans un temps où la tactique était encore à naître, il passait pour un grand capitaine; ses succès ont été trop soutenus pour qu'on puisse les attribuer à la fortune et aux hasards des événements. On peut lui refuser les grandes vues : on ne saurait lui disputer ce coup d'œil prompt et sûr qui, dans chaque moment donné, indique ce qu'il faut faire et sait tirer parti des localités.

Il était supérieur à tous ceux qu'il fut appelé à combattre; jusqu'à Gustave Adolphe, il fut toujours vainqueur. Après avoir beaucoup contribué au gain de la bataille de Prague, il força Mansfeld à quitter la Bohême; il défit le margrave de Bade-Dourlach près de Wimpfen en Souabe; dans la même année (1621), il battit le duc Chrétien de Brunswick près de Hoechst sur le Mein. A la suite de ces victoires, Heidelberg fut pris d'assaut, et tout y fut saccagé, à l'exception de la belle bibliothèque, dont Tilly fit présent au pape Grégoire XV. L'année suivante, une nouvelle victoire remportée près de Loo, dans le pays de Munster, mit le comble à sa gloire.

Cet enchaînement de succès prépara et amena une suite d'inégalités et de violences de la part de Ferdinand II. Ce prince, enivré de ses triomphes, n'eut bientôt plus d'autre mesure de ses prétentions que celle de ses forces. Dans les caractères de cette trempe, la puissance est toujours voisine de l'abus, et ils veulent tout ce qu'ils croient pou-

voir oser impunément. Une partie de l'Allemagne était contenue par ses armes, l'autre était impuissante; les princes protestants étaient intimidés, les catholiques dociles et soumis; les puissances de l'Europe, trop insouciantes ou trop faibles pour agir, gardaient le silence. Excité par les éloges de la cour de Rome et par les conseils des prêtres, qui le pressent d'achever son ouvrage et de profiter des circonstances pour étouffer la religion protestante, entouré de flatteurs qui lui montrent sa domination absolue en Allemagne comme facile, prochaine et bienfaisante pour l'empire, Ferdinand accueille ces idées analogues à ses principes, à ses passions, et surtout à son zèle religieux. Maximilien de Bavière, qui veut élever sa fortune sur les ruines du Palatin, appuie ces vues ambitieuses de tout son crédit; les princes ecclésiastiques que la haine aveugle, parlent le même langage, et ne prévoient pas que le pouvoir arbitraire qu'ils sollicitent contre les protestants, amènera l'asservissement général de l'empire. Les conquêtes et les victoires de Tilly encouragent Ferdinand à commencer l'exécution de son plan; il n'a plus rien à craindre de Frédéric, qui a lui-même congédié ses défenseurs, et qui a rompu ses liaisons avec Mansfeld et Chrétien de Brunswick; Bethlem Gabor, un moment roi de Hongrie et l'allié du Palatin, aussi crédule, aussi faible, mais moins malheureux que lui, a conclu avec Ferdinand sa paix particulière à Niclasbourg (1622); rien ne s'oppose aux projets de l'empereur; le moment est venu de les exécuter.

Déjà le margrave de Bade-Dourlach avait été mis au ban de l'empire, et le pays de Bade avait éprouvé toutes les horreurs de la guerre, quoique ce prince l'eût abandonné à son fils avant de se déclarer pour Frédéric, et que son fils fût resté neutre. Ferdinand avait fait décider contre cette maison le procès important qu'elle avait avec les enfants d'Édouard le Fortuné, margrave de Bade. Ce n'était là que le prélude des violences que Ferdinand allait se permettre, les premiers pas de la marche progressive de son ambition. Il convoque (1623) une diète à Ratisbonne, et propose à cette assemblée, incomplète et composée presque uniquement de ses partisans, d'ôter la dignité électorale à Frédéric, et d'en revêtir Maximilien de Bavière. Cette proposition était de la plus haute importance; elle ne tendait à rien moins qu'à changer la constitution de l'Allemagne, et à rompre l'équilibre dans le collége électoral entre les catholiques et les protestants. La destitution du Palatin ne pouvait être justifiée, puisqu'il n'avait rien entrepris contre l'empire; et en le supposant coupable, ses crimes, quels qu'ils fussent, ne pouvaient

préjudicier à ses enfants encore au berceau, ni à son parent le Palatin de Neubourg. Mais Ferdinand, sans pudeur et sans retenue, ne craignit pas de proposer cette injustice révoltante. Les États catholiques sont assez lâches ou assez aveugles pour la sanctionner, et Maximilien ne rougit pas de profiter de l'arrêt inique qui dépouille Frédéric de ses États. C'est en vain que les électeurs de Saxe et de Brandebourg réclament contre cette violation de toutes les lois ; leur sage résistance paraît presque une hardiesse coupable qui étonne les membres de la diète et qui irrite l'empereur ; bientôt la Saxe elle-même applaudit à cette usurpation ; le faible Jean George se laisse gagner par la cession hypothécaire de la Lusace, et Maximilien est proclamé électeur.

Ce coup d'éclat avait réussi. Ferdinand lui-même fut surpris de la complaisance servile des souverains de l'Allemagne; les preuves qu'il venait d'en recevoir lui firent croire qu'elle serait sans bornes, et que désormais il pouvait tout hasarder. Ne déguisant plus ses vues hostiles contre la religion protestante, il permet que les catholiques se remettent en possession de toutes les églises et de tous les établissements sur lesquels ils ont des prétentions surannées. Partout on menace, on inquiète, on dépouille les protestants; Tilly appuie par la force les violences et les injustices que les catholiques projettent ou exécutent ; ses troupes, répandues dans tous les cercles, ne laissent aux princes qu'une autorité précaire ou un pouvoir apparent. C'est lui qui règne, qui dicte des lois et qui exige les contributions les plus fortes pour son armée ; ses soldats traitent l'Allemagne en pays conquis ; leurs extorsions les enrichissent, leur opulence les recrute, et attire sous les drapeaux de Tilly de nouveaux brigands qui vivent aux dépens des peuples. Les protestants tremblent et se taisent ; les catholiques éclairés gémissent de voir l'empire assujetti, et prévoient dans l'avenir les plus grands malheurs.

A la fin, l'Allemagne se réveille ; les États du cercle de la Basse-Saxe sortent les premiers de leur léthargie ; ils sentent qu'il faut tout perdre, ou faire un généreux effort pour tout sauver. Trop faibles pour combattre seuls avec succès la puissance de Ferdinand, ils s'adressent à Chrétien IV, roi de Danemark, lui offrent la place de général du cercle, et le pressent de joindre ses forces aux leurs. Chrétien voyait depuis longtemps avec inquiétude les progrès de la puissance autrichienne ; prince d'empire, voisin de l'Allemagne, sincèrement attaché à la religion protestante, il n'avait pu être indifférent ni aux entreprises ni aux triomphes de Ferdinand. Il avait fait des représentations très-fortes sur le

système d'oppression qu'on suivait à l'égard des protestants; mais ces représentations, infructueuses comme tant d'autres, n'avaient été payées que de mépris. Des raisons d'intérêt personnel l'animaient plus vivement encore contre l'empereur; il avait espéré de procurer à ses fils cadets les évêchés de Brême et de Verden; Ferdinand venait de détruire ses espérances en privant les princes protestants du droit d'aspirer, en qualité d'administrateurs, aux dignités ecclésiastiques de l'Allemagne. Le roi de Danemark avait été encore plus sensible à la permission que l'empereur venait d'accorder aux comtes de Schaumbourg de porter les armes du Holstein, comme pour appuyer les prétentions de cette maison sur ce duché. Chrétien, justement irrité, reçut avec transport les propositions du cercle de Basse-Saxe. La France et l'Angleterre commençaient à s'apercevoir du danger qui menaçait la sûreté et l'indépendance de l'Europe; elles pressèrent ce prince d'éclater, et lui promirent même de l'argent et des secours; dans une assemblée générale des états de Basse-Saxe (1625), la guerre fut résolue.

Chrétien IV, dans l'âge de la vigueur et de la force, était brave, entreprenant, actif; mais plus fait, en général, pour les travaux pacifiques de l'administration que pour les travaux militaires, il n'avait pas les qualités nécessaires au chef d'une coalition, et d'une guerre du genre de celle qu'il fallait faire à Ferdinand. Il manquait de cet enthousiasme réfléchi qui sait allumer, entretenir et maîtriser le feu des troupes, de ce dévouement entier à la grande cause qu'il devait défendre, de ces formes douces et imposantes qui commandent le respect et l'amour, de ces grandes vues politiques et militaires qui embrassent un vaste terrain, saisissent d'avance toutes les combinaisons possibles et maîtrisent le présent et l'avenir. Sa nation avait plutôt cette intrépidité froide qui ne craint ni le danger ni la mort, que cette valeur active qui fait chercher et braver l'un et l'autre.

Pour entraîner l'Allemagne, l'attacher à ses destinées, et vaincre avec elle, il lui aurait fallu ce besoin de mouvement et de gloire, cette imagination guerrière, cet instinct d'héroïsme, qui seuls enfantent des miracles dans les crises politiques. C'était le caractère des Suédois voisins du Danemark; c'était celui des anciens habitants de cette contrée, de ces braves Normands qui détruisirent et créèrent tant d'États; mais ce n'était plus le caractère de leurs descendants. Aussi la guerre que Chrétien entreprit fut malheureuse, quoique Mansfeld et le duc de Brunswick combattissent pour lui (1625). La première campagne fut

entièrement perdue ; le roi de Danemark eut le malheur de tomber de cheval, en se promenant sur les retranchements de Hameln, et sa blessure ralentit les opérations de l'armée danoise, tandis que Tilly, profitant de son inaction, s'avançait le long du Weser, et s'emparait avec facilité des places les plus importantes. L'année suivante, Chrétien parvint à rassembler une armée de soixante mille hommes ; mais ces nouvelles levées ne pouvaient lutter avec succès contre les vieilles bandes de Tilly, endurcies à tous les travaux et familiarisées avec le danger. Chrétien, au lieu de compenser ce désavantage par le nombre, fit la faute de diviser ses troupes en trois corps. Avec le premier, le duc de Brunswick devait s'emparer de Gottingue et de Nordheim ; Mansfeld devait marcher avec le second en Silésie pour soutenir la révolte qui venait d'y éclater ; le roi de Danemark voulait lui-même commander le reste de ses forces contre Tilly ; ils furent tous trois malheureux. Brunswick s'était acquitté de sa commission ; et, après avoir conquis les États de son frère, il avait jeté des troupes dans les villes de Munden, de Gottingue et de Nordheim ; mais le poison selon les uns, ses excès selon d'autres, l'emportèrent à la fleur de son âge (1626); Tilly profita de sa mort pour s'emparer de Munden et de Gottingue.

Le roi de Danemark, forcé de livrer une bataille qu'il voulait éviter, fut complétement défait, près de Lutter (1626), et vit échouer ses espérances et ses projets contre le talent et la fortune de Tilly ; il perdit plus de six mille hommes, et fut contraint de se retirer jusqu'à Stade. Mansfeld, avant de pénétrer en Silésie, avait voulu déloger les Impériaux du pont de Dessau, afin d'assurer à son parti la libre navigation sur l'Elbe ; mais Wallenstein, qui commandait l'armée impériale, avait remporté sur lui une victoire complète. Le comte s'était sauvé avec les débris de ses troupes ; il avait pénétré en Silésie, remporté, près d'Opeln, de grands avantages, et il avait marché en Hongrie pour se réunir avec Bethlem Gabor qui avait recommencé la guerre ; mais Wallenstein l'y avait suivi ; l'inconstant Bethlem l'avait abandonné ; son armée s'était fondue. Il la quitte, marche par les provinces ottomanes pour gagner l'État de Venise par lequel il comptait rentrer en Allemagne ; mais il meurt près de Zara en Dalmatie (1626). La même année vit tomber les deux plus redoutables ennemis de la maison d'Autriche, qui, pendant sept ans, avaient fatigué ses armes victorieuses et formé les plus grands projets au sein du malheur et de l'abandon.

Ce Wallenstein, né en 1583, qui rendit dans cette guerre des services

signalés à la maison d'Autriche, et dont les hautes destinées devaient être aussi tragiques qu'étonnantes, était un simple gentilhomme bohémien. Il avait porté les armes sous Ferdinand contre les Vénitiens; nourri et élevé au milieu des camps et des alarmes, il avait servi avec gloire dans la guerre de Bohême. Son mérite avait frappé le comte d'Harrach : son extérieur noble et héroïque avait touché le cœur de sa fille; il l'épousa, et ce mariage fut le principe de son opulence et de sa grandeur. Son génie était vaste, son ambition plus vaste encore; rien n'était au-dessus de ses désirs et de ses espérances; son imagination était hardie; son caractère avait une teinte de faiblesse. Sa résolution une fois prise, il l'exécutait avec vigueur et avec constance; mais il manquait de cette force de volonté qui se décide promptement et saisit de prime abord son objet avec force. Son cœur était noble, généreux, ouvert aux affections de la nature et accessible à l'amitié, mais fier, superbe, vindicatif, excessif dans ses haines comme dans ses attachements; sa confiance une fois donnée (et il était facile de l'obtenir), il s'abandonnait sans réserve; il n'oublia jamais un service, il ne pardonna jamais une offense. Le soldat le craignait et l'adorait; sa représentation, sa magnificence, la majesté de sa personne, le faisaient paraître aux yeux de la multitude d'une nature supérieure au commun des hommes. Sa libéralité et les manières affables et populaires qu'il savait prendre au besoin, relevaient et adoucissaient l'éclat de sa grandeur. Prodigue d'or, il en était avide, et le besoin de le répandre lui donnait celui d'en acquérir à tout prix. Timide et superstitieux par orgueil, il croyait ses destinées liées au système du monde, et cherchait, dans les mouvements des astres, l'ordre de bouleverser les États, le signe et le garant de ses succès. Trop sûr de sa force pour s'abandonner aux soupçons, trop fier pour craindre ceux des autres, ses vertus et ses vices étaient tels qu'il les fallait pour produire de grands effets dans un temps où tout était possible, parce que tous les rapports étaient renversés, et où des âmes qui avaient reçu de la nature un caractère de hardiesse et d'originalité trouvaient dans la confusion de tous les éléments de la société, des éléments de créations nouvelles et de puissants moyens de fortune.

Avant la guerre contre le Danemark, Wallenstein n'avait pas été chargé d'un commandement général. Ses brillants succès contre Mansfeld, la victoire de Dessau, l'habileté avec laquelle il avait terminé la guerre en Hongrie et apaisé les troubles de la Silésie, sollicitaient la reconnaissance de Ferdinand; et depuis ce moment, il paraît que son

élévation devint un des projets favoris de ce prince. Les circonstances favorisaient l'empereur : il venait de triompher du roi de Danemark ; les efforts malheureux de ce prince pour limiter la puissance de l'Autriche, n'avaient fait que l'accroître. Les États de l'empire consternés attendaient en silence l'arrêt de leur mort ; on croyait Ferdinand invincible ; lui-même jugeait que sa fortune ne pouvait plus reculer, et qu'avec les talents de Tilly et le génie de Wallenstein, il pouvait tout entreprendre et tout légitimer par l'éclat de ses succès.

Alors, développant dans toute leur étendue ses plans d'ambition, il traite l'Allemagne en souverain absolu. Les ducs de Mecklembourg sont dégradés de leur rang et dépouillés de leurs États, parce qu'ils ont osé prendre parti pour le roi de Danemark ; Ferdinand investit de ces riches dépouilles Wallenstein, déjà duc de Friedland, pour s'acquitter des services qu'il lui a rendus et des sommes considérables qu'il lui avait avancées. Maurice, landgrave de Hesse, et Frédéric Ulric, duc de Brunswick, qui ont eu le malheur de déplaire à Ferdinand, sont obligés d'abdiquer et de remettre leurs États à leurs fils. L'électeur de Brandebourg, George Guillaume, reçoit l'ordre de reconnaître Maximilien comme électeur de Bavière, et les Marches, ouvertes aux troupes impériales, souffrent en pleine paix toutes les horreurs de la guerre. Ferdinand donne à Maximilien le Haut-Palatinat, en échange de la Haute-Autriche, qu'il lui avait engagée pour la somme de treize millions. Enfin, il publie le fameux édit de restitution (6 mars 1629). Au mépris des traités les plus formels, de serments sacrés, d'une longue prescription, il ordonne, sous peine du ban de l'empire, à tous les princes et à tous les États protestants, de se dessaisir en faveur des catholiques de tous les bénéfices médiats, de tous les cloîtres, de tous les biens d'Église qu'ils ont sécularisés depuis la paix de Passau, et de laisser les souverains catholiques travailler dans leurs pays à l'extirpation de la religion protestante, sans leur opposer de résistance. Cet édit renverse toutes les lois, déplace toutes les propriétés, attaque et bouleverse l'existence de la moitié des États de l'Allemagne, et annonce aux autres un sort pareil ; Tilly et Wallenstein doivent assurer l'exécution du décret par leurs armes victorieuses. L'empire sans défenseur, les États sans union et sans point de ralliement, paraissent perdus sans ressource. Le roi de Danemark, qui, depuis la bataille de Lutter, avait plutôt supporté la guerre qu'il ne l'avait faite, a conclu à Lubeck une paix déshonorante (1629). L'antique constitution germanique ne sera bientôt plus qu'un fantôme, la

liberté générale de l'Europe est menacée. Mais des événements imprévus vont changer la face des affaires et sauver l'équilibre. La Suède possède un héros, la France un ministre, dont le génie est au niveau des circonstances.

CHAPITRE IV.

LA FRANCE SORT DE SON INACTION. — CHANGEMENTS ARRIVÉS DANS CE ROYAUME. — CARACTÈRE DE RICHELIEU. — SON MINISTÈRE. IL AUGMENTE LES FORCES DE L'ÉTAT, EN HUMILIANT LA NOBLESSE ET EN COMBATTANT LES PROTESTANTS. — A SON INSTIGATION, LA SUÈDE ARME CONTRE LA MAISON D'AUTRICHE.

L'Allemagne était asservie ; les princes et les villes de l'empire attendaient en silence jusqu'où irait la tyrannie de Ferdinand, et Ferdinand, dépouillant toute retenue, et même toute politique, semblait vouloir essayer jusqu'où irait leur patience ; il comptait sur leur faiblesse et sur l'inaction du reste de l'Europe. Mais la France, destinée par son étendue, sa situation, sa fertilité, sa population et le génie de ses habitants, à mettre un grand poids dans la balance politique, avait augmenté ses forces, en avait appris le secret, se préparait à jouer le rôle que lui dictaient sa gloire, son intérêt et la sûreté générale. Un seul homme avait opéré ce grand changement. Avant de le suivre sur le théâtre de la guerre et de la politique, où son génie et celui de Gustave préservèrent l'Allemagne, et peut-être l'Europe, de la domination de l'Autriche, il faut jeter un coup d'œil sur la France, et voir par quelles mesures cet homme étonnant parvint à sa haute élévation, s'y maintint, et s'en servit pour assurer à son pays la tranquillité au dedans et la considération au dehors; ce sera le vrai moyen de connaître les causes des grands effets que la France et la Suède vont produire en Allemagne.

La mort du maréchal d'Ancre n'avait servi qu'à élever Luynes. Sa fortune avait été prodigieuse. De simple gentilhomme sans bien, Luynes était devenu duc et connétable, et il régnait au nom du roi ; mais uniquement occupé à se défendre contre les attaques, ouvertes ou sourdes, de Marie de Médicis et des grands qui faisaient cause commune avec elle, il lui restait peu de temps pour s'occuper des affaires de l'État. Haï de la reine, envié des courtisans, plutôt aimé qu'estimé de son maître, incapable d'imposer à tous ses ennemis par des mesures vigoureuses ou

par une grande activité, Luynes ne se serait pas soutenu à son poste s'il avait vécu. Marie de Médicis, réconciliée en apparence avec lui, avait reparu à la cour, mais bientôt de nouvelles dissensions avaient amené une nouvelle rupture; cette rupture avait été suivie d'un nouveau rapprochement; mais cette paix était simulée, et l'animosité restait la même. Une mesure imprudente et injuste avait rallumé les feux de la guerre civile; les protestants irrités des confiscations qu'on avait faites dans le Béarn, avaient pris les armes (1621); Luynes, pour occuper le roi et pour ne pas le perdre de vue, lui avait permis de marcher contre eux. Louis avait montré dans cette guerre une valeur qui allait jusqu'à la témérité, et, cette valeur animant celle de ses troupes, il avait obtenu des succès mérités; cependant ses armes avaient échoué au siége de Montauban, et Luynes, qui craignait que ses ennemis ne se servissent de cet événement malheureux pour lui enlever son crédit et sa place, était tombé malade de chagrin, et était mort, la même année.

Louis XIII ne regretta pas son favori, et continua ses opérations militaires contre les protestants. L'activité de Lesdiguières et de Bassompierre les mit bientôt dans la nécessité de faire la paix; elle ne pouvait pas être durable, mais elle procura une tranquillité momentanée à la France, et rendit Louis au repos.

Quelque temps après (1624), Marie de Médicis, malgré les répugnances de son fils, parvint à faire entrer Richelieu dans le conseil. Craignant sa mère et se défiant d'elle, Louis XIII ne voulait pas d'un homme qu'elle lui recommandait; il redoutait l'activité inquiète de l'évêque de Luçon; il connaissait et condamnait ses mœurs; toutes sortes de considérations l'engageaient à l'éloigner de sa personne; mais pour le bonheur de la France et le malheur de Marie elle-même, ses importunités l'emportèrent; et, triomphant à la fin des refus de son fils, elle fit entrer dans le conseil celui qui ne devait pas tarder à le dominer et à la perdre.

Armand Duplessis de Richelieu, distingué par sa naissance, l'avait été de bonne heure par ses talents. Nommé à l'âge de vingt-deux ans à l'évêché de Luçon, cette place, qui eût satisfait l'ambition de tout autre, ne fut pour lui qu'un point de départ. Habile à se rendre nécessaire, il avait su cacher son caractère impérieux, et montrer un esprit conciliateur tant que sa situation l'avait exigé. Attaché au maréchal d'Ancre, qui avait commencé sa fortune, il s'était ressenti de la chute de ce favori et de l'affaiblissement du crédit de la reine. Dans le premier

moment, il l'avait suivie à Blois, et s'était ensuite retiré dans son diocèse, pour ne pas exciter les inquiétudes de Luynes. Lorsque le connétable voulut faire sa paix avec la reine, Richelieu lui avait offert ses services; ils avaient été acceptés, et il avait travaillé pour les intérêts du connétable beaucoup plus que pour ceux de Marie. Sa récompense avait été la promesse du chapeau de cardinal, qu'il obtint peu après la mort de Luynes. Sans perdre jamais son but de vue, il y avait marché par des moyens lents et peu analogues à son caractère; le temps et les circonstances devaient faire le reste. Entré au conseil, il en fut bientôt le maître, et acquit sur l'esprit de Louis un ascendant irrésistible, qu'il dut presque uniquement à l'étendue de son génie, à la force de son caractère et à l'art de commencer des entreprises que lui seul pouvait achever.

Le cardinal avait un esprit lumineux, vaste, profond, qui saisissait les grands rapports, s'élevait à des vues générales, et de là embrassait, rangeait, employait ou méprisait les détails. Il ne porta pas dans les affaires un système favori, étranger à l'état des choses; mais la connaissance de l'état des choses lui fit bientôt découvrir les principes directeurs qui seuls étaient appropriés aux circonstances; il les enchaîna par la méditation, et en forma un système auquel il demeura toujours fidèle, même dans les cas imprévus. Développant ses vues avec autant d'à-propos que d'audace, sa marche fut toujours sûre, prompte, décidée, progressive. On ne remarque point d'incohérences, de tâtonnements, de vacillations, de pièces de rapport dans le rôle qu'il a joué; tout était fortement lié dans sa conduite, comme tout l'était dans sa tête, et son ministère paraît avoir été coulé d'un seul jet. Se bornant à tout diriger, il ne se mêlait pas de tout faire, et savait ignorer ou laisser faire à d'autres ce qu'il n'eût fait lui-même qu'imparfaitement. Avec le talent de connaître les hommes et de les mettre à leur place, il pouvait se consoler des connaissances qui lui manquaient, et il était trop grand pour avoir la manie de paraître universel. Les combinaisons de la politique, qui jettent l'imagination dans le champ immense de l'avenir, qui décident du sort des empires, et qui, par leur incertitude même, donnent au génie le désir de les maîtriser, étaient plus assorties aux goûts, aux besoins, aux facultés de Richelieu que les travaux de l'administration, plus solides et plus durables, mais moins décisifs et moins brillants. A la vérité, il n'était indifférent à aucune branche de l'administration; seulement il subordonnait trop les opérations qui multiplient la richesse

nationale, à la puissance qui les emploie et les applique aux relations extérieures de l'État; cependant il ne séparait jamais ces objets, et sentait que l'un ne peut pas exister sans l'autre. La force de sa volonté était plus étonnante encore que celle de son esprit, et il dut sa grandeur bien plus à l'énergie de son caractère qu'à l'éclat de ses talents; ce qu'il voulait, il ne le voulait jamais à demi; ce qu'il avait une fois voulu, il le voulait toujours. Son esprit ne manquait pas d'adresse, et lui suggérait au besoin des artifices et des ruses. Il possédait à un haut degré l'art funeste de dissimuler et de feindre; mais il n'employait pas de préférence ces moyens peu nobles et peu généreux; sa vigueur et sa fierté aimaient mieux lutter avec les obstacles que de les éviter ou de les tourner habilement, briser les résistances que de les empêcher de naître ou de les affaiblir par de sages tempéraments. La conscience de ses forces, qui étaient rares et grandes, mais que son orgueil exagérait, et l'habitude de l'élévation, lui firent regarder le ministère comme son domaine naturel, et comme une place qui lui appartenait; de là, son opiniâtreté pour y parvenir, son courage et sa persévérance à s'y défendre. Il s'estimait trop lui-même pour rendre justice aux autres, et il manquait d'humanité parce qu'il ne voyait dans les hommes que des instruments ou des obstacles; les premiers étaient les objets de son mépris, les autres celui de sa haine. Il aima le plaisir, mais il ne connut jamais l'amour; il eut des créatures qui lui étaient dévouées et qu'il employait plus volontiers que d'autres, mais il n'eut jamais d'amis, et ne sentit jamais le besoin d'en avoir. L'ambition ne souffrait point de partage dans son âme, et son activité n'y laissait aucun vide; il régnait par la terreur et par l'admiration; cette idée lui suffisait. Orgueilleux et vain, il méprisait les hommes, et désirait leur suffrage. Infatigable, haineux, vindicatif, cruel, il ne se lassait pas d'épier, de découvrir, de déjouer ses ennemis; et tandis qu'il dirigeait la grande intrigue du monde politique, il suivait avec la même vivacité d'esprit les petites intrigues de la cour. Au faîte du pouvoir, il ne connut jamais la clémence; il punissait la haine impuissante comme les conspirations, et le sang le plus illustre, quelquefois même le plus pur, coula sur l'échafaud, sans obtenir de lui un regret ni un remords.

Tel se montra Richelieu pendant tout le temps qu'il gouverna la France, et il n'abandonna le gouvernail qu'avec la vie; tel il était déjà quand il entra dans le conseil du roi (1624). Mais alors ses vices et ses grandes qualités étaient encore ensevelis dans les profondeurs de son

âme ; on soupçonnait la force de son génie et celle de son ambition, mais on était loin de prévoir jusqu'où l'un et l'autre le conduiraient. Il ne tarda pas à déployer l'étendue de ses projets et à en recueillir les fruits. Dans un entretien qu'il eut avec Louis XIII, il lui développa, avec tant de netteté et de force, l'état du royaume, ses maladies, ses ressources, les causes de sa faiblesse, les principes de sa puissance ; il montra des connaissances si profondes de son pays et des États voisins, des idées si saines et si élevées ; il ouvrit au jeune roi des perspectives de grandeur et de puissance qui lui parurent si nouvelles, que, depuis ce moment, Louis conçut et conserva toute sa vie la plus haute opinion de son ministre. Le roi avait l'esprit trop juste pour ne pas être frappé de la logique victorieuse du cardinal ; il sentit bientôt que Richelieu était le seul homme capable de soutenir la gloire du trône et de diriger la monarchie. Il n'aima jamais Richelieu, mais il l'estima toujours ; le jugement de sa raison fut toujours pour ce ministre, lors même que son cœur lui porta une haine secrète. Le ministre dut peut-être la durée de sa puissance et de son crédit beaucoup moins à la crainte qu'il inspirait à toute la France, et à son maître lui-même, qu'à la conviction intime que Louis XIII eut toute sa vie du mérite du cardinal; à ses yeux, Richelieu était supérieur à tous ceux qu'il aurait pu lui substituer, et le seul homme qui fût au niveau des devoirs difficiles du gouvernement.

Le but qu'il se proposa, dès son avénement au ministère, fut d'assurer à la France la considération et la prépondérance politique que la nature des choses lui assignait en quelque sorte ; il voulait qu'elle acquît une puissance réelle, afin qu'elle fût forte et respectée dans l'opinion, et que sa puissance devînt le garant de sa propre indépendance, l'appui et le soutien de celle des autres États. Les ressources ne manquaient pas à la France ; le travail y avait enfanté la vraie richesse ; mais les forces étaient partagées, divisées, opposées les unes aux autres ; l'autorité royale était affaiblie, entravée, paralysée dans sa marche et dans ses effets bienfaisants. Pour qu'elle devînt une autorité tutélaire, qui protégeât la liberté de tous, en assurant à tous une égale justice, il fallait que le pouvoir fût plus concentré, et que personne ne pût impunément désobéir à la loi. Les ressorts du gouvernement une fois placés dans la main du roi, simplifiés dans leur jeu, et dirigés d'une manière uniforme, on pouvait espérer que la force publique serait en état de se faire craindre, au dedans comme au dehors. En travaillant à augmenter l'autorité royale, le ministre augmentait la sienne ; et en prenant des mesures que

dictait l'intérêt général, il pouvait paraître n'agir que pour son intérêt particulier; mais quand il aurait voulu séparer le pouvoir de son maître du sien, cela ne dépendait pas de lui. L'essentiel était que ce pouvoir devînt ce qu'il devait être pour le bonheur et la gloire de la France. De grands obstacles se présentaient à Richelieu : dans l'intérieur, la puissance des grands qui rivalise avec celle du trône, et qui est également funeste au peuple et au prince ; l'organisation des protestants qui, leur donnant des intérêts particuliers et des forces dont il était facile d'abuser, en forme, au sein même de la France, une société ennemie, toujours inquiète, jalouse et menaçante; au dehors, la maison d'Autriche dont les deux branches se sont rapprochées, qui domine l'Allemagne, et dont l'ambition ne connaît plus de bornes, ne rencontre plus d'opposition, ôte à la France toute espèce d'influence politique, et menace même d'entreprendre sur son indépendance. Il faut la combattre et tâcher de l'affaiblir, mais il faut auparavant acquérir les moyens qu'exige cette grande entreprise, soumettre la noblesse au joug des lois, et enlever aux protestants un genre d'existence incompatible avec la tranquillité publique. Ces deux objets attirent les premiers l'attention et les soins de Richelieu.

La monarchie française n'était point limitée par des corps qui partageassent avec le roi l'autorité souveraine. Le roi la possédait seul, et il était l'unique source de la législation. A côté de lui se trouvaient des états généraux, qui, composés des représentants de tous les ordres, pouvaient et devaient servir d'organe à la vérité et au malheur, faire parvenir au trône les vœux et les plaintes du peuple, donner des conseils et non des lois, et asseoir l'impôt sur ses véritables bases; des cours de justice que le souverain a rendues trop indépendantes de lui, en introduisant la vénalité des offices, mais qui doivent jouir d'une certaine indépendance, afin d'inspirer de la confiance aux peuples; enfin des corps et des états provinciaux qui vivent sous l'égide de priviléges consacrés. Bien loin de compromettre le repos de la France et d'énerver le pouvoir du roi, ces limites légales sont d'utiles barrières contre le despotisme et l'anarchie; ce ne sont pas celles que Richelieu se propose de renverser. Son caractère impérieux ne lui permet pas de les aimer; il tâchera peut-être de les affaiblir ou de les déplacer sourdement, et, en y parvenant, il fera un mal réel et durable à la France; mais c'est le pouvoir usurpé des grands qu'il se propose de combattre à force ouverte, et d'anéantir.

Fiers de leurs richesses, encore pleins des souvenirs du gouvernement féodal, et des souvenirs plus récents des guerres civiles, trouvant, dans leurs nombreux vassaux, des hommes toujours prêts à épouser leurs querelles, retirés dans leurs châteaux et dans les places fortes qui leur appartiennent, ils veulent dicter des lois au souverain, le forcer à les investir de sa confiance ou de son pouvoir, lui donner ses ministres ou l'être eux-mêmes, et lui prescrire toutes ses démarches. Déjà familiarisés avec les plaisirs de la société et les jouissances du luxe, moins fiers et plus adroits, ils essayent d'obtenir, par l'intrigue, la prééminence dont ils sont avides; mais au défaut de ces petits moyens, ou lorsqu'ils les ont employés sans succès, ils ont l'habitude de se cantonner dans les provinces, d'y prendre les armes, d'y commettre des ravages, et le souverain se voit réduit à la triste et humiliante nécessité de marcher contre ses propres sujets. Les princes du sang, d'autant plus jaloux de la première place, qu'ils sont plus voisins d'elle, soutiennent les prétentions de cette noblesse inquiète, turbulente, rebelle, et trouvent à leur tour, chez elle, des moyens de résister à l'autorité royale. Marie de Médicis, qui ne sait ni supporter l'inaction, ni agir avec dignité, toujours active et toujours mécontente, entretient des relations avec tous les mécontents; elle est prête à conjurer contre l'État, et à combattre son propre fils, dès qu'il la contredit, ou qu'il préfère d'autres conseils aux siens.

Richelieu sent que ces forces opposées, ces entraves illégales, ces résistances arbitraires sont incompatibles avec l'ordre public. Il attire les nobles dans le voisinage de la cour, afin de pouvoir plus facilement surveiller leurs démarches, prévenir leurs complots, en les attachant au trône par la crainte et par l'espérance, ou les punir avec plus de sûreté. Il résiste aux menaces, il déjoue les artifices et les ruses, il oppose la force ouverte aux prétentions que l'on ose soutenir par la force; tous les individus, quel que soit leur rang, doivent obéir; le roi seul doit commander. Les mécontents séparent sans cesse le pouvoir du roi de celui de son ministre, et attaquent l'un en paraissant n'attaquer que l'autre; mais Richelieu leur apprend que le roi et le ministre à qui il remet son pouvoir doivent être également respectés. La nouveauté de ces mesures, la fermeté du gouvernement, la haine et l'envie des nobles, enfantent des conspirations que le ministre découvre par son activité, et punit avec rigueur. Le frère de Louis XIII, le favori de sa mère, Gaston, aussi prompt à concevoir des projets qu'à les abandonner, toujours repen-

tant et toujours coupable, se brouillant et se raccommodant avec la cour sans raison et sans dignité, formant des conjurations comme des parties de plaisir, et sacrifiant ses complices avec une inconcevable légèreté, conspire contre Richelieu. De l'esprit et point de tête, des goûts et point de passions, du mouvement et point d'activité rendent ce prince peu dangereux; mais son nom est un point de ralliement, et sert de prétexte et d'excuse aux mécontents. La duchesse de Chevreuse, qui traite les affaires de l'État comme ses intrigues, et ses intrigues comme des affaires d'État, irritée de son peu de crédit sur un ministre qu'elle s'est flattée de gouverner, est l'âme du complot qui se forme contre lui; le jeune comte du Chalais se laisse gagner par ses charmes; le maréchal d'Ornano, gouverneur de Gaston, les deux Vendôme et le comte de Soissons prennent part à la conjuration; on veut assassiner le cardinal. Le projet est découvert; la plupart des coupables se sauvent; Chalais porte sa tête sur l'échafaud. Le cardinal profite du danger qu'il a couru, pour obtenir une compagnie de gardes. En même temps il convoque l'assemblée des notables, les étonne en leur déroulant ses vastes projets, les séduit par les dehors de la clémence, et les enchaîne à ses volontés par l'ascendant de son caractère. Il punit du dernier supplice Montmorency, Bouteville et Rosmadec de Chapelle, et cache, sous le masque du respect que mérite la loi contre les duels, la joie secrète qu'il éprouve en humiliant l'orgueil de la noblesse. La mort de Lesdiguières lui fournit l'occasion d'anéantir la dignité de connétable, dont le pouvoir étendu aurait pu menacer le sien. Les grands, frappés de l'heureuse audace du ministre, effrayés de son inflexible sévérité, apprennent à obéir, ou montrent du moins les dehors de l'obéissance.

Pour occuper leur esprit actif et leur valeur inquiète, et pour échapper à la haine par l'admiration, Richelieu se propose d'attaquer la Rochelle, le centre de la puissance des protestants, le foyer de leurs mouvements, le principe de leurs richesses. Déjà deux fois ils ont obligé Louis de leur faire la guerre; il l'a faite avec gloire, mais sans succès décisifs : ils ont été vaincus sans être soumis, et deux fois des traités de paix peu honorables pour la couronne ont terminé ces luttes sanglantes. A la tête des protestants sont Rohan et Soubise, deux frères inégaux en talents et en vertus, égaux en activité et en ambition; Rohan, dont la tête forte et ardente ne voit la liberté religieuse que dans l'établissement de la liberté politique, et rêve le plan d'une république. Tour à tour ferme et souple, tempérant le feu de l'action par un sang-froid

admirable, généreux, droit, incorruptible, respecté même de ses ennemis, son zèle lui déguise ses motifs secrets; son enthousiasme ne lui permet pas de voir que la France, par son étendue, sa situation et le génie même de ses habitants, repousse le gouvernement républicain. Rohan passe pour un capitaine consommé; il a employé toutes les ressources de son génie pour mettre la Rochelle en état de défense; il sent qu'avec elle, tout tombe ou tout est sauvé. Richelieu l'assiége (1627) par terre et par mer; il préside lui-même aux travaux, et le roi les anime par sa présence. Deux fois l'Angleterre équipe et arme des flottes pour défendre la religion protestante, et entretenir en France des principes de troubles et de divisions; deux fois elle échoue. L'inhabileté ou la perfidie de Buckingham, et la bravoure des troupes françaises, rendent ces efforts inutiles. Sous les ordres de Louis de Metezeau et de François Tiriot, s'élève une digue de neuf cents toises de long qui ferme la rade de la Rochelle, et empêche l'approche des secours. Après avoir essuyé toutes les horreurs de la famine, la Rochelle cède au génie du cardinal (1628); il marche pour détruire les restes du parti. La résistance de Rohan est inutile; les protestants sont obligés de se soumettre; ils perdent des priviléges contraires à la tranquillité publique; mais ils conservent la liberté du culte, et partagent tous les droits des autres citoyens; Richelieu se montre à la fois tolérant et politique.

Les grands étaient intimidés ou gagnés. La vigilance de Richelieu qui lui faisait découvrir tous les complots, sa sévérité qui n'épargnait pas même le frère et la mère du roi, contenaient les nobles dans la soumission et dans le silence; du moins ils étaient réduits à recourir à des conspirations obscures, et ne combattaient plus l'autorité du roi à armes égales. La puissance souveraine réprimant toutes les forces divergentes du but de la société, et les dominant toutes pour assurer l'existence de toutes, pouvait les diriger vers un but utile, et les employer au dedans pour le bonheur, au dehors pour la gloire de l'État. Les protestants avaient perdu des priviléges qui donnaient aux ambitieux de funestes facilités pour troubler le royaume, et ils avaient conservé tous les avantages qu'on ne pouvait leur ôter sans injustice; supérieurs par leurs prérogatives aux sectateurs de la religion catholique, ils étaient devenus leurs égaux; le roi n'était plus dans le cas de les observer, de les craindre, de les combattre. Richelieu a augmenté la puissance de l'État, en donnant plus d'unité au gouvernement, en brisant les résistances illégales qu'il rencontrait dans sa marche, en concentrant les moyens

d'attaque et de défense dans la main du roi; il peut maintenant les employer contre les dangers et les ennemis du dehors.

Le système politique de Henri IV était le seul qui convînt à la France. Par la position géographique de leurs provinces, par leurs forces, par leurs principes même, l'Autriche et l'Espagne étaient ses ennemis naturels. Voisins puissants, ils pouvaient lui faire beaucoup de mal, et ils avaient prouvé de tout temps que la volonté de lui en faire ne leur manquait pas. L'union des deux branches de la maison d'Autriche, les victoires et les usurpations heureuses de Ferdinand, son ambition toujours croissante et la faiblesse de l'Allemagne, ses forces militaires et les talents de ses généraux lui avaient donné une prépondérance dont on ne pouvait se déguiser la nature et les effets. La longue inaction de la France avait admirablement servi les projets de ce prince; il était temps qu'elle en sortît pour conserver son indépendance, et pour sauver celle de l'Europe. Ce n'est pas au moment où elle sera elle-même attaquée, qu'elle pourra se défendre avec avantage; il faut qu'elle conjure et dissipe l'orage avant qu'il approche de ses frontières. Richelieu le voit, sent ce qu'il faut faire, et l'exécute.

Déjà avant que Richelieu suscitât en Allemagne des ennemis à l'Autriche, il avait annoncé ses principes, et fait pressentir son système; la politique de la France avait changé de direction, et surtout de ton et de langage. La Valteline, pays sujet de la république des Grisons, s'était soulevée contre elle; la religion en avait été la cause ou le prétexte; l'Espagne avait favorisé ces troubles; le gouverneur de Milan en avait profité pour bâtir des forts dans la Valteline, et, par ce moyen, les possessions d'Italie et d'Allemagne de la maison d'Autriche formaient une chaîne continue. Cet objet était de la plus haute importance; la France l'avait reconnu, et, même avant que Richelieu parvînt au ministère, elle avait entamé des négociations avec le pape et avec l'Espagne. L'un et l'autre lui avaient fait des réponses dilatoires et des promesses vagues qui étaient demeurées sans effet. Richelieu, qui sait que la modération ne passe que pour faiblesse, quand elle n'est pas appuyée au besoin par la force, avait envoyé le marquis de Cœuvres, à la tête de dix mille hommes, combattre et négocier à la fois (1624). La Valteline s'était soumise; on avait donné des sûretés aux habitants; et bientôt le pays redevenu libre et tranquille, sans inquiétudes pour lui-même, n'en avait plus donné à la Suisse ni à la France.

Dans la suite Richelieu, déjà plus maître de son temps, de ses forces

et de ses moyens, avait pris des mesures décisives et vigoureuses pour affaiblir la domination autrichienne en Italie, et y donner à la France des alliés et du crédit qui lui permissent d'y établir une sorte d'équilibre politique. Vincent II, duc de Mantoue, avait déclaré le duc de Nevers, héritier de tous ses États. L'empereur ne voulait pas le reconnaître. Louis XIII, qui venait de prendre la Rochelle, avait passé les Alpes en personne, avec le cardinal de Richelieu; il avait forcé le pas de Suze, avait pris la ville de Casal, malgré les intrigues de Charles Emmanuel duc de Savoie, et les troupes que Ferdinand fit passer en Italie, pour rendre aux Espagnols les services qu'ils lui avaient rendus en Allemagne. A Ratisbonne, la France avait obtenu le prix de sa fermeté active (1630): l'empereur s'était vu forcé de reconnaître le duc de Nevers, qui en fut quitte pour quelques sacrifices peu considérables.

Ces efforts et ces succès annonçaient à l'Europe que la France avait repris l'usage de ses forces, et pouvaient donner à l'Autriche d'utiles craintes. Mais, seuls, ils n'opposaient pas, à la puissance de cette monarchie, un contre-poids suffisant. Richelieu avait des desseins plus vastes, mais ses moyens n'étaient pas encore tous préparés. Les troupes et l'argent lui manquaient pour faire à l'Autriche une guerre sérieuse; d'ailleurs, l'Europe aurait été scandalisée de voir le roi très-chrétien se liguer avec les protestants d'Allemagne; il fallait l'amener insensiblement à ne pas s'étonner de cette mesure. Richelieu était trop éclairé pour ne pas sentir que, dans les relations politiques, on doit consulter l'identité des intérêts, et non la conformité des religions: mais il était trop habile pour mépriser l'opinion générale; il fallait qu'il la ménageât, afin de trouver un jour plus de facilités à ses desseins en France, et moins d'obstacles en Allemagne. Le temps seul pouvait opérer ce changement; jusqu'à ce que le moment en fût arrivé, la France devait susciter à l'Autriche d'autres ennemis dont elle pût seconder indirectement les opérations; il lui importait de combattre Ferdinand en lui opposant une puissance capable de le contenir, ou du moins de l'occuper. La Suède se chargea de ce rôle difficile, et la France lui fournit tous les moyens de le jouer avec succès.

CHAPITRE V.

LA SUÈDE SE PRÉPARE A COMBATTRE EN FAVEUR DES PROTESTANTS. ÉTAT DE CE ROYAUME. — CARACTÈRE DE GUSTAVE ADOLPHE. — SES GUERRES AVEC LES POLONAIS. — IL DÉBARQUE EN ALLEMAGNE. SES PREMIÈRES CONQUÊTES. — BATAILLE DE LEIPZIG. — BATAILLE DE LUTZEN. — MORT DE GUSTAVE ADOLPHE.

La Suède avait été étrangère aux événements politiques qui avaient agité l'Europe. Inconnus et oubliés des puissances du Midi et même de l'Allemagne, les Suédois s'étaient signalés dans des guerres obscures contre les Danois, les Russes, les Polonais; mais cet empire n'était d'aucun poids dans la balance politique; les autres le connaissaient peu, et le craignaient encore moins. On ne se doutait pas des éléments de grandeur et de gloire qui dormaient dans son sein, et n'attendaient que le moment de l'éveil pour étonner l'univers. Autrefois, cette nation belliqueuse se précipita de ses foyers pour conquérir et ravager le monde romain; à cette époque, elle les quitta généreusement pour sauver la liberté des cultes et l'indépendance de l'Allemagne. Ses ressources et ses forces paraissaient peu proportionnées à cette grande entreprise. La vaste surface qu'elle habite offre une nature plus imposante, plus sublime que fertile et riche. Le roc qui la couvre en grande partie trompe les efforts et les travaux du cultivateur. Les hommes y sont grands, forts, robustes, sains de corps et d'esprit. Un sens droit, un vif attachement pour le sol natal, l'amour de la liberté, de l'élévation d'âme, de l'enthousiasme, forment les traits de la physionomie nationale. Ce peuple était intéressant, mais peu nombreux; on ne comptait pas plus de trois millions d'hommes sur ce terrain immense. L'industrie ne faisait que d'y naître; le commerce avait pris quelques accroissements depuis que Gustave Vasa l'avait affranchi de la tyrannie des villes de la Hanse; la richesse du pays consistait dans les mines; les revenus de l'État étaient peu considérables. Au sein d'un peuple brave et belliqueux, les soldats ne manquaient pas; mais les moyens de les entretenir au dehors étaient presque nuls. Il semblait que cette nation fût appelée par la nature à

vivre tranquille et isolée, sans danger et sans gloire, étrangère aux événements et aux malheurs de l'Europe. Cependant elle était destinée à lutter avec succès contre la puissance colossale de l'Autriche, et devait se placer elle-même, par ses grandes actions, au premier rang sur l'échelle politique. Les forces morales multiplieront ses forces physiques ou lui en tiendront lieu; l'énergie du caractère national et le génie de Gustave Adolphe seront le principe de sa grandeur et de ses triomphes.

Gustave Adolphe, né en 1594, était fils de Charles IX; il lui avait succédé à l'âge de seize ans. Son éducation avait été confiée aux soins du savant Skytte, également capable d'instruire et d'élever le jeune prince, qui conserva toujours pour son instituteur le plus vif attachement, et l'honora de sa confiance. La nature avait doué Gustave des plus heureuses dispositions; de bonne heure il avait annoncé de la fierté, du courage, de la présence d'esprit, le désir de connaître et le besoin d'agir. Son père devina tout ce qu'il serait un jour; et dans les dernières années de son règne, c'était sur lui qu'il se reposait avec complaisance pour se consoler de ses chagrins et de ses revers. Parvenu au trône presque au sortir de l'enfance, son mérite précoce, et les hautes espérances qu'il donnait de lui, avaient déterminé les Suédois à le déclarer majeur avant le terme prescrit par les lois; il se montra digne de cette émancipation. Son jeune cœur avait triomphé d'un attachement vertueux que lui avait inspiré Elbe Brahé, dont l'esprit et les vertus égalaient la beauté, et il avait épousé la princesse Éléonore, sœur de George Guillaume, électeur de Brandebourg, qui n'avait aucun de ces avantages à un degré éminent. Gustave avait montré dans toutes les affaires un mélange admirable de douceur et de fermeté, de force et de grâce, d'énergie et de mesure, de courage et de prudence. Peu d'hommes ont offert un plus riche assortiment des qualités en apparence les plus opposées, un plus bel équilibre de toutes les facultés de l'âme, une harmonie plus parfaite entre l'esprit et le cœur, le génie et la volonté. L'histoire nous peint des personnages plus grands au premier coup d'œil, parce qu'ils ont une qualité dominante; mais il y en a peu que, comme lui, on admire toujours davantage à mesure qu'on étudie mieux leur caractère et leurs actions. Brave et humain, passionné pour la gloire sans emportement et sans ivresse, il aima peut-être trop la guerre; mais des circonstances impérieuses lui servirent d'excuse, et, dans un siècle où la cruauté et la valeur paraissaient presque inséparables, il fut le seul

qui épargnât les hommes, et qui ne répandît pas leur sang sans nécessité. Au courage du soldat qui s'expose au danger et brave la mort, Gustave ne joignait pas toujours ce courage froid et calme, qui, dans le feu de l'action, maîtrise l'autre et commande les événements; mais, d'ailleurs, il avait toutes les qualités qui distinguaient les grands capitaines de son siècle, et il en avait d'autres qui lui étaient propres. A la sagacité qui saisit avec promptitude ce que permettent le terrain, les armes, les fautes et les dispositions de l'ennemi, et qui en tire le meilleur parti possible, il joignait des réflexions profondes sur son art, dont Jacques de la Gardie lui avait donné les premières leçons. Il fit faire un pas à la tactique, et fut le premier à se douter des grands changements que l'artillerie devait apporter aux anciens principes. Ses plans étaient vastes, hardis, et pouvaient même paraître audacieux; mais plus on les examinait, plus on trouvait qu'ils étaient mûrement réfléchis et bien calculés; il ne donnait au hasard et au moment que ce que la prévoyance ne pouvait pas leur enlever. Dans une monarchie limitée il avait sur ses sujets un pouvoir absolu; mais ce pouvoir était personnel, et il l'avait obtenu par l'ascendant naturel d'un grand caractère. Affable avec dignité, il possédait à un degré éminent tous les moyens de captiver les cœurs et de dominer les esprits; il imposait au premier abord, et bientôt, par l'art de parler à chacun sa langue et de dire à tous des choses simples et flatteuses, il rassurait ceux qu'il avait intimidés. Il parlait plusieurs langues avec autant de grâce que de facilité, et son éloquence naturelle était un des principaux ressorts avec lesquels il dirigeait la diète, animait son armée, entraînait ses adversaires eux-mêmes. Les lettres et les sciences, dont son instituteur lui avait de bonne heure inspiré le goût, tempéraient en lui l'effet des habitudes militaires; il se délassait des travaux de la guerre et de la politique, par des lectures assorties à ses devoirs et à ses goûts; Grotius était son auteur favori. Bon époux, père tendre, maître facile et indulgent, il était d'autant plus grand dans ses relations domestiques, qu'il ne voulait pas le paraître, et qu'il oubliait sa grandeur. Sincèrement religieux, il l'était sans superstition et sans fanatisme, par conviction, par habitude, et peut-être plus encore par ce besoin de l'infini que des âmes passionnées et ardentes comme la sienne doivent éprouver plus que les autres; il ne combattit pas uniquement pour la religion, mais certainement il combattit pour elle; chez lui, la religion fut utile à la politique, mais ce ne fut pas la politique qui prit le masque de la religion.

Gustave Adolphe avait formé son armée, et s'était formé lui-même au grand art de la guerre, en combattant les Danois, les Russes et les Polonais. Son père lui avait légué ces trois guerres ; le fils les avait terminées toutes trois à son avantage. Celle contre le Danemark avait été la moins brillante ; Gustave n'entendait rien à la guerre maritime. La paix de Knarad (1613) avait assuré à la Suède, au prix d'un million d'écus, les provinces dont le Danemark s'était emparé. La Russie avait voulu un moment placer sur son trône un frère de Gustave Adolphe ; plus éclairée sur ses vrais intérêts, elle avait donné la couronne à Romanow. La Suède irritée avait voulu contraindre sa liberté dans le choix d'un souverain, ou plutôt profiter de ce prétexte pour s'emparer de toutes les provinces situées sur la Baltique, plan favori de Charles IX et de Gustave Adolphe ; Romanow, mal affermi sur le trône de Russie, n'avait pas combattu avec succès contre les Suédois, et, à la paix de Stolbova (1617), il avait été obligé de leur céder la Carélie et l'Ingrie.

La guerre avec la Pologne avait été plus longue et plus sérieuse. Sigismond ne pouvait pas oublier que le trône de Suède lui avait appartenu, et regardait Gustave Adolphe comme un usurpateur. Gustave redoutait peu les prétentions et les moyens de Sigismond ; mais cette occasion de faire des acquisitions avantageuses à la Suède était trop favorable pour ne pas en profiter. La guerre, plusieurs fois interrompue par des trêves conclues et violées avec une égale facilité, avait toujours recommencé avec une vivacité nouvelle, et elle avait duré longtemps (1617-1629) ; la Livonie et la Prusse occidentale en avaient toujours été le théâtre. Cette guerre avait été l'école de Gustave et de ses troupes ; c'était là, qu'éclairé par les lumières de Jacques de la Gardie, il avait réfléchi sur les défauts de la tactique de son siècle et sur les moyens de les corriger ; l'élève avait bientôt surpassé le maître, et le génie de Gustave lui avait suggéré des idées neuves et heureuses avec lesquelles il familiarisa ses troupes, et qui dans la suite étonnèrent ses ennemis et expliqueront ses victoires. Il avait entremêlé ses colonnes de piquiers et de mousquetaires, afin de réunir l'avantage des deux armes ; multiplié les sous-divisions et les officiers dans les corps, pour donner plus de mobilité et de souplesse à ses troupes ; imaginé les canons de cuir bouilli, plus légers que l'artillerie ordinaire ; donné le premier des habits uniformes aux régiments, pour faciliter le commandement et leur inspirer l'esprit de corps ; étendu le front de ses colonnes et rangé ses bataillons sur une moindre profondeur ; et en enseignant à ses soldats l'art

des déploiements, il avait formé une infanterie redoutable, qui avait presque toujours triomphé de la cavalerie brillante, impétueuse, mais indisciplinée des Polonais. Malgré la bravoure de la nation, et l'activité du prince Radzivill, de Sapieha, de Koniepolsky, qui avaient successivement commandé contre lui, les armes de Gustave avaient presque toujours triomphé des efforts de Sigismond; les qualités personnelles des deux souverains étaient trop inégales pour que la victoire pût être douteuse. Gustave partageait les dangers, les fatigues, les veilles, la nourriture grossière du soldat; Sigismond ne savait pas combattre pour une cause qui était la sienne beaucoup plus que celle de sa nation. Aussi les Suédois étaient pleins d'enthousiasme pour leur roi, les Polonais d'indifférence pour le leur; s'ils se battaient avec ardeur, c'était plus par l'effet d'une humeur belliqueuse, que par l'intérêt qu'ils prenaient à la guerre. Ils redoutaient les succès de Sigismond presque autant que ceux des Suédois, parce qu'ils craignaient que les succès ne le rendissent entreprenant, et qu'il n'essayât de nouveau de porter des atteintes à leur constitution politique.

Gustave Adolphe avait fait des conquêtes étendues dans la Livonie et la Prusse occidentale; Sigismond ne résistait plus que mollement, et, sans les sollicitations pressantes de Ferdinand, il se serait hâté d'acheter la paix par des sacrifices. Mais Ferdinand, qui connaissait le zèle du roi de Suède pour la religion protestante, les ressources de son génie et celles qu'il pouvait trouver dans le caractère de sa nation, craignait que, la guerre de Pologne terminée, Gustave ne dirigeât son attention sur l'Allemagne. L'Autriche entretenait soigneusement les espérances de Sigismond, et, en lui promettant des secours, l'engageait à se refuser à toute négociation. Ferdinand n'ignorait pas que Gustave avait déjà eu l'idée de se mettre à la tête des protestants d'Allemagne, et de défendre leur liberté menacée, et qu'il avait écouté favorablement les propositions que l'Angleterre lui avait faites avant l'époque où le roi de Danemark combattit pour les protestants. Les conditions qu'il avait mises à ses services, ayant paru onéreuses, tout avait été rompu; mais tout pouvait se renouer d'un moment à l'autre; l'essentiel était d'occuper le roi de Suède en Pologne, et Ferdinand avait envoyé Jean George d'Arnim à la tête d'un corps de troupes au secours de Sigismond. Ce corps avait reçu un échec considérable près de Stum, et cette agression formelle de la part de l'Autriche avait augmenté l'animosité de Gustave contre l'orgueil et l'ambition de cette puissance qui lui avait déjà donné

plusieurs sujets de plainte, et qui par ses injustices paraissait vouloir le forcer à la guerre.

En effet, le duc de Friedland avait chassé les ducs de Mecklenbourg, alliés de la Suède, de leurs États, et en avait pris possession. L'empereur venait de le nommer grand amiral dans toutes les mers du Nord, et particulièrement dans la Baltique ; il avait tâché d'obtenir des vaisseaux des villes de la Hanse, et, Stralsund lui ayant fermé ses portes, il avait assiégé cette ville libre, florissante, et dont l'existence indépendante était de la plus haute importance pour les rois du Nord. Stralsund avait invoqué ses protecteurs naturels, la Suède et le Danemark ; Chrétien IV et Gustave Adolphe lui avaient envoyé des secours qui l'avaient mise en état de résister aux efforts de Wallenstein, dont l'orgueil humilié s'était vu forcé de lever le siége, après y avoir perdu plus de douze mille hommes.

Wallenstein croyant mieux réussir dans ses projets, s'il séparait les deux rois du Nord, avait offert la paix à Chrétien IV (1629). Les conférences s'étaient ouvertes à Lubeck, et elles avaient eu le succès désiré. Gustave Adolphe, à qui l'issue de ces négociations ne pouvait être indifférente, et qui voulait influer sur la pacification du Nord, avait envoyé au congrès de Lubeck des ambassadeurs pour y assister en son nom. Wallenstein, qui trouvait son intérêt à traiter séparément avec le roi de Danemark, et qui voulait se venger de Gustave par le mépris, avait empêché qu'on n'admît ses ministres, et ils avaient été renvoyés de la manière la plus insultante. Gustave avait impatiemment souffert cet outrage ; il se respectait trop lui-même et respectait trop sa nation pour ne pas soutenir sa dignité, et, le ressentiment personnel se joignant aux raisons politiques, il méditait sérieusement de se déclarer contre l'Autriche.

Richelieu le trouva dans ces dispositions lorsqu'il chargea le baron de Charnacé, ambassadeur de France à Copenhague, de se rendre en Prusse, et de faire à Gustave les premières ouvertures. Le cardinal avait jugé sainement que la Suède était l'alliée naturelle de la France, que Gustave par ses talents, ses principes et ses passions, était l'homme qu'il fallait opposer à la maison d'Autriche, et que les succès ou du moins les efforts de ce prince donneraient à la France le temps d'acquérir les forces nécessaires pour agir directement contre l'empereur et contre l'Espagne. Charnacé n'eut pas de peine à persuader Gustave de faire sa paix avec la Pologne et d'attaquer Ferdinand avec toutes ses

forces; cette idée l'occupait depuis longtemps. Même avant les troubles de la Bohême, les protestants l'avaient pressé d'épouser leur cause; depuis, ils lui avaient plus d'une fois réitéré les mêmes instances. La vengeance, la gloire, la religion, l'intérêt propre, l'appelaient en Allemagne. La France ne peut revendiquer à juste titre l'honneur d'avoir suggéré la première cette grande idée au roi de Suède; mais sans la France le roi de Suède n'eût peut-être jamais eu le plan formel ou les moyens de l'exécuter.

La trêve entre la Pologne et la Suède fut bientôt conclue (1628), par le zèle éclairé et la politique à la fois adroite et franche de Charnacé. La plupart des traités de paix ne sont que des trêves, et l'on espérait que celle-ci serait aussi durable qu'une véritable paix. Sigismond consentit à ce que la Suède gardât, pendant six ans, toute la Livonie avec plusieurs villes de la Prusse orientale et occidentale. La nécessité seule lui fit accepter ces conditions. Il mourut (1632) avant la fin de la trêve.

Gustave Adolphe, délivré de la guerre avec la Pologne, se prépare à paraître sur un plus grand théâtre, et, saisissant son vaste projet avec cette force de tête et de volonté qui n'appartient qu'aux âmes extraordinaires, il concentre toutes ses pensées sur cet objet, et ne s'occupe plus que de l'affranchissement de l'Allemagne. Son but est de rétablir la religion protestante dans tous ses droits, de sauver l'indépendance de tous les États de l'empire germanique, et d'assurer la tranquillité du Nord et du Midi, en brisant une puissance qui les menace également, dont la force dépasse toutes les limites et lui tient lieu de toute espèce de droit. Ses motifs sont le devoir et l'intérêt; la religion et la politique se confondent à ses yeux, et lui dictent les mêmes mesures. La gloire se présente à lui dans l'éloignement comme la conséquence naturelle de son entreprise; elle sera la récompense de ses actions, mais elle n'en est pas le principe. L'idée d'étendre au dehors la domination de la Suède et de faire de nouvelles acquisitions n'occupe dans son esprit qu'une place subordonnée, mais elle agit confusément. Ses moyens paraissent au premier coup d'œil disproportionnés aux difficultés de son plan; la Suède n'est riche ni en hommes ni en argent; les armées de Ferdinand sont nombreuses et aguerries; ses ressources sont grandes, car l'Allemagne entière est tributaire de ses besoins. Mais Gustave compte que la haine générale qu'inspirent aux États de l'empire le despotisme de Ferdinand et les brigandages de ses soldats, lui procurera des alliés; que la religion et la politique lui attacheront les protestants; que ses premières

victoires intimideront une partie des princes de l'Allemagne; que ses premiers actes de justice et de clémence gagneront l'autre. La France lui promet des subsides, et lui annonce une puissante diversion; l'Angleterre lui donne des espérances; elles pourront être trompeuses, mais, au besoin, Gustave se reste à lui-même; le sentiment de ses forces, le souvenir de ses victoires, l'énergie même de sa volonté, sont de grands moyens de succès. Son peuple lui est dévoué; toutes les classes de l'État se regardent comme liées indissolublement à sa personne, à sa gloire, à ses destinées; ses braves Suédois partagent son indignation, sa piété, son généreux enthousiasme; il y a rien qu'il ne puisse entreprendre avec eux; car ils sont comme lui sensibles à l'honneur et indifférents à tout le reste; l'essentiel pour eux n'est pas de vivre, mais de réussir, ou de périr honorablement.

Tels étaient les motifs, les moyens et les vues de Gustave; nous allons voir quelles furent ses actions; il ne tarda pas à développer son plan; la guerre contre l'empereur fut résolue. Gustave préférait l'offensive à la défensive; elle était plus analogue à son caractère, aux besoins de sa position, à l'esprit national des Suédois. Les meilleures têtes du sénat, qu'il convoqua à Upsal, et à qui il proposa l'alternative, discutèrent la question sous toutes ses faces, et décidèrent (27 octobre 1629) qu'il valait mieux porter la guerre en Allemagne que de l'attendre en Suède.

Déjà tout est préparé. Le baron de Falkenberg, que Gustave a envoyé en Danemark, en Hollande, en Allemagne, pour sonder et préparer les esprits, lui a rapporté les nouvelles les plus satisfaisantes. Le Danemark s'engage à rester tranquille et à ne pas inquiéter la Suède pendant que son roi sera absent; la Hollande lui offre une alliance étroite et solide; les principaux États de l'Allemagne protestante n'attendent que son débarquement pour se déclarer en sa faveur. Les vaisseaux, les bâtiments de transport, les troupes, tout est prêt pour la grande expédition qu'il médite. Les arrangements qu'il prend en Suède annoncent que son absence sera longue, et même feraient soupçonner que peut-être il ne comptait plus la revoir. Les milices sont destinées à la garde du royaume. Axel Oxenstierna reste en Prusse avec dix mille hommes. Cinq sénateurs, sous le nom de régents, sont chargés de l'administration générale; la reine ne doit avoir aucune part au gouvernement; le prince palatin Jean Casimir, beau-frère de Gustave, dont il connaît l'esprit d'ordre et l'économie, doit gérer les finances du royaume. Enfin, le roi se rend à

l'assemblée des états le 20 mai 1636, tenant entre ses bras sa fille Christine, âgée de quatre ans ; il leur recommande, dans les termes les plus touchants, cette héritière future de son trône ; il les remercie du zèle avec lequel ils secondent ses projets, rend hommage à leur patriotisme éclairé, place ses fidèles sujets sous l'égide de leur sagesse, prend congé d'eux avec autant de sensibilité que de noblesse, et termine son discours par une prière.

Ces sollicitudes paternelles, ces communications franches et intimes entre le peuple et le prince, l'éloquence affectueuse et entraînante de Gustave, l'idée que la gloire et peut-être la mort l'attendent, la conviction où sont tous les auditeurs qu'il obéit au devoir et non à l'ambition, tout contribue à émouvoir l'assemblée ; des larmes s'échappent de tous les yeux ; Gustave lui-même est attendri.

Toutes les troupes étaient réunies à Elfsnaben : elles montaient à peu près à quinze mille hommes. La flotte, commandée par l'amiral Gyldenhielm, frère du roi, portait six mille matelots et huit mille pièces de canon. Deux cents bâtiments de transport reçurent l'armée. Le rivage était couvert d'une foule de spectateurs, partagés de sentiments et d'idées, unanimes à suivre Gustave de leurs vœux et de leurs prières. Tout mit à la voile, et la flotte vint mouiller, le 24 juin 1630, à l'île de Rugen.

Bogislas XIV régnait en Poméranie. Ce prince faible et impuissant voyait avec douleur ses États traités en pays conquis par les troupes impériales ; hors d'état d'empêcher ces vexations, il les supportait en silence. Il n'avait point d'héritiers, et, en vertu d'un traité de confraternité, la Poméranie devait retomber après sa mort à la maison de Brandebourg. Il importait beaucoup au roi de Suède d'avoir en Allemagne une place d'armes et de débarquement qui pût être fortifiée et lui servir de point d'appui. Stettin lui convenait sous tous les rapports : la place ne pouvait pas se défendre ; Bogislas préférait les Suédois aux Autrichiens ; mais il craignait la vengeance de ces derniers. Gustave le détermine à lui ouvrir les portes de Stettin, en lui montrant qu'il est en état de l'y contraindre, et conclut avec lui un traité par lequel la Poméranie doit rester en séquestre entre les mains des Suédois, jusqu'à la fin de la guerre. Bientôt, par des ouvrages bien conçus et élevés avec une rapidité étonnante, il la met en état de soutenir un siége, et de là il part pour soumettre toute la Poméranie. Torquato Conti, général habile, mais cruel, sanguinaire et avide, et le duc Savelli, commandent

les troupes impériales dans cette province. La guerre se fait avec acharnement ; Gustave est obligé d'acheter à prix de sang chaque avantage. Des villes qui aujourd'hui n'essaieraient pas même de se défendre, font une longue résistance ; la valeur opiniâtre des commandants et l'enfance où se trouvait encore la guerre des siéges, tiennent lieu d'ouvrages à ces places ; mais les Suédois triomphent de tous les obstacles. Conti se retire fatigué de l'inutilité de ses efforts ; le comte Schauenbourg le remplace, et n'est pas plus heureux que lui. Au commencement de l'année suivante (1631), la Poméranie évacuée par les troupes impériales est occupée par les Suédois, et Gustave, maître de cette province importante, peut pénétrer avec plus de sûreté dans l'intérieur de l'Allemagne.

Ce fut alors que, par l'entremise de Charnacé, Richelieu conclut avec le roi de Suède un véritable traité d'alliance. Jusqu'à cette époque, le cardinal n'avait donné que des promesses vagues ; peut-être doutait-il des succès de Gustave. Gustave, de son côté, craignant que la France ne lui ôtât la gloire de son expédition, et ne prît trop d'ascendant sur lui, avait montré peu d'empressement à s'unir avec elle ; mais le besoin que la France et la Suède avaient l'une de l'autre pour contre-balancer les forces de l'Autriche, l'emporta finalement sur ces craintes, et l'alliance fut signée à Barwalde, petite ville de la Nouvelle-Marche, où se trouvait le quartier général du roi de Suède. Le but de l'alliance était le rétablissement de la constitution germanique et une égale sûreté pour les catholiques et pour les protestants. Le roi de Suède s'engagea à employer à cette guerre une armée de trente mille hommes de pied et de six mille chevaux, et la France à payer à la Suède quatre cent mille écus par an.

Pendant que l'orage se formait contre Ferdinand du côté de la Suède, le mécontentement général éclata dans l'empire. A peine le roi de Suède avait-il paru en Allemagne, que l'opinion publique longtemps muette se fit entendre, et que les princes opprimés changèrent de ton et de langage. Les états protestants, rassemblés à Leipzig sous la présidence de l'électeur de Saxe, irrité de voir enlever à son fils l'archevêché de Magdebourg, avaient pris des conclusions alarmantes pour l'empereur : ils avaient annoncé le dessein de s'armer pour défendre leurs droits, si l'empereur ne leur faisait pas justice. Ferdinand avait formellement condamné ces conclusions, mais cet arrêt était illusoire dès qu'il n'était pas soutenu par les armes. La diète qu'il avait convoquée à Ratisbonne,

dans l'espérance de faire élire son fils roi des Romains, avait été unanime à demander le renvoi de Wallenstein, en présentant un tableau effrayant, et qui n'était que trop fidèle, de ses violences, de ses injustices et de ses prodigieuses vexations. Ferdinand, qui l'estimait sans l'aimer, et qui ne l'employait pas sans crainte et sans défiance, n'avait pu refuser un acte de justice à l'Allemagne entière indignée et gémissante, et Wallenstein avait été obligé de se démettre du commandement. Il avait reçu cet ordre avec une indifférence apparente qui cachait une fureur secrète et de vastes projets de vengeance, et s'était retiré dans ses terres en Bohême, attendant le moment où l'on aurait besoin de lui, pour punir Ferdinand de son ingratitude. La plus grande partie des officiers et des soldats qui composaient son armée, avait quitté le service avec lui, et il en entretenait un grand nombre à ses dépens dans l'inaction, les réservant pour des temps plus propices. Après sa retraite, Ferdinand avait chargé Tilly du commandement général de ses troupes.

Gustave, après avoir soumis la Poméranie, continue ses opérations avec vigueur, et poursuit sa marche victorieuse. Fidèle à son principe de s'emparer des pays en s'emparant du cours des fleuves qui les traversent, il remonte l'Oder, prend d'assaut la ville de Francfort, fait passer toute la garnison au fil de l'épée, en représailles des cruautés que Tilly avait commises à Neu-Brandebourg, et chasse les troupes impériales des Marches. Si l'électeur George Guillaume avait connu ses véritables intérêts, il aurait fait cause commune avec le roi de Suède, pour venger les affreux ravages que les impériaux avaient commis dans ses États, et pour en prévenir de nouveaux; mais Adam de Schwartzenberg, son ministre, était vendu à l'Autriche; il avait condamné son maître à la nullité, et l'éloigna de cette sage résolution; d'ailleurs, tous les princes protestants flottaient encore entre la crainte de l'Autriche et celle de la Suède, et il n'y avait que des victoires qui pussent fixer leurs irrésolutions et les attacher au parti de Gustave.

Tilly, chassé des Marches, s'était porté sur Magdebourg, ville peuplée, commerçante et riche, fière de son indépendance, toujours prête à la défendre par les armes, que l'ancien administrateur avait engagée dans une guerre contre Ferdinand. Falkenberg, l'ami et le compagnon de Gustave, la défendait. Tilly en forme et en presse le siége. Le roi de Suède marche à son secours; mais il demande à l'électeur de Brandebourg Spandau et Custrin pour assurer sa retraite en cas de malheur;

les lenteurs et les tergiversations de George Guillaume font perdre à Gustave un temps précieux ; à la fin il obtient ces deux forteresses, mais déjà l'heure fatale de Magdebourg avait sonné. La ville avait été prise d'assaut le 20 mai 1631, dans le moment où le silence de l'artillerie ennemie lui avait fait croire que Tilly levait le siége, et que le roi de Suède approchait. Il y a peu de tableaux plus horribles que celui du saccagement de cette belle ville ; pendant trois jours le soldat s'y abreuva de crimes, s'enivra de débauches et de sang ; on ne vit que des bourreaux et des victimes. Plus de quarante mille personnes périrent par le feu, par le fer, ou dans les eaux de l'Elbe, qui étaient teintes de sang et qui roulaient des cadavres. De quatre mille maisons, il n'en resta que cent quarante-quatre. Mille personnes s'étaient réfugiées dans l'église cathédrale, et furent seules épargnées par les vainqueurs fatigués de meurtres. Semblable à l'ange destructeur, Tilly présidait froidement à ces scènes infernales, comme on préside à une fête militaire ; et, pour ajouter à l'horreur de ce carnage par un contraste révoltant, sur des monceaux de cadavres et les ruines fumantes de la ville il entonna, avec ses satellites, un *Te Deum* solennel.

Au récit de la prise de Magdebourg, Gustave fut saisi d'une juste indignation. Résolu de venger l'humanité et de punir Tilly de ses forfaits, il allait partir avec son armée animée du même esprit ; mais le faible George Guillaume redemande ses forteresses, et le roi de Suède est obligé de retourner à Berlin pour obtenir de la terreur ce qu'il ne peut obtenir de la raison. Aussitôt qu'il a rempli ce but important, il retourne pour chercher Tilly, qui paraît l'éviter. Gustave prend une position très-forte à Werben, au confluent de la Havel et de l'Elbe ; et après avoir renforcé par l'art l'ouvrage de la nature, il s'avance vers Leipzig, atteint Tilly qui veut lui échapper, et arrive dans la plaine de Breitenfeld, qu'il devait immortaliser par sa victoire. C'est près du village du même nom que les deux armées se rencontrent (7 sept. 1631). Le génie de Gustave triomphe de la vieille expérience de son adversaire ; la valeur de l'infanterie suédoise, son ordre de bataille, ses manœuvres rapides décident la victoire en étonnant l'ennemi. Pour la première fois, Tilly éprouve les revers de la fortune ; il ne montre pas sa présence d'esprit ordinaire, et fait des fautes nombreuses ; le sang versé à Magdebourg pèse sur lui. Après une longue résistance, les vieilles bandes impériales cèdent le champ de bataille ; la déroute est complète et le carnage terrible. Dans le premier accès de sa reconnaissance, Gustave

se jette à genoux sur le champ de bataille, et entonne, avec son armée, un cantique solennel d'actions de grâces.

L'Allemagne respire; l'Europe est étonnée; Vienne se défie de sa fortune; les principaux protestants espèrent des temps plus heureux, et, commençant à croire que l'Autriche n'est pas invincible, se rangent du côté de Gustave. L'électeur de Saxe lui-même ne craint pas de se déclarer ouvertement contre l'empereur, et il a des conférences avec le roi de Suède pour décider les opérations de la campagne. Il y fut résolu que les Saxons feraient une irruption dans la Bohême, tandis que Gustave chasserait les impériaux de la Thuringe, des cercles du Rhin, de la Franconie et de la Bavière. On a souvent blâmé le roi de Suède de n'avoir pas poussé droit à Vienne après la bataille de Leipzig; on a même dit que, comme Annibal, il savait vaincre, et ne savait pas profiter de sa victoire; ce jugement est hasardé. Gustave n'avait en tout que seize mille hommes; Tilly en avait autant. Il fallait au roi de Suède des moyens de continuer la guerre; il ne pouvait les obtenir que des États de l'Allemagne, et pour cet effet il fallait leur montrer le plus grand empressement à les délivrer de la tyrannie des garnisons autrichiennes. D'ailleurs, si les Saxons avaient rempli leurs engagements, la Bohême, dégarnie de troupes, n'aurait opposé qu'une faible résistance, et l'empereur eût tremblé pour sa capitale; mais Jean George d'Arnim, qui commandait l'armée saxonne, inclinait plus pour l'Autriche que pour la Suède; il savait que son maître craignait autant les succès de Gustave que ceux de Ferdinand; lui-même, ami et partisan de Wallenstein, ne voulait autre chose que le reporter au commandement. En conséquence, il agit avec mollesse, ne profita pas des avantages que lui offraient les circonstances, et cette partie du plan de Gustave fut entièrement manquée.

Pendant que les Saxons trompaient les espérances de leur allié, ce prince soumettait le Haut-Palatinat et la Franconie, chassait les impériaux de toutes les villes qu'ils occupaient, et partout on le regardait comme le sauveur et le libérateur de l'Allemagne. Tilly avait rassemblé toutes ses forces sur les bords du Lech; il s'y était retranché pour fermer à Gustave l'entrée de la Bavière; mais le héros suédois ne se laisse pas décourager par ces obstacles; il s'empare de Donawert; son armée passe le Lech sous le feu de l'artillerie ennemie, et gagne les bords opposés du fleuve hérissé de montagnes et de rochers. La nature et les hommes, tout cède à l'impétueux courage des Dalécarliens,

animés par la présence de leur roi; les impériaux sont battus; Tilly, dangereusement blessé, meurt, trois jours après la bataille, des suites de cette blessure. Alors, rien n'arrête la marche victorieuse du roi de Suède; il entre dans la Bavière; tous ses pas sont marqués par des succès, et il pénètre jusqu'à Munich, résidence de Maximilien de Bavière, le plus cruel ennemi des protestants.

A la nouvelle de la mort de Tilly et des progrès de Gustave Adolphe, Ferdinand effrayé sacrifie son orgueil à sa sûreté, et ce superbe monarque est obligé de conjurer Wallenstein de reprendre le commandement de son armée, ou plutôt de lui créer une armée et de le défendre. Tout autre que Wallenstein eût été satisfait de la réparation éclatante que lui ménageaient les circonstances, et eût adouci à son souverain, par des procédés généreux, cette cruelle nécessité; mais l'âme implacable de Wallenstein n'est pas satisfaite de cette vengeance. Il fait avaler à son maître la lie des humiliations; il paraît se refuser à ses désirs, afin de l'obliger à redoubler d'instances et de prières; à la fin il cède; mais il impose à l'empereur les conditions les plus onéreuses; il demande de nommer lui-même tous les officiers de son armée, de lever des contributions dont il ne serait comptable à personne, de garder pour soi toutes les conquêtes qu'il pourrait faire, d'être mis en possession du Mecklenbourg, ou d'obtenir un équivalent; il exige de plus, qu'il lui soit permis d'entrer dans les États héréditaires toutes les fois qu'il le jugerait convenable, et que l'empereur fixe désormais sa résidence à Prague. Accepter de pareilles propositions, c'était se détrôner soi-même, renoncer à sa souveraineté, et devenir l'esclave de son sujet; mais la terreur qu'inspire la Suède est si grande, que Ferdinand, quelque jaloux qu'il soit de son autorité, souscrit à ces conditions et se met à la discrétion de Wallenstein.

La réputation de Wallenstein lui forme bientôt une armée nombreuse. Ses talents, sa libéralité, la licence qui régnait dans son camp, attiraient sous ses drapeaux le soldat et l'officier; les braves espéraient de la gloire; les hommes avides avaient la perspective du butin; d'ailleurs, l'Allemagne était tellement dévastée, que la faim et la misère chassaient tout le monde aux armées. Bientôt Wallenstein se voit à la tête de quarante mille hommes. Maximilien l'appelait en Bavière, où rien ne pouvait arrêter les succès du roi de Suède; mais Wallenstein n'avait pas pardonné à l'électeur de Bavière la part qu'il avait eue à sa destitution, et il ne s'empressa pas de le secourir. Les Saxons étaient

encore dans la Bohême; Wallenstein la leur fait évacuer. Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité de ce royaume, il se met en marche pour se rapprocher de l'électeur, qui, de son côté, quitte Ratisbonne, qu'il avait mise en état de défense. La jonction des deux armées se fait à Egra, vers la fin de juin; réunies, elles montaient à soixante mille hommes. Il avait été décidé d'avance que Wallenstein et Maximilien commanderaient chacun leurs troupes; elles passent les défilés de Kaden, se portent sur le Haut-Palatinat, et paraissent menacer Nuremberg.

Cette ville puissante et riche tenait le premier rang entre les villes protestantes; Augsbourg et Ulm pouvaient seules le lui disputer. Elle se hâte d'envoyer une députation à Gustave Adolphe pour réclamer ses secours. Ce monarque les lui accorde généreusement; et ajournant ses autres desseins, sans attendre les renforts qui devaient lui arriver, il se rend à Nuremberg avec toutes ses forces, et se prépare à la défendre avec vigueur.

Par ses ordres, on creuse un fossé profond à un quart de lieue de l'enceinte de la ville, et on le garnit de fortins et de redoutes; sept mille personnes sont employées journellement à cet ouvrage. La ville répond à la magnanimité de Gustave par tous les sacrifices qu'il exige; elle ouvre ses magasins; elle répand dans l'armée des Suédois de l'argent, des vivres, des vêtements. Les bourgeois prennent les armes; trente mille hommes partagent avec les Suédois les fatigues et les veilles; cette ville pacifique est devenue un vaste camp; tous ses habitants sont soldats; les ateliers ne retentissent que de préparatifs de guerre.

Cependant Wallenstein et Maximilien asseyent leur camp sur les hauteurs qui dominent Nuremberg, et choisissent une position militaire presque inexpugnable; de là ils attendent tranquillement que la famine oblige le roi de Suède à quitter ses lignes et à leur abandonner Nuremberg. Gustave, à qui cette inaction ne convient pas, emploie toutes sortes d'artifices pour engager son ennemi à une bataille; mais Wallenstein, quoique supérieur en forces, s'y refuse, et, nouveau Fabius, oppose à l'ardeur impétueuse du roi de Suède un sang-froid imperturbable; sûr de l'avantage de sa position, et craignant d'exposer sa gloire aux hasards d'une affaire générale, il n'engage que des combats partiels et peu décisifs. La situation de l'armée suédoise devient de jour en jour plus critique; les vivres manquent; l'eau s'épuise et se corrompt; une sécheresse opiniâtre augmente le mal et ôte le remède. Mais bientôt

Wallenstein, qui veut affamer son ennemi, se trouve lui-même pressé par la famine. Le pays est dévoré à une grande distance, et les convois n'arrivent pas; les mêmes besoins, la même disette, les mêmes maladies règnent dans les deux armées; les chevaux tombent d'épuisement, et leurs cadavres infects corrompent l'air et empoisonnent les soldats. A la fin, le roi de Suède veut tenter, contre l'avis de ses généraux, de forcer Wallenstein sur les hauteurs qu'il occupe. Les Suédois font des prodiges de valeur, mais ils ne peuvent vaincre la nature, et les impériaux gardent leurs positions; bientôt Gustave lève son camp, après que les deux armées ont été plus de deux mois en présence l'une de l'autre; il quitte les lignes de Nuremberg le 8 août 1632, dirige sa marche sur la Bavière et menace les États de Maximilien, dans l'espérance que Wallenstein s'avancera pour les sauver, et qu'il pourra se mesurer avec lui. Le duc de Friedland reste encore immobile. Après s'être assuré de la retraite du roi, il fait aussi la sienne, laissant partout de terribles traces de sa présence; à plus de dix lieues à la ronde tout fut saccagé; pas un village ne fut épargné; en se retirant, il fit même mettre le feu à son camp, et l'incendie s'étendit à une grande distance.

Bien loin de suivre Gustave en Bavière, Wallenstein, soit pour opérer lui-même une puissante diversion, soit pour punir l'électeur, se porte avec toute son armée du côté de la Saxe. Ce malheureux État est dégarni; Arnim, à la tête des Saxons, envahissait la Silésie; la terreur et la désolation marchent devant le duc de Friedland, et l'électeur effrayé invoque les secours du roi de Suède. Ce prince, toujours fidèle à ses engagements, au mépris même de ses intérêts, qui déjà inspirait des inquiétudes à Ferdinand pour ses États héréditaires, et à qui Jean George avait donné de nombreux sujets de plainte, laisse la Bavière, et se hâte d'aller sauver son allié. Déjà Wallenstein était à Eulembourg, à trois milles de Leipzig, lorsqu'il apprend que le roi de Suède est arrivé à Erfurt, à la tête de vingt mille hommes. Il marche à sa rencontre dans le dessein de lui livrer bataille; mais Gustave, plus rapide que lui dans sa marche, s'empare des défilés de Naumbourg, et, profitant de la faute que fait son adversaire, de détacher Pappenheim avec douze mille hommes, s'avance pour l'attaquer dans ce moment décisif. La bataille s'engage, le 6 novembre 1632, dans la plaine de Lutzen, entre le village de ce nom et le Flossgraben, auquel étaient appuyées l'aile gauche de Wallenstein et la droite des Suédois; la chaussée séparait les deux armées. Gustave lui-même, à la tête de quelques escadrons suédois,

chargeait les cuirassiers impériaux; mais dans le moment où il crie au régiment de Steenbock de le suivre, et où il devance sa troupe, un coup, parti d'une main inconnue, vient frapper le héros; ce coup est suivi d'un second, et il tombe; son corps est confondu avec les autres qui tombent sur lui. Le désir de venger la mort d'un roi qu'ils adoraient prête un nouvel aiguillon à la valeur des Suédois; Bernard de Saxe-Weimar prend le commandement des troupes; après de sanglants et inutiles efforts, Wallenstein est obligé de se retirer. Déjà la bataille est gagnée, lorsqu'on voit arriver, du côté de Halle, Pappenheim avec un corps considérable presque tout composé de cavalerie. Les Suédois, fatigués du carnage, sont obligés de combattre des troupes fraîches; ce nouvel obstacle ne fait qu'accroître leur valeur; ils se jettent avec fureur sur les impériaux qui leur disputent vigoureusement le terrain, mais qui cependant sont forcés à la fin de leur céder le champ de bataille, et se retirent en désordre. Pappenheim blessé mourut le lendemain dans le château de Pleissenbourg; on compta dix à douze mille morts de part et d'autre sur le champ de bataille.

Le corps du grand Gustave fut trouvé sous un tas de cadavres. Sa mort effaçait tout l'éclat de la victoire; un morne silence régnait dans le camp des vainqueurs, et ce silence n'était interrompu que par des sanglots. Jamais mort ne fut plus saisissante, plus tragique, plus décisive par ses suites. Gustave fut enlevé au sein de la gloire et dans la fleur de son âge; il n'avait pas trente-huit ans. L'Europe perdit le héros qui la remplissait de ses exploits et qui seul fixait l'attention universelle; la réformation et la liberté perdirent un zélé défenseur; la Suède avait plus joui de sa gloire que de ses rares qualités, de ses actions que de sa présence; mais sa grandeur la consolait de tout, et elle lui avait voué un véritable culte. A sa mort, les Suédois possédaient les deux tiers de l'Allemagne et cent trente villes murées dans cette partie de l'Europe. Les vastes projets que ses prodigieux succès lui avaient inspirés, furent ensevelis avec lui; on est réduit à les soupçonner; sa gloire en est peut-être moins éclatante, mais elle en est plus pure; ils eussent tous été dignes de son génie, mais peut-être moins dignes du grand caractère qu'il avait déployé. Sa mort fut une calamité publique pour tous les pays protestants : ses ennemis mêmes le pleurèrent; Ferdinand versa des larmes; le pape fut touché; ceux qui ne rougirent pas de s'en réjouir, furent marqués du sceau de l'indignation publique; il laissa un vide immense dans tous les esprits et dans tous les cœurs.

Ses fidèles Suédois emportèrent son corps, en le baignant de larmes, d'abord à un village, et ensuite à Weissenfels, où tous les soldats accouraient en foule pour voir encore une fois les traits chéris du héros qu'ils aimaient comme leur père. La reine le reçut, et ne le quitta plus jusqu'à ce qu'il eût été déposé dans le caveau de Stockholm. Il fut transporté en pompe à Wolgast, au milieu des gémissements d'une foule de spectateurs de toutes les classes, qui bordaient les routes, et qui, se rappelant d'avoir vu passer Gustave au milieu d'eux, rapprochaient douloureusement cette marche rapide et triomphale de ce lent et funèbre convoi, et voyaient dans ce contraste le néant de toutes les choses humaines. Il semblait que la religion et la liberté, que toutes les espérances et tous les principes fussent perdus sans retour avec lui. Embarqués à Wolgast, les restes du grand Gustave arrivèrent à Nykoping le 5 août 1633, et furent reçus comme une propriété nationale. Encore aujourd'hui aucun Suédois digne de ce nom ne pense à lui sans orgueil et sans douleur. La Suède compte parmi ses souverains beaucoup d'hommes extraordinaires, il a été le plus grand de tous.

CHAPITRE VI.

LA SUÈDE N'ABANDONNE PAS LES PROJETS DE GUSTAVE. — OXENSTIERNA PREND LA DIRECTION DES AFFAIRES. — FIN TRAGIQUE DE WALLENSTEIN. — BATAILLE DE NORDLINGUE. — PAIX DE PRAGUE. — LA FRANCE SENT LA NÉCESSITÉ DE FAIRE UNE GUERRE DIRECTE A L'AUTRICHE. — RICHELIEU, QUI A TRIOMPHÉ DE SES ENNEMIS, SE DÉCLARE CONTRE L'ESPAGNE.

La mort de Gustave avait ranimé le courage des catholiques, et donné de nouvelles craintes aux protestants. On ne savait quel parti prendrait la Suède. Ceux qui s'imaginaient que cette guerre avait été amenée par l'ambition du roi, croyaient que les Suédois quitteraient l'Allemagne et retourneraient dans leurs foyers. Mais l'esprit de Gustave animait toute la nation ; elle aimait la puissance, la gloire, la religion. Personne n'aurait osé lui proposer de sacrifier, sans dédommagements quelconques, les avantages qu'elle avait obtenus; et les princes d'Allemagne, qui sentaient le besoin de sa protection, faisaient tous leurs efforts pour l'attacher à la cause de la liberté germanique. Ceux mêmes qui étaient inquiets et jaloux de l'influence des étrangers, n'ayant aucun moyen de les renvoyer chez eux, dissimulaient leurs sentiments. Gustave était mort, mais le sénat de Suède aurait cru manquer à sa mémoire, en perdant le fruit de ses exploits; les vastes projets qu'il n'avait exécutés qu'en partie, étaient devenus une espèce de propriété nationale. D'ailleurs, il avait formé des élèves dignes de lui ; ses principes lui survécurent et son génie conduisit encore les Suédois à la victoire. Il n'avait laissé qu'une fille âgée de six ans, Christine, qui devint dans la suite plus singulière que grande, et qui, voulant étonner l'Europe, ne fit que l'amuser. Elle annonçait beaucoup d'esprit, et ses connaissances étaient précoces. Les états la placèrent sur le trône, et la régence fut confiée aux cinq grands officiers de la couronne, qui se montrèrent dignes de leurs hautes fonctions.

Axel Oxenstierna, l'ami et le conseil de Gustave, l'héritier de ses talents et de ses vues élevées, qui avait été le confident de ses pensées

les plus intimes, fut chargé de la direction générale des affaires de l'Allemagne et du soin de continuer la guerre. On ne pouvait faire un meilleur choix. Oxenstierna était initié dans toutes les parties de l'administration; il savait faire la guerre, et il l'avait faite avec succès; il était à la fois homme d'État et négociateur habile. Sa tête froide et vaste saisissait beaucoup de rapports en même temps, et combinait les idées sans passion. Il avait des principes fixes, et possédait l'art de les suivre, tout en les modifiant selon les circonstances. Son esprit actif et son âme ferme ne craignaient pas les situations critiques, mais il était trop sage pour multiplier sans raison les difficultés. Passionné pour la gloire et la prospérité de la Suède, comme il devait l'être, il ne sacrifiait pas facilement l'intérêt de la cause générale à des considérations particulières: infatigable, fécond en ressources, sachant deviner les hommes et traiter avec eux, il était ce qu'il fallait être pour conserver aux Suédois leur réputation, affaiblir la jalousie que leurs victoires avaient inspirée à l'Europe, et rallier tous les princes protestants autour d'un centre commun. On lui a reproché d'aimer l'autorité; il l'aimait comme tous ceux qui savent en faire un bel usage, et qui ne voient dans la puissance que l'instrument du génie; jamais Oxenstierna n'abusa de son pouvoir. On a prétendu qu'il inclinait pour l'aristocratie, et qu'il aurait voulu donner cette forme à la constitution de la Suède; mais il a tout au plus désiré d'assurer à l'élément aristocratique de la constitution plus de force et d'activité, sans vouloir anéantir les autres, et ses lettres prouvent qu'il était partisan éclairé des formes monarchiques.

Oxenstierna ayant pris la direction des affaires de l'Allemagne, la Suède conserva son ascendant, dans toute son intégrité. Déjà l'électeur de Saxe, également incapable de se contenter d'une place subalterne et d'occuper la première, qui avait toujours été animé contre le roi de Suède de la basse jalousie des petits esprits, formait des prétentions à la direction générale des affaires; la cour de Vienne les nourrissait sourdement; mais Oxenstierna l'apaise ou l'oblige à cacher son chagrin. Déjà le duc de Brunswick armait séparément; Oxenstierna le ramène et l'attache de nouveau à la ligue générale. L'électeur palatin, le malheureux Frédéric, était mort du chagrin que lui avait donné la fin tragique de Gustave; dans l'espérance de recouvrer ses États, il était accouru de la Hollande pour joindre son généreux protecteur; mais la fortune, qui ne lui avait accordé dans sa vie qu'un moment brillant, ne se lassait pas de le persécuter. Déjà on murmurait en Allemagne de ce

que les Suédois ne rendaient pas à son fils, le prince Louis, celles de ces provinces qui avaient été reconquises sur les impériaux; Oxenstierna, qui sent combien il importe dans ce moment critique que la Suède paraisse désintéressée, rend au Palatin toute la partie de son héritage dont la Suède peut disposer. L'Autriche, profitant de la fluctuation des esprits, tâchait de dissoudre la coalition ennemie, en faisant à chaque prince des propositions de paix séparées; mais Oxenstierna déjoue sa politique, et ses intrigues se tournent contre elle-même. Il convoque à Heilbronn les députés des cercles de Franconie, de Souabe, du Haut et du Bas-Rhin; sa logique victorieuse et son éloquence entraînante l'emportent sur les intérêts particuliers des divers États; ils resserrent les liens de l'alliance avec la Suède, défèrent au chancelier la direction suprême de la guerre, en lui associant un conseil qui doit lui être subordonné. Tout paraissait perdu à la mort de Gustave Adolphe; le génie d'Oxenstierna a tout sauvé.

Dans le même temps la France renouvelle ses engagements avec la Suède. La marche rapide et victorieuse de Gustave Adolphe commençait à lui donner de l'inquiétude; elle craignait que l'abaissement de l'Autriche ne servît à créer en Allemagne une autre puissance également redoutable; elle ne prétendait pas être maîtresse de l'empire, mais elle ne voulait pas qu'un autre le fût. Aussi la mort de Gustave Adolphe causa une douleur apparente et une joie secrète au roi de France et à son ministre. On croyait, avec raison, que les succès prodigieux des Suédois tenaient en partie aux qualités personnelles de leur souverain. Gustave n'étant plus à redouter, Richelieu sentit qu'il fallait que la France appuyât les desseins d'Oxenstierna. Feuquières, négociateur habile, fut chargé de conclure avec lui un nouveau traité de subsides. La France ne s'engagea à payer qu'un million de livres, au lieu de douze cent mille qu'elle avait payées jusqu'alors, mais elle les paya plus régulièrement.

Après la bataille de Lutzen, les opérations militaires avaient toujours continué, mais la perte avait été si grande des deux côtés, que la guerre s'était faite mollement. Wallenstein s'était retiré en Bohême avec les débris de son armée. Le duc Bernard de Weimar et le maréchal Horn commandent les troupes suédoises. L'un, entreprenant, actif jusqu'à la témérité, avec une valeur brillante et un esprit fin, souple, adroit, est plus jaloux de profiter des circonstances pour acquérir une souveraineté, que de servir la cause qu'il paraît défendre; l'autre, plus mesuré dans

ses projets, plus réfléchi dans le choix de ses moyens, plein de bravoure et de droiture, sait joindre le désintéressement au zèle.

La guerre se fait sans ensemble et sans plan général; on se bat à la fois sur tous les points, en Saxe, en Silésie, en Bavière, en Souabe, en Alsace, au gré des vues particulières des généraux, sans que les opérations se lient et qu'on paraisse jaloux de frapper un coup décisif. Les Suédois semblent uniquement vouloir se maintenir en Allemagne jusqu'à la paix, y vivre aux dépens du pays, et empêcher les progrès de leurs ennemis; les impériaux ne songent qu'à couvrir les États héréditaires, et le tableau de cette guerre sanglante et longue perd de son unité à mesure qu'on avance; l'intérêt tombe avec Gustave, et ne se relève que faiblement.

Wallenstein lui-même, depuis la bataille de Lutzen, n'avait pas montré son activité ordinaire; il semblait que la mort l'eût délivré du seul adversaire digne de lui. Il avait battu, le 18 octobre 1633, le comte de La Tour en Silésie, près de Steinau, mais il n'avait pas profité de sa victoire, et la cour de Vienne ne pouvait lui pardonner d'avoir soustrait à sa vengeance l'auteur des troubles de la Bohême. Ce nouveau grief contre Wallenstein rappela tous ses autres torts dans l'esprit de Ferdinand et de ses ministres. Le duc de Friedland était trop puissant pour qu'on ne songeât pas à lui ôter les grands moyens dont il disposait, du moment où l'on pourrait le faire sans danger, et où l'on n'aurait plus besoin de ses talents. Maximilien et l'Espagne le craignaient et travaillaient sans cesse à le perdre; les jésuites le haïssaient, et leur crédit sur l'esprit de l'empereur était sans bornes. Wallenstein ne l'ignorait pas; il connaissait toute l'activité de ses ennemis; mais au lieu de gagner Ferdinand en lui témoignant des égards, et de chercher son salut dans la soumission, son orgueil ne lui permettait de le voir que dans le rang suprême. Persuadé que pour sauver sa puissance, il fallait l'accroître, et que le trône était son unique asile, il résolut de s'emparer de celui de Bohême. Son armée lui était dévouée; ses officiers voyaient en lui l'auteur de leur fortune ou le seul de qui ils pouvaient l'attendre. Le seul Piccolomini avait observé et deviné ses secrets, et se servait de la confiance sans bornes qu'il avait inspirée au duc de Friedland, pour le trahir et pour le perdre; fidèle à son maître, ou plutôt trop ambitieux lui-même pour servir l'ambition du duc, il prépara et amena sa chute.

Wallenstein sentant que ses ressources ne suffisaient pas pour lutter à forces égales contre Ferdinand, avait tâché d'engager la France et la

Suède à le seconder dans l'exécution de son plan. Ces deux puissances l'encouragèrent : mais se défiant de sa bonne foi, elles répugnaient à lui donner des secours efficaces; Oxenstierna demandait des sûretés. Ferdinand, instruit de ces négociations, et sachant que Wallenstein a surpris à ses officiers un serment qui les attache entièrement à sa personne, reconnaît la nécessité de le prévenir. Sa position était délicate. Le duc de Friedland était revêtu d'une si grande autorité qu'il pouvait résister avec succès à son souverain, et l'on n'osait entreprendre de le réduire par la force, encore bien moins de le faire arrêter, juger et punir. L'orgueil de Wallenstein lui inspire une sécurité funeste, et sert les desseins de Ferdinand; son courage lui fait mépriser le danger; son âme fière et généreuse est fermée à la défiance, et il ne prend aucune précaution contre les traîtres qui l'environnent; au contraire, il les choisit pour confidents de ses projets. On propose à Ferdinand de se défaire, par un assassinat, de ce sujet dangereux, et il ne rougit pas d'y consentir; un Écossais, nommé Lesly, se charge de porter le coup. Le malheureux duc de Friedland s'était retiré dans la forteresse d'Egra où il se croyait en pleine sûreté; toujours adonné à l'astrologie judiciaire, il venait de consulter son astrologue Apostolo Zeni, qui lui avait dit que son heure fatale n'était pas encore passée. Au milieu de la nuit, au moment où Wallenstein se prépare à prendre quelque repos, Lesly entre dans sa chambre; sans lui laisser le temps de se reconnaître, il le perce de sa pertuisane, et le héros expire (1634). Ainsi tombe, sous les coups d'un assassin, à l'âge de cinquante-trois ans, celui qui avait partagé avec Gustave Adolphe l'attention de l'Europe. On ne saurait décider si ses projets ambitieux furent la cause ou l'effet des desseins sinistres que la cour de Vienne forma contre lui, et dont il fut la victime; il est certain que sa fortune gigantesque avait déplacé, à ses yeux, les bornes du possible, et que les événements, changeant tous les rapports, permettaient de tout espérer à quiconque osait tout entreprendre.

La même année fut témoin de la défaite des Suédois. Le duc Bernard et le comte de Horn avaient obtenu les succès les plus brillants en Franconie et en Alsace, mais ils échouèrent à Nordlingue. L'empereur avait mis à la tête de ses troupes l'archiduc Ferdinand, son fils, et lui avait donné pour conseils Gallas et Piccolomini. L'armée impériale avait été renforcée par quinze mille Espagnols, sous les ordres du cardinal Infant, fils de Philippe III, et les deux armées réunies étaient venues

mettre le siége devant Nordlingue. Le duc de Weimar, réuni aux troupes de Horn, avait promis à la ville de la secourir. Après une résistance vigoureuse, les habitants de Nordlingue donnent les signaux de détresse dont on était convenu; Bernard, pour les sauver, propose de livrer bataille; Horn, aussi brave, mais moins bouillant que lui, veut attendre un renfort considérable que doit leur amener le rhingrave Othon; mais l'ardeur du duc l'emporte, et le combat est résolu. Horn, après s'être opposé à la bataille, fait tous ses efforts pour assurer la victoire à son parti. L'issue de la journée dépendait d'un poste avantageux, situé sur une hauteur, et occupé par les Espagnols; Horn l'attaque; il est repoussé; il l'attaque encore, et s'en empare; mais des flots d'Espagnols se succèdent, le chassent de nouveau, et le forcent d'abandonner son entreprise. La valeur inconsidérée de Bernard ne lui permet pas de suivre le plan de Horn; la bataille est perdue; huit mille Suédois tués, quatre mille prisonniers, un grand nombre de drapeaux enlevés, la perte de quatre-vingts canons, du bagage et de la caisse militaire, rendent cette défaite complète. Horn est fait prisonnier, et conduit au cardinal Infant; ce prince s'honore lui-même en honorant ce guerrier malheureux; il lui rend son épée en lui disant qu'il se félicitait de pouvoir rendre ses hommages à un homme qu'il regardait comme son maître; paroles flatteuses, mais peu propres à consoler un cœur tel que celui de Horn, qui s'oubliait lui-même et ne voyait que la patrie.

La perte de la bataille de Nordlingue décida l'électeur Jean à quitter l'alliance des Suédois. Depuis longtemps il supportait impatiemment l'autorité d'Oxenstierna; son chapelain, qui s'occupait moins de la religion que des affaires, et qui avait gagné la confiance de son maître en partageant ses plaisirs, était vendu à la cour de Vienne. Arnim voyant que la Saxe n'a rien à craindre de l'armée suédoise, affaiblie par sa défaite, presse l'électeur d'entamer des négociations avec Ferdinand; les conférences s'ouvrirent à Pirna, et on y signa les préliminaires de la paix; le traité fut conclu à Prague (1635). L'empereur y assurait aux princes protestants la jouissance de tous les biens ecclésiastiques qu'ils avaient possédés avant la paix de Passau, et même les autres pendant quarante ans; il promettait de réintégrer les ducs de Mecklenbourg dans leurs États, mais les descendants du malheureux Frédéric devaient rester privés de leur héritage. Jean George obtint la Lusace, à titre de fief relevant de la Bohême, et on lui fit espérer l'archevêché de Magdebourg pour un de ses fils. Ce traité excita une indignation universelle;

on reprocha à Jean George son ingratitude envers une nation généreuse qui avait deux fois sauvé la Saxe, sa dureté envers la famille de l'infortuné Palatin, son indifférence coupable pour le sort de la religion, et son imprévoyance qui l'empêchait de sentir que cette paix était sans garantie.

En effet, la paix de Prague était déloyale, incomplète et dénuée de garantie. Elle n'accordait aux protestants qu'une partie de leurs justes demandes; elle ne leur garantissait pas même ce qu'elle leur accordait; mais la terreur qu'inspiraient les armes de Ferdinand, après la bataille de Nordlingue, était si grande, que la plupart des protestants accédèrent à ce traité. La Hesse seule resta l'alliée fidèle des Suédois. Jamais leur situation n'avait été plus critique; à la vérité, la défection de la plupart des confédérés leur donnait le droit de ne pas les ménager, et débarrassait leurs opérations de toute espèce d'entraves; mais elle leur faisait beaucoup perdre dans l'opinion publique. De ce moment, la Suède parut travailler pour elle-même, et non défendre la liberté des princes de l'empire germanique, puisqu'ils ne demandaient plus d'être défendus par elle. La trêve de six ans, conclue avec la Pologne, était sur le point d'expirer, et il était douteux que la république voulût la renouveler; l'occasion de venger ses injures et de réparer ses pertes, était favorable. Enfin l'argent manquait à la Suède; les caisses de l'État étaient vides; les subsides que payait la France peu considérables, et même ils n'étaient pas toujours acquittés régulièrement. L'armée suédoise, que ses victoires et ses défaites avaient également affaiblie, et qui, en Allemagne, avait été en partie recrutée d'étrangers, avait été sollicitée par des émissaires à passer au service de la Saxe; la fidélité d'un grand nombre de soldats avait été ébranlée; le courage, la fermeté, l'éloquence d'Oxenstierna, les avaient ramenés à leur devoir; mais le même danger pouvait renaître, et cette idée seule devait augmenter les inquiétudes du chancelier.

Jusqu'alors, la France s'était contentée de lui payer des subsides, et de lui donner des promesses vagues; Richelieu n'avait pas voulu prendre une part active à la guerre. La France n'était pas assez puissante ni assez tranquille pour faire de grands sacrifices. Lorsque Gustave parut en Allemagne, le cardinal crut que les forces des Suédois suffiraient pour occuper et pour affaiblir l'Autriche; et le roi de Suède, jaloux de recueillir seul la gloire et les avantages de son expédition, ne se souciait pas que la France acquît le droit de les partager en participant à ses

travaux et à ses dangers. Plus tard, les victoires rapides de Gustave donnèrent de l'inquiétude à Richelieu; il craignit un moment que, l'Autriche écrasée, la Suède ne prît en Europe un ascendant dangereux; et loin d'appuyer les succès des Suédois, la France ne se montra pas même empressée à remplir ses engagements.

La mort de Gustave Adolphe, et surtout les événements désastreux qui la suivirent, la défaite de Nordlingue et la paix de Prague, rendaient à l'Autriche toute sa supériorité. Richelieu sentit la nécessité d'attaquer directement cette puissance, dont les moyens semblaient se multiplier à mesure que la guerre se prolongeait. L'état de la France lui permettait de diriger son attention et ses forces sur la politique extérieure. Le cardinal venait de triompher de ses ennemis. Marie de Médicis, qui s'était retirée à Bruxelles, et Gaston, frère du roi, réfugié en Lorraine, avaient engagé Montmorenci, gouverneur du Languedoc, à se déclarer pour eux, et à lever l'étendard contre le ministre; c'était déclarer la guerre au roi. Montmorenci, brave, généreux, et jusqu'alors d'une fidélité irréprochable, mais ardent, léger, et présumant trop de lui-même, en se chargeant de ce rôle difficile, avait plus consulté son ambition que ses ressources. Il avait rassemblé des troupes; Gaston l'avait joint avec une petite armée composée de déserteurs de toutes les nations, et avait espéré, dans le délire de son orgueil, que toute la France épouserait sa querelle, et s'armerait pour soutenir un prince du sang. Mais la France resta tranquille; car tous ceux qui haïssaient le cardinal, méprisaient encore plus Gaston. Richelieu, qui s'intéressait à Montmorenci, l'avait fait avertir, par des amis communs, de ne pas s'engager dans cette entreprise; mais Montmorenci, égaré par un faux point d'honneur, se crut trop avancé pour reculer. Le cardinal venait de faire périr sur l'échafaud le maréchal de Marillac, sous prétexte de malversations, mais, dans le fait, pour avoir conspiré contre lui, dans la fameuse journée des dupes, où ceux qui voulaient perdre Richelieu se perdirent eux-mêmes. Voyant que cette sévérité ne décourageait pas ses ennemis, que les conspirations et les cabales naissaient les unes des autres, il résolut de déployer la plus grande rigueur dans la révolte du Languedoc. Schomberg avait reçu l'ordre de marcher contre Montmorenci. Cet infortuné, qui s'était engagé dans la mêlée à la rencontre de Castelnaudari, avec autant d'imprudence que de bravoure, avait été fait prisonnier. Le parlement lui avait fait son procès, et l'avait condamné à perdre la tête. L'arrêt était juste; le roi aurait

dû lui accorder sa grâce à cause de sa jeunesse et de son repentir; mais l'implacable Richelieu, profitant de la sévérité de Louis, l'avait détourné de cet acte de clémence, et malgré les vœux du peuple, les prières de sa mère et les larmes de son épouse, Montmorenci avait été sacrifié à la vengeance du cardinal. Dans ce moment décisif il avait montré une dignité touchante, et une admirable fermeté. L'indignation générale contre Richelieu n'en avait été que plus forte, mais il avait résolu de réduire ses ennemis au silence par une rigueur inflexible, et de se ménager le repos et le loisir nécessaires pour exécuter ses plans politiques; il ne fit grâce à personne; tous les amis et les partisans de Montmorenci furent enveloppés dans sa ruine, et punis avec plus ou moins de sévérité. Le chancelier de Châteauneuf, qui, dans l'abandon de la confiance et de la gaieté, avait paru désirer la place du cardinal, fut enfermé, pour le reste de ses jours, dans le château d'Angoulême; le chevalier Jars, de la maison de Rochechouart, qui avait applaudi aux projets de Châteauneuf, fut sur le point d'expier son imprudence dans les supplices, et ne dut la vie qu'à un moment de justice de Richelieu, qui suivait quelquefois la voix de la conscience. La fin tragique d'Urbain Grandier, curé de Loudun, épouvanta toute la France, en montrant jusqu'où s'étendaient les ressentiments du cardinal, ses artifices et la docilité des agents de ses vengeances. Gaston, toujours prêt à former des projets et à les abandonner, à compromettre ses amis et à faire sa paix à leurs dépens, était rentré en France et avait reparu à la cour; mais le cardinal l'observait de près, et s'était assuré de la personne de Puylaurens, son favori. Marie de Médicis n'avait pu obtenir la permission de revenir; errante en pays étranger, sans crédit et sans argent, elle était l'objet de la pitié universelle, sans émouvoir celle de Richelieu, qui savait qu'elle ne reparaîtrait sur la scène que pour le perdre, et qui la laissa mourir dans l'indigence, à Cologne. Le roi, fatigué des cabales dont elle avait été l'âme, des craintes et des soupçons dont son ministre l'obsédait contre elle, et naturellement froid et insensible, oublia sa mère, la négligea entièrement, et la perdit sans la regretter.

Ainsi les attaques réitérées et maladroites des ennemis de Richelieu n'avaient servi qu'à augmenter son pouvoir. A cette époque (1635), il se vit tellement sûr de sa place et de son autorité, qu'il pouvait étendre sans crainte le champ de ses opérations et de ses vues politiques; c'est alors qu'il résolut d'opérer une puissante diversion en faveur de la Suède, en attaquant l'Espagne.

CHAPITRE VII.

ÉTAT DE L'ESPAGNE. — CARACTÈRE DE PHILIPPE IV ET D'OLIVARÈS. — LA FRANCE SE DÉCLARE CONTRE L'ESPAGNE. — EXPLOITS DE BANNER ET DE BERNARD DE SAXE-WEIMAR. — MORT DE CES DEUX CAPITAINES. — OPÉRATIONS DE TORSTENSON. — FERDINAND III. — TOUT S'ACHEMINE A LA PAIX.

Depuis l'avénement de Philippe IV au trône d'Espagne (1621), les relations entre les deux branches de la maison d'Autriche étaient devenues plus étroites. Non-seulement, en recommençant la guerre avec la république des Provinces-Unies, avant l'expiration de la trêve (1620), l'Espagne avait empêché que les Hollandais ne secondassent les projets de l'électeur palatin et des protestants, mais elle avait même entretenu des armées en Allemagne, et fait passer à Ferdinand des secours d'hommes et d'argent considérables; la victoire de Nordlingue avait été en grande partie l'ouvrage des Espagnols. Le système qui liait étroitement les intérêts de l'Autriche et de l'Espagne, était celui du comte-duc Olivarès. Ce ministre gouvernait cette monarchie en maître absolu, et ne laissait à Philippe IV que les honneurs et le titre de roi. Parvenu au trône à l'âge de dix-huit ans, Philippe avait plus d'esprit naturel, plus d'aptitude aux affaires et de vivacité que son père; il voulait le bien, et s'était proposé, en prenant le sceptre, de réformer tous les abus; mais ce désir était plutôt chez lui une vue de la raison qu'une détermination de la volonté. Il craignait le travail, il aimait le plaisir, et il avait donné sa confiance à un homme qui mettait tout son art à fortifier ses penchants naturels et à lui persuader que les satisfaire c'était régner; cet homme était le comte-duc Olivarès, de l'illustre famille des Guzman. Attaché de bonne heure à Philippe, il lui avait donné une haute idée de ses connaissances et de ses talents pour l'administration; le courage avec lequel il avait bravé, par attachement pour l'héritier du trône, la colère de Philippe III et du duc d'Uzède son favori, était un grand mérite aux yeux du jeune prince, qui l'avait récompensé en lui remettant, dès son avénement au trône, toutes les

affaires. Olivarès ne manquait pas d'esprit; mais, comme il manquait de connaissances, il s'était associé son oncle, D. Bertrand de Zuniga, dont les lumières et l'expérience lui furent d'un grand secours pendant les premières années de son ministère. Toutes les fautes que commit le comte-duc, tous les malheurs qu'il attira sur sa patrie, et toutes ses propres infortunes vinrent uniquement de ce qu'il ne sentit pas qu'il fallait un régime sage et sévère à l'Espagne, et non du mouvement; du repos et du travail, et non des dépenses et des entreprises d'éclat; que ce n'était pas en multipliant ses efforts qu'elle pouvait acquérir des forces; qu'elle devait porter ses regards sur elle-même beaucoup plus que sur les autres États; éclairer le monde par l'exemple d'une bonne administration, et non l'étonner par ses triomphes. Olivarès voulait éblouir les yeux de son maître et ceux de la nation par de vastes projets, et se rendre nécessaire en compliquant la marche de la politique par une foule d'entreprises hasardeuses, sans penser que l'abus de la puissance en amène inévitablement la destruction, et que le premier caractère de la sagesse est de proportionner ses vues à ses moyens et ses désirs à ses forces. Au lieu de négocier la prolongation de la trêve, il avait recommencé la guerre avec les Provinces-Unies, et cette guerre, que l'Espagne faisait sur terre avec des succès très-équivoques et des frais immenses, abîmait son commerce maritime, et lui enlevait son unique richesse, en la privant de son numéraire. Olivarès prodiguait à Ferdinand des secours qui prolongeaient les maux de l'Allemagne, sans procurer à l'Espagne le moindre avantage. Il favorisait en France les mécontents, encourageait à la révolte Marie, Gaston, les grands du royaume, pour occuper Richelieu et l'empêcher d'agir au dehors; et, par cette conduite, il ne faisait que lui fournir des moyens d'augmenter son pouvoir et lui donner le désir de les employer à se venger de l'Espagne; déjà le cardinal, par son audace et son activité, avait fait échouer les projets de l'Espagne sur la Valteline et sur le Mantouan.

Tous les vices d'Olivarès prenaient leur source dans une ambition inquiète qui rendait sa politique trop entreprenante. Il n'était pas cruel, mais le besoin d'argent lui fit prendre contre les peuples des mesures oppressives, dont nous verrons qu'il fut lui-même la victime; et la crainte de perdre son crédit lui fit éloigner, disgracier et perdre des hommes qui n'avaient d'autre tort que d'exciter sa jalousie par leur mérite. Olivarès connaissait les causes de la décadence de l'Espagne, et il voulait lui rendre sa force première; mais tantôt il manquait le bien en tâchant

de le produire tout d'un coup, sans préparation quelconque, et voulait forcer la marche des choses, dans l'espérance de recueillir plus promptement les fruits de ce qu'il avait semé; tantôt il employait de petits moyens, et ne savait pas attaquer le mal à sa racine. Ainsi il publiait des lois somptuaires et voulait prévenir le luxe, au lieu de multiplier la richesse qui met en état de le payer; il invitait les étrangers à venir se fixer dans le royaume, et le dépeuplait par des recrutements continuels. Il était laborieux, mais il voulait encore plus le paraître, et donnait à l'activité des formes rebutantes, afin de dégoûter le roi de plus en plus de toute espèce de travail. Il paraissait vouloir consulter les meilleures têtes, et s'environner de toutes les lumières; comme il avait introduit l'usage de donner les avis par écrit, ces formes, libres en apparence, n'étaient que le masque de son despotisme, car il restait toujours le maître d'écarter et de rejeter les avis contraires au sien. Son extérieur était peu prévenant, mais il avait beaucoup d'agréments dans l'esprit, et pendant vingt ans il eut l'art d'endormir son maître au sein des plaisirs. Il portait dans ses relations domestiques des mœurs douces et un caractère aimable. On lui a reproché d'avoir trop pensé à l'avancement de sa famille; on pourrait lui reprocher avec plus de raison d'avoir préféré sa place aux devoirs qu'elle lui imposait, et il en aurait été plus digne s'il avait été moins jaloux de la conserver.

Tel était le ministre qui gouvernait l'Espagne, lorsque Richelieu se préparait à la combattre. Tous deux régnaient sous le nom de leur maître; l'homme était plus estimable dans Olivarès, le ministre plus grand dans Richelieu; l'un avait plus d'esprit que de caractère, l'autre avait le génie des affaires et plus de caractère encore que de génie. Richelieu avait la mesure de ses ennemis; il voyait clairement la faiblesse secrète de l'Espagne sous sa grandeur colossale, et il connaissait assez Olivarès pour savoir que la force de sa tête et celle de ses talents n'étaient pas de nature à multiplier les moyens d'attaque et de défense de la monarchie; la guerre contre l'Espagne fut résolue.

Le plan du cardinal était non-seulement de diviser les forces de la maison d'Autriche, et, en lui ôtant sa suprématie dans l'opinion, d'élever la puissance de la France, mais encore d'étendre les limites de la France, et d'augmenter sa puissance relative en augmentant sa puissance absolue. Il voulait rester maître des passages de l'Italie, reprendre le Roussillon aux Espagnols, acquérir l'Alsace et Philipsbourg, et s'emparer des Pays-Bas espagnols. Les Suédois doivent lui procurer l'Alsace; c'est du

consentement et du concours de la république des Provinces-Unies qu'il attend le succès de ses projets sur les Pays-Bas ; il fait proposer aux états généraux un plan de partage éventuel ; mais ici sa politique se trouva en défaut. La sagesse des conseils, la vigueur des mesures, la fermeté et la modération, la prévoyance et la loyauté caractérisaient la république nouvelle. Ses vues et son activité s'étendaient à tout ; elle combattait l'Espagne avec succès, et la guerre qu'elle faisait à cette puissance était aussi savante que soutenue ; elle l'arrêtait des années devant ses places fortes, et elle lui enlevait les siennes ; au dehors, elle interceptait les riches convois de l'Amérique, et les galions étaient amenés dans les ports de la Hollande. Elle créait un commerce immense, et en étendait les rameaux aux dépens de ses ennemis. Sa politique embrassait toute l'Europe dans ses combinaisons ; elle avait soutenu l'électeur palatin, protégé celui de Brandebourg dans l'affaire de la succession de Clèves, payé des subsides au roi de Suède. Frédéric-Henri, frère de Maurice, lui avait succédé dans le poste important de stathouder (1620) ; moins audacieux, moins ardent et moins ambitieux que Maurice, Frédéric-Henri était aussi brave, aussi actif et plus grand tacticien que lui ; il mettait plus de sagesse et de mesure dans sa conduite ; il était fait pour être le premier citoyen d'une république. Les propositions de Richelieu au sujet de la conquête et du partage des Pays-Bas, étonnèrent les états généraux ; leur intérêt ne leur permettait pas d'accéder aux projets ambitieux de la France ; en devenant voisins de cette puissance, ils avaient lieu de la craindre autant et plus que l'Espagne, dont les forces étaient plus disséminées, tandis que, maîtresse des Pays-Bas, la France tout entière les aurait menacés d'un moment à l'autre. Ils faisaient la guerre pour rester indépendants, et non pour enlever ces provinces à l'Espagne, bien moins encore pour les donner à une autre puissance ; ils ne voulaient pas que l'Espagne fût leur souveraine, mais, comme voisine, elle leur convenait mieux que toute autre. Les états généraux acceptèrent l'alliance que la France leur proposait ; elle était naturelle ; ils avaient les mêmes ennemis, l'Espagne et l'Autriche ; mais ils n'entrèrent pas dans les autres vues de Richelieu, et, soit qu'il eût espéré de les tromper, soit qu'il eût été moins clairvoyant qu'eux, il fut obligé de rendre un secret hommage à leurs lumières et à leur sagacité.

La France ayant resserré les liens qui l'unissaient à la Suède et à la Hollande, déclara la guerre à l'Espagne (1635), sans se déclarer encore

formellement contre l'Autriche. Le manifeste ne coûta pas de peine à faire, les griefs ne manquaient pas; on insista beaucoup sur la protection ouverte ou sourde que l'Espagne avait accordée à la reine-mère, à Gaston, à tous les mécontents de France, et sur la détention de l'électeur de Trèves, Philippe Christophe. En effet, l'Espagne, par un de ces actes de violence plus communs dans la guerre de trente ans que dans les autres, s'était emparée des États de ce prince, s'était saisie de sa personne, et l'avait fait conduire prisonnier à Bruxelles, pour le punir d'avoir recherché la neutralité et de l'avoir obtenue de la Suède, par l'entremise de la France.

Pour que la Suède pût agir avec vigueur en Allemagne, il fallait qu'elle n'eût rien à craindre du côté de la Pologne: le premier service que la France lui rendit, fut d'engager les Polonais à conclure une nouvelle trêve de vingt-six ans. Cette négociation était difficile; la république était fortement sollicitée par le pape et l'empereur à reprendre les armes; mais l'habileté du comte d'Avaux et la fermeté d'Oxenstierna triomphèrent de toutes les difficultés. La Suède rendit aux Polonais les places qu'elle avait gardées dans la Prusse occidentale, mais elle conserva la Livonie; libre de toute inquiétude, elle poursuivit la guerre en Allemagne avec vivacité, tandis que la France envoyait deux armées en Italie, et que les Hollandais, réunis aux Français, gagnaient sur les Espagnols la bataille d'Avesnes, dans l'évêché de Liége.

Ici le théâtre des opérations militaires s'étend; et, comme elles ne marchent pas sur un même plan et ne se lient point les unes aux autres, il serait aussi inutile que difficile de les suivre, et de les présenter toutes de front, dans ce tableau politique. On voit les alliés, comme dans la plupart des coalitions, former des plans vicieux, ou gâter les meilleurs plans dans l'exécution, en sacrifiant l'intérêt de la cause générale à des vues particulières; on les voit perdre de vue l'objet principal de la guerre, qui était le maintien de la constitution germanique et l'établissement de l'équilibre, pour faire ou conserver des conquêtes, et, trahissant leurs desseins intéressés, aliéner d'eux l'opinion publique; on voit les armées abandonner leurs avantages, se retirer ou se débander faute d'argent ou de vivres, et l'épuisement des peuples obliger les généraux à ralentir leur activité. Les négociations se mêlent aux armes; les deux partis se font des ouvertures simulées, proposent la paix et l'empêchent, et n'ont d'autre but, dans cette tactique ancienne et toujours renouvelée, que de rejeter sur leur adversaire tout l'odieux de la guerre. De grands

noms fixent l'attention au milieu de ce dédale d'intrigues politiques et d'opérations militaires; des héros célèbres disparaissent de dessus la scène; d'autres y débutent, et annoncent ce qu'ils seront un jour; mais le récit de leurs exploits et l'appréciation de leur mérite n'appartiennent ici sous aucun rapport, et nous ne nous y arrêtons que pour relever les faits qui ont préparé et qui expliquent le traité de Westphalie.

Banner, l'élève du grand Gustave, avait été nommé généralissime des armées suédoises en Allemagne. Pendant six ans il soutint la gloire de sa nation, fit de grandes choses avec de faibles moyens, ménagea le sang de ses troupes, les contint dans le devoir malgré tous les efforts des ennemis, et, dans un temps où l'art de la guerre n'était pour ainsi dire que l'art de ravager, de piller, d'épuiser les pays, Banner montra une rare modération, et ne se portait à ces mesures cruelles qu'à la dernière extrémité. Il aimait les plaisirs de la table et s'y livrait quelquefois avec trop d'abandon, mais ils n'entreprirent jamais sur ses devoirs; ce fut lui qui rendit aux Suédois la confiance en eux-mêmes et celle des peuples, par la victoire de Wittstock. Jusque-là il avait été trop faible pour agir offensivement, et avait même eu de la peine à se maintenir dans la Poméranie; la trêve conclue à Stumsdorff entre la Suède et la Pologne, permit à la première de ces puissances de retirer toutes ses troupes de la Prusse, et elles étaient venues renforcer l'armée de Banner; avec elles il se propose de frapper un coup d'éclat, qui donne à la Suède de nouveaux alliés, et punisse ceux qui l'ont abandonnée. Déjà Baudis, général saxon, a été battu par le Suédois Rudwen, près de Domitz (1635), et a perdu quatre mille hommes; Banner lui-même a détruit sept régiments impériaux sous les ordres de Marazini, près de Kyritz; ces exploits ne sont que le prélude d'opérations plus décisives. Soutenu par Wrangel, il marche à l'armée saxonne et impériale réunies près de Wittstock et les attaque, le 24 septembre 1636, avec des forces inférieures; leur défaite fut complète; ils laissèrent près de cinq mille morts sur le champ de bataille, et la perte des vainqueurs fut légère. Erfurt et Torgau tombèrent en leur pouvoir, et Leipzig même aurait été obligé de se rendre, si Hatzfeld et Gœtz n'avaient fait diligence pour sauver la ville.

Pendant que Banner punissait la défection de l'électeur de Saxe, et relevait le courage des Suédois, le duc Bernard de Weimar poussait la guerre avec vivacité sur un autre théâtre, et, tout en paraissant servir la cause commune, ne travaillait que pour lui-même. Après la mort de

Gustave Adolphe, ce prince aurait voulu jouer le même rôle que lui en Allemagne, et diriger les opérations militaires; mais la politique habile d'Oxenstierna et l'orgueil national des Suédois l'avaient forcé de renoncer à ce plan. Sa féconde imagination lui en avait bientôt suggéré un autre. Dans un temps où l'épée et les talents militaires décidaient de tout, et où tous les États de l'Allemagne bouleversés paraissaient être l'enjeu de la guerre et le prix des combats, l'ambition de Bernard voulut profiter de la confusion générale, pour devenir souverain, et même un souverain puissant. Sa valeur brillante, son génie actif et entreprenant, la considération générale dont il jouissait, justifiaient ses espérances, mais il manquait de forces et de ressources. Comme il voulait se rendre indépendant de la Suède, qui se défiait de lui et dont il se défiait à son tour, il avait proposé à la France de lui donner des subsides pour lever et entretenir une armée avec laquelle il ferait la guerre sur le Rhin; son but secret était d'employer l'argent de la France à conquérir l'Alsace, dont il voulait faire la base du nouvel État qu'il méditait de créer. Richelieu, qui convoitait aussi cette province, voulait se servir du bras et de la tête de Weimar pour soumettre l'Alsace et pour l'incorporer à la France; on se trompait de part et d'autre. Soit que Richelieu et Weimar ne se devinassent point, soit que chacun d'eux espérât d'empêcher l'exécution des projets de l'autre, ils avaient conclu un traité que Weimar avait lui-même négocié à Paris, par lequel la France s'engageait à lui payer un subside annuel de quatre millions. Bernard avait commencé ses opérations sous de malheureux auspices; mais la fortune l'avait ensuite dédommagé de ses premières rigueurs. Battu près de Rheinfelden, par Jean de Werth et Savelli, il les avait défaits complétement trois jours après (18 février 1638); à la suite de cette victoire, il s'était emparé de Rheinfelden et de Fribourg, et avait mis le siége devant Brisach, place importante de laquelle dépendait le destin de l'Alsace. Les impériaux l'avaient senti, et avaient multiplié leurs efforts pour la délivrer; mais Bernard les rendit inutiles. Trois armées s'avancent, et trois fois Bernard, sans interrompre le siége, va à leur rencontre, et remporte sur eux des victoires signalées. Gœtz est battu près de Wittenweier, le 30 juillet; le duc Charles de Lorraine à Ochsenfelde, le 4 octobre; Gœtz, qui revient à la charge, est vaincu une seconde fois, le 24 octobre, près de Brisach. La ville se défend avec la plus grande opiniâtreté; le siége est converti en blocus; à la fin, pressée par la famine, elle ouvre ses portes. Bernard montre autant d'humanité après

la victoire qu'il a déployé de talents pour l'obtenir, et tâche de faire oublier aux habitants, par sa générosité, tous les maux qu'ils ont soufferts. Mais ses projets d'ambition s'étendent avec ses succès; maître de l'Alsace, il veut épouser la princesse Amélie, veuve de Guillaume V, landgrave de Cassel, qui, chargée de la régence pendant la minorité de son fils, a excité l'admiration générale par une conduite aussi ferme que prudente. Cette épouse serait digne de Bernard par ses qualités personnelles, et les États de la Hesse, liés à l'Alsace par de nouvelles conquêtes, formeraient une masse de puissance redoutable. Au milieu de ces vastes projets et de ces brillantes espérances, Bernard meurt subitement (1639); l'opinion générale fut qu'il avait été empoisonné; Richelieu gagnait trop à sa mort pour qu'on ne l'accusât pas d'en être l'auteur. La France recueillit seule le fruit des victoires du duc de Saxe; non-seulement elle s'empara de l'Alsace, mais elle acquit encore son armée. Cette armée était à l'enchère après sa mort; Charles Louis, fils de l'infortuné Frédéric V, voulait l'engager à son service; mais la France le fit arrêter à son passage, et, sous prétexte qu'il ne lui était pas permis de traverser le royaume sans permission, elle le fit conduire à Vincennes. En même temps les émissaires de Richelieu firent aux soldats et aux officiers de Bernard des propositions avantageuses; toutes les troupes s'engagèrent à la solde de la France; en vain la Suède réclama l'armée de Bernard; elle passa sous les ordres du maréchal de Guébriant, et il la conduisit en Allemagne.

Banner y faisait toujours la guerre avec autant d'activité que le lui permettaient l'épuisement des provinces qui en étaient le théâtre, la faiblesse de son armée et le défaut d'argent. Depuis la bataille de Wittstock, il avait étonné l'Allemagne par la rapidité de ses marches. Le succès n'avait pas toujours couronné ses efforts, mais il avait toujours empêché ses ennemis de profiter de leurs avantages. L'Autriche, ne pouvant le vaincre, résolut de se défaire de lui; et ce grand homme, qui avait relevé le parti des Suédois dans l'empire, et qui venait de tenter une entreprise audacieuse sur Ratisbonne, où se trouvaient la diète et l'empereur, qu'il avait été sur le point de faire prisonnier, mourut à Halberstadt (1641), des suites d'un poison lent qu'on lui avait donné à Hildesheim. Sa mort fut sur le point de faire perdre à la Suède tout le fruit de ses victoires; il y eut un moment où elle se vit presque sans armée; mais la succession de ses héros ne souffrait point d'interruption; l'école de Gustave avait été féconde en guerriers. Torstenson parut sur

la scène et appuya, par ses armes et par ses succès, les négociations qui avaient été entamées depuis la mort de Ferdinand II. Ce prince était mort (1637) sans voir la fin de l'incendie que son orgueil et son intolérance avaient allumé; tout son règne n'avait été qu'un enchaînement de guerres, et il laissait à son successeur ce funeste héritage. Les grandes qualités de ce prince furent perdues pour ses peuples, et il aurait emporté ce sentiment amer au tombeau, si les jésuites, dont le zèle hypocrite ou peu éclairé l'avait égaré pendant sa vie, ne l'avaient pas encore abusé à l'heure de sa mort.

Son fils, Ferdinand III, qui avait été nommé roi des Romains quelques mois auparavant, lui avait succédé sur le trône impérial. Ce prince n'avait ni les talents ni les passions de Ferdinand II; il avait moins de sagacité et d'esprit; il avait plus de modération et de douceur. On se flattait qu'étranger aux animosités et aux haines de son père, il aurait des inclinations plus pacifiques, et que, cédant au vœu des peuples, il prêterait les mains à la paix.

Les négociations avaient été entamées sous Ferdinand II; mais des deux côtés l'empressement n'avait été qu'apparent. L'opinion, que les princes devraient toujours consulter, pour la suivre ou pour la combattre, était déjà devenue une puissance. Tous les États qui se faisaient la guerre voulaient faire croire aux peuples qu'il ne tenait pas à eux qu'elle ne fût terminée, mais que leurs ennemis s'y refusaient; de là, les fausses démonstrations, les propositions insignifiantes, les ouvertures simulées. Dans le fond, personne ne voulait encore la paix sérieusement, excepté ceux qui payaient la guerre de leur sang et de leur argent. Les souverains espéraient des victoires qui leur assureraient de nouveaux avantages; les généraux désiraient d'obtenir ou de conserver des commandements qui leur procuraient des richesses ou de la gloire; les ministres voulaient se rendre nécessaires.

Depuis l'avénement de Ferdinand III au trône, les apparences de la paix parurent devenir plus fortes (1641). Hambourg fut le lieu des conférences entre Conrad de Lützow, envoyé de l'empereur, Claude de Mêmes, comte d'Avaux, ministre de France, et Jean Salvius, envoyé de Suède. On avait même signé les préliminaires l'année de la mort de Banner, et l'on avait décidé que le congrès s'ouvrirait à Munster et à Osnabrück l'année suivante; mais ces préliminaires n'avaient point été ratifiés.

Cependant les hostilités continuaient, et même elles ne souffrirent pas

d'interruption jusqu'à la conclusion définitive de la paix. Torstenson avait succédé à Banner dans le commandement de l'armée suédoise. Ce général avait appris la guerre sous Gustave, qui devina en lui le grand capitaine. Plus vaste dans ses projets, plus hardi dans l'exécution que Banner, il revint aux idées de Gustave Adolphe, et fut le premier général suédois, depuis la mort de ce prince, qui sentit la nécessité d'attaquer l'empereur dans ses États héréditaires pour terminer la guerre. Au lieu de frapper dans le reste de l'Allemagne des coups plus éclatants que décisifs, il dirigea constamment ses efforts sur la monarchie autrichienne elle-même; et s'il ne réussit pas complétement dans son dessein, il faut s'en prendre à la faiblesse de ses moyens, au dépérissement de sa santé et aux circonstances, beaucoup plus qu'à ses talents et à son activité.

En arrivant en Allemagne, il forme une nouvelle armée avec l'argent qu'il apporte de la Suède, et se propose de joindre le maréchal de Guébriant qui commande les troupes de Weimar. Mais Guébriant se refuse à cette jonction, passe dans l'électorat de Cologne et remporte près de Kempen une victoire décisive sur le général Lamboi (1642). Dans le même temps Torstenson pénètre en Silésie, et assiége Schweidnitz; il bat le duc Albert de Saxe-Lauenbourg, qui meurt de ses blessures; Schweidnitz, Oppeln, Brieg et même Olmütz tombent en son pouvoir; il entre en Saxe pour éloigner les impériaux de la Silésie, tire à lui Wrangel près de Guben, Kœnigsmarck près de Torgau, et menace Leipzig. L'armée impériale s'avance, sous les ordres de l'archiduc et de Piccolomini, pour sauver cette ville, et rencontre les Suédois près de Breitenfeld; ce terrain, déjà abreuvé de sang, rappelle aux Suédois de grands souvenirs, et devient pour la seconde fois le théâtre de leurs exploits; Leipzig ouvre ses portes aux vainqueurs (1642), et Torstenson assiége Freiberg. Il est obligé de lever le siége, mais, malgré les efforts de Gallas, il entre en Bohême par la Lusace, et pousse ses succès jusque dans la Moravie; Kœnigsmarck, qu'il détache d'un autre côté en Franconie, rançonne l'Allemagne jusqu'au Rhin, et par des marches rapides et savantes arrive à temps pour sauver la Poméranie où les impériaux ont fait une diversion.

Mais pendant que Torstenson fait triompher les armes des alliés, Guébriant est blessé au siége de Rothweil en Souabe, et meurt de ses blessures. Cette mort rend le courage aux Bavarois; ils surprennent l'armée française, le 24 novembre 1643, près de Düttlingen; elle est complétement défaite, ses débris se sauvent avec peine en Alsace et

dans le Sundgaw. La joie que cause cette victoire à Vienne est inexprimable; on fait célébrer un service solennel, les espérances et les prétentions renaissent, la paix paraît s'éloigner.

Ces alternatives continuelles de succès et de revers multiplient les obstacles et les difficultés qui s'opposent à l'ouverture du congrès. Le désir de pousser la guerre et celui de hâter la conclusion de la paix, la modération et les demandes ambitieuses passent avec une extrême rapidité d'un parti à l'autre. La bataille de Leipzig avait rendu les Suédois moins traitables; celle de Düttlingen produisit le même effet sur les impériaux.

Plus que ces événements, la mort de Richelieu et celle de Louis XIII parurent un moment reculer le terme des malheurs de l'Europe à une grande distance, et prolonger l'anarchie et la confusion générale. Le cardinal était mort à l'âge de cinquante-huit ans (1642). L'autorité suprême avait été sur le point de lui échapper; peu avant sa mort, le fils du marquis d'Effiat, le jeune Cinq-Mars, que Richelieu avait lui-même placé auprès de Louis XIII, avait formé contre lui une conjuration dont les rameaux s'étendaient fort loin. Ce jeune homme, longtemps indifférent au roi, avait gagné sa confiance par son adresse; le roi avait besoin de quelqu'un avec qui il pût dire du mal de Richelieu, et se consoler de son esclavage par la liberté de ses propos. Cinq-Mars, parvenu à la place de grand écuyer, avait oublié les bienfaits du cardinal et conspiré contre lui; le duc d'Orléans était entré dans ce complot; Cinq-Mars avait négocié avec l'Espagne, et Xaintrailles avait conclu à Madrid, en son nom, un traité avec Olivarès, qui avait promis une armée aux mécontents. Le projet était de tuer Richelieu; Louis XIII lui-même avait pris part en quelque sorte à la conjuration, sans en connaître l'étendue et les moyens. Le cardinal était malade à Carcassonne; Cinq-Mars avait suivi le roi au siége de Perpignan. Heureusement pour Richelieu que ses émissaires lui procurèrent à force d'argent une copie du traité conclu avec les Espagnols; il l'envoya au roi; cet acte perdit les conjurés. L'ordre fut donné d'arrêter les coupables; Cinq-Mars et de Thou furent décapités à Lyon, le premier comme auteur du traité de Madrid, le second pour en avoir eu connaissance et ne l'avoir pas déclaré; le duc de Bouillon fut puni par la confiscation de sa principauté de Sedan; Gaston fit sa paix, à son ordinaire, en sacrifiant ses amis. Le cardinal ne survécut que trois mois à ce nouveau triomphe; il mourut avec tous les dehors de la piété, admiré de l'Europe, redouté du peuple, haï

des grands, indifférent à Louis qui put un moment se croire libre. L'Espagne et l'Autriche, la Suède et l'empire crurent que cette mort allait changer le système politique de l'Europe; les premières l'espérèrent, les autres le craignirent; mais Richelieu mourant avait recommandé au roi Mazarin à qui il avait donné ses principes, et dont l'adresse et l'esprit délié devaient achever l'ouvrage que l'audace et le génie de Richelieu avaient commencé. Louis obéit encore à son ministre après sa mort, et les mêmes maximes dirigèrent la politique extérieure de la France. Le roi suivit de près Richelieu dans la tombe; il termina sa carrière à Saint-Germain-en-Laye (1643), à quarante-deux ans. L'héritier du trône était âgé de cinq ans. Louis XIII, qui n'avait point eu de volonté pendant sa vie, s'imagina que ses volontés seraient respectées après sa mort; il déclara la reine, Anne d'Autriche, régente; il n'avait pas une haute idée de ses talents, mais il l'estimait plus que le duc d'Orléans. Mazarin avait fait associer à la reine un conseil de régence qui devait avoir la plus grande autorité; mais à peine le roi eut-il fermé les yeux que le parlement publia une déclaration qui donnait tout le pouvoir à la reine; c'était le donner à Mazarin, qui avait eu assez d'habileté pour la gagner, en s'assurant de tous ses entours, depuis les officiers jusqu'aux valets. On le croyait mal avec elle, et il avait toute sa confiance. Ce fut un bonheur pour l'empire. La pacification générale entrait dans les principes, dans les goûts et dans l'intérêt du cardinal. On croyait que la mort de Louis XIII replongerait l'Europe dans les horreurs de la guerre. L'Espagne, affaiblie par la révolte de la Catalogne et du Portugal, qui partageait ses forces, comptait triompher de la France pendant la minorité de Louis XIV. Mais le cardinal et le duc d'Enghien prouvèrent que la France savait encore négocier et vaincre. La bataille de Rocroy, gagnée par ce héros (1643), à l'âge de vingt-deux ans, détruisit l'antique gloire de l'infanterie espagnole, renversa toutes les espérances des ennemis du royaume, et répandit sur le règne naissant de Louis XIV un éclat qui pouvait servir d'heureux présage.

Tandis que les principes et la conduite de Mazarin ne permettaient pas à l'Autriche et à l'Espagne de croire qu'elles pourraient reprendre leur ascendant et prolonger la guerre ou dicter des lois à l'Europe, de nouveaux orages se formaient dans le Nord, par les intrigues et l'activité de la cour de Vienne. Le Danemark avait vu d'un œil jaloux les succès et la gloire de la Suède; mais il était resté fidèle à la neutralité, et s'il n'avait pas servi la cause générale de la liberté religieuse et politique de

l'Allemagne, il n'avait pas du moins empêché ses voisins de la servir. Ferdinand III, instruit de la jalousie de Chrétien IV contre la Suède, l'engage à se déclarer contre elle, et lui promet des victoires faciles. Les négociations s'entament, et le comte d'Uhlfeld, ministre du Danemark, soumet les vaisseaux suédois qui passent le Sund à des visites qui paraissent contraires aux franchises et aux droits dont ils jouissent. La Suède prend l'éveil; peu disposée à supporter un affront, et soupçonnant les vues secrètes et les projets hostiles du Danemark, elle se propose de l'attaquer sans lui laisser le temps de se reconnaître, et de punir cette puissance avant qu'elle ait fait ses préparatifs de guerre. Torstenson reçoit l'ordre de l'attaquer; cet habile général cache son plan; il amuse Gallas, son adversaire, par des marches savantes, traverse la Moravie, la Silésie, la Lusace, sans que les impériaux se doutent de son dessein. Tout à coup il entre dans le Holstein et s'en empare sans résistance; la Jutlande est soumise avec la même rapidité. Le Danemark étonné, qui n'a point de troupes permanentes, et dont l'organisation militaire porte encore l'empreinte de la féodalité, se voit sans défense, et invoque le secours de l'Autriche. Gallas, qui voit qu'il a été trompé, accourt dans l'espérance d'enfermer et d'affamer les Suédois dans la Jutlande; mais Torstenson devine qu'il veut se saisir des défilés entre Stapelholm et Schleswig; il le prévient, et, rassemblant toutes ses forces près de Rendsbourg, il quitte le Holstein. Gallas, faute de vivres, est bientôt lui-même obligé de l'abandonner; Torstenson le suit de près; la cavalerie de Gallas est entièrement détruite près de Juterbock (1644); son infanterie a le même sort près de Magdebourg, où Kœnigsmarck remporte sur elle une victoire qui laisse à peine subsister deux mille hommes de cette armée menaçante.

La France et la Hollande étaient également intéressées à faire cesser cette guerre du Nord qui empêchait les Suédois de concentrer toutes leurs forces contre l'Autriche; elles s'y emploient utilement, et bientôt, par leur médiation, la paix est conclue à Bromsebro (1645). La Suède sort de cette courte lutte avec de grands avantages; elle obtient les îles de Gothland et d'Oesel, les provinces de Jemptelande et de Herndale, la Halland, pour trente ans, et l'affranchissement de tous les péages du Sund. La Hollande, toujours attentive à ses intérêts mercantiles, profite de l'occasion pour étendre et assurer son commerce dans la Baltique.

La paix de Bromsebro permet à Torstenson d'aller ailleurs cueillir de nouveaux lauriers. Fidèle à son plan de réduire l'Autriche à la nécessité

de faire la paix, en l'attaquant dans le centre de sa puissance et de ses ressources, il marche vers les États héréditaires et pénètre en Bohême (1645). L'armée impériale, commandée par Gœtz et par Hatzfeld, veut en vain s'opposer à ses progrès; elle est battue près de Jancowitz; Gœtz est tué dans la mêlée; Hatzfeld est fait prisonnier; les vaincus laissent neuf mille hommes sur le champ de bataille. L'empereur se trouvait à Prague; il fuit devant les armes victorieuses des Suédois, et se retire à Gratz; Torstenson opère sa jonction avec le Transylvain Ragotzky, qui avait de nouveau pris les armes contre l'Autriche. Déjà ils sont maîtres du cours du Danube; Vienne est menacée; mais Ragotzky, toujours inconstant et mobile, fait sa paix particulière; la santé de Torstenson, affaiblie par les fatigues et les travaux, l'oblige à chercher du repos; le chagrin que lui donne la défection du Transylvain et les maladies qui ravagent l'armée suédoise le déterminent à se démettre du commandement; il laisse Wrangel et Kœnigsmarck à la tête des troupes recueillir le fruit de ses victoires. D'un autre côté, le duc d'Enghien, devenu prince de Condé, et Turenne, soutiennent l'honneur des armes françaises : Merci, général bavarois, qui a pris à Fribourg une position avantageuse, est forcé dans son camp par les deux héros (1644); Turenne est battu l'année suivante à Mergentheim par les Bavarois; mais deux mois après il efface et venge cet affront par la victoire d'Allersheim, et Merci meurt dans cette bataille, pleuré par ses ennemis.

CHAPITRE VIII.

OUVERTURE DU CONGRÈS DE MUNSTER. — CARACTÈRES DES PLÉNIPOTENTIAIRES. — MARCHE DES NÉGOCIATIONS. — PAIX DE WESTPHALIE. CONSIDÉRATIONS SUR CE TRAITÉ.

Les succès des armes des alliés et l'épuisement universel amenèrent à la fin l'ouverture du congrès qui devait faire cesser tant de malheurs. Depuis quatre ans il avait été résolu que les conférences auraient lieu à Münster et à Osnabrück; mais des prétextes frivoles ou des raisons importantes avaient multiplié les longueurs et les délais. Tantôt c'étaient les pleins pouvoirs qui n'avaient pas les formes requises, et qui n'étaient pas assez étendus; tantôt il fallait attendre l'arrivée des députés des villes et des princes de l'empire, auxquels la France et la Suède, qui ne voulaient pas traiter avec les électeurs seuls, avaient procuré l'admission. La détention de l'électeur de Trèves avait aussi fait perdre un temps précieux; l'Espagne ne voulait pas le relâcher; la France ne voulait pas négocier sans lui; à la fin, la première céda, et le congrès s'ouvrit le 10 avril 1645.

Indépendamment même de l'importance des intérêts dont cette assemblée était chargée et des grands talents qui s'y trouvaient réunis, jamais il n'y en avait eu dans le monde policé de plus imposante. C'était pour la première fois que les États de l'Europe paraissaient former une véritable république de puissances, et qu'ils sentaient la nécessité d'assurer l'intérêt général en consultant tous les intérêts particuliers, et de combiner toutes les forces de manière que, par leur action et leur réaction réciproques, aucune ne fût écrasée, aucune ne devînt tyrannique. L'Europe n'avait jamais présenté un spectacle pareil. A Münster se rendirent les ambassadeurs de France et de Hollande, pour traiter avec l'empereur et l'Espagne, sous la médiation de la république de Venise; à Osnabrück, la Suède fit ses propositions pour elle-même et pour l'empire. sans l'entremise d'aucune puissance. On admirait dans cette assemblée des talents éminents et des connaissances profondes.

Le comte de Trautmansdorff, premier plénipotentiaire de l'empereur, méritait cette place par un esprit juste et étendu, et par un grand attachement à la puissance dont il devait défendre les intérêts. Le duc de Longueville, qui était à la tête de l'ambassade de France, n'avait été envoyé à Münster que pour la représentation ; Mazarin voulait l'éloigner de la cour ; le comte d'Avaux et le sieur de Servien étaient les véritables négociateurs. Le premier, issu de l'illustre famille des de Mêmes, connaissait à fond la France et l'Europe ; des études profondes et l'expérience des affaires avaient développé son génie naturel; il saisissait avec une égale facilité les détails et l'ensemble ; homme d'État et négociateur, il avait des principes sûrs, un point de vue élevé, un coup d'œil prompt, et l'art de modifier son système suivant les circonstances ; des formes imposantes et agréables, de la noblesse et de la grâce, une manière de traiter franche et loyale, digne du ministre d'une grande puissance, lui conciliaient l'estime et la confiance générales. Servien ne manquait ni d'esprit ni d'habileté ; mais il était plus vif et plus impérieux que le comte d'Avaux.

Les deux plénipotentiaires de la Suède étaient tous deux des hommes d'un rare mérite. Jean Oxenstierna, fils du grand chancelier, avait reçu une éducation digne de sa naissance et des places auxquelles il pouvait aspirer; son imagination était féconde en moyens, son jugement prompt et sûr, son activité infatigable, sa parole sacrée ; mais sa fermeté dégénérait quelquefois en roideur, et on lui trouvait cette hauteur que les contemporains ont reprochée à toute sa famille. Adler Salvius ne devait son élévation et sa fortune qu'à son mérite ; il avait l'esprit plus conciliateur et le caractère plus doux qu'Oxenstierna ; mais il travaillait avec plus de peine ; son élocution n'avait pas autant de facilité ni d'abondance ; et si l'un montrait trop de roideur, l'autre avait peut-être un peu de mollesse.

Tels étaient les principaux personnages du congrès. Il dura près de quatre ans avant de terminer son ouvrage. La nature, le nombre, la complication des intérêts dont il fut chargé, suffiraient peut-être pour justifier ce qu'on a appelé sa lenteur. Tous les rapports avaient été bouleversés ; il s'agissait de les établir sur de nouveaux principes ; il fallait assurer l'existence indépendante de tous les États de l'Europe, changer la constitution de l'empire germanique, fixer le sort des protestants, leur donner des moyens de défense contre les catholiques, sans leur fournir des moyens d'attaque ; enfin, dédommager la France et la Suède

de leurs sacrifices. Toutes les puissances se craignaient mutuellement et se défiaient les unes des autres. Les alliés ne voulaient pas trop affaiblir leurs ennemis, ni se procurer l'un à l'autre de trop grands avantages ; l'Espagne et l'Autriche s'observaient réciproquement ; les Pays-Bas redoutaient l'agrandissement de la France, qui, de son côté, ne voulait pas accorder à la Suède trop de prépondérance en Allemagne. Au milieu de ce dédale de prétentions et de craintes opposées, l'habileté ne suffisait pas pour satisfaire tous les intéressés ; il fallait encore le secours du temps et surtout celui de la lassitude. A ces causes de la longueur du congrès s'en joignirent d'autres qui prirent leur source dans les passions des négociateurs et dans la politique insidieuse de quelques puissances. L'Autriche et l'Espagne voulaient faire des paix séparées, l'une avec la Suède, l'autre avec les Pays-Bas, sans le secours de la France. Les raisons qui le faisaient désirer à l'Autriche, éloignaient la Suède de ce parti ; cette puissance était trop éclairée pour ne pas sentir qu'elle serait perdue tôt ou tard, si elle se séparait de la France. Les Provinces-Unies n'avaient pas les mêmes motifs pour se refuser aux vœux de l'Espagne, et l'Espagne réussit. Ces tentatives et ces essais firent perdre beaucoup de temps ; d'ailleurs, la marche et l'issue des opérations militaires accéléraient ou retardaient les négociations ; les succès des envoyés dépendaient de ceux des généraux, et c'était sur les champs de bataille que se préparaient les matières. Enfin, les divisions et les jalousies des plénipotentiaires de la même puissance nuisirent aussi à l'accélération des affaires. Servien, créature de Mazarin, calomniait à la cour le comte d'Avaux. Oxenstierna était jaloux du crédit de Salvius sur l'esprit de Christine. Mais Christine était lasse de la guerre, et voulait la paix, afin de pouvoir se livrer tout entière aux sciences ; Mazarin désirait la paix parce qu'il prévoyait et craignait en France de nouveaux troubles ; l'Allemagne et l'Autriche étaient épuisées. La prise de la partie de Prague, appelée la petite ville, par Konigsmarck (1648), qui y fit un butin immense, acheva de déterminer cette dernière puissance à se hâter de conclure, et l'interminable traité fut signé le 26 octobre 1648.

La marche des négociations au congrès de Münster et d'Osnabrück fut généralement plus franche et plus ouverte qu'elle ne l'avait été dans d'autres négociations de ce genre.

A la vérité, on voit par les lettres et les dépêches des ministres, qu'on employa quelquefois la tactique ordinaire. On demanda beaucoup, dans l'idée de rabattre de ses prétentions et de vendre son apparente facilité,

ou l'on commença par faire des demandes modestes pour ne pas effaroucher les autres puissances; on insista sur des objets peu importants, afin d'en obtenir d'autres de la lassitude générale; on sacrifia les choses aux personnes et les principes aux petites passions, et l'on parut insister sur des points d'un intérêt général, pour assurer d'autant mieux son intérêt particulier. On confondit aussi quelquefois, au congrès de Münster, la ruse avec la finesse, la subtilité avec la pénétration, la défiance avec la prudence, la mauvaise foi avec des artifices légitimes; mais ces sortes de méprises, d'autant plus funestes qu'elles sont volontaires, y furent moins fréquentes qu'ailleurs. La plupart des puissances voulaient non-seulement une paix momentanée, mais une paix solide et durable. Tous les États sentaient qu'elle ne serait que précaire si elle assurait tout aux uns et enlevait ou refusait tout aux autres, et que la sûreté générale exigeait que personne ne fût sacrifié, et qu'aucun État n'acquît assez de prépondérance pour dicter la loi. Les plénipotentiaires prirent l'esprit des gouvernements qu'ils représentaient. La plupart avaient des vues trop élevées et une politique trop loyale, pour ne pas embrasser dans leurs pensées et dans leurs travaux tous les États de l'Europe; et le traité de Westphalie fut le résultat de vastes et profondes combinaisons.

Ce traité peut être regardé comme la première grande mesure que les puissances de l'Europe aient prise pour parvenir a une espèce de garantie légale de leur existence et de leurs droits. Cette paix a été un essai du système des contreforces, moins imparfait que tous ceux qui l'avaient précédé; il devait mettre à couvert l'indépendance des États en les opposant les uns aux autres, et substituer pour tous l'ordre social à l'état de nature; il a servi en quelque sorte de base à tous les traités postérieurs. Ce traité, qui est le point de départ du droit public de l'Europe, mérite quelque attention; sans entrer dans les détails, saisissons-en les principaux articles.

La guerre avait eu pour objet principal la liberté religieuse. Les protestants avaient obtenu de grands avantages par la paix de Passau; mais ces avantages ne leur ayant pas été garantis par l'organisation de la diète ni par celle des grands tribunaux de l'empire, leur existence avait toujours été précaire. L'oppression leur avait bientôt enlevé ces avantages, ou la crainte de l'oppression les avait empêchés d'en jouir; depuis la victoire de Prague, Ferdinand les avait à peu près dépouillés de tous leurs droits. La Suède et la France étaient également intéressées à ce

que les États protestants fussent respectés dans l'exercice de la liberté du culte; mais la raison, la religion, la politique prescrivaient à la France d'assurer la même liberté aux catholiques; l'égalité des droits des deux sectes religieuses pouvait seule garantir la solidité de la paix; voici ce qui fut réglé à cet égard.

La paix de religion de 1555 est confirmée dans toute son étendue, et l'état public de la religion en Allemagne doit être remis sur le pied où il était le premier janvier de la sixième année de la guerre (1624), excepté dans le Palatinat et dans les terres des princes qui avaient épousé la cause du Palatin, où l'on doit se régler sur la seconde année (1619). Tous les biens ecclésiastiques que les protestants ont possédés alors doivent leur rester. Les bénéficiers qui changeront de religion, perdront de fait leurs bénéfices. Si quelque électeur, prince ou seigneur souverain, quel que soit son titre, change de religion ou acquiert quelque État qui professe une religion différente de la sienne, il lui sera permis d'avoir dans sa cour des ministres de sa religion, mais de manière que cela ne puisse préjudicier à la religion de ses sujets.

L'essentiel était de créer dans la constitution même de l'Allemagne une garantie de ces droits religieux. Il fut décidé pour cet effet, que, dans les assemblées ordinaires, ainsi que dans les diètes générales, le nombre des députés des deux religions serait égal; que quand on nommerait des commissaires extraordinaires, ils seraient pris parmi les catholiques pour les affaires qui les regardaient, et parmi les protestants pour celles qui leur étaient particulières. Le tribunal de la chambre impériale doit être composé d'un juge catholique, de quatre présidents nommés par l'empereur et dont deux professeront la confession d'Augsbourg, de vingt-six assesseurs catholiques et de vingt-quatre protestants. Les juges du conseil aulique seront pris en nombre égal dans les deux religions. Les droits qui sont donnés aux catholiques et à ceux de la confession d'Augsbourg, sont aussi accordés aux réformés. A l'exception de ces trois religions, aucune autre ne sera reçue ni tolérée dans l'empire.

La constitution germanique, comme la plupart des constitutions de l'Europe, était le résultat du hasard des circonstances, des besoins. des intérêts et des passions du moment. La plupart des choses étaient réglées par l'usage et non par des lois écrites; les rapports nouveaux étaient décidés arbitrairement, sans aucune espèce de principe fixe. Les empereurs avaient été autrefois souverains de l'Allemagne comme tous les autres princes de l'Europe; mais les grands vassaux ou les

grands propriétaires s'étaient insensiblement rendus indépendants. Tant que les empereurs n'avaient pas eu des États héréditaires considérables, les petits souverains de l'Allemagne n'avaient pas eu besoin de se préparer des moyens de défense dans la constitution, puisque les chefs de l'empire avaient peu de moyens d'attaque; mais depuis que les empereurs furent pris dans la maison d'Autriche, et que cette maison fut devenue puissante, les princes de l'empire auraient dû prendre des précautions contre leurs entreprises, en changeant les formes de la constitution. Charles-Quint et Ferdinand II leur avaient prouvé que les lois politiques existantes, bien loin de s'opposer aux injustices et aux usurpations des empereurs, leur donnaient une sorte de légalité. Il importait à la France et à la Suède, que la maison d'Autriche ne pût pas traiter les princes de l'Allemagne comme ses sujets, et l'empire comme une province; par la paix de Westphalie, on tâcha de prévenir le mal, en faisant plusieurs changements à la constitution.

Il fut décidé que les princes et les États de l'Allemagne jouiraient, dans toutes les assemblées nationales, d'un suffrage libre et décisif, relativement à toutes les affaires de l'empire, quand il s'agirait de faire des lois nouvelles, d'en interpréter d'anciennes, de déclarer la guerre, de lever des troupes, d'établir des impôts dans l'empire, d'y bâtir des forteresses. C'était assurer aux États une part active et continuelle à la souveraineté; c'était même leur donner presque exclusivement le pouvoir législatif, pour tout ce qui tenait à l'intérêt de la fédération. Les villes libres eurent voix décisive aux diètes particulières et générales. Plus on multipliait les voix dans les diètes, plus la France et la Suède croyaient qu'elles ôtaient d'influence à l'empereur et qu'elles se ménageaient de moyens d'augmenter la leur. Elles avaient encore le même but en établissant que les électeurs et les princes pourraient faire des alliances entre eux et avec les puissances étrangères, pourvu que ces alliances ne fussent formées ni contre l'empereur ni contre l'empire. On renvoya à la diète de décider à quelles formes devait être soumis le droit de prononcer le ban, et dans la suite il fut réservé aux seuls électeurs.

Ces lois constitutionnelles étaient sages; mais des lois de cet ordre ne sont presque jamais efficaces, quand ceux qu'elles doivent contenir ont un pouvoir indépendant de celui qu'elles leur confèrent, et qu'ils peuvent se servir de leurs droits pour violer leurs devoirs. Il n'y avait aucun prince en Allemagne assez puissant pour contraindre l'empereur à respecter les formes prescrites; on pouvait donc prévoir qu'elles

seraient illusoires, s'il n'existait pas une force qui leur servît de garantie. La France et la Suède ne demandaient pas mieux que de se charger de ce rôle ; mais les sacrifices qu'elles prétendaient avoir faits pour la cause commune, et ceux auxquels elles s'engageaient encore, méritaient des dédommagements ou des récompenses. On ne pouvait les leur accorder qu'aux dépens de l'Autriche ou de l'empire. Comme on ne pouvait pas prétendre que l'Autriche s'exécutât seule, et que les princes séculiers de l'Allemagne étaient plus difficiles à dépouiller que les ecclésiastiques, ce furent les États de ces derniers dont on disposa sans scrupule pour faciliter les arrangements ; le principe des sécularisations fut admis. Dès que la France et la Suède obtenaient des dédommagements, il fallait en accorder aussi à plusieurs États de l'Allemagne qui avaient essuyé des pertes considérables pendant la guerre, et de ce système de compensations et d'indemnités résultèrent de grands changements.

La France obtint la cession formelle des évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, qu'elle possédait déjà depuis plus d'un siècle, mais auxquels l'empire n'avait pas formellement renoncé ; les droits de métropolitain devaient rester à l'électeur de Trèves. L'empereur céda à la France la Haute et la Basse-Alsace, Brisach, le Sundgaw et la préfecture des dix villes impériales avec leurs dépendances. Cependant on réserva aux États immédiats de l'empire, qui se trouvaient dans ces provinces, la jouissance de toutes les prérogatives compatibles avec la souveraineté de la France. On lui accorda encore le droit de mettre garnison dans la forteresse de Philipsbourg. Tout ce que la France acquit par cet article du traité était le fruit des conquêtes et des victoires de Bernard de Weimar. Ces acquisitions étaient précieuses ; elles donnaient à la France, de ce côté, des limites naturelles, et, par la fertilité et la richesse de ces provinces, elles augmentaient sa puissance réelle ; mais elles formèrent longtemps des parties tout à fait hétérogènes dans le corps de la monarchie française. La différence du langage, du caractère national, et même de la religion, rendit longtemps la possession de ces provinces précaire et incertaine. Nous verrons, dans la suite, les droits ecclésiastiques et autres qui y furent réservés à plusieurs princes d'Allemagne, devenir des principes de division et de guerre.

La Suède, qui n'était entrée en Allemagne que pour assurer son indépendance et son intégrité, et qui ne possédait rien dans l'empire, avant la guerre de trente ans, obtint, par la paix de Westphalie, des avantages considérables. En débarquant en Allemagne, Gustave Adolphe avait mis

toute la Poméranie en séquestre. A la mort du dernier duc, Bogislas XIV, cette province aurait dû retomber, en vertu des traités de confraternité, à l'électeur de Brandebourg ; mais les Suédois n'avaient pas voulu s'en dessaisir. A Osnabrück, ils consentirent à rendre à son légitime possesseur la Poméranie ultérieure ; mais on fut obligé de leur assurer l'autre, ainsi que Stettin, l'île de Rugen et la ville de Wismar, dans le Mecklenbourg. De plus, on sécularisa en leur faveur l'archevêché de Brême, qui fut converti en duché, et l'évêché de Verden, qu'ils obtinrent à titre de principauté. La Suède eut trois voix à la diète, et reçut cinq millions d'écus qui devaient être répartis sur sept cercles de l'empire, car l'Autriche et la Bavière furent formellement exemptées de cette rétribution. La Suède montrait ainsi plus d'habileté que de désintéressement ; mais les puissances ne peuvent pas avoir la même générosité que les particuliers ; elles se doivent avant tout à elles-mêmes, et les souverains sont dans l'obligation de ne pas sacrifier gratuitement les ressources de leurs États. D'ailleurs, il importait à l'Allemagne que la Suède, qui devait lui garantir son existence, eût un intérêt particulier à la défendre, et des moyens directs de connaître et de surveiller ses affaires. Dans la suite, la Suède perdit une grande partie de ses conquêtes ; les acquisitions qu'elle faisait par ce traité, n'étaient ni une grande perte ni un malheur pour l'Allemagne.

L'électeur de Brandebourg, héritier légitime de toute la Poméranie, fut indemnisé pour la partie de ce duché que les Suédois se réservèrent, par la sécularisation de l'archevêché de Magdebourg, qu'il fut obligé de laisser au prince de Saxe qui en était administrateur, jusqu'à sa mort (1680), et par celle des évêchés de Halberstadt, de Minden et de Camin, qui furent déclarés principautés séculières, avec quatre suffrages à la diète.

En dédommagement de la ville et du port de Wismar, les ducs de Mecklenbourg reçurent les évêchés de Schwérin et de Ratzebourg, qui furent sécularisés, et les commanderies de l'ordre de Saint-Jean, de Mirow et Nimirow. La maison de Brunswick acquit les cloîtres de Walkenried et de Grüningen, parce qu'elle était obligée de renoncer à l'espérance de plusieurs coadjutoreries que les princes de son sang avaient obtenues, et on lui assura la succession alternative dans l'évêché d'Osnabrück. La Hesse n'avait proprement rien perdu ; mais ceux qui étaient chargés de ses intérêts, négocièrent si habilement, qu'elle fut gratifiée de l'abbaye de Hirschfeld, de quatre bailliages du comté de Schauen-

bourg, et de six cent mille écus, qui furent répartis sur Mayence. Cologne, Paderborn, Münster et Fulda.

L'électeur palatin, Charles Louis, fils de l'infortuné Frédéric V, recouvra le Palatinat du Rhin et ses dépendances. Le Haut-Palatinat resta à la maison de Bavière, et la Bergstrasse fut achetée par l'électeur de Mayence. On créa, en faveur de Charles Louis, une huitième dignité électorale, qui devait être supprimée si la maison de Bavière ou la maison Palatine venait à s'éteindre. La Saxe trouva, dans le congrès de Münster et d'Osnabrück, une défaveur bien méritée ; on ne lui pardonnait pas la paix de Prague ; elle augmenta encore l'indignation générale en protestant contre la liberté religieuse accordée aux réformés, et cette protestation n'aboutit à rien.

La république des treize cantons suisses fut déclarée libre, indépendante, souveraine, et fut affranchie de tous les liens qui l'unissaient à l'empire. Ce peuple également respectable par les motifs qui lui firent désirer l'indépendance, par les moyens qu'il employa pour y parvenir, et par le bel usage qu'il en a fait pendant plusieurs siècles, jouissait déjà de la liberté qu'il devait à sa valeur. Son existence indépendante était, depuis deux siècles, un fait incontestable; mais les faits de ce genre doivent être formellement reconnus par les autres nations, pour avoir une entière validité. Les braves montagnards des Alpes n'avaient pas besoin, pour se croire libres, que l'empire déclarât publiquement qu'ils l'étaient ; mais cette déclaration était un hommage qu'on devait à leurs vertus. La France, éclairée par une sage politique, exigea que la Suisse fût reconnue entièrement indépendante, et que l'empire n'eût plus sur elle la moindre prétention, afin que cette république devînt, ce qu'elle a été en effet depuis cette époque, un boulevard placé entre la France et l'Autriche, un État pacifique, et dont ces deux puissances fussent également intéressées à maintenir la neutralité et le repos.

L'Espagne reconnut aussi, au congrès de Münster, l'indépendance de la république des Provinces-Unies. Cette reconnaissance n'était pas une vaine formalité, car jusqu'alors l'Espagne les avait toujours traitées en rebelles, et avait revendiqué sa souveraineté par la force des armes. Dans cette longue et sanglante lutte, qui avait duré quatre-vingts ans, on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, de la persévérance opiniâtre de l'Espagne, qui s'épuisait et s'affaiblissait en faisant sans cesse de nouveaux efforts pour soumettre la Hollande, ou de la fermeté et du bonheur de la république, qui s'enrichissait et se fortifiait par la guerre

même, et combattait son ennemi avec les ressources qu'elle lui enlevait. L'histoire ne présente aucun exemple d'un peuple chez lequel la liberté ait enfanté autant de prodiges, sans que sa cause ait été souillée par des crimes, et qui ait connu tous les genres d'énergie, excepté celle des passions violentes et cruelles. Les limites de la nouvelle république furent fixées dès lors, telles qu'elles sont demeurées jusqu'à la guerre de la révolution française. Le Brabant hollandais et les places qui couvrent la Flandre et la Gueldre lui restèrent. Elle s'était rendue maîtresse du cours de la Meuse par la prise de Maëstricht (1632), et elle conserva cette conquête. L'article du traité le plus funeste aux Pays-Bas, et peut-être le plus avantageux aux Provinces-Unies, mais aussi le plus contraire aux principes d'une politique noble et généreuse, fut celui par lequel la Hollande exigea la clôture du port d'Anvers. Cette ville jusque-là florissante, active, populeuse, tomba de son élévation avec une prodigieuse rapidité, et Amsterdam, que la nature n'avait pas destinée à jouer le rôle d'Anvers, débarrassée de cette rivale, s'éleva rapidement.

L'Europe entière eût été pacifiée par le traité de Westphalie, si l'Espagne et la France avaient voulu faire la paix. Mais ces deux puissances ne furent pas assez sages pour sacrifier des espérances vagues et incertaines de victoires et de conquêtes à un bien plus réel et plus solide, et surtout à de plus hautes considérations. L'Espagne, qui avait été assez heureuse et assez habile pour séparer les Provinces-Unies de la France, et qui comptait que les troubles dont la minorité de Louis XIV était menacée empêcheraient cette puissance d'agir avec vigueur au dehors, se flattait de réparer ses pertes, de recouvrer non-seulement la Catalogne qui s'était donnée à la France (1642), mais encore le Roussillon et une partie des Pays-Bas que la France avait conquis. D'un autre côté, Mazarin ne voulait pas une paix générale, parce qu'il désirait d'occuper au dehors l'activité inquiète et bouillante de la nation; craignant des divisions intestines, il espérait détourner, dans les pays voisins, les humeurs politiques qui fermentaient dans l'intérieur, et se faire pardonner son pouvoir par les succès brillants des armes françaises. Tels étaient les motifs qui prolongèrent la guerre entre l'Espagne et la France pendant onze ans; nous verrons qu'elle ne fut terminée qu'en 1659, par la paix des Pyrénées.

Le traité de Westphalie fit perdre à la maison d'Autriche la prépondérance politique qu'elle avait eue en Europe depuis Charles V, et dont

elle avait si souvent abusé pour le malheur des autres États. Lui enlever cette supériorité décidée et dangereuse, avait été l'objet principal de la guerre que lui avaient faite la Suède et le Danemark, depuis l'année de l'édit de restitution (1629), qui fut l'apogée de sa puissance, et en même temps l'époque du plus haut degré de sa tyrannie. La liberté politique de l'empire germanique et la liberté religieuse des protestants étaient les moyens les plus sûrs de lui ôter son ascendant dominateur; c'était sous ce rapport que les puissances ennemies de l'Autriche envisageaient ces deux objets importants. Elles parvinrent à leur but secret et principal; la puissance des États de l'empire contint celle de l'Autriche; leur force contre-balança la sienne, et les amis de l'humanité espérèrent que ce système servirait de garantie à l'existence indépendante des autres États et assurerait la tranquillité de l'Europe.

Comme la guerre ne doit être que le moyen d'amener le règne de la justice et du droit, et les traités de sages combinaisons qui dispensent d'en appeler à l'épée, en créant un ordre de choses où la force prévienne l'abus de la force, on peut dire avec raison que la guerre de trente ans et la paix qui la termina, furent un bien pour l'Europe, et produisirent l'effet désiré. La puissance qui menaçait toutes les autres, fut resserrée dans des limites plus étroites; la France et la Suède lui servirent de contre-poids, et ces deux États acquirent en Allemagne un crédit et une influence qui diminuèrent considérablement celle de la maison d'Autriche. A la vérité l'événement a prouvé que l'Europe n'avait fait que changer de dangers, et la France acquit, vingt ans après, une telle prépondérance, et en abusa tellement, que l'Allemagne retomba sous le pouvoir de la maison d'Autriche, et chercha auprès de cette puissance un appui et des secours contre les entreprises menaçantes de Louis XIV. Mais on ne saurait en faire un reproche aux hommes d'État qui négocièrent le traité de Münster. La France acquit, dans l'espace de vingt ans (1648-1668), une consistance, une force, une puissance prodigieuses, mais ce fut par le développement interne de ses ressources et de ses moyens naturels. Aucun gouvernement ne connaissait ces ressources et ne pouvait les connaître; le sien même ne se doutait pas de leur existence. Les puissances qui conclurent la paix de Westphalie voyaient la France encore engagée dans la guerre avec l'Espagne, affligée d'une minorité orageuse; elles ne la croyaient pas sur le point de devenir aussi redoutable qu'elle le devint en effet, car elles ne pouvaient

pas deviner le génie de Colbert qui créa la richesse nationale de la France.

D'ailleurs, on avait encore dans toute l'Europe des idées exagérées de la Suède. Les grandes choses qu'elle avait faites donnaient le change sur l'étendue de ses moyens ; cependant le rôle brillant qu'elle jouait était un coup de force, et non le résultat naturel et durable de sa position ; c'était l'effet de l'impulsion donnée à un peuple énergique par un homme extraordinaire, et à ce mouvement rapide devaient succéder la fatigue et la faiblesse. On avait donc tort de voir dans la puissance de la Suède en Allemagne un contre-poids suffisant pour contenir la France, mais cette erreur était bien pardonnable. On doit regretter que les plénipotentiaires de Münster n'aient pas eu l'idée de créer en Allemagne même, sur les bords du Rhin, une puissance considérable, qui pût arrêter au besoin l'Autriche et la France, et servir d'égide aux autres États de l'empire germanique ; mais la France, l'Autriche, la Suède, les princes d'Allemagne même se seraient opposés avec une égale vivacité à l'exécution de ce plan. Il fallait qu'une triste expérience en fît sentir la nécessité ; le hasard des circonstances et le génie d'une maison souveraine devaient réaliser en partie cette idée dans le siècle suivant ; la liberté civile et religieuse de l'Allemagne en a été mieux assurée.

Indépendamment de son influence sur la garantie publique des États de l'Europe, on ne saurait dire que la guerre de trente ans ait produit quelque avantage à l'humanité et qu'elle ait accéléré le développement des esprits. Cette guerre désastreuse n'a point fait faire, comme d'autres, de progrès aux arts mécaniques. La grande consommation qu'elle a occasionnée, aurait dû amener de plus grands efforts et multiplier les productions de tout genre. Mais comme elle ne se fit pas avec l'excédant du revenu des nations, mais avec le capital même, elle enleva les avances nécessaires au travail, et le paralysa. Comme elle ne fut pas conduite par des moyens réguliers, elle ravagea toutes les contrées qui en furent le théâtre, ne laissant aux peuples que le découragement et la misère. Cependant le mouvement qu'elle imprima aux hommes, et qui leur donna le besoin de l'activité, ne fut pas perdu, et survécut à la guerre. Les passions, qui n'avaient amené que des destructions, prirent à la paix une autre direction, et aimèrent mieux produire des objets utiles que de rester inactives, ou de ne pas trouver les moyens de se satisfaire. D'ailleurs, la dépopulation amenée par trente années de combats fournissait, à ceux qui échappèrent aux armes, des moyens plus abondants de subsistances, et invitait à réparer les maux de la guerre. Mais, en

Allemagne, où les ravages avaient été poussés au delà de toute appréciation, il devait s'écouler bien du temps avant que, selon les lois que la nature suit dans le développement des sociétés humaines, le travail amenât la richesse; la richesse l'ennui, la curiosité et le goût du plaisir; l'ennui et la curiosité, les progrès des arts et des sciences.

Les génies heureux ne manquaient pas. La nature ne connaît pas des époques de stérilité; mais ces génies sommeillaient faute de secours et de circonstances favorables qui les tirassent de leur léthargie, ou s'attachaient exclusivement à la guerre et à la politique. De tout temps ces objets, à la fois vastes et vagues, importants et brillants, ont fixé de préférence les regards des hommes, et dans la première partie de ce siècle surtout, ils paraissent avoir absorbé l'attention et les forces. Peu d'époques offrent un plus grand nombre de noms justement célèbres; dans les deux partis brillèrent de rares talents; jamais on ne vit plus de capitaines habiles, plus d'hommes d'État d'un génie supérieur. Mansfeld, Chrétien de Brunswick, Gustave Adolphe, Horn, Banner, Weimar, Torstenson, Wrangel, Konigsmarck à la tête des Suédois; en France, Gassion, Guébriant, Turenne et Condé; et dans les armées de l'Autriche, Maximilien de Bavière, Bucquoi, Merci, Tilly, Wallenstein, Gallas, Piccolomini, Jean de Werth, sont des personnages placés, à la vérité, à une grande distance l'un de l'autre, mais qui jetteront toujours un grand éclat et qui vivront dans l'histoire. La plupart de ces guerriers illustres n'ont pas perfectionné la tactique et n'ont pas créé des moyens d'attaque et de défense d'un genre nouveau; mais ils ont tous fait de grandes choses avec les moyens connus. Richelieu, Mazarin, Oxenstierna et Olivarès, Salvius, d'Avaux et Servien tiendront longtemps encore un rang distingué entre les ministres et les négociateurs.

Deux circonstances expliquent cette fécondité de la nature en apparence extraordinaire; les mêmes causes ont toujours produit et produiront toujours les mêmes effets. Dans les crises violentes, le besoin qu'on a des grands talents les avertit de leur existence, et la nécessité oblige les gouvernements à les employer. Les âmes énergiques, les esprits supérieurs se mettent à leur place par la force même des choses qui brise les lois de l'étiquette et de l'usage, et qui condamne les petites passions au silence. D'ailleurs, quand l'humanité se débat au milieu des crimes et des malheurs, les grands événements qui se pressent fécondent l'imagination, enflamment le génie, et lui fournissent des matériaux de travail qui le rendent supérieur à lui-même.

SECONDE PÉRIODE.

1640 — 1660.

CHAPITRE IX.

LE PORTUGAL SECOUE LE JOUG DE L'ESPAGNE, ET CONTRIBUE A L'ÉLÉVATION DE LA FRANCE. — ÉTAT DU PORTUGAL DEPUIS L'ANNÉE DE SA SUJÉTION. — MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL SOUS L'ADMINISTRATION D'OLIVARÈS. — LE DUC DE BRAGANCE ET SON ÉPOUSE. — CONJURATION QUI SE FORME EN LEUR FAVEUR. SON ORIGINE, SA MARCHE, SES SUCCÈS, SON RÉSULTAT.

Quand le duc d'Olivarès apprit que le Portugal avait secoué le joug de l'Espagne, il entra chez Philippe IV, et lui dit en riant : Je félicite Votre Majesté des nouvelles acquisitions qu'elle vient de faire. Quelles? répondit le monarque. Il a pris fantaisie au duc de Bragance, reprit le ministre, de se faire proclamer roi, et Votre Majesté pourra confisquer ses immenses domaines.

On ne pouvait pas annoncer avec plus de légèreté ou de dissimulation un événement d'une haute importance; car la révolution qui venait d'enlever le Portugal à l'Espagne avait été aussi complète que rapide, et devait être aussi décisive et aussi durable qu'elle avait été inattendue.

Cette révolution mérite de trouver sa place dans ce Tableau. Elle diminua les ressources de l'Espagne, occupa ses forces, et amena son abaissement, à la paix des Pyrénées. Elle fit reparaître sur la scène une puissance qui l'avait quittée depuis soixante ans, et prépara de loin de grands changements dans les relations mercantiles, et dans la richesse commerciale d'une partie de l'Europe.

La mort du cardinal Henri (1580), roi de Portugal, avait laissé le

trône vacant. Plusieurs compétiteurs s'étaient présentés; les uns descendaient du roi Emmanuel, par le mariage de ses filles avec des princes étrangers, et, en vertu des lois constitutionnelles de Lamego, ils étaient exclus du trône; d'autres ne pouvaient prouver la légitimité de leur naissance, et les lois mêmes leur refusaient toute espèce de titres. Philippe II, roi d'Espagne, appartenait aux premiers, et, quoiqu'issu de la fille aînée du roi Emmanuel, il n'avait aucun droit à la couronne. Don Antonio, prieur de Crato, qui aspirait aussi à la succession, était le fils naturel du duc de Béia. Selon la constitution du royaume, celui qui avait le plus de droit au sceptre, était Jean, duc de Bragance, Catherine, sa mère, étant la petite-fille d'Emmanuel; mais, au défaut de droits, Philippe II avait la force, et son concurrent n'avait que des droits stériles, sans puissance pour les faire valoir. Le roi d'Espagne avait fait avancer une armée considérable, sous les ordres du duc d'Albe, et, son or frayant le chemin à ses troupes, la crainte et la corruption lui avaient procuré le trône. Ses adversaires n'avaient opposé à ces moyens actifs que les désirs secrets des peuples intimidés, quelques demi-mesures, et peu de qualités personnelles. Philippe avait juré, à Tomar, de respecter les priviléges de la nation, de ne pas confondre l'administration ni les revenus du Portugal avec ceux de l'Espagne, et d'employer, dans les affaires du royaume, les nationaux préférablement à tous autres; mais ce serment devait lui garantir l'obéissance des Portugais, et non leur garantir à eux-mêmes sa fidélité à remplir ses engagements. A peine fut-il retourné en Espagne, qu'il oublia ses devoirs et ses vrais intérêts, et que le Portugal fut traité par le ministère espagnol, non comme un royaume affilié à celui d'Espagne, et qui avait le même souverain que lui, mais comme une province conquise, qu'il s'agissait uniquement de dépouiller et d'appauvrir.

Les principes et les maximes de Philippe II devinrent malheureusement la conscience et la raison politique de l'Espagne, et passèrent à ses successeurs; le Portugal en ressentit surtout la funeste influence. Sous le règne de Philippe III (1598-1621), ce royaume avait marché à grands pas vers sa décadence; non-seulement le gouvernement ne faisait rien pour y entretenir l'activité, l'industrie et l'émulation, et le traitait avec une coupable négligence, mais encore on y prenait des mesures absurdes, oppressives, propres à étouffer toute espèce de culture. On écartait la noblesse de toutes les places, et on la condamnait à l'inaction; on décourageait le peuple par des impôts excessifs et mal répartis;

on blessait l'orgueil national par des mépris affectés et des préférences humiliantes. Philippe III, qui avait des intentions droites, mais qui voyait toutes les affaires par les yeux du ci-devant duc, devenu depuis cardinal de Lerme, avait fait espérer un moment aux Portugais que leur sort s'adoucirait. Le duc d'Uzède, son favori, et fils de de Lerme, qui voulait distraire le monarque ennuyé, et lui faire connaître les vices de l'administration du cardinal, l'avait engagé à faire un voyage dans le Portugal. Le peuple, toujours prompt à concevoir des espérances, comptait déjà sur le redressement de tous ses griefs; les nobles avaient rivalisé de magnificence, et s'étaient épuisés en fêtes pour amuser et gagner leur souverain. Philippe était prévenu en leur faveur, mais d'Uzède, qui s'en aperçut, empêcha les grands de lui parler à fond des intérêts du pays; il voulait bien perdre son père dans l'esprit du roi, mais non ôter aux ministres les moyens de s'enrichir aux dépens des peuples. Quoique la saison fût avancée, et que Philippe fût malade, il s'était hâté de le ramener en Espagne. Ainsi ce voyage, sur lequel les Portugais avaient fondé toutes leurs espérances, n'avait eu d'autre effet que d'achever la ruine d'un grand nombre de fortunes. Rien n'avait été changé; Philippe ne connaissait ni le mal ni le remède; et l'eût-il connu, sa mort, qui suivit immédiatement son retour en Espagne, aurait fait évanouir tous ses projets de réforme.

Le règne de Philippe IV fut encore plus désastreux pour le Portugal. La prospérité de l'Espagne était étroitement liée à celle de cet État jadis puissant; d'après les principes d'une saine politique, il fallait lui conserver ou lui rendre sa vigueur et sa richesse premières, pour augmenter celles de la monarchie à laquelle ses destinées étaient associées; le vrai moyen d'attacher les Portugais au sceptre espagnol eût été de ne pas leur faire regretter leur ancienne existence. Olivarès avait adopté d'autres principes, qui lui paraissaient meilleurs parce qu'ils étaient moins simples, ou parce que ses passions se trouvaient d'intelligence avec eux; il croyait qu'une nation aussi fière que les Portugais ne pouvait perdre ses anciens souvenirs de puissance et de gloire que dans la faiblesse et l'indigence; qu'ils ne seraient des sujets soumis qu'autant qu'ils seraient pauvres et découragés; et qu'il fallait rendre le retour de l'ancien ordre de choses impossible, en mettant le Portugal hors d'état de payer sa défense, et de soutenir le rôle de puissance indépendante. Pendant dix-neuf ans il avait été fidèle à ce système, qui l'avait séduit par un faux air de profondeur et de finesse, et qui, dans le fond, était

aussi contraire à la politique qu'à l'humanité. Le Portugal avait vu de plus en plus les terres se dépeupler et rester en friche, l'industrie languir, la marine tomber en décadence, et le commerce passer aux étrangers.

Les torts, ou plutôt les crimes du ministère espagnol, étaient d'autant plus impardonnables qu'il aurait dû redoubler d'activité et de zèle pour faire oublier aux Portugais les pertes continuelles qu'ils faisaient dans les deux Indes, où ils étaient les victimes de la guerre de l'Espagne contre la Hollande. Les Portugais avaient de vastes possessions en Afrique et en Amérique, qu'ils avaient acquises au prix de leur sang et au péril de leur vie, sous le règne d'Emmanuel le Grand, possessions qu'ils devaient à l'audace heureuse et au génie entreprenant de Gama et de Cabral, à la valeur et à la politique d'Albukerque et d'Alméide. Ces possessions étaient la source d'un commerce immense qui embrassait toutes les parties du monde connu, qui avait fertilisé, peuplé, enrichi le sol même du Portugal, et lui avait donné les moyens d'entretenir des flottes formidables ; son pavillon était respecté sur toutes les mers, et il avait été longtemps le pourvoyeur général de l'Europe. A la vérité, il ne pouvait pas espérer de conserver ces avantages exclusifs, et il n'était pas de l'intérêt des nations que cette puissance seule vendît sur le grand marché du monde policé des objets de luxe, qui étaient devenus de nécessité première. Déjà plusieurs nations s'étaient mises sur les rangs, et tôt ou tard le Portugal devait trouver des concurrents redoutables ; mais s'il était resté indépendant, il eût gardé une place éminente parmi les peuples commerçants, au lieu que, devenu province de l'Espagne, il s'était vu tout à coup réduit à une entière nullité par les conquêtes rapides que firent sur lui les Provinces-Unies.

Ces républicains habiles, profonds et persévérants dans leurs projets, marins hardis et infatigables, allaient chercher dans les autres parties du monde les moyens de défendre leur existence en Europe, et jetaient les fondements de leur puissance navale et de leur commerce. De simples particuliers formaient les plus vastes entreprises, et déjà le négoce avait créé chez eux des fortunes prodigieuses, qui devenaient le ressort de nouvelles entreprises, et le principe de fortunes nouvelles. C'était surtout aux dépens des Portugais qu'ils augmentaient leurs richesses ; ils tombaient sur tous leurs établissements avec autant de célérité que de vigueur, et, comme le gouvernement espagnol ne prenait aucune mesure pour les défendre, ils s'en emparaient sans rencontrer de résis-

tance. Partout ils étaient secondés par les souverains et les naturels du pays, qui, maltraités par les Portugais, mécontents du présent et espérant mieux de l'avenir, recevaient les Hollandais avec empressement. Déjà, sous le règne de Philippe III, la compagnie hollandaise des Indes orientales, qui naquit au commencement du siècle (1603), et qui prit des accroissements rapides, avait enlevé les Moluques aux Portugais, et avait acquis le monopole des épiceries. L'amiral Van Reck avait bâti la première forteresse hollandaise sur l'île de Ternate. Sous Philippe IV, le Portugal avait vu ses colonies attaquées dans toutes les parties du monde. Schah-Abas, souverain de la Perse, avait conquis, avec le secours des Anglais, l'île d'Ormuz (1622), et les Portugais avaient ainsi perdu un des plus grands entrepôts de leur commerce. Le Brésil avait été attaqué, avec succès, par les Hollandais Willekens et Long; et Jean Maurice de Nassau, qui en était gouverneur, avait soumis la partie la plus importante de cette superbe contrée (1636), et y avait fait beaucoup de lois sages et d'excellents arrangements, pour assurer cette conquête aux Hollandais et la rendre encore plus lucrative. Les Portugais, à qui le hasard avait fait découvrir le Japon (1542), y avaient formé des relations précieuses, malgré les obstacles que leur opposaient les mœurs, les usages, la religion, les lois du pays, et y avaient même répandu le christianisme; mais ils en avaient été chassés pour toujours (1638), avec tous les autres chrétiens, par les intrigues des Hollandais, et, après un siége long et meurtrier, Malacca venait de leur être enlevée (1640) par cette nation active et insatiable.

Ces pertes multipliées avaient répandu dans le Portugal le deuil et l'indignation. Le peuple, qui se rappelait les temps de sa gloire et de sa richesse, les attribuait à l'indépendance dont il avait joui; et comparant cette période brillante à son avilissement et sa misère actuelle, il en accusait hautement les Espagnols. Toutes ses passions souffraient également de cette décadence; il était attaqué dans son orgueil, dans son avidité et dans ses plaisirs. Toutes les classes étaient mécontentes; les ouvriers manquaient d'ouvrage et de pain; les négociants étaient obligés de restreindre leur luxe avec leurs spéculations; et comme les nobles mêmes avaient fait directement le commerce ou y avaient pris part d'une manière indirecte, leur opulence avait aussi diminué, et les revenus de leurs terres ne suffisaient pas à leur magnificence.

Tandis que les sources des richesses du Portugal tarissaient, les demandes du gouvernement paraissaient se multiplier, et chaque jour

voyait naître de nouveaux impôts; on vendait toutes les places; les bénéfices les plus riches du clergé étaient entre les mains des Espagnols; les anciens domaines de la couronne avaient été aliénés. La noblesse languissait dans ses terres, sans considération et sans honneur. Les arsenaux étaient dégarnis; les ports étaient déserts; plus de trois cents vaisseaux avaient été conduits en Espagne; plus de deux mille canons avaient été transportés du Portugal dans le royaume dominateur, et il semblait qu'on se proposât de livrer le Portugal, sans défense, à ses ennemis de l'intérieur et du dehors, et qu'après avoir appauvri la nation, on voulût encore l'insulter.

A la tête du gouvernement se trouvait la reine Marguerite, veuve de François, duc de Mantoue, et cousine germaine de Philippe IV. Cette princesse, qui était censée diriger les affaires, n'avait aucun des vices qui inspirent la haine, ni aucune des faiblesses qui attirent le mépris; elle voulait le bien, et, quoique son esprit ne fût ni étendu ni actif, elle aurait prévenu le mal ou redressé la plupart des griefs de la nation; mais elle ne faisait que prêter son nom au gouvernement; l'autorité était tout entière entre les mains de deux Portugais, dont l'un, Pierre Suarez, présidait le conseil de Portugal à Madrid; l'autre, Vasconcellos, était chef du conseil à Lisbonne. Unis par les liens du sang, et plus encore par la conformité de leurs principes et de leurs passions, indifférents au sort du Portugal, et ne songeant qu'à leur fortune, ces deux hommes se soutenaient réciproquement, et semblaient avoir conspiré la ruine de leur patrie. Vasconcellos était le plus abhorré, parce que ses actions étaient mieux connues, ses vices plus exposés au jour, et que sa tyrannie pesait plus directement sur ses compatriotes. D'ailleurs, il ajoutait l'outrage aux vexations, l'insolence à l'injustice; il paraissait mépriser ceux qu'il dépouillait, et le mépris est ce qu'un peuple fier et généreux pardonne le moins.

Une mesure imprudente de la cour, dans un moment où il fallait plus que jamais ménager les esprits, mit le comble au mécontentement général. La Catalogne venait de se révolter contre l'Espagne. Cette province industrieuse et riche devait, en grande partie, sa prospérité à des priviléges civils et politiques, que Philippe II lui-même avait respectés : Olivarès, pressé par le besoin d'argent, avait essayé de se procurer de nouvelles ressources, en portant atteinte à la constitution des Catalans; tous les habitants avaient couru aux armes. Olivarès croyait étouffer facilement l'insurrection en employant la force; et pour réduire la Cata-

logne avec plus de facilité, et assurer en même temps la tranquillité du Portugal, il avait ordonné à la noblesse portugaise de s'armer et de servir contre les Catalans.

Cet ordre, donné dans de pareilles circonstances, produisit une fermentation générale. Les Portugais plaignaient la Catalogne, admiraient son courage, s'indignaient contre le gouvernement tyrannique qui provoquait des mesures extrêmes, et inclinaient plus à imiter les Catalans qu'à s'armer pour les punir.

Cependant on obéissait, tout en murmurant; et quelles que fussent les dispositions des esprits, le peuple serait resté immobile et soumis, si l'impulsion ne lui avait pas été donnée. Là, comme partout, ce fut un petit nombre d'individus qui résolurent, préparèrent, amenèrent la révolution; la multitude parut dans le moment décisif pour frapper le coup du dénoûment; elle acheva ce qu'elle n'aurait jamais commencé; elle adopta l'ouvrage de quelques conjurés, hommes de tête et de caractère, comme si c'eût été le sien. L'archevêque de Lisbonne, Rodrigue da Cunha, souffrait avec impatience l'asservissement de son pays. Plus homme d'État qu'homme d'Église, il croyait l'autorité des Espagnols illégitime dans son principe, et l'usage qu'ils en faisaient la lui rendait encore plus odieuse; il désirait un changement comme citoyen, comme noble et comme prêtre, car la nation, la noblesse et le clergé avaient également à se plaindre de ses maîtres. Son cousin, Pierre de Mendoza, son ami intime, Antoine d'Almeïda, don Michel d'Almeïda, vieillard respectable par la sévérité de ses principes et la pureté de ses mœurs, François de Mello et son frère, étaient dans la société intime de l'archevêque, et partageaient ses sentiments. Dans leurs conversations journalières et leurs épanchements réciproques, naît le projet de secouer le joug de l'Espagne, et de rendre au Portugal son indépendance première. Il serait difficile de nommer l'auteur de ce projet, parce que la première idée en était dans tous les cœurs et dans toutes les têtes; bientôt il se développe de plus en plus; l'archevêque et ses amis l'examinent sous toutes ses faces, calculent les résistances qu'ils doivent rencontrer, concertent leurs moyens, imaginent, prévoient et tâchent de maîtriser les suites possibles ou probables de leur entreprise. Leur but n'est pas de changer la constitution du Portugal; cette constitution était monarchique; elle doit le rester, et ils veulent même la rétablir dans son intégrité primitive. On a prétendu qu'ils avaient eu un moment l'idée de constituer le Portugal en république; l'exemple de la Hollande aurait

pu les séduire; mais les principes, d'accord avec la politique, l'emportent. et ils veulent une seule chose, que le Portugal redevienne un royaume séparé, et prenne rang de nouveau parmi les puissances. Leur entreprise leur paraît juste, non parce que l'archevêque la sanctionne en se mettant à leur tête, mais parce que le pouvoir des Espagnols n'est fondé que sur une usurpation, et que la force peut détruire ce que la force seule a créé. A leurs yeux le duc de Bragance est le légitime souverain du Portugal, et c'est lui qu'ils veulent replacer sur le trône.

La grande question était de savoir s'il consentirait à son élévation, et se prêterait aux desseins des mécontents. Jean, duc de Bragance, était petit-fils de Catherine, qui avait inutilement disputé la couronne à Philippe II, et fils du duc Théodore. Son père n'avait jamais pu se consoler de la perte du trône; il avait fait quelques tentatives sourdes et malheureuses pour y remonter, et, n'ayant pas réussi, il avait voulu du moins être enterré avec toute la pompe usitée pour les souverains, en avait exigé la promesse de son fils, et avait emporté cette vaine consolation dans le tombeau. Jean n'avait ni les mêmes regrets ni les mêmes désirs; né dans une condition privée, il en avait pris les habitudes et les goûts; une grande fortune lui fournissait les moyens de remplir sa vie de distractions et de plaisirs variés; étranger à l'ambition, parce qu'il l'était en général aux passions ardentes, il ne connaissait pas ce besoin d'activité, qui souvent est l'effet d'une inquiétude vague, et quelquefois le signe de la présence du génie. Le sien était médiocre; il ne manquait pas d'une certaine facilité d'esprit, mais il n'avait pas d'étendue ni de suite dans les idées; d'ailleurs, bon, généreux, humain, il était estimé du peuple, et tous les vœux le portaient au trône.

On pouvait craindre qu'un homme de ce caractère ne préférât les douceurs de la vie privée aux dangers et aux orages du rang suprême, qu'il ne pouvait obtenir qu'en courant les chances d'une révolution. En effet, le duc de Bragance n'aurait jamais pensé de lui-même à l'entreprendre, et peut-être se serait-il même refusé à celle qu'on voulait faire en sa faveur, malgré les instances de Pierre de Mendoza, que les conjurés lui avaient dépêché, et qui lui fit les premières ouvertures du projet, si le docteur Jean Pinto Ribeira, qui gouvernait sa maison, et la duchesse son épouse, ne lui avaient communiqué leur courage et leur fermeté. Pinto était un esprit intrigant et actif, qui aimait le mouvement des affaires comme d'autres aiment un violent exercice; il voyait son élévation dans celle de son maître, et se flattait de gouverner l'État

comme il le gouvernait lui-même. Cet homme fécond en ressources, audacieux et ferme dans ses projets, avait de bonne heure été associé aux plans de l'archevêque de Lisbonne, et avait, plus que personne, contribué à les faire naître, et à les conduire à leur maturité. Ce fut lui qui arrangea toutes les mesures, prépara tous les moyens d'exécution, et développa au duc de Bragance toute la marche que devait prendre la révolution. Cependant, il le convainquit plus qu'il ne le persuada de la nécessité de monter sur le trône; ce triomphe était réservé à l'épouse du duc, Louise Guzman de Médina Sidonia. Le duc de Bragance la consultait dans toutes les affaires, et elle méritait sa confiance par ses vues élevées et la noblesse de son caractère; il lui découvrit la conjuration qui se tramait en sa faveur, et ce fut elle qui l'entraîna. Cette femme joignait à tous les charmes de son sexe un esprit vaste, pénétrant, instruit, et beaucoup d'énergie; l'élévation de son âme donnait à son extérieur une majesté imposante; faite pour les hautes entreprises, elle sentait qu'elle était née pour gouverner, et que, déplacée dans une condition privée, le trône était sa véritable place. Elle reçut avec joie, mais avec dignité, les confidences du duc; et saisissant ce projet avec toute la force de sa tête et toute la chaleur d'un cœur ambitieux, elle fit passer son courage dans le cœur de son époux. Elle lui montra que, déjà soupçonné à Madrid, il serait perdu quand même il se refuserait aux desseins des conjurés; qu'il n'avait que l'alternative d'une mort certaine et honteuse, ou des chances d'une entreprise glorieuse; que, s'il ne réussissait pas, il mourrait du moins avec honneur; et que, dans sa situation, il fallait accepter, sans balancer, le grand et beau jeu qu'on lui offrait.

La duchesse ne se trompait pas en parlant des soupçons et des craintes du ministère espagnol. Olivarès se défiait du duc; il connaissait ses titres au trône; il savait que son immense fortune lui donnait les moyens d'y parvenir et d'en soutenir l'éclat, et que le peuple de toutes les classes était pour lui. Mais n'osant pas faire arrêter le duc dans ses terres, de peur d'accélérer le soulèvement qu'il voulait prévenir, il avait substitué la ruse à la force, et employait mille artifices pour se rendre maître de sa personne; mais tous ces artifices, devinés ou trahis, avaient été inutiles, et s'étaient tournés contre lui. Il avait offert au duc le gouvernement du Milanais; le duc l'avait refusé en alléguant son ignorance sur les intérêts et les affaires de l'Italie. Le roi d'Espagne voulait aller lui-même soumettre et punir la Catalogne; il invita le duc à venir l'accompagner dans cette expédition; le duc déclina l'invitation en pré-

textant que sa fortune ne lui permettait pas une si grande dépense. Enfin, Olivarès voulant l'endormir ou le gagner en lui témoignant de la confiance, le charge de visiter toutes les forteresses et tous les ports du Portugal menacés par une flotte française; il l'investit d'un grand pouvoir, met à sa disposition quarante mille ducats pour les frais du voyage, et donne en même temps l'ordre à tous les officiers et aux gouverneurs espagnols de se saisir du duc et de l'envoyer à Madrid. Mais le duc de Bragance paraît partout si bien accompagné, qu'aucun d'eux ne hasarde d'exécuter les ordres d'Olivarès. Cette commission honorable fournit au duc les occasions de se montrer au peuple, de le gagner, d'exciter ses espérances; les caresses et l'or d'Olivarès servent admirablement les projets des conjurés.

Enfin, le ministre espagnol enjoint au duc de venir rendre compte à Madrid de l'état dans lequel il a trouvé le royaume; le duc multiplie les délais; Olivarès le presse et insiste. Le duc de Bragance sent la nécessité de frapper le coup qu'il médite; il est perdu s'il obéit; il l'est de même s'il se contente de désobéir; les conjurés se préparent, et le premier décembre doit voir éclater la révolution. Leur marche était bien calculée. Les Espagnols ont peu de troupes à Lisbonne; quelques centaines de conjurés suffisent pour les désarmer, les contenir, ou les séduire par leurs promesses. L'étonnement commencera le succès; la crainte et l'or feront le reste; le peuple de Lisbonne, qui adore le duc de Bragance et qui hait les Espagnols, se déclarera pour lui; il suffit de donner le signal de l'explosion, et d'inspirer à la multitude le courage d'agir. Pinto a même poussé plus loin la prévoyance; il a communiqué son projet à deux bourgeois considérés, qui, fiers de cette confiance, lui ont promis le secours de tous les ouvriers qui manquent d'ouvrage et de pain, et ces deux hommes s'engagent à préparer l'insurrection du peuple. Le mouvement des conjurés doit être dirigé sur le palais; là, on veut se saisir de la vice-reine et de l'archevêque de Braga, arrêter Vasconcellos et se défaire de lui pour accorder une victime à la fureur populaire, désarmer les gardes et proclamer le duc de Bragance. Une fois reconnu dans Lisbonne, les autres villes et les campagnes, qui n'attendent que le moment d'éclater, suivront l'exemple de la capitale; la surprise, la corruption ou la crainte détermineront les gouverneurs espagnols à ouvrir les places fortes; et la France, la Hollande, la Suède, l'Angleterre, ennemies de l'Espagne, s'empresseront de reconnaître le nouveau roi, et soutiendront de toute leur puissance son trône chancelant.

Le 1er décembre 1640 (c'était un dimanche), tous les conjurés armés se rendent de grand matin, par des chemins détournés, au palais de Bragance. Les rôles sont distribués. A huit heures, Pinto donne le signal de l'attaque par un coup de pistolet; les conjurés se partagent en quatre corps. Don Michel d'Alméïde, à la tête du premier, attaque la garde allemande qui est prise au dépourvu; deux soldats courent aux armes et blessent Antoine de Menesez; l'un est tué, l'autre est mis hors de combat. George de Mello dissipe la garde castillane. Pinto et Antoine Tello de Menesez entrent dans le palais et vont droit à l'appartement de Vasconcellos; le capitaine qui le garde se sauve; les conjurés entrent; on trouve le secrétaire caché dans une armoire sous un monceau de papiers; on le tire de sa retraite, et Rodrigue de Saa, grand chambellan, lui casse la tête d'un coup de pistolet; on jette son cadavre par les fenêtres, et le peuple assouvit sa haine sur son corps inanimé. Alméïde avait arrêté la vice-reine et l'archevêque de Braga, qui, voyant qu'il n'y a pas d'espérance de résister, se soumettent. La vice-reine expédie au gouverneur du château Saint-George l'ordre d'en ouvrir les portes; le duc de Bragance est proclamé à Lisbonne au milieu des applaudissements du peuple; cette révolution est consommée dans un jour.

Lisbonne s'étant déclarée pour Jean IV, son exemple fut suivi dans toutes les provinces. La conduite d'une capitale peuplée et opulente exerce toujours un pouvoir entraînant sur les autres villes; d'ailleurs, l'opinion générale formée depuis longtemps en faveur du duc de Bragance, n'attendait que l'occasion de se prononcer. Pour empêcher le désordre, les conjurés créèrent un conseil d'État, ou plutôt les principaux d'entre eux en formèrent un; l'archevêque de Lisbonne le présidait. Ceux qui avaient produit le mouvement, eussent-ils été désintéressés, devaient en diriger les effets, afin de prévenir les troubles jusqu'à l'arrivée du roi. Le conseil se hâta d'envoyer la nouvelle de l'avénement du duc de Bragance au trône, dans toutes les colonies et dans tous les établissements des Portugais; partout on reconnut et l'on proclama le nouveau souverain. La ville de Ceuta fut la seule qui demeura soumise aux Espagnols, et elle leur est restée.

Lisbonne attendait son nouveau maître avec impatience; à la fin Jean IV arriva pour occuper le trône. Il n'avait rien fait pour l'obtenir, si ce n'est de ne pas le refuser. Il vint recueillir le fruit du zèle du peuple et de l'heureuse audace des conjurés, et débarqua près du palais royal,

au milieu des applaudissements d'une foule immense; l'ivresse était générale; la ville fut illuminée; ce qui fit dire à un Espagnol, que le duc de Bragance était le premier homme à qui il n'eût coûté pour acquérir un trône que quelques feux de joie. Le 24 janvier 1641, les états du royaume convoqués à Lisbonne, donnant à tout ce qui s'était fait une sanction légale, publièrent un manifeste dans lequel ils établirent tous les titres que le duc de Bragance avait à la couronne, et prouvèrent à l'Europe que cette révolution était légitime.

Pendant que Jean IV se croyait affermi sur le trône, ou ne redoutait du moins que des dangers extérieurs, il se formait contre lui, à Lisbonne même, une conjuration qui fut sur le point de détruire l'ouvrage de la première. L'archevêque de Braga, qui avait été l'âme et le conseil de la vice-reine, ne pouvait voir d'un œil tranquille et indifférent une révolution qui l'avait privé de son pouvoir, et qui avait rendu ses ennemis tout-puissants. La facilité avec laquelle les partisans du duc de Bragance avaient exécuté leur projet, faisait croire à l'archevêque qu'il trouverait la même facilité à le renverser, et qu'un coup de main pouvait détruire ce qu'un coup de main avait opéré. La sainteté de son caractère et le respect superstitieux que les Portugais avaient pour le clergé, lui persuadaient qu'il pourrait couvrir ses intrigues du voile du mystère, et gagner la multitude. Le peuple s'était prononcé en faveur de la maison de Bragance; mais il n'était pas impossible de le ramener aux Espagnols; la crainte et l'espérance adroitement ménagées ont toujours un grand pouvoir sur une multitude mobile, qui nulle part n'a des principes ni même des affections durables, et cède toujours à l'impression du moment. L'essentiel était de trouver des hommes hardis et entreprenants qui fussent capables d'agir dans l'instant décisif, et qui offrissent au peuple de l'argent, du crédit et de grands noms qui lui imposent toujours. Une petite partie de la noblesse était mécontente; les uns étaient jaloux de la puissance des seigneurs qui avaient élevé le duc de Bragance sur le trône; les autres étaient attachés aux Espagnols par la reconnaissance et par l'habitude. L'archevêque de Braga communiqua son projet au grand inquisiteur, François de Castro, évêque de Guarda, au marquis de Villaréal, au comte d'Armamar et au duc de Caminha, et, trouvant chez eux les mêmes passions et les mêmes intérêts que ceux qui le guidaient lui-même, il n'eut pas de peine à les faire entrer dans ses plans. Les Juifs promirent de les favoriser; mécontents du nouveau roi qui venait de leur refuser de vivre dans le Por-

tugal, ils se prêtèrent volontiers aux desseins de l'archevêque. Ce prêtre s'engagea, au nom du roi d'Espagne, à leur permettre de bâtir une synagogue à Lisbonne, s'ils prenaient une part active au projet formé contre le duc de Bragance; les Juifs, opprimés à Lisbonne, saisirent avec empressement cette occasion d'améliorer leur sort; l'archevêque et le grand inquisiteur, quelque intolérantes que fussent leurs maximes, sacrifièrent les principes de leur Église au succès de leur ambition, et immolèrent leurs scrupules à leur intérêt.

A la vérité, l'archevêque et les chefs des conjurés avaient prêté serment de fidélité à Jean IV, et, à l'assemblée de la diète, ils avaient signé la déclaration des états; l'action qu'ils méditaient était donc évidemment un crime. Mais dans les révolutions, le bouleversement de tous les rapports semble aussi déplacer les idées morales, donner au vice les couleurs de la vertu, et à la vertu celles du vice; les scélérats se servent de cette fluctuation apparente des principes pour égarer et séduire, ou pour perdre et calomnier les gens de bien; les hommes faibles se font illusion à eux-mêmes sur l'immoralité de leurs actions, et les coupables s'étourdissent par des sophismes pour échapper aux remords.

Les conjurés avaient autrefois prêté serment à Philippe, et ils prétendaient que ce premier serment, dont rien n'avait pu les délier, frappait le second de nullité; mais il aurait fallu s'y refuser, ou il fallait le tenir. Cependant l'archevêque employa ce mauvais raisonnement pour persuader ses complices de la légitimité de leur entreprise; et dès que leurs consciences furent d'accord avec leurs passions, ils concertèrent ensemble les moyens d'exécuter leurs projets. Il fut résolu que le 5 août 1641, les Juifs mettraient le feu aux quatre coins du palais et à différents endroits de la ville, afin d'occuper le peuple; que les conjurés en profiteraient pour approcher du palais, sous prétexte d'éteindre l'incendie, mais dans le dessein de tuer le roi et de se saisir de la reine et de ses enfants. Dans le même temps, quelques-uns des mécontents devaient embraser la flotte; l'archevêque et le grand inquisiteur s'étaient chargés de contenir la populace en se promenant dans les rues avec un cortége nombreux de prêtres et de moines, et en la menaçant des vengeances du saint-office.

Pour que ce projet infernal réussît, il fallait qu'il fût appuyé par des forces militaires considérables; car on ne pouvait raisonnablement espérer que le peuple applaudirait à cette entreprise; il abhorrait le joug espagnol; il aimait le nouveau roi; le premier étonnement ou le premier

moment d'effroi passé, on avait à craindre sa puissance et sa fureur. Les conjurés furent d'avis de ne rien entreprendre avant qu'ils ne fussent sûrs du secours du comte Olivarès, et du jour où arriverait la flotte qu'il devait leur envoyer. Pierre Baëza, Juif nouvellement converti, à qui Jean IV avait accordé la permission de correspondre avec la Castille, leur offrit ses services; ils les acceptèrent. Baëza eut l'imprudence d'adresser les lettres qui contenaient les noms des conjurés et tous les détails du complot, au marquis d'Ayamonte qui devait les faire passer au comte-duc. Ces lettres, munies du cachet de l'inquisiteur, frappèrent Ayamonte, et lui donnèrent des soupçons. Comme il était lui-même parent du duc de Bragance, par la maison de Médina Sidonia, il se hâta d'envoyer ces dépêches au nouveau roi. Les conjurés ne se doutaient de rien, et tout était découvert; le roi avait fait entrer dans la ville toutes les troupes qui étaient dans le voisinage; il avait donné aux officiers des ordres secrets qui ne devaient être ouverts qu'à une certaine heure, et qui leur enjoignaient d'arrêter en même temps tous les conspirateurs. On en saisit quarante-sept; l'archevêque de Braga et le marquis de Villaréal furent arrêtés au milieu du conseil d'État, que le roi avait convoqué pour le même jour. Dès que le peuple apprit ces événements, il s'assembla en foule autour du palais, demandant à grands cris qu'on lui livrât les coupables; ce fut une raison décisive de hâter l'instruction du procès. Le tribunal nommé pour cet objet fut composé en partie des grands du Portugal. Les chefs de la conjuration avouèrent tout librement; la torture arracha des aveux aux autres. Le marquis de Villaréal, le duc de Caminha et son fils furent condamnés à perdre la tête; on abandonna au roi de prononcer sur le sort de l'archevêque et du grand inquisiteur. Jean IV, naturellement doux et clément, inclinait à faire grâce à tous les coupables, mais le conseil s'y opposa; le crime était avéré, la peine légale et juste; il importait d'intimider les esprits par un grand exemple, afin de prévenir le retour perpétuel des conjurations. Le roi céda, quoique à regret, à ces représentations. Les principaux conjurés furent exécutés publiquement sur la grande place de Lisbonne; Villaréal, Caminha, Armamar et don Manuel montèrent ensemble sur l'échafaud; l'archevêque et le grand inquisiteur furent épargnés à cause de leur état et de leur dignité, et seulement condamnés à une prison perpétuelle. On croyait encore en Portugal qu'il est des places qui mettent au-dessus de la peine du crime, quoiqu'elles n'empêchent pas de le commettre.

Cette conspiration ayant échoué, on s'attendait à voir l'Espagne armer contre le Portugal, et ne rien épargner pour le soumettre; déjà l'on faisait dans ce royaume des préparatifs de défense, et le zèle des citoyens annonçait une résistance vigoureuse. Mais l'Espagne resta tranquille, et parut avoir oublié la révolution du Portugal. Il paraît que le ministère espagnol renonça de bonne heure à l'espérance de recouvrer ce royaume. Olivarès lui-même fut d'avis d'ajourner ce grand procès; c'était consentir à le perdre sans retour. Cette modération apparente était moins l'effet de la politique que de la nécessité. La Catalogne était en armes, et la révolte y avait pris un caractère alarmant; la France favorisait les rebelles qui servaient ses intérêts, et le mal menaçait de se répandre dans les autres provinces; déjà l'Andalousie s'ébranlait; le duc de Médina Sidonia était à la tête des mécontents, et voulait enlever cette province à la monarchie. Dans une situation aussi critique, le gouvernement espagnol ne pouvait sans danger partager ses forces; en voulant tout conserver, il eût risqué de tout perdre. Le Portugal fut abandonné à lui-même, pour le moment. On se proposait bien de faire revivre les anciens titres dans des circonstances plus heureuses et de les appuyer par la force; mais Olivarès fut disgracié sans voir la fin des troubles de son pays, qu'il avait excités par sa mauvaise administration. La vice-reine du Portugal, duchesse de Mantoue, qui était retournée en Espagne, sortant de son exil d'Ocanna, où Olivarès l'avait confinée pour l'empêcher de paraître à la cour, contribua plus que personne à la chute du ministre, et ouvrit les yeux à Philippe IV sur les véritables causes des malheurs de la monarchie.

Ce fut un bonheur pour le Portugal de ne pas être obligé de revendiquer son indépendance par une guerre longue et sérieuse, car il aurait probablement été laissé à ses propres forces. A la vérité, la France, la Hollande, l'Angleterre et la Suède le reconnurent; ces puissances firent ce que les États ont toujours fait dans des circonstances pareilles; elles ne s'engagèrent pas dans la question du droit; elles se contentèrent de se demander s'il était de leur intérêt de reconnaître le fait. La réponse n'était pas douteuse. Ces États étaient ou en guerre ouverte avec l'Espagne, ou ses ennemis secrets; ils devaient voir avec plaisir que la révolution du Portugal privât l'Espagne d'une partie considérable de ses forces. Mais aucune de ces puissances n'aurait pu ni voulu secourir le Portugal d'une manière efficace, si les armes avaient dû décider de son indépendance. La France alors n'avait point de marine, et ce n'était que

par mer qu'elle pouvait faire passer des troupes dans le Portugal; d'ailleurs, après la mort de Richelieu, le ministère français prit, sous la direction de Mazarin, une marche moins hardie, et perdit de son caractère entreprenant. La Hollande n'avait point d'intérêt plus pressant que celui de son commerce; déjà elle ne redoutait plus l'Espagne, et elle craignait que des relations intimes avec le Portugal ne la missent dans le cas de lui rendre les conquêtes qu'elle avait faites sur lui, ou du moins elle prévoyait avec regret qu'elle ne pourrait plus en faire de nouvelles, et cette idée ne lui permettait pas de s'intéresser vivement à la révolution qui assurait l'indépendance de ce pays. L'Angleterre, déchirée par des divisions intestines qui présageaient encore de plus grands malheurs, était devenue étrangère aux relations politiques et indifférente aux événements. La Suède, placée à une grande distance du Portugal, ne pouvait prendre qu'une part indirecte et faible à ses démêlés avec l'Espagne; d'ailleurs, la guerre d'Allemagne absorbait son attention et ses forces. Ces quatre puissances se contentèrent de recevoir les ambassadeurs que leur envoya le roi Jean pour leur annoncer son avénement au trône, et de lui donner des assurances d'amitié et des espérances vagues de secours. Heureusement pour le Portugal, sa guerre avec l'Espagne ne fut pas encore sérieuse; elle se réduisit à quelques escarmouches et à des invasions réciproques de territoire, sans plan, sans but et sans effet.

Mais l'Espagne, pour punir le Portugal, employa tout son crédit et toute l'influence qu'elle avait à Rome, pour empêcher le pape de reconnaître Jean IV. Comme elle régnait dans toutes les cours de l'Italie par l'intrigue ou par la terreur, elle y réussit. Urbain VIII qui occupait la chaire de Saint-Pierre (1644) et Innocent X, son successeur, refusèrent de donner audience à l'ambassadeur de Portugal, et les envoyés d'Espagne à Rome employèrent même la violence pour l'obliger à quitter la ville. Le pape déclara qu'il ne nommerait aucun des évêques que le roi lui présenterait pour les siéges vacants; il persista dans cette résolution. Ce refus menaçait d'amener la désorganisation entière de l'Église en Portugal, et peut-être que si Jean IV avait eu plus de fermeté, ou que l'inquisition eût été moins active, ce royaume se serait séparé de la cour de Rome, et les papes auraient perdu, par leur obstination, cette mine de richesses. La division entre le Portugal et le saint-siége dura longtemps, et ne fut entièrement terminée que lorsque le crédit de la France l'emporta à Rome sur l'influence espagnole.

Ainsi finit une révolution, légitime dans son principe, rapide dans sa marche, peu sanglante dans ses développements, décisive et durable dans ses effets. Le Portugal recouvra son indépendance, et a su la conserver; mais il ne recouvra pas ses forces, qui avaient été attaquées et énervées dans leur principe. Soixante ans de servitude et de fers avaient laissé des traces profondes que le temps n'a pu entièrement effacer.

CHAPITRE X.

L'ANGLETERRE EN RÉVOLUTION. SES DIVISIONS INTESTINES LUI ÔTENT D'ABORD TOUTE ESPÈCE D'INFLUENCE POLITIQUE, ET PRÉPARENT ENSUITE SA PRÉPONDÉRANCE. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES DÉVELOPPEMENTS DE LA CONSTITUTION DE L'ANGLETERRE. — CHANGEMENTS OPÉRÉS DANS L'OPINION PUBLIQUE. — LE ROI, LA REINE ET BUCKINGHAM. — FAUSSE CONDUITE DE LA COUR. — TROIS PARLEMENTS CONVOQUÉS ET DISSOUS. — LA RÉVOLUTION SE PRÉPARE.

Pendant qu'une révolution bienfaisante ramenait le Portugal sur la scène, des révolutions sanglantes et funestes en éloignaient l'Angleterre. Durant toute la guerre de trente ans, cet État fut étranger aux événements du monde politique; l'Angleterre ne parut point au congrès où les intérêts de toutes les puissances de l'Europe furent agités et fixés, tandis qu'au commencement du siècle, sous le règne d'Élisabeth, elle prenait une part active à tous les événements, et mettait un grand poids dans la balance. Cependant, jusqu'à l'époque où les troubles commencèrent, sa puissance réelle n'avait pas diminué : au contraire, sous une administration pacifique, toutes les branches de l'industrie et du travail avaient prospéré, et l'aisance était devenue générale. Mais le caractère personnel des souverains l'avait empêchée de déployer au dehors de l'activité et de l'énergie, et la puissance d'opinion de l'Angleterre avait considérablement baissé. Jacques I[er] était pacifique par indolence; Charles, son fils et son successeur, agit mollement, faute de moyens, dans les relations extérieures, pendant la première partie de son règne, et, durant l'autre, les orages politiques qui s'élevèrent dans ses États occupèrent son activité et ses forces. L'Angleterre, indifférente à toutes les transactions, parut effacée de la carte politique; mais ce ne fut que pour y reparaître avec plus d'éclat après que les guerres civiles furent terminées. Ce sont ces troubles, qui semblaient la menacer d'une dissolution totale, et du sein desquels elle sortit plus forte et plus redoutable que jamais, dont nous allons présenter le tableau.

Ce tableau est du plus grand intérêt : nous y verrons d'un côté, des imprudences suivies de terribles malheurs; de l'autre, des crimes heureux et des succès brillants ; de simples fautes punies comme des attentats, et des attentats inouïs récompensés comme des vertus; une lutte inégale entre les passions qui veulent conserver leurs avantages et les passions qui veulent en acquérir, et ces dernières, toujours plus énergiques et plus violentes, l'emporter sur les autres. Nous y verrons la souveraineté déplacée, et un souverain vertueux périr sur l'échafaud comme un particulier coupable ; le fanatisme religieux se mêler au fanatisme politique ; la crainte des dangers dont l'autorité royale paraissait menacer l'État, amener de longues dissensions, et ces dissensions expirer finalement sous la verge du despotisme d'un homme de génie, aussi heureux que criminel ; une monarchie limitée détruite avec une espèce de fureur, pour élever sur ses débris un pouvoir absolu et illimité; la vraie liberté politique sortir du sein même de ce long et sanglant combat entre les principes de l'ordre et ceux d'une liberté malentendue ; la nation, éclairée par l'expérience, rétablir son premier régime, et le perfectionner de manière à concilier la liberté et l'ordre, et à échapper en même temps à tous les genres de despotisme.

Mais pour bien saisir les troubles de l'Angleterre dans leur ensemble, il faut remonter beaucoup au delà de l'époque où ils prirent naissance. C'est dans la nature même de la constitution anglaise, dans l'histoire de son origine et de ses développements, et plus encore dans ses rapports avec les idées et les sentiments, la religion et les propriétés, les principes et les habitudes, sous le règne de Charles I[er], qu'il faut chercher les causes éloignées, préparatoires et indirectes, du bouleversement social dont l'Angleterre devint le théâtre. Sans cette connaissance, on prendrait des occasions pour des causes ; on ne verrait plus de proportion entre les causes et les effets ; on attribuerait souvent à la force des choses ce qui fut l'erreur ou le crime des personnes ; on supposerait aux acteurs une prévoyance criminelle là où ils furent entraînés par des circonstances irrésistibles, et l'on jugerait mal les uns et les autres. Ce ne sera qu'après avoir vu ce qu'étaient les lois politiques de l'Angleterre dans le moment critique des troubles, que nous pourrons apprécier le caractère du roi, celui de ses ministres, juger avec quelque vérité les fautes de la cour et les passions des chefs du parti populaire, et comprendre comment des causes faibles en apparence, mais prochaines et directes, se mariant aux causes préparatoires et éloignées, ame-

nèrent les tempêtes et les orages dont nous allons être les témoins.

L'Angleterre avait été soumise, comme toutes les contrées de l'Europe, au régime féodal (1214). Lors de la conquête de ce pays par Guillaume, duc de Normandie, tous les anciens propriétaires avaient été dépouillés ou opprimés; les nobles et le peuple avaient été également maltraités et asservis; Guillaume n'avait songé qu'à s'enrichir lui-même et à récompenser ses Normands aux dépens des anciens habitants du pays. Cette servitude uniforme de la nation fut une des causes qui la conduisirent à la liberté. Tandis qu'ailleurs les rois s'alliaient avec le peuple contre les nobles, et que tous les efforts étaient dirigés contre les grands propriétaires, en Angleterre les nobles et le peuple firent cause commune contre l'autorité royale, qui, au lieu d'être protectrice, était oppressive et menaçante pour tous.

Dans le douzième siècle, le roi avait un pouvoir très-étendu; il était le plus riche propriétaire du royaume, disposait de la force armée, et passait pour la source et l'organe de toute justice. L'Angleterre paraissait plus éloignée que les autres États de l'Europe d'un ordre de choses où la souveraineté fût partagée. A la vérité, les grands vassaux, qui tenaient leurs terres immédiatement du prince, s'assemblaient auprès de lui dans certains temps de l'année et discutaient en sa présence les affaires de l'État; mais c'étaient des conseils qu'on leur demandait, et non des lois. Quelquefois ils formaient un tribunal pour juger leurs pairs; jamais ils n'étaient envisagés comme une section du pouvoir législatif; souvent même ils étaient plutôt une décoration du trône et du prince qui l'occupait, qu'une assemblée associée à ses importantes fonctions.

Insensiblement ils obtinrent de la bonne volonté de quelques souverains, de la faiblesse et des circonstances critiques où se trouvèrent les autres, des concessions importantes. Mais ce ne fut que sous le règne de Jean sans Terre que l'excès de la tyrannie amenant le remède, les seigneurs levèrent l'étendard, et obligèrent le prince à signer la grande charte (1215). Cet acte abolissait en faveur de toutes les classes les servitudes féodales les plus gênantes, et garantissait à tous les individus le droit de ne pouvoir être privé d'aucune de leurs propriétés sans jugement préalable, et ce jugement devait être toujours prononcé par les pairs de l'accusé. Cette charte était plutôt une loi civile qu'une loi politique; mais elle assurait la liberté des personnes et des choses; elle garantissait ces avantages à tous les ordres de citoyens; et dans un temps

où l'on ne connaissait dans toutes les contrées de l'Europe que deux classes, le clergé et la noblesse, une loi pareille était un véritable phénomène.

Au mépris de ses serments, Henri III, successeur du roi Jean (1216), avait violé la grande charte; l'Angleterre fut de nouveau agitée de troubles intestins, et les nobles s'insurgèrent contre le roi. Le comte Leicester, qui était à la tête des mécontents, voulant se rendre le peuple favorable, appela les députés des comtés et des bourgs au parlement, où les grands vassaux avaient siégé seuls jusque-là. La révolution opérée par Leicester céda au génie et à l'activité du jeune Édouard, qui replaça son père Henri III sur le trône, et qui lui succéda. Mais l'innovation introduite par Leicester fut conservée; on ne put ou l'on ne voulut pas l'abolir; les députés des communes continuèrent à paraître dans l'assemblée de la nation, et Édouard Ier porta même une loi justement célèbre, par laquelle il fut statué qu'aucun impôt ne pourrait être levé sans le consentement des pairs et de l'assemblée des communes.

La constitution anglaise suivait encore dans ses développements la marche que l'ordre social prenait partout en Europe, avec la seule différence que les députés des communes y furent admis plus tôt qu'ailleurs dans l'assemblée de la nation. Mais deux circonstances, dont il était difficile de prévoir les heureux effets, préparèrent à l'Angleterre une constitution qui, résultat du hasard plus que du génie, est plutôt un grand bonheur qu'un grand mérite. Les grands vassaux immédiats étaient nominativement invités à l'assemblée générale de la nation; ceux qui n'avaient que de petites *tenures* relevant des premières, recevaient une invitation générale à tous les propriétaires de la contrée. Les assemblées étaient fréquentes et les voyages coûteux; les petits gentilshommes ne se soucièrent pas d'y paraître en personne, et se contentèrent d'y envoyer des députés; les formes représentatives s'établirent. Ces propriétaires, peu aisés et accoutumés à des habitudes de dépendance envers les grands vassaux, sentaient qu'opinant avec eux et en leur présence, ils n'avaient aucune espèce d'influence ni de crédit; ils se rapprochèrent des députés des communes, et, réunis, ils formèrent une section de l'assemblée générale de la nation. Dès lors il n'y eut plus trois ordres en Angleterre comme dans le reste de l'Europe, savoir : la noblesse, le clergé et les villes; mais le parlement fut composé de deux chambres; dans l'une siégeaient les grands et riches propriétaires laïques et ecclésiastiques; dans l'autre, les députés des comtés et des villes. La première

en fut plus imposante; l'autre gagna en puissance et en liberté, et elles formèrent des éléments politiques qui furent distincts sans être opposés, et qui, tout en limitant l'autorité royale, se contre-balancèrent réciproquement. Ainsi l'orgueil qui, dans les autres pays, empêchait la petite noblesse de se séparer de la grande, calculant mieux en Angleterre, y amena cette séparation, et prépara les voies à l'établissement de la constitution actuelle.

Les guerres entre l'Angleterre et la France, et les guerres civiles des maisons d'Yorck et de Lancastre, qui remplirent les quatorzième et quinzième siècles, détournèrent l'attention des esprits des affaires intérieures. Dans la première époque, les victoires des souverains et la gloire de la nation la rendaient indifférente aux progrès de l'autorité royale qui allait toujours croissant, comme il arrive dans les guerres heureuses. Pendant les démêlés sanglants de la *rose rouge* et de la *rose blanche*, les lois politiques et civiles étaient tombées en désuétude ou avaient été foulées aux pieds, et la force avait pris la place du droit; mais les deux partis qui se disputaient le trône, également intéressés à s'attacher le peuple, l'avaient également caressé, et, sans acquérir un plus haut degré d'influence politique, il s'était affranchi d'un grand nombre de liens qui gênaient sa liberté civile.

Lorsque la maison de Tudor monta sur le trône, dans la personne de Henri VII, qui réunit les titres des maisons d'Yorck et de Lancastre, la nation, fatiguée de ses malheurs, ne demandait que le repos, et n'était nullement disposée à contester au souverain le plus ou le moins d'étendue de sa prérogative. Les princes de la maison de Tudor profitèrent de cette disposition générale des esprits, et marchèrent à grands pas vers l'autorité absolue. Henri VII diminua le pouvoir des grands vassaux; il engagea les pairs à ne plus entretenir de force armée, et les appauvrit en leur accordant le privilége dangereux de vendre leurs terres. Henri VIII se sépara de la cour de Rome; il se déclara lui-même chef de la religion et employa cette nouvelle autorité à enlever au clergé une grande partie de ses biens. Son père et lui ne voyaient, dans l'affaiblissement des deux premiers ordres de l'État, que l'accroissement de leur propre pouvoir, et ils ne prévoyaient pas qu'ils ôtaient au trône ses appuis naturels, et que par ces mesures imprudentes ils donnaient trop d'activité et de prépondérance à l'élément démocratique de la constitution.

Mais le danger était encore éloigné. Depuis Henri VII jusqu'à la mort d'Élisabeth (1603), les rois d'Angleterre ont régné sans contrôle. La

terreur glaçait les esprits sous les règnes ensanglantés de Henri VIII et de la cruelle Marie. Sous l'administration brillante et prospère d'Élisabeth, l'admiration enchaînait toute la nation au trône. Le parlement sanctionnait toutes les mesures du gouvernement, et semblait n'exister que pour donner une sorte de légalité aux actes les plus tyranniques. Les rois le convoquaient souvent ; ils n'avaient rien à craindre de lui, et ils assuraient leur despotisme en le mettant sous la protection d'un corps qui lui donnait les formes de la liberté. Quelques membres plus hardis ou plus éclairés que les autres, osaient-ils élever la voix contre des abus criants de l'autorité, l'autorité les faisait arrêter et emprisonner ; le parlement les réclamait faiblement, et le peuple gardait le silence.

Ainsi, à l'avénement des Stuart au trône (1603), la monarchie était plutôt limitée par le droit que par le fait, et le droit même n'était pas déterminé avec précision ni énoncé avec clarté. Il existait des lois qui devaient assurer la liberté des personnes et l'inviolabilité des propriétés; mais elles n'étaient pas suffisamment garanties par les corps qui partageaient la souveraineté avec le prince; depuis plusieurs siècles elles avaient été violées sans scrupule et sans opposition. Le parlement avait le droit d'accorder ou de refuser les impôts; mais sa longue complaisance en avait presque fait une cour d'enregistrement ; les rois avaient ouvert des emprunts, levé des sommes considérables sur les marchandises, extorqué de l'argent à titre de prêt, et tout le monde avait obéi. Il était facile de prévoir que dans un pareil ordre de choses, si jamais l'esprit de liberté se réveillait, la nation prendrait les lois favorables à son pouvoir dans leur plus grande latitude, et que les rois les interpréteraient dans un sens directement opposé ; que les ennemis de l'autorité royale partiraient de ce que la constitution aurait dû être ou pouvait devenir, et les partisans du trône de ce qu'elle avait été ; que les parlements argumenteraient des abus du pouvoir, pour s'attribuer le droit de les réprimer, et que les rois s'en serviraient pour prouver l'étendue et l'ancienneté de leur prérogative. La constitution, née des circonstances et composée de pièces de rapport, n'était ni complète, ni écrite; elle renfermait le principe de son perfectionnement, mais elle était imparfaite. Les formes qu'elle consacrait n'étaient pas suffisantes pour assurer la liberté publique; et cependant elles étaient assez libres pour donner à la nation le désir et le moyen d'entreprendre sur l'autorité royale. Telle était la constitution de l'Angleterre lors de la mort d'Élisabeth. Les

éléments de troubles qu'elle contenait auraient encore longtemps sommeillé, sans l'action de plusieurs causes qui les développèrent avec rapidité sous le règne de Jacques Ier.

Henri VII et Henri VIII avaient diminué le pouvoir des pairs et du clergé, en diminuant la somme de leurs propriétés. Sous le règne d'Élisabeth, la classe industrieuse et commerçante avait acquis des propriétés considérables; en devenant plus riche, elle était aussi devenue plus éclairée sur ses intérêts, plus jalouse de ses droits, plus envieuse de ceux des autres; et comme l'influence politique cherche toujours le niveau des propriétés, de ce moment la nation eut une tendance plus marquée vers la démocratie. La réformation l'avait rendue plus entreprenante. Les puritains haïssaient les anglicans, qui dans la hiérarchie et dans les rites qu'ils avaient conservés, leur offraient des traces de la religion proscrite. Mécontents du gouvernement qui protégeait leurs adversaires, ils étaient conduits, par l'affinité secrète des idées, à appliquer aux sociétés politiques leurs principes sur l'organisation des sociétés religieuses; ces principes étaient démocratiques. Tous les puritains de religion ne l'étaient pas en même temps en politique, mais les uns se servaient habilement des autres. D'ailleurs, les progrès de la richesse et de la culture avaient fait naître en Angleterre ces sociétés, où quelquefois l'esprit s'éclaire, mais où plus souvent les passions s'allument; où l'amour de la vérité prend les traits de l'esprit de parti; où les faibles sont subjugués, les hommes timides réduits au silence, les orateurs véhéments seuls écoutés et suivis, et où se fait si rapidement le passage de l'opinion à l'action, et de l'audace des pensées à la hardiesse des mesures. L'imprimerie, ce véhicule de la vérité et de l'erreur, avait multiplié les moyens d'éclairer et d'égarer les esprits; les pamphlets étaient dévorés par ceux qui n'y prenaient qu'un intérêt de curiosité ou d'ennui, comme par ceux qui voulaient s'instruire et s'occuper des affaires de l'État; et le mouvement général des esprits devait inspirer de justes inquiétudes à l'observateur impartial.

Telle était la situation de l'Angleterre (1625), lorsque Jacques Ier mourut subitement, laissant à Charles, son fils, un trône en apparence puissant et bien affermi, mais qui, dans le fait, était menacé de tous côtés par des ennemis secrets. Jacques n'avait aucune des qualités imposantes qui commandent l'admiration, ni des qualités aimables qui inspirent l'amour. Son extérieur, ses goûts, son ton, ses principes politiques et religieux n'étaient pas de nature à relever l'éclat de la

majesté royale, ni à lui concilier l'attachement du peuple. Instruit sans lumières, jaloux de son autorité sans l'exercer, populaire sans dignité, pacifique sans influence politique, il avait soulevé contre lui toutes les passions des Anglais, leur orgueil national par sa nullité politique, leur amour pour la liberté par ses maximes sur l'origine et l'étendue du pouvoir royal, leur haine contre la religion catholique par une prédilection marquée pour ses cérémonies et ses rites. La noblesse voyait avec déplaisir la haute fortune et la toute-puissance de Buckingham; les puritains se plaignaient d'être opprimés, parce que leurs adversaires étaient plus favorisés qu'eux; les catholiques témoignaient hautement que Jacques n'avait pas rempli leurs espérances; les épiscopaux auraient voulu qu'on traitât les puritains avec plus de dureté; les citoyens éclairés gémissaient de voir les formes de la constitution tomber en désuétude. Mais au milieu de ce mécontentement universel, Jacques avait régné paisiblement; le soin d'éviter le retour des parlements avait prévenu, sous lui, toute espèce d'explosion.

Charles Ier avait été imbu, dès son enfance, des principes de son père sur l'autorité royale, qui étaient en opposition directe avec ceux qui commençaient à circuler parmi la nation. Ce prince avait des qualités excellentes, mais ses vertus étaient bien plus celles d'un particulier que celles d'un souverain. A toute autre époque, ses talents et son caractère auraient paru moins au-dessous de sa place; mais il vivait dans un temps où il aurait fallu une rare habileté pour prévenir la crise qui se préparait, ou une grande énergie de caractère pour la combattre avec succès.

Charles manquait de l'une et de l'autre; son jugement était sain, son esprit était lent, peu étendu, et son imagination n'était rien moins que vaste, active et profonde. Sans craindre le travail, il n'était pas naturellement laborieux. La défiance qu'il avait de lui-même lui donnait une funeste facilité à écouter les conseils de ceux qui l'environnaient; souvent il voyait bien, et il suivait les avis de ceux qui voyaient moins bien que lui. La reine et ses ministres favoris avaient sur son esprit un pouvoir excessif. Plutôt obstiné que ferme, il ne savait ni céder ni résister à propos, s'opiniâtrant dans les petites choses, et mollissant dans les grandes. On ne lui a jamais disputé le courage, mais le sien était plus propre à supporter qu'à entreprendre; c'était celui de la patience bien plus que celui de l'action. Ce prince était honnête homme dans toute la rigueur du terme; on lui a cependant reproché de man-

quer à sa parole, parce que, de crainte de se compromettre, il avait pris dans les troubles civils l'habitude d'un langage embarrassé et équivoque, que les deux partis interprétaient en leur faveur. Ses plus cruels ennemis n'ont pas osé attaquer ses mœurs; époux fidèle, père tendre, maître doux et humain, il était adoré dans ses relations domestiques, et méritait de l'être; chaste, tempérant, sobre jusqu'au scrupule, il répugnait à toute espèce de désordre, haïssait tous les excès, et ne pardonnait pas la licence ni même la liberté des propos. Sa vie était simple, sa cour peu brillante, ses plaisirs ceux d'un particulier qui aime sa femme et ses enfants. Son extérieur était plus noble que celui de son père; mais ses goûts se refusaient à la représentation; froid, sérieux, réservé en public, quoique poli et affable, il manquait de ces manières franches et communicatives, de ces formes brillantes, de ces prévenances actives qui captivent les peuples. Sa physionomie avait une expression de tristesse douce et noble qui semblait annoncer des malheurs et que les malheurs renforcèrent. Jaloux de son pouvoir, il s'en formait des idées exagérées; il y tenait par principes et non par ambition ou par orgueil; c'était plutôt chez lui une erreur de l'esprit qu'un défaut du cœur; le respect pour des maximes consacrées par l'usage et le bien-être même de la nation lui paraissaient exiger qu'il maintînt et même qu'il augmentât sa prérogative. Sincèrement religieux, il était attaché par sa conviction au culte des épiscopaux; et le zèle avec lequel il en pratiquait tous les actes extérieurs, prouve qu'il aimait les cérémonies, et qu'il avait une aversion naturelle pour la simplicité outrée des presbytériens.

Marie Henriette de France, avec laquelle il était déjà fiancé avant la mort de son père, et qu'il épousa peu après son avénement au trône, était digne de son rang par ses charmes et par ses vertus; mais les vœux de la nation ne l'avaient pas portée au trône. A la vérité, le peuple avait préféré cette union au mariage avec l'infante d'Espagne, que Jacques avait négocié pendant six ans, que Buckingham avait proposé, et qu'il avait ensuite fait échouer; mais Marie Henriette était catholique, et même catholique zélée; elle vint en Angleterre avec des prêtres, et le peuple craignait toujours le rétablissement de l'ancien culte; ce mariage fut cause qu'on soupçonna la foi de Charles, et fournit à ses ennemis les moyens d'empoisonner ses démarches les plus innocentes. La reine acquit bientôt un grand pouvoir sur l'esprit du roi; la beauté et les grâces de Marie Henriette enchantaient Charles; les agréments de son

esprit lui faisaient rechercher son commerce; ses vertus lui inspiraient du respect; les amertumes de toute espèce dont le règne de Charles fut rempli, le rendaient plus sensible aux charmes des plaisirs domestiques, et la tendresse de la reine le consolait de toutes les trahisons de ses serviteurs. Fille de Henri IV, Marie Henriette avait comme lui l'âme grande et élevée, le caractère généreux et l'imagination vive. Elle était capable des résolutions les plus hardies, des sacrifices les plus difficiles. Au milieu des dangers et des situations les plus critiques, elle conservait le calme, la présence d'esprit et la sérénité d'une âme qui se sent faite pour commander à la fortune. Elle fit le bonheur de Charles, et contribua à ses malheurs. On lui reprochait de la fierté, et peut-être elle n'en était pas exempte: quoique cette fierté ne dégénérât pas en orgueil, le peuple était lui-même trop fier pour la pardonner. Élevée dans un royaume où la constitution ne ressemblait pas à celle de l'Angleterre, et où la volonté du roi ne connaissait pas de limites légales bien déterminées, elle transporta en Angleterre des maximes qui se trouvaient en opposition avec l'opinion publique; en fortifiant Charles dans son esprit de résistance aux désirs du parlement, elle lui persuada que le moindre sacrifice de son autorité serait une faiblesse honteuse, dans un temps où céder quelque chose eût été sagesse, même justice, et le vrai moyen de tout conserver. D'ailleurs, Marie Henriette n'oubliait pas les intérêts de sa religion; et, sans prétendre la faire dominer en Angleterre, elle tâchait de lui procurer des avantages incompatibles avec les idées de la nation, et témoignait ouvertement son mépris pour celles des sectes protestantes qui s'éloignaient le plus de l'Église romaine par leurs principes et par leurs rites.

Mais quel que fût l'ascendant de la reine sur l'esprit de Charles, il ne contre-balançait pas celui de Buckingham, et le crédit excessif de ce favori fut la première cause de tous les malheurs qui assaillirent le roi et la monarchie. Le duc avait été aimé de Jacques I[er], jusqu'au délire, et cet attachement avait eu tous les caractères de la passion. Jamais homme n'avait fait en Angleterre une fortune plus rapide et plus brillante; il réunissait les places les plus importantes, et disposait en maître de celles qu'il ne gardait pas pour lui-même. Jacques lui donnait rarement un refus, et le duc emportait de force ce qu'il ne pouvait obtenir de la complaisance du roi. Il lui avait arraché son consentement au voyage du prince de Galles en Espagne, voyage peu assorti à la dignité de l'héritier de la couronne, qui avait révolté le zèle religieux et l'orgueil

national des Anglais, et qui n'avait abouti qu'à une rupture avec l'Espagne. On a prétendu que l'issue et les suites de ce voyage avaient refroidi Jacques pour Buckingham, et que, s'il avait vécu, il l'aurait disgracié. Buckingham s'était emparé de l'esprit de Charles, et, par un exemple peut-être unique dans l'histoire, le favori du père devint aussi celui du fils. Dès son avénement au trône, Charles lui donna toute sa confiance; les grands qui méprisaient le duc, et le peuple qui le haïssait, furent également mécontents. Ce mécontentement était juste; Buckingham n'avait aucune des qualités qui font quelquefois pardonner une haute fortune. Cavalier accompli, courtisan aimable, seigneur libéral et magnifique, autant il se distinguait de la foule par sa figure belle, noble, imposante, par la grâce de ses mouvements et de ses discours, par une représentation vraiment royale, autant il rentrait dans la foule du côté de l'esprit, des connaissances, des lumières; il n'avait ni les vues d'un homme d'État, ni les talents d'un capitaine, ni les qualités d'un bon administrateur, et il croyait réunir tous les genres de mérite. Sa passion dominante était de paraître avec éclat, surtout dans les cours étrangères, d'y fixer les regards des femmes, et il sacrifia toujours les intérêts de l'Angleterre au désir de faire des conquêtes de ce genre, ou au regret de n'y avoir pas réussi. Il n'était ni vindicatif, ni cruel, ni sanguinaire; mais il immolait tout à ses goûts et à ses fantaisies, parce qu'il manquait de principes et d'élévation d'âme. Vain, fastueux, prodigue des revenus de l'État et des siens, léger et inappliqué, il ne possédait à un haut degré d'autre talent que celui de séduire, de gagner, d'enchaîner ses maîtres.

On sent qu'un favori de ce caractère aurait dans tous les temps fait tort au roi dans l'esprit de ses peuples; dans ce moment, un choix pareil était une véritable calamité publique. Tous les ordres de l'État étaient également prononcés contre le duc de Buckingham, qui n'avait pour lui que ses créatures, et l'opinion générale se manifesta avec force dans le premier parlement; Charles soutint et défendit son ministre avec une opiniâtreté funeste; il ne sépara plus la cause du trône de celle de Buckingham, et peut-être amena-t-il de cette manière la chute de l'un et de l'autre.

De retour de Madrid, Buckingham, pour se venger du mauvais succès de son entreprise, avait engagé Jacques à déclarer la guerre à l'Espagne. Il avait eu de la peine à surmonter la répugnance du roi, qui tenait à son système pacifique, et qui, contre ses principes, s'était vu

forcé de convoquer un parlement. Les représentants de la nation et la nation elle-même avaient applaudi à cette mesure vigoureuse ; la haine nationale, le zèle pour la religion, et l'espérance d'opérer une diversion utile aux protestants d'Allemagne, l'avaient emporté sur toutes les autres considérations, et la guerre contre l'Espagne avait été résolue. Jacques n'avait eu que le temps de la déclarer, et avait laissé à son fils ce funeste héritage. Dans la disposition générale des esprits, cette circonstance fut décisive pour le règne de Charles ; elle l'obligea à recourir aux parlements et à se mettre dans leur dépendance.

Les rois d'Angleterre pouvaient aussi peu que les autres souverains de l'Europe se passer de subsides et d'impôts. Autrefois leurs domaines avaient suffi pour l'entretien de leur cour et pour la dépense de leur maison ; mais ces domaines avaient été diminués par des donations et des aliénations fréquentes, et les progrès de la culture et de la richesse nationales avaient multiplié les besoins du roi et augmenté les dépenses de l'État. A la vérité, les ressources et les revenus de la nation s'étaient accrus dans une progression beaucoup plus rapide; mais il fallait s'adresser à la nation pour en obtenir des secours. Sous Édouard Ier, on avait consacré le principe que le parlement seul avait le droit d'accorder l'impôt. Ce principe avait souvent été violé, et les rois s'étaient permis des impositions arbitraires ; mais le principe n'avait jamais été révoqué en doute ; il formait la conscience politique de la nation, et tous les rois lui avaient rendu hommage en s'adressant souvent au parlement dans les besoins de l'État. A l'avénement de Charles Ier, les idées généralement répandues, les lumières qui circulaient dans toutes les classes, l'esprit de liberté qui s'annonçait dans la nation, pouvaient faire présumer que le parlement se servirait des facilités que lui donnait le droit de voter l'impôt, pour recouvrer, conserver ou étendre son influence politique. Le moyen était admirable ; on pourrait s'étonner qu'on n'en eût pas fait usage plus tôt, si la sévérité cruelle des premiers Tudor, le génie d'Élisabeth et l'apathie politique de Jacques, n'expliquaient pas ce singulier phénomène. Pour peu que Charles et ses ministres eussent observé la marche et les caractères de l'opinion publique, ils auraient dû s'attendre à rencontrer dans le parlement moins de complaisance et plus de fermeté que n'en avaient trouvé ses prédécesseurs. Le parti le plus sage eût été de déterminer le degré de liberté politique que le parlement devait avoir dans une constitution mixte, pour que l'autorité royale et la sienne se contre-balançassent l'une

l'autre, et que les deux pouvoirs fissent une alliance solide et durable. Il eût fallu créer la loi ou rentrer dans ses limites sans y être contraint par la force, se faire un mérite de ce qui allait devenir une nécessité, deviner l'opinion sans attendre qu'elle énonçât son vœu, se mettre volontairement de niveau avec elle et paraître la rencontrer plutôt que lui obéir.

En suivant ce système, le roi aurait été le maître de placer lui-même les limites de l'activité parlementaire, et il se serait montré facile sans faiblesse; dans la suite, il aurait pu se montrer ferme sans danger; on aurait cru à ses bienfaits et à ses refus. Mais cette marche était peu analogue aux principes de Charles sur l'autorité royale; il aurait cru manquer à ses devoirs en se relâchant sur sa prérogative; il ne pouvait le faire par conviction et il ne connaissait pas assez l'esprit général pour s'imaginer que ces sacrifices fussent nécessaires. S'il jugeait assez bien l'opinion, comme quelques historiens l'ont prétendu, pour craindre que ses sacrifices ne fussent insuffisants et n'en amenassent d'autres, il devait suivre l'exemple de son père, en évitant avec soin de convoquer le parlement. Pour cet effet, il fallait se rendre indépendant de la nation, en diminuant ses dépenses et en vivant d'économie; surtout se condamner à une entière nullité politique, et tout sacrifier au maintien de la paix, ou, si l'on faisait la guerre en hasardant des impôts et des emprunts illégaux, la faire d'une manière active et brillante, éblouir la nation par des succès, et se faire pardonner ses torts à force de gloire.

Charles ne prit aucun de ces partis décisifs, ou plutôt il essaya de tous et voulut les concilier; ce fut ce qui le perdit. Au lieu de se hâter de faire la paix avec l'Espagne, il continua la guerre, et bientôt même, pour se prêter aux caprices de son favori, il rompit avec la France. La guerre amena le besoin d'argent; ce besoin força le roi de convoquer le parlement. Le parlement, éclairé sur ses intérêts, lui accorda des subsides insuffisants; on lui demanda de faire droit, au préalable, aux griefs de la nation. Charles irrité cassa tous les parlements réfractaires, et eut recours à toutes sortes de moyens injustes et illégaux pour se procurer l'argent nécessaire à ses expéditions, et ces expéditions, mal conçues et plus mal exécutées, couvrirent ses armes de honte et achevèrent d'indisposer la nation.

Le parlement fut convoqué la première année du règne, et le roi lui demanda les moyens de pousser avec vigueur la guerre contre l'Espagne; mais il fut étonné du peu de zèle des chambres à seconder le sien. Le

mécontentement et l'esprit de résistance se montrèrent à découvert; tous les discours étaient remplis des craintes qu'inspiraient les catholiques, de griefs contre les évêques qui paraissaient les favoriser, surtout contre Laud, évêque de Bath, et de plaintes contre le duc de Buckingham. Le roi n'obtint qu'une somme peu considérable et disproportionnée aux dépenses de la guerre. Buckingham, irrité des accusations qui se répétaient tous les jours dans la chambre des communes, détermina le roi à casser le parlement; il ne siégea que deux mois, et les membres portèrent dans les provinces la gloire de leur résistance et l'espérance d'être rappelés par la nécessité même des circonstances.

Charles n'effaça pas cette première tache de son règne par l'éclat de ses entreprises militaires. Au moyen d'emprunts forcés, il équipa une flotte contre l'Espagne, et en donna le commandement à Édouard Cécil. Elle était composée de quatre-vingt-dix voiles, et portait dix régiments d'infanterie; sa destination était de s'emparer des richesses que l'Espagne attendait de l'Inde, mais cette flotte ne fit rien. L'armée débarqua près de Cadix (1625), et les excès des soldats enfantèrent des maladies qui obligèrent à rembarquer les troupes. Le mécontentement fut général; une nation brave, fière et généreuse, partage les succès et les revers de son gouvernement; elle pardonne tout à qui soutient son honneur; elle ne pardonne rien à qui l'humilie aux yeux des autres peuples. L'Angleterre était indignée contre Buckingham qui avait été l'auteur de cette expédition malheureuse.

Charles, pressé par le besoin (1626), convoque un second parlement. Malgré les artifices de la cour, les mêmes hommes dont elle avait appris à craindre l'énergie et les talents dans la première assemblée, reparaissent dans la seconde. Par cette preuve de sa confiance, le peuple sanctionne en quelque sorte leurs opinions politiques, et leur prête une nouvelle force. Plusieurs de ces représentants, qui parurent avec éclat dans tous les parlements sous le règne de Charles Ier, étaient aussi distingués par leur moralité que par leurs connaissances et par leur génie; c'étaient de vrais citoyens, qui croyaient obéir à leur conscience et à leur devoir en prenant des mesures légales pour rendre au parlement et au roi leur action et leur réaction réciproques. On ne joue jamais ce rôle sans éclat; la gloire, qui devrait être la récompense de ceux qui ne la cherchent jamais aux dépens du devoir, devient le principe de la conduite politique, et entraîne à des démarches hardies qui obtiennent presque toujours le suffrage du peuple. Édouard Coke, Philips,

Seymour, Wentworth, peuvent avoir été influencés à leur insu par des considérations de ce genre; mais peut-être ne s'apercevaient-ils pas de la mésalliance secrète qu'avaient faite dans leur cœur les grandes idées du bien public et de l'intérêt national avec des passions personnelles. Du moins les passions ne poussaient pas encore le parlement hors des voies légales; bien loin de vouloir amener le renversement de l'autorité du roi, les principaux chefs de l'opposition voyaient la liberté également intéressée au maintien de la prérogative du prince et à la conservation des droits du parlement.

Dans ce second parlement, les communes examinent les griefs de la nation, avant de songer aux besoins pécuniaires de l'État, et de nouvelles plaintes s'élèvent plus fortes et plus violentes contre Buckingham, qu'on regarde comme l'auteur de tous les maux du royaume. Charles parle aux chambres assemblées, censure sans ménagement la conduite des communes, et avance même que le parlement n'est qu'un conseil dont il peut à la rigueur se passer, et qui doit craindre de fatiguer sa patience. La chambre basse lui adresse des remontrances d'autant plus fortes, qu'elles sont plus modérées, et qu'elles associent le respect du souverain à l'amour des lois constitutionnelles. Le duc de Buckingham est accusé dans la chambre haute par le duc de Bristol qu'il a desservi, calomnié, et qui, révélant les mystères des iniquités que Buckingham a commises en Espagne, excite contre lui une indignation générale. Dans le même temps, le chevalier Dudley, Diggs et Elliot présentent aux pairs assemblés un acte d'accusation, divisé en treize articles, contre Buckingham. Au lieu de sacrifier au vœu général un ministre coupable, qui ne peut plus lui être utile, du moment où il excite la méfiance universelle, Charles croit que les attaques dirigées contre lui sont dirigées contre le trône; il fait mettre Diggs et Elliot en prison, et, comme pour affronter l'opinion publique, il nomme le duc de Buckingham chancelier de l'université de Cambridge, et récompense celui que la nation veut punir.

Les communes obtiennent qu'on relâche les membres arrêtés, et ne paraissent pas disposées à changer de principes ni de marche. Charles, malgré l'avis des seigneurs, casse ce second parlement comme le premier (1626); c'est ainsi qu'il donne de temps en temps des organes à l'opinion publique, et qu'il semble ne les inviter à parler que pour se jouer d'eux et de leurs commettants. Il ne connaît pas le présent, il ne prévoit pas l'avenir, il ne vit que dans le passé. Il fallait céder au par-

lement, ou ne plus en convoquer; la conduite du roi trahit en même temps sa mauvaise volonté et son impuissance.

Des mesures illégales doivent de nouveau remplacer les subsides qui manquent. Le gouvernement compose avec les catholiques, impose et rançonne les villes maritimes, lève les droits connus en Angleterre sous le nom de *tonnage* et de *poundage*, et organise un emprunt général forcé; ceux qui refusent de le payer sont punis par l'obligation de loger des gens de guerre. Dans ce moment même, où ses ressources sont insuffisantes et précaires, Charles, ne consultant que les passions de Buckingham qui veut se venger des dédains de la cour de France, lui déclare la guerre (1627). Son prétexte est de secourir les Rochellois assiégés par Richelieu. Cette entreprise religieuse doit avoir l'agrément de la nation anglaise; une guerre étrangère occupera les esprits au dehors, et rendra les parlements plus dociles. Il fallait des succès pour que ces raisonnements fussent solides, et que les moyens menassent au but. Buckingham commande la flotte anglaise; au lieu de s'emparer de l'île d'Oleron, il attaque l'île de Rhé, défendue vigoureusement par Thoiras; les Anglais sont repoussés avec une perte considérable, et Buckingham retourne en Angleterre avec honte et sans remords. Charles, obligé de continuer la guerre qu'il a entreprise avec une légèreté inexcusable, convoque un troisième parlement (1628); il y retrouve les mêmes adversaires, y suit la même marche, et y rencontre une plus grande résistance. La chambre vote cinq subsides au roi; mais avant de passer le bill, elle reprend l'examen des griefs de la nation contre le trône. Charles ne veut entendre parler de plaintes qu'après qu'on aura fait droit à ses demandes; la chambre croit que ses plaintes seront vaines et stériles, dès que le roi sera satisfait, et elle présente une *pétition de droits* dont les principes sont sages, le ton modéré, et qui tend à déterminer irrévocablement la prérogative royale, et non à faire sur elle des conquêtes illégitimes. Dans cette pétition, les communes demandent que personne ne soit contraint de consentir à aucune espèce de don ou de prêt, que par le vœu commun des deux chambres; que le peuple soit épargné pour le logement des matelots et des gens de guerre; que les cours martiales soient abolies, et que nul ne soit jugé que par les formes et les lois du royaume. Charles donne une réponse vague; les communes en exigent une plus précise; à la fin, le roi la donne, et il sanctionne les principes consacrés dans la pétition. Les communes, encouragées par ce succès, passent à l'examen d'autres

griefs. Le roi, inquiet de leur marche progressive, proroge le parlement; cette mesure augmente le mécontentement général. Dans ce moment critique, le duc de Buckingham tombe à Portsmouth (1629) sous le poignard de Felton. Cet officier, d'un caractère sombre et bilieux, haïssait personnellement le duc qui lui avait refusé une compagnie; le fanatisme religieux et politique venant à l'appui de ses passions, lui persuade qu'il servira la patrie et qu'il gagnera le ciel en débarrassant l'Angleterre d'un homme que le parlement a déclaré, dans sa fameuse remontrance au roi, ennemi de l'État. La mort du duc affligea sincèrement Charles; moins que jamais disposé à supporter les attaques continuelles du parlement, il se défait de ce surveillant incommode, et le casse comme les précédents.

Après la mort de son favori et la dissolution du troisième parlement, Charles se hâta d'entamer des négociations avec la France et l'Espagne. La paix ne fut pas difficile à conclure. L'Angleterre avait commencé la guerre sans raison (1630); les trois puissances avaient un égal intérêt à la terminer; jamais négociations ne furent moins épineuses ni moins compliquées. On ne stipula rien, parce qu'il n'y avait aucun point litigieux; on se contenta de se déclarer réciproquement qu'on ne se regarderait plus comme ennemis; on oublia les réformés dans le traité avec la France, les intérêts du Palatin dans la paix avec l'Espagne.

CHAPITRE XI.

LONGUE INTERRUPTION DES PARLEMENTS. — TRANQUILLITÉ DE L'ANGLETERRE. — CHARLES VEUT INTRODUIRE LA LITURGIE ANGLICANE EN ÉCOSSE.—TROUBLES DANS CE PAYS. — GUERRE DE CHARLES CONTRE L'ÉCOSSE. — CONVOCATION DU LONG PARLEMENT. — JUGEMENT ET MORT DE STRAFFORD. — MASSACRE D'IRLANDE. — USURPATIONS DU PARLEMENT SUR L'AUTORITÉ ROYALE. — LA GUERRE CIVILE ÉCLATE.

Durant onze ans (1629-1640), Charles ne convoqua point de parlement. L'expérience lui avait prouvé qu'il devait s'attendre à trouver dans ces assemblées nationales un esprit de résistance dont il redoutait les funestes effets. Il crut devoir éviter ces convocations, parce qu'il regardait comme étant de son devoir de défendre sa prérogative; mais le peuple ne voyait dans ce système que le renversement de la constitution et les progrès menaçants de l'autorité royale. Les esprits s'exaspéraient dans le silence, et les humeurs fermentaient d'autant plus, qu'elles ne pouvaient pas se faire jour d'une manière légale.

Ce qui augmentait le mécontentement général, c'étaient les mesures que Charles employait pour se procurer de l'argent, mesures qui paraissaient vexatoires, parce qu'elles étaient arbitraires. A la vérité, la paix avait diminué les dépenses du roi; mais elles surpassaient encore de beaucoup les revenus qu'il tirait de ses domaines. Quelque grande que fût son économie, il était obligé d'avoir recours à toutes sortes d'expédients odieux. On leva des impôts par tonneau et sur les poids; on fit renaître les anciens règlements sur les forêts pour avoir le prétexte d'exiger des amendes; enfin, on exigea de tous les comtés une taxe en argent au lieu des navires destinés à la garde des côtes, impôt qui fut appelé *shipmoney*. En eux-mêmes, ces impôts n'étaient pas ruineux pour le peuple; mais ils étaient contraires aux lois du royaume; les parlements les avaient formellement interdits, et on se servait encore de formes illégales pour punir ceux qui se refusaient à ces illégalités. Le conseil ordonnait l'impôt; la cour étoilée sévissait contre ceux qui voulaient s'y soustraire. Les juges, intimidés ou gagnés, prononçaient

dans le sens du gouvernement, et cette marche produisait un grand mal en décréditant la justice. Hambden, qui devint dans la suite si célèbre, fut un de ceux qui refusèrent de se soumettre aux ordres du roi. Il fut accusé; le procès fut instruit et jugé avec éclat : c'est ce que Hambden désirait, afin d'éclairer l'opinion et d'irriter de plus en plus les esprits. Il fut condamné; mais le peuple le regarda comme un martyr de la liberté.

Malgré ces violations de la loi et ces mesures arbitraires, l'Angleterre fut tranquille et florissante pendant les onze années où elle n'eut point de parlement. Tandis que la plupart des États de l'Europe étaient désolés par la guerre ou troublés par des divisions intestines, le royaume jouissait d'une paix profonde. L'agriculture et les arts faisaient des progrès rapides, et le commerce étendait ses rameaux. La nation travaillait avec une activité soutenue; elle produisait pour les autres pays, et s'enrichissait à leurs dépens. Chaque jour voyait naître des spéculations et des entreprises nouvelles. La flotte du roi était considérable; il accueillait tous les projets utiles, et paraissait véritablement jaloux d'accroître, par ses soins et par son zèle, la richesse nationale. Mais les esprits étaient peu disposés à sentir le prix de ces avantages; on était indifférent au bien, parce qu'il ne se faisait pas suivant les formes consacrées. On se défiait de toutes les opérations sages du gouvernement, parce qu'on lui supposait le dessein secret d'endormir la nation. Le repos même dont on jouissait fixait l'attention sur la chose publique; le bien-être général donnait au peuple cette inquiétude sourde et ce besoin de mouvement qui naissent toujours dans l'homme quand il a pourvu aux nécessités de la vie. Les bons esprits rendaient hommage à la prospérité publique; mais ils la jugeaient précaire et incertaine, tant qu'elle ne reposait pas sur les lois constitutionnelles. Les enthousiastes de la liberté politique n'y voyaient point de dédommagement du bien qu'ils regrettaient ou qu'ils désiraient. Passionnés pour certaines formes, ils les voulaient à tout prix, sans demander si elles seraient bienfaisantes. Généralement, on était plus frappé d'une violation de la loi, fût-elle légère, que du respect que le gouvernement témoignait habituellement pour elle; on ne tenait aucun compte au roi de toutes ses actions justes et légales, et on ne lui pardonnait pas quelques illégalités qui faisaient exception à sa conduite ordinaire.

Cependant, ce mécontentement n'eût point produit d'explosion, et peut-être, en gagnant du temps, fût-on parvenu à le calmer, si un zèle

aveugle n'avait déterminé le roi à faire en Ecosse des changements qui furent mal reçus, et qui eurent une influence décisive sur les troubles de l'Angleterre.

Le presbytérianisme dominait en Écosse, et y avait eu de tout temps un caractère ardent, sombre, soupçonneux, jaloux. C'était en partie le zèle atrabilaire des premiers réformateurs qui avait amené les malheurs de l'infortunée Marie. Ce zèle ne rencontrant plus de résistance, s'était un peu ralenti; mais la haine contre l'Église épiscopale était presque aussi forte en Écosse que la haine contre la religion catholique. Jacques Ier aimait la hiérarchie par conviction et par politique; il avait tâché de l'introduire en Écosse telle qu'elle existait en Angleterre; il n'avait pas complétement réussi, mais cependant il avait créé des évêques; l'existence de ces évêques, pauvres et peu considérés, irritait les presbytériens sans satisfaire le parti opposé. Charles Ier poussait encore plus loin que son père l'aversion contre les puritains et l'attachement aux épiscopaux. Il haïssait les premiers parce qu'il voyait en eux les ennemis secrets de l'autorité royale; et les accusait de vouloir amener l'anarchie dans l'État et dans l'Église. Eux, de leur côté, attribuaient son zèle pour la hiérarchie au désir secret de rétablir la religion catholique, et de consolider en Angleterre le despotisme politique en l'appuyant sur le despotisme religieux. Des deux parts on exagérait les torts, les dangers et les craintes. Charles n'ignorait pas que les idées des puritains circulaient et s'accréditaient de plus en plus parmi la nation, et que cette secte devenait de jour en jour plus nombreuse. Il fallait donc user de ménagement et de prudence, et se garder de fournir des armes à ses adversaires par des mesures éclatantes en faveur de la hiérarchie. Au contraire, Charles, naturellement porté à prononcer son opinion, et peut-être trompé par sa conscience, se laissait égarer par le zèle fougueux de Laud, qui l'entraînait aux mesures les plus violentes.

Laud, l'artisan des malheurs de son maître, et qui en fut la victime, s'était élevé aux premières places de l'Église, par son mérite et par la faveur de Charles, à qui Buckingham l'avait fortement recommandé. A la mort d'Abbot, le roi lui avait conféré le siége de Cantorbéry et la dignité de primat du royaume. C'était plutôt un homme savant qu'un esprit lumineux et profond. Dans les affaires, il confondait le zèle et la précipitation, le courage et la violence, la fermeté et l'obstination. Son caractère ardent et fougueux lui dictait de fausses mesures, son atta-

chement à la doctrine de l'Église épiscopale le rendait intolérant envers tous les sectaires ; il avait la manie de la domination et de l'uniformité dans un ordre de choses où l'une est dangereuse et l'autre impossible. Ses idées exagérées sur la nature de l'autorité royale étaient malheureusement analogues à celles de Charles, et ses principes légitimaient à ses yeux des démarches que la morale et la politique condamnaient également. D'ailleurs, il était honnête homme, sincèrement religieux, sévère pour lui-même comme pour les autres, et de mœurs irréprochables.

Laud était persuadé que la religion ne peut exercer un empire durable sur les peuples qu'autant qu'elle est environnée d'un éclat imposant, et que des formes majestueuses et des cérémonies nombreuses rendent ses principes plus sacrés et ses leçons plus efficaces. Il avait fait, dans cet esprit, différentes innovations. Les prières étaient devenues plus solennelles, les génuflexions plus nombreuses ; les tables de la communion se rapprochaient, par leur forme et par la place qu'elles occupaient, des anciens autels. Ces changements, innocents en eux-mêmes, peut-être même utiles, étaient directement opposés aux opinions dominantes. Déjà l'on criait de tous côtés à l'idolâtrie, déjà l'on voyait la religion catholique reprendre son funeste empire, lorsque Laud conseilla à Charles d'introduire en Écosse les canons et la liturgie de l'Église anglicane.

Charles s'était fait couronner en Écosse (1633) ; et il y avait été reçu avec une grande magnificence et une joie universelle ; mais il avait pu remarquer que les idées qui circulaient en Angleterre étaient aussi répandues en Écosse, que l'esprit de résistance à l'autorité royale y était même plus général et plus prononcé, et que la haine contre toutes les cérémonies qui de près ou de loin rappelaient la religion catholique, y était portée à son comble. Cependant Charles se proposa d'y introduire la nouvelle liturgie (1636). Déjà il avait irrité la haute noblesse du pays, en lui enlevant plusieurs priviléges, et il devait craindre son animosité et ses vengeances. Les évêques avaient été élevés aux premières charges civiles ; le peuple et les grands l'avaient vu avec un égal déplaisir ; c'était Laud qui l'avait conseillé au roi. Ce prélat ambitieux désirait lui-même de parvenir au gouvernement de l'État ; celui de l'Église ne lui suffisait pas ; et en effet, il avait été nommé commissaire de la trésorerie après la mort du comte de Portland. Les Écossais étaient déjà indisposés contre la cour. L'ordre vint de publier la nouvelle liturgie dans toutes les égli-

ses (1637). A Édimbourg, au moment où le doyen voulut en faire la lecture, le tumulte éclata; le lecteur fut assailli de pierres; on brisa toutes les vitres de l'église; les évêques furent publiquement insultés et traités avec ignominie. Les mêmes scènes se renouvelèrent dans toutes les autres villes. La nation entière parut indignée; toutes les classes firent cause commune dans cette grande affaire nationale, et signèrent une convention par laquelle tous les individus s'engagèrent à défendre à tout prix leur religion et leur culte. Ce pacte célèbre, nommé *covenant*, devint le lien de l'union générale; ceux qui le dressèrent et le firent signer, persuadèrent au peuple que c'était le même acte qui avait été dressé sous Jacques I[er], et que le roi lui-même avait signé. Le peuple égaré applaudit, et ne douta pas de la légitimité de ses démarches. D'ailleurs, il s'imaginait qu'il s'agissait d'opter entre Dieu et le roi, le ciel et la terre, le salut et la tranquillité de l'ordre social; et il ne balança pas un moment à prendre les armes.

Le roi se hâte d'équiper une flotte (1639) et une armée pour apaiser les troubles de l'Écosse. Le comte d'Essex et le comte d'Arondel sont mis à la tête des troupes, et le premier se rend maître de Berwick. La noblesse brillante et nombreuse qui s'était rendue sous les drapeaux du roi, lui promettait des succès rapides et décisifs. Les Écossais n'avaient pas rassemblé trois mille hommes. Il fallait frapper un grand coup, et la guerre était terminée; mais Charles irrésolu flotte entre les mesures vigoureuses et les négociations. Les Écossais joignent à la force des armes, des requêtes suppliantes dans lesquelles ils paraissent sincèrement demander la paix. Beaucoup d'officiers et de soldats de l'armée du roi partagent les sentiments des Écossais, et portent à regret les armes contre eux. Les rebelles correspondent avec les Anglais mécontents, qui voient dans la révolte une résistance généreuse, aussi utile à l'Angleterre qu'à l'Écosse elle-même. Ces faits expliquent l'indécision et la faiblesse de Charles, mais ils ne la justifient pas. Il fallait d'abord combattre, vaincre et soumettre les Écossais, ensuite seulement leur accorder leurs justes demandes. Leurs prétentions pouvaient être légitimes ; mais ils étaient coupables d'employer la force pour les appuyer, et méritaient d'être traités sévèrement.

Charles, qui connaît les dispositions des esprits, craint de retomber sous la dépendance des parlements; il prévoit des troubles, et, au lieu de les prévenir par la fermeté, il croit les étouffer par la douceur. Les Écossais professaient leurs principes jusque dans leur adresse au roi

pour demander la paix, et prétendaient n'avoir rien fait de contraire aux lois du royaume. Cependant Charles cède, et fait avec eux une espèce de traité qui lui ôte les moyens de les réduire s'ils récidivent, et qui leur assure des avantages dont ils peuvent facilement abuser. A peine l'arrangement fut-il conclu, que le roi sentit la faute qu'il avait faite. Les Écossais avaient remporté une victoire complète. Le gouvernement avait en quelque sorte sanctionné leurs principes; c'était les encourager à former de nouvelles prétentions, donner aux Anglais le secret de la faiblesse du ministère, et les inviter à suivre l'exemple de leurs voisins. Après ce traité, les Écossais parurent à leurs propres yeux et à ceux des États voisins, ennemis de l'Angleterre, une véritable puissance. Richelieu, qui ne pouvait pardonner à Charles son expédition sur l'île de Rhé, envoya des émissaires en Écosse pour y entretenir le mécontentement et y préparer de nouveaux troubles. Des lettres interceptées prouvèrent que les *Covenanters*, au mépris de la dernière paix, méditaient des projets coupables, et qu'ils s'étaient adressés à Louis XIII dans l'espérance d'obtenir de lui des secours.

Charles se flatte que l'ancienne jalousie entre l'Angleterre et l'Écosse servira sa cause; et oubliant ses maximes et les leçons de l'expérience, il convoque un parlement le 13 août 1646, dans l'idée que la haine nationale l'emportera sur toutes les autres considérations, et que cette assemblée secondera de tout son pouvoir ses projets contre l'Écosse; mais les temps ont changé. La crainte du despotisme, la haine commune contre la religion catholique et l'amour de la liberté politique et religieuse ont rapproché les deux peuples; et l'identité momentanée de leurs intérêts efface toutes les anciennes divisions. Les membres du parlement sentent que c'est aux Écossais qu'ils ont l'obligation d'être convoqués après un intervalle de onze ans; et cette longue interruption se joignant à tous les autres griefs, ils se montrent peu disposés à se prêter aux vues du ministère et aux désirs du roi. Au lieu de voter des subsides comme Charles le souhaitait, Pym et Hambden suivent la même marche que dans les parlements précédents; ils blâment la conduite du gouvernement, approuvent les Écossais, font une longue énumération de tous les sujets de plaintes que le roi a donnés à la nation, et paraissent ignorer les désirs du gouvernement. En vain la chambre haute les invite à s'occuper avant tout des besoins de l'État; ils ne voient dans cette invitation qu'une nouvelle infraction aux lois, et persistent dans leurs principes. Charles, toujours prompt à recourir à une mesure dont

l'expérience devait lui avoir montré l'insuffisance et le danger, casse ce parlement, comme il a dissous les autres; il ne peut pas se passer de ces assemblées, et il ne sait ni les respecter ni les maîtriser. Il ne prévoit pas qu'il sera contraint d'avoir de nouveau recours à elles, et qu'il augmente le mal en employant ces remèdes violents.

Le parlement dissous, le roi arme de nouveau contre l'Écosse; le duc de Northumberland et le général Conway obtiennent le commandement des troupes. L'essentiel était d'agir avec célérité; mais l'armée royale perd du temps à se former et à se réunir. Les Covenanters passent la Thyne, pénètrent dans le nord de l'Angleterre, s'emparent de Newcastle, et l'armée du roi se retire du côté d'York. Charles sent qu'isolé de sa nation, sans moyens pécuniaires et sans ressources personnelles, il ne peut pas continuer la guerre avec vigueur; cependant il essaye encore de se passer de parlement, il convoque à York l'assemblée générale des pairs du royaume; il espère que ce conseil national l'éclairera de ses lumières, et surtout qu'il donnera le change à la nation, et légitimera à ses yeux les démarches ultérieures du gouvernement. Mais un grand nombre de pairs, quoique attachés au trône et à la personne du roi, partageaient les sentiments des autres classes du peuple, ne voyaient la liberté que dans le respect des lois constitutionnelles, et se flattaient que la nécessité des circonstances ramènerait Charles à des maximes plus modérées. La plupart lui conseillent d'avoir recours au parlement; et cette assemblée solennelle des pairs ne sert qu'à mettre dans tout son jour l'embarras du roi, à révéler les perplexités des ministres, et à constater les maux de l'État.

Les Écossais, toujours jaloux de mettre les apparences de leur côté, présentent une adresse pour demander la paix; toujours respectueux en paroles et rebelles en actions, ils proposent de négocier. On choisit Rippon pour le lieu des conférences. Le comte de Strafford était le seul qui s'opposât à ces mesures pacifiques; il voulait qu'on employât les armes pour chasser les Écossais de l'Angleterre et pour les obliger à licencier leurs troupes. L'avis des autres conseillers prévalut; on convint d'une cessation d'armes; l'armée écossaise resta en possession de ses conquêtes; on ajourna la conclusion du traité à Londres; on permit aux commissaires écossais de s'y rendre et d'y séjourner. C'était accumuler fautes sur fautes, et courir à sa perte.

Le 13 novembre 1640, s'assemble de nouveau ce fameux et long parlement qui devait renverser le trône, immoler le roi, décomposer l'État,

détruire la constitution, et périr lui-même, victime de son despotisme et de son mépris pour les lois. On avait conseillé au roi d'éloigner le parlement de Londres où les chefs du parti de l'opposition échaufferaient une populace immense, toujours facile à égarer, et où cette populace prêterait une terrible force aux discours des orateurs, et de le convoquer à York, où les discussions seraient plus libres, plus calmes, plus sages. Ce conseil, s'il eût été suivi, aurait peut-être sauvé l'Angleterre. On fit croire à Charles que ce serait annoncer des craintes indignes de lui. L'avis fut rejeté. La plus grande activité régna dans les comtés et dans les villes pendant le temps des élections; les puritains d'état et de religion n'épargnèrent rien pour faire élire les hommes les plus prononcés et les plus énergiques; la cour négligea d'acquérir de l'influence sur les assemblées électorales, ou fut hors d'état d'en obtenir faute d'argent.

Depuis la convocation du parlement jusqu'au commencement de la guerre civile, Charles ne se ressembla plus à lui-même. La nécessité cruelle qui l'avait forcé de nouveau à se mettre dans la dépendance, parut lui avoir ôté tout moyen et même tout désir de résister. Il sentit qu'il serait impossible de casser cette assemblée comme il avait cassé les autres; et cette idée paralysant son activité et son courage, lui fit croire qu'il ne lui restait plus d'autre parti que de désarmer ses ennemis à force de complaisance et de sacrifices. Il se présenta à l'ouverture du parlement sans avoir prévu le genre et la direction des attaques dont il était menacé, et sans avoir formé de plan de défense. Il n'en était pas de même de ses adversaires; l'expérience du passé leur donnait le besoin de se préparer au combat; l'identité de leurs intérêts, et des correspondances actives, leur fournissaient les moyens de combiner d'avance leur jeu; les uns concertèrent ensemble leur marche, les autres se trouvèrent naturellement d'accord avec eux.

Le nouveau parlement était composé d'éléments divers. On y voyait beaucoup de citoyens éclairés qui voulaient profiter des circonstances pour ramener le règne de la constitution, ou plutôt pour la modifier de manière que l'autorité du parlement et celle du roi concourussent à maintenir la liberté générale. La plupart des membres de cette assemblée étaient des presbytériens enthousiastes qui ne voyaient la liberté politique et religieuse que dans la destruction de l'épiscopat et dans l'établissement de leur culte. Il n'y avait dans le parlement que peu de partisans de l'autorité absolue, d'hommes qui voulussent que la préro-

gative royale fût illimitée. A l'ouverture du parlement il y avait encore moins de partisans de la démocratie; à peine cette idée se présentait-elle comme un bien à quelques esprits ardents ; bien moins encore voyait-on qu'il fût possible de la réaliser. Les indépendants et les niveleurs naquirent du sein des orages, où les opinions vont toujours s'exagérant, et où les passions s'exaltent de plus en plus. Mais il est sûr que le parlement, irrité de ses défaites précédentes, se proposa de bonne heure de profiter des circonstances pour se mettre à l'abri de toute mesure arbitraire, et que malheureusement il oublia, dans la chaleur du combat, que l'autorité du trône était aussi nécessaire au maintien ou à l'établissement de la vraie liberté que l'autorité parlementaire. D'ailleurs, plus les chefs du parti populaire multipliaient avec succès les attaques, plus ils croyaient qu'il fallait encore oser pour mettre la cour hors d'état de reprendre son ascendant, de se venger et de les punir. Les avantages mêmes qu'ils remportaient sur le trône, enflammaient leur imagination; et bientôt prenant l'audace pour le courage et le fanatisme pour le zèle, ils accueillirent de préférence toutes les mesures extrêmes.

Leur première attaque (1641) fut dirigée contre Thomas Wentworth, comte de Strafford. C'était un des plus beaux génies de l'Angleterre. Son esprit vaste et profond, son caractère mâle et ferme, ses connaissances variées et solides le rendaient éminemment propre à tenir le timon des affaires dans la tempête qui s'annonçait; il avait brillé dans les premiers parlements parmi les chefs de l'opposition ; Charles l'avait attaché à la cause du trône, que Wentworth, qui prévoyait les excès auxquels conduiraient les opinions du jour, se sentait disposé à défendre. Sa fortune avait été aussi brillante que rapide; Charles l'avait nommé vice-roi d'Irlande et président de la cour supérieure d'York; dans ces deux places il avait servi le roi avec autant de zèle que d'habileté; mais la conscience qu'il avait de son crédit et de ses talents dégénérait quelquefois en hauteur, et ses hauteurs lui avaient fait des ennemis dangereux qui conjurèrent sa perte. Les Irlandais, les Écossais, les Anglais étaient également irrités contre lui, parce qu'il avait soutenu partout, avec dignité et avec force, l'autorité du monarque. Les chefs du parti populaire l'accusèrent devant la chambre des pairs ; ils ne lui pardonnaient pas son apostasie, et ils voulaient débuter par un essai hardi, afin d'avoir la mesure de la fermeté du roi. Priver le roi de Strafford, c'était le priver de son conseil et de son appui, et se préparer des

victoires. Ce grand citoyen fut accusé de trahison; il n'était coupable que d'avoir trop bien servi son maître; ses rares talents, ses principes politiques, son attachement au roi et à l'État étaient ses véritables crimes. Sa contenance fière et calme, ses réponses victorieuses couvrirent ses juges de confusion; après avoir fait de vains efforts pour le sauver, Charles fut assez faible pour signer son arrêt de mort; en le signant, il prépara le sien. Strafford mourut en héros; il emporta avec lui le deuil de la monarchie; et le trône, privé de son défenseur, fut exposé sans] défense au génie malfaisant des factieux.

L'archevêque de Cantorbéry avait été arrêté avec Strafford; mais une seule victime suffisait aux vues du parlement, et Laud ne fut pas accusé; on le laissa languir en prison, et il fut réservé pour un autre moment. Windebanch et Finch auraient aussi été saisis et privés de la liberté, si, par une prompte fuite, ils ne s'étaient dérobés à la fureur de leurs ennemis; l'un se sauva en France, et l'autre en Flandre.

La faiblesse honteuse que Charles avait montrée en sacrifiant Strafford à la haine du parlement, amena ou accéléra ses malheurs. Non-seulement il perdit un homme d'un grand mérite, qui joignait à toutes les ressources du génie celle d'un caractère ferme et un entier dévouement à la personne du roi, et cette perte était irréparable, mais il découragea ses partisans; ils furent tous repoussés par son ingratitude, ou glacés par la terreur, et craignirent d'être tôt ou tard sacrifiés aux mouvements populaires. D'ailleurs, il avait donné à ses ennemis le secret de leurs forces, en leur donnant celui de la résistance qu'ils pouvaient attendre de sa part; depuis ce moment, l'audace leur tint lieu de puissance, et leurs projets s'étendirent avec leurs succès. Le roi, dénué de la volonté et des moyens de se défendre, parut isolé; il semblait provoquer les attaques par son apathie; l'autorité tout entière passa dans le parlement. Ce changement brusque et total fut l'effet des premières victoires de ce corps et de la confiance qu'elles lui avaient inspirée. Il conquit tout le pouvoir en paraissant sûr de sa conquête, et il devint maître de tout en agissant et en parlant comme s'il l'était devenu. Depuis longtemps l'opinion publique était pour lui, et lui avait frayé la route des victoires; les habitudes d'obéissance qui attachaient la nation à l'ordre établi, furent rompues du moment où l'on vit qu'on pouvait impunément attaquer le trône. La force appartient toujours à celui qui dispose de l'opinion et de l'argent, et le parlement avait l'une et l'autre. La raison et la conscience des bons citoyens eux-mêmes applaudirent à ses premières dé-

marches, dont ils ne prévoyaient pas les suites et le résultat final. Ainsi, toutes les bases de l'autorité royale s'ébranlèrent en même temps, et il était facile de prévoir que le monarque allait été dépouillé de toutes ses prérogatives.

Les chefs du parti populaire dans la chambre haute et dans les communes étaient des hommes distingués par leur richesse et par leur naissance, ou du moins par leur éloquence et par leurs talents. Le comte de Bedford était trop grand propriétaire pour vouloir le bouleversement de l'État; mais il voulait des réformes et surtout des places éminentes. Lord Say et lord Mandeville étaient tous deux de zélés puritains; mais la ferveur religieuse de l'un ne l'empêchait pas de nourrir une ambition sourde et profonde; et, malgré l'austérité de sa secte, l'autre se permettait les plus grands dérèglements. Les puritains, fiers du relief et de l'appui que leur donnaient ces noms illustres, leur étaient dévoués.

Dans la chambre basse, Pym, Hambden, Saint-Jean, Hollis, dominaient par leur expérience parlementaire, par l'attachement qu'ils avaient toujours professé pour les mêmes principes, et par une réunion rare de qualités. Pym était prononcé dans ses opinions, et hardi dans ses démarches; fidèle à son but, il ne le perdait jamais de vue. Hambden avait une éloquence moins entraînante, mais plus de finesse d'esprit, plus de mesure dans ses discours et dans ses actions; le sang-froid et la patience avec lesquels il écoutait tout le monde lui conciliaient les suffrages; la netteté de ses idées et la force de sa dialectique le rendaient maître des délibérations. Sa modestie désarmait l'envie; sa froideur faisait croire à son impartialité, et l'art qu'il avait de se réserver pour la fin de la discussion, assurait ses triomphes; il comptait toujours avec raison sur la lassitude et la fatigue de l'assemblée; d'ailleurs, il était brave, ferme et attaché par principes à la cause populaire. Saint-Jean était un avocat du collége de Lincoln, qui avait commencé sa réputation en défendant Hambden lorsqu'il avait refusé de payer la taxe pour les vaisseaux. Il était sombre et réservé, et ensevelissait dans le silence d'ardentes passions et des idées exagérées. Il avait l'art d'appuyer les mesures les plus hasardées par des sophismes adroits que son imagination et la routine de son métier lui fournissaient en abondance. Hollis, le plus jeune des comtes Clare, Nathanaël Fiennes, le fils du lord Say, et le chevalier Henri Vane, ne pouvaient rivaliser avec les chefs du parti par l'étendue de leurs moyens personnels; mais leur naissance même donnait de la force aux discours dans lesquels ils paraissaient l'oublier,

et les faisait considérer par le parti populaire. Hollis était le plus estimé de tous.

Tels étaient les hommes qui avaient le plus d'influence dans le parlement. Les uns avaient des principes; d'autres n'avaient que des intérêts et des passions; d'autres encore obéissaient à la fois à ces deux puissances, et il est incertain si les principes servaient chez eux de masque aux passions, ou si les principes employaient les passions et ne dédaignaient pas de les prendre à leur solde; mais peut-être ces chefs du parti populaire ne le savaient-ils pas eux-mêmes, et, tout en trompant les autres, étaient-ils dupes de leur propre cœur.

Leur plan d'agression et d'envahissement ne tarda pas à se développer, et bientôt on les vit marcher en avant, et détruire la constitution avec autant de constance que d'habileté. Dans les premiers temps, ils firent des lois sages qui diminuaient le pouvoir du roi, sans porter proprement atteinte à sa prérogative, et qui tendaient à contre-balancer, l'un par l'autre, les éléments de la souveraineté. Le parlement abolit la haute commission et la chambre étoilée (1641), qui avaient de plus en plus étendu la sphère de leur activité, et qui décidaient les procès d'une manière arbitraire; le pouvoir judiciaire fut rendu plus indépendant de la couronne, et le cours de la justice fut abandonné à lui-même; il fut décidé que le roi n'aurait pas le droit de lever la taxe sur les vaisseaux sans le consentement du parlement, conséquence toute simple des principes fondamentaux de la constitution anglaise. Charles sanctionna ces bills avec la plus grande facilité; et cette facilité, aussi raisonnable que nécessaire, enhardit le parlement à faire des propositions nouvelles, qui étaient directement opposées à l'esprit de la constitution.

Jusque-là les opérations de l'assemblée avaient pu déplaire au roi; mais elles avaient l'assentiment de la nation, et elles devaient plaire à tous les esprits sages et aux vrais citoyens. Le parlement sentait que la force du gouvernement est toujours voisine de l'abus de la force, quand elle existe sans contrôle et sans contre-poids; mais il oubliait que la faiblesse ou l'impuissance du gouvernement sont bien autrement funestes à l'ordre social; qu'en affaiblissant l'élément monarchique de la constitution, il exposait l'Angleterre au despotisme de la démocratie, et qu'il n'y avait de salut que dans l'action des contreforces. En perdant de vue ces axiomes politiques, le parlement dépassa les limites du droit et de la raison, empiéta sur la prérogative royale, et devint usurpateur.

En déclarant que le roi ne pourrait ni le proroger ni le dissoudre

avant qu'il eût terminé toutes ses opérations, il ôtait au roi le seul moyen qu'il eût de se défendre légalement, et depuis ce moment les observateurs éclairés prévirent que la lutte qui s'engageait entre les deux pouvoirs serait sérieuse et ne se terminerait que par la défaite entière de l'un et la victoire complète de l'autre. L'acte qui statuait qu'à l'avenir le parlement pourrait s'assembler sur la simple convocation des shérifs, si le roi ne le convoquait pas dans l'espace de trois ans, était également un acte attentatoire à la prérogative, et tout à fait inutile, dès que le roi était mis dans la dépendance entière du parlement pour les impôts. A ces mesures contraires à la constitution, le parlement en ajouta une dont le but était d'humilier le roi, et de se ménager contre lui des moyens d'agression. Les Écossais étaient en Angleterre. Non-seulement, sur la proposition du comte de Bristol, on les laissa dans le royaume, mais on leur accorda trois cent mille livres sterling de gratification; c'était récompenser, avec l'argent de l'Angleterre, des sujets révoltés. Mais le parlement voulait se ménager des alliés dans le cas où il serait obligé d'employer la force. Déjà même on proposait d'exclure les évêques de la chambre haute, afin de diminuer l'influence du roi sur l'assemblée des pairs; et si le bill ne passa point alors, c'est que les lords laïques furent assez éclairés pour sentir qu'il n'était pas de leur intérêt d'y consentir.

Le grand allié du parlement était l'opinion publique. Les mesures qu'il prit pour s'emparer de ce levier actif, et pour le diriger, étaient aussi condamnables que ses projets, et ses moyens étaient aussi dangereux que son but. Voulant prévenir la résistance de leurs adversaires, en leur donnant une haute idée des forces du parti populaire, les législateurs prodiguèrent les intrigues, les bassesses, et même les tromperies, pour surprendre ou pour obtenir des adresses d'adhésion de toutes les classes du peuple. On vit des représentants, qui devaient éclairer et diriger l'opinion publique, prendre conseil de l'opinion populaire, et consulter ceux qui n'ont jamais d'autres idées que celles que leur donnent leurs passions ou celles de leurs chefs. La première adresse de ce genre fut présentée dans le procès du malheureux Strafford, et depuis elles se multiplièrent à l'infini. Ceux qui les dictaient voulaient moins faire connaître le nombre des voix qu'ils avaient en leur faveur, que le nombre de bras dont ils pouvaient disposer au besoin. Pour enflammer les passions du peuple, et pour justifier ou pallier leurs mesures, ils accusaient sans cesse la cour de former des projets contre

le parlement et de conspirer contre la nation. La plupart de ces projets n'existaient que dans la tête et dans les écrits des accusateurs, ou bien ils étaient faits par des amis de la vraie liberté, par ceux des partisans du trône qui gémissaient de sa destruction progressive, et n'attendaient pas la participation du roi pour le servir. D'autres étaient plutôt des désirs d'un meilleur ordre de choses, que des idées faites pour l'amener; des regrets du passé, que des efforts pour les rétablir. C'était le parlement qui conspirait contre la constitution et contre le roi, en envahissant le souveraineté tout entière, et il calomniait les victimes de son ambition; il ne parlait que de se défendre, et personne ne songeait à l'attaquer; il faisait croire au peuple que ses mesures étaient des précautions de sûreté, et c'était contre ces mesures qu'il eût fallu prendre des précautions. Ces calomnies et ces mensonges, maladroitement tissus, trouvaient des esprits disposés à les recevoir, et se répandaient avec une prodigieuse facilité. Les chaires des presbytériens retentissaient d'invectives contre la cour; tous les pamphlets en étaient remplis; et les hommes impartiaux étaient également étonnés de la fausseté des faits et du ton détestable de ces écrits, proscrits par la vérité et par le bon goût.

Charles n'opposait aux attaques de ses adversaires que la patience; à leurs usurpations continuelles sur sa prérogative, qu'une complaisance sans bornes; à leurs vociférations, que le silence; il donnait sa sanction à tous les projets de loi; et au lieu de combattre ses ennemis par les armes que la constitution lui fournissait, il voulait les désarmer par la douceur. Mais cette condescendance excessive était contraire à ses devoirs et compromettait sa sûreté; on ne voyait dans sa facilité que l'effet de ses craintes et le signe de sa faiblesse. Plus ses sacrifices étaient grands et même excessifs, moins on lui en tenait compte, parce qu'on les croyait dictés par la nécessité; on ne croyait pas à la sincérité de ses sentiments, et le parlement s'imaginait qu'il fallait oser encore davantage et faire de nouvelles conquêtes pour assurer celles qu'il avait faites.

Charles crut qu'un voyage en Écosse serait utile à ses intérêts; il voulait gagner les Écossais par des concessions auxquelles ils ne pouvaient pas s'attendre, et s'éloigner du parlement pour se distraire de ses chagrins et ralentir l'activité de ses ennemis. Mais ce voyage ne servit qu'à mettre leur pouvoir dans tout son jour, et même à l'augmenter. Le parlement n'ayant pas réussi à empêcher ce voyage par ses

représentations, nomma des commissaires chargés d'accompagner le roi, sous prétexte de ne pas interrompre les affaires; c'étaient des surveillants qu'on lui donnait, et on les choisit parmi ses plus fougueux adversaires: Pym et Hambden furent du nombre. Arrivé en Écosse, le roi sembla vouloir se dépouiller de sa prérogative; tout le pouvoir royal parut passer au parlement écossais; le monarque ne conserva presque qu'un vain titre. En Angleterre le parti populaire, encouragé par cet exemple, se proposa de le réduire au même état, et ne mit plus de bornes à ses espérances ambitieuses.

Pendant que le roi était en Écosse, un terrible événement vint glacer tous les esprits, et mit le comble aux malheurs de ce prince. L'Irlande, quoique voisine de l'Angleterre, était à une grande distance d'elle relativement à la civilisation. A demi barbare, elle avait toujours été traitée avec sévérité par ses maîtres; cette sévérité avait amené des vengeances, et ces vengeances de nouvelles sévérités. Élisabeth et Jacques Ier avaient formé en Irlande des colonies anglaises; ces colonies étaient l'objet de la haine nationale. La plupart des Anglais étaient protestants; la grande majorité des habitants de l'Irlande était catholique; leur fanatisme, né de leur profonde ignorance, et fortifié par leurs mœurs et leurs habitudes féroces, était sombre, ardent et cruel.

Pendant les troubles de l'Écosse il se forma en Irlande une vaste conjuration contre les Anglais domiciliés dans l'île. Le moment de se délivrer de leurs oppresseurs paraissait être venu. Le parlement d'Angleterre et le roi divisés ne pouvaient pas sévir contre eux. Sir Daniel Phelim O-Neal, distingué entre ses compatriotes par un amour féroce de l'indépendance, plus encore que par sa naissance illustre, se met à la tête du complot. Le plan est de massacrer, dans un même jour, tous les protestants qui se trouvent en Irlande, et de s'emparer de la ville et du château de Dublin. Cette seconde partie du projet manque; les lords chefs de la justice, avertis par un des conjurés, sauvent la capitale; mais la révélation du complot s'était faite trop tard pour prévenir le carnage dans toute l'étendue de l'île. Au nom de la religion, encouragés par leurs prêtres, les Irlandais se précipitent avec fureur sur les malheureux Anglais désarmés (1641); non-seulement sans répugnance et sans remords, mais avec une joie barbare, ils commettent des horreurs que l'imagination se refuse à concevoir, et la plume à retracer. A la cruauté des bêtes féroces ils joignent des raffinements dont l'affreux privilége est réservé à l'homme dégradé par le fanatisme; croyant que le crime

est une vertu, ils se baignent dans le sang avec volupté. Les femmes, les vieillards, les enfants sont enveloppés dans la même proscription, et périssent au milieu des tourments. Quarante mille personnes sont massacrées dans un jour. Les bourreaux s'applaudissent de leur affreuse activité, et entonnent des hymnes sur les cadavres de leurs victimes.

Cette catastrophe épouvantable saisit Charles d'indignation et de pitié; et il se hâte d'exprimer ses sentiments au parlement d'Angleterre, et de lui demander des secours pour punir les rebelles et venger ses sujets. Mais les ennemis de Charles ne voient dans ce tragique événement qu'une occasion de le calomnier et de le perdre dans l'esprit du peuple, et un moyen d'allumer le zèle des puritains. Ils ne rougissent pas de le soupçonner d'avoir connivé au massacre d'Irlande; et cette atroce accusation s'accrédite par son atrocité même, dans un temps où les esprits exaltés aiment de préférence tout ce qui sort du cours ordinaire de la nature. Charles ne paraît aux puritains qu'un monstre altéré de sang. O-Neal, qui a trouvé dans les papiers d'une de ses victimes une commission du roi scellée du grand sceau, a l'art de s'en servir et de l'apposer à un ordre qu'il suppose émané du trône, et qui lui commande des crimes. Cette tromperie acheva d'égarer les esprits prévenus. Charles, trop fier et trop vertueux pour se défendre de cette accusation, aurait cru se manquer à lui-même en faisant son apologie; il se contente d'insister sur la juste punition des Irlandais et d'invoquer les secours du parlement. Il offre même de lever dix mille hommes à ses frais. Mais le parlement paraît craindre de lui fournir les moyens de se justifier aux yeux du peuple; il craint encore plus que Charles ne se serve tôt ou tard de l'armée destinée contre l'Irlande pour reprendre toute son autorité en Angleterre, et il multiplie les délais.

Dans ce moment de la plus grande effervescence, il publie sa fameuse remontrance au roi, véritable manifeste contre le malheureux monarque. On ne sait ce qu'on doit y admirer le plus, de la mauvaise foi qui invente ou altère les faits et en tire les conséquences les plus absurdes, ou du talent insidieux avec lequel les sophismes et les mensonges y sont présentés. On y ressuscite les fautes ou les torts de Charles pendant les premières années de son règne, tandis qu'il les a tous expiés et réparés par les concessions généreuses qu'il a faites au parlement; on y exalte les grandes choses que le parlement a faites, et ses usurpations y sont présentées comme des remèdes aux maux de l'État et comme des bienfaits précieux. Les législateurs promettent à la nation un bonheur chi-

mérique, lui donnent les espérances les plus brillantes, et s'engagent à les réaliser s'ils ne sont pas arrêtés dans leurs opérations par la mauvaise volonté du gouvernement. A cette remontrance, que le parlement a le courage de présenter au roi, Charles répond avec autant de dignité que de modération ; au tableau des griefs de la nation il oppose celui de ses propres bienfaits ; à celui des travaux du parlement, les mesures inconstitutionnelles de ce corps et ses fausses démarches ; aux espérances dont on berce le peuple, les dangers et les malheurs dont l'Angleterre est menacée.

Ce langage ferme et vrai irrite le parlement, sans ramener les esprits. Il s'élève un tumulte violent à Londres, à l'occasion du commandement de la Tour, où les chefs du parti populaire veulent un homme qui leur soit dévoué. Au milieu de ces excès, le parlement garde une immobilité coupable, et ne fait rien pour rétablir la tranquillité publique et pour prévenir de nouveaux désordres. Charles s'aperçoit trop tard qu'il a suivi une marche vicieuse ; mais après avoir montré de la faiblesse où il fallait déployer une grande fermeté, il veut prendre des mesures vigoureuses lorsqu'il n'a plus les moyens de les soutenir. Sur le conseil du lord Digby, il fait accuser de trahison lord Kimbolton, membre de la chambre haute, et cinq députés des communes, savoir : Hollis, Haslerig, Pym, Hambden et Strade. On ne pouvait lui conseiller une démarche plus fausse et plus dangereuse. Pouvait-il espérer de réussir à enlever au parti populaire des chefs qu'il adorait ? et s'il ne réussissait pas, n'achevait-il pas de tout perdre en mettant dans son jour l'étendue de la puissance du parlement et la nullité de la sienne ? La chambre des communes et celle des pairs se réunissent pour réclamer contre cette infraction des lois du royaume. Charles se rend lui-même aux communes pour demander et saisir les coupables ; on les fait évader. La chambre jouit du spectacle de la dégradation volontaire de la majesté royale, et Charles est obligé de se retirer. Il se rend à la maison commune, dans l'espérance que le magistrat de Londres l'appuiera ; mais il éprouve une seconde humiliation, et il se voit réduit à se désister formellement de toute poursuite contre les membres accusés. Le parlement décrète d'accusation le procureur général ; et Charles confus de sa défaite, honteux de sa précipitation, quitte Londres, et court ensevelir à Hampton-court ses regrets, ses inquiétudes et ses craintes.

Le parlement, fier de cette nouvelle victoire, devient plus hardi, plus menaçant, et ne garde plus de mesures. Ses triomphes prouvent la fai-

blesse de l'autorité royale, et il ne cesse de l'affaiblir sous prétexte de sa prépondérance excessive, et de l'attaquer en parlant des dangers de la chose publique. Il demande que la milice du royaume soit soumise à ses ordres, et que les places fortes soient remises entre les mains de ceux qu'il nommera au roi; c'était dépouiller le roi des derniers lambeaux de sa prérogative; autant valait-il le détrôner. Sans perdre un temps précieux à délibérer, le parlement donne ordre au jeune Hotham de s'emparer de Hull, place d'armes importante, et il charge le comte de Warwick du commandement de la flotte; c'était commencer la guerre, et déclarer que la force seule pouvait décider le grand procès entre les parties intégrantes de la souveraineté.

Charles reconnaît que les mesures extrêmes sont devenues nécessaires; il ne lui reste plus d'autre parti que d'abdiquer et de signer l'acte de dissolution de la monarchie, ou de défendre et de recouvrer sa prérogative par la voie des armes. La première démarche serait un crime; la seconde est un devoir que lui prescrivent le maintien des lois constitutionnelles du royaume, le salut de l'Angleterre, la conservation de sa famille et de sa personne. Dans sa situation, il est également dangereux pour lui d'éviter la guerre et de la faire; il peut tout recouvrer par ce moyen, mais il peut aussi tout perdre. Cependant il ne balance pas, et préfère de périr avec gloire à se rendre sans résistance. Il refuse son consentement aux derniers bills que le parlement lui a présentés. Il se rend à York où il convoque toute la noblesse du comté et l'engage à le soutenir dans sa juste entreprise. La reine part, et, avec autant de courage que d'activité, va solliciter en Hollande des troupes et de l'argent. Le parlement, qui affecte toujours des intentions pacifiques, présente au roi dix-sept propositions qui tendent à lui enlever toute espèce de pouvoir, et qu'il ne peut ni ne veut accepter. Charles élève l'étendard royal à Nottingham, le 25 août 1642, et invite tous les amis de la constitution et tous les partisans du trône à venir combattre pour les sauver.

CHAPITRE XII.

LA GUERRE CIVILE ÉCLATE EN ANGLETERRE. ÉTAT DES FORCES DES DEUX PARTIS. — OLIVIER CROMWELL. — FAUTES DE CHARLES Ier DANS LA CONDUITE DE LA GUERRE. — BATAILLES D'EDGEHILL, DE NEWBURY, DE MARSTONMOOR. — PARTI DES INDÉPENDANTS. — CHANGEMENTS DANS L'ORGANISATION DE L'ARMÉE. — BATAILLE DE NASEBY. — LES ÉCOSSAIS LIVRENT LE ROI. — LES PRESBYTÉRIENS SUCCOMBENT SOUS LES INDÉPENDANTS. — JUGEMENT ET SUPPLICE DE CHARLES Ier.

Depuis longtemps le parlement voulait pousser Charles à des mesures extrêmes. Sa marche d'abord sage, légale, puis agressive et envahissante, tendait à l'autorité absolue; plus il avait de pouvoir, plus il voulait en obtenir; tant qu'il partageait la puissance avec le roi, la sienne lui paraissait faible, ou du moins précaire. Il voulait la guerre; au milieu des agitations et des dangers qu'elle devait faire naître, il sentait qu'il lui serait facile de réunir tous les pouvoirs, et de régner sans contrôle. Les puritains, fougueux et violents, avaient condamné au silence les citoyens sages qui voulaient un parlement respecté et un roi puissant; eux-mêmes étaient entraînés par les *indépendants* qui demandaient une égalité parfaite dans l'État et dans l'Église, et ne voulaient dépendre que d'eux-mêmes, dans l'une et dans l'autre. Ce parti était encore peu nombreux, et formait une faible minorité; mais il était le plus énergique; il était indifférent sur le choix des moyens; en un mot, il avait tous les caractères qui, dans les convulsions politiques, assurent à une faction la victoire sur les autres; car l'exagération des idées et la violence des mesures font toujours triompher la volonté forte et unanime d'un petit nombre d'hommes, de la volonté indécise, irrésolue, partagée, d'une majorité immense, qui ne sait pas agir, et qui délibère encore lorsque les premiers ont déjà frappé le coup décisif.

C'était le roi qui avait commis les premières hostilités; mais ce n'était pas lui qui avait commencé la guerre; le parlement était le véritable agresseur. On avait réduit Charles à la nécessité de se défendre; cependant, le parlement fut assez habile ou assez hardi pour persuader au

peuple que c'était le roi qui était altéré du sang de ses sujets, et qui voulait les combattre pour les asservir. Ce malheureux prince fut chargé de la responsabilité de la guerre et de tout le poids de l'indignation publique, tandis que le parlement, auteur de tous les maux, parut céder à regret à une nécessité cruelle, et invita les citoyens de toutes les classes à se rallier autour de lui.

La partie n'était rien moins qu'égale entre le roi et le parlement ; les moyens de l'un étaient inférieurs aux moyens de l'autre. Des deux côtés, à la vérité, il y avait un pouvoir établi par la constitution même ; les esprits faibles pouvaient croire obéir à la loi, soit en épousant la cause du trône, soit en se déclarant contre lui. Dans le fait, l'autorité du parlement était illégale, puisqu'elle avait dépassé les barrières constitutionnelles ; le parti du roi, qui voulait refouler dans ses limites le parlement usurpateur, était le seul qui fût légal ; mais la plupart des gens ne voyaient, d'un côté, qu'un individu qui avait commis autrefois des fautes graves ; de l'autre, un corps qui avait commencé par rendre de grands services ; et le commun des hommes se défie moins des corps que d'un individu, et suppose, à tort, plus d'ambition à l'un qu'aux autres. Le parti du parlement devait donc être plus nombreux que celui du roi, et il l'était en effet. Charles avait pour lui la noblesse ; mais cette noblesse était divisée d'opinions, et craignait de servir le despotisme royal tout en combattant le despotisme populaire. Le parlement pouvait disposer des forces et de la fortune des fermiers, des laboureurs, des artisans, des négociants ; en un mot, de la plus grande partie de la nation. Le roi manquait d'argent ; le parlement, maître de tous les revenus et de toutes les caisses du royaume, disposait de toutes les ressources de l'Angleterre. Le roi avait dans les Hollandais des alliés actifs et zélés ; mais le parlement avait eu l'art de s'emparer de la flotte, et les secours des pays étrangers ne pouvaient que difficilement aborder. Dans l'armée du parlement combattaient les passions, dans celle du roi les idées et les principes. Dans l'une, le fanatisme religieux et le fanatisme politique faisaient tout entreprendre et tout supporter, et les factieux, espérant de gagner en même temps l'autorité sur la terre et des récompenses dans le ciel, ne voulaient que des partis extrêmes ; leurs signes de ralliement étaient des mots faciles à saisir et à répéter : dans l'autre, bien loin que le fanatisme du trône animât les esprits, il n'y avait pas même d'enthousiasme, et les partisans du monarque étaient divisés par des nuances d'opinion, qui avaient à leurs yeux la plus haute importance. Dans l'armée

du parlement, les officiers et les soldats étaient en même temps des prédicateurs forcenés; ils prêchaient et combattaient tour à tour; on priait Dieu et l'on chantait les hymnes de l'ancienne loi, tout en combattant; le langage de ces fanatiques était inintelligible, mais d'autant plus dangereux; leurs formes étaient bizarres, mais elles agissaient sur les sens. Les royalistes, tout en les combattant avec d'autres armes, essayaient de les combattre par le ridicule; mais l'esprit échouait contre le délire de l'enthousiasme, et la raison était impuissante dans la fièvre chaude des passions.

Dans les rangs de l'armée parlementaire servait un homme obscur, qui réunissait au plus haut degré tous les vices et toutes les vertus, toutes les idées et toutes les passions de son parti, et qui était digne d'en être le représentant; un esprit profond, des vues étendues, une ambition sourde et ardente, et une audace de pensée et d'action à l'épreuve de tout, devaient, tôt ou tard, le rendre maître de la faction dont il paraissait être l'instrument. Né d'une famille noble (1603), plus avantagée du côté des talents que de la fortune, Olivier Cromwell avait reçu une éducation soignée; et un esprit précoce, des connaissances étonnantes pour son âge, l'avaient fait admirer et rechercher des princes et des grands, dans le temps où il faisait encore ses études à Cambridge. De bonne heure il se proposa de parvenir à une grande fortune; mais son caractère inquiet, sa physionomie repoussante et ses prétentions excessives l'avaient empêché de réussir. Dans sa jeunesse, il avait pris le parti des armes; l'instinct du talent le portait à cette profession, et il avait étudié l'art dans les ouvrages des tacticiens célèbres; mais comme l'Angleterre était en paix avec toutes les puissances, il avait été obligé d'aller chercher du service en Hollande, et n'y avait pas été accueilli comme il aurait voulu l'être. Mécontent de son sort, il avait essayé de faire fortune dans l'Église; le goût du siècle et son goût particulier lui avaient toujours fait aimer la théologie; ses connaissances dans ce genre étaient bien supérieures à celles de la plupart des ecclésiastiques de son temps. On le soupçonna de puritanisme, et ce soupçon, qui l'empêchait de s'élever au gré de son ambition, l'attacha plus fortement à cette secte, et lui inspira une véritable haine contre la cour et contre la hiérarchie. A l'ouverture du long parlement, il obtint une place dans les communes, mais il ne brilla pas dans les débats politiques; ses principes étaient prononcés et hardis; son élocution, embarrassée et timide, le rendait peu propre à briller à côté de Hambden et de Pym. Sous un

extérieur calme et doux il cachait le feu et les tourments des passions; un œil exercé découvrait sous sa contenance tranquille, modeste, humble même, un orgueil sans bornes et une avidité d'autant plus dévorante qu'elle était concentrée. Son imagination était plus sage que vive; et son esprit réfléchi couvait longtemps dans le silence les idées qu'elle lui suggérait. Froid et insensible, il était enthousiaste au besoin, ou savait le paraître. Indifférent au plaisir, il était tout entier aux affaires, ou du moins ses obscures et passagères jouissances ne lui donnaient pas de longues ni de fortes distractions. Il avait la patience d'attendre les circonstances, et le talent de les saisir. On le jugeait timide, et son courage tenait de l'audace; indécis, et sa fermeté était inflexible; lent, et son activité ne connaissait pas le repos; modéré, et il était extrême dans ses opinions et dans ses mesures. Jamais personne n'offrit un contraste plus frappant entre l'homme extérieur et l'homme intérieur; ses dehors ne trahissaient aucun des affreux secrets cachés dans les profondeurs de son âme; aucun homme ne poussa l'art de l'hypocrisie plus loin que lui, ne sut mieux s'ensevelir en lui-même pour se rendre impénétrable, ni sortir de cette retraite plus à propos pour effrayer, entraîner et subjuguer les esprits. Ce génie actif, malfaisant, mystérieux, était inconnu; la guerre éclata; il leva le voile qui le couvrait; il subjugua les uns; il effraya les autres, et les étonna tous par sa présence.

A la tête de l'armée du parlement se trouvait le comte d'Essex. Son nom donnait du relief à la cause qu'il défendait, et ralliait à lui des hommes distingués de la noblesse. Essex avait beaucoup d'ambition et peu de moyens, et encore plus de vanité et d'orgueil que d'ambition. Moins avide de pouvoir que de considération, et plus jaloux des honneurs attachés aux grandes places, que de l'élévation même, il aurait supporté sans peine qu'un autre eût eu plus de crédit que lui, pourvu qu'il en eût gardé les décorations et les dehors. Les préférences que le roi avait données, dans toutes les occasions, au comte de Strafford, avaient blessé son amour-propre, et les hauteurs du favori avaient achevé de détacher Essex du parti de la cour. Partisan de la monarchie par principes, il combattit le monarque; ennemi de l'insurrection, il leva l'étendard de la révolte, parce que les chefs du parti populaire eurent l'art de lui persuader que leurs projets ne menaçaient pas le trône, et que son orgueil fut flatté de l'idée de se montrer supérieur à ce qu'on appelait les préjugés de son rang et de sa naissance. Il croyait de bonne foi qu'il aurait la gloire d'assurer l'autorité du roi et la liberté du peuple, qu'il saurait contenir les

passions de son parti, modérer les prétentions du parti opposé, et qu'il les dominerait tous; et il ne prévoyait pas qu'il serait tôt ou tard le jouet de l'un, et l'objet du mépris de l'autre. Ses talents médiocres étaient singulièrement disproportionnés au rôle qu'il jouait, bien plus encore à celui qu'il voulait jouer; mais il avait trop peu d'esprit pour le sentir. Quoique brave, il n'aurait pas conduit les opérations de l'armée parlementaire avec beaucoup d'habileté, si Hambden, Waller, Fairfax, Cromwell et autres officiers de mérite ne l'avaient pas servi de leur tête et de leur bras.

Charles, plus soldat que capitaine, avait donné toute sa confiance à son neveu, le prince palatin, Robert. Ce prince, fils de l'infortuné Frédéric V, avait appris le métier de la guerre en Hollande, sous l'illustre Frédéric Henri. Intrépide, entreprenant, inconsidéré, il se laissait entraîner par son humeur fougueuse; il manquait de la première qualité d'un général, le sang-froid; ses défauts devinrent funestes à la cause qu'il défendait. D'ailleurs, la déférence que Charles avait pour ses avis, et l'autorité qu'il lui laissait prendre dans l'armée, blessaient l'orgueil national, et les seigneurs anglais obéissaient à regret à un étranger. Robert, nourri et élevé dans les camps, n'avait pas le don de cacher ou de se faire pardonner son ascendant; son ton tranchant, ses manières brusques, ses propos peu mesurés, achevèrent de lui aliéner les esprits.

L'armée d'Essex montait à seize mille hommes; il l'avait rassemblée à Northampton. Charles avait formé la sienne à Shrewsbury; et avec l'argent que lui avaient fourni la noblesse et l'université d'Oxford, il avait porté ses forces à quatorze mille hommes. Durant toute cette guerre, les armées respectives ne furent jamais beaucoup plus nombreuses; le défaut de numéraire empêchait des deux côtés des efforts considérables. Les armées royales tâchaient de frapper des coups décisifs et d'engager des batailles; cette tactique leur convenait, parce que le roi n'avait pas assez de moyens pour traîner la guerre en longueur. Par la raison opposée, les généraux du parlement évitaient les actions décisives; plus la guerre durait, plus le peuple s'accoutumait à obéir au parlement, et perdait l'habitude de respecter l'autorité royale. Le but de toutes les opérations du roi devait être de marcher sur Londres, et de s'emparer de la ville; elle était le siége du parlement, le foyer de la révolution; son exemple avait entraîné les provinces, son exemple devait les ramener à la soumission et à l'ordre. Charles sentait de quelle importance il était

pour lui de se rendre maître de la capitale; mais les chefs du parti parlementaire connaissaient trop bien leurs intérêts, pour ne pas tâcher de l'en éloigner. Ils menacèrent les partisans du roi sur plusieurs points; et Charles, adoptant un faux système d'opérations, divisa ses forces au lieu de les concentrer. La guerre se fit en même temps dans le nord et dans le midi, à l'est et à l'ouest. Les royalistes perdirent tout en ne voulant rien sacrifier; et négligeant le point central de leurs opérations, ils furent battus en détail dans toutes les provinces. Rien ne prolongea plus la guerre et ne différa plus le dénoûment, que les négociations simulées qu'entamaient sans cesse les deux partis. Lorsque les hostilités commencèrent, le parlement et le roi ne désiraient pas sincèrement la paix; le parlement voulait se concilier l'opinion publique, et mettre les apparences de son côté; le roi, qui le savait, opposait aux propositions captieuses de ses adversaires d'autres propositions du même genre; et ces ouvertures réciproques, qui n'étaient que des ruses de guerre, ralentissaient les opérations sans amener de résultat. Dans la suite, aussi souvent que l'un des deux partis menaça de prendre une supériorité décisive et durable, les vaincus essayèrent de se rapprocher sérieusement des vainqueurs; mais les derniers haussaient leurs prétentions à mesure que les premiers diminuaient les leurs, et ne voyaient de sûreté pour eux-mêmes que dans l'entière humiliation de leurs ennemis. De là, de nouvelles ruptures et la prolongation des hostilités.

Au commencement de la guerre, les troupes du parlement, moins aguerries que celles du roi, et composées en grande partie d'artisans, reçurent quelques échecs, qui ne furent pour elles que d'utiles leçons. Les royalistes ne surent pas profiter de leurs avantages. Ce fut à Edgehill, le 23 octobre 1642, que les deux armées se trouvèrent pour la première fois en présence l'une de l'autre, et que la guerre civile éclata dans toute sa force et son activité. La cavalerie parlementaire fut battue par celle du roi, que commandait le prince Robert; mais l'infanterie de l'armée d'Essex soutint avec honneur l'effort du combat; et le prince s'étant laissé entraîner trop loin à la poursuite des ennemis, la bataille resta indécise. Les deux partis s'attribuèrent la victoire, et aucun d'eux ne continua les opérations avec vivacité; des deux côtés, on se contenta de prendre des villes dont la perte ou la conquête ne décidait rien, et ne donnait à personne une supériorité réelle. L'année suivante, le 20 septembre 1643, Essex attaqua l'armée royale à Newbury; son infanterie lui assura la victoire, mais elle ne fut pas brillante; Charles

ne parut pas affaibli, et tint la campagne tout le reste de l'année.

Plus les succès étaient balancés, plus la situation du roi devenait critique ; ses ressources diminuaient, et des négociations actives et heureuses augmentaient celles du parlement. Les Écossais, familiarisés avec l'insurrection, étaient accoutumés à porter les armes contre leur souverain ; ce peuple naturellement brave, déjà aguerri, et prêt à combattre du moment où on lui offrait de l'argent, était un allié précieux pour les chefs du parti populaire. Le parlement demanda du secours à l'Écosse ; il allégua que l'identité des intérêts devait rapprocher les deux nations, et fit espérer aux Écossais d'amener le rapprochement et la réunion des deux Églises. Bientôt on conclut une alliance sous la forme d'un covenant, la plus agréable à l'Écosse. Les états de ce royaume s'engagèrent à soutenir la cause commune en levant une armée de vingt mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux. Les frais de l'équipement devaient tomber à la charge du parlement d'Angleterre ; il s'engagea à payer aux Écossais trente mille livres sterling par mois. Cet argent devait être pris sur ceux qu'on appelait les malveillants, c'est-à-dire sur les royalistes secrets ou prononcés ; par cette mesure, le parlement punissait ses ennemis, enlevait au roi des moyens de résistance, et se conciliait le peuple.

L'alliance de l'Angleterre avec l'Écosse fut pour Charles un événement désastreux. Depuis ce moment, la balance pencha en faveur de ses adversaires ; ils obtinrent et conservèrent une supériorité décisive, et lui-même fut obligé de partager plus que jamais son attention et ses forces. Sentant la nécessité de concentrer ses moyens d'attaque et de défense, il se proposa de faire une trêve avec les rebelles d'Irlande ; mais ce parti lui fit du tort dans l'opinion publique. Ses ennemis se servirent de ces démarches pour persuader au peuple que le roi n'avait combattu les Irlandais qu'afin de sauver les apparences, et que, catholique lui-même dans le fond du cœur, il allait employer les secours des catholiques contre les protestants. Cette accusation paraissait d'autant plus fondée, qu'il y avait beaucoup de seigneurs anglais catholiques dans l'armée royale. Les partisans de Charles essayèrent de le servir, en organisant des conjurations qui le rendissent maître de Londres. Ces projets mal conçus et mal exécutés, où l'on prenait des désirs pour des espérances, et des espérances pour des moyens de succès, toujours découverts et toujours punis, se tournaient contre ceux mêmes qui les avaient préparés, et devenaient, entre les mains de leurs adversaires,

des armes dont ils se servaient pour soulever tous les esprits contre le roi. La cour fit sonder et solliciter le comte d'Essex pour l'attirer de son côté ; son exemple eût entraîné un grand nombre de partisans du parlement ; mais le comte rejeta toutes les propositions qu'on lui fit ; il s'imaginait qu'il dicterait tôt ou tard la paix aux royalistes, et le rôle de médiateur qu'il comptait jouer lui paraissait plus beau que celui de transfuge. Charles crut un moment qu'il enlèverait au parlement rebelle toute son autorité, en convoquant à Oxford un parlement composé de tous ceux qui avaient quitté ou qui quitteraient l'autre. Cette mesure venait trop tard ; pour réussir, il aurait fallu l'adopter au commencement de la guerre, dissoudre formellement le parlement de Londres et en créer un nouveau ; mais dans l'état où étaient les affaires du roi, il ne devait pas s'attendre que le parlement d'Oxford fût respecté ; l'autre avait pour lui l'opinion et la force ; on ne pouvait rien opposer à ces deux puissances. Aussi cette convocation ne servit-elle qu'à mettre la faiblesse de Charles dans tout son jour, et à procurer un nouveau triomphe au parti populaire. Quarante-trois seigneurs et cent dix-huit membres des communes se rendirent à l'invitation du roi ; mais cette assemblée, reconnaissant son insuffisance, ne tarda pas à se séparer. Charles avait cru embarrasser le parlement en faisant enlever le grand sceau à Londres ; lord Lyttleton l'avait porté au quartier général ; le parlement ordonna qu'on en fît un autre, et prouva par cette démarche qu'il s'arrogeait à la fois la souveraineté et le gouvernement.

Tous les moyens d'attaque, imaginés par le roi lui-même ou par son parti, étaient mal calculés ou disproportionnés à l'effet qu'ils devaient produire. Comme ces moyens n'avaient pas eu le succès désiré, il fallut recourir de nouveau aux armes, et Charles vit clairement que la force seule pouvait décider ce grand procès. L'armée d'Écosse s'était réunie à celle du parlement, et avait formé le siége d'York ; le prince Robert l'avait fait lever. Malgré l'avis du marquis de Newcastle, qui commandait avec lui les troupes royales, il engage la bataille de Marstonmoor (1644) contre l'armée parlementaire, commandée par le comte de Manchester, Fairfax, Lesley et Cromwell. L'aile droite du roi est victorieuse, mais l'aile gauche est entièrement battue ; sa défaite rend inutiles les avantages remportés par les autres troupes, et la victoire de l'armée du parlement est complète. Cet événement fut décisif ; depuis la bataille de Marstonmoor, les affaires du roi ne se relevèrent plus, et le succès, qui légitime tout aux yeux du grand nombre, consolida l'au-

torité du parlement. Les partisans de Charles furent intimidés; ils abandonnèrent sa cause, ou craignirent du moins de se prononcer en sa faveur et de le servir. Le roi lui-même redouta de plus grands malheurs; il pressa la reine de quitter l'Angleterre; elle céda à regret, mais elle céda dans l'espérance de lui trouver des alliés et des vengeurs, et elle se rendit en France.

La victoire de Marstonmoor était due en grande partie à la valeur des Écossais; le parlement voulut se montrer reconnaissant, et l'archevêque de Cantorbéry, Laud, fut immolé à la haine de cette nation. Ce malheureux vieillard languissait en prison depuis l'arrestation de Strafford. Auteur innocent des troubles de l'Écosse et de l'Angleterre, il avait fait beaucoup de mal en croyant faire le bien, et son zèle aveugle avait entraîné Charles dans le précipice; mais, bien loin d'avoir trahi son pays, il avait cru le servir en tenant cette conduite irréfléchie. On voulait du sang; il fut jugé et trouvé coupable. Il fallait accoutumer le peuple aux supplices, et punir des torts comme des crimes, pour que les crimes du parti populaire parussent des actions nécessaires et dictées par l'intérêt public. Laud fut décapité. Ses défenses et le discours qu'il prononça sur l'échafaud étaient propres à convaincre de son innocence les esprits les plus prévenus, et à toucher les cœurs les plus insensibles; le fanatisme, qui ferme l'esprit à l'évidence et le cœur aux sentiments de l'humanité, applaudit au supplice de Laud, comme si l'existence de ce vieillard faible et impuissant eût été un danger pour l'État.

Les presbytériens triomphaient, mais déjà se préparait leur chute. Les indépendants, longtemps timides, peu nombreux, et cachés sous le masque du presbytérianisme, commençaient à développer les plans qu'ils avaient ensevelis dans le secret et dans le silence. Les presbytériens voulaient la destruction de la hiérarchie et la nullité de la puissance royale, et leurs opinions exagérées avaient réduit au silence ceux qu'on appelait les politiques dans le parlement, et qui désiraient simplement de ramener la constitution de l'Angleterre au véritable esprit du gouvernement mixte. Mais les presbytériens voulaient du moins établir dans l'Église un ordre fixe, et conserver dans l'État la dignité royale; les indépendants étaient également contraires à l'un et à l'autre. Dans leur système, l'Église devait exister sans prêtres, sans symbole, sans discipline, sans cérémonies, sans règle, et les membres de la société religieuse ne devaient obéir qu'aux inspirations de la grâce. L'État devait être organisé sur des

principes à peu près semblables. La démocratie était la seule forme qui convînt à la dignité de la nature humaine, et qui assurât la liberté générale; toute espèce de distinction devait être abolie. Point de roi, point de pairs, égalité entière et parfaite, telle était leur devise et leur signe de ralliement. Cette doctrine n'était au fond qu'une exagération de celle des presbytériens; elle devait plaire aux esprits bornés, parce qu'elle n'était rien moins que compliquée, et qu'on pouvait la saisir sans un haut degré d'intelligence; aux têtes ardentes qui haïssent la mesure dans les idées, parce qu'elle était extrême; aux ambitieux, parce qu'elle était enivrante pour le peuple, et qu'elle leur fournissait un excellent moyen de l'égarer et de l'asservir. Dans la secte des indépendants, se trouvaient beaucoup de fanatiques de bonne foi, et quelques hommes profondément pervers qui empruntaient le langage et les dehors du fanatisme, et qui, au milieu de leur délire apparent, conservaient tout le sang-froid nécessaire pour diriger et employer à leur gré la frénésie des autres. Les constitutionnels avaient succombé sous l'ascendant des presbytériens, parce qu'ils avaient fait cause commune avec eux, et qu'ils s'étaient flattés de les employer, de les contenir et de les traiter comme des instruments qu'on brise à volonté après s'en être servi. Ils oubliaient que, dans les révolutions, les plus violents font toujours la loi. Les presbytériens furent asservis et écrasés par les indépendants, parce qu'ils firent la même faute que les constitutionnels, qu'ils s'endormirent dans la même sécurité, et ne se réveillèrent que pour hâter les triomphes de leurs ennemis.

Il eût suffi, pour prévoir les succès des indépendants, de compter Cromwell dans leurs rangs. Sa sagacité naturelle et l'observation assidue de la marche de tous les partis lui avaient fait saisir de bonne heure deux idées mères, qui devinrent ses principes directeurs au milieu des orages politiques, et qui expliquent la prodigieuse fortune de cet usurpateur. L'une était, que le parti le plus exagéré devait l'emporter sur ceux qui prétendaient mettre de la mesure dans l'anarchie révolutionnaire; l'autre, que la force armée devait nécessairement finir par faire la loi. Longtemps il ajourna ses projets, il dissimula ses espérances, et les hommes les plus éclairés ne voyaient en lui qu'un presbytérien prononcé. Après la victoire de Marstonmoor, à laquelle il avait beaucoup contribué, il crut le moment favorable pour commencer ses attaques contre les presbytériens. L'essentiel était de leur enlever l'influence qu'ils avaient sur l'armée. Cromwell, Tate, Haslerig et les autres chefs des

indépendants proposèrent au parlement de recréer l'armée sur un nouveau mode, et d'exclure lui-même tous ses membres de tous les emplois militaires et civils. Ils lui persuadèrent que cet acte de désintéressement et de patriotisme exciterait l'enthousiasme universel, et que la nation serait plus que jamais docile et soumise aux ordres d'une assemblée qui lui donnerait cette preuve d'esprit public. Dans un moment de ferveur politique et religieuse le parlement accueillit cette proposition, et exigea de tous ses membres de signer un acte qu'on appela l'acte de renoncement à soi-même. En conséquence, on ôta le commandement au comte d'Essex, et sur l'avis de Cromwell on le donna à Fairfax, qu'on chargea d'organiser les troupes. Fairfax était, sans le savoir, l'instrument de Cromwell. Il était honnête homme et bon soldat; sa femme, presbytérienne zélée, l'avait engagé à épouser la cause du parlement. Il servait cette cause avec zèle et avec succès. Cromwell, qui avait sur Fairfax tout l'ascendant d'un esprit supérieur sur un esprit faible, maîtrisait ses sentiments, lui dictait ses opinions, et dirigeait sa conduite. Fairfax n'avait pas assez de finesse pour deviner et déjouer les ruses de l'homme qui le gouvernait. En lui faisant déférer le commandement général, Cromwell devenait lui-même le chef de l'armée. A la vérité, l'acte de renoncement le regardait aussi bien que tous les autres membres du parlement; mais Fairfax déclara qu'il ne pouvait se passer de lui, et le parlement, qui ne soupçonnait pas les vues profondes de Cromwell, et qui connaissait ses talents militaires, consentit à faire, en sa faveur, une exception à la règle. Il resta donc à l'armée (1644); Fairfax et lui la remplirent d'hommes qui leur étaient dévoués, et les indépendants furent bientôt en possession de toutes les places d'officiers.

Fairfax et Cromwell se hâtent de justifier la confiance du parlement par de nouveaux exploits; ils rencontrent l'armée royale près de Naseby, et l'attaquent (1645). La bataille est longtemps douteuse; ce fut le génie de Cromwell qui la décida. Jamais Charles ne montra une plus grande valeur; on fut obligé de l'empêcher de charger presque seul l'infanterie parlementaire qui venait de remporter la victoire. Les débris de l'armée royale se sauvèrent dans la plus grande confusion; le bagage de Charles fut pris, on y trouva sa cassette qui contenait toute sa correspondance particulière, et ses ennemis se servirent de ses lettres pour le perdre de plus en plus dans l'opinion publique. Lui-même se retira dans le pays de Galles qui lui avait donné des preuves multipliées de fidélité et de dévouement. Le prince Robert se jeta dans Bristol, et

rendit peu de temps après cette place importante, sans y être contraint par la nécessité. Le roi en fut tellement irrité, qu'il lui ôta le commandement et le congédia.

Jamais les affaires du roi n'avaient été dans une situation plus déplorable. Après la bataille de Naseby, ses ressources se trouvaient épuisées, ses troupes découragées et réduites à un petit nombre. Il manquait d'hommes et d'argent. La cour de France, et la reine elle-même, lui firent conseiller de se rapprocher des presbytériens, d'écouter et de recevoir leurs propositions. Ce conseil était sage. Les presbytériens commençaient à s'éclairer sur les vues secrètes et sur les moyens des indépendants; ils sentaient qu'ils s'étaient perdus eux-mêmes en voulant perdre le roi, que les passions les avaient emportés trop loin, et qu'une coalition prompte avec le trône et ses partisans pouvait seule les sauver. Depuis cette époque, ils ne cessèrent pas de négocier avec Charles; mais une obstination égale des deux parts empêcha de rien conclure. Les presbytériens, accommodants et faciles sur d'autres points, ne voulaient pas se relâcher sur la hiérarchie. Charles aurait sacrifié une partie de sa prérogative plutôt que les évêques, et il ne croyait pas que sa conscience lui permît de composer avec ses adversaires sur cet article important. Les négociations se rompirent, pour se renouer encore plusieurs fois, et pour se rompre de même.

Dans cette position critique, Charles n'avait que le choix des inconvénients, et tous les partis étaient presque également dangereux. Il s'imagina que les Écossais étaient, de tous ses ennemis, ceux qui méritaient le plus sa confiance; que s'il s'abandonnait à eux, ils seraient flattés de la préférence qu'il leur accordait sur les Anglais, que sa confiance exciterait leur générosité, que les anciennes jalousies nationales se réveilleraient, et que l'Écosse n'oublierait jamais que les Stuart lui avaient appartenu avant de monter sur le trône d'Angleterre. Montreuil, envoyé de France, fut chargé d'entamer cette négociation. Elle ne fut ni longue ni difficile. Les Écossais sentaient quelle importance ils acquéraient pour tous les partis, du moment où ils seraient maîtres de la personne du roi. Charles donne ordre (1646) que Newarck, qu'ils assiégeaient, leur ouvre ses portes, et il se rend dans leur camp. Prisonnier de ses sujets, il est obligé de les suivre à Newcastle, mais il est tranquille, et se croit en sûreté sous leur sauvegarde. Pendant qu'il se livre à une entière sécurité, le parlement offre aux Écossais de leur payer tous les arrérages qui leur sont dus, s'ils consentent à lui livrer le roi,

et à quitter l'Angleterre ; ils ont la lâcheté d'y consentir ; le parlement d'Écosse lui-même sanctionne cette perfidie ; les Écossais reçoivent quatre cent mille livres sterling ; le roi est livré à ses ennemis, et conduit à Holdenby, le 30 janvier 1647. Le parlement d'Angleterre, et les Écossais eux-mêmes, se félicitent de cette mesure, et y voient le triomphe du presbytérianisme.

Mais l'armée, composée d'indépendants, ne pouvait voir avec indifférence les presbytériens maîtres de la personne du roi, et paraissait peu disposée à leur laisser cet avantage. Le parlement, fier de sa supériorité, veut se débarrasser de cette armée victorieuse qui l'inquiète et le menace. La guerre était terminée par la captivité du roi ; le parlement veut envoyer une partie des troupes en Irlande, et licencier l'autre. Ce projet était d'une exécution difficile ; l'armée était trop redoutable pour être facilement intimidée ; elle était trop indisciplinée pour être docile. Le mécontentement éclate ; on accuse le parlement d'ingratitude, d'incapacité, de despotisme ; Cromwell fomente les troubles, il conseille et dicte des adresses menaçantes, et condamne en apparence les officiers qui les présentent. Il permet que les soldats se forment en assemblées délibérantes, et que la force armée, qui doit obéir, commande. Dans chaque compagnie on nomme des agitateurs chargés de veiller aux intérêts du corps ; l'armée devient une espèce de république ambulante. Le point capital était d'enlever au parlement la personne du roi. Un cornette nommé Joyce, qui avait été tailleur avant de prendre les armes, se charge de l'enlever à Holdenby ; il exécute son projet sans rencontrer de résistance, et le roi est conduit à Hamptoncourt, le 3 juin 1647.

Le parlement tremble ; ses ordres ne sont plus respectés, et de nouveaux usurpateurs lui enlèvent un pouvoir usurpé. L'armée, qui sent qu'elle peut ce qu'elle veut, marche sur Londres ; en accusant de trahison onze membres du parlement, elle demande qu'ils en soient exclus, et qu'on les traduise devant les tribunaux. Le parlement essaye de soulever et d'armer contre les soldats le peuple de Londres, presque tout composé de presbytériens ; mais il reconnaît bientôt que ces bourgeois timides et mal aguerris ne feraient qu'une faible résistance, qui augmenterait le mal loin de le prévenir. Le parlement cède et l'armée triomphe ; les presbytériens ont perdu le pouvoir ; il a passé aux indépendants, ou plutôt il est tout entier dans les mains de Cromwell et de son gendre Ireton.

Cependant Charles, toujours à Hamptoncourt, est caressé par les

deux partis et se flatte que leurs divisions lui rendront son autorité. Les presbytériens font des propositions d'accommodement, et Cromwell lui donne des espérances brillantes ; mais il se défie des premiers, et l'autre le trompe. Cromwell craint qu'un coup de main ne lui enlève le roi; il veut l'éloigner, et en même temps donner à sa retraite l'air d'une fuite perfide, afin de hâter et d'achever sa ruine. Il lui fait conseiller secrètement de quitter Hamptoncourt et de se retirer dans l'île de Wight. Les gardes du roi facilitent son évasion ; Asburnham et Berckeley accompagnent Charles dans sa fuite ; il laisse au parlement une lettre dans laquelle il justifie sa démarche, et accuse cette assemblée de tous les malheurs de l'Angleterre. Charles croit trouver dans le colonel Hammond, gouverneur de l'île de Wight, un homme dévoué; Hammond était la créature et l'ami de Cromwell, et le roi se retrouve prisonnier. Ses ennemis profitent de son absence pour le calomnier et pour exaspérer contre lui l'armée et la populace de Londres. Cromwell achève par ses discours et par ceux de ses amis, de perdre le roi et la dignité royale dans l'opinion publique. En même temps, il étouffe dans sa naissance, par sa fermeté et par son courage, un nouveau parti, né du sein des indépendants. Les niveleurs, ennemis de toute autorité, peuvent devenir funestes à l'ambition de Cromwell ; il les dissipe par la terreur et les contient par les supplices.

Mais la captivité de Charles réveille l'intérêt de ses partisans. Les Écossais, honteux de leur lâcheté et voulant l'expier, s'arment pour le délivrer, et, sous les ordres du duc de Hamilton, entrent en Angleterre (1648). La principauté de Galles les imite, mais l'habile Cromwell ne leur donne pas le temps d'unir leurs forces et de devenir redoutables. Les Écossais et les Gallois battus découragent par leur exemple les amis du trône dans les autres provinces. Les presbytériens, effrayés de l'ascendant que ces nouvelles victoires donnent à leurs ennemis, veulent rétablir la monarchie pour se sauver eux-mêmes ; les conférences s'ouvrent entre leurs commissaires et ceux du roi; des deux côtés l'on se rapproche, mais l'épiscopat est toujours l'écueil contre lequel les négociations échouent.

Cromwell, fier de ses victoires et sûr de sa toute-puissance sur l'armée, jette enfin le masque. Il veut que le roi périsse, car son existence seule est un obstacle à son ambition, et il veut achever d'abattre le parti des presbytériens, en leur faisant commettre un crime qui les couvre d'une honte ineffaçable ; il veut surtout que ce terrible exemple répande une

terreur générale, et empêche le peuple de reculer dans la carrière de la révolution. L'armée demande formellement que le roi soit jugé. L'infortuné Charles est transféré de l'île de Wight au château de Hurst, et de là à Londres. L'armée entre dans Londres, et elle s'empare des avenues de la chambre des communes. Cent cinquante membres en sont exclus, quarante sont mis en prison. Les presbytériens crient à l'illégalité et à l'usurpation, tandis qu'on ne fait que leur appliquer leurs propres maximes. La chambre des pairs se refuse au crime qu'on ose lui proposer ; mais sa généreuse résistance ne sauve pas l'infortuné monarque. Les indépendants déclarent que le peuple seul est souverain, dans le moment où ils l'asservissent, et prononcent que les communes, dont ils se jouent, ont seules le pouvoir législatif. Cromwell fait nommer par la chambre basse, ainsi décimée, une commission composée de ses créatures pour juger le roi. Bradshaw, digne chef d'un tel tribunal, y préside. Charles, traduit devant ces hommes coupables et vils, montre la fierté de l'innocence, et oppose à ses sujets rebelles qui osent l'interroger, les principes de la constitution anglaise. Le malheur et la crainte ne lui font pas oublier qu'un roi d'Angleterre ne peut être jugé que par sa conscience et par la divinité; que des hommes qui méritent d'être accusés, ne sauraient être accusateurs; que des accusateurs ne peuvent pas s'ériger en juges. Il décline avec noblesse de reconnaître l'autorité de ses ennemis, et refuse de leur répondre. Il est jugé par contumace, et on le condamne à la mort. Trois jours s'écoulent entre le jugement et l'exécution. Cet intervalle n'amène pas le repentir de ses ennemis, mais il sert à faire paraître dans tout son éclat la piété de Charles, et lui laisse le temps de révéler toute la beauté de son âme, en pardonnant à ses bourreaux. Le 30 janvier de l'an 1649, sa tête tombe sur l'échafaud.

Le bruit de cette chute retentit dans toute l'Europe, et porta dans tous les cœurs les frémissements de la terreur et de la pitié. Dans ce supplice d'un homme de bien, les gens de bien pleurèrent les destinées de la vertu; dans cet exemple frappant des vicissitudes du sort, les âmes sensibles mesurèrent toute la profondeur de la misère de l'homme; par ce triomphe du crime, le philosophe put juger de l'activité et de l'audace des passions; l'Angleterre sentit qu'il y a des forfaits inexpiables.

CHAPITRE XIII.

ESSAIS MALHEUREUX DE CONTRE-RÉVOLUTION EN IRLANDE ET EN ÉCOSSE. — CROMWELL CHASSE LE LONG PARLEMENT. — CROMWELL PROTECTEUR. SON GOUVERNEMENT. SA MORT. — ÉLÉVATION MOMENTANÉE DE RICHARD. — MONCK. — RESTAURATION DU ROI.

Le meurtre de Charles Ier était un assassinat juridique, et cet assassinat était l'ouvrage d'un petit nombre d'hommes qui avaient emprunté à la justice ses formes et au peuple son nom, pour commettre ce crime. La nation anglaise, étrangère à ce forfait, fut partagée entre l'indignation contre les bourreaux et une pitié profonde pour l'auguste victime qu'ils avaient immolée. Les malheurs du roi avaient effacé ses torts. Plus grand dans sa mort qu'il ne l'avait été durant sa vie, sa noble fermeté avait inspiré un intérêt général pour sa personne. Un ouvrage intitulé *l'Image royale,* qui contenait la peinture touchante de son caractère et de ses sentiments, et dont on avait répandu les exemplaires avec profusion, avait fait une profonde impression sur tous les esprits. Mais la nation, qui n'avait pas su prévenir sa mort, ne sut pas la venger; une majorité immense était contenue par la hardiesse d'une faible minorité. La masse du peuple, unanime à condamner cet attentat, était étonnée de l'audace criminelle de ses chefs, ou intimidée par leur puissance; elle semblait sanctionner leurs démarches par son silence et son inaction, qu'elle expiait en secret par son repentir et ses larmes. Elle frémissait en voyant où les prétendus amis de la liberté l'avaient conduite; elle ne voulait pas aller en avant, mais elle croyait ne pas pouvoir reculer sans s'exposer à de plus grands malheurs. Les différents partis assuraient par leurs divisions le triomphe de leurs ennemis communs. Plus frappés de ce qui les séparait que de ce qui eût dû les unir, ils craignaient par-dessus tout les succès de l'un d'entre eux. D'ailleurs, la terreur glaçait les esprits; ceux qui avaient immolé Charles paraissaient avec raison capables de tout; personne ne pouvait se croire en sûreté, après ce renversement de toutes les lois, et l'Angleterre vit tomber la tête de son roi sans faire le moindre mouvement en sa faveur.

Ce tragique événement ne troubla point la tranquillité de l'Europe. On ne saurait croire que les souverains l'apprirent avec indifférence; mais aucun d'eux ne se prononça fortement contre cet attentat, bien moins encore pensèrent-ils à s'armer pour le punir. Quand, dans un pays, une faction, ou un peuple égaré par des factieux, déplace la souveraineté par des moyens violents, et envoie le légitime souverain au supplice, une révolution de ce genre doit quelquefois provoquer de la part des autres États des mesures vigoureuses, parce qu'elle menace leur propre existence, et que la stabilité de l'ordre social est bien plus encore la cause des peuples que celle des gouvernements. Mais différentes causes expliquent et justifient même l'apathie des puissances de l'Europe en apprenant cette terrible catastrophe. La position géographique de l'Angleterre isolait en quelque sorte le danger et neutralisait le venin. Les communications entre les différentes nations de l'Europe n'étaient pas encore aussi fréquentes ni aussi intimes qu'elles le sont devenues depuis. La circulation des idées n'était ni rapide ni générale, et le puissant véhicule de la vérité et de l'erreur, l'imprimerie, était bien éloigné d'avoir atteint l'activité prodigieuse que nous lui voyons; les gazettes étaient à peine connues; les pamphlets politiques étaient plus rares et trouvaient moins de lecteurs. De plus, les auteurs de la révolution d'Angleterre n'avaient pas donné à leurs principes une généralité alarmante; ils n'avaient pas prétendu les appliquer à tous les gouvernements, et n'avaient pas invité les autres nations à suivre leur exemple. Enfin, la situation politique de la plupart des puissances leur permettait à peine de donner une attention suivie aux troubles de l'Angleterre; elles étaient, à plus forte raison, hors d'état d'agir pour les apaiser. La paix de Westphalie venait d'être conclue; les États qui avaient porté le fardeau de la guerre, dépeuplés et appauvris, ne demandaient que le repos, et ne pouvaient ni ne voulaient s'engager dans de nouvelles entreprises. C'était le cas de l'Allemagne, de la Suède et du Danemark. La France était encore engagée dans la guerre avec l'Espagne; elle-même était agitée par des divisions intestines, et Mazarin se félicitait de ce que la même maladie politique empêchait l'Angleterre de profiter de la faiblesse de la France. La république des Provinces-Unies, qui était sortie victorieuse de sa longue lutte avec ses anciens maîtres, et qui se trouvait au plus haut degré de richesses et de puissance, pouvait inquiéter le parti dominant en Angleterre. La Hollande avait fait passer à Charles Ier des secours indirects d'hommes et d'argent; mais, au fond,

elle gagnait aux divisions intestines de l'Angleterre, sous le rapport du commerce et de la puissance maritime, et elle ne prévoyait pas que la révolution prêterait une nouvelle force à sa rivale et lui donnerait un nouvel élan. Le prince d'Orange, Guillaume II, stathouder de la république, était gendre du roi qu'on venait d'envoyer au supplice, et ce jeune prince, ambitieux et actif, sollicitait en effet les états généraux de venger le meurtre de son beau-père; mais le parti opposé traversait ses desseins, et sa mort subite rassura bientôt l'Angleterre.

Cromwell et ses partisans connaissaient tout l'avantage que leur donnait la situation politique de l'Europe, et ne le négligèrent pas. Trop avancés pour reculer, ils sentaient qu'il fallait marcher dans le même sens, pour faire croire qu'ils avaient agi par principes et non par intérêt, et que leurs démarches avaient été le résultat d'un système, et non l'effet des passions. Ils jugeaient bien que du moment où ils s'arrêteraient ils seraient perdus, et qu'au lieu de recueillir le fruit de leurs crimes, ils pouvaient en porter la peine. Cromwell, fidèle à son plan de tout diriger sans paraître le faire, jusqu'à ce qu'il fût assez puissant pour se passer de ses créatures, continuait à être l'âme de toutes les opérations de son parti. La chambre des communes mutilée, par les soldats, avait déclaré que la souveraineté résidait dans le peuple; et dans le moment où elle énonçait ce principe subversif de la constitution, par une inconséquence, dont elle s'apercevait sans en rougir, elle s'arrogeait la souveraineté absolue. S'étant investie du pouvoir suprême, sous prétexte d'assurer la liberté, elle détruisit toutes les institutions qui pouvaient gêner son despotisme, et toutes les autorités qui étaient les sauvegardes de la liberté. La chambre des pairs, jugée inutile et même dangereuse, est abolie; on déclare les pairs éligibles au parlement comme le reste des citoyens; la royauté est proscrite; on annulle les anciens serments d'allégeance ou de suprématie; on crée un nouveau grand-sceau: on ordonne de battre une nouvelle monnaie, et l'on proclame la république. Ce sont quatre-vingts membres des communes qui renversent ainsi la constitution à laquelle ils doivent leur existence, et hors de laquelle ils ne sont que des particuliers sans titre, ou d'audacieux usurpateurs. Le nom vague et séduisant de république doit déguiser la tyrannie qu'ils établissent. Tous les bons esprits et les vrais citoyens sentent que ces formes démocratiques sont incompatibles avec la vraie liberté, et ne voient dans ce nouveau régime que l'abus de la force; la plupart des Anglais abhorrent ou méprisent les hommes coupables ou

faibles qui l'établissent; mais l'armée commande et menace, le peuple obéit et se tait.

Bientôt ce *Rump-parliament,* comme le nomment les Anglais, crée un conseil d'État composé de trente-neuf personnes; et craignant que les juges ne montrent trop peu de complaisance à ses volontés, il les renouvelle, et crée une cour de justice, entièrement dépendante de lui, et à qui il suffit que le parlement accuse, pour que l'innocence paraisse coupable et qu'elle soit condamnée et punie. Afin de frapper le peuple d'épouvante et de contenir la noblesse par des exemples de sévérité, le glaive qui a fait tomber la tête du roi, abat celle de ses plus zélés partisans; le duc de Hamilton, le baron de Cappel, le comte de Holland et plusieurs autres royalistes sont punis de leur fidélité, et partageant le sort de leur maître jusqu'à leur fin, ils éprouvent les mêmes malheurs et montrent le même courage que lui. La nation les plaint, les admire, et ne fait rien pour les sauver; la populace de Londres applaudit à leur supplice, et dans l'injustice qui n'épargne personne, elle croit voir l'égalité de la justice.

Cependant, l'Irlande et l'Écosse désavouent les crimes du parlement d'Angleterre, et adoptent d'autres principes. Charles II, le légitime héritier du trône, s'était retiré en Hollande. Ce prince, léger et insouciant autant que spirituel et aimable, avait puisé dans les excès du zèle religieux, de l'indifférence pour les idées religieuses, et dans ceux du fanatisme politique, un vif attachement aux maximes de son père sur l'autorité royale. Déjà s'annonçaient chez lui tous les défauts que onze années de malheurs devaient encore développer, avant qu'il remontât sur le trône; de la bravoure et de la faiblesse, de l'ardeur et de l'indolence, la passion du plaisir et des dehors d'austérité dont l'esprit du temps lui imposait la loi. Les Irlandais et les Écossais qui ne le connaissent pas, et qui croient que l'infortune dans laquelle s'est passée sa jeunesse, aura été pour lui l'école de la vertu, veulent le proclamer roi. Les Irlandais, presque tous catholiques, se flattent qu'il partage leurs sentiments, et qu'il sera l'ennemi des protestants; les Écossais, zélés presbytériens, comptent qu'éclairé par les malheurs de sa famille, il abjurera la hiérarchie, et fera cause commune avec eux contre les indépendants. En Irlande, Charles II est reconnu. Les Écossais envoient des commissaires à La Haye, à la tête desquels se trouvent les comtes de Cassilis et de Lothian. Charles répugne à souscrire à des conditions qui, tout en assurant le triomphe de la monarchie, affaiblissent l'autorité royale. Il

ne voit dans la couronne d'Écosse qu'un moyen de reconquérir celle d'Angleterre, et il craint que trop de facilité à accepter les propositions de l'Écosse, ne compromette pour toujours son pouvoir. Pendant qu'il négocie avec les députés de ce royaume, il tente secrètement la voie des armes, afin d'obliger l'Écosse à se relâcher de ses prétentions, et charge le marquis de Montrose, déjà célèbre par ses exploits dans ce pays, de faire une descente en Écosse, et d'y porter la terreur. Montrose, plus chevalier que capitaine, brave jusqu'à la témérité, entreprenant, mais irréfléchi, est battu (1649), fait prisonnier par les Écossais et pendu ignominieusement. On trouve sur lui la commission dont le roi l'avait chargé ; cette découverte irrite avec raison les Écossais, et leur inspire de la défiance contre Charles ; cependant, la haine des indépendants l'emporte sur toutes les autres considérations ; les négociations se renouent; Charles, pressé par la nécessité, signe le traité ; il quitte La Haye, et arrive en Écosse. On met la plus grande activité à former une armée avec laquelle Charles puisse pénétrer en Angleterre, et ce prince espère un changement total de fortune ; mais l'austérité des presbytériens lui fait payer cher ces espérances ; ils l'entourent, l'observent, le surveillent, accablent ce jeune prince de prières et de sermons, et lui refusent toute espèce de plaisirs ; Charles est obligé de dévorer ses ennuis et ses dégoûts.

Cependant, les mouvements de l'Irlande et les préparatifs de l'Écosse servent les desseins et l'ambition de Cromwell. Son pouvoir n'était pas encore assez grand pour qu'il pût s'emparer de l'autorité ; il fallait qu'il augmentât son crédit et sa considération par de nouveaux triomphes, avant d'oser entreprendre ce qu'il médite. L'armée lui est dévouée, et c'est sur elle que reposent ses projets. Elle désire de l'argent et de l'activité ; le parlement lui accorde l'un avec une imprudente libéralité ; les événements qui se passent en Écosse et en Irlande, lui rendent l'autre. Cromwell est nommé lord-lieutenant de l'Irlande ; il vole à de nouvelles victoires, qui lui attacheront le soldat, éblouiront le peuple et intimideront le parlement. Les Irlandais sont battus (1650) près de Dublin ; Cromwell prend Tredah d'assaut ; la terreur qu'il inspire lui soumet toute l'île, et elle est pacifiée. Il retourne à Londres ; son entrée dans la ville est un véritable triomphe ; toutes les corporations vont à sa rencontre ; on le salue comme le sauveur de l'État. Il cache sa joie sous une humilité apparente, et sa dévotion hypocrite, qui lui fait tout rapporter au ciel, relève encore aux yeux du fanatisme l'éclat de ses

succès. Bientôt il part pour combattre l'Écosse; elle a levé une armée de vingt mille hommes, et menace l'Angleterre. Ces troupes sont excellentes, mais elles sont mal commandées; les officiers ne doivent leurs places qu'à leur zèle religieux, et non à leurs talents militaires; ce sont les prédicateurs qui échauffent le soldat, et décident des opérations, après avoir consulté le ciel par de ferventes prières. L'armée de Cromwell est aussi animée d'enthousiasme, mais c'est lui qui la maîtrise par la force de sa volonté et de son génie, et elle est composée d'hommes qui savent faire la guerre, supporter les fatigues et braver les dangers. L'armée écossaise avait pris une position si forte, que Cromwell, désespérant de l'attaquer avec succès, se retire sur Dunbar, où étaient ses vaisseaux et ses magasins, et se prépare à abandonner son entreprise. Mais l'armée écossaise, enivrée de ses succès apparents, et se laissant entraîner par le zèle des prédicateurs, quitte sa position, et poursuit les Anglais; c'est ce que Cromwell désirait; elle est complétement défaite près de Dunbar (1650); Édimbourg ouvre ses portes au vainqueur, et le roi se retire à St.-Johnston.

Les presbytériens accusent de ce mauvais succès le défaut de piété de Charles; ils veulent qu'il se prononce plus fortement en leur faveur, et qu'il désavoue la conduite et les principes de son père. Le roi, fatigué de leurs prétentions, essaye de se sauver; Montgommeri l'atteint à Clova, et le ramène. Les Écossais sentent qu'il n'est pas de leur intérêt de pousser le roi à quelque extrémité, et le traitent avec plus de douceur. Une nouvelle armée se forme; Charles en prend le commandement; mais Cromwell, toujours actif et heureux, pénètre dans le comté de Fife, et oblige l'armée du roi à le quitter. Pour faire une diversion puissante à ces mouvements, Charles entre en Angleterre, et s'avance jusqu'à Worcester; Cromwell l'y suit; les deux armées se rencontrent, le 3 septembre 1651; la victoire de Cromwell est complète; l'armée royale est détruite. A pareil jour, l'année précédente, Cromwell avait vaincu à Dunbar. Charles fuit déguisé; un seul jour a renversé toutes ses espérances; errant, proscrit, cherchant un asile sûr, et n'en trouvant point, se cachant dans les cavernes ou sur le sommet des arbres, il traverse l'Angleterre, arrive à travers mille dangers sur les bords de la mer; une barque le reçoit, et il passe en France. Là, toléré plutôt que reçu avec les égards dus au malheur, il n'obtient que de maigres secours, qui suffisent à peine à sa subsistance.

Tout plie sous les armes victorieuses de Cromwell; Monck soumet

le plat pays de l'Écosse; on sévit contre ceux qui résistent; on pardonne à ceux qui se rendent et qui obéissent. On met des garnisons dans les places fortes; sept à huit mille hommes bien disciplinés contiennent les esprits remuants; une justice prompte et sévère rétablit l'ordre public. Il se fait une union momentanée entre les trois royaumes; on leur donne un même parlement, et la tranquillité de l'Écosse paraît assurée.

Cromwell revient en Angleterre et retourne à Londres; l'éclat de ses victoires efface les crimes de son ambition; les services qu'il vient de rendre à son parti lui donnent un ascendant décisif dans toutes les affaires. Déjà il n'y a rien qu'on ne puisse espérer, et ses projets, développés par les événements, sortent de leur obscurité. On ne peut douter qu'après la victoire de Worcester il ne se soit proposé de s'emparer de toute l'autorité. Non-seulement il ne veut plus de supérieur, il ne peut plus supporter d'égal, et il tend au pouvoir absolu; mais, aussi lent à attendre le moment favorable, que prompt à le saisir quand il se présente, il ajourne encore l'exécution de ses plans. Général victorieux, il reprend sa place de député, et reparaît dans le parlement avec une apparente modestie. Là, il propose une mesure qui seule prouverait son génie pour l'administration, et à laquelle l'Angleterre doit, en grande partie, sa puissance et son commerce. Le parlement publie (1651) l'acte connu sous le nom d'acte de navigation, par lequel il ordonne que ce soient des vaisseaux anglais qui importent dans l'île les productions étrangères, et qui exportent les siennes; à l'avenir, les vaisseaux des autres nations ne pourront plus apporter en Angleterre que les productions de leur sol et de leur industrie; acte sage et bienfaisant, qui devint le principe vivifiant de la navigation en Angleterre; il créa la marine marchande, qui est devenue la pépinière et l'école de la marine militaire.

L'acte de navigation portait un coup terrible aux Hollandais, qui s'étaient enrichis par le commerce de transport, et qui, pourvoyeurs de toutes les nations, faisaient métier de charger et de voiturer les productions de tous les sols et de tous les climats. Cependant cette loi, juste dans son principe, ne pouvait même servir de prétexte à des mesures hostiles contre l'Angleterre. La Hollande, qui craignait la guerre, avait supporté avec tranquillité, quoiqu'en gémissant, les entraves qui arrêtaient ses spéculations mercantiles; mais le parlement et Cromwell voulaient la guerre contre la république des Provinces-Unies. Dorislaus,

l'agent des usurpateurs, avait été assassiné en Hollande, et la république avait donné des secours à Charles I[er], un asile à sa famille; ce furent là les prétextes de la guerre, que le parlement voulait à tout prix. Le désir d'occuper au dehors l'activité inquiète du peuple, et d'employer à l'agrandissement de l'Angleterre l'énergie redoutable que les guerres civiles avaient développée dans la nation, le besoin de faire de l'argent sans charger le peuple d'impôts, l'espérance de s'enrichir aux dépens des Hollandais, en s'emparant des riches cargaisons de leurs vaisseaux, la perspective de succès brillants, telles étaient les raisons qui déterminèrent le parlement à attaquer la Hollande. Un peuple qui sort des orages d'une révolution déploie dans les guerres extérieures des talents que les crises politiques peuvent seules développer, et une énergie bien supérieure à son énergie ordinaire. Craignant pour son commerce, la république des Provinces-Unies tâche d'éviter la guerre; mais en vain elle négocie et fait les propositions les plus raisonnables; la guerre est résolue; elle éclate (1652). Jamais guerre maritime ne fut plus rapide, plus animée, et ne se fit avec plus d'acharnement. Des deux côtés, on put admirer le génie des amiraux et la valeur froide des équipages. Tromp et Ruyter soutiennent l'honneur du pavillon hollandais, et l'élèvent même au plus haut degré de gloire; Blake, Popham, Deane placent la gloire de l'Angleterre au niveau de celle des Provinces-Unies. Dans l'espace de deux ans (1652-1654), les deux républiques se livrèrent sept batailles navales, où l'on se disputa la victoire plusieurs jours de suite. Le commerce de la Hollande fit des pertes immenses; les corsaires anglais couvrirent les mers. L'Europe fut étonnée des moyens que développa un État qu'elle croyait épuisé par ses guerres intestines; l'Europe s'était trompée; la marine de l'Angleterre n'avait pas souffert de la guerre civile. A la vérité, elle avait coûté beaucoup d'hommes et d'argent; cependant la population, qui avait pris des accroissements rapides pendant quarante années de paix, s'était à peine ressentie de cette perte. L'argent qui avait été dépensé durant les guerres civiles avait circulé dans le pays même, et la richesse nationale avait moins souffert de cette déperdition de capitaux qu'elle ne l'aurait fait, si le travail occasionné par la guerre avait été perdu pour l'Angleterre. Après ces orages, il semblait que la nation fût animée d'un nouvel esprit; elle comptait le mouvement et la gloire au nombre de ses besoins, et paraissait vouloir faire oublier par ses exploits l'espèce de flétrissure que lui avaient imprimée les crimes du parti populaire.

L'époque de la guerre fut celle de l'élévation de Cromwell. Tout était mûr pour l'exécution de ses projets ; le parlement lui-même lui fournit l'occasion de les réaliser dans toute leur étendue. Cette assemblée voyait avec effroi les progrès de la grandeur menaçante de Cromwell ; elle s'apercevait trop tard qu'il fallait que lui ou le parlement succombât, et que ces deux puissances ne pouvaient plus exister ensemble. Mais déjà il n'était plus temps d'engager la lutte contre cet ambitieux avec quelque apparence de succès. Le parlement veut lui ôter l'instrument de son autorité et de sa gloire, en renvoyant une partie de l'armée, sous prétexte que la guerre maritime absorbe tous les revenus de l'État. Le général, qui voit le coup qu'on lui prépare, ne balance pas à prévenir le parlement. L'armée, qui lui est dévouée, présente une requête pour demander que cette assemblée, qui tyrannise l'Angleterre, prononce elle-même sa dissolution. Elle s'y refuse et déclare qu'elle ne se dissoudra point. Cromwell prévoyait sa résistance; sûr que le parlement est odieux au peuple, et que tous les partis également mécontents de lui applaudiront à sa punition et à sa chute, Cromwell se rend dans l'assemblée avec un petit nombre d'officiers et de soldats, déclare à ces usurpateurs que le Seigneur ne veut plus d'eux, leur reproche leurs crimes, donne la masse qu'on porte devant l'orateur à l'un de ses officiers, dissipe sans effort ces prétendus représentants du peuple, ferme la salle le 30 avril 1653, et fait mettre au-dessus de la porte : *maison à louer*.

L'Angleterre fut étonnée de la facilité avec laquelle ce pouvoir monstrueux, qui avait détruit la constitution et les lois, fut lui-même brisé ; elle admira l'audace heureuse de Cromwell, et lasse de ces maîtres qui la fatiguaient par leur présence, elle se félicita de ce que ceux qui l'avaient asservie, étaient punis par un de leurs complices. Cromwell publia une déclaration pour justifier les mesures vigoureuses qu'il venait de prendre. L'opinion publique avait préparé le succès de cet écrit. On espérait peu de l'avenir, mais on était mécontent du passé ; il suffisait de ce sentiment pour applaudir à la dissolution du long parlement. Malgré cette victoire complète, Cromwell ne se croit pas encore assez fort pour se saisir de l'autorité absolue ; il lui faut encore un point de passage pour arriver au timon du gouvernement ; mais cet état intermédiaire doit être de nature à décréditer aux yeux de la nation les parlements, et à les couvrir de honte et de ridicule. Il choisit une assemblée de cent quarante-quatre personnes pour former le souverain de l'Angleterre (14 juillet 1653) ; ces hommes, la plupart sans fortune, sans

lumières, sans éducation, sont les objets de la dérision publique, et on les nomme le parlement de Barebone, du nom d'un marchand de cuir qui brillait dans les rangs de ce corps législatif. Cette assemblée inepte est effrayée elle-même de ses devoirs et de son incapacité; pendant plus de cinq mois qu'elle siége, elle ne fait rien d'important: à la fin, elle se hâte d'arriver au dénoûment. On lui avait fait sa leçon; ces législateurs dociles remirent leur pouvoir entre les mains des officiers de l'armée, et le conseil des officiers nomma Cromwell, le 26 décembre 1653, Protecteur des trois royaumes.

Depuis ce jour jusqu'à sa mort, Cromwell fut roi, sans en porter le titre, ou plutôt il eut un pouvoir bien supérieur à celui des rois d'Angleterre, qui n'avaient jamais été absolus. Le terme nouveau dont on se servait pour exprimer sa dignité, ne réveillait pas des idées nettes et précises; c'est ce qui le fit choisir. Son autorité était illégale et usurpée, mais celle des hommes auxquels il succédait ne l'avait pas été moins. Tous les partis virent son élévation avec plaisir. Les royalistes croyaient que cette monarchie sans dynastie ramènerait la monarchie héréditaire, et en voyant un seul homme à la tête du gouvernement, ils se félicitaient du grand pas qu'ils venaient de faire vers l'ancien ordre de choses. Les indépendants se consolaient avec le mot de république; dans le délire de leurs rêves ou de leurs passions, ils s'imaginaient bonnement que le pouvoir que Cromwell s'était arrogé ne serait que temporaire, et ferait place à un gouvernement démocratique que le protecteur lui-même se hâterait d'organiser, et qu'il ne travaillait qu'à se rendre inutile. Les presbytériens étaient charmés de voir à la tête de l'État un presbytérien zélé. Ceux qui n'étaient d'aucun parti, et c'était le grand nombre, ne voulaient que l'ordre et la paix; le génie et la fermeté de Cromwell leur paraissaient avec raison de meilleurs garants de la tranquillité publique que les passions fougueuses et les intérêts divisés d'une assemblée nombreuse.

Cromwell tâcha d'expier son usurpation par l'usage qu'il fit de son pouvoir. A la tête des armées, il avait paru brave et habile; dans les troubles civils, conspirateur profond; à la tête du gouvernement, il se montra grand administrateur. Sous son protectorat, l'Angleterre fut tranquille, active, florissante dans son intérieur, respectée et redoutée au dehors. Il conclut une paix glorieuse avec les états généraux (1654), et leur ordonna de proscrire le stadthoudérat. Il partagea l'Angleterre en onze gouvernements civils, et créa autant de majors généraux civils

pour gérer toutes les affaires. L'armée pouvait lui devenir redoutable; il lui devait trop pour ne pas la craindre; elle pouvait tourner contre lui la force qui avait assuré ses triomphes et dont il lui avait appris à faire un dangereux usage; la milice fut organisée avec autant de promptitude que de sagesse, afin de servir au besoin de contre-poids à l'influence de l'armée. Pour occuper cette armée au dehors et enivrer la nation de gloire, Cromwell voulait la guerre. Le besoin d'argent et l'espérance de faire un butin immense le déterminèrent à rompre avec l'Espagne. Cette guerre était injuste, car l'Espagne n'avait donné aucun sujet de plainte à l'Angleterre; elle n'était pas nécessaire, car dans l'état de décadence où se trouvaient la marine et le commerce de l'Espagne, cette puissance ne pouvait pas menacer ceux de l'Angleterre. C'était la France et sa grandeur croissante que les Anglais devaient observer avec attention, et qui pouvait exciter leur jalousie. Les négociations adroites et la complaisance servile de Mazarin les rassurèrent; l'avidité de Cromwell et sa haine fougueuse contre l'Espagne l'emportèrent sur les maximes d'une saine politique et sur les vrais intérêts de l'Angleterre. Le génie de l'intrépide Blake servit admirablement une cause injuste. Cet homme respectable, républicain par ses opinions, tenait à la vertu par ses principes, à son pays par un patriotisme à toute épreuve. Il haïssait le protecteur, mais il chérissait la gloire de sa patrie, et dans cette guerre, toutes ses entreprises, conduites avec autant d'audace que d'habileté, furent couronnées du succès le plus brillant (1655). La Méditerranée et l'Océan furent les théâtres de ses triomphes; la flotte espagnole, découragée par ses défaites, n'osait pas se montrer en mer; les richesses de l'Amérique, conduites dans les ports de l'Angleterre, l'étonnaient et l'enrichissaient en même temps. Pendant que Blake s'emparait des galions, Pen et Venables faisaient la conquête de la Jamaïque, et ouvraient à l'Angleterre une source de richesses plus réelles et plus durables. Les forces de l'Angleterre réunies à celles de la France, prenaient Dunkerque et Mardyk; ces villes restèrent au protecteur. La Hollande frémit en voyant l'Angleterre dominer sur les deux bords du canal, mais elle se tut. La France elle-même ouvrait les yeux sur les dangers de l'aveugle soumission et de la bassesse honteuse de Mazarin; mais ce ministre, intimidé par l'ascendant de Cromwell, oubliait ce qu'il se devait à lui-même et à la monarchie qu'il avait l'honneur de représenter. Sourd à la voix publique qui l'accusait d'avilir le jeune roi Louis XIV, en lui faisant prodiguer les caresses et les prévenances à

un usurpateur souillé du sang de son oncle, le cardinal n'écoutait que la crainte, et paraissait sacrifier l'avenir au présent. Cromwell dictait des lois à l'Europe, et les souverains semblaient rivaliser entre eux de déférences et d'humilité. Fier de sa puissance et fort de leur faiblesse, le protecteur leur faisait sentir tout le poids de ses prétentions; ses projets s'étendaient avec ses succès; déjà il méditait d'acquérir la plus grande partie des Pays-Bas; il voulait s'emparer de Brême et d'Elseneur, pour dominer également dans la mer du Nord et dans la Baltique.

Heureusement pour l'Europe que son rôle fut court, et que l'état intérieur de l'Angleterre partagea son attention et ses forces. Craint de toutes les puissances, il craignait toujours les dispositions du peuple. Il avait dû sa fortune à un mélange unique de lenteur et d'audace, à l'art difficile d'attendre et de saisir le moment décisif, aux fautes et aux rivalités des indépendants et des presbytériens, à ses vices autant qu'à ses grandes qualités, mais surtout à ses victoires et au dévouement de l'armée. Malgré les services que lui rendirent les circonstances, malgré ses talents et sa profonde dissimulation, il ne fût jamais parvenu à cette haute autorité, s'il n'avait pas été général, et général habile et heureux. Élevé au protectorat, il s'y maintint parce qu'il avait pour lui la lassitude du petit peuple qui ne demandait que le repos, la confiance qu'inspiraient à une partie des citoyens son génie et sa fermeté, la crainte que sa vigilance et sa sévérité donnaient aux autres. Il savait s'attacher l'armée par sa libéralité et ses caresses, prévenir les complots des officiers par de fréquents déplacements, contenir tous les partis les uns par les autres, en leur donnant tour à tour des craintes et des espérances, occuper, éblouir et enrichir la nation par des guerres bien conduites, déjouer les complots des royalistes en corrompant leurs agents, et, en convoquant deux fois le parlement (1654-1656), flatter les idées favorites de la nation. Cependant ces assemblées qui devaient simplement ajouter à son pouvoir réel la force de l'opinion, et abriter son despotisme derrière des formes légales, furent moins dociles qu'il ne l'avait espéré, et eurent le courage de menacer son autorité. Il n'avait eu d'autre parti à prendre que celui de les dissoudre avant qu'elles eussent pris assez de consistance pour rendre leur dissolution impossible. Le second parlement, changeant la constitution, avait donné à Cromwell le droit de créer une nouvelle chambre haute, et de désigner lui-même son successeur; mais il avait bientôt perdu la majorité dans cette assemblée, et pour se dérober au danger, il s'était vu forcé d'avoir recours à la

même mesure, et de le dissoudre. Ces deux essais malheureux lui avaient fait changer de système, et depuis il ne s'était plus exposé au même péril. Mais s'il avait vécu plus longtemps, il n'aurait probablement pas échappé aux conspirations toujours renaissantes; elles s'étaient tellement multipliées dans les derniers temps de sa vie, que sa défiance en était devenue plus sombre et ses précautions plus nombreuses; elles trahissaient ses craintes sans diminuer ses dangers, et elles faisaient son malheur sans faire sa sûreté.

Avant de régner, Cromwell avait eu de l'indifférence pour la vie, et l'avait exposée souvent dans les combats. Parvenu au rang suprême, il devint pusillanime, et oublia que, sur un trône usurpé, l'indifférence pour la vie est le seul moyen de la conserver. Au milieu de ses inquiétudes et de ses craintes, qui prouvaient, jugeaient et punissaient ses crimes, la maladie, qu'il ne craignait pas, le surprit, et la mort l'enleva le 3 septembre 1658, au moment où son rôle tendait à sa fin. Celui qui avait fait mourir son roi sur l'échafaud, mourut entouré des siens dans son lit; autour de lui tout était tranquille, mais l'agitation était intérieure, le supplice invisible et secret; tandis qu'au milieu des vociférations de la haine et du tumulte des passions les plus sanguinaires, l'âme de Charles, étrangère à tout ce qui se passait hors d'elle, était calme, sereine et pure.

En mourant, Cromwell avait nommé son fils Richard pour son successeur. Il avait eu l'idée de lui préférer le général Fletwood, son gendre, mais les instances et les sollicitations de sa femme l'emportèrent sur ses répugnances, et l'acte qui conférait le protectorat à Fletwood fut annulé. Fermé aux sentiments de la nature, tout entier à son ambition et à sa gloire personnelle, Cromwell n'attachait pas un grand prix à conserver sa dignité dans sa famille. D'ailleurs il connaissait trop bien les dispositions du peuple et les projets de tous les partis, pour ne pas prévoir les agitations auxquelles l'Angleterre serait exposée après sa mort, et les qualités de son fils, qu'il appréciait à leur juste valeur, n'étaient pas de nature à prévenir ou à conjurer les troubles. Richard succéda à son père sans le remplacer. Il ne lui ressemblait ni pour le bien ni pour le mal; son esprit était médiocre, son caractère sans énergie; ses moyens étaient bornés, ses désirs l'étaient aussi. Étranger aux affaires, dont son père l'avait éloigné, inconnu aux troupes, objet de la jalousie des généraux, dépourvu de toute espèce de titres à l'administration, c'était un homme doux, honnête, modeste, indifférent à sa place, parce qu'il sentait qu'il était au-dessous d'elle; incapable de rien hasarder pour la

défendre, il préférait l'obscurité à l'éclat, et la tranquillité à l'action. D'abord après la mort de Cromwell, il fut proclamé par le conseil privé, et reconnu par les armées et par les généraux. De tous côtés arrivaient des adresses de félicitation. Les différents partis n'avaient pas encore eu le temps de se reconnaître, et de concerter leurs mesures, ou plutôt chacun espérait de dominer, et attendait les événements. Les royalistes avaient vu avec plaisir l'établissement du protectorat qui concentrait le pouvoir dans une seule main; mais ils ne l'avaient jamais regardé que comme un point de passage de la république à la monarchie, et ils croyaient que le moment était venu de substituer le roi légitime à un protecteur faible et mal affermi. Les indépendants comptaient se venger, sur le fils de Cromwell, des tromperies du père, et organiser la liberté politique conformément à leurs principes. Les presbytériens se flattaient qu'en se rapprochant des royalistes, ils préviendraient les triomphes des indépendants, et obtiendraient à la fois la monarchie limitée et l'abolition de l'épiscopat. L'armée était en grande partie composée d'indépendants. Il était facile de prévoir que ce serait encore la force armée qui déciderait du sort de l'Angleterre; que les généraux qui avaient été contenus par l'ascendant de Cromwell, se disputeraient la première place, et qu'elle resterait au plus habile ou au plus heureux.

Richard s'étant laissé entraîner à faire à son père des funérailles magnifiques (1659), contracta des dettes, et se trouva sans argent et sans crédit. Sa pénurie et la nécessité de se faire confirmer dans sa place, le déterminèrent à convoquer un parlement; les deux chambres s'assemblèrent; elles étaient composées de gens qui devaient uniquement à la guerre leur élévation et leur fortune. Les amis de Richard voulurent le faire reconnaître formellement; mais ils s'aperçurent bientôt que le pouvoir de l'armée l'emportait sur tous les autres, et que le nouveau protecteur était peu considéré des troupes. Les officiers formèrent des projets contre lui; Fletwood, son beau-frère, et Desborough, son oncle, étaient à la tête des mécontents : ils avaient découvert, ce qu'ils pouvaient naturellement soupçonner, que le protecteur travaillait à se rendre maître de l'armée, et ils résolurent de prévenir ses démarches. Les officiers dressent une requête qu'on présente à Richard et au parlement, et qui tend à prévenir dans l'armée les destitutions arbitraires. L'assemblée et le protecteur la rejettent. Les officiers le forcent à dissoudre ce parlement peu docile à leurs vœux, et bientôt ils cassent le protecteur lui-même (22 avril 1659). Sans opposer la moindre résis-

tance à leurs volontés, Richard résigne sa place, et court ensevelir dans l'obscurité de la vie privée, sa philosophie suivant les uns, sa lâcheté suivant les autres, et, dans le fait, le sentiment de sa nullité.

Le parlement dissous et le protecteur congédié, toute l'autorité fut de nouveau entre les mains des officiers; ils renvoyèrent divers colonels dont les sentiments leur étaient suspects, choisirent Fletwood pour leur général, et rétablirent dans sa place Lambert que Cromwell avait fait arrêter. Fletwood manquait des qualités nécessaires à un chef de parti; il n'avait qu'un génie étroit, du courage sans résolution, et une ambition médiocre qui ne lui donnait aussi qu'une activité commune. Lambert était plus entreprenant et plus dangereux; il gouvernait Fletwood, à peu près comme Cromwell avait gouverné Fairfax. Indépendant prononcé, beaucoup plus par politique que par principes, il aurait voulu se servir de l'armée pour arriver au protectorat. Il ne manquait ni d'audace ni de fermeté, et peut-être aurait-il pu jouer le rôle de Cromwell s'il n'était pas venu après lui. Mais les ressorts que ce fourbe heureux avait employés étaient usés par l'usage même qu'il en avait fait, et ses artifices étaient décrédités parce qu'ils étaient connus; en suivant sa marche oblique, on ne pouvait plus tromper personne; les passions dont Cromwell avait habilement profité, étaient guéries de leur aveuglement; le fanatisme n'existait plus, et Lambert avait des rivaux vigilants et des concurrents redoutables.

Cependant l'armée était indécise et flottante; elle savait bien ce qu'elle ne voulait pas, mais elle ne savait pas aussi distinctement ce qu'elle devait vouloir. Elle redoutait un maître, mais elle avait besoin de l'existence d'un corps qui donnât au gouvernement un extérieur légal, et sous le nom duquel elle pût cacher et exercer toute son influence. Il fut résolu dans le conseil des officiers, de convoquer de nouveau le Rump-parliament qui avait été mutilé, et ensuite entièrement dispersé par Cromwell. Il s'assembla sous la présidence de Lenthal, son ancien orateur. L'armée avait espéré de trouver dans cette assemblée, qui lui devait son existence, une complaisance sans bornes; mais Vane, Haslerig, Scott, Solvens, qui en avaient toujours été les chefs, et qui le restèrent dans cette seconde époque de son existence, n'étaient pas des hommes flexibles ni complaisants. Le parlement sentit bientôt que les prétentions de l'armée étaient excessives et intolérables, qu'il n'avait été appelé que pour servir de masque à un gouvernement militaire; son propre intérêt, et l'intérêt de l'Angleterre, ne lui permettaient pas de

se prêter aux vues des officiers, et d'assurer l'établissement du plus terrible et du plus odieux des despotismes; et bientôt, par des mesures vigoureuses, il annonça aux officiers qu'ils ne trouveraient pas en lui un simple instrument; que c'était à eux à obéir, et à lui à gouverner. La requête qu'ils lui présentèrent, et dans laquelle ils lui donnaient des ordres déguisés sous le nom de propositions, fut renvoyée à un comité. Au lieu de payer les dettes de Richard Cromwell, comme les officiers le demandaient, le parlement se contenta de lui assigner deux mille livres sterling de pension; Fletwood fut confirmé dans le commandement, mais seulement pour un an; beaucoup d'officiers furent congédiés, et des hommes dévoués au parlement mis à leur place. Les chefs de l'armée, inquiets des entreprises d'un corps dont ils s'étaient crus sûrs, présentèrent une nouvelle adresse, plus forte et plus menaçante que la première, dans laquelle ils exposaient leurs griefs, et en demandaient le redressement. Le parlement eut le courage de leur répondre que leurs plaintes étaient mal fondées, et qu'il ne devait ni ne voulait leur rendre compte de sa conduite. Cette lutte ne pouvait pas durer; il fallait vaincre, ou céder à la force. Avant de se soumettre, l'armée résolut de faire une nouvelle tentative pour s'emparer de l'autorité. Lambert marche à Londres avec ses troupes : en vain le conseil d'État fait venir deux régiments pour servir de garde au corps législatif; ces moyens de défense sont insuffisants; l'armée de Lambert entre dans la capitale, s'empare des avenues du parlement, arrête l'orateur et les autres membres, à mesure qu'ils se présentent, et ne permet pas que l'assemblée se forme. Le grand conseil des officiers, se regardant comme le véritable souverain, crée un comité de dix personnes, qu'il intitule comité de sûreté générale, et qu'il investit de tous les pouvoirs du gouvernement. Ainsi, pour la seconde fois, s'opère une révolution militaire; la force armée dicte les lois et brise toutes les résistances légales; l'Angleterre retombe sous le despotisme des soldats; et, comme aucun général ne domine les autres par la supériorité de son génie, et ne réunit tous les titres de Cromwell, les ambitieux se disputeront le pouvoir, et l'Angleterre souffrira toutes les horreurs de l'anarchie et du despotisme.

Cette nouvelle violence, qui menaçait l'État des plus grands malheurs, réveilla la nation, et l'excès du mal en prépara le remède. Depuis longtemps l'opinion publique, éclairée par les événements, avait changé de nature, et mûri dans le silence. Les bons esprits s'étaient demandé ce que l'Angleterre avait gagné à ce bouleversement général, et ils avaient

reconnu qu'au prix de tant de sang on n'avait fait que substituer le règne de la force à celui des lois, et que bien loin de bannir l'arbitraire de la constitution, on l'avait placé sur le trône. Les classes ouvrières du peuple, qui sentent plus qu'elles ne raisonnent, et qui jugent de la nature de l'administration par ses effets, ne pouvaient se persuader qu'un régime sous lequel les impôts étaient plus considérables et plus mal répartis qu'ils ne l'avaient été, et qui exposait perpétuellement l'État à de nouveaux troubles, pût valoir mieux que le régime qui avait été aboli. Tous les partis ayant été également trompés et asservis par Cromwell, avaient également ouvert les yeux, et avaient déploré en secret leurs erreurs et les succès de cet ambitieux. Tant qu'il avait vécu, le mécontentement avait été sourd, et l'opinion intimidée n'avait pas osé se prononcer avec force; mais les regrets du passé, les plaintes du présent et les anciennes idées avaient circulé en secret, et s'étaient répandues dans toutes les classes. Après sa mort, les royalistes furent les premiers à annoncer leurs espérances. L'abdication forcée de Richard et les dernières violences de Lambert firent sentir à la nation ce qu'elle avait à craindre de l'avenir, et tous ceux qui ne se souciaient pas de gouverner, mais qui demandaient de la sûreté et du repos, la grande majorité de la nation, voulaient le rétablissement de la monarchie. Les derniers événements prouvaient, avec une évidence irrésistible, que, tant que la première place ne serait pas occupée d'une manière fixe et invariable, l'Angleterre appartiendrait au plus audacieux; qu'elle courrait toutes les chances des mauvais choix, et, de plus, celles de l'anarchie, et que les ambitions, toujours allumées par une grande espérance, perpétueraient les troubles ou du moins la crainte des troubles dans tous les esprits. Il n'y avait d'autre moyen de prévenir la prolongation de cet état de crise, que de rétablir le gouvernement dans sa forme primitive, de rendre la monarchie à la dynastie des Stuart, et d'opposer de nouveau la barrière de l'hérédité à l'activité dévorante des passions. Les caractères brillants de l'administration de Cromwell tenaient à ses qualités personnelles, et surtout à l'esprit monarchique de son régime; ce qu'il y avait de bon dans son gouvernement, résultait de ce qu'il était roi sans en porter le titre; ce qu'il y avait eu de mauvais, ses soupçons, ses précautions tyranniques, ses mesures oppressives, les conspirations toujours renaissantes, et les alarmes générales qu'elles répandaient, était venu de ce que son autorité, illégale dans son principe, était précaire et incertaine dans sa durée. Tous ceux qui convoitaient sa place, conspiraient contre sa vie, ou attendaient son trépas

avec impatience; ceux qui voulaient avant tout la tranquillité publique, redoutaient sa mort, parce qu'elle devait nécessairement amener de nouvelles convulsions. Ces observations et ces idées, aussi simples que frappantes, étaient devenues l'opinion publique; elles formaient la conscience nationale, et la monarchie était déjà rétablie dans tous les cœurs avant de l'être en effet.

Les presbytériens, qui avaient toujours formé le parti le plus nombreux, et qui avaient le plus souffert dans la révolution, résolurent de se coaliser avec les royalistes, et de rappeler Charles II. Ils craignaient la domination et le triomphe des indépendants presque à l'égal de ceux de l'armée. Ils espéraient vaguement, par les services qu'ils allaient rendre au trône, obtenir ce qu'ils n'avaient pu avoir par la force; leurs prétentions avaient baissé; leur fanatisme n'était plus même de l'enthousiasme; l'expérience et la réflexion les avaient conduits à des idées modérées, et, en se rapprochant des royalistes, ils étaient sûrs d'avoir pour eux la masse de la nation, étrangère à toute espèce de parti, et qui voulait la fin de la révolution, parce qu'elle avait besoin d'un ordre de choses fixe et stable, pour se livrer entièrement à ses travaux.

Même avant que les partis eussent dévoilé l'un à l'autre leurs vues secrètes, et qu'ils eussent entamé des négociations, ils étaient d'accord et voulaient la même chose, sans s'être encore concertés sur les moyens de la faire réussir. Elle était d'une exécution facile : il ne s'agissait pas de créer une constitution nouvelle, sujet interminable d'incertitudes et de divisions, mais de rétablir les anciennes lois politiques, telles qu'elles avaient existé avant la convocation du long parlement, et en y apportant les modifications que les circonstances indiquaient. Cette constitution offrait à ceux qui craignaient le despotisme royal, et à ceux qui redoutaient le despotisme populaire, une garantie, non parfaite, non inviolable, mais suffisante pour assurer l'ordre social. Il ne s'agissait pas de faire reprendre au peuple les habitudes d'obéissance que les guerres civiles lui avaient fait perdre; Cromwell les lui avait déjà rendues. Comme il y avait eu peu de confiscations en Angleterre, et qu'il n'y avait pas eu de revirement général des fortunes, les propriétaires, toujours amis de l'ordre quand ils ne doivent pas leurs propriétés au désordre, bien loin de s'opposer au retour du roi et au triomphe de son parti, devaient le favoriser. L'État n'était pas endetté; les impôts se payaient régulièrement; la machine de l'administration toute montée n'avait besoin que d'être placée pour toujours sous la même main.

L'orgueil national ne pouvait pas empêcher les Anglais de revenir au régime qu'ils avaient aboli : comme aucune force étrangère ne les menaçait, ils ne cédaient qu'à leur propre conviction, et faisaient preuve de liberté, en rétablissant le roi légitime. Cette restauration prouvait que leur conviction avait changé, et, en prenant cette mesure, ils convenaient de leurs erreurs passées ; mais cette nation, de tout temps plus fière que vaine, ne croyait pas se déshonorer en se condamnant elle-même au tribunal de sa propre raison. On ne pouvait donc pas présumer que la restauration de la monarchie pût rencontrer de grands obstacles : l'opinion générale était pour elle ; le peuple tout entier la voulait, à l'exception de ceux qui avaient gagné ou qui espéraient de gagner aux révolutions ; ils comptaient à peine dans l'immense majorité de la nation. Mais il s'agissait de triompher de la résistance de l'armée, qui était sous les ordres de Fletwood et de Lambert. Pour cet effet, il fallait qu'une partie des troupes et un général considéré se déclarassent contre le reste de l'armée ; il le fallait encore pour que les presbytériens et les royalistes eussent un chef commun et un ralliement ; Monck se présenta, et la contre-révolution éclata.

Cet homme, qui a eu le bonheur de rencontrer des circonstances heureuses et de paraître dans un moment décisif, doit au hasard des événements, et à la reconnaissance du parti qu'il a servi, une réputation bien supérieure à son mérite : il fut moins l'auteur de la restauration du trône, qu'il ne fut l'organe et l'agent du vœu national qui le rétablit. George Monck était né (1608) dans le Devonshire ; il avait de bonne heure embrassé le parti des armes ; dans les commencements de la guerre civile, il épousa avec ardeur la cause du roi, et la valeur qu'il montra dans plusieurs occasions lui attira de la part du monarque des distinctions flatteuses. Fait prisonnier par Fairfax, dans la guerre d'Irlande, il avait été enfermé dans la Tour de Londres. Pour se procurer la liberté, il s'attacha au parlement, et combattit pour lui en Irlande et en Écosse (1646). Dans ce dernier royaume, il servit sous Cromwell, et contribua beaucoup au gain de la bataille de Dunbar. Lorsque l'Écosse fut soumise, Cromwell confia à Monck le commandement des troupes qui devaient contenir les partisans du roi et assurer la tranquillité du pays. Devenu protecteur, il lui donna des preuves de confiance et d'estime : il paraît qu'il lui croyait la mesure de talents nécessaire pour être utile au parti, et non celle qu'il eût fallu pour être dangereux. Cependant les amis de Monck ont prétendu que déjà, dans ce temps, il entretenait

des intelligences avec les royalistes, et que le protecteur commençait, sur la fin de sa vie, à le soupçonner et à le craindre.

Après la mort de Cromwell, Monck, sûr de son armée, qu'il avait eu le temps de connaître et l'art de s'attacher, sentit que le moment favorisait les projets ambitieux, que les généraux allaient se disputer l'Angleterre, et que lui-même pouvait devenir un personnage important. Sa haine et sa jalousie personnelle contre Lambert l'auraient empêché de se joindre à lui, quand même la différence de leurs principes et de leurs vues le lui aurait permis. Monck était ambitieux; mais il avait moins l'ambition du pouvoir et de la gloire, que celle de la considération et des places : brave, adroit, rusé, maître de son secret et de ses mouvements, il ne manquait pas de moyens pour jouer un rôle dans les troubles civils, mais il n'avait pas la supériorité de génie et de caractère qu'il fallait pour maîtriser les passions et les intérêts de ses rivaux, pour s'emparer de l'autorité suprême et la conserver. Il avait assez de jugement et d'esprit pour le sentir, et, bien plus que ses principes, cette juste appréciation de lui-même le décida pour le roi. La direction de l'opinion publique le confirma dans cette résolution : il savait qu'en suivant le courant du vœu national, il pourrait être porté en avant, mais que jamais il ne serait assez fort pour le rompre, et pour arriver au but en marchant en sens contraire. Dans les premiers temps qui suivirent la mort de Cromwell, Monck déguisa ses sentiments et cacha ses intentions, car il ne paraît pas que son plan fût déjà formé; il reconnut Richard; il parut respecter l'autorité du Rump-parliament que les officiers avaient convoqué; mais, lorsqu'ils eurent détruit leur propre ouvrage et qu'ils eurent organisé le comité de sûreté générale, Monck résolut d'élever puissance contre puissance, et d'employer la force armée qui était en Écosse, à réprimer et à punir celle qui tyrannisait l'Angleterre.

Ce fut dans ce moment que les membres du parlement qui avait été dissous engagèrent Monck à se déclarer pour cette assemblée, et que les émissaires du roi lui firent des propositions et des promesses. Monck n'avait pas encore une marche bien arrêtée, et, pour se déterminer, il attendait les conjonctures; mais il était résolu de servir Charles, et il sentait que le vrai moyen était d'épouser la cause du parlement presbytérien. Il avait douze mille hommes en Écosse; il en laissa six pour garder le royaume, et se mit en marche avec le reste, dissimulant ses vues secrètes, et n'annonçant que le désir de rétablir l'autorité du par-

lement et de mettre fin à la tyrannie de l'armée. Lambert, supérieur en cavalerie, plus faible en infanterie, s'avance a sa rencontre. Fairfax sort de sa retraite, pour seconder Monck de son crédit et de ses conseils. Lambert est battu, fait prisonnier, et envoyé à la Tour. Monck continue sa marche. De toutes parts arrivent des adresses qui demandent que le parlement soit rétabli, et que les membres qui en ont été exclus à différentes époques, pendant les guerres civiles, soient réintégrés dans leurs places ; ce vœu général forme l'opinion de Monck, et devient son guide. Les membres qui avaient été exclus étaient des presbytériens ; les presbytériens veulent le rétablissement du trône, et négocient avec le roi ; leur rendre leur influence, c'était préparer la restauration de la monarchie. Monck arrive à Londres ; il demande que les troupes qui s'y trouvent cèdent la place aux siennes ; il est obéi : il refuse de prêter le serment d'abjuration des Stuart, et demande que le parlement fasse rentrer dans son sein tous les membres qui en avaient été expulsés. Le parlement veut lui ôter l'appui de la ville de Londres, et, en effet, Monck, irrité du refus qu'elle fait de payer les impôts, se brouille un moment avec elle ; mais il sent bientôt la faute qu'il a faite, et, regagnant son crédit dans le conseil de la commune de Londres, par des soumissions flatteuses, il ordonne au parlement de se dissoudre lui-même, et d'en convoquer un nouveau. Charles envoie à Monck le chevalier Grenville, et ils conviennent ensemble du mode et des conditions du rétablissement de la monarchie. Le nouveau parlement s'assemble selon les anciennes formes ; les royalistes et ceux des presbytériens qui tendent au même but et qui veulent les mêmes mesures, y ont une prépondérance décidée. Charles députe Grenville à cette assemblée, et lui adresse une lettre dans laquelle il promet tout ce qui peut décider ceux qui sont encore irrésolus, et confirmer les autres dans son parti. La flotte, sous les ordres de Montague, se déclare pour lui ; il envoie à Monck une commission de général, et publie une déclaration qui assure une amnistie générale à tous les coupables, sans aucune autre exception que celles que le parlement lui-même voudrait faire. Il écrit à la ville de Londres dont il connaît l'influence ; il caresse son orgueil et flatte son intérêt propre, en lui promettant d'étendre et de favoriser son commerce. Le parlement n'impose au roi d'autre condition que celle d'être fidèle à la religion protestante, et de respecter les lois du royaume. Charles y souscrit sans peine, se hâte d'arriver à Douvres (mai 1660), et débarque sur cette terre longtemps agitée, au milieu des applaudisse-

ments d'un peuple immense qui s'empresse à saluer et à bénir son roi, et qui, par les signes et les transports de sa joie, voulant effacer le passé, énonce à la fin librement le vœu national, et, par ses espérances mêmes, impose à Charles de grandes obligations.

Comme la mer rentre dans ses limites, après avoir été soulevée par la tempête, les nations agitées reviennent à leurs premières formes, après les commotions politiques. Le retour à l'ancien ordre de choses paraît aussi invraisemblable que l'avait été le renversement des anciennes lois. On n'avait pas cru qu'une révolution fût possible ; les esprits, frappés de terreur, ne croient pas à sa fin, et la renaissance du calme étonne presque autant que l'avait fait l'orage. Dans le premier cas, on comptait trop sur la force des habitudes ; dans le second, on compte trop peu sur la force des choses. Après avoir passé par l'anarchie démocratique, l'Angleterre, fatiguée de ses excès, s'était reposée sous le sceptre de fer d'un usurpateur. Mais ce repos, chèrement acheté, n'était que précaire, illusoire et passager; l'Angleterre ne pouvait trouver d'asile et de sûreté que dans la monarchie héréditaire qu'elle avait détruite ; elle revint au point d'où elle était partie, et la tyrannie de Cromwell ne fut qu'un état de passage. La nation ne gagna aux longues et sanglantes erreurs dont elle fut la victime, que des souvenirs amers, de cruels regrets et un remords qui pèse encore sur la contrée. Elle ne parvint pas encore alors à réformer sa constitution et à perfectionner ses lois politiques, en déterminant avec plus de précision, et en circonscrivant avec plus d'art les droits du parlement et ceux du prince. Une impatience bien naturelle l'empêcha d'imposer à Charles des conditions et des limites utiles. On croyait que l'école du malheur les rendrait superflues, et que les souvenirs du roi en tiendraient lieu. Ainsi, dans les révolutions violentes où la force, qui n'a rien de commun avec la raison, doit amener son règne, on commence par dépasser la liberté, et l'on se punit ensuite soi-même de cette erreur, en se rejetant en arrière. L'Angleterre, lasse de ses agitations, rappelle son roi légitime; et comme la lassitude ne prévoit, ne combine et ne calcule rien, le parlement commet la grande faute de ne pas lier le roi par une capitulation. Dans les premières années du règne de Charles, sous le ministère du vertueux Clarendon, on ne s'aperçut pas encore des conséquences funestes de cette confiance aveugle et précipitée. Le commerce, la richesse, la puissance navale de l'Angleterre, firent des progrès rapides; on peut même dire que depuis lors leur marche a toujours été progressive, et que les forces de cette

tle célèbre ont tour à tour menacé et soutenu l'équilibre. Le faux système que Charles suivit, en s'attachant à la France, et en servant l'ambition de l'ennemie naturelle de son royaume, n'empêcha pas les développements de la puissance de l'Angleterre; et l'énergie de la nation, secondée par les événements, répara les fautes du roi. Lors du rétablissement de la monarchie, le danger et le remède étaient encore éloignés. La France avait été agitée comme l'Angleterre; elle sortait des troubles d'une longue minorité; jetons un coup d'œil sur ces troubles qui ont influé sur la politique extérieure de la France, et sur l'esprit du règne de Louis XIV.

CHAPITRE XIV.

TROUBLES EN FRANCE. — ÉTAT DU ROYAUME DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA RÉGENCE. — ANNE D'AUTRICHE. — MAZARIN. — OCCASION DES TROUBLES. — LE CARDINAL DE RETZ. — PREMIER SOULÈVEMENT DU PEUPLE.

Il y a des séries d'événements qui étonnent par des raisons opposées, pour peu qu'on rapproche le dénoûment de l'ouverture de la pièce, et les derniers actes des premiers. Tantôt ce sont des causes en apparence petites et insignifiantes qui ont produit des révolutions totales; tantôt ce sont des symptômes menaçants et de grands mouvements qui n'amènent que de petits résultats. Ces contrastes de faits sont aussi utiles dans l'histoire, que les paradoxes d'opinions le sont dans la philosophie; ils piquent la curiosité et réveillent l'attention; mais les uns et les autres disparaissent aussitôt que l'on envisage les faits dans toute leur étendue, ou les idées sous toutes leurs faces. Dès lors, la disproportion cesse, et, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, la nature, fidèle à la loi de continuité, fait ressembler les effets aux causes.

Les guerres civiles d'Angleterre offrent un contraste du premier ordre, et les guerres de la France un contraste du second. Rien de moins grave et de moins alarmant dans leur principe que les brouilleries du parlement d'Angleterre avec Charles Ier, et elles se terminèrent par la mort du roi et la destruction de la monarchie. Rien de plus menaçant que les premiers troubles de Paris; ils paraissaient présager la dissolution de l'État, et ils n'avaient d'autre objet qu'un seul individu contre lequel tout semblait se conjurer, et qui sortit du sein des orages avec toute sa puissance et tout son crédit.

En général, il est difficile de trouver des événements du même genre, qui se soient passés à la même époque, et qui diffèrent plus les uns des autres, que les discordes civiles de l'Angleterre et celles de la France. En passant d'un tableau à l'autre, on croit passer d'une tragédie sanglante à une pièce de la foire; et si de grands noms ne soutenaient l'intérêt, et

si l'épée n'avait pas été tirée dans ces querelles du parlement et de Mazarin, on croirait lire une parodie, en lisant l'histoire de ces troubles. On y voit toute la nation en mouvement, non pour revenir à sa constitution primitive ou pour perfectionner ses lois politiques, mais pour chasser du ministère un homme méprisé et odieux. Les chefs des mécontents ne suivent pas une marche uniforme, réfléchie, méthodique; mais ils changent sans cesse de mesures, d'opinion, et même de parti. Ces commotions politiques ressemblent plutôt à des fêtes populaires et à des spectacles qu'à des scènes de révolution; la galanterie et l'amour se mêlent aux émeutes et aux combats; à la place des prédicateurs sombres et austères qui enflamment les esprits en Angleterre, des femmes brillantes et aimables sont en France l'âme des factions; elles enlèvent ou donnent des partisans à la cour ou au peuple, arment et désarment à leur gré les rebelles. Le fanatisme est le ressort principal des événements dont l'Angleterre a été le théâtre; en France, le ridicule est l'arme favorite que tous les partis emploient à l'envi l'un contre l'autre. Au lieu du silence farouche des passions qui, en Angleterre, n'est jamais interrompu que par de longues harangues et des pamphlets chargés d'érudition et de mauvais goût, on fait en France plus de chansons que de discours; on rencontre plus d'anecdotes plaisantes que d'actions marquantes; on se sert en même temps de l'épigramme et de l'épée; avec des traits plus dangereux volent le bon mot et la saillie, et les partis se moquent d'eux-mêmes presque avec autant de bonne foi et de plaisir que de leurs adversaires.

Nous avons vu que la révolution d'Angleterre fut plutôt amenée par les choses que par les personnes; que, pour l'expliquer, il faut en chercher le principe à une grande profondeur, dans la nature même de la constitution, dans l'esprit des différentes sectes religieuses, et dans la marche générale du développement national; les causes préparatoires et éloignées y ont eu une grande influence sur les événements. Les troubles civils de la France tiennent moins aux choses, et dépendent presque uniquement des personnes; quand on connaît le caractère, les passions, et surtout les intérêts particuliers de tous ceux qui y jouèrent un rôle, on a la clef de tous les phénomènes qu'ils offrent, et on peut se rendre raison de ce qu'ils ne sont pas devenus plus graves ni plus importants.

La paix de Westphalie était conclue (1648); la France avait déployé, dans les négociations, un grand ascendant, et elle avait acquis des avan-

tages précieux qui augmentaient sa force réelle et sa force d'opinion. Mazarin avait eu la gloire de terminer une guerre désastreuse qui paraissait interminable, et de recueillir le fruit de la politique profonde de Richelieu, dont il avait suivi fidèlement le système. Mais il n'avait pas accordé à la France le bienfait d'une paix générale ; la guerre avec l'Espagne durait toujours. On a accusé cette puissance de s'être refusée à la paix, dans l'espérance de profiter des troubles de la France, pour obtenir des conditions plus avantageuses. C'était bien plutôt Mazarin qui avait espéré dicter la loi à l'Espagne, du moment où il l'aurait isolée des autres puissances, et où elle resterait seule chargée du fardeau de la guerre; peut-être avait-il aussi voulu occuper au dehors l'ambition inquiète des grands et l'activité du peuple, mais il se trompa; ce furent la guerre contre l'Espagne et les impôts qu'elle occasionna, qui amenèrent les troubles qu'il voulait prévenir.

Les premières années de la régence d'Anne d'Autriche avaient été tranquilles et heureuses (1643-1648). Sous le sceptre de l'inflexible Richelieu, la crainte avait été le sentiment dominant des Français; la tristesse régnait à la cour et dans toutes les classes de la nation; le peuple le plus gai, le plus confiant, le plus ami du plaisir, était devenu morne, réservé, silencieux; le ministre épiait et découvrait tout, condamnait tout avec sévérité, et punissait tout avec rigueur. Anne d'Autriche elle-même, toujours surveillée de près, avait vécu dans un état de contrainte habituelle, partagée entre l'ennui que lui inspirait son mélancolique époux, et la terreur que lui donnaient la jalousie et la défiance du ministre. Après la mort de Louis XIII, elle tâcha de se dédommager de cette contrainte, en multipliant à sa cour les fêtes et les divertissements. Son exemple fut suivi; la gaieté nationale reprit son empire; les anciennes habitudes reparurent; elles avaient été plutôt contrariées que détruites, et le peuple oublia, au sein de la joie et du plaisir, le fardeau des impositions qui pesaient sur son industrie et sur son travail.

Mais il était facile de sentir que, tout en se relâchant de la sévérité de Richelieu, il fallait gouverner avec autant de fermeté que de justice un peuple vif et spirituel, raisonneur et malin, qui ne cède qu'à la crainte ou à l'admiration, et qui se défend toujours de l'une et de l'autre. Malgré les moyens violents dont Richelieu s'était servi pour établir l'autorité royale sur des bases solides, c'étaient les qualités personnelles du ministre, bien plus que les formes qu'il avait introduites, qui avaient forcé à l'obéissance. Les puissances dans l'État qui menaçaient l'autorité

du souverain, avaient été contenues et même affaiblies; mais elles existaient toujours; elles avaient conservé des souvenirs dangereux, et assez de forces pour entraver la marche du gouvernement. Les grands avaient plutôt été humiliés qu'abattus, intimidés que soumis. Durant l'administration de Richelieu, les parlements n'avaient pas osé dépasser la limite de leurs droits et de leurs devoirs. Dans les idées du ministre, ils devaient se borner à publier et à exécuter les lois, sans les examiner, les juger ni les contrôler; mais ces corps avaient laissé dormir leurs prétentions sans y renoncer; la considération que le peuple avait pour eux, le nombre et les lumières de ceux qui les composaient, le relief que leur avait donné l'acte par lequel ils avaient annulé le testament de Louis XIII, tout devait faire craindre qu'ils n'essayassent de s'ériger de nouveau en juges et en censeurs du roi. Le peuple de Paris pouvait facilement passer de la liberté à la licence, et les magistrats de la ville employer cette multitude inflammable, avide de pain et de spectacle, d'argent et de mouvement, et resserrée dans un espace étroit, pour appuyer des remontrances ou des demandes déplacées. A la vérité, ni les grands, ni les parlements, ni le conseil de la ville n'avaient le droit de diriger, d'arrêter ou de contre-balancer l'action du gouvernement; mais ils pouvaient facilement s'arroger une autorité d'autant plus dangereuse qu'elle serait illégale. Il fallait nécessairement une main habile et exercée, à la fois douce et forte, pour conduire la nation; il ne suffisait pas de se faire craindre, il fallait encore se faire estimer; l'estime et la crainte sont des ressorts insuffisants dès qu'ils sont isolés, et, chez le peuple français plus que chez les autres, leur union assure seule leur activité.

Anne d'Autriche et Mazarin, son ministre et son favori, manquaient précisément des qualités nécessaires pour substituer au régime de la terreur le règne de la fermeté et de la justice. Les régences sont presque toujours des époques de faiblesse, parce qu'elles sont un état temporaire, et qu'elles donnent aux ambitieux beaucoup d'espérances et peu de craintes. Anne n'était pas propre à prévenir ou à corriger les imperfections de cet ordre de choses. Jalouse de plaire et avide d'encens, on pouvait tout obtenir d'elle en faisant l'éloge de sa beauté et de ses charmes. Naturellement gaie, et d'autant plus passionnée pour les plaisirs qu'elle les avait moins connus, elle craignait le travail et l'ennui des affaires. Elle ne manquait pas d'esprit, mais elle manquait de lumières; et son ignorance l'obligeait à croire les autres sur parole, et à s'abandonner à leur jugement. Plutôt opiniâtre que ferme, elle ne savait ni

résister à propos, ni céder de bonne grâce : bonne mais emportée, affable mais fière, elle laissait passer toute son autorité à ses ministres, et cependant elle haïssait toute espèce de résistance. Dans les moments décisifs elle a quelquefois montré de la résolution ; mais, hors de là, elle n'avait point de volonté, et le peuple, qui connaissait sa faiblesse, ne voyait en elle qu'une femme vaine, frivole, libérale jusqu'à la prodigalité, et ne lui pardonnait pas d'avoir donné toute sa confiance à un étranger.

C'était là le premier et le plus grand grief de la nation contre le cardinal Mazarin. Son rang et son pouvoir blessaient la vanité et l'orgueil de la nation ; eût-il fait le plus bel usage de l'un et de l'autre, on n'aurait jamais oublié qu'il était Italien. Richelieu l'avait recommandé à Louis XIII ; selon les uns, parce qu'il croyait l'avoir formé ; selon les autres, parce qu'il voulait gagner au parallèle qu'on ferait de lui avec son successeur. Mazarin avait obtenu la confiance de la reine par les services qu'il lui avait rendus pendant la vie de Louis XIII, son amitié par ses manières insinuantes et les agréments de son esprit. Il portait dans les affaires de la pénétration, un coup d'œil prompt et juste, et une finesse rare, à laquelle n'échappaient ni les détails des choses, ni les nuances des caractères, ni les pensées secrètes de l'âme. Dans la politique extérieure, fidèle au système de Richelieu, il tenait fortement à ses principes, et, comme il possédait l'art de négocier, il les appliquait avec succès aux circonstances. Mais il n'entendait rien à l'administration, et, bien loin d'avoir approfondi les besoins et les ressources du royaume, il ne connaissait pas même les formes consacrées en France. Un défaut total d'élévation d'âme et d'énergie de caractère gâtait les qualités de son esprit ou les rendait inutiles. Avide et avare, il était peu délicat sur les moyens d'acquérir des richesses ; il donnait peu, et il donnait sans noblesse et sans grâce. La ruse, la lenteur, la timidité, étaient empreintes sur son extérieur comme dans sa conduite ; fécond en artifices, il les employait partout, et échouait dans les affaires simples en compliquant sa marche sans nécessité. Il voulait obtenir du temps et de la lassitude ce que Richelieu emportait par la rapidité et l'audace de ses mesures. Craintif et pusillanime, on n'avait qu'à l'effrayer pour lui faire la loi ; il n'était ni cruel ni vindicatif, mais il ne reconnaissait pas plus les bienfaits qu'il ne ressentait les offenses. Comme il manquait de fierté, les bassesses lui étaient familières, sans que l'orgueil lui fût étranger. Lors même qu'il paraissait abandonner ses idées, il ne les

perdait pas de vue, et sa souplesse apparente cachait beaucoup plus de persévérance qu'on ne lui en soupçonnait ; mais il avait celle des idées sans avoir celle des actions. Cet homme n'était pas fait pour gouverner les Français, surtout après Richelieu, dont il était, comme disait lord Montaigu, l'opposé en tout. Il ne parlait pas à leur imagination par des formes imposantes ; il blessait leur franchise par ses locutions vagues et équivoques, irritait leur vivacité par sa lenteur, encourageait leur hardiesse par sa timidité, et faisait rire par sa mauvaise prononciation, dans un pays où l'on pardonne quelquefois des vices, mais jamais un ridicule. Richelieu avait été haï et craint, et on lui avait obéi ; Mazarin fut méprisé, et on se révolta contre lui.

Pendant les premières années de la régence, l'intérêt des négociations relatives à la paix de Westphalie, les plaisirs et les fêtes qui avaient tout l'attrait de la nouveauté, empêchèrent que la tranquillité du royaume ne fût troublée. A la vérité, Saint-Ibal et Montrésor avaient cru pouvoir profiter de l'ascendant qu'ils avaient sur l'esprit de la reine pour perdre le cardinal (1645). Les duchesses de Chevreuse et de Montbason étaient à la tête de cet essaim d'étourdis qu'on appelait les importants ; le duc de Beaufort encourageait cette espèce de parti. Ce petit-fils de Henri IV, dont le nom se trouve mêlé à tous les troubles de la régence, ne ressemblait à son aïeul que par sa bonté et sa vivacité naturelles ; il était brave sans jugement, loyal mais léger ; entreprenant mais indiscret ; son extérieur et son langage étaient peu dignes d'un homme de son rang, mais son éloquence populaire le faisait chérir du peuple ; on le nommait le roi des halles. Amant de madame de Montbason, il crut devoir épouser ses passions, et s'attacher à la cause des importants qu'elle défendait. La reine, fatiguée de leur pétulance, fit arrêter le duc de Beaufort ; il fut renfermé dans le château de Vincennes, et la cabale des importants fut dissipée sans effort.

Ces tentatives auraient dû apprendre à Mazarin qu'il y avait à la cour et dans la ville un esprit d'intrigues, un véritable besoin d'événements et d'agitation. Chacun voulait être occupé et occuper les autres de soi ; pour être à la mode, il fallait bâtir des plans, former des complots, ourdir des trames, avoir un secret de tuer le temps, et de se donner une sorte de considération et de relief. Le cardinal devait éviter de fournir des raisons d'agir contre lui, à cette foule d'hommes inquiets et remuants qui n'attendaient qu'un prétexte pour faire du bruit. Avec de l'ordre et de l'économie, il y serait peut-être parvenu ; mais il n'en-

tendait rien à l'un ni à l'autre; la guerre avec l'Espagne l'obligeait toujours à de nouvelles dépenses, et ces dépenses amenaient et multipliaient les édits bursaux. Les impôts étaient plutôt mal assis, répartis sans équité, perçus d'une manière vexatoire, que disproportionnés aux ressources et aux richesses de la nation; mais ils n'en étaient pas moins onéreux. Jean Particelli, sieur d'Émery, surintendant des finances, était l'instrument docile des volontés du cardinal et des fantaisies de la cour; il ne voulait qu'égaler la recette à la dépense; peu lui importait le choix des moyens. Cet homme était odieux depuis longtemps; sa place lui donnait déjà une espèce de défaveur publique; l'abus qu'il en faisait, et l'idée qu'il était créature de Mazarin, avaient changé cette défaveur en haine. L'édit du toisé qui paraissait attaquer les propriétés, et le tarif qui haussait les droits d'entrée, avaient irrité les Parisiens, et déjà le parlement, revenant à son ancienne marche, avait fait difficulté d'enregistrer ces nouveaux impôts. Dans ce moment, le ministre souleva contre lui les intérêts particuliers de la magistrature; il ordonna la création de douze nouvelles places de maîtres des requêtes, et exigea de toutes les cours souveraines, le parlement excepté, quatre années de leurs pensions, en forme de prêt. Elles se révoltèrent contre cette loi. Seule, chacune d'elles était trop faible pour lutter contre le gouvernement, mais leur union entre elles et avec le parlement pouvait donner plus de force à leur résistance. Cette union se fit, le 13 mai 1648, malgré les démarches de la cour pour l'empêcher, et ce fut à cet acte fameux que se rallièrent les nombreux ennemis du cardinal. La plupart des membres du parlement n'agissaient que par des vues d'ambition et de cupidité; les uns craignaient de perdre leur fortune et leur pouvoir, les autres voulaient en acquérir; mais ils paraissaient plaider la cause du peuple, en s'opposant aux dilapidations et aux impositions arbitraires d'un ministre odieux. Le peuple, toujours disposé à écouter, à justifier et à seconder ceux qui promettent de défendre ses intérêts, applaudissait à la résistance du parlement, sans examiner quels étaient ses titres pour jouer ce rôle. Ce qui paraît utile au peuple, lui paraît toujours légal; il ne se doutait pas des passions et des vues secrètes de ses protecteurs, et le mot de bien public, que les parlementaires avaient sans cesse à la bouche, donnait le change à tous les mécontents.

Les compagnies souveraines formèrent un comité composé de leurs députés, qui se réunirent à la chambre de saint Louis. On y traita, avec plus de hardiesse que de connaissance de cause, tous les objets relatifs

au gouvernement ; justice, finances, police, commerce ; quelque étrangers que ces objets fussent aux fonctions et au pouvoir de la magistrature, elle croyait que l'intérêt général légitimait ses délibérations. L'opinion publique sanctionna la conduite des parlements ; la cour n'osa rien entreprendre contre eux, et les partis se prononcèrent. Alors naquirent les noms de *frondeurs*, de *mazarins* et de *mitigés*.

Les premiers, qui tirent leur nom d'une plaisanterie de Bachaumont, étaient les ennemis du cardinal et les censeurs du gouvernement. On comptait parmi eux beaucoup de jeunes avocats et de procureurs qui, ardents, vains et avides, voulant arriver à la fortune, désiraient de se faire connaître, admirer et craindre, et trouvaient plus de plaisir à traiter des questions générales, et à jouer les hommes d'État, qu'à s'engager dans les détails fastidieux de la jurisprudence pratique. A leur tête se trouvaient quelques magistrats plus âgés, qui partageaient l'effervescence de la jeunesse, et qui presque tous avaient des raisons particulières d'animosité contre le ministre. Le président de Blancménil était irrité de la disgrâce de son parent, l'évêque de Beauvais, que le cardinal avait remplacé ; Longueil avait voulu devenir chancelier de la reine, et n'avait pas réussi ; le président Viole voulait venger, sur Mazarin, la chute de l'ex-ministre Chavigni ; Broussel, simple conseiller, avait désiré une lieutenance aux gardes, pour son fils, et on la lui avait refusée. Ce vieillard opiniâtre, fougueux, atrabilaire, mais honnête homme, préférait les partis extrêmes, et se décidait toujours pour les opinions exagérées ; le peuple l'adorait et le nommait son père. Les frondeurs voulaient qu'on s'opposât à toutes les mesures du ministre ; rien ne leur paraissait au-dessus de leurs censures, ni hors de la sphère de leur autorité, et, à les entendre, on eût dit que le parlement était investi du pouvoir souverain, et que toutes les affaires ressortissaient de son tribunal.

Les magistrats qu'on marquait du nom de mazarins, étaient des hommes qui approuvaient toutes les opérations du gouvernement, tandis que les autres les condamnaient toutes, et qui, par intérêt ou par principes, étaient aussi ardents à défendre le ministre que les autres l'étaient à l'attaquer ; outrés dans leurs opinions, comme leurs adversaires l'étaient dans les leurs, ils nuisaient à leur cause par un zèle excessif.

Placés entre ces deux partis, les mitigés tâchaient de les modérer et de les contenir, en leur accordant et en leur refusant tour à tour une partie de leurs prétentions et de leurs maximes. Ils voulaient agir dans les affaires d'État, mais avec circonspection et avec prudence ; leur mo-

dération et leur sagesse les rendaient également odieux aux deux partis qui les calomniaient avec une ardeur égale. Dans leurs rangs brillait un homme d'un rare mérite, digne des beaux temps de la Grèce et de Rome, le premier président, Mathieu Molé. Sa fermeté inébranlable, son intrépidité froide et réfléchie, arrêtaient la fougue des résolutions de ses collègues et la fureur des mouvements populaires; sa tête lumineuse et forte saisissait l'ensemble des affaires; son éloquence mâle et nerveuse était plus impérieuse que persuasive, elle avait même quelque chose de brusque et de rude; mais il ne parlait jamais mieux que dans les situations critiques, et alors il se surpassait lui-même. Citoyen éclairé et irréprochable, il voulait le bien, et, s'il ne put pas toujours le faire, du moins il empêcha souvent le mal. Il connaissait les chefs des mécontents, leurs motifs secrets, leurs vues ambitieuses, et il mettait tout son art à les deviner, à les prévenir et à les combattre avec succès.

Le plus distingué et le plus dangereux des ennemis du cardinal était Jean-François-Paul de Gondi, coadjuteur de l'archevêque de Paris, son oncle. Sorti d'une famille illustre, il avait été obligé d'embrasser l'état ecclésiastique, qui contrastait avec la nature de ses talents, de ses goûts et de ses passions. Nourri de la lecture de l'histoire romaine, son imagination forte et ardente ne rêvait qu'émeutes, révolutions populaires et conspirations; le plus beau rôle à ses yeux était celui d'un tribun factieux, et, au défaut du rôle des Gracques, il n'aurait pas dédaigné celui de Catilina. Un de ses premiers écrits avait été l'Histoire de la conjuration de Fiesque, ou plutôt le panégyrique de l'homme et l'apologie de ses projets. Son âme active lui faisait un besoin de tous les genres de succès. Son esprit, moins fait pour embrasser des vues générales et pour former des plans vastes et réfléchis, que pour saisir des vues de détail et des aperçus délicats, était inépuisable en expédients, et prompt à voir dans les circonstances particulières ce qu'il fallait faire ou éviter. Il était plutôt hardi que brave, et sa hardiesse dégénérait souvent en imprudence; il dissimulait avec succès, parce qu'il savait feindre avec art; son élocution facile et abondante faisait oublier les défauts de son extérieur. Ses mémoires suffisent pour prouver qu'il avait plus d'esprit que de génie, et plutôt une grande imagination qu'un grand caractère. Il fut le principal auteur des troubles de la France; il les prépara de loin et les fomenta soigneusement, parce qu'il voulait avoir la place de Mazarin, et qu'il fallait à cet esprit turbulent des intrigues, des factions et des mouvements populaires, comme il faut aux hommes robustes un

exercice violent et aux oisifs des spectacles. A la vérité, il parle beaucoup, dans ses ouvrages, du bien public et de plans de réforme, mais il n'indique nulle part quels étaient les siens; il se plaint de ce que l'ordre public et la liberté n'ont pas été conciliés en France; il gémit du despotisme de la cour; mais il ne dit pas comment l'autorité parlementaire aurait jamais pu servir de contre-poids à l'autorité royale. Dans le vrai, il voulait de l'argent, du crédit, du pouvoir et des plaisirs; et, pour y parvenir, tous les moyens lui étaient indifférents. Il avait dérangé sa fortune par ses prodigalités, et tâchait de gagner le petit peuple par ses largesses; l'année où les troubles éclatèrent, il avait répandu en aumônes plus de trente-six mille écus. Ses mœurs étaient déréglées jusqu'au scandale, mais il faisait servir ses plaisirs à son ambition, et ses intrigues avec les femmes lui fournissaient des facilités précieuses pour lier et conduire des affaires d'État. Prêtre sans religion, il affectait un saint zèle pour les devoirs de sa place, afin d'acquérir plus d'empire sur l'esprit du peuple; il caressait les curés, prêchait de temps en temps avec éclat, et soutenait des disputes en Sorbonne, afin que les bourgeois de Paris parlassent avec enthousiasme de sa piété et de son savoir. Tel était l'homme qui s'était proposé d'effrayer la reine, pour faire renvoyer Mazarin et pour obtenir sa place. Il était l'âme du parti des frondeurs dans le parlement, leur traçait la marche qu'ils devaient suivre, et les entraînait à des mesures dont il prévoyait seul les conséquences et les suites. Son but était de provoquer, de la part de la cour, des démarches vigoureuses; dans ses idées, le parlement devait commencer l'attaque, et le peuple devait frapper le coup décisif.

La cour ne pouvait voir d'un œil tranquille la marche progressive du parlement, qui déclarait illégaux tous les impôts auxquels il n'avait pas donné son consentement, et s'arrogeait le droit de prolonger ses sessions à volonté. Mais l'indolence de la reine et la timidité du cardinal empêchaient le gouvernement de montrer de la vigueur, et l'on espérait tout pacifier en gagnant du temps. La nouvelle de la victoire que le grand Condé venait de remporter à Lens le 20 août 1648, sur l'archiduc Léopold, donna l'idée à Mazarin de profiter de la joie et de l'éclat que répandait cette victoire, pour porter la terreur dans le parlement, et pour faire saisir les membres les plus réfractaires. Le jour même où l'on chantait le *Te Deum* dans l'église de Notre-Dame, on met sur pied les troupes de la maison du roi, et on les répand dans Paris, sous prétexte de donner plus de solennité à la fête, et ce grand déploiement de

forces n'a d'autre but que d'assurer l'arrestation du président de Blancménil et du conseiller Broussel, hommes aimés du peuple et haïs de la cour. Ces deux magistrats sont saisis, mais le peuple s'attroupe dans les rues et demande à grands cris la liberté des prisonniers. Broussel dont l'âge inspire du respect, dont la résistance ne paraît être qu'une fermeté généreuse, est l'objet de l'intérêt universel; sa détention semble être une calamité publique. La foule augmente, les gardes sont obligées de se replier. Dans ce moment se montre le coadjuteur; il fait le premier essai de son pouvoir, et marche à la tête du peuple, qui crie : Broussel et liberté. Sûr de son ascendant, Retz espère que la reine effrayée s'abandonnera entièrement à ses conseils, qu'il obtiendra que les prisonniers soient relâchés, qu'il sera chargé d'apaiser l'émeute, et que peut-être le ministère sera sa récompense. Il se rend au palais royal : Anne d'Autriche et ses courtisans ne croyaient pas que le danger fût sérieux et imminent; bientôt ils ne peuvent plus en douter. Le maréchal de Meilleraye, qui avait commandé les gardes, appuie les représentations du coadjuteur. La reine se refuse longtemps à rendre les prisonniers; le cardinal veut qu'on promette la liberté à Broussel, à condition que le peuple se retire. Il charge Retz et le maréchal de porter la parole; le coadjuteur accepte avec plaisir cette commission, et le rôle de médiateur entre le peuple et la cour flatte son orgueil et sa vanité; il apaise le peuple irrité, l'engage à poser les armes, et retourne au palais royal pour insister sur la liberté de Broussel, et pour recevoir les expressions de la reconnaissance de la reine. Anne, qui regarde le coadjuteur comme l'auteur secret des troubles, ne voit, dans le service qu'il lui a rendu, qu'une preuve humiliante de son pouvoir; elle le reçoit froidement, et lui dit d'un ton outrageant : Allez, monsieur, allez vous reposer; vous avez bien travaillé.

C'était trop ou trop peu. Il fallait tenir ferme, faire arrêter le coadjuteur, employer la force armée contre le peuple, casser les arrêtés du parlement, et abandonner des édits odieux. Voulait-on céder, il fallait y mettre de la dignité et de la grâce, gagner le coadjuteur en satisfaisant son ambition, au lieu d'irriter par des paroles insultantes un ennemi dangereux. Les demi-mesures de la cour devaient amener de nouveaux malheurs; le coadjuteur avait dévoré son ressentiment et ajourné sa vengeance. Il veut se faire craindre de ceux qui affectent de le mépriser, et, pendant la nuit, il organise, avec la plus grande activité, le soulèvement général du peuple pour le lendemain. Broussel, toujours prison-

nier, en était le prétexte, la vengeance de Retz l'objet, et les artisans, les manœuvres, les femmes, une grande partie de la populace, devaient être les instruments. Le lendemain les chaînes sont tendues, et tout Paris est en armes. Cette journée fameuse, connue sous le nom de journée des barricades, pouvait devenir sanglante. Le parlement était allé en corps redemander les prisonniers ; à son retour, ne rapportant au peuple que des promesses vagues, lui-même ne fut pas épargné ; le peuple l'oblige à retourner au palais, et à ne pas reparaître sans Broussel. Anne d'Autriche et le cardinal sont obligés de céder aux représentations des magistrats ; les prisonniers sont élargis ; on porte Broussel en triomphe dans sa maison, et l'allégresse est générale.

CHAPITRE XV.

CONDÉ S'ATTACHE AU PARTI DE LA REINE. — LA COUR QUITTE PARIS. — GUERRE CIVILE. — RAPPROCHEMENT. — BROUILLERIE DE CONDÉ AVEC LE CARDINAL. — SECONDE GUERRE. — FUITE DE MAZARIN ET SON RETOUR TRIOMPHANT.

Cette victoire du peuple sur le gouvernement inquiétait le coadjuteur qui avait été victorieux, presque autant que le ministre qui avait été vaincu. Retz sentait que la cour ne lui pardonnerait jamais ce triomphe, qu'elle tâcherait de regagner le terrain qu'elle avait perdu, et que le parlement et le peuple, enhardis par ce premier avantage, pousseraient sûrement plus loin leurs prétentions et leurs démarches. Lui-même ne comptait pas s'arrêter, mais il voulait se ménager de nouveaux moyens de résistance et de succès. Les deux partis cherchaient de l'appui auprès de Condé, et tâchaient de le gagner en flattant son orgueil. Le vainqueur de Rocroi et de Lens devait mettre un poids décisif dans la balance des événements. Condé a dû sa gloire militaire aux inspirations du génie, bien plus qu'au travail de la réflexion et de la pensée ; une imagination brillante et forte était sa qualité dominante ; elle était à la fois le principe de son talent et celui de la fougue et de l'impétuosité de ses passions. Fier, impérieux, hautain, Condé croyait que tout devait céder à l'ascendant de sa naissance, de ses victoires et de ses talents ; doux, aimable, étincelant d'esprit, il savait plaire à tous ceux qui reconnaissaient sa supériorité ; il accablait de ses hauteurs tous ceux à qui il supposait des moyens ou le désir de lui résister. De toutes les qualités nécessaires à un chef de parti, il n'avait qu'un courage éblouissant et une grande audace de résolution. Sa gloire personnelle était tout à ses yeux ; prêt à tout sacrifier à cette passion dominante, il était capable de combattre contre sa patrie avec autant d'ardeur que pour elle. A cette époque, il se rappela qu'il était prince du sang, et qu'il devait défendre l'autorité du trône ; malgré les sollicitations de Retz, il se déclara pour la cour. Cependant le parlement continuait ses attaques et ses usurpations sur l'autorité royale. Sûre du secours de Condé, Anne d'Autriche

quitta Paris avec le roi, et fut suivie par tous les princes du sang; elle se rendit à Ruel. Le parlement, étonné de ce parti vigoureux, la pria de revenir, mais elle s'y refusa avec fermeté. Le prince de Condé et le duc d'Orléans engagèrent le parlement à envoyer des députés à Saint-Germain pour entamer les négociations; ils le firent, mais il ne fut pas permis à Mazarin d'y assister. Le résultat de ces conférences fut la déclaration du 4 octobre, par laquelle les tailles furent diminuées et une partie des droits de tarif supprimée; les officiers des cours souveraines reçurent l'assurance de ne pas être troublés dans leurs fonctions par des lettres de cachet, et la reine donna sa parole de ne faire arrêter personne sans le faire interroger trois jours après sa détention. Charmée de conserver Mazarin, Anne promit tout avec la plus grande facilité; elle espérait que ses promesses n'auraient pas de suite, et elle se promettait bien à elle-même de les éluder.

La cour revint à Paris; mais, d'un côté, les intrigues du coadjuteur, l'ardeur des jeunes parlementaires et les dispositions du peuple, de l'autre les fausses démarches du ministre, la fierté d'Anne d'Autriche, les animosités des courtisans ne permettaient pas de croire que le rapprochement entre les deux partis pût être durable; chacun d'eux ne voulait que gagner du temps, et se ménager les moyens de se défendre ou d'attaquer ses ennemis avec plus d'avantage. Le parlement se plaignait de ce que tous les articles de la déclaration du mois d'octobre n'avaient pas été exécutés, et s'assemblait de nouveau pour se mêler des affaires du gouvernement, qui étaient étrangères à ses fonctions et à ses devoirs. Gondi désirait la place de premier ministre; en conséquence, il voulait pousser les choses à l'extrême, et soulever de plus en plus l'opinion publique contre Mazarin. Les libelles et les pamphlets se multiplaient; le cardinal et la reine elle-même n'y étaient pas ménagés. Gondi renouvela ses instances auprès de Condé, pour l'engager à se déclarer contre la cour; mais le rôle de factieux était au-dessous de sa dignité, et il préféra de défendre le trône. La reine le nomma son troisième fils, et n'épargnait ni les larmes ni les caresses pour le gagner. Mazarin, prodigue de soumissions, lui répétait qu'il ne voulait prendre conseil que de lui. L'âme ardente du prince supportait impatiemment les longs discours et les lenteurs des gens de robe; son orgueil était incompatible avec le leur, et, accoutumé aux mesures militaires, il s'ennuyait et s'irritait des formalités des lois. Bien loin de déguiser ses sentiments, il les exprimait avec une force et une franchise qui lui

aliénaient de plus en plus les frondeurs, et leur enlevaient toute espérance de l'attacher à leur cause. Le coadjuteur ne pouvant plus se flatter de séduire Condé, chercha des alliés contre lui dans sa propre famille. Le prince de Conti, âgé de dix-huit ans, pouvait donner du relief aux frondeurs par son nom et par sa naissance. A la vérité, sa constitution faible et délicate le rendait peu propre aux travaux de la guerre et aux fatigues d'un chef de parti ; mais son amour-propre, blessé de l'éclat et de la réputation de son frère, lui fit écouter favorablement les diverses propositions de la Fronde. La duchesse de Longueville, sœur des deux princes, était brouillée avec Condé, et elle acheva d'entraîner Conti dans le parti des mécontents. Cette femme belle, aimable, adroite, cachait sous une langueur apparente une âme de feu et une grande activité d'intrigues. Avec elle les frondeurs acquéraient en même temps à leur parti tous ceux qui n'avaient d'autre volonté que la sienne, et le nombre en était grand. Le prince de Marsillac, qui fut depuis duc de la Rochefoucauld, était son amant déclaré. Brave sans talents militaires, esprit fin et judicieux, écrivain pur et brillant, Marsillac se rangea du côté de la Fronde sans lui rendre de grands services, et le théâtre des guerres civiles ne fut pour lui qu'un champ d'observations ingénieuses et délicates sur le cœur humain.

Les deux partis étaient en présence l'un de l'autre et se mesuraient ; la guerre paraissait inévitable. Condé voulait que la cour s'emparât de l'île Saint-Louis, de la porte Saint-Antoine et de la Bastille ; que le roi et la reine se retirassent dans l'arsenal, et qu'ensuite on dictât la loi à Paris et au parlement. Ce plan hardi parut dangereux au conseil d'État, et la cour préféra de quitter la capitale ; elle s'évada de Paris le 6 janvier 1649, pour se retirer à Saint-Germain-en-Laye. Rien n'y était préparé pour la recevoir ; on manquait des choses les plus nécessaires ; à l'exception du roi et de la reine, tout le monde coucha sur la paille. Les frondeurs se félicitèrent d'une démarche qui achevait de perdre la cour dans l'opinion, puisqu'elle annonçait de mauvais desseins, et prouvait en même temps de la méfiance et de la crainte. Les mazarins espéraient de rentrer de force dans Paris, et de dicter des lois à main armée. Les gens sages trouvaient que la cour aurait mieux fait de sacrifier Mazarin, et d'employer tout l'ascendant que devait lui donner ce sacrifice, pour refouler l'autorité du parlement dans ses justes limites, ou simplement pour changer de principes et de maximes d'administration. Le parlement fut étonné et inquiet en apprenant le départ du roi ; il

fallait céder, ou entrer en guerre ouverte avec le souverain; le premier parti était contraire aux passions des cours souveraines, et aux intérêts de ceux qui les dirigeaient; l'autre était criminel et paraissait dangereux. Si le parlement avait été abandonné à lui-même, il aurait peut-être négocié avec la cour, mais le coadjuteur le dominait; la reine, qui croyait que Paris intimidé se rendrait à discrétion, gâta tout par une sévérité déplacée, et ordonna au parlement de se rendre à Montargis. Elle se trompait. Le parlement lança contre le cardinal un arrêt foudroyant qui le déclarait ennemi de l'État, et lui enjoignait de quitter le royaume dans l'espace de huit jours. Les bourgeois prirent les armes; le parlement ordonna des levées; toutes les classes paraissaient animées du même zèle. Les maîtrises et les corporations se taxèrent elles-mêmes; les magistrats, qui voulaient donner l'exemple, payèrent une somme considérable; le coadjuteur leva un régiment à ses frais; les vingt membres du parlement que le cardinal y avait fait entrer, et qui, jusque-là, objets du mépris de la compagnie, n'avaient pas osé y paraître, payèrent quinze mille livres par tête, pour effacer la honte de leur nomination; le duc d'Elbeuf, ses trois fils, le duc de Brissac et le marquis de Boulaye furent les premiers à quitter Saint-Germain, et à venir offrir leurs services au parlement; ils arrivèrent trois jours après l'évasion de la cour. Le duc d'Elbeuf, de la maison de Lorraine, qui descendait des Guise sans avoir hérité de leur ambition et de leurs moyens, fut nommé généralissime, dans le premier moment de la joie que causa sa présence; mais bientôt il fut obligé de céder ce rang au prince de Conti qui était parti secrètement de Saint-Germain, pendant la nuit, avec le duc de Longueville, le prince de Marsillac et Noirmoutier, selon les engagements qu'ils avaient pris avec le coadjuteur. Le duc de Bouillon, le maréchal de Lamotte, et le duc de Beaufort qui s'était sauvé peu auparavant du château de Vincennes, vinrent augmenter le nombre des mécontents et l'audace des factieux. Les Parisiens, fiers de ce renfort, se croyaient invincibles, et n'épargnaient ni sacrifices, ni efforts pour assurer le triomphe de la Fronde. On préparait des armes, on levait des troupes; les généraux faisaient venir les soldats des places qui leur avaient été confiées par le roi; Paris paraissait être devenu une ville de guerre; et au milieu de ces spectacles militaires, les fêtes, les danses, les plaisanteries, les bons mots formaient avec eux un contraste singulier.

Tout s'acheminait à la guerre civile, et l'on avait l'air de faire les préparatifs d'une partie de plaisir. Les grands, le parlement de Paris,

étaient en révolte ouverte contre le souverain; et personne n'avait le moindre doute sur la légitimité de ces démarches. Dans tous les écrits et dans toutes les déclarations, on séparait le roi du ministre; les grands croyaient que c'était à eux qu'il appartenait, dans un temps de minorité, de décider qui devait être chargé du gouvernement; le parlement s'imaginait représenter la nation, et se regardait comme un corps chargé d'éclairer, de diriger, de contre-balancer l'autorité royale. Le peuple de Paris était ivre de son importance; flatté de se voir caressé par ceux qui avaient besoin de lui, il jouissait du mouvement général, et se persuadait qu'une insurrection à laquelle présidaient les dépositaires des lois, ne pouvait être que légale. Ainsi, dans un pays où le pouvoir souverain n'est pas partagé, et où il existe des classes de citoyens puissants et des corps investis d'un pouvoir considérable, l'autorité royale est souvent entravée dans sa marche sans être contre-balancée dans son action; on lui désobéit au lieu de l'éclairer, et la révolte prend la place d'une opposition légitime. Tel était l'état de la France depuis qu'on avait laissé tomber les états généraux en désuétude; la constitution avait perdu une de ses parties intégrantes; le pouvoir absolu du prince n'était pas encore solidement établi, et le moyen légal d'empêcher ses erreurs et ses abus n'existait plus. Les habitudes de soumission n'avaient pas eu le temps de se former; on avait encore le désir et le besoin de résister au pouvoir; et, faute de formes légales, la résistance dégénérait en insurrection.

La cour, voulant faire cesser cet état de choses, ordonne à Condé d'agir. Condé se propose de réduire Paris par la famine, mais il n'avait que sept mille hommes pour bloquer cette ville immense. Cependant il occupe toutes les avenues, à l'exception de Brie-Comte-Robert et de Charenton. Le prince de Conti avait placé trois mille hommes dans ce dernier poste. Les troupes de Condé, sous les ordres de Châtillon, l'attaquent et s'en emparent; toute l'armée parisienne, forte de près de trente mille hommes, était sortie pour le reprendre; mais, malgré la supériorité du nombre, les généraux furent assez prudents pour ne pas exposer des bourgeois mal armés, et plus mal disciplinés, à l'action des troupes royales. Condé resta maître de ce poste important qui commande les deux rivières de la Seine et de la Marne, et ce fut à peu près le seul fait d'armes remarquable qui se passa durant toute cette guerre.

Elle ne fut pas longue. Les chefs des frondeurs sentaient que, la première effervescence passée, les habitants de Paris se lasseraient de payer

et de combattre, et qu'ils retourneraient à leurs travaux et à leurs occupations dès que les événements n'auraient plus pour eux l'attrait de la nouveauté. Les vivres étaient encore en abondance dans la capitale, parce qu'on les y faisait venir à tout prix, et que l'armée royale n'était ni assez nombreuse ni assez bien payée pour qu'aucun convoi n'échappât à sa vigilance ou à sa sévérité. Mais Condé attendait des renforts; l'argent diminuait à Paris, et la disette ne pouvait tarder à s'y faire sentir. On avait cru que l'armée de Turenne viendrait renforcer celle des frondeurs; c'était l'espérance de tout le parti. Le duc de Bouillon, frère de Turenne, l'avait fortement pressé d'abandonner la cour. Cette défection était contraire à ses principes et à son caractère. Turenne avait toujours paru plus avide de gloire que de crédit, et encore plus attaché au devoir qu'à la gloire. Son mérite était encore plus solide que brillant. Rival du grand Condé, destiné à partager avec lui l'admiration des contemporains et celle de la postérité, il ne lui ressemblait pas. Moins brillant et plus réfléchi, Turenne avait acquis, par le travail de la pensée, ce que Condé devait à l'instinct du génie. Tandis que Condé annonçait hautement sa supériorité, et voulait qu'elle fût reconnue de tout le monde, Turenne, simple et modeste, affable et doux, paraissait s'ignorer lui-même, et vouloir se faire oublier des autres. Dépourvu de l'imagination vive et féconde de son rival, il était étranger à ses passions ardentes et impétueuses. Rien de plus difficile que d'attacher un homme de ce caractère à la cause du parlement; cependant le duc de Bouillon y avait réussi. Turenne était amoureux de la duchesse de Longueville; le désir de lui plaire, et celui de recouvrer la principauté de Sédan, patrimoine de sa famille, peut-être aussi l'idée d'être le premier dans le parti opposé à celui de Condé, le déterminèrent à se déclarer pour le parlement. Il avait promis de marcher à Paris avec son armée; mais le ministre, qui se défiait de Turenne, lui en ôta le commandement avant qu'il se déclarât contre la cour, et remit les troupes au baron d'Erlach. Turenne avait espéré d'engager ses soldats à le suivre, en leur promettant beaucoup d'argent; mais les émissaires de Mazarin, plus habiles et plus actifs que le maréchal, avaient mieux réussi à flatter ou à satisfaire l'avidité des troupes; elles étaient demeurées fidèles au roi, et la Fronde se voyait sans armée.

Le coadjuteur, qui était toujours l'âme de son parti, crut qu'il fallait le fortifier par des secours étrangers. Apprenant qu'il ne pouvait plus compter sur l'armée de Turenne, il avait entamé des négociations avec

le comte de Fuensaldagne, ministre de l'archiduc, gouverneur des Pays-Bas. Cet esprit audacieux ne fut pas arrêté par l'idée de négocier avec les ennemis de l'État, et d'attirer les étrangers en France. Indifférent sur le choix des moyens, rien ne le faisait reculer dans ses projets; et cette circonstance seule de son rôle politique suffirait pour juger ses motifs, et pour apprécier son but. Fuensaldagne lui avait dépêché un moine bernardin, nommé Arnolfini, un de ces hommes qui ne compromettent pas les gouvernements, et qu'ils peuvent à leur gré avouer ou désavouer. Gondi le métamorphosa en cavalier, le fit paraître sous le nom de Joseph Illescas, et eut assez de crédit et de hardiesse pour le produire dans le parlement; il le présenta aux chambres assemblées, et les chambres écoutèrent ses propositions.

Les vrais citoyens qui se trouvaient dans le parlement, indignés de se voir engagés dans ces mesures criminelles, et pleins d'une juste horreur pour toute espèce de relation avec les ennemis de la France, résolurent de mettre fin à cet état d'anarchie, de se rapprocher de la cour. La cour elle-même craignant que l'Espagne ne tirât de grands avantages des troubles du royaume, désirait la paix, et avait envoyé un héraut au parlement pour lui faire les premières ouvertures; mais le parti de Gondi avait empêché qu'il ne fût reçu et écouté. Le vertueux Molé, le président de Mêmes, l'avocat général Omer Talon, réunirent leurs talents et leur crédit pour ramener la paix, et ils réussirent. Les conférences s'ouvrirent à Ruel. Ces habiles et respectables magistrats y montrèrent autant de fermeté que de prudence, et tâchèrent de concilier le respect pour les droits du trône avec les vrais intérêts des cours souveraines. Malgré les intrigues des frondeurs qui signèrent un traité avec l'Espagne, et malgré la résistance des généraux qui voulaient vendre chèrement au ministre leur soumission, l'accommodement fut conclu à Ruel, et signé, le 11 mars 1649, par les princes, les ministres et tous les députés. Le parlement promit de ne point faire d'assemblées de chambre pendant cette année. On accorda une amnistie générale à tous ceux qui avaient pris les armes dans la capitale et dans les provinces. La régente promit de ramener incessamment le roi à Paris, et s'engagea vaguement à diminuer les tailles, et à travailler à la paix générale. Les grands qui avaient épousé la cause du parlement, afin d'obtenir des gouvernements et des places, n'eurent, pour la plupart, que des espérances éloignées et très-équivoques. A la lecture du traité, les frondeurs devinrent furieux, et il y eut beaucoup d'agitations et de clameurs dans le

parlement; Molé fut insulté, et sa vie fut même en danger; mais il opposa son intrépidité ordinaire aux vociférations de ses collègues et aux menaces du peuple, et triompha de toutes les résistances qu'on lui opposait. Le traité de paix ne changeait sans doute rien à l'ordre de choses qui avait amené la guerre, et ne donnait aucune garantie légale du bonheur public au peuple et au parlement; mais l'intérêt général n'avait pas été le principe des troubles, il n'avait fait que servir de prétexte aux passions. La paix devait être aussi vague et aussi insignifiante que l'avait été l'objet de la guerre.

Bientôt un calme apparent régna dans la capitale; on parut avoir oublié toutes les anciennes divisions. Par les articles additionnels de Saint-Germain, ajoutés au traité de Ruel, les grands avaient obtenu des promesses; chacun d'eux avait eu soin de faire payer son obéissance. La cour revint à Paris; le roi y fit son entrée solennelle le 18 août; Mazarin et Condé étaient dans sa voiture. Les frondeurs et les mazarins se virent, s'embrassèrent, et vécurent ensemble comme s'il n'y avait jamais eu de divisions entre eux. Le duc de Beaufort et le coadjuteur furent les seuls qui ne parurent point à la cour. Le premier refusa d'acheter, par une visite au ministre, la permission de saluer la reine; l'autre espérait de voir renaître les troubles avec les fautes du ministère, et ne voulait pas faire croire au peuple qu'il eût entièrement abandonné ses anciens principes.

Lorsque Mazarin était revenu à Paris, Condé et lui avaient paru à côté l'un de l'autre, et le prince avait servi de sauvegarde au cardinal. Mais cette bonne harmonie n'était qu'apparente; dans le fond de l'âme ils étaient déjà brouillés ensemble. Le prince avait appris à connaître le caractère de Mazarin, et le méprisait. La pusillanimité du cardinal contrastait avec l'esprit entreprenant de Condé; la souplesse et la dissimulation de l'un devait répugner à la hauteur et à la franchise de l'autre. Le prince était trop ardent et trop fier pour déguiser ses sentiments; et dès qu'il n'estima plus Mazarin, il l'accabla de ses hauteurs et de ses dédains. D'un autre côté, le cardinal voyait qu'il s'était donné un maître dans la personne de Condé, et que les services que le prince avait rendus à la cour lui donnaient un grand ascendant et de plus grandes prétentions. La rupture était inévitable; Condé formait demandes sur demandes; ses désirs se multipliaient à raison de l'avidité de ceux qui recouraient à son crédit, et ses désirs étaient de véritables ordres. Ses manières et son ton étaient encore plus insultants que ses démarches: il voulait maîtriser la reine jusque dans l'intérieur de son palais, et la

forcer à voir des gens qui l'avaient offensée, et qu'elle refusait d'admettre dans sa société. La duchesse de Longueville, sa sœur, et la princesse de Condé, sa mère, entretenaient son animosité contre le cardinal, et nourrissaient son orgueil. Les frondeurs le recherchèrent, mais il refusa leurs propositions. Il ne voulait être d'aucun parti; et croyant se suffire à lui-même, il prétendait les maîtriser tous. Retz prévoyait que la cour ne pouvant pas supporter les hauteurs du prince, tâcherait de s'appuyer sur les frondeurs, pour hasarder contre lui quelque mesure vigoureuse. Il résolut de profiter des circonstances pour rendre de l'activité à son parti. Le payement des rentes avait été suspendu par le surintendant d'Émery. Les rentiers se plaignirent; ils avaient nommé douze syndics pour défendre leurs intérêts; Joly, créature du cardinal, était de ce nombre. Il arrange, de concert avec Retz, un assassinat simulé, pour échauffer les esprits, et mettre le parlement en mouvement; Joly lui-même feint d'avoir été frappé par un assassin. Ce crime prétendu répand quelque agitation dans les chambres, mais le premier président les contient et les apaise. Pour soulever les frondeurs contre Condé, et pour se ménager les moyens de le perdre, Mazarin emploie un artifice du même genre, et aposte des gens qui tirent la nuit sur le carrosse du prince. Condé, persuadé que les frondeurs ont voulu se défaire de lui, les accuse en plein parlement, et pousse cette accusation avec autant d'aigreur que d'imprudence. Mazarin saisit habilement cette occasion de brouiller Condé avec les parlementaires, et il engage Anne d'Autriche à se rapprocher du coadjuteur. Dans trois ou quatre conférences nocturnes tout fut réglé et conclu; Condé, Conti et le duc de Longueville furent arrêtés au Louvre, où ils s'étaient rendus pour assister au conseil; Condé, lui-même, trompé par le cardinal, avait signé l'ordre de mettre en mouvement les troupes qui l'arrêtèrent. Les prisonniers furent conduits à Vincennes (1650), plus tard à Marcoussi, ensuite au Havre; Paris fit des feux de joie.

Le cardinal paraissait avoir détruit ses ennemis l'un par l'autre, mais il triompha trop tôt. Les partisans de Condé s'étaient sauvés; le duc de la Rochefoucauld, retiré dans son gouvernement de l'Angoumois, levait des troupes contre le ministre; la duchesse de Longueville essayait de faire déclarer le parlement de Rouen et la Normandie; le vicomte de Turenne se joignait aux Espagnols, et, entrant avec eux dans le royaume, osait prendre le titre de lieutenant général du royaume pour la délivrance des princes; Clémence de Brezé, épouse du prince de Condé,

soulevait Bordeaux contre le ministre; le duc Charles de Lorraine, profitant des troubles de la France, avait mis des troupes sur pied, et recommençait la guerre en véritable aventurier. Quelque menaçantes que fussent ces apparences, elles se dissipèrent sans effort. La Rochefoucauld avait peu de moyens; la Normandie, fidèle à son devoir, résista aux instances de la duchesse de Longueville; Bordeaux était rentré dans l'obéissance; Turenne fut battu, le 19 décembre 1650, près de Rhétel, par le maréchal du Plessis-Praslin. La puissance de Mazarin semblait bien affermie, et la captivité des princes paraissait devoir être longue. Mais Mazarin avait promis le chapeau de cardinal à Gondi, et il ne tenait pas sa parole; cette circonstance changea la face des affaires, et les aspects des différents partis. Gondi et les frondeurs se coalisent avec les partisans des princes détenus; la princesse palatine, habile à manier les esprits, opère, par son adresse, cette jonction importante. Le parlement demande hautement la liberté de Condé et de ses frères. Mazarin pouvait déjouer les complots de ses ennemis en se faisant honneur de cet acte de justice, et peut-être regagner les princes en se hâtant de leur ouvrir les portes de leur prison avant que la nécessité l'y contraignît; le duc de la Rochefoucauld le lui conseillait; mais il croyait Condé plus redoutable que les frondeurs. Le duc d'Orléans, dont le coadjuteur avait gagné toute la confiance, renforce de son nom et de son crédit le parti qui exige la liberté des princes. Tout le monde se réunit à demander le renvoi de Mazarin; le danger devient si imminent que le cardinal croit devoir céder à l'orage; il quitte Paris (1651), et se retire à Liége, de là à Cologne. La reine veut le suivre, mais les bourgeois prennent les armes, se saisissent de toutes les portes, et l'empêchent de sortir de la capitale. Pendant que Mazarin, chargé de la haine publique, sort du royaume, le prince de Condé, à qui un ordre de la régente a rendu la liberté, rentre en triomphe dans Paris le 16 février, accompagné d'une foule immense qui a été à trois lieues à sa rencontre. Le peuple avait fait des feux de joie pour célébrer sa détention; il en fit pour célébrer son retour.

Gondi avait contribué à procurer la liberté au prince, mais Condé et lui ne pouvaient marcher longtemps ensemble. Tous deux étaient ambitieux et fiers de leur crédit, tous deux voulaient la première place. L'orgueil de l'un ne lui permettait pas des déférences; la vanité de l'autre lui faisait supporter impatiemment les hauteurs. Condé s'était engagé, dans sa prison, à consentir au mariage du prince de Conti avec mademoiselle de Chevreuse, qui avait un grand pouvoir sur l'esprit du coad-

juteur. Après avoir recouvré sa liberté, Condé s'oppose à cette union; la maison de Chevreuse et Conti méditent des vengeances; les frondeurs, qui épousent toutes leurs passions, se refroidissent pour le prince; la régente le traite avec moins de ménagement. Mazarin, qui, de Cologne, son lieu d'exil, la gouverne et la dirige, lui conseille de fomenter ces divisions naissantes, afin de perdre Condé et Gondi, et d'asseoir son autorité sur les débris de la leur. Le prince s'aperçoit d'un changement de système à la cour; pressé par la duchesse de Longueville, qui veut le renouvellement de la guerre, parce qu'elle ne veut pas retourner auprès de son époux, conseillé par le duc de Nemours, qui veut rompre les liaisons de Condé avec la duchesse de Châtillon, ce héros songe à quitter Paris. Extrême dans ses sentiments, et toujours imprudent dans ses démarches, Condé croit que son honneur et l'intérêt de sa sûreté exigent qu'il se ménage un appui auprès des ennemis de la France, et il forme des relations coupables avec les Espagnols. Anne d'Autriche veut de nouveau le faire arrêter; il se retire à Saint-Maur, et bientôt une grande partie de la noblesse vient se ranger sous ses ordres. La régente renoue la négociation; elle ôte le ministère à Servien et à Lyonne, créatures de Mazarin et odieux à Condé. Le prince retourne à Paris; son parti et celui du coadjuteur sont sur le point d'en venir aux mains; Gondi court même risque d'être tué dans le parlement; la guerre entre les deux partis paraît inévitable. En vain les esprits sages espèrent que la majorité du roi, solennellement proclamée le 5 septembre 1651, contiendra les factions, et préviendra de nouveaux troubles. Condé quitte Paris où les frondeurs sont plus puissants que lui, et se prépare à y reparaître à main armée. Le même parlement qui a condamné le cardinal, confisqué ses biens et mis sa tête à prix, déclare Condé criminel de lèse-majesté; mais Condé, malgré cet arrêt, reparaît dans le royaume avec des troupes qu'il a levées à ses dépens; il se retire dans son gouvernement de Guienne, rassemble ses partisans, et augmente ses forces. Ainsi la France va se trouver de nouveau livrée aux horreurs de la guerre; trois partis menacent de la déchirer; celui de Mazarin, celui des frondeurs, et celui du prince, également ennemi des deux autres. Tous trois se disent partisans de l'autorité royale, et tous trois veulent lui dicter des lois, et la contraindre, par la force, à faire leur volonté.

Heureusement pour la cour, Turenne, un moment infidèle à son devoir, la sert de sa tête et de son épée, et elle peut opposer au vainqueur de Rocroi et de Lens, un adversaire digne de lui. Condé, qui a

joint ses forces à celles du duc de Nemours et du duc de Beaufort, marche sur Bleneau, et surprend les quartiers du maréchal d'Hocquincourt, qui devait se joindre le lendemain à l'armée de Turenne; il les enlève ou les disperse. Le roi et la cour, qui étaient à Gien, sont obligés de se sauver, et sans l'arrivée de Turenne qui empêcha le prince de Condé de profiter de ses avantages, Louis XIV et sa mère étaient faits prisonniers.

Au milieu de ces opérations militaires, on négociait toujours. Tantôt on parle d'établir un conseil composé selon les formes que Louis XIII avait prescrites en mourant, tantôt on propose vaguement la convocation des états généraux. Dans le fait, la cour voulait gagner du temps, et ne songeait pas sérieusement à prévenir ni à corriger les abus de l'administration, et les chefs des partis ne parlaient de l'intérêt général des peuples, que pour assurer d'autant mieux leur intérêt particulier. Les grands voulaient des gouvernements, des titres ou des pensions; personne ne pensait au bien de l'État.

Cependant Condé s'était approché de Saint-Cloud, et ses troupes, mal payées et mal disciplinées, commettaient, dans les environs de Paris, de grands désordres qui irritaient les Parisiens. Turenne, qui a opéré sa jonction avec le maréchal de la Ferté, menace d'attaquer Condé dans cette position. Le prince lève son camp, et veut gagner Charenton; Turenne le suit, il est obligé de se jeter dans le faubourg Saint-Antoine; les deux héros se surpassent eux-mêmes dans cette journée fameuse. La supériorité du nombre est sur le point d'assurer la victoire à l'armée royale, lorsque le duc d'Orléans, qui était resté à Paris, et qui y formait un parti mitoyen entre celui de Condé et celui des frondeurs, se laisse surprendre l'ordre d'agir contre l'armée royale. Paris sauve Condé en lui ouvrant ses portes; mademoiselle d'Orléans fait tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi; Turenne est obligé de se retirer (1652). Louis XIV, spectateur de ce combat, le considérait des hauteurs de Charenton.

Cependant l'armée espagnole s'avançait au secours de Condé. Le cardinal fait tomber entre les mains des Espagnols une lettre qui leur persuade qu'ils sont trahis; ils se retirent. Le roi, délivré de cette crainte, transfère le parlement de Paris à Pontoise, et casse tout ce qui s'est fait dans la capitale. L'assemblée fut peu nombreuse; elle était composée des présidents et d'une vingtaine de conseillers. La cour publie une amnistie générale. Mazarin est renvoyé pour le moment et pour la

forme. Le peuple de Paris députe au roi, et le prie de revenir dans la capitale; Louis XIV cède à ses vœux; la guerre est terminée. Condé, qui ne croit pas pouvoir se fier à l'amnistie, quitte Paris et va joindre les Espagnols; le duc d'Orléans se retire à Blois; le cardinal de Retz est arrêté, et Mazarin revient triomphant prendre possession de sa place (1653), qu'il recouvre pour ne plus la perdre.

Les troubles de la minorité s'éteignirent d'eux-mêmes; une inquiétude vague les avait fait naître; l'ennui et la lassitude les firent cesser. Ces intrigues et ces mouvements sans objet fatiguèrent à la fin les grands et le peuple. La guerre n'avait point eu de but déterminé, et ne pouvait avoir d'effet immédiat et réel. On a dit que ces troubles de la France étaient les derniers efforts de la liberté mourante. Nous avons vu qu'il ne s'agissait dans cette longue intrigue, ni du maintien de la constitution, ni de l'établissement de nouvelles lois politiques. Les troubles de la Fronde furent bien plutôt les dernières tentatives de l'esprit factieux des grands, qui attaquaient le trône et se jouaient du peuple, et l'époque de la stabilité de l'ordre social en France. L'autorité royale, en devenant absolue, ne fut pas toujours tutélaire et protectrice; elle prévint, brisa ou punit les résistances sages, utiles et légales qu'elle rencontra dans sa marche; résistances qu'il aurait fallu respecter et dont on devait empêcher l'abus, en leur donnant des formes organiques, appropriées aux besoins de la nation. Si les libertés de la France sont tombées en désuétude depuis cette époque, il faut en accuser la Fronde; Louis XIV fut frappé, dans sa première jeunesse, d'une résistance illégale qui avait tous les caractères de l'insurrection, et qui menaçait la France des plus grands malheurs; les impressions profondes que ce spectacle fit sur son jeune cœur ardent et fier, y développèrent un penchant secret au despotisme; ce fut la licence du peuple qui lui fit craindre la liberté, et il crut, à tort, ne pouvoir réprimer l'une, qu'en anéantissant l'autre.

Après la fin des troubles, la guerre extérieure continua plusieurs années. Les dissensions civiles, partageant l'attention et les forces de la France, éloignèrent le moment de la paix. Les Espagnols firent des conquêtes sur les frontières, et le génie de Condé fut assez malheureux pour combattre quelquefois sa patrie avec avantage. Cependant nous verrons cette longue lutte se terminer à la gloire de la France, et assurer sa prépondérance politique. Avant de tracer ces événements, l'ordre des faits nous oblige de nous occuper du nord de l'Europe.

CHAPITRE XVI.

NOUVEAUX TROUBLES DANS LE NORD. — CHRISTINE. — SON ABDICATION. — CARACTÈRE ET VASTES PROJETS DE CHARLES X. — GUERRE DE LA SUÈDE CONTRE LA POLOGNE. — POLITIQUE ET CONDUITE DE FRÉDÉRIC-GUILLAUME, ÉLECTEUR DE BRANDEBOURG. — GUERRE DE LA SUÈDE CONTRE LE DANEMARK. — MORT DE CHARLES X. — PAIX D'OLIVA.

Deux ans après les troubles de la Fronde, pendant que la guerre entre l'Espagne et la France continuait toujours, de nouveaux orages se formèrent dans le Nord, et amenèrent un traité de paix dont l'influence sur les destinées de cette partie de l'Europe a été décisive. L'ambition du roi de Suède fut la cause première de ces grands événements. Si Christine n'avait pas abdiqué la couronne, ce prince ne serait jamais parvenu au trône, et le Nord n'eût pas été agité. Arrêtons-nous sur cet événement. Le caractère de celle qui donna ce spectacle à l'Europe est assez extraordinaire pour mériter un moment d'attention.

Nous avons vu que la fille du grand Gustave lui avait succédé dans un âge fort tendre (1632). On avait soigné son éducation, mais elle avait été trop savante, et l'idée que Christine devait régner avait tellement préoccupé son esprit et celui de ses instituteurs, qu'elle en perdit les grâces et les qualités de son sexe, sans acquérir celles d'un grand roi. Sa mémoire était prodigieuse; elle apprenait tout avec la plus grande facilité, et n'oubliait rien. Elle savait plusieurs langues, et lisait Tacite et Thucydide dans l'original. Son imagination vive amenait sans cesse une foule d'idées; son esprit prompt et pénétrant lui inspirait des saillies heureuses, et rendait sa conversation brillante. Capable d'un travail suivi et d'une application soutenue, elle saisissait toutes les affaires sans effort et les traitait avec succès; mais son caractère n'était pas à l'unisson de son esprit. Indépendante dans ses goûts, impétueuse dans ses résolutions, elle ne s'assujettissait jamais aux formes reçues. Son activité inquiète avait besoin de mouvement, encore plus que d'occupation; elle ne manquait pas de volonté, mais cette volonté n'était pas calme,

réfléchie, dirigée par des principes uniformes et fixes; elle exécutait avec courage les combinaisons de son imagination, mais de nouvelles idées lui faisaient facilement abandonner les premières. Plus spirituelle que sensible, elle n'était guère susceptible d'un attachement vif et prononcé; elle eut des favoris sans avoir des amis ni même de véritables amants; ses relations les plus intimes étaient plutôt des besoins de l'esprit que des besoins du cœur. Magnanime et généreuse, elle parut dans plusieurs moments de sa vie vindicative et implacable. La vanité était sa passion dominante; elle chercha toute sa vie à fixer les regards, avec l'agitation d'une personne qui n'est pas sûre de les mériter ni de les obtenir, et manqua la gloire en s'abandonnant trop au désir de faire un grand effet. Elle voulut paraître étonnante, elle réussit; elle excita l'étonnement sans exciter l'admiration, et, faute de choisir son but et de saisir fortement son objet, elle fut toujours plus singulière que grande. Sa figure portait l'empreinte de son caractère et de son esprit; son extérieur était sans beauté, comme son âme était sans harmonie; les grâces lui étaient étrangères; mais sa physionomie, sa taille, son port annonçaient une femme extraordinaire, et son habillement bizarre était assorti à sa figure et au caractère de son esprit.

Elle hâta, comme nous l'avons vu, la conclusion de la paix de Westphalie (1648), parce qu'elle voulait se livrer tout entière à son goût pour les lettres. Après avoir mis la dernière main à ce bel ouvrage qui assurait la tranquillité et l'indépendance des États de l'Europe, elle ne parut presque plus occupée que des sciences. Il serait injuste de lui refuser le goût de l'instruction et l'amour de la vérité; on ne peut pas non plus douter qu'elle ne voulût répandre les lumières en Suède, et y inspirer aux esprits une utile émulation. Mais on aurait tort d'attribuer tout ce qu'elle fit en faveur des savants à des motifs nobles et purs. Elle voulait un grand nom, une réputation étendue et brillante, et elle caressa ceux qui en sont les dispensateurs. Trop fière pour se borner à les gagner et à les corrompre par ses récompenses, elle voulut se les attacher en partageant leurs travaux et leur culte; et, comme la plupart des gens de lettres ne connaissent pas de plus grand mérite que le leur, ni de plus grand intérêt que l'objet de leurs veilles, les savants accueillis et consultés par la reine, ne virent en elle que son savoir, et la louèrent de bonne foi.

Malheureusement pour elle et pour la Suède, l'époque où elle protégea les sciences et attira les gens de lettres dans le royaume, n'était

pas encore l'époque brillante de la littérature. La philosophie, la poésie, l'éloquence, n'avaient pas encore atteint en France la perfection qu'elles y acquirent vingt ans plus tard, et c'était à la France principalement que Christine empruntait les hommes distingués qu'elle essayait de transplanter en Suède. C'était l'âge de l'érudition plutôt que celui des lumières et du bon goût; les langues mortes, les antiquités, l'intelligence des auteurs grecs et latins étaient les objets favoris de l'esprit humain. On rassemblait péniblement des matériaux; mais le temple du goût ne s'élevait pas encore, et les gens de lettres travaillaient, avec plus de désintéressement que de gloire, à préparer les triomphes de leurs successeurs. A la vérité, Malherbe avait déjà donné dans la poésie un modèle de force et d'élégance; Balzac avait créé la prose française en y introduisant le nombre et l'harmonie; Corneille avait enfanté le Cid; mais ces exemples étaient des exceptions à l'esprit dominant du siècle; la philologie était sur le trône de l'opinion.

Christine fut bientôt entourée d'érudits profonds à qui l'on ne saurait disputer le premier rang dans leur genre, mais qui n'avaient pas l'art de présenter la science sous des formes agréables, et qui la recommandaient peu à la cour par leur extérieur, leurs manières, leur langage. Bochart, Saumaise, Vossius, Meimbom, Naudé, étaient des hommes d'un savoir immense, mais qui n'avaient pas sacrifié aux grâces, et dont la conversation, plus instructive qu'intéressante, devait souvent fatiguer Christine. Cette princesse avait trop d'esprit pour ne pas s'apercevoir des défauts de celui de ses doctes instituteurs, et le malin Bourdelot, que Saumaise lui-même avait recommandé, versait le ridicule à pleines mains sur lui et sur ses confrères. Cependant, au milieu de tous ces érudits, dont la plupart n'étaient que laborieux et patients, Christine eut à sa cour deux hommes de génie, Grotius et Descartes. Mais le premier, qui écrivit l'histoire de son pays dans les principes d'un vrai citoyen et avec l'énergique concision de Tacite, et qui porta dans les ténèbres du droit des gens les lumières d'un esprit philosophique, passa la plus grande partie de sa vie hors de la Suède, occupé à la servir. Le second, dont l'esprit hardi et profond sappa par le doute l'édifice des connaissances humaines, qui se servit de sa raison pour renverser les anciens systèmes, et de son imagination pour construire le sien, mais qui traça la méthode avec laquelle on a combattu et réfuté ses erreurs, mourut (1650) peu de mois après son arrivée à Stockholm.

Le goût de Christine pour les lettres et pour les savants l'entraînait à

des libéralités et à des dépenses multipliées. Les pensions considérables qu'elle accordait aux gens de lettres, soit pour les en laisser jouir dans leur patrie, soit pour les attirer en Suède, les achats de manuscrits, d'antiques, de statues, de tableaux, qu'elle fit faire en Italie, par Nicolas Heinsius et par d'autres, le peu d'attention qu'elle donnait aux affaires de sa maison, mirent le désordre dans les finances, et toutes les classes de l'État gémissaient de ses prodigalités. On respectait en elle la fille du grand Gustave; on rendait justice aux qualités de son esprit, mais la nation n'était rien moins que satisfaite de son administration. Les soldats et les officiers regrettaient les hasards et les avantages de la vie des camps; ce règne pacifique ne convenait pas à leur humeur belliqueuse; le peuple même avait besoin de mouvement. Les vrais citoyens ne pouvaient admirer une reine qui s'entourait d'étrangers, les comblait de préférences et de distinctions flatteuses, et paraissait mépriser ses sujets. Christine aurait dû être fière de gouverner une nation brave, généreuse, qui s'était couverte de gloire et qui savait concilier l'amour de la liberté et l'amour de ses rois; mais bien loin qu'elle parût sensible à cet avantage, la place qu'elle occupait semblait être un fardeau pour elle. Les instances du peuple et du sénat, qui la conjuraient de choisir un époux et d'assurer la succession dans la maison de Wasa, augmentaient pour elle les ennuis du trône. Jalouse à l'excès de son indépendance, et craignant de se donner un maître dans la personne d'un époux, elle se refusait aux vœux de sa nation; mais afin de prévenir les troubles que sa mort pouvait occasionner, elle désigna pour son successeur Charles Gustave, prince palatin, son cousin, et elle fit ratifier son choix par les états du royaume (1649). Charles, voulant prévenir les défiances de la reine et paraître étranger à toute intrigue, fixa son séjour dans l'île d'Oeland, et y vécut dans la retraite.

Déjà une fois Christine, fatiguée des travaux et des soucis du trône, avait voulu abdiquer la couronne (1651); les conseils de Chanut, ambassadeur de France, qui s'intéressait véritablement à sa gloire, l'adresse de Pimentel, envoyé d'Espagne, qui avait un grand ascendant sur son esprit, les sollicitations d'Oxenstierna et d'une partie du sénat, l'avaient emporté sur ses répugnances; cependant elle n'avait fait qu'ajourner son projet. Trois ans après, le dégoût des affaires reprit le dessus, et elle résolut d'exécuter son dessein. Charles Gustave était trop habile pour trahir sa joie secrète, et il parut faire tous ses efforts pour prévenir une démarche qui devait combler ses vœux. Le vieux Oxenstierna,

plus sincère dans ses démonstrations, prédit à la reine, qu'elle se repentirait de cette mesure. Tous ceux qui souhaitaient la durée du repos de la Suède, pressèrent Christine de garder le sceptre. Elle tint ferme, et, persévérant dans son dessein, elle assembla les états, leur exposa sa résolution, résista à leurs instances, remit ses titres et son pouvoir à Charles Gustave, lui parla avec beaucoup de noblesse et de dignité de ses devoirs et des espérances des Suédois, et se réservant deux cent mille écus de revenu annuel, elle quitta le trône, ses sujets et sa patrie, non-seulement avec des marques d'indifférence, mais avec des signes de joie (1654).

Les savants et les gens de lettres blâmèrent en secret une résolution qui ôtait à Christine les moyens de leur être utile, mais ils l'approuvèrent en public, et, lui prodiguant les éloges, célébrèrent, en vers et en prose, ce qu'ils appelaient sa philosophie. Le peuple, qui admire toujours ce qui est rare, et qui, envieux du sort de ses maîtres, ne conçoit pas comment on peut renoncer à l'éclat du trône, ne vit dans cette abdication qu'un renoncement à soi-même vraiment sublime. Dans le fait, rien de plus éloigné de la vérité. Christine descendit du trône, parce qu'elle préférait ses plaisirs à ses devoirs et une vie indépendante au bien-être de ses sujets. Elle croyait trouver le bonheur en allant vivre sous un ciel plus doux, sur une terre plus riche et plus fertile, au milieu des artistes et des savants. La rigueur du climat de la Suède, l'âpreté de son sol, le peu de goût que les Suédois avaient pour les sciences et les lettres, ne lui offraient pas le genre d'agréments auxquels elle était le plus sensible. Son imagination avait besoin d'objets nouveaux, de scènes variées, de spectacles intéressants, et son inquiétude naturelle ne lui permettait pas de goûter les douceurs de la tranquillité. Peu jalouse de s'attirer l'estime et les bénédictions de son peuple par des travaux sages, lents et pacifiques, et ne pouvant commander l'admiration par des actions et des entreprises extraordinaires, elle crut que son abdication éblouirait ses contemporains et la postérité, et qu'elle acquerrait par une seule démarche cette immortalité que d'autres princes n'ont due qu'à une longue suite d'actions éclatantes. On a prétendu que le mécontentement secret des Suédois, les craintes que lui donnaient l'ambition sourde de Charles Gustave et l'activité du parti de ce prince, l'avaient déterminée à cette mesure; qu'elle avait préféré de renoncer volontairement à une place qu'elle était menacée de se voir enlever, et paraître céder à la philosophie plutôt qu'à la nécessité. Il est possible que des inquiétudes de ce

genre aient influé sur sa résolution ; mais le danger n'était encore que possible, et sur un caractère tel que celui de Christine, des craintes vagues et éloignées ne pouvaient être décisives.

La même année de son abdication, Christine abjura à Bruxelles la religion luthérienne et embrassa la religion catholique. Cette abjuration n'eut d'autre motif que celui de jouir à Rome, où elle comptait se fixer, de plus de distinctions et d'agréments. Les catholiques virent dans cet événement un sujet de triomphe, les protestants d'indignation, les gens sages de mépris. Depuis cette époque, les inconséquences et les bizarreries que la vanité dicta à Christine n'appartiennent plus à ce tableau historique, puisqu'elles n'eurent aucune influence sur les relations politiques des États de l'Europe. Elle passa la plus grande partie de sa vie en Italie, se livrant entièrement à son goût pour les sciences et les lettres. Deux fois elle alla en France, où elle obtint plus d'éloges que d'estime, et qu'elle effraya et révolta, dans son second voyage, par le meurtre de Monaldeschi. Après la mort de Charles Gustave, elle retourna en Suède, et essaya vainement de remonter sur le trône.

Lorsque Charles Gustave lui succéda (1654), la Suède était sortie triomphante de la guerre de trente ans ; elle avait acquis un grand ascendant en Europe et des possessions considérables en Allemagne ; mais elle avait payé chèrement ces avantages. La population et les finances du royaume avaient également souffert ; car les victoires, la gloire, les conquêtes, le crédit de la Suède lui avaient coûté beaucoup de sacrifices ; il fallait une longue paix, une administration sage et ferme pour effacer les traces de la guerre. D'ailleurs, la Suède ne pouvait et ne devait pas espérer de conserver sur l'échelle des puissances une place qui n'était assortie ni à ses moyens ni à ses ressources, et qu'elle ne devait qu'au génie de Gustave Adolphe et à une espèce de coup de force. Elle n'était pas faite par sa population, par ses richesses, par sa situation même, pour être une puissance du premier ordre. Il fallait que, par un heureux mélange de force et d'habileté, elle se replaçât elle-même au rang qui lui convenait, ou que, par de nouvelles guerres et des conquêtes, elle se ménageât des ressources, et qu'elle acquît encore davantage pour conserver ce qu'elle avait acquis. Christine avait adopté et suivi, par caractère plus que par principes, le premier de ces systèmes ; son abdication portant au trône Charles Gustave, fit triompher l'autre.

Ce prince était fils de Jean Casimir, duc de Deux-Ponts, et de la prin-

cesse Catherine, sœur de Gustave Adolphe. Suivant les lois de la Suède, sa naissance ne lui donnait point de droit à la couronne; mais les états de Suède, sur la recommandation de Christine, l'avaient nommé son successeur. Parvenu au trône (1649), il développa bientôt cette ambition active et ardente qui faisait le fond de son caractère, et qu'il avait dissimulée avec art dans sa retraite de l'île d'Oeland, tant que Christine avait régné. Son naturel, ses habitudes, ses principes le portaient à la guerre. Il avait fait ses premières armes en Allemagne, et il s'était formé à l'école de Torstenson. La réputation de Gustave Adolphe, et celle des autres généraux suédois qui l'avaient remplacé à la tête des armées, avaient inspiré à Charles Gustave une funeste émulation, et lui avaient persuadé que la gloire militaire était la première de toutes. Brave, actif, entreprenant, il aimait de préférence les projets vastes et difficiles, et, à la hardiesse d'imagination qui les conçoit, il joignait l'audace et la persévérance qui les exécutent. La justice, l'utilité même des entreprises cédaient à l'espérance du succès; l'éclat et la gloire légitimaient tout à ses yeux. Les victoires l'enivraient, et, dans cette ivresse, ses prétentions ne connaissaient point de bornes; les revers l'irritaient, et il pouvait s'oublier jusqu'à commettre des cruautés inutiles; fier, mais naturellement magnanime et généreux, dans ces moments, il ne se ressemblait plus à lui-même. Placé à la tête d'une nation belliqueuse, entouré d'officiers qui supportaient impatiemment le repos, il ne régna que pour faire la guerre, et parut sur l'horizon du monde politique comme un météore sanglant.

A peine il fut monté sur le trône (1654), qu'il chercha l'occasion de faire la guerre, soit qu'il voulût satisfaire son goût et qu'il crût que pour ne pas tomber, la Suède devait s'élever encore, soit qu'il se persuadât que pour affermir son autorité naissante, il fallait occuper au dehors l'activité de la noblesse. Le roi de Pologne lui fournit l'occasion ou le prétexte qu'il désirait. Le faible Jean Casimir avait succédé à son frère Ladislas (1648) sur le trône de cette république aristocratique, qui offrait toujours, pour son malheur, une noblesse toute-puissante, un peuple serf, et un roi sans pouvoir. Casimir, fils de Sigismond III, avait plutôt des prétentions que des droits à la couronne de Suède. Il crut devoir les rappeler à l'avénement de Charles Gustave. Le roi de Suède, décidé à faire la guerre, ne savait pas encore s'il attaquerait le Danemark ou la Pologne; cette circonstance le détermina, et il résolut de punir Casimir d'avoir parlé de titres qu'il n'avait pas les moyens de faire valoir. La

trêve de la Suède avec la Pologne n'était pas encore expirée (1636). On était convenu de suspendre les hostilités pour vingt-six ans; elles recommencèrent. Charles Gustave pouvait se promettre les succès les plus brillants. La Pologne combattait depuis plusieurs années les Cosaques Saporogiens, et elle avait perdu une grande partie de ses forces en essayant de soumettre, par la violence, ce peuple indomptable, longtemps son tributaire et l'instrument de ses victoires. La république avait soulevé, par ses injustices, cette nation de soldats qui, ne respirant que la guerre, se battait, pour le maintien de ses priviléges, avec autant de fureur que de succès. Elle avait fait cause commune avec les Tartares, et sous la conduite d'un Polonais nommé Chielminicki, qu'elle avait nommé son hetmann, elle ravageait impunément les provinces de la Pologne, et triomphait même de ses armées. Dans le même temps, les Russes attaquaient les Polonais avec avantage, et le czar Alexis Michaïlowitsch leur enlevait Smolensk et Biëlogorod. Jean Casimir, qui avait été prêtre et cardinal avant de devenir roi, n'avait aucune des qualités nécessaires pour exciter l'enthousiasme de son peuple, pour prévenir ou contenir les partis, pour défendre et sauver l'État. Les Polonais eux-mêmes, toujours désunis et divisés, ne paraissaient pas disposés à faire de grands sacrifices, et eussent-ils été animés de toute l'ardeur du patriotisme, leur organisation militaire, imparfaite et même vicieuse, ne leur permettait pas de lutter avec succès contre une armée disciplinée, aguerrie, obéissante et en état de tenir longtemps la campagne.

Charles Gustave pouvait donc, en attaquant les Polonais (1655), compter sur des victoires faciles, et l'événement justifia son attente. Witenberg, général suédois qui précédait son maître, pénétra sans résistance jusqu'aux bords de la Warta; le roi l'y joignit avec un autre corps d'armée; leurs troupes réunies montaient à trente mille hommes. Avec ces forces considérables, Charles marche en Pologne, et les conquêtes se succèdent avec rapidité. Les Suédois rencontrent peu ou point de résistance. Une partie des Polonais se déclare pour Charles Gustave; Varsovie se soumet, Cracovie est investie. Jean Casimir abandonne son trône et ses États, et se sauve en Silésie. Dans l'espace d'une campagne, presque toute la Pologne et la Lithuanie sont conquises.

L'électeur de Brandebourg ne pouvait voir avec indifférence les succès des Suédois. Le théâtre de la guerre s'approchait de plus en plus des frontières de ses États. Depuis la paix de Westphalie, Frédéric Guillaume n'était occupé qu'à faire oublier à ses sujets les maux que leur

avait faits la guerre, et il allait être forcé d'interrompre ses paisibles travaux. Ce prince avait succédé à son père George Guillaume (1640), mais il n'avait hérité de lui que des ruines. La plupart de ses provinces étaient occupées par les Suédois et par les Impériaux. Le pays était ravagé et dépeuplé; on ne voyait que des masures fumantes et des mendiants sur les grands chemins. Frédéric Guillaume n'avait que vingt ans lorsqu'il parvint au trône; mais il avait été formé à l'école du malheur, car le comte de Schwartzenberg, favori de George Guillaume, avait semé la division entre le père et le fils. Envoyé en Hollande, les leçons et les exemples qu'il y avait reçus avaient fructifié dans sa belle âme. Dans l'âge de l'inexpérience et des passions, il avait montré autant de mesure que de force, et n'avait annoncé d'autre passion que celle du bien public. Sa puissance n'était pas proportionnée à son génie, qui était fait pour une sphère plus vaste, et qu'il n'a peut-être pas déployé dans toute son étendue; mais il eut assez de sagesse et de force pour adapter toujours ses plans à ses moyens; et dans une position où, avec un esprit aussi actif que le sien, il était si facile de s'abandonner à des projets chimériques, il fut toujours grand, sans être jamais gigantesque. Il était instruit, comme un prince doit l'être, sans érudition, sans étalage et sans pédanterie. Brave et sachant faire la guerre, il sut toujours la commencer et la finir à propos, et connut une gloire plus belle que celle des armes. Versé dans toutes les parties de l'administration, et appelé par le malheur des circonstances à tout créer dans son pays, il développa, dans ce travail, un heureux mélange de prudence et de hardiesse; il dirigea la marche de la nature sans prétendre la forcer, et il assura la durée de son ouvrage, en n'accordant rien au hasard, et beaucoup au temps. Sa puissance était trop faible pour qu'il pût amener et maîtriser les événements, mais il sut profiter des circonstances, et changer de moyens sans perdre jamais son but de vue; souple et persévérant, il prouva que l'énergie du caractère est une puissance qui peut en remplacer d'autres. Actif, infatigable, bon sans faiblesse, fier sans orgueil, ardent sans violence, religieux sans superstition et sans fanatisme, il joignait à toutes les vertus mâles et fortes qui commandent l'admiration, les qualités douces et aimables qui gagnent les cœurs, et son extérieur à la fois agréable et imposant, sa physionomie noble et majestueuse portaient l'empreinte de son âme et annonçaient la présence du génie.

Ce prince, supérieur à sa place, tandis que la plupart des princes ses contemporains étaient au-dessous de la leur, avait obtenu, par la paix

de Westphalie, de nouvelles provinces. Il avait eu beaucoup de peine à s'en mettre en possession et à les faire évacuer par les Suédois. Depuis, il n'avait été occupé qu'à développer ses ressources et à multiplier ses forces, par une administration active et éclairée. Il avait appelé, dans le Brandebourg, des colons du pays de Brême, de la Hollande, de l'évêché de Liége et des Pays-Bas, et ces colons industrieux, diguant les rivières, saignant les marais, fertilisant les landes, perfectionnant l'éducation du bétail, fécondèrent et embellirent, par leurs travaux, la Vieille et la Nouvelle-Marche. Partout, l'électeur dirigeait par ses lumières, encourageait par sa présence, et accordait des secours et des récompenses; et partout la culture faisait des progrès; les villes et les villages renaissaient de leurs cendres. Pour faciliter les communications et augmenter ses revenus, il avait établi les postes dans ses États. Les malheurs de son pays, sous le règne de son père, lui avaient prouvé que la force seule garantit la sûreté des nations, et qu'on ne respecte pas longtemps ceux qui ne savent pas se faire craindre; il avait créé un corps d'armée permanent (1653); et les états du pays, exerçant pour la dernière fois le droit de voter l'impôt, lui avaient accordé la somme de cinquante-trois mille écus pour couvrir ces nouvelles dépenses. Aussi jaloux d'éclairer que de défendre ses sujets, et de féconder les esprits que de féconder la terre, il avait doté l'université de Francfort sur l'Oder; il avait transplanté à Berlin le grand collége fondé par Joachim Frédéric, et il venait de fonder une nouvelle université à Duisbourg (1655).

La guerre que l'ambition de Charles Gustave avait allumée en Pologne, et les succès des armes des Suédois, l'arrachèrent à ses occupations favorites. Frédéric Guillaume supportait impatiemment l'idée d'être vassal de la Pologne, et il désirait se délivrer de ce joug, qui lui paraissait déshonorant. En s'alliant avec Charles Gustave, qui souhaitait que l'électeur lui cédât les ports de Pillau et de Mémel pendant la guerre, il pouvait se flatter d'obtenir l'indépendance et la souveraineté de la Prusse. Mais Frédéric Guillaume connaissait l'ambition du roi de Suède, il redoutait sa puissance, et le voisinage de la république de Pologne était moins dangereux que celui de la Suède. Si cette puissance triomphait, l'existence de l'électeur devenait précaire, et le Nord tout entier était menacé de la servitude. D'ailleurs, Frédéric Guillaume devait, en sa qualité de vassal, des secours à la Pologne; la politique et le devoir semblaient également lui prescrire de ne pas favoriser les desseins et les conquêtes de Charles Gustave.

Mais les victoires des Suédois, la fuite de Casimir, les prétentions et les menaces de Charles Gustave, ne permettaient pas à l'électeur de consulter ses engagements et de faire entrer l'avenir dans ses plans. L'intérêt de sa conservation et de sa sûreté l'emporta sur toutes les autres considérations. Il fallait maintenir son existence avant que de songer aux moyens d'exister d'une manière avantageuse et indépendante, et l'électeur conclut à Kœnigsberg, le 8 janvier 1656, un traité avec la Suède, par lequel il contracta envers cette puissance les mêmes engagements qui l'avaient lié à la république de Pologne, et obtint d'elle les terres de l'évêché de Varmie; ce traité fut ensuite modifié, le 15 juin, par un autre qui assurait à Frédéric Guillaume les palatinats de Posnanie, de Kalisch et de Siradie.

Cependant Jean Casimir, honteux d'avoir abandonné la Pologne avec tant de précipitation, et voyant qu'il lui restait encore des ressources, était rentré dans ses États, et bientôt la plus grande partie de l'armée de la couronne se rallia autour de sa personne. La cour fait un accommodement avec les Cosaques; le czar de Russie offre des secours éventuels; les Tartares joignent leurs troupes à celles des Polonais, et leur armée, forte de quarante mille hommes, vient se camper auprès de Varsovie. L'armée suédoise était placée entre le Bog et la Vistule; l'électeur joignit Charles Gustave avec ses troupes; leurs forces réunies ne montaient pas à plus de seize mille hommes; cependant ils prirent la résolution d'attaquer les Polonais. Ce fut inutilement que de Lombres et d'Avangour, envoyés de France, tâchèrent de rapprocher les deux partis et de négocier la paix. Jean Casimir, se croyant sûr de la victoire, ne voulait écouter aucune proposition, et parlait du roi de Suède, et surtout de l'électeur de Brandebourg, avec autant de mépris que d'imprudence.

La bataille de Varsovie s'engagea; elle commença le 18 juillet, et se renouvela trois jours de suite. Les deux premiers jours, il n'y eut que des combats partiels entre quelques corps des deux armées; le troisième, la bataille devint générale, et les Polonais, pressés de toute part, furent entièrement mis en déroute. En vain la reine, épouse de Jean Casimir, tâcha de les arrêter. Elle s'était placée, avec la plus grande partie de sa cour, sur le pont qui traverse la Vistule, afin d'animer les Polonais par sa présence, et d'être témoin de leur victoire; elle le fut de leur défaite; ils laissèrent quatre mille morts sur le champ de bataille, et s'enfuirent dans le plus grand désordre. Les troupes brandebourgeoises eurent une grande part aux succès de cette journée. Cette première victoire jeta les

fondements de leur gloire militaire, apprit à l'Europe que l'amitié de Frédéric Guillaume pouvait être précieuse, et découvrit le secret de son génie à la multitude, qui ne juge que par l'événement.

Mais la victoire de Varsovie fut plus funeste aux Suédois qu'aux Polonais; elle donna l'éveil aux autres puissances. Les États de l'Europe étaient trop éclairés sur leurs véritables intérêts pour voir avec indifférence l'anéantissement de la Pologne et la prépondérance menaçante de la Suède. Les principes de l'équilibre politique exigeaient qu'on se hâtât de conjurer l'orage, et de contenir la force par la force. La France, l'amie et l'alliée de la Suède, ne voyait, dans l'agrandissement de cette puissance, qu'un utile contre-poids à la maison d'Autriche, et favorisait encore ses vues ambitieuses. Mais l'Autriche, la Hollande, le Danemark, l'Angleterre devaient craindre la domination absolue de la Suède dans le nord de l'Europe. Plus cette puissance prenait d'accroissement, plus elle acquérait d'influence en Allemagne; Ferdinand le sentit, il fit marcher des troupes, qui se joignirent aux débris de celles de Jean Casimir, et les opérations recommencèrent. La Hollande, qui n'avait point d'intérêt plus important que celui de son commerce, ne pouvait pas permettre que Charles Gustave s'emparât de toutes les côtes de la Baltique, comme il en avait le dessein. Il lui importait que Dantzig conservât son indépendance. Déjà, avant la bataille de Varsovie, elle avait envoyé une flotte, sous la conduite de l'amiral Opdam, pour couvrir et défendre cette ville, et elle avait fait une alliance avec le Danemark. Frédéric III, qui occupait le trône de Danemark, voyait surtout avec effroi les progrès de la grandeur toujours croissante de la Suède. Ce prince, dépourvu de qualités brillantes, en avait d'estimables; son esprit était médiocre, mais son cœur était généreux; dénué de talents militaires, il était brave et capable de payer de sa personne. Au défaut de l'admiration, il savait inspirer à ses sujets de la confiance et de l'amour. Charles Gustave avait paru rechercher son amitié, parce qu'il fallait qu'il fût sans inquiétude du côté du Danemark, pour exécuter ses vastes projets. Mais la cour de Copenhague n'ignorait pas qu'avant d'entreprendre la guerre contre la Pologne, il avait eu l'idée d'attaquer le Danemark; elle connaissait trop l'étendue de son ambition, pour ne pas savoir que la mesure de ses forces serait toujours celle de ses prétentions, et qu'il fallait tâcher d'affaiblir les premières pour prévenir les autres. D'ailleurs, la paix de Bromsebro avait coûté au Danemark de trop grands sacrifices, pour qu'il ne désirât pas de se libérer d'engagements onéreux. La guerre fut

donc résolue. C'était une guerre de prévoyance, dictée par les principes d'une saine politique. Ne voyait-on que le moment présent, elle était agressive ; pensait-on à l'avenir, elle était ordonnée par la défense légitime de soi-même. En exagérant des torts légers, et en prêtant à la Suède des torts imaginaires, on tâchait de prouver, dans le manifeste du Danemark, que Charles Gustave avait provoqué la guerre. Le manifeste de la Suède, faisant abstraction de l'avenir, tendait à montrer que le Danemark n'avait aucun sujet de l'attaquer ni de la craindre. Ces deux points de vue étaient également faux.

L'essentiel pour le Danemark était de profiter du moment, et d'empêcher Charles Gustave de quitter la Pologne avec son armée. Le roi de Suède se trouvait dans une position critique ; l'électeur de Brandebourg l'avait quitté avec ses troupes, après la bataille de Varsovie, sous prétexte d'aller couvrir les frontières de la Prusse contre les incursions des Polonais. Charles Gustave, voulant s'attacher ce prince, lui avait conféré, le 10 novembre 1656, par le traité de Labiau, la souveraineté de la Prusse ; mais Frédéric Guillaume ne se hâtait pas d'appuyer de toutes ses forces les succès des Suédois, car il craignait les triomphes de ses alliés presque autant que ceux de leur ennemi commun. Les troupes du roi de Suède, qui n'avaient jamais été nombreuses, affaiblies par leurs victoires mêmes, ne formaient plus qu'un corps de huit mille hommes. La Pologne avait été conquise, mais il était difficile de la conserver. Charles songeait à l'évacuer, et les Polonais, revenus de leur premier étourdissement, se préparaient à lui couper la retraite.

Le roi de Danemark, instruit des dangers de la position de Charles Gustave, et devinant son dessein, se propose de l'empêcher ; il fait sortir sa flotte ; renforcé par onze vaisseaux hollandais, il veut aller jeter l'ancre devant Dantzig, où il présume que le roi de Suède ira s'embarquer. Mais Charles Gustave était fait pour briller dans les situations périlleuses et désespérées. Exécutant, avec autant d'audace que de bonheur, le plan le plus hardi, il traverse la Poméranie et le Mecklenbourg à marches forcées ; et, avec une armée faible, mais animée par son courage, il se présente sur les frontières du Holstein, tandis que le roi de Danemark le croit en Pologne. L'étonnement prépare ses triomphes ; les Danois, surpris et abattus, ne font qu'une résistance équivoque ; le Holstein est conquis avec la plus grande facilité. Wrangel chasse les Danois du pays de Brême, où ils ont fait une invasion. Le Jutland et le Schlesvig reconnaissent la loi du vainqueur ; Friedrichsodde est prise

d'assaut le 24 octobre 1657, et, dans l'espace de trois mois, Frédéric III a perdu ses plus riches provinces. Ses malheurs lui procurent des alliés : les états généraux lui envoient de l'argent ; Frédéric Guillaume a conclu avec les Polonais le traité de Vehlau, qui lui assure les mêmes avantages que celui de Labiau, et promet du secours à Frédéric III. La Suède perd toutes ses conquêtes en Pologne ; les villes qu'elle a conservées se rendent l'une après l'autre, et le czar menace les places de la Livonie. Charles Gustave sent qu'il n'y a que des entreprises promptes et hardies qui puissent forcer le Danemark à conclure une paix avantageuse pour la Suède. La nature le favorise ; un hiver rigoureux couvrant de glaces solides les deux Belts, fraye le chemin à ses troupes. L'armée suédoise passe le petit Belt le 30 janvier 1658, et partout où les Suédois se montrent, les Danois épouvantés se rendent ou fuient; déjà la Fionie est conquise, les îles de Langeland et de Laland sont envahies avec la même facilité ; et bientôt Charles Gustave arrive, avec toute son armée, à Wordingbourg, dans la Seelande. Déjà Copenhague est menacée ; rien n'y était préparé pour soutenir un siége. Le roi s'était enfermé dans ses murs, bien résolu de les défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il tente la voie des négociations ; connaissant l'humeur altière de Gustave, il n'espérait que faiblement de réussir; mais dans ce temps le roi de Suède était encore modéré et éclairé sur ses véritables intérêts, et, craignant d'armer contre lui toutes les autres puissances, il ne se refuse pas à la paix; il se contente d'imposer au Danemark les conditions les plus dures. La paix fut signée à Roschild, le 8 mars 1658, et Frédéric ne l'obtint qu'en cédant à la Suède la Scanie, le Halland, le pays de Blekingen, les gouvernements de Bahus et de Drontheim, dans la Norwège, et en affranchissant les vaisseaux suédois des péages du Sund.

Charles Gustave avait acquis de la gloire et de nouvelles provinces ; la Suède redoutée dans le Nord, devait être au-dessus de toutes les craintes, comme elle était à l'abri de tous les dangers ; le Danemark affaibli ne pouvait être pour elle un sujet d'alarmes. Tout autre que Gustave, content de ces avantages brillants, aurait accordé à la fin à sa nation le repos dont elle avait besoin, et qu'elle avait mérité, et aurait expié, par une administration sage, des guerres dictées par l'ambition. Mais ses succès avaient étouffé dans son cœur toute espèce de modération ; ses flatteurs lui persuadaient qu'il était fait pour régner seul sur le Nord. Le comte d'Uhlefeld, seigneur danois, qui avait donné à son souverain de justes sujets de mécontentement, s'était réfugié à la cour

de Suède; ne consultant que sa haine personnelle contre Frédéric III, et sacrifiant son pays à sa vengeance, il excitait le roi de Suède à mettre fin pour toujours à la puissance du Danemark. A peine Charles a-t-il conclu la paix de Roschild, qu'il se repent de n'avoir pas abusé de sa victoire; et la visite qu'il rend, à Friedrichsbourg, à l'infortuné Frédéric III, qui le reçoit avec une cordialité touchante, bien loin de lui faire abandonner ses projets ambitieux, le fortifie dans ses regrets, et lui inspire de coupables espérances. Plus frappé de la médiocrité du génie du roi de Danemark, que touché de la bonté de son cœur, il ne sent que la supériorité de son esprit sur celui de Frédéric, et ne doutant pas de ses succès, il prend le parti de recommencer la guerre. Après la signature de la paix de Roschild, les conférences entre les plénipotentiaires danois et suédois avaient continué, afin de régler quelques détails. La Suède forme de nouvelles prétentions; le Danemark cède sur tous les points; tout à coup, lorsqu'on croit que Charles Gustave retourne en Suède avec ses troupes, il débarque à Corsoer, et annonce, sans déguisement, qu'il vient pour anéantir la puissance du Danemark, projet aussi injuste qu'impolitique, aussi odieux qu'imprudent, qu'il s'ôtait lui-même les moyens d'exécuter en l'annonçant. Au lieu de marcher droit à Copenhague, Charles Gustave perd un temps précieux à assiéger Cronenbourg, qui ne se rend, le 8 août 1658, qu'après un siége de vingt et un jours. Frédéric III profite de cet intervalle précieux pour mettre sa capitale en état de défense. Il parut véritablement grand dans ce moment décisif. Déterminé à s'ensevelir sous les débris de son trône, il emploie en même temps toutes les ressources de l'activité et du courage pour éloigner cette catastrophe. Son exemple allume l'enthousiasme de ses sujets; les vertus du roi, le danger imminent de la patrie, l'orgueil du vainqueur, l'idée de combattre pour ses foyers, l'espérance des secours promis par les Hollandais, réunissent tous les habitants de Copenhague dans un même sentiment. Les bourgeois deviennent soldats; les étudiants prennent les armes; c'est en vain que Charles Gustave bloque la ville; elle se convertit en un camp; tous les esprits paraissent animés du même zèle; on s'impose les privations les plus rigoureuses; les sacrifices se multiplient; les femmes, les enfants se livrent aux travaux les plus pénibles, et s'exposent à tous les dangers. Le roi et la reine animent tout par leur présence et par leur exemple. Charles Gustave presse le siége, mais la résistance qu'il rencontre l'étonne et l'arrête. Elle donne le temps aux Hollandais d'armer, d'é-

quiper et d'envoyer une flotte dans le Sund, pour faire lever le siége de Copenhague. Il importe à cette nation de négociants, qu'une seule puissance ne domine pas dans la Baltique. Elle pourrait leur en fermer les ports, et porter un coup terrible à leur commerce; c'est à la rivalité de la Suède et du Danemark que tiennent les priviléges dont ils jouissent; ils veulent les conserver à tout prix. Leur flotte rencontre dans le Sund les Suédois commandés par l'amiral Wrangel; la bataille s'engage le 29 octobre 1658; elle fut sanglante. Wrangel blessé ne peut plus diriger les mouvements de ses vaisseaux. L'escadre suédoise battue, est obligée de se retirer dans le port de Landscrona; mais la victoire ne produisit pas les effets qu'on en attendait; la flotte hollandaise ne parvint pas à faire lever le siége de Copenhague, parce que l'approche de l'hiver la força de quitter la Baltique.

L'année suivante, Charles Gustave, contre l'avis de ses généraux, essaye de livrer un assaut général à Copenhague; l'attaque est dirigée sur trois points; les Suédois font des prodiges de valeur, mais les habitants de Copenhague se défendent avec autant de valeur et plus de succès. Charles Gustave y perd l'élite de ses troupes, et il est obligé de rentrer dans ses lignes. Pendant ce temps, les Norwégiens lui enlèvent Bornholm et Drontheim, que la paix de Roschild lui a procurés; l'électeur Frédéric Guillaume, renforcé par un corps de troupes impériales, attaque, à la tête de trente mille hommes, les Suédois, et les chasse du Schlesvig et du Jutland. Une partie de cette armée passe même en Fionie, et, le 14 novembre 1659, après avoir battu les Suédois à Nybourg, elle s'empare de l'île. L'Angleterre, jalouse de l'ascendant que la Hollande prend dans la Baltique, y envoie une flotte, moins pour favoriser les projets de Charles Gustave, que pour empêcher la république des Provinces-Unies de dicter seule les conditions de la paix. Mais cette flotte anglaise n'entreprend rien en faveur des Suédois, parce que dans le même temps la Hollande envoie une flotte plus formidable sous les ordres du célèbre Ruyter.

Les revers multipliés que Charles Gustave avait éprouvés, l'avaient obligé à lever à la fin le siége de Copenhague, mais ils avaient plus irrité qu'humilié son orgueil. Malgré les efforts de l'Angleterre et de la France, la guerre se continuait, et menaçait de durer longtemps. Charles Gustave avait fait inutilement assiéger Friedrichshall, en Norwége; le chagrin abrégea ses jours, il mourut à Gothenbourg (1660). Sa mort pacifia l'Europe et fut un bonheur pour son pays; il laissa plus de gloire

que de regrets, et n'obtint de l'admiration qu'au prix de l'estime. Son fils, Charles XI, n'avait que cinq ans. Le conseil de régence voulait la paix; elle fut bientôt conclue.

C'était sur la base de la paix de Roschild que l'Angleterre, la France et la Hollande voulaient que reposât le nouveau traité; le Danemark espérait de profiter de la mort de Charles Gustave pour obtenir des conditions plus avantageuses, mais ses alliés n'appuyant pas ses prétentions, il fut obligé de les abandonner, et la paix fut conclue à Copenhague le 6 juin 1660. La paix générale l'avait été à Oliva, entre la Suède et ses autres ennemis. L'équilibre avait été rompu par les conquêtes de Charles Gustave sur la Pologne et le Danemark; mais il fut rétabli par le concours de la Hollande, de la France et de l'Angleterre. La Suède conserva la Livonie; on rendit à la Pologne la Prusse occidentale, et les places que les Suédois occupaient encore; on confirma à l'électeur de Brandebourg la souveraineté de la Prusse qu'il avait acquise par la paix de Vehlau; il restitua aux Suédois les conquêtes qu'il avait faites sur eux en Poméranie. L'acquisition de la Livonie faisait pencher la balance du côté de la Suède; mais ce n'était plus une prépondérance décisive et menaçante. La France, médiatrice et garante du traité d'Oliva, ménagea les intérêts de la Suède, son ancienne alliée, sans lui sacrifier les autres États du Nord.

CHAPITRE XVII.

LA PACIFICATION DU NORD EST SUIVIE D'UN GRAND CHANGEMENT DANS LA CONSTITUTION DU DANEMARK. CAUSES DE CETTE RÉVOLUTION. SON PRINCIPE. SA MARCHE. SON RÉSULTAT.

La paix de Copenhague avait sauvé le Danemark d'une dissolution totale, et avait assuré son existence politique. La révolution qui s'opéra dans sa constitution fut en grande partie amenée par les événements de la guerre. Ce phénomène politique a été pour le Danemark un événement heureux, et forme un contraste frappant avec toutes les autres révolutions de ce genre.

Nous avons vu les efforts sanglants mais inutiles qu'on a faits en Angleterre pour substituer, d'une manière durable, la démocratie à la monarchie tempérée, et les Anglais, après avoir passé par les orages de la république, et essayé du despotisme d'un usurpateur, revenir à leur ancienne constitution, comme on rentre dans le port après la tempête. Nous avons vu la France s'armer contre son roi, pour chasser un ministre qui lui paraissait indigne de sa place, s'agiter sans objet, se calmer sans avoir rien obtenu, et voler à la rencontre de l'homme qu'elle avait voulu éloigner à tout prix. En Angleterre et en France, l'autorité royale a été menacée et attaquée; les troubles y sont nés d'un amour peu éclairé pour la liberté, qu'on ne croyait pouvoir satisfaire que par l'affaiblissement ou la destruction du pouvoir du monarque. Nous allons voir une monarchie limitée convertie en monarchie absolue; ceux qui partageaient la souveraineté avec le prince, la lui conférer tout entière, et le peuple ne voir de garantie pour sa liberté que dans l'accroissement de l'autorité royale.

Jamais révolution ne fut plus douce et plus réfléchie dans sa marche, n'opéra un changement plus complet, et ne rencontra moins de résistance. Elle n'amena point d'effusion de sang; elle n'occasionna pas même un emprisonnement : à en juger par sa rapidité, on croirait

qu'elle fut l'effet de l'enthousiasme ou de la violence, et cependant tout y porte l'empreinte du sang-froid, de la sagesse et de la maturité.

Jusqu'à cette époque, le Danemark avait été une monarchie élective et limitée, telle que l'avaient été ou l'étaient encore la plupart des États de l'Europe, tous nés du sein du gouvernement féodal. Les rois étaient choisis dans la même maison; le fils aîné succédait ordinairement au père, mais pour régner de droit il lui fallait le consentement du sénat. Ce corps, composé des grands officiers de l'État et des membres choisis par le roi, d'après des règles dont il ne pouvait s'écarter, était chargé de toute l'administration. Les états du royaume consistaient dans les trois ordres, du clergé, de la noblesse et des villes; car les paysans des domaines royaux, qui avaient autrefois formé le quatrième ordre, étaient presque tous tombés dans la pauvreté et dans la servitude, à l'exception de ceux de quelques districts du Jutland.

La noblesse avait toujours eu la plus grande influence dans toutes les affaires, et surtout dans l'assemblée des états. En prenant la constitution à la lettre, le pouvoir du roi semblait être presque nul; mais dans le fait, il était considérable pour peu que le roi eût d'adresse et d'habileté, et dès qu'il avait du mérite personnel, il dominait le sénat, la noblesse et les états.

Cependant le gouvernement du Danemark était au fond aristocratique. La noblesse avait une prépondérance marquée sur les autres ordres; mais, pour son malheur, elle avait perdu dans l'opinion publique. Elle tenait fortement à ses priviléges pécuniaires; elle refusait de contribuer aux charges publiques, proportionnellement à ses richesses, dans un temps où le service militaire, qui avait été le principe de ses exemptions, n'était plus exclusivement son partage. Pendant la guerre entre le Danemark et la Suède, les nobles avaient été avares de sacrifices, et s'étaient peu occupés de l'intérêt général. La soif de l'or l'emportait chez eux sur les principes, et avait affaibli ou étouffé l'honneur. Ils avaient affermé les domaines royaux fort au-dessous de leur valeur, et ils négligeaient même de payer le prix du bail, et abusaient de leur immunité d'accises. La valeur et le courage, qui avaient longtemps distingué les nobles, paraissaient éteints. Déjà sous le règne de Chrétien IV, ils avaient servi sans ardeur et sans succès, et avaient plutôt éludé que rempli leurs obligations. En perdant l'éclat des qualités militaires, ils n'avaient pas acquis celui que donnent les connaissances, les lumières et la culture; la plupart ne songeaient qu'à gagner de l'argent, et leurs

prérogatives paraissaient d'autant plus odieuses, qu'elles n'étaient pas justifiées par leur mérite. Des hommes tels que le comte Uhlefeld et Sehestedt, qui joignaient aux dons de la nature tous ceux de l'éducation et du travail, étaient de véritables phénomènes. Dans tous les pays, leur esprit naturel, leur activité, la connaissance qu'ils avaient du monde et des affaires, les eussent tirés du pair; en Danemark, ils laissaient le reste de leur ordre à une prodigieuse distance; mais la conduite d'Uhlefeld et le rôle qu'il avait joué dans la dernière guerre faisaient oublier ses talents, et n'étaient pas propres à réconcilier la nation avec les nobles. Uhlefeld et Sehestedt, son ennemi, n'avaient point d'esprit public; ils ne travaillaient que pour eux-mêmes, et n'aimaient leur patrie qu'autant qu'elle offrait un théâtre à leur ambition, et qu'ils pouvaient espérer d'y régner.

Ainsi, la noblesse avait perdu de sa considération, parce qu'elle avait perdu de son mérite, et, d'un autre côté, l'ordre des bourgeois et celui du clergé avaient acquis plus d'ascendant et plus de confiance en eux-mêmes. Pendant le siége de Copenhague, Frédéric III, pour récompenser le zèle courageux des habitants de la ville, leur avait accordé des priviléges considérables. Mais, loin de les satisfaire, ces concessions et le sentiment des services qu'ils avaient rendus à l'État, leur faisaient supporter avec plus d'impatience les avantages exclusifs dont jouissait encore la noblesse. Le clergé qui, depuis la réformation, avait été appauvri, était presque composé en entier de bourgeois; la noblesse, qui ne trouvait plus les places ecclésiastiques assez lucratives, les avait entièrement abandonnées aux classes inférieures, et, depuis ce temps, l'ordre du clergé faisait toujours cause commune avec celui des villes.

Tels étaient l'état du Danemark et la disposition générale des esprits, à la paix de Copenhague. Les nobles étaient puissants, mais, aux yeux du public, leur mérite n'était pas assez grand pour légitimer leur pouvoir; le peuple était mécontent de ce que des individus sans naissance ne pouvaient parvenir à aucune place importante, et une fermentation sourde régnait dans tous les esprits.

Après la paix de Copenhague, le pays se trouvait dans l'état le plus déplorable: les campagnes étaient ravagées; le commerce languissait; les revenus du royaume étaient épuisés; on ne savait comment faire face aux dépenses publiques; l'armée demandait le prêt, et on ne pouvait ni la congédier ni la fixer sous les drapeaux sans la satisfaire. Le roi sentit la nécessité de convoquer les états du royaume; seuls ils pouvaient

guérir les maux publics. Il fallait changer l'organisation de la force armée, et multiplier les ressources pécuniaires de l'État, ou bien le Danemark était menacé de devenir tôt ou tard une province de la Suède. Le sénat voulut qu'on choisit la ville d'Odensée pour le lieu de la convocation des états; il semblait qu'il pressentit et soupçonnât les dispositions des habitants de Copenhague; mais les raisons qui faisaient incliner le sénat pour Odensée, furent précisément celles qui déterminèrent Fréderic III pour Copenhague.

Ce prince réfléchi, sage, naturellement flegmatique, n'était ni propre ni porté aux actions d'éclat. Le devoir avait sur lui plus d'empire que l'ambition; son âge, ses principes, le respect même qu'il avait pour son serment, ne lui permettaient pas de s'occuper d'une révolution; mais il voulait et attendait des réformes; il espérait qu'elles se feraient sans secousse et sans violence, et il paraît que, pour diminuer la résistance que les plans proposés par les états pourraient rencontrer dans le sénat, Frédéric III ne s'empressa pas de remplacer les membres décédés. Lors de l'ouverture des états, sept places se trouvaient vacantes.

La reine son épouse avait toute sa confiance, et cette princesse la méritait. Sophie Amélie joignait aux grâces de la figure les charmes d'un esprit pénétrant, juste, étendu et d'une imagination vive. On l'accusait de fierté, mais elle avait la dignité qui convenait à son élévation, et quand elle descendait de son rang, son amabilité avait d'autant plus de prix qu'elle ne la prodiguait pas. Ses ennemis mêmes ne pouvaient lui refuser de la fermeté et du caractère. Elle présidait elle-même à l'éducation de ses enfants, et leurs progrès récompensaient ses soins. Pendant le siége de Copenhague, elle avait montré le courage d'une héroïne, et partageant les dangers et les fatigues des soldats pour les animer par sa présence et par ses discours, elle restait des journées entières exposée au feu des assiégeants. Elle désirait des changements dans le gouvernement; trop éclairée pour ne pas sentir qu'il fallait des remèdes et non des palliatifs, elle comptait que l'assemblée des états établirait un meilleur ordre de choses. L'autorité royale ne pouvait que gagner à ces réformes. Souvent elle en parlait avec le roi; mais la cour n'avait point formé de plan, et l'événement fut au-dessus de ses espérances et même au-dessus de ses idées.

Il y avait un homme que le roi et la reine consultaient secrètement dans toutes les affaires, et cet homme n'occupait aucun poste important et n'était distingué par aucune décoration; c'était un simple secrétaire

de la chambre, nommé Christophe Gabel. Par son activité et par son zèle, il avait sauvé le Danemark en se rendant à la Haye (1658) et en pressant le secours des Hollandais. Intelligent, infatigable, modéré dans ses idées, modeste dans ses désirs, plus jaloux de servir sa patrie que de faire sa fortune, la cour le regardait comme un serviteur fidèle, qui inspirait d'autant plus de confiance qu'il ne la sollicitait et ne la commandait pas par ses titres, et son crédit était d'autant plus assuré qu'il était secret, et que les grands l'ignoraient, ou le croyaient peu redoutable.

Les états assemblés, le 2 septembre 1660, après que les pouvoirs eurent été vérifiés, le roi déclara, devant tous les états réunis, qu'il les avait convoqués pour remédier aux désordres des finances et pour ouvrir de nouvelles sources de revenus, et il chargea trois membres du sénat, Rosenkranz, Otton Krag et Pierre Reetz, de présenter aux états les dispositions de détail relatives à cet objet.

Les ordres se séparèrent; chacun s'assembla à part pour recevoir, examiner les propositions du sénat. Elles se réduisirent à demander qu'on établît un impôt général sur les consommations. C'était donner le signal de la division; la bourgeoisie ne voulait pas être chargée seule du fardeau des dépenses publiques; la noblesse alléguait ses priviléges, qui l'exemptaient de payer toute taxe de ce genre. La bourgeoisie mit en avant que, si l'on ôtait aux nobles les domaines royaux qu'ils avaient affermés pour une bagatelle, leur produit suffirait à couvrir les besoins de l'État; la noblesse vit dans cette déclaration une attaque formelle contre son existence et contre ses propriétés.

On avait demandé au sénat de développer son plan avec plus d'étendue, il le fit; la noblesse consentit à payer l'impôt pour tout ce qu'elle consommerait dans les villes, mais elle réclama ses franchises accoutumées pour tout le temps qu'elle passerait dans ses terres. C'était ne rien accorder, car la plupart des nobles vivaient toujours à la campagne; et ceux mêmes qui séjournaient quelquefois dans les villes, ne le faisaient que rarement. La bourgeoisie et le clergé annoncèrent qu'ils étaient prêts à consentir au nouvel impôt, du moment où la noblesse s'engagerait à payer proportionnellement. Cette première altercation ne fut pas sans aigreur, et quelques propos insultants, lâchés par les sénateurs contre les deux ordres inférieurs, achevèrent d'indisposer les esprits.

A la tête du clergé se trouvait l'évêque de Sélande, nommé Svane. Cet ecclésiastique avait été professeur à l'université de Copenhague, avant

d'arriver au poste honorable qu'il occupait; il possédait au plus haut degré l'art de diriger les délibérations d'une assemblée nombreuse; son éloquence persuasive et douce calmait les passions et maîtrisait les sentiments; une humeur gaie, une imagination riante, un extérieur agréable et imposant lui gagnaient tous les cœurs. Sous des formes douces il cachait de la tenue, de la persévérance, de la fermeté, et il employait l'ascendant que lui donnait la religion, pour fortifier son ascendant politique. Nansen, premier bourgmestre de Copenhague et président de l'ordre de la bourgeoisie, partageait les affections et les principes de Svane, et ces deux hommes furent les véritables auteurs de la révolution. Nansen était plus prononcé dans ses opinions et plus hardi dans ses mesures que Svane; mais cependant, dirigé par une raison supérieure et par l'amour du bien public, il ne se laissait jamais entraîner par les événements, ni subjuguer par la passion; toujours calme, réfléchi, modéré, il était d'autant plus maître des autres qu'il l'était de lui-même.

Nansen et Svane voyant la résistance que la noblesse opposait aux demandes justes et raisonnables de leurs ordres, se rappelant la conduite qu'elle avait tenue dans la dernière guerre et tous les griefs que la nation avait contre elle, résolurent de frapper un coup décisif, et de mettre fin à cette aristocratie qui dominait le peuple et le roi, entravait l'activité de l'un et le pouvoir de l'autre, et gouvernait l'État comme on administre une ferme à son profit. Ils ne voulaient pas que la noblesse perdît tous ses priviléges, mais ceux qui leur paraissaient incompatibles avec la prospérité générale; non qu'elle fût opprimée, mais qu'elle cessât d'être oppressive; non qu'elle fût dépouillée de tous ses avantages, mais qu'elle ne les possédât pas exclusivement : bien moins encore voulaient-ils donner aux classes inférieures cette autorité qu'ils se proposaient d'enlever à la noblesse; ils désiraient d'assurer à tous les ordres la liberté civile et une sûreté égale, et ils étaient trop éclairés pour croire que le vrai moyen fût d'établir des formes démocratiques. La source principale de tous les maux de l'État était la faiblesse de l'autorité royale; le roi n'était pas assez puissant pour faire le bien et pour protéger également tous les ordres de citoyens. Les nobles l'avaient presque réduit à être un roi titulaire; tout le pouvoir était entre les mains d'un sénat dont les membres avaient des intérêts opposés à l'intérêt général; les formes électives, et l'usage de faire signer au roi une capitulation qui lui liait les mains, avaient presque anéanti l'autorité royale; c'étaient ces formes et cet usage qu'il fallait abolir. Nansen et

Svane formèrent le projet de déclarer la monarchie héréditaire dans le Danemark et de débarrasser l'autorité royale des entraves qui l'empêchaient d'agir.

L'exécution de ce projet pouvait paraître au premier coup d'œil très-difficile, et cependant elle ne l'était pas. Les qualités personnelles de Frédéric la favorisaient singulièrement. Quand Nansen et Svane lui firent communiquer leur plan, par l'entremise de Gabel, il ne put que l'approuver. Son intérêt propre et celui de l'État se réunissaient pour le lui faire adopter. Mais il l'adopta avec cette indifférence qui faisait le fond de son caractère. Comme on ne le connaissait ni ambitieux ni entreprenant, la noblesse ne se défia point de lui dans les premiers temps de l'assemblée des états. Le plan, ignoré des nobles, put mûrir en silence, sans qu'ils prissent aucune mesure pour l'empêcher; lorsqu'il fut conduit à sa maturité, les vertus et la probité de Frédéric III inspirant une confiance générale, assurèrent son développement et ses succès, et lui donnèrent plus d'étendue qu'il n'en avait eu d'abord.

D'ailleurs, quand le mérite personnel de Frédéric n'aurait pas rassuré sur l'usage qu'il pouvait faire d'une plus grande autorité, des considérations de ce genre n'étaient pas de nature à frapper les esprits; des dangers éloignés et inconnus ne pouvaient contre-balancer la haine qu'on portait à l'aristocratie, le souvenir de ses torts, le sentiment de sa mauvaise administration; le procès de la noblesse était instruit et jugé dans l'opinion; l'essentiel paraissait être de lui enlever son influence politique, et l'on était persuadé que tout autre ordre de choses valait mieux que l'ordre actuel.

Nansen et Svane, sûrs du consentement du roi, communiquent leurs idées aux membres de leurs ordres les plus distingués par leurs lumières et les plus utiles par leur crédit. Les premières conférences de ce comité furent secrètes (2 septembre 1660). Quand les matières y eurent été préparées, et qu'on se fut assuré que le clergé ne désavouerait pas les opérations de ceux qu'il avait députés aux états, Nansen et Svane résolurent de proposer chacun à leur ordre un acte qui substituât l'hérédité de la monarchie aux formes électives. Comme l'ordre des ecclésiastiques avait beaucoup d'influence sur celui des bourgeois, Nansen attendit que Svane eût réussi. Ce prélat entraîna par son éloquence ceux qui n'étaient pas encore gagnés à son opinion; tous signèrent; et se rendant aussitôt dans la salle de l'ordre des bourgeois, ils donnèrent par leur présence une force irrésistible au discours de Nansen. Les députés des villes

s'empressèrent à mettre leur signature sous cet acte, qui leur paraissait le garant de la prospérité du Danemark et le gage de son indépendance. Les hommes passionnés triomphaient de l'abaissement de la noblesse; les hommes timides se laissèrent aller au mouvement général; personne ne pensait qu'il était possible, en opposant forces à forces, et en partageant le pouvoir selon les vrais principes, de concilier l'ordre et la liberté.

L'acte dressé et signé le 8 octobre, les deux ordres, traversant les rues de Copenhague dans une procession solennelle, allèrent le présenter au roi et au grand maître de l'empire, Gersdorf, président du sénat et de l'ordre de la noblesse. Frédéric le reçut avec une joie modeste et tranquille, la noblesse avec un étonnement mêlé de fureur. Dans le premier moment, elle annonça une résistance sérieuse, et Otton Krag menaça même avec violence le bourgmestre Nansen, qui lui répondit avec autant de présence d'esprit que de dignité; mais après trois jours de fluctuation et d'incertitudes, la noblesse se détermina à consentir à la grande innovation et à signer l'acte d'hérédité. Elle n'avait aucun moyen de résistance, et son opiniâtreté aurait pu lui devenir funeste; elle sentit le danger de sa position, et elle céda, quoiqu'à regret, à la force des circonstances. Les troupes qui se trouvaient à Copenhague étaient attachées au roi, et toutes les gardes avaient été doublées dès le 8 octobre. Tarresen, capitaine général de la ville, député de Copenhague aux états, avait fait armer les compagnies qui, aguerries par les travaux du siége, paraissaient disposées à seconder de toutes leurs forces la révolution. La plupart des nobles auraient voulu pouvoir se retirer dans leurs terres, afin d'amener la dissolution des états et de se ménager des moyens de résistance; mais le roi et le magistrat de Copenhague avaient donné à temps l'ordre de fermer les portes; leurs tentatives furent inutiles.

La noblesse, forcée de se soumettre, n'avait consenti, par son arrêté du 11 octobre, qu'à l'hérédité du trône en ligne directe pour les mâles; mais Frédéric III ayant déclaré, dans l'audience générale qu'il accorda aux trois ordres, qu'il répugnait à ces conditions, ils lui présentèrent un acte, du 13 octobre, par lequel les formes électives étaient abolies, et l'hérédité devait même s'étendre aux femmes.

Rien n'était fait encore, et tout paraissait achevé. Une monarchie héréditaire n'est pas nécessairement une monarchie absolue. Il s'agissait de déterminer quels seraient, sous cette nouvelle forme, les droits des ordres, des états et du roi; les débats devaient s'engager, et ils

menaçaient d'être interminables, lorsque Svane proposa de s'en remettre entièrement au roi, et de lui conférer la dictature. La confiance que les différents ordres avaient dans le caractère de Frédéric III, et la défiance et la crainte qu'ils avaient les uns des autres, étaient telles, que cette proposition fut adoptée d'un consentement unanime. Frédéric III fut donc proclamé monarque souverain. La capitulation qu'il avait signée en montant sur le trône, fut formellement annulée. Le 18 octobre 1660, les états lui prêtèrent hommage solennel, en sa qualité de roi héréditaire et absolu. L'empressement fut général, la joie universelle. Toute la nation applaudit à ses députés, et vit dans la révolution l'ère de l'âge d'or du Danemark. La loi royale publiée devint la base du droit politique qui gouverne encore aujourd'hui ce royaume sous le rapport de la politique extérieure. Cette constitution a soustrait le Danemark aux intrigues des puissances voisines. L'influence des étrangers diminua du moment où l'élément aristocratique disparut.

CHAPITRE XVIII.

FIN DE LA GUERRE DE L'ESPAGNE AVEC LA FRANCE. — PAIX DES PYRÉNÉES. — LA FRANCE AU PREMIER RANG. SA PUISSANCE RELATIVE. PROGRÈS DE SA PUISSANCE ABSOLUE. — ÉTAT DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE.

Le midi de l'Europe fut pacifié presque en même temps que le nord. La guerre entre la France et l'Espagne avait survécu à la paix de Westphalie; mais, faute de moyens, elle se fit des deux côtés assez mollement. Il y eut des actions d'éclat, mais point d'opérations décisives, ni de vastes plans de campagne. Le théâtre de la guerre fut presque toujours en Flandre. On assiégeait des villes, on livrait des batailles pour faire lever les siéges; on prenait et l'on reprenait les villes; le tableau de ces guerres ne présente ni ensemble ni unité.

Le seul spectacle digne d'attention qu'elle offre, c'est Condé combattant contre Turenne. Le prince avait quitté la France pour porter les armes contre sa patrie; les Espagnols l'avaient accueilli avec distinction, et lui avaient confié le commandement de leurs troupes dans les Pays-Bas; mais le grand Condé était l'objet de la jalousie secrète des généraux espagnols, et souffrait de leur haine ou de leur incapacité. Il ne devait être victorieux qu'en combattant pour son pays; mais il acquit de la gloire, même par ses défaites. Turenne avait forcé ses lignes à Arras (1654), et lui avait fait lever le siége de cette place; mais Condé avait couvert la retraite de l'armée avec autant d'art que de succès, et Philippe IV lui écrivit après cette action : « Je sais que tout était perdu, et que vous avez tout sauvé. » Deux ans après, Condé et don Juan d'Autriche avaient attaqué et enlevé les quartiers de Turenne, qui assiégeait Valenciennes; mais le maréchal avait sauvé les restes de son armée par des dispositions admirables, et même il avait remporté une victoire complète sur Condé et don Juan d'Autriche, près des Dunes. Cette victoire fut due aux fautes du général espagnol autant qu'à l'habileté de Turenne; Condé avait prévu le résultat, sans avoir assez de crédit pour le prévenir.

Cette bataille décisive donna Dunkerque aux Anglais. L'alliance que Cromwell avait faite avec la France devint funeste à l'Espagne; ses flottes furent battues, ses galions pris, son commerce ruiné, la Jamaïque conquise, le Mexique menacé. Ces pertes multipliées, qui épuisaient l'Espagne déjà affaiblie, lui firent désirer la paix; Mazarin la voulait également.

Les conférences s'ouvrirent dans l'île des Faisans, formée par la rivière de la Bidassoa, au sein des Pyrénées. Don Louis de Haro, neveu du comte-duc Olivarès, et qui lui avait succédé dans le ministère, y négocia lui-même avec le cardinal. C'était la lutte de la roideur avec la souplesse, de la fierté avec la douceur, de la franchise avec l'art, d'un esprit médiocre et peu instruit avec un esprit supérieur et profondément versé dans la politique. On perdit du temps à disputer sur la préséance et sur l'étiquette; à la fin le travail commença; au bout de vingt-quatre conférences il fut achevé. Don Louis de Haro était indécis, faute de lumières et de principes fixes; Mazarin savait ce qu'il voulait; il le demanda; il insista et parvint à son but. La paix fut conclue le 7 novembre 1659; elle est connue sous le nom de paix des Pyrénées.

La France ne garda du côté des Pyrénées que Perpignan, le Roussillon et le Conflans; elle acquit, du côté des Pays-Bas, la plus grande partie de l'Artois; on rendit beaucoup de places de part et d'autre.

Le rétablissement du prince de Condé dans ses dignités et dans ses biens fut accordé par la France. Cet article éprouva de grandes difficultés. Le cardinal avait une animosité secrète contre le prince, qui avait eu de grands torts envers sa patrie, et de plus grands envers Mazarin; mais le ministère espagnol épousa ses intérêts avec beaucoup de chaleur, et se montra à son égard ferme et loyal. Comme Haro menaça le cardinal de former à Condé un établissement indépendant dans les Pays-Bas, aux dépens de la France et sur ses frontières, Mazarin céda. Le prince reçut de l'Espagne un million d'écus d'or; il retourna dans sa patrie; la nation et le roi oublièrent ses erreurs; lui-même ne les oublia jamais. Sa gloire passée effaçait aux yeux du public les taches de sa vie; les services qu'il avait rendus à la France, et ceux qu'il lui rendit encore, expièrent ce qu'il avait fait pour ses ennemis.

Le duc de Lorraine, Charles, avait été dépouillé, et il était prisonnier. On convint de sa liberté et de son rétablissement; mais ce prince, plus soldat que capitaine et souverain, était d'un caractère inquiet et turbulent; à ses défauts personnels il joignait le malheur d'avoir des États qui

par leur position convenaient à un voisin puissant. Sa vie fut toujours agitée; on faisait sans cesse avec lui de nouveaux traités, et on les rompait avec une facilité égale. Cet état de choses a duré jusqu'à l'époque où la Lorraine a été incorporée à la France.

L'article le plus important du traité des Pyrénées fut le mariage de Louis XIV avec Marie Thérèse, infante d'Espagne, fille de Philippe IV. L'Espagne aurait voulu la donner à l'archiduc Léopold, mais l'habileté du cardinal triompha de ses répugnances. Il désirait qu'elle reçût pour dot la Franche-Comté et les Pays-Bas, sujet éternel de guerres sanglantes; mais elle n'obtint que cinq cent mille écus d'or. La princesse fut obligée de renoncer formellement à la succession d'Espagne. L'intérêt de la France, celui de l'Espagne, l'équilibre de l'Europe semblaient l'exiger également. Cette renonciation n'était qu'une vaine formalité si la France était trop faible pour former des prétentions, et non moins vaine si elle avait les moyens d'en faire et de les soutenir. Le cardinal le sentait, et sans prévoir des événements qui n'étaient pas du ressort de la prévoyance humaine, il fut plus frappé des droits que le mariage paraissait donner à la France, que de ceux que la renonciation paraissait lui enlever.

La paix des Pyrénées mit le comble à la réputation de Mazarin comme négociateur. Elle fut critiquée avec amertume par ses ennemis, qui croyaient ou feignaient de croire qu'on pouvait exiger ou obtenir beaucoup plus de l'Espagne; mais l'opinion publique ne partagea pas leur animosité; on jugea cette paix glorieuse pour la France, et d'autant plus solide qu'elle était dictée par la modération. La France, triomphant de l'Autriche et de l'Espagne, prit la première place sur l'échelle des puissances; la voix générale la lui attribuait. L'Autriche affaiblie par la guerre de trente ans et humiliée par la paix de Westphalie, l'Espagne épuisée par les efforts qu'elle avait faits pour tout conserver, et par tout ce qu'elle avait perdu, ne pouvaient plus lutter avec elle à forces égales. La paix de Münster et celle des Pyrénées, toutes deux l'ouvrage de Mazarin, achevèrent ce que les armes de Turenne et de Condé avaient préparé. La puissance relative et la puissance absolue de la France lui assurant également la prépondérance politique, amenèrent le rôle brillant qu'elle joua en Europe sous Louis XIV, et expliquent ses vastes entreprises, ses exploits, ses succès et ses revers. Nous verrons la hauteur de ses prétentions, l'abus qu'elle fit de ses forces, les dangers dont elle menaça l'Europe, ceux qu'elle courut elle-même, sa grandeur

et sa décadence. Pour bien juger de sa puissance relative, à l'époque de la paix des Pyrénées, jetons un coup d'œil rapide sur les autres États.

L'Espagne continuait à marcher à grands pas vers sa ruine. Depuis la paix de Vervins (1598), elle avait perdu de plus en plus de sa force réelle, et elle était tombée du rang qu'elle avait dans l'opinion. Des rois trop faibles pour concevoir eux-mêmes de vastes plans, et trop orgueilleux pour renoncer aux idées de domination que Philippe II leur avait transmises; des ministres qui avaient toute la confiance de leur maître et qui en abusaient, beaucoup plus occupés de la politique extérieure que de l'administration, aimant mieux troubler les autres pays que d'assurer la prospérité du leur, despotes dans l'intérieur et faibles au dehors, n'avaient rien fait pour augmenter en Espagne la richesse nationale et avaient tout fait pour appauvrir ce pays. Il fallait un corps aussi robuste que le sien pour résister à ce défaut de régime et survivre à ces excès. Philippe IV régnait encore. Ce prince, qui voulait le bien et qui le voyait, ne savait pas le faire. Les suites funestes de l'administration du comte-duc Olivarès l'avaient un moment tiré de sa léthargie, mais il y était bientôt retombé; tout son temps était partagé entre les plaisirs et l'ennui; il ne savait pas en donner aux affaires. Anne d'Autriche, sa femme, fille de Ferdinand II, le gouvernait entièrement, et ne régnait en Espagne que pour servir l'Autriche; elle-même était gouvernée par le père Nitard, jésuite actif et intrigant. L'objet de leur jalousie commune était don Juan d'Autriche, fils naturel du roi, qui connaissait les maux de l'État, n'en ignorait pas les remèdes et n'était pas incapable de les administrer, quoiqu'il s'exagérât à lui-même la mesure de ses talents, et qu'il eût plus d'ambition que de moyens. Sa naissance, son mérite et son crédit sur l'esprit de son père étaient autant de titres à la haine d'Anne d'Autriche, et elle ne se lassait pas de lui en donner des preuves. Au milieu de ces intrigues de cour, qui n'avaient d'autre but que d'éloigner ceux qui étaient en état de faire le bien, tout languissait; l'or et l'argent de l'Amérique ne servaient qu'à faire illusion à la nation et au roi sur la richesse apparente et la misère réelle de l'Espagne. Le gouvernement sans activité n'améliorait rien et entravait l'activité des particuliers. La Catalogne, qui avait pris les armes pour venger l'infraction de ses privilèges, et qui s'était même entièrement donnée à la France, après avoir voulu un moment se constituer en république, avait été soumise par le courage et la sagesse de don Juan. La guerre avec le Portugal

continuait toujours; on ne pouvait pas le recouvrer, et l'on ne voulait pas y renoncer.

Nous avons vu les détails de la révolution qui avait placé Jean IV, de la maison de Bragance, sur le trône de Portugal. L'Espagne avait paru oublier ce royaume pendant les premières années qui suivirent ce grand événement; mais elle n'avait jamais reconnu l'indépendance du Portugal, et bientôt elle en avait appelé aux armes de la décision de ce procès; mais la guerre s'était faite sans vivacité, et Jean IV avait plus employé l'or que le fer pour défendre et pour conserver sa couronne. A la mort de ce prince, honnête et bon, mais sans caractère et sans énergie, et qui avait été porté au trône plutôt qu'il n'y était monté, son fils lui avait succédé sous le nom d'Alphonse VI (1656-1667). Malade de corps et d'esprit, objet de mépris par son incapacité et par ses vices, Alphonse ne méritait pas de tenir le sceptre. Ce n'était qu'avec peine que son père avait obtenu de l'assemblée des états de le reconnaître; ils lui préféraient avec raison l'infant don Pèdre. Les malheurs et les fautes d'Alphonse ne furent pas l'ouvrage des jésuites, qu'on a accusés de s'être cruellement vengés de la haine secrète que ce prince leur portait, mais les jésuites profitèrent de ses fautes, et ses fautes amenèrent ses malheurs. La reine sa mère, qui joignait à un caractère élevé un esprit supérieur, sentait la nécessité de le tenir sous tutelle; mais ceux qui l'entouraient, les ministres et les complaisants de ses honteux plaisirs, voulaient qu'il régnât, afin de régner sous son nom. Dans cette tourbe d'hommes sans vertus et sans talents, le comte de Castelmelhor était le seul qui eût de l'esprit et des moyens. Après la paix des Pyrénées, l'Espagne libre du côté de la France, parut vouloir sérieusement remettre le Portugal sous le joug. La France s'était engagée à n'accorder aucun secours aux Portugais, mais elle tint mal sa promesse, et la haine nationale qui animait les Portugais, secondée par le génie de Schomberg et par les fautes des généraux ennemis, ne pouvait que triompher des efforts des Espagnols. Le Portugal était l'allié naturel de la France, puisque l'Espagne était l'ennemie naturelle de l'un et de l'autre. Les rapports de commerce rendaient cette alliance doublement utile à la France, et la Hollande et l'Angleterre lui enviaient ce précieux avantage.

Ces deux puissances étaient à cette époque les premières puissances maritimes de l'Europe. Leurs vaisseaux couvraient les mers, leur commerce étendait ses rameaux dans tous les climats, et liait toutes les parties du monde connu. L'Angleterre devait les progrès de sa richesse

nationale au génie de Cromwell, à l'activité et à l'énergie que les guerres civiles avaient développées, et qui s'étaient portées avec succès sur des objets plus paisibles. Charles II, replacé sur le trône de ses pères par le vœu national, aurait dû profiter des sages lois et des travaux par lesquels l'usurpateur avait tâché de faire oublier ses crimes; l'impulsion était donnée; Charles n'avait qu'à suivre et entretenir ce mouvement, pour que la richesse nationale de l'Angleterre fît des progrès rapides, et que ses forces toujours croissantes inspirassent d'utiles craintes à la France. Mais le caractère personnel de Charles pouvait rassurer ceux qui craignaient la puissance de l'Angleterre. Au lieu de se former à l'école du malheur, il y avait pris l'habitude de l'insouciance, le goût de la paresse, une indifférence profonde pour les principes religieux et politiques. Mazarin l'avait traité dans son exil sans générosité et même sans pitié; mais, malgré les injures qu'il avait reçues du ministère français, et au mépris du système politique qui convenait à l'Angleterre, il inclinait pour la France; catholique dans l'âme, il était étranger à la religion qu'il professait; enclin au despotisme, il supportait impatiemment les entraves que la constitution mettait à son autorité; passionné pour les plaisirs et pour l'argent, il était capable de vendre l'Angleterre à prix d'or, et de la sacrifier aux vues intéressées des autres États, et à sa propre cupidité. Avec de l'esprit, de l'instruction, des moyens de plus d'un genre, sa coupable légèreté et sa profonde insouciance le rendaient peu dangereux et peu estimable. La nation anglaise tâchait d'oublier dans le repos les agitations dont elle avait été la victime; contente d'être de nouveau soumise à un régime fixe, elle n'était occupée qu'à étendre son commerce; trop éclairée pour ne pas s'apercevoir des défauts du roi, elle regrettait de ne l'avoir pas attaché à ses devoirs par une capitulation formelle; mais elle lui tenait compte de ce qu'il avait borné ses vengeances, et de l'ordre que le chancelier Hyde Clarendon avait mis dans les finances. La Hollande était l'objet principal de son attention et de sa jalousie.

Cette république avait établi, sur la base d'un grand travail, une puissance politique qu'elle ne faisait servir qu'à assurer et à étendre son commerce. Elle avait réparé, avec autant de promptitude que de succès, le mal que lui avaient fait l'ambition de Cromwell et le génie de Blake; elle venait de sauver le Danemark de sa destruction totale, et de dicter aux États du Nord les conditions de la paix. L'activité régnait sur ses chantiers; ses magasins étaient bien fournis, ses arsenaux remplis de tous les genres de munitions, ses villes couvertes d'une population pro-

digieuse; elle défendait son sol contre la mer, et le fertilisait avec les richesses du monde entier. Ses négociants étaient les pourvoyeurs de tous les peuples de l'Europe, ils profitaient de leur inaction et des fautes des autres gouvernements, pour faire sur eux des gains immenses. Les Provinces-Unies n'avaient point nommé d'autre stadthouder après la mort de Guillaume II qui avait été enlevé à la fleur de son âge, et qui avait emporté au tombeau la honte d'avoir formé des projets contraires à la liberté de son pays, et le regret d'avoir échoué dans l'exécution. Le fils de Guillaume II était un enfant. L'implacable Cromwell avait même exigé qu'il ne succédât jamais à son père, et une des conditions de sa paix avec la Hollande, avait été un acte formel d'exclusion contre la maison d'Orange. Cet acte avait été aboli depuis la mort du protecteur, mais le stadthoudérat n'avait pas été rétabli. Jean de Witt, grand pensionnaire de Hollande, était l'âme des conseils des états généraux; citoyen zélé pour la gloire de son pays, et éclairé sur les vrais intérêts de la Hollande, sa politique profonde, active, prévoyante, s'étendait à tout, et embrassait les rapports de tous les États de l'Europe avec sa patrie. Il croyait de bonne foi le stadthoudérat inutile, et même contraire à la liberté des Provinces-Unies, et son ambition personnelle gagnait à ces principes sans les lui avoir inspirés. La constitution des Provinces-Unies était vicieuse; elle multipliait les pouvoirs, et les isolait les uns des autres, au lieu de les simplifier et de les unir sans les confondre, et partageait l'action des forces politiques sans les faire servir de contrepoids l'une à l'autre. Mais de Witt ne pouvait ni ne voulait réformer ces défauts; d'ailleurs, l'ordre, la simplicité, le goût du travail, la modération, toutes les vertus qui tiennent à l'esprit mercantile d'une nation, jointes au caractère flegmatique des Bataves, corrigeaient les vices de leur constitution, et ressemblaient assez aux mœurs républicaines pour en tenir lieu. Jean de Witt observait l'Angleterre et se défiait de la France. Il n'ignorait pas la haine secrète que Charles II portait aux Hollandais, qui l'avaient sacrifié à la jalousie et aux inquiétudes de Cromwell. L'essor que le commerce et la puissance de l'Angleterre avaient pris sous le protectorat, rendait l'inimitié du roi dangereuse pour la république. Longtemps la France avait été la protectrice et l'alliée des Hollandais; mais ce peuple éclairé, prévoyant, craignait le développement des forces de la France, l'usage et l'abus qu'elle pourrait en faire; la paix glorieuse qu'elle venait de conclure avec l'Espagne, et le rôle brillant qu'elle avait joué aux négociations d'Oliva, prouvaient sa prépon-

dérance dans le Midi et son influence sur le Nord. Les Provinces-Unies sentaient que redoutables sur mer, elles ne pourraient tenir tête à la France sur le continent. A la vérité, les inquiétudes qu'elle leur donnait n'étaient pas de nature à leur dicter des projets hostiles; mais voisins de l'Allemagne et des Pays-Bas, ils pouvaient être facilement entraînés dans les démêlés de la France avec les deux branches de la maison d'Autriche.

L'Allemagne, désolée et dépeuplée par une guerre de trente années, s'occupait à réparer ses pertes, tâchait de fermer ses blessures, et ne demandait que le repos. Les ravages des armes y avaient tellement desséché toutes les sources de richesse et détruit les fruits du travail, qu'ils avaient même ôté les moyens de le reproduire. Quelque libérale que fût la nature dans cette belle partie de l'Europe, et quelque patients et laborieux que fussent ses habitants, il fallait un long intervalle de tranquillité pour que l'Allemagne pût donner des craintes à la France, ou s'opposer à elle avec succès. D'ailleurs, sa constitution, peu faite pour l'action, rendait l'empire pacifique, et depuis la paix de Westphalie, les princes germaniques regardaient la France comme leur alliée naturelle; cette puissance pouvait même au besoin y chercher et y trouver des amis. Léopold Ier avait succédé à son père Ferdinand III (1657); il avait été sur le point de manquer la couronne impériale, et il ne l'avait obtenue qu'en signant une capitulation onéreuse, dont la France avait dicté la plupart des conditions. Ce prince avait des qualités estimables dans un particulier, mais il était dépourvu de celles qui font les souverains; instruit, honnête, bon, sincèrement religieux, il n'avait pas l'esprit assez étendu pour voir par lui-même, ni assez de volonté pour agir seul; faible, pusillanime, asservi aux préjugés de l'étiquette et du rang, il était fait pour être gouverné, et il le fut toute sa vie. Ceux qui connaissaient le caractère de ce prince, sentaient qu'il faudrait que la France le provoquât et le contraignît, en quelque sorte, à des mesures vigoureuses, pour qu'il pût obtenir de lui-même de sortir de son inaction.

La république helvétique reposait tranquillement sur ses vertus et ses souvenirs, défendue par ses rochers et par la rivalité de la France et de l'Autriche; elle était accoutumée à servir la première de ces puissances, et à se défier de l'autre; les braves montagnards des Alpes combattaient pour la France, et s'associaient à ses triomphes. Une partie des États qui formaient cette fédération, plus respectable par ses maximes qu'imposante par ses forces, s'enrichissait en silence; les manufactures et le

commerce y prospéraient; l'autre partie était heureuse au sein de la pauvreté.

L'Italie, de tout temps le théâtre des guerres sanglantes que se faisaient ses voisins, n'était plus asservie au despotisme espagnol. Depuis Richelieu, la France y avait augmenté son influence, et l'Italie trouvait une ombre de liberté dans la jalousie de ces deux puissances, qui la menaçaient et la caressaient tour à tour. A la vérité, l'Espagne possédait le Milanais; mais les républiques et les petits princes de la Haute-Italie cherchaient de la protection auprès de la France, et tenaient fortement à elle. Venise combattait les Turcs, avec plus de constance que de succès. Les ducs de Piémont convoitaient Gênes. Gênes devait son opulence au commerce et à la constitution que lui avait donnée André Doria. Cosme II régnait à Florence, et héritier de la noble passion de sa famille pour les lettres, développait les germes heureux que l'immortel Galilée avait déposés dans ce sol classique. Les ducs de Mantoue, de Modène, de Parme et de Plaisance s'attachaient à la France. Le pape observait les progrès des lumières, commençait à régler ses prétentions et ses démarches sur l'opinion des princes et des peuples, et ménageait la France, qui pouvait, d'un moment à l'autre, s'emparer d'Avignon. L'Espagne, maîtresse des deux Siciles, dominait dans le Midi; mais un pêcheur, Thomas Aniello, avait été sur le point de lui faire perdre Naples. Ce peuple, souvent opprimé, ne pouvait pas voir l'ordre public dans la tyrannie dont il était l'objet, et ne savait placer la liberté que dans la licence : après s'être agité pendant plusieurs années dans les troubles civils, las de ses propres excès, il avait repris le joug de l'obéissance; mais s'il avait eu d'autres chefs qu'Aniello, Agnèse et Henri de Guise, ces belles provinces auraient été perdues pour l'Espagne.

Les Turcs, alliés naturels des Français, avaient perdu de leur puissance réelle; mais ils avaient encore une grande puissance d'opinion, fruit d'un long enchaînement de victoires. Cet empire, fondé par les armes, organisé pour la guerre, et qui avait dû son élévation aux qualités guerrières de ses souverains, n'avait pas de plus grands ennemis que ses propres maîtres, et ne pouvait que dépérir dans le repos. Cependant, quoique la Porte fût devenue moins redoutable, elle était encore redoutée. Ibrahim avait été étranglé par ordre du mufti (1648) : Mahomet IV, son successeur, avait eu le bonheur de rencontrer, dans Kiuperli, un visir instruit, brave et actif; ce fut lui qui termina la guerre de Candie, qui avait duré vingt-quatre ans.

Dans le Nord, la France conservait ses anciennes relations avec la Suède. Après la mort de Charles Gustave, les Suédois, appauvris mais riches de gloire, étaient rentrés dans leurs foyers. Charles XI, âgé de cinq ans, régnait sous la régence de sa mère, Hedvige Éléonore, et des cinq grands officiers de la couronne; cette minorité assurait le repos du Nord et les progrès de l'aristocratie dans le royaume. La Pologne était étonnée d'avoir perdu, par la paix d'Oliva, des provinces considérables, et d'avoir perdu plus encore dans l'esprit des peuples : comme elle ne corrigeait pas les vices de sa constitution, il était facile de prévoir qu'elle était menacée de plus grandes pertes encore; Jean Casimir, déjà las du trône, était sur le point de l'échanger contre une cellule. Le Danemark s'apercevait qu'il avait sacrifié sa liberté politique à la haine de la noblesse, et beaucoup de bons citoyens regrettaient qu'on n'eût pas su concilier les droits de la nation avec l'autorité royale, en opposant d'utiles barrières à tous les genres de tyrannie; mais la masse du peuple applaudissait à la révolution, et ne songeait qu'à profiter du calme pour effacer les traces de la guerre.

Ainsi, par les pertes qu'ils avaient faites, par les vices de leur administration, ou par les défauts personnels de leurs souverains, la plupart des États de l'Europe étaient faibles et impuissants. La France était déjà comparativement plus forte et plus puissante qu'eux, et les germes de richesse et de culture qu'elle contenait dans son sein, allaient augmenter sa force absolue.

La position militaire de la France ne laissait presque rien à désirer. L'acquisition de l'Alsace du côté de l'Allemagne, de l'Artois du côté de la Flandre, du Roussillon du côté de l'Espagne, rendait ses frontières plus faciles à défendre et plus difficiles à attaquer. Le génie de Vauban n'avait pas encore créé cette barrière d'airain qui les couvrit dans la suite; mais, par sa position géographique, la France pouvait déjà porter ses forces, avec une égale rapidité, de la circonférence au centre, et du centre à la circonférence. Ses provinces n'étaient ni disséminées, ni séparées par des territoires étrangers; elles formaient un tout presque homogène; aucune des autres puissances ne la menaçait; leur intérêt ou leur faiblesse lui garantissait leur tranquillité.

Sous le ministère de Mazarin, l'autorité royale avait pris des accroissements considérables; plus respectée au dehors, elle trouvait plus de soumission dans l'intérieur, et n'avait plus de factions à combattre. Les mauvais succès des derniers troubles et le triomphe du ministre,

après quatre ans de résistance et de guerres, avaient disposé les esprits à l'obéissance. Les grands avaient senti qu'ils ne pouvaient plus espérer de réussir en luttant contre leur souverain, puisque Condé lui-même y avait échoué. La peine que l'Espagne avait eue à obtenir sa grâce leur servait de leçon. D'ailleurs, les attraits de la capitale et les plaisirs de la cour les fixant à Paris, et les éloignant de leurs terres et de leurs vassaux, les rendaient moins à craindre. Les parlements conservaient toujours leurs prétentions surannées et des moyens de résistance dangereux; mais l'issue de la guerre de la Fronde les avait décrédités dans l'opinion, et en leur donnant une espèce de ridicule, elle les avait condamnés pour longtemps au silence. Le peuple avait payé les troubles, sans y gagner le moindre avantage réel; il avait toujours aimé le jeune roi, même au milieu des guerres civiles, et il augurait bien de son règne. Les états généraux étaient déjà tombés en désuétude, et même, dans le public, on les regardait plutôt comme un obstacle au bien, que comme un moyen d'empêcher le mal; on trouvait plus commode de les oublier, que de les conserver, comme on aurait dû le faire, en apportant aux anciennes formes d'utiles modifications; et en effet, il était plus aisé de rendre la monarchie absolue que de la limiter avec sagesse; mais l'un était dangereux et devait un jour devenir funeste, et l'autre était difficile. Le peuple voulait du repos, afin de pouvoir se livrer au travail et en recueillir les fruits; les grands aimaient mieux partager l'autorité que la combattre. La volonté du gouvernement rencontrait moins d'opposition en France que dans la plupart des États de l'Europe. La monarchie, originairement tempérée, perdait de plus en plus son caractère primitif. Tous les ressorts de l'autorité, concentrés dans la main du prince, lui permettant de disposer à son gré de toutes les forces du royaume, pouvaient devenir des principes de bien-être ou des principes de despotisme, et devaient donner à la France et à l'Europe des espérances et des craintes également vives.

Mazarin, habile politique et mauvais administrateur, n'avait rien fait pour augmenter la richesse nationale. Mais dans un pays tel que la France, la nature libérale répare ou corrige les erreurs et les négligences de l'administration, quand elles ne sont pas portées à l'extrême. Un peuple actif et ingénieux n'a besoin, pour produire dans tous les genres, que de se mouvoir librement dans le champ du travail et de l'industrie. Malgré la guerre avec l'Espagne et les troubles qui avaient agité l'intérieur du royaume, la France ne se trouvait pas dans un état

d'épuisement. La population avait diminué ; des capitaux avaient été détournés de l'industrie; mais comme la guerre s'était faite mollement, ces pertes n'avaient pas été aussi considérables qu'elles auraient pu l'être; elles n'avaient pas empêché que dans les provinces éloignées du théâtre des opérations militaires, l'agriculture, les arts, le commerce ne fissent des progrès rapides. A l'époque de la paix des Pyrénées, il y avait plus d'activité et de mouvement en France, qu'il n'y en avait eu dans les dernières années du ministère de Richelieu. La division du travail, qui est à la fois l'effet et la cause du perfectionnement de l'industrie, et qui forme un véritable thermomètre de la richesse nationale, avait été poussée à un haut degré. On en a la preuve dans les lettres de création de nouvelles maîtrises qui datent de cette époque. La prospérité de la Hollande et de l'Angleterre, dont les causes étaient sensibles et palpables, devint pour les Français un objet d'émulation et un exemple instructif; il ne fallait plus qu'une forte impulsion et le loisir de la paix pour les faire rivaliser avec leurs maîtres.

La nation s'enrichissait, mais l'État était pauvre et endetté. Si l'on avait eu l'art d'asseoir et de répartir convenablement les impôts, on aurait pu augmenter les revenus de l'État sans charger le peuple ; mais cet art était encore dans son enfance. Le peuple souffrait des vexations des traitants, et la plus grande partie des impôts restait dans les mains infidèles de ceux qui étaient chargés de les percevoir et de les verser dans les caisses du roi. Mazarin, avide d'argent et possédé de la manie d'accumuler, fermait les yeux sur les dilapidations des autres, afin qu'on facilitât ou qu'on oubliât les siennes. La plupart des officiers généraux, des gouverneurs et des commandants de provinces se payaient eux-mêmes, et on leur abandonnait une partie des revenus du roi.

Les dépenses publiques n'étaient pas considérables ; la marine militaire n'existait presque pas ; l'armée était peu nombreuse, surtout en temps de paix ; elle ne montait pas au delà de quarante mille hommes. On n'entreprenait aucun ouvrage grand et utile qui exigeât de fortes avances ; la cour, le cardinal, ses créatures absorbaient la plus grande partie des revenus.

Les mœurs et la manière de vivre avaient subi une véritable révolution. La noblesse avait perdu de sa fierté, de ses prétentions, de son ignorance ; mais elle avait aussi perdu de cette loyauté, de cette franchise, de ce désintéressement qui la caractérisaient encore dans le seizième siècle ; elle était encore brave, mais sa bravoure et ses exploits n'avaient

plus cet éclat éblouissant et cette teinte romanesque qui la distinguaient autrefois; l'esprit chevaleresque avait disparu; l'honneur de servir le roi et d'obtenir les récompenses de la cour avait remplacé l'amour de la gloire, ou plutôt l'amour de la gloire avait changé d'objet. La religion commençait à devenir plutôt un usage qu'un sentiment, une habitude plutôt qu'une affection de l'âme. Les femmes inspiraient encore de véritables passions; la galanterie n'avait pas dégénéré en puérilité ou en licence; elle avait quelque chose de noble et de romanesque, de doux et de fier, et ceux mêmes dont les mœurs étaient corrompues, respectaient encore la décence. Répandues dans le monde et ne vivant plus retirées dans les châteaux, les femmes avaient donné à la société plus d'agréments, à la conversation plus de légèreté et de grâces, à la langue plus de délicatesse et de vivacité; mais elles avaient naturalisé l'intrigue à la cour et dans les affaires d'État; lors de la guerre de la Fronde, on les a vues à la tête des factions, enlever ou donner des partisans à la cour, amener ou éloigner les négociations. Depuis la fin des troubles, leur activité était moins éclatante; mais en secret elles se mêlaient de toutes les affaires, et les dirigeaient par elles-mêmes ou par leurs amants. La richesse et la culture n'avaient pas encore fait disparaître les barrières qui s'élevaient entre la noblesse et les autres classes de l'État; la distinction des rangs était très-marquée; celle des manières, du ton, des connaissances l'était encore plus. Le peuple avait de la gaieté et des mœurs simples, des habitudes laborieuses et le goût du plaisir, du penchant à l'enthousiasme et à la raillerie; il était facile d'exciter son admiration, mais elle ne mettait pas à l'abri de ses plaisanteries ni de ses critiques; il obéissait, mais il se moquait de sa propre obéissance, et se consolait de la perte de la liberté politique par l'indépendance des jugements et la liberté des propos. Mais la censure tombait plutôt sur les personnes que sur les choses, sur les détails de la vie privée des hommes en place que sur l'administration. On écrivait peu sur des matières politiques; on lisait encore moins. On avait plus de sentiments que d'idées et de principes, et l'opinion publique était bien éloignée de s'ériger en contrôleur général des édits, des lois et de tous les actes du gouvernement.

Cependant les lumières avaient fait des progrès; le goût des lettres avait pris naissance; les sciences avaient été cultivées par des mains habiles. Richelieu, qui avait lui-même la maladie d'être auteur, et qui attachait peut-être plus de prix à ses mauvaises tragédies qu'à ses opérations politiques, avait du moins le bon esprit de protéger les littérateurs

et les savants. Ceux qui l'ont accusé d'avoir voulu s'emparer du ressort de l'opinion, en accordant des distinctions et des faveurs aux gens de lettres, ont calomnié ses intentions, et ont fait trop d'honneur à la prévoyance de son génie. La vanité, bien plus que la crainte ou la politique, lui dicta ces hommages intéressés. Il créa l'Académie française, qui devait épurer, enrichir et fixer la langue; il fonda le Jardin des plantes; il recherchait la société des gens de lettres, et, par ses bienfaits, il leur assurait un loisir honorable et studieux.

Mazarin fit peu de chose pour eux; mais il ne leur fit pas de mal, et le mouvement imprimé par Richelieu se propagea et passa même dans les pays voisins. La littérature française avait ressenti l'influence du goût espagnol; Anne d'Autriche avait introduit à la cour, avec sa langue, les mœurs, et même les pièces de théâtre de sa nation. Le génie original et indépendant de Corneille avait lui-même rendu hommage à la poésie dramatique des Espagnols; ses premiers ouvrages furent en grande partie empruntés d'eux; mais dans le Cid, qui excita la jalousie du cardinal de Richelieu et l'admiration de l'Europe, il avait prouvé qu'il savait surpasser les Espagnols en les imitant; et dans les tragédies qu'il avait composées après ce premier chef-d'œuvre de la scène française, il avait atteint le sublime de la pensée, comme Racine atteignit dans la suite le sublime du sentiment, et il avait donné de la noblesse, de l'élévation, de la force à la langue à laquelle son heureux rival devait plus tard donner de la grâce.

Pendant que Corneille rendait à la langue et à la littérature françaises le même service que Milton son contemporain rendait à celles de son pays, le sombre et profond Pascal créait la prose française; et, après avoir deviné Euclide, et déterminé, par des expériences ingénieuses, la pesanteur de l'air, il attaquait les Jésuites avec les armes d'une logique victorieuse et d'une fine ironie, dans ses célèbres Lettres provinciales, dont le style n'a pas vieilli, et dont les expressions conservent encore toute la fraîcheur de la jeunesse. Dans ses Pensées, il sondait l'abîme de l'ignorance humaine, mettait en saillie, avec une égale force, la grandeur et la petitesse de l'homme, répandait ses richesses avec la négligence, le désordre, l'abandon du génie, et créait une foule d'expressions hardies, que la hardiesse de ses conceptions lui donnait le besoin et le droit de créer. Peu avant lui, un génie plus méthodique, plus vaste et plus fécond en erreurs et en découvertes, avait opéré une révolution dans la science de la nature et dans celle de l'homme. Descartes, le digne repré-

sentant de la philosophie française à cette époque, avait jeté une grande et durable lumière sur les connaissances humaines; mais, semblable à tous les conquérants, il avait été plus habile à renverser qu'à construire, et son propre système devait tomber sous les armes dont il avait enseigné l'usage, et dont il s'était servi pour détruire la scolastique. Gassendi prodiguait les ressources de son esprit et de son érudition à ressusciter les atomes d'Épicure et à les concilier avec la foi chrétienne, pendant que la Motte le Vayer rassemblait péniblement toutes les opinions contradictoires de l'esprit humain pour servir de fondement au scepticisme, et que Hobbes en Angleterre, conduit à ses idées par les scènes sanglantes dont il avait été témoin, établissait le droit sur la force, au lieu de fonder le légitime emploi de la force sur le droit. Il suffit des noms de Corneille, de Pascal, de Descartes pour assurer l'honneur du siècle de Louis XIII et de la régence d'Anne d'Autriche; ils prouvent que Louis XIV a trouvé un sol fécond, bien préparé, et qui avait déjà porté de belles moissons; son règne a trop de gloire pour avoir besoin de dépouiller les autres, et il est assez riche pour être juste sans danger.

Tel était l'état de la France, lorsque Mazarin, qui comptait jouir encore longtemps de son crédit et de ses richesses, termina sa carrière fortunée (1661). Il mourut d'une hydropisie de poitrine, âgé de cinquante-neuf ans, méprisé, haï ou craint des Français; il ne pouvait pas être regretté. Le roi seul parut touché, et donna même des larmes à sa mort. Il laissa une fortune immense, acquise aux dépens de l'État et du peuple. Avant d'expirer, il en avait fait la donation au roi, qui ne l'avait pas acceptée; son neveu et ses nièces héritèrent du fruit de ses rapines. Plutôt habile que grand, il eut plus de bonheur que de mérite, mais assez de mérite pour expliquer son bonheur.

TROISIÈME PÉRIODE.

1660 — 1679.

CHAPITRE XIX.

LOUIS XIV RÈGNE PAR LUI-MÊME. CARACTÈRE DE CE PRINCE. — LA RICHESSE NATIONALE DE LA FRANCE FAIT DES PROGRÈS RAPIDES. — MINISTÈRE DE COLBERT. SES PRINCIPES. SA MARCHE. — HEUREUX EFFETS DE SON ADMINISTRATION. — INFLUENCE DE LA PUISSANCE RÉELLE DE LA FRANCE SUR SON INFLUENCE POLITIQUE. — SON ATTITUDE A L'ÉGARD DES AUTRES ÉTATS.

A qui voulez-vous, sire, que nous nous adressions? demandèrent à Louis XIV les secrétaires d'État, après la mort de Mazarin. A moi, répondit-il avec dignité. Cette réponse était noble et fière; sa résolution était prononcée. Ceux qui le connaissaient et l'avaient observé avec soin, ne croyaient pas qu'il pût et voulût la tenir; ils se trompèrent; Louis, pendant la première moitié de son règne, travailla huit heures par jour.

Louis XIV était né avec les plus heureuses dispositions, mais son éducation avait été négligée. La reine sa mère et le cardinal craignaient de l'éclairer et de l'instruire. On se forme pour les états les moins importants et les plus faciles; Louis n'avait été préparé ni formé aux augustes fonctions qu'il devait remplir. Son ignorance le fit gémir toute sa vie; mais elle ne lui parut pas incurable, et il ne négligea aucun moyen de la dissiper. Agé de vingt ans, à la mort de Mazarin, il captivait tous les regards par les charmes de sa figure et de ses traits; c'était le plus bel homme de son royaume. A une physionomie noble et expressive, il joi-

gnait des formes imposantes et majestueuses. Ces dons de la nature lui furent peut-être funestes, et s'il représenta trop pendant son règne, c'est qu'il savait qu'il représentait bien. Il avait passé son enfance et la plus grande partie de sa jeunesse auprès de sa mère et des femmes qui composaient sa cour. Son cœur, naturellement sensible, l'était devenu encore plus aux charmes de l'amour. On lui avait appris à y voir non une faiblesse dangereuse dans un souverain, mais la première des vertus; la teinte romanesque qui formait l'esprit du siècle avait passé dans son âme, et il porta longtemps de la dignité dans l'amour, de la délicatesse dans ses attachements et de la décence dans ses plaisirs. Son jugement était sain, son esprit juste. Peu d'hommes ont eu plus que lui le sentiment des convenances, et aucun souverain n'a possédé à un plus haut degré le talent de récompenser ou de punir par des mots heureux, qui joignaient le mérite de la finesse à celui de l'à-propos. Il avait de l'élévation dans l'esprit et dans le cœur; il aimait le beau; il tendait au grand; mais il eut de fausses idées de la grandeur, et il prit quelquefois l'éclat pour la gloire. Avec des qualités précieuses, il portait dans le cœur le germe de beaucoup de défauts. Sa fierté naturelle pouvait facilement dégénérer en orgueil, sa dignité en vaine représentation, son goût pour la magnificence en prodigalités stériles, sa fermeté en despotisme; ces défauts pouvaient se développer avec d'autant plus de rapidité, qu'ils étaient à l'unisson des idées, des besoins et des défauts de sa nation; et qu'au commencement de son règne toutes ses actions excitèrent un enthousiasme universel. Mais, quelque difficile qu'il soit de bien saisir les traits de Louis au milieu de l'éclat éblouissant que jettent sur lui ceux qui entouraient son trône, on peut dire avec vérité qu'il avait un excellent esprit et un goût délicat, un tact exquis, une âme généreuse, un caractère noble et sûr. S'il n'a pas été un homme de génie, il a bien moins encore été un homme ordinaire. Si c'est la marche de la nature et le pouvoir des circonstances qui ont amené le développement prodigieux des Français sous son règne, si leur grandeur n'a pas été uniquement son ouvrage, on lui doit la justice d'avouer qu'il a paru au niveau de sa nation, et qu'il était digne de la représenter, dans l'époque la plus brillante de son histoire. Si ce n'est pas lui qui a produit les beaux fruits de son siècle, il a du moins su les admirer, les cultiver, les multiplier; et ce mérite est assez rare pour obtenir de justes hommages.

Entre tous les hommes de génie que la nature, prodigue pour lui

seul, répandit avec profusion autour de son trône. Colbert fut le premier qu'il employa et qu'il appela auprès de sa personne, et ce fut lui qui, dans le silence de son cabinet, prépara cette richesse nationale qui devait être l'étonnement et l'effroi des autres peuples. Mazarin mourant avait dit à Louis XIV : Sire, je vous dois tout, mais je crois m'acquitter en vous recommandant Colbert. Cet éloge paraît exagéré, et il était vrai.

Colbert, sorti d'une famille de négociants, négociant lui-même, avait toutes les qualités que suppose cet état, qualités essentielles à un administrateur; il avait de plus des vues étendues, de vastes connaissances, une volonté forte, une application infatigable, et cette sensibilité énergique, capable d'embrasser dans ses mouvements un grand empire. Son esprit était également propre à saisir les détails et l'ensemble. Il avait travaillé avec succès dans des affaires d'un genre subalterne; mais son attention s'était en même temps portée sur des objets d'une importance majeure et d'un plus grand intérêt; il connaissait à fond les besoins et les ressources de la France, les maladies de l'administration et leurs remèdes. Éloigné de l'esprit systématique, il avait cependant des principes fixes sur les moyens de multiplier la richesse de la nation et celle de l'État; avec de la fermeté dans le caractère, il ne manquait pas de souplesse, et savait se prêter à des goûts et à des idées qui n'étaient pas les siennes, pour acquérir ou pour conserver le pouvoir de faire le bien. Instruit, sans être savant, il protégeait les lettres, sans les cultiver; son extérieur rude convenait à sa place, car il n'invitait pas à lui faire des demandes. On lui a reproché de la dureté; mais il est difficile de ne pas encourir ce reproche, quand on est avare de l'argent du peuple, et qu'on en refuse à des courtisans avides. On l'a accusé d'avoir eu trop de complaisance pour les goûts fastueux de Louis XIV, mais il ne pouvait qu'à ce prix s'assurer le crédit et le pouvoir nécessaires pour faire des choses utiles; d'avoir réuni trop de places, mais il les lui fallait pour agrandir la sphère de son activité; d'avoir été avide d'argent, mais il a laissé une fortune proportionnée aux moyens légitimes qu'il a eus de s'enrichir. On ne saurait lui contester la gloire d'avoir produit rapidement (1661-1683) une révolution bienfaisante dans l'intérieur de la France.

Mazarin a le mérite d'avoir deviné toute l'étendue de sa capacité; Louis XIV, celui de l'avoir employé. Sans un ministre tel que Colbert, Louis n'aurait probablement ni conçu ni exécuté les grandes entreprises qui marquèrent les premières années de son règne; mais Colbert fut

heureux de trouver dans Louis XIV assez de lumières pour comprendre ses plans, assez d'enthousiasme pour les saisir avec chaleur, et une volonté assez forte pour les faire triompher de tous les obstacles.

Un des premiers événements du nouveau règne fut l'arrestation et le jugement de Fouquet. Mazarin, qui avait recommandé Colbert, avait donné en mourant de funestes impressions au roi contre le surintendant des finances. Avec de l'esprit et des connaissances, Fouquet était avide et fastueux, prodigue du bien de l'État comme du sien; mais il était capable d'amitié et digne d'avoir des amis; il avait trouvé les finances dans le désordre (1652), et sous son administration elles étaient devenues un véritable chaos. Il avait fait passer des sommes immenses à Mazarin; lui-même avait étalé un luxe plus que royal; sa terre de Vaux lui avait coûté plus de dix-huit millions, et pour se ménager une retraite, il avait acheté Belle-Ile, de la maison de Retz, et l'avait fait fortifier. Louis XIV avait résolu de le perdre, mais il dissimula. Colbert contribua à sa perte par ses conseils, et par les erreurs qu'il découvrit dans les états de recette et de dépense que Fouquet avait présentés au roi, et il est difficile de décider si, dans cette occasion, l'ambition prit la livrée du patriotisme, ou si le patriotisme eut de faux airs d'ambition. Une fête superbe que Fouquet donna dans son château de Vaux, à Louis et à toute sa cour, acheva d'irriter le monarque, et la magnificence du surintendant révéla toute l'étendue de ses richesses. Il fut arrêté à Nantes, où il avait accompagné le roi pour diriger les opérations de l'assemblée des états de Bretagne. On lui fit son procès; tous les amis de sa fortune l'abandonnèrent; Pélisson seul lui resta fidèle. Les mémoires qu'il écrivit en sa faveur, avec toute la chaleur du sentiment, eussent peut-être sauvé Fouquet, si la haine de ses ennemis n'avait pas été plus puissante que l'éloquence de son ami. Ses richesses étaient trop grandes pour paraître légitimes. On voulait qu'il fût puni de mort; mais le président d'Ormesson montra, dans cette occasion, le courage de la vertu, et Fouquet conserva la vie. On le condamna à un exil perpétuel; comme il était instruit de tous les secrets de l'État, le roi commua cette peine (1680), et Fouquet fut enfermé, jusqu'à sa mort, dans la citadelle de Pignerol.

Une circonstance qui influa beaucoup sur le malheur de Fouquet, fut son amour pour mademoiselle de la Vallière. On prétend qu'il lui avait offert son cœur et vingt mille pistoles; c'était blesser Louis dans l'endroit le plus sensible. Louis avait aimé Olympe Mancini, la nièce du cardinal; un moment il avait voulu l'épouser et n'y avait renoncé que

par un généreux effort sur lui-même. Sa passion pour mademoiselle de la Vallière l'avait consolé de ce sacrifice. Cette femme, plus touchante que belle, et plus sensible que spirituelle, combattit longtemps avant de céder à la passion du roi, conserva des remords au sein de l'amour heureux, fut toujours humiliée de son élévation, honteuse de l'éclat de sa fortune, et expia sa faiblesse par un repentir sublime. Dans le secret de ses pensées, elle adorait Louis avant qu'il s'attachât à elle; elle aimait l'homme et oubliait le roi. Louis méritait d'être aimé pour lui-même; il répondait aux sentiments de la Vallière par toute la vivacité des siens, et sa passion était aussi délicate dans ses expressions que noble et généreuse dans ses procédés.

Cependant elle remplissait son cœur sans l'absorber entièrement, et ne lui faisait pas négliger les affaires. Immédiatement après l'arrestation de Fouquet, Colbert fut nommé contrôleur général des finances, et, appuyé de l'autorité du roi, il commença ses travaux qui devaient élever la France au plus haut degré de puissance et de richesse. Il fallait d'abord rétablir l'ordre dans la perception et dans la comptabilité; Colbert, pour l'assurer, revint aux maximes de Sully. La plupart des officiers publics se payaient eux-mêmes, et on leur abandonnait une partie des revenus de l'État; cette faculté leur fut enlevée, ou plutôt on mit fin à cette usurpation. Les gouverneurs et les commandants furent assignés sur le trésor royal; on dressa des tableaux exacts et sévères des recettes et des dépenses; les traitants, qui s'étaient enrichis en faisant des avances à l'État, furent obligés à des restitutions, plus productives que justes; on avait contracté des engagements onéreux, les rentes éprouvèrent des réductions considérables. Ces deux opérations, dont l'une paraissait être un abus de la force, et dont l'autre était une banqueroute partielle, excitèrent contre Colbert des clameurs fondées; mais il remit au peuple quatre millions de tailles, et les bénédictions étouffèrent les plaintes.

C'est en multipliant les ressources et les moyens du peuple, que Colbert voulait augmenter les revenus de l'État. Plus la production dépasse les besoins, surtout ceux de nécessité première, plus on peut appliquer des sommes considérables à des objets d'utilité générale, sans que les particuliers s'en ressentent; plus le travail s'accroît, plus le capital d'une nation augmente; plus il augmente, plus elle peut entreprendre: alors les impôts portent sur le superflu et non sur le nécessaire.

Les trois grands moyens de travail, et par conséquent de richesse,

sont, l'agriculture, l'industrie et le commerce ; l'agriculture qui produit la matière première, l'industrie qui l'élabore, le commerce qui la fait circuler, et ajoute à sa valeur par cette circulation même. Pour faire fleurir ces branches de la richesse nationale, peut-être que l'action du gouvernement aurait dû être purement négative, et que déjà la plus grande liberté possible suffisait pour amener la plus haute perfection. Colbert ne crut pas qu'il fallût se contenter de protéger le travail et d'éloigner de lui toute espèce d'entraves ; il pensa qu'il était nécessaire d'exciter, d'éclairer, de diriger l'activité des forces, et que l'action du gouvernement devait être douce et lente, mais continuelle et positive. On peut lui reprocher d'avoir trop multiplié les règlements ; plus d'une fois il a prescrit ou défendu des mesures que la force des choses et l'intérêt des classes laborieuses eussent amenées ou empêchées sans l'intervention du gouvernement ; mais s'il a fait quelquefois des lois inutiles, il en a fait peu de contraires aux progrès de l'industrie et du commerce.

Afin de favoriser les progrès de l'agriculture, il faut offrir au fermier et au laboureur des moyens faciles et sûrs de vendre l'excédant de leurs productions. On a reproché à Colbert d'avoir été infidèle à ce grand principe, en défendant ou en entravant la libre exportation des grains. Cette question importante d'économie politique, qui n'admet pas de solution générale, et qui, selon les temps et les lieux, doit être résolue d'une manière différente, offre, dans ses difficultés mêmes, l'excuse de Colbert. S'il gêna quelquefois la circulation des blés, d'un autre côté il la facilita, et offrit aux propriétaires de nouveaux débouchés, en créant les grandes routes, et en construisant des chaussées par tout le royaume. On doit déplorer que, pour assurer cette partie du service public, il ait introduit les corvées, mode vicieux, parce qu'il est arbitraire, et qu'il ne fait pas reposer la répartition du travail sur des bases fixes et sur des principes équitables. Il corrigea cette erreur en diminuant l'impôt foncier, et en lui substituant des impôts indirects qui pèsent moins sur le propriétaire, se mettent d'eux-mêmes de niveau avec la fortune et les jouissances de chaque individu, et qu'on supporte avec plus de facilité, parce qu'on les paye insensiblement. D'ailleurs, en excitant l'industrie, en multipliant le nombre des consommateurs et celui des demandes, Colbert répandit plus d'activité dans les campagnes, et les mêmes besoins qui faisaient aller les métiers mirent plus de charrues en mouvement.

On ne peut nier que l'industrie, les arts, les manufactures ne fussent l'objet principal de l'attention et des soins de Colbert. Les Français

étaient tributaires de l'Angleterre et de la Hollande; il voulut les affranchir de cette espèce de servitude, et il y réussit. Une nation ne peut pas et ne doit pas même vouloir produire tous les objets relatifs à ses besoins et à ses plaisirs; il en est que son climat et son sol lui refusent ou ne lui accordent que rares, chers et d'une qualité médiocre, et qu'il est plus avantageux pour elle d'emprunter des autres peuples; d'ailleurs, si elle veut vendre, elle doit aussi acheter. Mais la France, ignorant ses ressources, s'appauvrissait, en enrichissant ses voisins; elle achetait ses draps en Angleterre et en Hollande. Colbert encouragea, protégea, récompensa les manufactures de ce genre, et bientôt quarante-deux mille métiers en activité suffirent non-seulement aux besoins de la nation, mais satisfirent encore à ceux des autres peuples. L'esprit et le goût des Français leur donnent une singulière aptitude à tous les travaux des manufactures; s'ils n'ont pas la patience qui finit l'ouvrage et qui le rend achevé, ils ont l'imagination qui invente des procédés ingénieux et surtout des formes nouvelles; la fécondité de leur génie est seule à l'unisson de l'insatiable inconstance de la mode. Colbert sut mettre à profit ces heureuses dispositions de l'esprit national; chaque année de son ministère vit naître de nouvelles manufactures, et les ouvrages qui sortaient des ateliers étonnaient par la richesse des dessins, par la variété et l'élégance des formes. Les draps d'Abbeville devinrent célèbres; les étoffes de soie acquirent un haut degré de perfection et de beauté; la culture du mûrier et du ver à soie fut encouragée, et la France produisit elle-même une grande partie de la matière première qui, sous la main d'artistes habiles, se convertissait en tissus aussi remarquables par leur force et leur finesse que par la vivacité des couleurs. La valeur des fabrications de ce genre monta bientôt à plus de cinquante millions. Venise avait fourni jusqu'alors à la France les glaces de miroirs; bientôt, dans la manufacture royale, fondée ou relevée et agrandie par Colbert, on fabriqua des glaces plus grandes, moins chères et presque aussi belles. On fit à Paris du point et des dentelles qui le disputaient à celles du Brabant. On acheta des Anglais, moins éclairés ou moins jaloux de leurs découvertes qu'ils ne l'ont été depuis, le secret des métiers à bas. Le nombre des tisserands augmenta, et la toile fut d'une meilleure qualité. Dans l'atelier des Gobelins, qui était un beau luxe, la navette docile reproduisit sur des tapis et des tentures magnifiques les tableaux des plus grands maîtres. L'étranger admira ces chefs-d'œuvre; la France elle-même fut étonnée de ses progrès; le génie de Colbert

vivifiait tous les talents. Ses principaux moyens étaient les avances qu'il accordait à ceux qui voulaient entreprendre, les primes qu'il donnait à ceux qui avaient entrepris avec succès, les droits d'importation qu'il établissait sur les marchandises étrangères, afin d'ouvrir un marché sûr au travail, et l'abolition des droits qu'on avait mis sur l'exportation des productions indigènes. Des philosophes, plus fidèles à leur théorie que versés dans la pratique de l'administration, ont contesté la sagesse de ces moyens; on ne put contester les heureux effets qu'ils produisirent.

Ce système des manufactures, qui repose en partie sur les prohibitions, paraît devoir entraver le commerce, qui suppose la libre circulation de toutes les marchandises; mais Colbert ne négligea pas le commerce. A l'exemple des compagnies anglaises et hollandaises, on vit naître en France la compagnie des Indes orientales et celle des Indes occidentales. On croyait alors que le seul moyen de faire avec profit et succès un commerce qui exige de grandes avances et qui expose à de grands risques, était de le confier à des associations de marchands. Le roi lui-même fit les premiers fonds; les grands corps de l'État l'imitèrent, et bientôt le nombre des actionnaires se multiplia. On envoya une colonie dans l'île de Cayenne; on forma des établissements à Madagascar; la marine marchande devint une pépinière de matelots et une excellente école pour les marins. Afin de vivifier le commerce intérieur, Colbert reprit le projet déjà formé sous Henri IV de lier la Méditerranée avec l'Océan, et le superbe canal du Languedoc fut construit par ses ordres; il a soixante lieues de France de longueur; cent quatre écluses arrêtent l'eau dans un superbe bassin, entre Agde et Toulouse. La construction en fut confiée à Riquet, alors fermier général de Languedoc, qui en avait conçu le plan, et qui le fit exécuter sur les dessins et les calculs du mathématicien Andréossi; ce canal coûta treize millions; Riquet en obtint les revenus pour lui et pour ses descendants.

Dans l'espace de quelques années, la France recueillit les heureux fruits de son activité et de celle du grand homme qui dirigeait ses travaux; l'opulence devint générale; l'agriculture, l'industrie et le commerce exercèrent l'un sur l'autre une influence bienfaisante, et se prêtèrent des secours mutuels. Colbert soulagea le peuple et enrichit le trésor; le peuple paya moins, ou paya sans peine, parce que les impôts, atteignant tous les genres de propriété et portant sur les consommations plus que sur la terre, furent mieux répartis; et les revenus du roi

montèrent à cent dix-sept millions de livres, qui valaient alors plus du double de ce que la même somme vaudrait aujourd'hui.

Dès que l'État fut riche, toutes les parties de l'administration y gagnèrent. L'armée fut augmentée; les habits uniformes furent introduits; le prêt se fit régulièrement, et les désordres du soldat, ne trouvant plus d'excuse dans la nécessité, furent réprimés avec soin; la discipline devint sévère; les duels furent défendus. On créa des inspecteurs généraux pour surveiller les troupes et pour faire des rapports annuels de leur état; celles de la maison du roi furent renforcées par des corps de nouvelle création et devinrent l'élite de l'armée. La marine sortit du néant. On ignorait en France les vrais principes de la construction des vaisseaux; les relations d'amitié qu'on entretenait avec la Hollande permirent au gouvernement d'attirer des constructeurs habiles dans le pays, ou d'envoyer des ouvriers se former à leur école. La France eut bientôt soixante bâtiments de guerre, et les soins de Colbert créèrent le port de Cette, dans le Bas-Languedoc, et celui de Rochefort, à l'embouchure de la Charente.

La police qui prévient les crimes, la justice qui les punit, l'autorité royale qui surveille l'une et l'autre, prirent une marche plus ferme, plus sage, plus régulière. Paris s'embellit, et le lieutenant de police que Colbert y établit fit connaître à cette ville immense la clarté, la propreté, la sûreté qui lui avaient manqué jusque-là. Les lois criminelles furent recueillies, revues et adoucies; le pouvoir royal fut débarrassé de toutes les entraves qui le gênaient dans son action, sans prévenir ses abus et sans lui servir de contre-poids. Les gouvernements des provinces donnèrent plus d'argent que d'autorité, et devinrent des places plus lucratives qu'importantes; ceux qui les obtenaient, vivant presque toujours à la cour, ne pouvaient pas devenir dangereux. Les grandes charges qui donnaient trop de pouvoir, furent abolies; à la mort du duc d'Épernon, qui était colonel général de l'infanterie, on ne lui donna point de successeur. Le roi créa quatorze nouveaux pairs, afin de diminuer la considération personnelle attachée à ces places, et de contre-balancer dans le parlement le crédit des magistrats. Le parlement lui-même fut condamné au silence; on craignait ses remontrances; Louis se rappelait encore la guerre de la Fronde; il fut enjoint aux cours souveraines de ne faire des remontrances que huit jours après avoir enregistré les édits. Ainsi, l'autorité royale atteignait le plus haut degré de force, et prévenait ou réprimait toute espèce d'opposition. La jeunesse du roi,

sa fermeté, le bel usage qu'il faisait de son pouvoir, la considération dont il jouissait, inspiraient une confiance générale et effaçaient tout ce que les progrès excessifs du pouvoir royal pouvaient avoir d'alarmant pour les esprits réfléchis. On ne voyait que les heureux effets de cet ordre de choses ; on ne pensait pas aux abus possibles ou même probables qui pouvaient en résulter. Le peuple ne s'occupe que du présent; il n'y a point d'avenir pour lui. Colbert favorisait les accroissements de l'autorité du prince ; il y trouvait le ressort de ses succès et le levier de ses entreprises ; la vigueur, la force, l'unité du gouvernement imposaient à tous les ennemis de la France, et la faisaient respecter au dehors.

Colbert relevait l'éclat du trône et la gloire de son pays par des institutions utiles. La liaison étroite des sciences avec les arts, des beaux-arts avec les arts mécaniques, n'avait pas échappé à son génie pénétrant; il avait senti la nécessité de perfectionner la théorie des mathématiques, de l'astronomie, de la physique; afin de multiplier les applications des principes, il créa l'Académie des Sciences (1664). Dès sa naissance elle entra dans le champ des observations et des expériences, qui seules peuvent conduire à des découvertes utiles. Dans ses mémoires, la philosophie de la nature s'énonça avec autant de précision que de clarté. Colbert avait reconnu que les progrès des arts mécaniques supposent ceux du bon goût, et que le goût demande des modèles et des points de comparaison; il savait que l'homme travaille pour jouir, et qu'une nation riche et développée veut des plaisirs délicats. L'Académie de Peinture et de Sculpture, celle d'Architecture et de Musique, prirent naissance et offrirent des récompenses flatteuses aux maîtres de l'art, des encouragements aux élèves, des leçons et des exemples à tous les citoyens; le beau eut son temple, son culte, ses prêtres, comme la vérité avait les siens. L'administration de Colbert était sage; il ne pouvait pas craindre les lumières. Bien loin de redouter les gens de lettres, il les accueillit et leur offrit des ressources qui les mirent à l'abri du besoin; non-seulement il protégea et secourut les savants indigènes; ses bienfaits allèrent même chercher ceux des pays étrangers, et souvent les faveurs qu'il répandait sur eux, apprenaient leur existence à leur propre patrie. Bientôt le goût du vrai, l'amour du beau, le besoin des jouissances de l'esprit devinrent des traits distinctifs du caractère national; les autres peuples regardèrent la France comme la terre natale du génie et des talents ; les Français se crurent destinés à surpasser toutes les autres

nations, et cette pensée devint pour eux un principe de grandeur réelle.

Louis XIV aimait la magnificence; Colbert aimait mieux les dépenses utiles, mais il fallait qu'il acquît le droit et le moyen d'en faire, en cédant au goût du roi pour la pompe et la représentation. D'ailleurs, lui-même jugeait l'éclat du trône nécessaire, afin d'ajouter à la puissance réelle de la France celle de l'opinion. La façade du Louvre s'éleva sur les dessins de Charles Perrault; le château de Saint-Germain fut agrandi; les bâtiments, les parcs, les jardins de Marly et de Versailles vinrent étonner les regards; Mansard, Perrault et Le Vau dessinaient et construisaient ces palais; le pinceau de Le Brun et de Mignard les décorait et les couvrait d'ouvrages immortels; le ciseau de Girardon et du Puget embellissait les jardins; tous les talents accouraient à la voix de Colbert; tous les arts s'empressaient à servir Louis.

Ainsi la France asseyait sa puissance sur la base d'un travail productif; elle était assez riche pour payer sans effort toutes les parties du service public; ses moyens, ses ressources, son état militaire la mettaient à l'abri de toute crainte. Elle avait le nécessaire; elle avait encore le superflu; l'activité de toutes les forces avait amené l'opulence; l'opulence avait enfanté de nouveaux besoins, et ces besoins avaient développé l'esprit, le talent et le génie. Il avait suffi de six années de paix pour élever la France à ce degré de puissance réelle, et elle avait acquis une grande force d'opinion par le ton ferme, le langage élevé et les démarches vigoureuses du gouvernement dans ses relations avec les autres États. Partout il s'était montré attentif aux événements, et habile à en profiter; il avait annoncé sa force par sa fermeté, et n'avait pas permis qu'on se méprît sur ses ressources et sur la mesure de sa patience.

Le baron de Batteville, ambassadeur d'Espagne, avait insulté, à Londres, le comte d'Estrades, ambassadeur de France; le roi menaça, et l'Espagne effrayée reconnut formellement la préséance de la France. Le duc de Créqui avait été insulté à Rome (1662) par les Corses de la garde du pape; Louis ordonna au nonce de sortir de Paris, se saisit du comtat d'Avignon, et se prépara à faire marcher une armée en Italie; Alexandre VII s'humilia, et une pyramide s'éleva à Rome, qui éternisait l'injure et la satisfaction éclatante qu'elle avait amenée. La France acheta, pour la somme de cinq millions, Dunkerque et Mardyk, de Charles II, qui fut assez lâche pour vendre les intérêts de son pays, et pour abandonner des conquêtes odieuses à la France, mais qui étaient d'une haute importance pour le commerce de l'Angleterre. Les Français

s'emparèrent de Marsal (1663), que le duc de Lorraine leur avait cédé. La Hollande fut secourue dans la guerre qu'elle faisait à l'Angleterre. La bravoure nationale soutenait sa brillante réputation, en combattant volontairement dans la guerre de Léopold contre les Turcs. Schomberg, à la tête des Portugais et d'un grand nombre de Français, attachés à sa personne et à sa fortune, affermissait la couronne du Portugal dans la maison de Bragance (1663), par les victoires d'Almerial, et de Montes Claros (1665).

CHAPITRE XX.

LA FRANCE ABUSE DE SA PUISSANCE. — LOUIS XIV PREND PART A LA GUERRE DE L'ANGLETERRE ET DE LA HOLLANDE. — LOUVOIS. — PREMIÈRE GUERRE INJUSTE. — DROIT DE DÉVOLUTION. — CONQUÊTE RAPIDE DES PAYS-BAS ET DE LA FRANCHE-COMTÉ. — TRIPLE ALLIANCE. — PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE. — LOUIS XIV MÉDITE ET PRÉPARE LA GUERRE CONTRE LA HOLLANDE POUR SE VENGER DE CETTE PAIX FORCÉE.

La France était redoutée au dehors, heureuse au dedans. L'autorité royale dominait toutes les classes de l'État; mais encore étrangère aux abus, elle n'annonçait sa force que par des bienfaits. Les lois assuraient l'ordre public et la liberté civile; la sûreté générale avait amené l'activité générale; toutes les forces et tous les talents travaillaient de concert à couvrir la France de richesses, et à y multiplier tous les genres de plaisirs; les particuliers étaient à leur aise et l'État au-dessus de ses besoins; les finances, l'armée, la marine, les arts utiles et les arts agréables, les villes et les campagnes éprouvaient les effets de la protection du gouvernement; sous l'influence continuelle du génie de Colbert, tout se développait avec succès, et, suivant une marche progressive, s'avançait majestueusement vers un plus haut degré de perfection. Les autres puis sances de l'Europe étaient ou des ennemis secrets et impuissants, ou des amis de la France; et, à la tête des affaires et des armées, dans tous les genres, une foule d'esprits supérieurs s'empressant autour du trône de Louis XIV, lui garantissaient sa supériorité sur tous les autres États, et donnaient à ce trône autant d'éclat que de solidité.

Louis paraissait ne vouloir que la vraie grandeur et marcher à la véritable gloire, lorsque tout à coup l'ambition et l'orgueil l'arrachèrent au plus beau rôle que jamais prince ait joué dans le monde. Colbert se vit arrêté dans l'exécution de ses vastes plans; contraint d'ajourner le bonheur de la France, il vit avec une juste douleur détruire son ouvrage. La puissance nationale, qui ne devait être qu'un moyen de défense, inspira à Louis XIV des projets agressifs, la France ne parut avoir créé chez elle la richesse que pour détruire la prospérité des autres États, et me-

nacer leur existence. Louis, sans raison, et même sans prétexte spécieux, voulait la guerre; ses courtisans lui persuadaient que ses prétentions étaient des droits, et lui montraient dans ses forces de véritables titres. Ses flatteurs l'enivraient de ses succès futurs; Louvois, ministre de la guerre, voulait plus de crédit, plus de pouvoir, une plus grande sphère d'activité; la guerre seule pouvait lui faire obtenir ce qu'il désirait, elle lui était nécessaire; il fit croire qu'elle l'était au bien de l'État, et cette première erreur du roi, ce premier crime de son favori furent les premiers chaînons d'une longue suite d'erreurs, de malheurs et de crimes.

Depuis la mort de Mazarin, la France avait été assez sage pour ne former aucune entreprise d'éclat. La paix continentale, que l'Europe devait aux traités de Münster, des Pyrénées et d'Oliva, n'avait pas été troublée par la guerre. La France, liée au parti dominant dans les Provinces-Unies, voyant dans l'Angleterre son ennemie naturelle, avait promis et donné des secours à la première de ces puissances; mais charmée de les voir s'affaiblir réciproquement, elle n'avait pas pris une part fort active à cette guerre. La jalousie et la rivalité de commerce n'avaient pas été la véritable cause de la rupture de l'Angleterre et de la Hollande; elle avait été amenée par l'animosité secrète de Charles II contre les Provinces-Unies, qui l'avaient sacrifié à Cromwell, dans le temps de ses malheurs, et ne lui avaient pas rendu les honneurs dûs à son rang, lorsqu'il passa par la Hollande pour aller reprendre le sceptre de ses pères. Charles, brûlant de venger ses injures, et ne consultant que sa passion, avait commencé les hostilités sans déclaration préalable, et les Anglais s'étaient emparés (1664), en pleine paix, d'une flotte marchande qui faisait voile de Bordeaux. La nation anglaise désapprouva cette guerre; les Provinces-Unies la firent malgré elles; elle fut courte, mais animée et sanglante. Au commencement le succès s'était déclaré pour le parti le moins juste; le duc d'Yorck et le prince Robert avaient battu la flotte hollandaise (1665), et l'amiral Opdam avait même perdu la vie dans le combat. La flotte française, encore naissante et faible, était sous les ordres du duc de Beaufort, mais elle ne fit aucune diversion utile aux Hollandais. Dans la célèbre bataille que les flottes anglaise et hollandaise se livrèrent, et qui dura quatre jours, et dans celle qui se donna le 4 août 1666, la flotte française n'avait point paru; c'était Ruyter et le jeune Tromp qui avaient lutté de génie et de bravoure avec le duc d'Albemarle et le prince Robert; et quoique les forces fussent à peu près égales, et qu'elles montassent de chaque côté à plus de cent

vaisseaux, la Hollande avait humilié le pavillon anglais. Bientôt le défaut d'argent contraignit Charles de négocier. La peste qui ravagea Londres et l'incendie qui en consuma, l'année suivante, la plus grande partie, augmentèrent le mécontentement de la nation. L'expédition hardie de Ruyter, qui porta l'effroi dans Londres en remontant la Tamise, et qui brûla des vaisseaux à Chatam, hâta les négociations. La paix se conclut à Breda (1667). Des deux côtés on rendit tout ce qu'on avait pris; mais la Hollande, qui protestait toujours contre l'acte de navigation, obtint une modification avantageuse de cette loi ; il fut décidé qu'elle pourrait importer en Angleterre, sur ses vaisseaux, toutes les marchandises qui descendraient le Rhin; concession de la plus haute importance, qui rendait les Provinces-Unies maîtresses d'une grande partie du commerce de l'Allemagne. La nation anglaise fut indignée de voir qu'une guerre injuste fût terminée par une paix déshonorante. L'acquisition de la Nouvelle-Belgique dans l'Amérique septentrionale était un faible dédommagement de ces pertes. A la vérité, la France céda à l'Angleterre les îles d'Antigua, de Montserrat, et sa part de l'île de Saint-Christophe; mais elle obtint en retour l'Acadie, possession bien plus précieuse, et dont elle ignorait encore le prix.

Ce fut précisément à l'époque où les conférences de Breda faisaient espérer la paix à l'Europe, que Louis XIV annonça ses projets ambitieux; Louvois forma le plan de la guerre et en prépara les moyens. Fils du secrétaire d'État le Tellier, Louvois était entré au ministère à l'âge où d'autres se préparent péniblement à des places subalternes. Son esprit actif et vaste annonçait une maturité précoce; son ambition était plus vaste et plus active encore. Laborieux, infatigable, mais inquiet et turbulent; ferme, mais fier, superbe, impérieux; entreprenant et fécond en ressources, mais audacieux et indifférent sur la moralité des moyens, il avait tous les vices et tous les défauts qui peuvent naître de l'excès de certaines qualités en elles-mêmes précieuses. Sévère et vigilant, il était admirable pour faire régner la discipline dans l'armée, pour la mettre en mouvement et lui fournir les moyens d'opérer. Mais il n'était pas général, et il prétendait l'être; inflexible dans ses résolutions, implacable dans ses haines, jaloux de son crédit, envieux du mérite des autres, il ne connaissait d'autre bien que le pouvoir, d'autre intérêt que celui de sa place, d'autre règle que la faveur de son maître. Les guerres que Louis XIV entreprit furent son ouvrage; les succès et les revers que ses armes éprouvèrent le furent également. Il avait gagné un grand ascen-

dant sur l'esprit du roi, en lui persuadant qu'il n'était que son élève. En adoptant les idées de son ministre, Louis croyait suivre les siennes; il était d'autant plus flatté de la docilité et de l'obéissance de Louvois, que d'ailleurs cet esprit indomptable ne cédait à personne.

Ce fut lui qui détermina Louis XIV à réclamer l'héritage des Pays-Bas. Philippe IV, en mourant, le 17 septembre 1665, avait laissé pour successeur un fils encore enfant, Charles II, faible de corps et d'esprit, et qui n'annonçait pas plus de vigueur ni d'activité que son père. La reine avait été nommée régente, et elle s'abandonnait entièrement aux conseils de son confesseur, le père Nitard, au lieu de suivre ceux de don Juan d'Autriche. L'Espagne, épuisée par ses longues guerres, appauvrie par ses richesses mêmes, et désorganisée par sa mauvaise administration, invitait à l'attaquer. Louis XIV demanda les Pays-Bas, prétendant que le droit de dévolution établi dans ces provinces, et qui assurait aux enfants d'un premier lit la propriété de tous les biens de leurs parents, à l'exclusion des enfants du second lit, lui donnait des titres fondés à cette partie de la succession de Philippe IV. Marie-Thérèse était sœur de Charles II, de premier lit. L'Espagne opposa aux faibles raisons développées dans le manifeste de la France, des raisons fortes et victorieuses. Louis avait renoncé à toute la succession du roi d'Espagne sans exception quelconque, et la loi de dévolution était une loi civile, relative aux héritages des particuliers, et non une loi politique applicable aux successions des empires; mais l'Espagne n'opposa aucune résistance à ses armes, et Louis XIV entra dans la Flandre avec trois corps, commandés par Turenne, d'Aumont et Créqui; lui-même était à la tête du premier. Cette campagne ressembla plus à une promenade militaire qu'à une expédition sérieuse. Les villes ouvrirent leurs portes après la première sommation ou après quelques jours de siége. Charleroi, St.-Vinox, Furnes, Tournai, Denain, Courtrai, Oudenarde, Alost furent pris avec la plus grande rapidité; les Espagnols, se reposant sur la foi des traités, avaient très-peu de troupes dans les Pays-Bas. Turenne, vainqueur sur tous les points, avait poussé jusqu'à Bruxelles; les Pays-Bas étaient conquis.

L'année suivante, Louvois, jaloux de la gloire de Turenne, voulut lui opposer le prince de Condé, et triomphant de la répugnance de Louis à employer ce prince, il le chargea de s'emparer de la Franche-Comté. Condé, s'arrachant aux douceurs et au repos de Chantilly, parut à la tête d'une armée, et n'eut besoin que de se montrer pour enlever aux Espagnols cette fertile province. Le peuple qui l'habitait, éloigné du

centre de la monarchie espagnole, devait à cet éloignement un certain degré de liberté et de bien-être, et ne souffrait pas autant que d'autres, des vices de l'administration. Il n'y avait aucun préparatif de défense dans la province; la surprise et l'étonnement glacèrent tous les esprits; la Franche-Comté fut soumise dans l'espace de deux mois; Besançon fut pris au bout de deux jours. Ces conquêtes, faites au milieu de l'hiver, en annonçaient de plus grandes pour la campagne qui allait s'ouvrir, et rien ne paraissait pouvoir empêcher l'exécution des projets de Louis XIV.

Mais l'abus qu'il faisait de sa force avait donné l'éveil aux puissances maritimes; la Hollande et l'Angleterre, oubliant leurs rivalités et leurs querelles, sentirent qu'il fallait faire cause commune contre un danger commun. La république des Provinces-Unies avait combattu quatre-vingts ans contre l'Espagne, et la France l'avait secourue dans cette lutte généreuse; mais l'Espagne n'était plus à craindre, et la France, maîtresse des Pays-Bas, devenait l'ennemie naturelle de la Hollande, et une ennemie redoutable. L'Angleterre partageait ses inquiétudes et ses craintes; elle envoya à La Haye le chevalier Guillaume Temple, homme de lettres par caractère et par goût, homme d'État par principes et par devoir, portant dans la politique un coup d'œil sûr et étendu, et cette loyauté, cette franchise, cette fermeté, dignes du ministre d'une grande puissance. Appelé à traiter les affaires avec de Witt, ces deux grandes âmes étaient faites pour s'apprécier et s'entendre. L'alliance que Temple proposa aux Provinces-Unies était fondée sur l'identité de leurs intérêts et de ceux de l'Angleterre; elle fut bientôt conclue; son but était d'arrêter les progrès des armes françaises et de conserver les Pays-Bas à l'Espagne. La Suède y accéda. Cette triple alliance, assise sur les vrais principes du système de l'équilibre, eut l'effet désiré. Les trois puissances proposèrent à l'Espagne de laisser à la France la Franche-Comté, ou une partie des conquêtes qu'elle avait faites en Flandre; l'Espagne préféra ce dernier parti. La France craignait l'ascendant des puissances maritimes; ou plutôt Louis XIV, qui croyait avoir obtenu assez de gloire pour le moment, voulait revoir madame de Montespan, et aller jouir à Paris des applaudissements du peuple. Les négociations s'ouvrirent à Aix-la-Chapelle entre d'Estrades pour la France, Dohna pour la Suède, Temple et de Witt. La paix fut signée. La France rendit la Franche-Comté; mais elle conserva Charleroi, Binch, Ath, Douai, le fort de Scarpe, Lille, Oudenarde, Armentières, Courtrai, Bergues, Furnes. Ces places avaient

été prises facilement ; les ouvrages que le génie de Vauban y éleva empêchèrent qu'elles ne pussent être reprises avec la même facilité.

La France jouissait de nouveau de la paix ; elle était sortie de cette guerre injuste, triomphante et agrandie ; le gouvernement pouvait reprendre les travaux paisibles que Colbert n'avait interrompus qu'à regret. Mais l'orgueil de Louis XIV et de son ministre n'avait cédé à la Hollande qu'en frémissant, et ne pouvait dévorer ce qu'ils appelaient un affront. La paix ne fut employée qu'à préparer une nouvelle guerre, et bientôt la France annonça hautement le dessein de punir la Hollande de son insolence, et de détruire cette république de marchands, qui osait prescrire des lois aux souverains.

Pour réussir, il importait à la France de détacher l'Angleterre de la Hollande, et de s'en faire une alliée. On ne pouvait presque pas l'espérer, tant l'identité des intérêts de la république des Provinces-Unies et de l'Angleterre était grande, sensible et frappante ; mais Charles II n'avait pas de principes, et il avait un intérêt distinct de celui de sa nation ; il était facile de le gagner. Ce prince était alors livré aux conseils de cinq hommes qui lui persuadaient qu'il avait tout à craindre pour l'autorité royale, s'il ne la rendait pas plus indépendante, et qu'il ne pouvait la rendre indépendante, qu'en se liant étroitement avec la France. Cliffort, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale étaient les noms de ces cinq conseillers ; le peuple les appelait la Cabale. Les uns dominaient Charles par la supériorité de leur esprit ; les mœurs des autres les lui faisaient aimer, et tous sacrifiaient la nation à ce qu'ils croyaient faussement être l'intérêt du prince. Déjà ces favoris avaient préparé le cœur de Charles aux propositions que la France hasarda de lui faire. Il recevait peu du parlement, et il avait beaucoup de besoins ; Louis XIV lui promit des subsides considérables. Henriette d'Angleterre sa sœur, duchesse d'Orléans, qui réunissait tous les charmes d'un esprit vif, insinuant, adroit, à ceux de la figure, s'avança vers les côtes d'Angleterre, sous prétexte d'accompagner le roi qui allait visiter les ouvrages de Dunkerque ; elle passa secrètement en Angleterre, et elle plaida avec chaleur et avec succès la cause de la France. Mademoiselle de Keroual, qui était à sa suite, acheva l'ouvrage de la duchesse ; sa beauté captiva Charles. Ce prince faible, qu'on attaquait par tous les moyens imaginables, et dont on flattait toutes les passions, oublia ses devoirs et les intérêts de son peuple ; il contracta une alliance secrète avec la France. La mort subite de la duchesse d'Orléans, qu'on soup-

çonna d'avoir été empoisonnée par le chevalier de Lorraine, l'ébranla un moment, mais il persévéra dans sa funeste résolution. Le parlement lui avait accordé peu auparavant cinq millions de livres sterling, pour organiser des moyens de défense proportionnés aux moyens d'attaque que la France préparait, et cet argent fut employé à créer des forces qui devaient seconder les vues hostiles de cette puissance contre l'allié naturel de l'Angleterre.

Louis XIV, sûr de l'Angleterre, le fut bientôt de la Suède, de tout temps l'amie de la France, et qui revint facilement à ses anciennes maximes, qu'elle n'avait abandonnées que par la crainte que lui avaient inspirée les menaces de l'Angleterre et de la Hollande réunies. La triple alliance dissoute, la Hollande était abandonnée à elle-même. De Witt avait donné tous ses soins à la marine; la flotte nombreuse, parfaitement équipée, commandée par le célèbre Ruyter, défendait les côtes; mais, depuis la paix avec l'Espagne, les troupes de terre avaient été considérablement diminuées; la discipline s'était relâchée; les officiers qui avaient fait la guerre avaient été remplacés par des jeunes gens sans expérience; les places fortes n'étaient ni approvisionnées ni en état de défense. Les deux partis qui avaient existé de tout temps dans la république se prononçaient plus fortement. Les partisans de la maison d'Orange et le parti des de Witt aimaient également la patrie, et voulaient sa prospérité; mais l'esprit de parti les égarait et les divisait sur le choix des moyens.

CHAPITRE XXI.

SECONDE GUERRE DE LOUIS XIV. — CONQUÊTE RAPIDE DE LA HOLLANDE. — MORT TRAGIQUE DES DE WITT. — LE PRINCE D'ORANGE EST ÉLEVÉ AU STATHOUDÉRAT. — LA HOLLANDE EST SAUVÉE. — COALITION CONTRE LA FRANCE. — SUCCÈS DES ARMES FRANÇAISES. — MORT DE TURENNE. — RETRAITE DE CONDÉ. — PAIX DE NIMÈGUE. — L'ÉLECTEUR DE BRANDEBOURG EST ABANDONNÉ PAR SES ALLIÉS. — SES EXPLOITS. — PAIX DE SAINT-GERMAIN.

Telle était la situation de la Hollande, lorsque la France et l'Angleterre, le 7 avril 1672, lui déclarèrent la guerre en même temps. Elle n'avait d'autre allié que l'Espagne, et ce royaume était trop faible pour faire une diversion utile. Louis XIV avait porté son armée jusqu'à cent quatre-vingt mille hommes; ses troupes bien équipées, soumises à une discipline sévère, rompues dans l'exercice des armes, avaient en elles-mêmes et dans leurs chefs cette confiance qui est le présage et le garant des succès. Colbert assurait le prêt, Louvois la subsistance de l'armée; l'un gémissait d'employer les ressources de la France à créer des moyens de destruction; l'autre se félicitait d'avoir fait naître l'occasion de déployer ses talents et d'accroître son autorité. Condé, Turenne et Luxembourg, le parent, l'élève, l'émule de Condé, commandaient les troupes; Vauban dirigeait les siéges; Louis animait tout par sa présence, encourageait et récompensait par ses regards.

La France avait mis dans ses intérêts l'électeur de Cologne, et Van Galen, évêque de Munster, prêtre guerrier, esprit ambitieux et inquiet, afin de pénétrer en Hollande du côté où elle s'attendait le moins à être attaquée. Les armées, laissant en arrière Maestricht, qui était bien fortifié et qui avait une garnison de dix mille hommes, s'emparèrent de toutes les places du duché de Clèves où les Hollandais avaient garnison. Leur dessein était de passer le Rhin et l'Yssel, le 12 juin 1672, et de pénétrer dans le sein de la république des Provinces-Unies. Louis XIV passa le Rhin près de Tolhuis, pas loin du fort de Schenck; les eaux étaient fort basses, le fleuve guéable; il n'y avait que deux régiments sur

la rive opposée, et cet exploit, embelli et dénaturé par les flatteurs et les poëtes, fut plus important par ses suites que difficile et glorieux.

Après le passage du Rhin, les villes se rendirent avec une rapidité prodigieuse; les troupes étaient découragées et peu nombreuses, les commandants des places intimidés et gagnés; les bourgeois, d'autant moins disposés aux sacrifices qu'ils étaient plus riches, craignaient de tout perdre en résistant aux armes françaises. Les provinces de Gueldre, d'Utrecht, d'Overyssel et une partie de la Hollande furent soumises au bout de quelques semaines. Les Français pénétrèrent jusqu'à Muyden, à quatre lieues d'Amsterdam. L'abattement des esprits était général; on parlait de se retirer à Batavia, et d'y transporter la république. On fit le recensement des vaisseaux qui étaient dans les ports, et il se trouva qu'ils pouvaient servir à transporter dans les Indes jusqu'à deux cent mille personnes. La Hollande paraissait perdue.

Jean de Witt, qui avait gouverné l'État avec autant d'habileté que de bonheur, pendant vingt ans, devint alors l'objet des murmures et des plaintes générales; on lui reprochait de n'avoir pas su prévoir ni prévenir ces malheurs. Le parti du stathouder les attribuait à l'abolition du stathoudérat, et ne voyait de remède que dans son rétablissement. Le peuple, également prompt à désespérer et à espérer des événements, partageait cette opinion. Jean de Witt essaya d'obtenir la paix de Louis XIV; les députés qu'il envoya offrirent toutes les villes de la Généralité et dix millions pour les frais de la guerre; mais le superbe Louvois, qui ne voulait pas la paix, inspirait son orgueil à son maître. On fit aux Hollandais des propositions si dures et si ignominieuses qu'il était impossible de les accepter. La fureur du peuple augmenta contre Jean de Witt et contre son frère, Corneille de Witt, bourgmestre de Dordrecht, et l'on demanda à grands cris un stathouder. La petite ville de Veer donna le signal, et son exemple fut suivi par toutes les villes de la Hollande et de la Zélande; l'édit perpétuel fut aboli, et Guillaume fut proclamé stathouder.

Guillaume avait vingt-deux ans. Dans un corps faible il cachait une âme forte et un esprit supérieur, et recélait une ambition ardente sous un extérieur froid et calme, réfléchi et taciturne. Il était aussi difficile de deviner le secret de sa pensée que de se dérober à son œil pénétrant. Dans le silence de son cœur, sans autre confident que lui-même, il couvait longtemps ses projets, les méditait profondément, soumettait tout au calcul, et ne donnait rien à l'imagination, encore moins au sentiment;

ferme et persévérant, autant il était prompt à concevoir des entreprises hardies et vastes, autant il mettait de tenue à les suivre, et il a toujours achevé tout ce qu'il a commencé; étranger aux plaisirs et aux affections, il l'était même à toutes les passions, hors une seule. Peu d'hommes ont eu plus de vivacité et de feu avec plus de flegme apparent, plus de gloire avec moins d'éclat, plus de profondeur dans la pensée avec plus de rapidité et d'énergie dans l'exécution. De Witt avait lui-même soigné son éducation politique et l'avait initié dans les affaires. Ce grand homme voulait que ses rares talents fussent utiles à sa patrie, sans pouvoir devenir dangereux à la liberté. Son frère et lui furent les victimes de l'enthousiasme de la nation pour Guillaume : tous leurs services furent oubliés; ils périrent massacrés par la populace; exemple mémorable de l'ingratitude et de l'inconstance du peuple qui, passant d'un extrême à l'autre, brise avec une impatience cruelle ce qu'il avait adoré, pour adorer ce qu'il brisera tôt ou tard. Tous deux montrèrent dans le malheur l'intrépidité de la vertu, et moururent comme ils avaient vécu, avec calme et avec grandeur. On a imputé leur mort à Guillaume, parce qu'il en a profité et qu'il s'est élevé sur leur ruine. Il faut croire, pour l'honneur de l'humanité, qu'il n'y fût pas insensible, et qu'il ne vit pas avec indifférence le sang le plus illustre, le plus pur, marquer la route qui le conduisit au terme de ses vœux.

Guillaume était stathouder; les malheurs de son pays avaient amené son élévation; mais la Hollande était toujours également menacée. En vain Ruyter défendait les côtes. La bataille qu'il livra aux escadres française et anglaise, réunies sous les ordres du duc d'Yorck et du comte d'Estrées, avait couvert de gloire les Hollandais et leur amiral, quoiqu'elle ne fût pas décisive (7 juin 1672). Mais l'armée de Louis se trouvait au centre de la république, et menaçait toujours Amsterdam; Guillaume se multipliait; il négociait pour susciter de nouveaux ennemis à Louis XIV; il levait des troupes; il les aguerrissait par son exemple, et leur inspirait le courage de mourir plutôt que de souscrire à des conditions honteuses; cependant, sans les fautes des Français, son talent et son énergie n'eussent pas suffi pour conjurer l'orage. Condé voulait qu'on démantelât les places fortes, afin de ne pas affaiblir l'armée par des garnisons; Louvois s'y opposa. Il voulait qu'on profitât de la consternation d'Amsterdam pour s'en emparer avec un corps nombreux de cavalerie; l'avis du ministre fut encore différent, et cet avis triompha. Si les conseils de Condé eussent été suivis, la Hollande succombait. Le

système qu'on adopta, ralentissant les opérations, les Hollandais revinrent de leur étonnement; les écluses furent ouvertes, et l'inondation arrêta les progrès des armes françaises; l'hiver fut doux, et Luxembourg, qui espérait d'achever la conquête du pays en conduisant son armée sur des ponts de glace, fut obligé de renoncer à ses espérances. Louis XIV lui-même paralysa son armée en la quittant; empressé d'aller jouir de son triomphe à Paris, il empêcha qu'il ne fût complet; la Hollande fut sauvée.

Elle n'avait eu qu'un seul allié au milieu de ses malheurs, et elle le perdit. Frédéric Guillaume, électeur de Brandebourg, qui tenait à la Hollande par ses souvenirs, à la maison d'Orange par le sang, craignait pour ses États de Westphalie; et ses idées au-dessus de ses moyens, embrassant un vaste horizon, lui montraient les dangers de l'équilibre politique de l'Europe. Ce prince avait armé en faveur des Hollandais; il avait déterminé l'empereur à joindre un corps de troupes aux siennes, pour faire sur le Rhin une diversion utile à la république des Provinces-Unies. Mais Bournonville, qui commandait les troupes impériales, avait mal secondé son ardeur; lié par des ordres secrets de la cour de Vienne, il avait entravé l'activité de l'électeur. Bientôt Frédéric Guillaume, à qui les Hollandais payaient mal les subsides qu'ils lui avaient promis, découragé par la mollesse des autres puissances, avait conclu le traité de Vossem avec Louis XIV (1673), en se réservant le droit de le combattre, si lui-même attaquait et combattait l'empire.

Pendant que la Hollande perdait cet allié, le génie et la politique de Guillaume formaient contre la France une coalition formidable. Instruit à fond des intérêts de tous les États, des maximes de leurs cabinets, du caractère de ceux qui dirigeaient leurs affaires, il avait l'art de saisir les rapports de tous les intérêts, de les enchaîner à l'intérêt général de l'équilibre de l'Europe, de parler à chacun sa langue, de décider les esprits indécis, de donner de l'ardeur aux esprits froids, du calme et de la modération aux esprits ardents. L'abus que Louis avait fait de sa puissance avait révélé aux autres États l'étendue de cette puissance et les dangers dont elle menaçait l'existence des autres nations. On ne pouvait les prévenir que par la résistance; le salut était dans l'union; la division entraînait la ruine successive de tous les États; c'est cette grande idée que Guillaume presse, développe, présente sous toutes ses faces, et elle devient le lien d'une coalition formidable, dans laquelle entrent successivement l'empereur, le roi d'Espagne, le duc de Lorraine,

l'électeur de Brandebourg, le roi de Danemark, l'empire lui-même.

La France perdait son unique allié, pendant que la Hollande en acquérait un grand nombre. Charles II, n'ayant pu obtenir des subsides de son parlement, fut forcé de faire la paix. La voix publique lui fit la loi; le parlement énonça hautement son vœu, en refusant des subsides pour la continuation de la guerre. Il était l'organe de l'opinion générale; la volonté corrompue du roi fut obligée de céder à la volonté saine et éclairée de la nation. Elle ne voyait, avec raison, dans la ruine de la Hollande, que l'élévation de son ennemie naturelle et son propre affaiblissement. Les principes qui avaient dicté la triple alliance étaient seuls conformes aux vrais intérêts de l'Angleterre, et traçaient au cabinet de Londres la route qu'il devait suivre. Non-seulement il ne fallait pas combattre contre la Hollande, il aurait fallu s'unir étroitement avec elle, pour s'opposer avec succès à l'ambition de la France. Le parlement et la nation le désiraient, et auraient porté volontiers le fardeau d'une nouvelle guerre, si elle avait été dirigée contre Louis. Mais cette mesure était tout à fait contraire aux vues secrètes de Charles et de ses ministres. Ne pouvant plus servir directement la cause de la France, ils voulaient lui être utiles par leur neutralité. L'amitié de cette puissance leur paraissait absolument nécessaire à l'exécution de leurs desseins. Partisans de l'autorité absolue, ils travaillaient au renversement de la constitution et des lois qui entravaient l'autorité du roi et leur propre pouvoir. L'établissement de la religion catholique dans le royaume était à leurs yeux le moyen le plus sûr d'arriver à leur but. Pour cet effet, il fallait également affaiblir la Hollande protestante, et se ménager l'appui de la France catholique. Ces vues secrètes de Charles et de ses ministres expliquent les grandes erreurs politiques de son règne et la révolution qui les suivit.

Malgré la retraite de l'Angleterre et sa paix particulière avec les Provinces-Unies, la France fit tête à l'orage qui la menaçait. La coalition formée contre elle paraissait formidable. A l'empereur, à l'Espagne et à la Hollande, s'étaient encore joints les ducs de Brunswick, l'évêque d'Osnabruck et Chrétien V, roi de Danemark. L'empire lui-même armait pour venger l'invasion du Palatinat, et l'électeur de Brandebourg, libre des engagements qu'il avait contractés à Vossem, se mit en campagne avec une armée de seize mille hommes, que ses talents et son activité rendaient redoutable. La guerre allait devenir générale; mais Louis XIV ne fut pas intimidé. La faiblesse d'une partie des coalisés, la mauvaise

volonté des autres, le défaut de concert, d'énergie et d'union, inséparable des ligues nombreuses, étaient propres à le rassurer, quand il n'aurait pas eu pour lui son courage personnel, toutes les forces de la France, et le génie de Turenne et de Condé.

Les Français avaient évacué toutes les places des Provinces-Unies, à l'exception de Grave et de Maestricht (1674). C'était afin d'agir avec plus de vigueur sur d'autres points, et de pousser plus vivement la guerre offensive. La Franche-Comté fut conquise une seconde fois avec la plus grande facilité; six semaines suffirent pour achever cette importante entreprise. Gray et Vesoul se rendirent au duc de Navailles; Besançon, la capitale de la province, ouvrit ses portes au bout de huit jours; Vauban conduisait ce siége sous les yeux du roi; Dole et Salins suivirent l'exemple de Besançon.

Condé, qui avait conquis la Franche-Comté dans la guerre précédente, commandait alors l'armée opposée au prince d'Orange. Guillaume fut presque toujours malheureux à la guerre dans les actions décisives; mais il avait l'art d'enlever à ses ennemis les avantages de leurs victoires, et de prévenir ou de corriger les suites de ses défaites. Il brûlait de se mesurer avec Condé, et de lui livrer bataille; Condé, toujours ardent et porté aux grandes mesures, n'était pas fait pour se tenir sur la défensive. Les deux armées étaient fort inégales en nombre; celle du prince d'Orange, composée de Hollandais, d'Impériaux et d'Espagnols, comptait vingt mille hommes de plus que l'armée française. Cependant Condé attaqua le premier; il sortit de ses retranchements et tomba sur l'arrière-garde des alliés, le 11 août 1674. Après avoir campé près de Senef, ils s'étaient mis en marche pour prendre une position qui menaçât Charleroi. Condé fit un grand carnage des Espagnols, mais voulant poursuivre sa victoire, il rencontra plus de résistance dans le corps des Hollandais; la bataille devint générale et fut sanglante; la nuit même ne sépara pas les combattants; on se battit encore avec acharnement pendant deux heures, à la clarté de la lune. La perte fut considérable des deux côtés; au rapport des curés du voisinage, près de vingt-sept mille hommes restèrent sur le champ de bataille. Les deux partis s'attribuèrent la victoire, et l'on chanta le *Te Deum* dans les deux camps. Le sang coula en pure perte, et ce terrible carnage n'amena aucun événement décisif. Le prince d'Orange prétendit qu'il aurait remporté une victoire complète, sans la trahison du comte de Souches qui commandait les troupes impériales; en effet, la conduite de ce général prêtait ma-

tière aux reproches et au soupçon. La campagne se termina de ce côté par la levée du siége d'Oudenarde et la prise de Grave, que le marquis de Chamilli rendit, après avoir fait une longue et belle résistance.

C'étaient aussi les Impériaux qui par leur inaction et par leurs fautes assuraient les triomphes des Français en Allemagne. L'alliance secrète de l'électeur palatin avec l'empereur, découverte par les espions de la France, avait paru à celle-ci un motif suffisant pour faire une invasion en Allemagne, et ces hostilités avaient déterminé l'empire à se déclarer contre Louis XIV. Le duc de Lorraine, dépouillé de ses États, guerrier par goût, par besoin et par l'instinct du talent, avait un commandement dans l'armée impériale; réunissant ses troupes avec celles du comte de Caprara, ils se proposaient d'opérer leur jonction à Heidelberg avec le duc de Bournonville qui était parti d'Égra à la tête d'un corps considérable, et leur plan était d'entrer en forces en Alsace. Turenne n'avait que dix mille hommes pour empêcher l'exécution de ce dessein. Mais il opposa la rapidité à la lenteur, le calcul à l'imprévoyance, la hardiesse à la timidité, et il réussit. Il se hâte de passer le Rhin et d'attaquer le duc de Lorraine et Caprara, avant que Bournonville soit arrivé. Il les joint près de Sinzheim le 16 juin 1674, et malgré la bravoure et les efforts du duc de Lorraine, il remporte sur lui une victoire complète. Affaibli par sa victoire même, il repasse un moment le Rhin, mais bientôt il reparatt sur la rive droite du fleuve, et refoule au delà du Rhin et du Necker les ennemis qu'il a déjà vaincus, et Bournonville qui s'est joint à eux. Puis, se repliant sur le palatinat, il souille ses lauriers par des ravages qui ne sont pas commandés par la nécessité, et ne peuvent être excusés par les circonstances. S'il n'ordonne pas ces barbaries, il les permet; il les laisse s'exercer sous ses yeux et sous ceux du souverain de ces belles et malheureuses contrées. On admire toujours dans Turenne le grand capitaine; on regrette de ne pouvoir admirer en lui le guerrier humain et compatissant. Sept villes et plus de dix-neuf villages furent incendiés gratuitement par une soldatesque indisciplinée, qui, dans cet oubli total des lois de la guerre, ne voyait qu'une nouvelle preuve de la condescendance paternelle de son chef pour ses désirs et ses besoins.

Ces excès révoltants excitaient les alliés à les punir et à les venger. Le duc de Lorraine et Bournonville dirigent leur marche vers l'Alsace. Turenne les suit, et tâchant d'expier ses cruautés par de nouveaux exploits. il les atteint près d'Ensheim le 4 octobre 1674, et après un combat qui se prolonge jusque dans la nuit, la victoire se déclare encore pour lui.

Cependant il ne peut empêcher que l'électeur de Brandebourg, à la tête de seize mille hommes, ne renforce l'armée battue. La jonction faite, les alliés entrent en Alsace. Trop faible pour couvrir et sauver cette province, Turenne se retire dans la Lorraine, et contre l'avis de l'électeur de Brandebourg, on ne l'attaque pas dans sa marche. La saison était avancée; les alliés se répandent en Alsace, y dispersent leurs troupes, et se proposent d'y prendre des quartiers d'hiver. Mais la possession de l'Alsace est toujours incertaine et précaire, tant qu'on n'est pas maître des Vosges, qui séparent cette province de la Lorraine. Turenne le sait, et profite de la sécurité et de l'imprévoyance de Bournonville. Frédéric Guillaume avertit le général autrichien du danger de sa position, et le presse de rassembler ses troupes; Bournonville s'y refuse. Turenne justifiant les craintes et les conseils de l'électeur, brave les frimas, descend des montagnes, fond sur les quartiers dispersés de Bournonville, et le bat le 29 décembre 1674, près de Mühlhausen, dans le Sundgau; les débris de l'armée battue rejoignent l'armée de l'électeur près de Colmar. Turenne, sans leur laisser le temps de respirer, les suit, attaque les forces réunies des alliés le 5 janvier 1675, à Türckheim, remporte encore sur eux des avantages décisifs, et les oblige de repasser le Rhin. L'Alsace est recouvrée, et toute la campagne des alliés est perdue. Ces opérations hardies, savantes et heureuses, couvrirent de gloire le maréchal de Turenne. Ses succès furent en grande partie l'ouvrage des ennemis, et l'effet naturel de leurs divisions et de leurs fausses mesures. Si l'électeur de Brandebourg avait été seul chargé du commandement des alliés, le héros français eût rencontré des obstacles plus dignes de lui, et peut-être son triomphe eût-il été douteux; mais le génie de Frédéric Guillaume était arrêté dans son action, par la jalousie ou par l'incapacité des généraux de l'empereur, qui eux-mêmes étaient entravés et liés par des ordres supérieurs. Le conseil de guerre voulait, du sein de Vienne, diriger les mouvements des armées. A la vérité, les généraux français avaient aussi souvent à lutter contre l'obstination et le despotisme de Louvois, qui prétendait les asservir à ses idées; et, dans cette campagne même, Turenne avait triomphé malgré le ministre, qui voulait abandonner l'Alsace aux ennemis. Mais le génie de Turenne lui donnait les moyens de secouer cette dépendance; sa grande réputation lui permettait de le hasarder. D'ailleurs, ses victoires légitimaient sa désobéissance, et Louis XIV avait l'esprit trop juste pour sacrifier l'intérêt de son service aux prétentions de son favori, et au maintien d'une subordination servile.

Après ces exploits multipliés, Turenne aurait volontiers joui de sa gloire dans la retraite; mais Louis XIV, qui avait besoin de ses services, ne lui permit pas le repos. Ce héros ne devait cesser de commander qu'en cessant de vivre. Il fut chargé de conduire l'armée qui devait couvrir la France du côté du Rhin; l'Autriche lui opposa un de ses plus habiles généraux, Montécuculi. Comme Turenne, ce rival digne de lui était profond dans ses combinaisons, mesuré dans ses démarches, actif et hardi dans le moment de l'exécution. L'Europe avait les yeux fixés sur cette lutte qui allait décider si Turenne avait un égal, ou s'il était hors de pair. Au jugement du chevalier Folard, cette dernière campagne du maréchal fut son chef-d'œuvre. Pendant deux mois, il avait employé toutes les ressources de l'art militaire, épuisé tous les secrets des positions, des marches et des contre-marches, pour empêcher Montécuculi de l'attaquer avec avantage, et pour trouver lui-même le moment d'attaquer son adversaire. A la fin il croyait l'avoir trouvé, et il avait résolu de livrer bataille. Plein du grand dessein qu'il méditait, il était allé faire une reconnaissance du côté de Salsbach. Un boulet de canon l'atteignit, le 27 juillet 1675, et l'étendit sur le lit d'honneur. Une telle mort, dans un moment pareil, après une vie aussi pleine de belles actions, était le dernier trait de la fortune brillante du maréchal. Il mourut tout entier au sein de la gloire, avec le sentiment de ses forces, laissant d'autant plus de regrets, qu'à l'instant de sa mort il était l'objet de grandes espérances. On sait le mot sublime du lieutenant général de Saint-Hilaire, à son fils; la France entière répéta après lui, en voyant le cadavre de Turenne : Voilà celui qu'il faut pleurer. Sa mort fut une calamité publique; le peuple se croyait orphelin; les laboureurs négligeaient d'ensemencer leurs terres, n'espérant plus pouvoir recueillir en sûreté. Turenne fut enterré à Saint-Denis; le tombeau des rois eut l'honneur de recevoir ses dépouilles; Fléchier fit son oraison funèbre.

Turenne avait emporté son secret; le plan de la bataille avait péri avec lui; le lieutenant général de Lorges disposa la retraite, et l'armée fut conservée. On craignait pour l'Alsace; Condé accourut des Pays-Bas, où il commandait, pour sauver les provinces menacées par la mort de Turenne. Son nom releva le courage des troupes françaises, et arrêta l'ardeur des ennemis. Mais, tourmenté des douleurs de la goutte, lui-même fut obligé de quitter l'armée à la fin de la campagne, et ne reparut plus dans les camps. La France fut privée, à peu près dans le même temps, des services de ses deux plus habiles capitaines. Condé alla s'en-

sevelir dans la délicieuse retraite de Chantilly, n'en sortit plus que rarement, et tâcha d'oublier, dans le commerce paisible des lettres, le tumulte des armes. Mais il se survécut à lui-même, et dans les dernières années de sa vie ce n'était plus que l'ombre du grand Condé. L'année de la mort de Turenne et de la retraite de Condé fut aussi celle de la retraite de Montécuculi. Cet habile capitaine quitta la carrière militaire qu'il avait fournie avec tant de gloire, du moment où il ne put plus espérer d'y rencontrer ses illustres rivaux, et il renonça au jeu sanglant de la guerre, parce qu'il croyait ne plus y trouver d'ennemis dignes de lui.

Cependant la France avait encore des hommes qui méritaient de se mesurer avec Montécuculi, et qui, formés à l'école de Turenne et de Condé, pouvaient adoucir les justes regrets de la nation, et devaient la consoler un jour de ses pertes. Luxembourg, fils de cet infortuné Bouteville qui avait péri sur l'échafaud, sous le règne précédent, pour s'être battu en duel, et proche parent du grand Condé, le reproduisait en quelque sorte par le caractère de son génie. Disgracié par la nature pour l'extérieur, elle l'en avait dédommagé par le feu et l'éclat du talent, et sa figure plaisait malgré sa difformité; l'âme lui tenait lieu de beauté et de grâces. Ses mœurs étaient dépravées, mais ses manières étaient aimables. Adoré de l'armée, hardi et entreprenant, comme le héros de Rocroi, il avait, comme lui, dans les instants décisifs, cette promptitude et cette présence d'esprit qui ressemblaient à l'inspiration, et qui lui dictaient, dans chaque moment donné, les combinaisons les plus heureuses. Catinat était plus sage, plus réfléchi, plus profond que lui. Le soldat l'appelait, avec raison, *le père de la Pensée*. Citoyen à la cour, philosophe dans les camps, guerrier humain, homme généreux et sensible, servant sa patrie par amour pour elle, bien plus que par amour pour la gloire, indifférent aux récompenses, content de les mériter, il se faisait pardonner ses succès en les oubliant lui-même, désarmait ou confondait ses ennemis par sa modestie, frappait et touchait à la fois, par une rare simplicité, le sceau de la véritable grandeur. Schomberg, qui avait affermi la couronne de Portugal dans la maison de Bragance, employait encore ses talents et sa valeur à défendre la France, qui se préparait à le repousser de son sein. Vauban avait créé la science du génie et l'art de fortifier les places. Il prenait celles de l'ennemi avec facilité, et par de savants travaux il les rendait imprenables. La France jouissait seule des secrets de son art; les autres États les ignoraient, et ne savaient pas

le combattre avec ses propres armes. Ce fut principalement à son génie que la France dut sa constante supériorité dans cette guerre.

Les soins de Colbert pour relever la marine française n'avaient pas été infructueux, et la flotte partagea l'honneur des armées de terre; la mer Méditerranée fut le théâtre de ses exploits. La Sicile, lasse de l'avidité des vice-rois espagnols et des vexations d'un gouvernement qui ne s'occupait d'elle que pour la dépouiller, avait secoué le joug de l'obéissance. La France, dont elle avait imploré le secours, favorisait son insurrection: Messine et Agoste avaient reçu dans leurs murs des troupes françaises: l'Espagne avait inutilement détaché des forces de la Catalogne pour recouvrer cette possession importante. Mais les Français nuisaient à leur propre cause; leurs excès, leur ton, leurs manières insultantes indisposaient contre eux les Siciliens. Ce mécontentement des habitants de l'île fit espérer à la Hollande de l'enlever à la France. La république était trop éclairée sur les intérêts de son commerce, pour ne pas craindre que les Français, s'emparant de toute la Sicile, et conservant cette précieuse conquête, ne devinssent tout-puissants dans la Méditerranée; elle résolut de la lui ravir, et Ruyter reçut ordre de mettre à la voile pour entreprendre cette expédition. Cet habile amiral, qui avait fait triompher si souvent le pavillon hollandais sur toutes les mers, craignit et pressentit des revers, en voyant la flotte peu nombreuse et assez mal équipée dont on lui donnait le commandement. Depuis la mort des de Witt, la même activité ne régnait plus dans les chantiers de la république; la guerre de terre absorbait l'attention de Guillaume et les revenus de l'État. Cependant Ruyter, toujours prêt à servir son pays, et comptant sur les ressources de son génie et de son art, était parti pour les côtes de la Sicile. La flotte française était sortie des ports de la Provence; Du Quesne la commandait. Né loin des honneurs, il avait maîtrisé la fortune à force de mérite, et ne devait son élévation qu'à ses services et à la protection éclairée de Colbert. Comme simple corsaire, il s'était montré marin hardi, habile et heureux; plus tard, chargé d'expéditions importantes, il avait toujours paru supérieur à sa place. A la fin, il fut appelé à se mesurer avec le plus grand homme de mer de son siècle, et se trouva l'égal de Ruyter. Les deux flottes se rencontrèrent pour la première fois entre les îles de Stromboli et de Salini, le 8 janvier 1676. Le combat dura jusqu'à la nuit, et la victoire fut indécise: mais Du Quesne jeta du secours dans Messine. Le terme de la commission de Ruyter étant expiré, il comptait quitter la Méditerranée.

lorsqu'il reçut l'ordre d'y rester et d'y continuer ses opérations. La flotte espagnole le joignit; elle était faible et mal conduite; l'amiral hollandais résolut de tenter quelque entreprise d'éclat sur Messine; la vigilance des Français l'en empêcha, et les deux flottes en vinrent à une seconde bataille à la vue du mont Etna, le 22 avril 1676. Pendant que Ruyter dirigeait, avec son sang-froid ordinaire, les mouvements de ses vaisseaux, et préparait le succès de la journée, il tomba mortellement blessé d'un coup de canon. Cependant sa pensée présidait encore aux opérations de sa flotte; le combat fut long et opiniâtre; les deux partis s'attribuèrent la victoire; mais la mort de Ruyter, qui expira peu de jours après la bataille, valait plus pour la France que la victoire la plus décisive. Cette mort était pour la Hollande un malheur irréparable; elle porta la désolation dans l'âme de ses concitoyens, et obtint des regrets de tous ceux qui s'intéressent aux destinées du génie et de la vertu. Du Quesne s'honora lui-même en le pleurant. La victoire que l'amiral français remporta bientôt après sur les flottes combinées fut un hommage rendu à la mémoire de Ruyter, car elle fit sentir toute l'étendue de la perte que les alliés venaient de faire. Cette bataille se donna dans le voisinage de Palerme. Messine resta aux Français; le maréchal de Vivonne qui y commandait remporta des triomphes faciles. Enfant de la faveur, ce frère de la Montespan était peu fait pour de grandes entreprises; la conquête des Français ne fut que partielle; une partie considérable de l'île demeura aux Espagnols. Avec un général plus actif et plus habile, les Français auraient pu s'emparer de la Sicile tout entière et la conserver. Ce moment fut la plus belle époque de la marine française; elle avait fait des progrès si rapides, qu'elle parut supérieure à celle des Provinces-Unies; cette période fut brillante, mais courte.

Cependant la guerre de terre continuait avec la même vivacité. Louis XIV avait mis quatre armées en campagne; lui-même commandait en Flandre. Condé et Bouchain furent pris (1676). Le prince d'Orange s'était avancé pour faire lever le siége de cette dernière place; on s'attendait à une bataille; le roi, sur l'avis de Louvois et de Schomberg, ne voulut pas la livrer, malgré lui, selon les uns, volontairement selon d'autres, et par crainte de l'issue de la journée. Le prince d'Orange assiégea en personne Maestricht; mais un officier catalan, nommé Calvo, qui était chargé de la défendre, lui opposa une résistance opiniâtre. « Je n'en- » tends rien, disait-il à ses ingénieurs, à la défense d'une place; mais ce » que je sais bien, c'est que je ne veux pas me rendre : » et il tint parole.

Pendant qu'on poussait la guerre avec la plus grande vivacité, on songeait aux moyens de la terminer. Dès la seconde année, les parties belligérantes avaient entamé des négociations à Cologne ; mais à cette époque, aucune puissance, et la France moins que toutes les autres, ne voulait la paix sérieusement. Chacun mettait son art à multiplier les obstacles et les incidents, et l'empereur ayant fait arrêter et conduire prisonnier à Bonn le cardinal Furstenberg, qui, par ses intrigues, pouvait être regardé comme l'auteur de la guerre, la France avait saisi avidement cette raison ou ce prétexte pour rompre les conférences. Lorsque le parlement d'Angleterre eut fait la loi à Charles II, et que ce prince eut été forcé de conclure la paix avec les Provinces-Unies, ne pouvant plus servir la France par les armes, il lui offrit sa médiation, et elle fut acceptée. On choisit Nimègue pour le lieu du congrès. Les ambassadeurs d'Angleterre s'y rendirent les premiers ; c'étaient lord Berkley, les chevaliers Guillaume Temple et Lionel Jenkins. Temple, par principe, jaloux de la France et ami de la Hollande, craignant également l'élévation excessive de l'une et l'abaissement de l'autre, avait une politique éclairée, franche, loyale, digne du ministre d'une grande puissance. Citoyen zélé pour les intérêts et la gloire de son pays, il ne voulait pas cependant lui sacrifier l'existence des autres États, et il ne confondait jamais la prudence avec la ruse, ni l'adresse avec l'artifice. S'il n'avait pas le premier rang dans l'ambassade, il y avait la plus grande influence par son mérite et par la confiance générale dont il était l'objet. Les envoyés des autres puissances ne se hâtèrent pas d'arriver; la formation du congrès rencontrait même beaucoup d'obstacles. Indépendamment des difficultés, des embarras, des lenteurs inséparables de toute assemblée de ce genre, et qui tiennent presque toujours à de vaines formalités, la mauvaise volonté et les vues secrètes de la plupart des puissances belligérantes multiplièrent les délais et entraînèrent une perte de temps considérable. Chaque État avait ses intérêts particuliers, et c'était le petit nombre qui désirait la paix. La France inclinait à négocier; ses victoires lui donnaient de la prépondérance, et elle espérait de conserver à la paix ses avantages; d'ailleurs, des dépenses excessives avaient mis le désordre dans les finances, et le peuple gémissait sous le poids des impôts. La Hollande, qui payait des subsides à ses alliés, et qui portait presque seule les frais de la guerre, souhaitait de la terminer; le commerce languissait, et un peuple commerçant ne connaît pas de plus grand intérêt; le prince d'Orange, qui devait son pouvoir aux dan-

gers de la république, répugnait aux mesures conciliatoires; il voulait du moins une paix glorieuse, qui donnât des sûretés suffisantes aux Provinces-Unies et à l'Europe tout entière contre l'ambition menaçante de la France; et, au défaut de sa haine personnelle contre Louis XIV, et de sa propre ambition, sa politique ferme et vaste l'eût éloigné de toute conclusion précipitée. Mais il y avait un parti dans les Provinces-Unies qui redoutait les progrès de l'autorité du stathouder pour la liberté publique, et plus Guillaume se montrait contraire à la paix, plus ce parti la pressait par ses vœux et par ses intrigues. Les autres puissances ne se souciaient pas du tout de mettre fin à la guerre qui désolait l'Europe. Chacune d'elles se flattait, en la prolongeant, de conserver ce qu'elle avait conquis, ou de recouvrer ce qu'elle avait perdu. L'empereur aurait voulu ramener les choses où elles étaient à la paix de Munster; l'Espagne prendre pour base le traité des Pyrénées; le Danemarck, regagner tout ce qu'il avait cédé à la Suède par celui de Copenhague; l'électeur de Brandebourg, garder ses conquêtes en Poméranie, et la Suède, l'alliée de la France, rentrer en possession des provinces qu'elle avait perdues. Il n'était pas possible que la paix satisfît ces prétentions contradictoires; les puissances le sentaient, et elles voulaient continuer le jeu sanglant de la guerre, dans l'espérance que les événements amèneraient des chances qui leur seraient favorables.

Ce qui tempérait leur ardeur guerrière, ou la rendait moins dangereuse, c'est qu'aucune d'elles n'avait les moyens de pousser les hostilités avec vigueur. La coalition ne pouvait agir que mollement. L'Espagne affaiblie, mal gouvernée, et divisée par des intrigues de cour, était hors d'état de faire de grands sacrifices pour la cause commune. Léopold manquait de ressources, ne pouvant en tirer de la Hongrie mécontente, prête à se révolter, et qui lui inspirait de justes inquiétudes. L'empire, mal organisé pour l'action, ne savait pas se défendre, bien moins encore attaquer. D'ailleurs, les États coalisés étaient désunis et opposés d'intérêt; chacun d'eux voulait retirer tous les avantages possibles de la ligue, et ne voulait pas en porter les charges; ils se craignaient plus les uns les autres, qu'ils ne craignaient l'ennemi commun. En vain Guillaume employait tout ce qu'il avait de talents et d'activité à resserrer les liens de l'union; son âge ne lui permettait pas encore d'obtenir en Europe l'ascendant qui était dû à la supériorité de son génie, et qu'il acquit dans la suite.

Le contraste que présentent les prétentions des puissances et leurs

moyens, la mesure de leurs espérances et celle de leurs forces, expliquent la lenteur que le congrès mit à se former, ses délais, ses interruptions continuelles, et comment il amena la paix, malgré les répugnances secrètes de la plupart des États. Les plénipotentiaires français, qui avaient été nommés depuis un an, arrivèrent à la fin à Nimègue. C'étaient le maréchal d'Estrades, Colbert de Croissy et le comte d'Avaux. Tous trois, et surtout les deux premiers, étaient d'habiles négociateurs qui connaissaient les choses et les personnes, saisissaient bien les unes, et maniaient habilement les autres. Instruits à fond des vrais intérêts de la France et des dispositions des alliés, fermes sur les points essentiels, faciles et accommodants sur le reste, avec des principes fixes, ils étaient féconds en mesures; et, sans jamais perdre leur but de vue, ils savaient varier leurs moyens. Ce fut principalement à leurs talents supérieurs que la France dut les avantages de la paix de Nimègue. Les divisions de ses ennemis avaient facilité les triomphes de Louis XIV, et facilitaient les succès des négociateurs français, qui se proposèrent d'isoler les alliés les uns des autres, afin de traiter séparément avec chacun d'eux, et de conclure des paix particulières. L'objet le plus important était de s'assurer de la Hollande, de la gagner par des promesses brillantes, et de la détacher des autres confédérés. Les ambassadeurs français s'adressèrent d'abord à Beverningk, le ministre des Provinces-Unies, et offrirent à la république un traité de commerce, la restitution de Maestricht, et des conditions avantageuses pour le prince d'Orange. Beverningk, qui savait le besoin que la Hollande avait de la paix, et qui redoutait l'autorité croissante du stathouder, n'était pas éloigné de se prêter aux désirs de la France, et d'accueillir ses propositions; mais il craignait le parti du prince d'Orange, qui éclairait sa conduite, surveillait sa marche, ne se souciait pas de hâter la paix, et voulait, par cette raison autant que pour l'honneur et l'intérêt des Provinces-Unies, que la république fît cause commune avec tous les confédérés, et rejetât toute base de pacification qui serait contraire à ces principes.

De leur côté, les alliés, se croyant sûrs de la loyauté de la Hollande, et de son zèle à soutenir leurs demandes, ne se relâchaient sur rien, et exagéraient même leurs prétentions. Ils comptaient toujours sur les événements de la guerre, qui se continuait avec vivacité. La France y comptait aussi; mais sa confiance était mieux fondée, car la victoire n'abandonnait pas ses armes. Valenciennes avait été emportée d'assaut, sous les yeux de Louis XIV (1677); Cambrai, St.-Omer s'étaient

rendues, et le prince d'Orange, voulant sauver cette dernière place, avait été battu à Mont-Cassel par le frère du roi. La même année, le maréchal de Créqui avait été vainqueur du jeune duc, Charles V de Lorraine, près du Kochersberg, et la prise de Fribourg avait suivi de près la défaite des Impériaux. Les succès des Français rendaient la situation des alliés plus mauvaise; mais, bien loin de les engager à hâter la conclusion de la paix, ils les en éloignaient au contraire; plus les triomphes de la France se multipliaient, et moins les coalisés croyaient pouvoir négocier avec avantage. La France traînait aussi les affaires en longueur, à mesure que les circonstances lui devenaient plus favorables; elle attendait tout de la lassitude de la Hollande, et se flattait que, fatiguée de ses pertes et de ses sacrifices, la république ferait à la fin sa paix particulière, et lui abandonnerait les autres puissances.

Ainsi, les négociations languissaient à Nimègue, et menaçaient de durer encore longtemps sans amener de résultat décisif, lorsque le mariage du prince d'Orange et les événements qui le suivirent changèrent les dispositions de tous les partis et accélérèrent le dénoûment. Le prince d'Orange s'était rendu à Londres (1677), à la fin de la campagne, et, au grand étonnement de tous les partis et de toutes les puissances, il y avait épousé Marie, fille du duc d'Yorck, malgré le duc qui le haïssait. Jacques n'avait pu refuser son agrément à son frère, qui le lui avait demandé avec instance, et Charles lui-même, qui n'aimait pas Guillaume, céda au vœu de ses conseillers, qui lui montraient dans cette union un moyen sûr de regagner l'affection de son peuple. En effet, ce mariage répandit en Angleterre une joie générale; les catholiques seuls en furent mécontents; Louis XIV en fut alarmé; les alliés s'en félicitèrent. La plupart des politiques croyaient que Guillaume, en le faisant, n'avait eu d'autre but que de préparer le renouvellement de l'alliance de l'Angleterre avec la Hollande, et ne se doutaient pas que cet événement changerait les rapports de toutes les puissances, et enfanterait de grandes révolutions. Le prince d'Orange fut peut-être le seul qui vît dans son mariage le principe d'une haute fortune; son génie profond lui donnait une vue longue et sûre, et il ne s'occupait jamais du présent que pour le féconder et y déposer les germes de l'avenir.

Par le mariage du prince d'Orange, le roi de France acquit la preuve que le roi d'Angleterre, quoique porté d'inclination pour lui et gagné par son or, allait lui échapper, et que l'opinion publique serait plus forte que ses intrigues. Il était facile de prévoir qu'une alliance entre l'Angle-

terre et la Hollande serait la conséquence nécessaire de cette union. Louis XIV le craignait, et voulant forcer les alliés à la paix par des expéditions promptes et heureuses (1678), il entra en campagne de bonne heure. La prise de Gand et celle d'Ypres furent les premiers exploits de son armée. La nouvelle de ces succès porta la consternation dans le congrès de Nimègue, mais en même temps elle fit une telle sensation en Angleterre, que Charles II se vit contraint de conclure un traité d'alliance avec la république des Provinces-Unies, pour ne pas soulever contre lui le parlement et la nation.

Ce traité serait peut-être demeuré sans effet, car Charles ne voulait pas sérieusement faire la guerre à la France; il se servit de cette mesure pour tirer des sommes considérables du parlement, et pour obtenir de l'argent de Louis XIV, à qui il promit en secret de trahir ses devoirs et de tromper son peuple; mais l'existence seule de ce traité donna de l'ombrage à la France, de l'inquiétude aux Hollandais, et influa d'une manière décisive sur les négociations de Nimègue. La France, qui connaissait les rapports du roi d'Angleterre avec sa nation, craignit que Charles, forcé de tenir ses engagements, ne prît, tôt ou tard, malgré lui, une part active à la guerre. La Hollande voulait prévenir l'exécution du traité, parce que les stipulations pécuniaires en faisaient retomber tout le poids sur elle; d'ailleurs, le parti des de Witt qui s'était relevé et qui redoutait plus que jamais l'accroissement du pouvoir de Guillaume, depuis son mariage et depuis l'alliance de Londres, croyait qu'il était de l'intérêt de la république de se hâter de conclure. Les plénipotentiaires français insistaient avec beaucoup d'art sur ces considérations, et présentaient toujours aux envoyés des Provinces-Unies le fantôme du despotisme du prince d'Orange. La paix particulière de la Hollande avec la France devait être le résultat naturel de cet état des choses. Les alliés qui voulaient empêcher ce dénoûment, avaient fait fixer un terme, après lequel la guerre serait continuée, si la paix n'était pas signée; ce terme était le 10 août. Dès le 6 du mois, les Français et les Hollandais étaient entièrement d'accord. Les alliés l'ignoraient, et afin de les entretenir dans l'erreur, les Français avaient habilement fait naître de nouvelles difficultés entre les Hollandais et eux. Ces derniers avaient été eux-mêmes dupes de cette tactique. Mais le soir du jour fatal, les ministres de France retirent leurs nouvelles demandes, déclarent qu'ils s'en tiennent aux premiers arrangements, et la paix est signée, entre onze heures et minuit, à l'hôtel de France.

Les alliés furent confondus d'un événement qui ruinait leurs espérances; Temple, étonné, fut obligé de convenir que les négociations de la France étaient un chef-d'œuvre d'adresse et d'habileté. Le parti du prince d'Orange, indigné de cette précipitation qui déjouait tous ses calculs, s'exhala en plaintes et en clameurs; on parlait hautement de refuser la ratification du traité; on accusait Beverningk de trahison : on le menaçait de lui intenter un procès criminel; mais cette fermentation générale se calma, et les avantages précieux que la paix assurait à la nation la rendirent sourde aux cris des passions, et l'emportèrent sur les manœuvres de l'esprit de parti. On prétend que le prince d'Orange, qui devait être instruit de la signature du traité, attaqua le maréchal de Luxembourg, le 14 août, à Saint-Denis près de Mons, dans l'espérance de le vaincre et d'amener une nouvelle rupture. Luxembourg, qui se reposait sur la foi de la paix, se vit attaqué au moment où il s'y attendait le moins. Sa présence d'esprit ordinaire le tira de ce danger, et il répara le désordre de la surprise; le combat fut sanglant; Guillaume n'obtint pas son but, et fut obligé de se retirer avec perte. Le sang qui fut versé inutilement dans cette journée, pèse sur lui. Dans tout autre temps, la France aurait ressenti et vengé ce renouvellement injuste des hostilités; mais alors elle voulait la paix; le traité qu'elle venait de conclure avec la Hollande lui était avantageux, et elle n'insista pas sur cette violation de toutes les lois.

La république des Provinces-Unies avait été voisine de sa ruine et d'une destruction totale, au commencement de la guerre; elle paraissait avoir tout perdu, et elle recouvra tout. La France lui rendit Maestricht, la seule de ses conquêtes sur la Hollande que Louis XIV eût encore conservée. Les deux puissances firent ensemble un traité de commerce très-favorable aux Provinces-Unies. L'abolition du droit d'aubaine et la liberté du commerce avec les ennemis mêmes de la France dans le cas d'une guerre maritime, étaient deux objets de la plus haute importance pour les Hollandais. Les idées libérales qui dictèrent les différents articles de ce traité, méritèrent d'être érigées en maximes générales, et d'être avouées par toutes les nations pour servir de base à un code maritime.

La France, satisfaite d'avoir isolé la Hollande, et de l'avoir déterminée à une paix particulière, espérait bien de regagner sur les alliés désunis l'équivalent des sacrifices qu'elle avait faits à la république, et de se dédommager sur eux de sa modération apparente. La Hollande se flattait

d'employer tout son crédit pour procurer à ses alliés des conditions avantageuses, et elle attendait beaucoup de sa médiation; mais la France, sûre des Provinces-Unies, se montra peu disposée à faire de nouveaux actes de générosité; les alliés furent obligés de céder à l'ascendant que lui donnaient ses victoires, ses forces et sa position.

L'Espagne conclut sa paix la première, le 17 septembre. Elle était la plus exposée de toutes les puissances belligérantes; elle devait se montrer la plus facile; ses provinces convenaient mieux à la France que toutes les autres, et ce que Louis XIV acquérait sur cette frontière de ses États, était un véritable accroissement de forces. Aussi ce fut l'Espagne qui paya, pour toutes les autres puissances, les frais de la guerre. Si la France avait encore à cette époque possédé la Sicile, elle lui serait peut-être restée; mais cette île avait été évacuée par les Français bien avant la pacification. Leurs excès les avaient rendus odieux aux habitants; le faible et voluptueux Vivonne n'était pas fait pour conserver à la France cette importante conquête. On avait senti la nécessité de l'abandonner, et La Feuillade avait ramené les débris des troupes françaises. Il ne pouvait donc être question dans le traité que des Pays-Bas et de la Franche-Comté. La France rendit, à la vérité, à l'Espagne quelques districts et quelques villes qu'elle avait obtenus par la paix d'Aix-la-Chapelle, et qu'elle devait à ses victoires, savoir : Charleroi, Binch, Oudenarde, Courtrai, le duché de Limbourg, le pays d'Entre-Meuse, le fort de Rodenhen, St.-Ghilain, et Puicerda en Catalogne; mais le roi d'Espagne lui abandonna en échange Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai et le Cambresis, Aire, Saint-Omer, Ypres, Warwick, Poperingue, Warneton, Bayeul, Cassel, Bavay, Maubeuge, places bien autrement importantes par leur situation, leur force, leurs richesses, et qui n'attendaient que le génie de Vauban pour servir de boulevards à l'ancienne France, et pour devenir autant de points d'attaque menaçants contre les Pays-Bas espagnols. La Franche-Comté tout entière fut cédée par l'Espagne à Louis XIV. Éloigné du centre de la monarchie, et séparé des autres provinces, ce pays, quoique fertile et habité par un peuple brave et intelligent, n'ajoutait pas beaucoup à la puissance de l'Espagne; mais c'était pour la France une acquisition du plus grand prix; elle garantissait la sûreté de ses frontières, en lui donnant pour barrière de ce côté le Jura et la bonne foi helvétique. Ces provinces et ces villes furent abandonnées à la France avec tout ce qui en dépendait et avec la liberté de les échanger contre d'autres; termes vagues, du genre de ceux

qui se glissent dans tous les traités, et qui, servant de raison ou de prétexte aux plaintes des faibles, aux excès et aux violences du plus fort, amènent toujours de nouvelles guerres.

L'empereur Léopold répugnait encore à la paix, et comptait toujours sur les chances favorables des armes. La campagne brillante du maréchal de Créqui (1678) le désabusa de ses espérances, et lui inspira des intentions plus pacifiques. Cet habile capitaine avait fait échouer tous les projets du prince Charles, avait couvert en même temps l'Alsace et le Brisgau, battu le comte de Stahremberg, pris Kehl d'assaut, conservé toutes ses conquêtes, et empêché l'ennemi d'en faire. Ces revers, et les troubles de la Hongrie qui demandaient toute son attention, fléchirent l'orgueil de Léopold, et les négociations s'entamèrent de nouveau. La paix fut bientôt conclue et signée (1679). La France rendit Philipsbourg, et garda Fribourg, place forte qui lui ouvrait l'Allemagne. Le duc de Lorraine, Charles V, dépouillé de ses États, demanda qu'ils lui fussent restitués. L'empereur et l'empire qu'il avait servis de son épée, et qui étaient intéressés au succès de sa demande, appuyèrent ses justes prétentions. Louis XIV lui offrit de le remettre en possession de ses États, aux termes de la paix des Pyrénées, ou de les lui rendre tous, à condition qu'il céderait Nancy, en échange de Toul, et que les chemins qui conduisent en Alsace resteraient toujours ouverts à la France. Charles refusa de recouvrer son duché, en signant lui-même l'acte d'une dépendance éternelle. Il aima mieux se réserver la liberté de protester contre l'injustice qui lui retenait tout l'héritage de ses pères, que de sanctionner de son consentement une usurpation partielle; une pauvreté fière et honorable lui paraissait préférable à une existence opulente et servile; cette noblesse, digne d'un souverain, est assez rare pour qu'on ne néglige pas de la relever. Son refus n'empêcha pas la conclusion de la paix. L'empereur promit de rendre la liberté au cardinal de Furstenberg; l'évêque de Strasbourg fut réintégré dans ses biens; le traité de Munster fut confirmé. Le même jour où l'empereur signa la paix, le 5 février 1679, le duc de Brunswick fit la sienne avec la France; l'évêque de Munster ne tarda pas à suivre cet exemple (29 mars).

L'électeur de Brandebourg et le roi de Danemark, abandonnés à eux-mêmes, restaient seuls sur le théâtre de la guerre. Ni l'un ni l'autre ne voulaient renoncer à leurs conquêtes, et la France ne voulait traiter avec eux qu'à cette condition. Frédéric Guillaume, qui, le premier, avait généreusement épousé les intérêts de la Hollande, et qui avait fait de

grands sacrifices à la cause commune, aurait bien mérité de garder des provinces qu'il devait à sa valeur et à son génie; et la Suède, qui l'avait attaqué sans raison, aurait dû porter la peine d'une guerre injuste. Après sa malheureuse campagne en Alsace contre Turenne, en 1674, l'électeur avait encore eu le chagrin de perdre à Strasbourg son fils aîné, le prince Charles-Émile, dans lequel il se voyait renaître, et qui promettait de le recommencer. Affligé de ces revers, sans en être accablé, il avait pris ses quartiers d'hiver en Franconie, et dans ce repos apparent son âme de feu méditait de nouvelles opérations, lorsqu'il apprit que la Marche électorale était ravagée par les Suédois. L'argent que Louis XIV avait su répandre à propos, l'ascendant de la France dans les conseils de la Suède, avaient engagé cette puissance à profiter de l'absence de l'électeur pour envahir ses États. La Suède regardait la France comme son alliée naturelle; toutes deux avaient combattu l'Autriche, avaient donné la paix à l'Allemagne et garanti le traité de Munster. Elles étaient trop éloignées pour se nuire l'une à l'autre; et la Suède, asseyant sur le rôle temporaire et forcé qu'elle avait joué pendant la guerre de trente ans, ses principes politiques, craignait l'Autriche, et ne voyait dans la France qu'une puissance capable d'attaquer l'Autriche avec avantage, sans penser que la France elle-même menaçait l'Allemagne et l'Europe entière. D'un autre côté, les accroissements du Brandebourg, la politique active et les talents militaires de son souverain, la part qu'il prenait à tous les grands événements, inspiraient à la Suède de l'inquiétude et de la jalousie. Elle voyait une nouvelle puissance se former dans le nord de l'Allemagne, et elle ne pouvait le voir avec indifférence. Fière de ses souvenirs, elle crut avoir trouvé le moment favorable pour écraser un État qu'elle avait l'habitude de mépriser pendant la guerre de trente ans, et qui commençait à montrer autant de vigueur qu'il avait montré de faiblesse. Une armée suédoise avait pénétré dans la Marche, sous les ordres du général Wrangel. Le pays était absolument sans défense, et fut ravagé. Les paysans, excédés de ces violences, et pleins d'attachement pour leur prince et pour leur patrie, s'étaient armés d'eux-mêmes, afin de repousser ces étrangers avides; mais ils avaient combattu avec plus de bonne volonté que de succès, et rien ne s'opposait aux progrès des armes suédoises.

Frédéric Guillaume avait appris, dans ses quartiers d'hiver, les dangers de ses provinces, et, s'arrachant au repos, il avait fait des marches forcées pour porter du secours à ses malheureux sujets. Les Suédois

avaient déjà ressenti les effets de sa présence, lorsqu'ils le croyaient encore inactif et tranquille en Franconie. Dorflinger, un de ses généraux, qui, d'une condition obscure, s'était élevé, par son mérite seul, aux premiers grades, devançant l'électeur dans sa marche, les avait chassés de Rathenau. Leur armée, forte de douze mille hommes, s'était réunie et formée près de Fehrbellin. A ces troupes qui avaient vécu commodément dans les Marches, l'électeur ne pouvait opposer qu'une infanterie harassée et peu nombreuse et un corps de cavalerie de cinq mille hommes. Cependant la connaissance du terrain, d'excellentes dispositions et le jeu d'une artillerie bien servie, lui avaient donné la victoire. Elle avait été décisive, et les débris de l'armée suédoise s'étaient retirés avec précipitation dans le Mecklenbourg. Cette bataille ouvre glorieusement les fastes de la valeur des Brandebourgeois, et préludait à un siècle de triomphes. C'étaient les premiers essais d'une nation héroïque, destinée à de grandes choses.

La victoire de Fehrbellin fit une sensation prodigieuse dans le Nord. Un peuple nouveau venait de flétrir les antiques lauriers des Suédois. La Suède fut partagée entre l'étonnement et la honte de se voir battue par ceux qu'elle avait méprisés. L'empire se félicita de voir s'élever dans son sein un vengeur de sa tranquillité et de ses droits. A la suite de cette défaite, la Suède avait été déclarée ennemie de l'empire; à juste titre, car garante de la paix de Westphalie, elle l'avait elle-même enfreinte. Frédéric Guillaume, profitant de sa victoire, était entré dans la Poméranie suédoise; Wolgast, Stettin, Stralsund même, quoique défendue par de bons ouvrages et par le talent du comte Konigsmark, en un mot, toute la province avait subi la loi du vainqueur. Dans l'espérance d'effacer ces revers et d'opérer une diversion favorable, les Suédois étaient entrés dans la Prusse, au nombre de seize mille hommes; c'était du côté de la Livonie qu'ils avaient fait leur invasion, et elle avait réussi, car Gortz, qui commandait en Prusse pour l'électeur, n'ayant que trois mille hommes, n'avait pu leur résister. La saison était peu propre aux opérations militaires; on était au mois de décembre; l'hiver était rude; les fleuves étaient pris par la glace, et les chemins couverts de neige. Ces obstacles que la nature lui opposait n'avaient pas arrêté l'électeur. Persuadé qu'il était de son devoir et de son honneur d'arracher la Prusse à ses ennemis, il était parti de Berlin le 30 décembre avec l'électrice; sa cavalerie, conduite par Dorflinger, le précédait; on avait chargé l'infanterie sur des traîneaux. Le 10 de janvier, Frédéric

Guillaume était arrivé à Marienwerder. La nouvelle de son arrivée inattendue avait porté le découragement et la consternation dans l'armée suédoise; le maréchal Horn, qui la commandait, avait préparé sa retraite; mais l'électeur l'avait poursuivi avec vivacité; et, pour s'épargner un détour de huit milles, les troupes brandebourgeoises, sous les ordres de leur prince, avaient passé le golfe nommé Curisch-Haff, qui était pris par la glace. Le général suédois voulait se retirer par la Samogitie. Les Brandebourgeois le suivent, le serrent de près, et engagent avec lui des combats journaliers, dont ils sortent toujours vainqueurs. Après sa malheureuse expédition, l'armée suédoise, réduite à peu près à deux mille hommes, rentra en Livonie. La rapidité des opérations de l'électeur fut si grande, que le 24 janvier il entra triomphant dans les murs de Konigsberg, et que, dans l'espace de quatorze jours, la Prusse fut entièrement délivrée des Suédois.

Ces avantages décisifs pouvaient faire espérer à l'électeur une paix avantageuse, et il paraissait probable qu'il conserverait une partie de ses conquêtes. L'Allemagne et l'Europe tout entière y étaient également intéressées; mais la politique habile de la France, la désunion des alliés, l'ingratitude de la Hollande, la basse jalousie de Léopold, privèrent Frédéric Guillaume du fruit de ses victoires. La république des Provinces-Unies, oubliant qu'il avait été son unique allié, dans le temps où elle n'avait pas un seul ami et où elle était menacée d'une ruine prochaine, avait conclu sa paix sans lui, et n'avait rien stipulé en sa faveur, dans son traité avec la France; on ne pouvait pas s'attendre que l'empereur et l'Espagne montreraient plus de zèle pour ses intérêts que n'en avait montré la Hollande, et qu'ils auraient plus de générosité et de reconnaissance que la république qui avait des obligations particulières à l'électeur. Il se trouvait donc seul exposé aux vengeances de la France et à l'action de toutes ses forces. Déjà Calvo s'était emparé de Clèves; le duc de Créqui était entré dans la Westphalie à la tête d'une armée. Léopold, dont le cœur était aussi étroit que l'esprit, jaloux du mérite de l'électeur et de la considération dont il jouissait, désirait de le voir humilié. Dans cette situation, Frédéric Guillaume ne pouvait que céder à la force de la nécessité; c'eût été une folie d'engager une lutte aussi inégale, et l'électeur ne confondait pas la fermeté avec l'obstination, et le courage avec la témérité; il envoya Meinders à Paris pour négocier la paix. La France, sûre de sa supériorité, en dicta les conditions. Elle employa son ascendant en faveur de la Suède son alliée, et exigea de

l'électeur de rendre à cette puissance les conquêtes qu'il avait faites sur elle. Cette conduite de Louis XIV était aussi noble que sage; la Suède s'était sacrifiée pour la France; elle pouvait encore lui être utile; il fallait la récompenser de ses services, et lui conserver ses forces. Quelque dure que cette restitution dût paraître à Frédéric Guillaume, il fut obligé d'y consentir; la paix fut conclue, le 29 juin 1679, à Saint-Germain-en-Laye. L'électeur obtint avec peine de garder les villes de Camin, de Garz, de Greifenberg et de Wildenbruck, et pour l'indemniser en partie des pertes qu'il avait faites et du ravage de ses provinces, la France lui paya huit cent mille écus; faible dédommagement des sommes que la guerre lui avait coûtées, et qu'il aurait pu employer à l'amélioration de ses États; mais s'il n'avait pas gagné en puissance réelle, il avait gagné du crédit dans l'opinion, par sa valeur et par son habileté. On avait appris à connaître les ressources de ses États et celles de son génie; on estimait sa personne; on sentait que sa puissance était de quelque poids dans la balance politique. Elle n'était pas assez grande pour lui assurer une entière indépendance; elle l'était assez pour le tirer de la servitude et de la nullité.

Le roi de Danemark restait seul sur le théâtre de la guerre; il ne tarda pas à le quitter. Chrétien V était entré dans la grande coalition contre la France; il suffisait que la Suède fût l'alliée et l'amie de Louis XIV, pour que le Danemark fît cause commune avec ses ennemis. Ces deux puissances, voisines l'une de l'autre, à peu près égales en forces, et pouvant se nuire l'une à l'autre avec une égale facilité, ont rarement marché de concert. La guerre entre Chrétien V et Charles XI s'était faite en même temps sur terre et sur mer. La marine danoise avait conservé son ancienne supériorité; trois victoires navales avaient ajouté à sa gloire, et le pavillon suédois avait été humilié près de l'île d'Oelande (1677), près de celle de Langeland et de Kioegebucht (1678). Mais l'armée suédoise avait effacé les désastres de la flotte et vengé sa honte, en défendant le sol natal que le Danemark avait envahi, et les troupes danoises, qui avaient fait une descente en Scanie, avaient été battues à Lund (1677); dans une seconde bataille près de Landscron, le sort des armes avait été indécis, et les Danois occupaient encore la Scanie. Après avoir dissous la ligue qui s'était formée contre lui, et dicté les conditions de la paix à tous ses ennemis, Louis XIV menaça le Danemark, et exigea qu'il rendît à la Suède toutes ses conquêtes. Joignant l'effet à la menace, il envoya le marquis de Joyeuse, à la tête d'une petite armée,

prendre possession du pays d'Oldenbourg et de Delmenhorst; ces troupes y demeurèrent jusqu'à la paix. Le Danemark ne pouvant et ne voulant pas continuer plus longtemps un combat inutile et disproportionné, accepta les propositions de la France, conclut avec elle le traité de Fontainebleau, le 2 septembre 1679, et avec la Suède celui de Lunden, le 26 septembre 1679; le nord et le midi de l'Europe furent pacifiés.

Ainsi la France sortit victorieuse d'une guerre qu'elle avait entreprise injustement, et dans laquelle une grande partie de l'Europe s'était conjurée contre elle. Arbitre de la paix, elle avait acquis, dans les négociations de Nimègue, une prépondérance plus décisive et plus alarmante que celle qu'elle devait aux succès de ses armes, car elle seule avait fait à chacun sa part, et déterminé les conditions de tous les traités. Elle avait obtenu tout ce qu'elle avait demandé. Si elle avait borné ses demandes, c'est que son intérêt bien entendu le lui conseillait, et sans se relâcher de ses prétentions, elle n'avait tenu aucun compte de celles des autres. Ce qu'elle avait ajouté à son territoire était peu de chose, à côté de l'ascendant qu'elle avait pris sur tous les États, et de l'accroissement prodigieux de sa puissance d'opinion. Elle dut tous ces avantages à la conduite équivoque et double du roi d'Angleterre, dont elle connaissait les pensées secrètes, et à l'adresse avec laquelle ses négociateurs désunirent les États coalisés, pour avoir meilleur marché de chacun d'entre eux après l'avoir isolé de tous les autres. Les succès de cette tactique pourraient surprendre, si l'on ignorait que le plus souvent l'identité des intérêts permanents et invariables des puissances, qui devrait en former un véritable faisceau, est sacrifié à l'appât de quelque petit intérêt particulier qu'on leur présente; qu'une politique élevée, qui repose sur les grands rapports et sur des bases larges et solides, est aussi rare que les esprits vastes et les grandes âmes; que pour la plupart des États il n'existe point de passé dans lequel ils aillent chercher les leçons de l'expérience, point d'avenir éloigné pour lequel ils travaillent, et que l'art de rendre le présent supportable, est tout à leurs yeux : maximes que l'on conçoit, sans les approuver, dans des individus qui ne vivent qu'un jour, mais qui sont inexplicables dans les États qui ne peuvent échapper à la destruction qu'en croyant à leur immortalité.

On peut regarder le moment de la paix de Nimègue comme l'époque la plus brillante du règne de Louis XIV et comme l'apogée de la gloire de la France. Cette puissance dominait dans l'Europe; elle était l'objet

de toutes les craintes et de toutes les espérances, le centre de la politique. Ses guerres lui avaient coûté beaucoup d'argent; mais pendant que d'un côté on détruisait et dépensait la richesse nationale, on produisait et l'on amassait de l'autre. Le génie et l'activité de Colbert prévenaient ou réparaient le mal. Tous les pays étaient tributaires de l'industrie française; les inventions, les modes et les goûts de la nation se répandaient de plus en plus avec sa langue. Cette langue marchait à grands pas à l'universalité. C'était en français que Louis XIV avait dicté des lois à Nimègue. Bientôt le français fut presque généralement substitué au latin dans les transactions politiques, malgré la répugnance de quelques États, qui réclamèrent encore à Nimègue en faveur de l'idiome des anciens maîtres du monde. Les nouveaux maîtres l'emportèrent, et leur langue passa des cabinets dans la société. La prééminence politique des Français décida sa fortune; sa clarté, sa précision, sa simplicité l'assurèrent; la perfection toujours croissante de la littérature française étendit de plus en plus le règne de la langue.

A la paix de Nimègue, la France, victorieuse et triomphante, devait être l'objet de la jalousie de tous les autres États. Elle l'était en effet; l'éclat de sa supériorité blessait les yeux de toutes les autres puissances; mais aucune d'elles n'avait les moyens de satisfaire sa haine et son envie. Leurs passions étaient impuissantes, et la France n'avait rien à craindre de ses voisins. Quelque sensible et même menaçante que fût sa prépondérance, si Louis XIV, revenant à des principes de modération et de sagesse, avait rassuré l'Europe sur ses projets gigantesques, et si l'on avait vu un terme à son ambition inquiète, l'Europe n'aurait point conçu d'alarmes; elle aurait contemplé sans inquiétude la grandeur de la France, ou du moins elle ne se serait pas armée pour l'affaiblir, et la paix du monde n'aurait pas été troublée. Mais l'orgueil de Louis, l'activité malfaisante de Louvois, le besoin de gloire et de mouvement, qui a de tout temps caractérisé la nation française, ne permirent pas à la France et à l'Europe de jouir longtemps de leur bonheur. Dans l'espace qui s'est écoulé depuis la paix de Nimègue jusqu'à la ligue d'Augsbourg, on peut dire, avec vérité, que la France, par son mépris pour tous les traités, par son ton impérieux, ses hauteurs insultantes, ses démarches violentes et injustes, parut provoquer le soulèvement général de l'Europe. Ce fut l'abus révoltant qu'elle fit de ses forces qui tira toutes les puissances de leur léthargie, et les contraignit en quelque sorte à réunir leurs moyens pour lui résister. Sans ce concert, c'en était fait de l'indé-

pendance politique des nations de l'Europe et de tous les avantages physiques et moraux qui tiennent à ce bien inappréciable. Louis XIV n'aurait jamais réduit tous les autres États en provinces, et ne les aurait pas incorporés à la monarchie; mais il les eût gouvernés par des ordres émanés de son trône; il eût entravé leur activité et leur industrie, ou les eût fait servir à son luxe et à sa gloire : la crainte de déplaire à la France fût devenue le principe et la règle des démarches de tous les cabinets; les princes, esclaves déguisés sous de beaux noms, eussent acheté par une soumission servile la permission d'exister sous une forme quelconque, et les peuples, perdant tout orgueil national, à mesure que leurs princes perdaient toute dignité, seraient tombés dans la langueur, le découragement et la nullité.



CHAPITRE XXII.

ÉTAT DES SCIENCES ET DES LETTRES EN FRANCE. CAUSES DE LEURS PROGRÈS. — CARACTÈRES DISTINCTIFS DE LA POÉSIE, DE L'ÉLOQUENCE, DE LA PHILOSOPHIE FRANÇAISES. — SIÈCLE DE LOUIS XIV.

L'époque de la prépondérance de la France fut aussi celle de sa prééminence dans les lettres et dans les arts; elle tenait le sceptre du génie comme celui de la puissance, et régnait dans le monde littéraire comme dans le monde politique. On peut même dire avec vérité, que ces deux genres de domination exerçaient l'un sur l'autre une action réciproque, et se consolidaient mutuellement. L'éclat des talents rejaillissait sur la puissance, et la puissance concourait à étendre l'empire et les triomphes du talent. Afin de réunir sous un même point de vue tout ce qu'il y a eu d'éblouissant dans cette période de la grandeur française, nous plaçons ici le tableau du développement national. Il servira de point de passage et de repos entre l'époque où le travail, la richesse nationale, les succès des armes et les combinaisons de la politique avaient amené le plus haut degré de puissance de Louis XIV, et celle qui nous offrira l'abus de la puissance, suivi de son affaiblissement, de sa décadence et de sa chute.

Les conditions du développement de l'esprit humain, sans lesquelles les génies heureux que la nature fait naître, inconnus à eux-mêmes et aux autres, sommeillent et ne sont pas même avertis de leur existence, se réunirent lors de la paix de Nimègue, pour produire de grands effets. Le beau ciel, le climat tempéré, la fertilité du sol, la richesse des sites, une nature sagement libérale qui veut être sollicitée par le travail, mais qui encourage l'homme par sa fécondité, étaient propres à favoriser en France le développement, mais ne suffisaient pas pour l'amener. Une imagination vive, une organisation délicate et mobile, une sensibilité facile à ébranler, un esprit actif qui comptait l'activité au nombre de ses besoins, une âme susceptible, peut-être à l'excès, de toutes les impressions, de tous les sentiments, de toutes les idées, avaient formé de tout

temps les traits du caractère national. Ces dons du ciel promettaient aux Français de grands succès dans la carrière des lettres et des arts; mais il fallait que les circonstances et les événements dirigeassent leur attention et leurs forces sur ces objets intéressants.

Ces circonstances et ces événements parurent, et semblèrent s'être réunis pour faire du règne de Louis XIV un règne brillant. Les guerres civiles de la Ligue, les conspirations nombreuses que Richelieu avait passé sa vie à provoquer et à combattre, et les troubles de la Fronde avaient donné aux âmes une forte impulsion; le peuple avait pris l'habitude des émotions vives et sentait le besoin d'être occupé. Cette habitude et ce besoin devaient tourner au profit du développement; l'activité ne pouvant plus trouver d'aliments dans les événements politiques, devait se porter sur des objets plus paisibles. Ce n'est pas au milieu des agitations politiques que les lettres et les arts prospèrent, mais l'histoire prouve que les troubles civils ont souvent donné l'éveil aux talents, et qu'ils fécondent l'imagination et la pensée.

Le gouvernement prit en France, dès que Louis XIV gouverna par lui-même, une assiette plus fixe, une marche plus régulière, un caractère de vigueur et de sagesse. Ce n'était plus l'anarchie féodale, où la force ne servait qu'à violer impunément le droit, et où il n'y avait de sûreté que pour ceux qui attaquaient celle des autres; ce n'était plus le régime de terreur que Richelieu avait substitué aux formes aristocratiques de l'ancienne constitution, régime qui devait servir de point de passage à la véritable monarchie, mais qui glaçait les cœurs et paralysait les esprits; c'était, dans la première partie du règne de Louis XIV, un gouvernement ferme et doux, une autorité tutélaire, qui garantissait la sûreté des individus, leur assurait à tous une active protection, et favorisait leur développement : il n'y avait pas de liberté politique, mais le premier besoin des sociétés, la liberté civile, existait; et, heureux de ce bienfait, on ne désirait pas autre chose. Les arts et les lettres peuvent fleurir, et ont fleuri en effet dans les monarchies comme dans les républiques; la forme des constitutions est assez indifférente à leurs progrès, mais ils sont incompatibles avec le despotisme et l'anarchie. Le gouvernement de Louis XIV s'éloigna également de l'un et de l'autre, pendant la belle période de son règne. Sous le joug salutaire des lois se pliaient les têtes les plus puissantes. Un seul commandait, tous les autres obéissaient; mais les ordres n'étaient pas encore des ordres arbitraires; ils étaient dictés par l'intérêt public, et sous l'égide

protectrice des lois générales, toutes les forces pouvaient agir sans inquiétude, et tous les talents produire dans une entière liberté. Aussi, grâces à cette tranquillité précieuse et aux soins éclairés de Colbert, le travail se multiplia bientôt sous toutes les formes, et répandit dans toute la France les besoins du luxe et les moyens de les satisfaire. On ne travailla pas uniquement pour vivre, mais pour vivre agréablement. Il y eut bientôt en France un grand nombre d'hommes riches, qui eurent le temps, le désir et les moyens de s'instruire. On devint avide de tous les genres de jouissances; on connut l'ennui, la faim de l'âme, qui s'annonce lorsque tous les autres besoins sont apaisés; l'ennui et la richesse sollicitèrent le talent qui, sortant de sa léthargie, travailla pour le luxe de l'esprit, après avoir pourvu à tous les agréments et à toutes les commodités de la vie physique. La sûreté publique, le règne des lois et la soif de jouir, le plus puissant ressort de l'activité humaine, multiplièrent et perfectionnèrent le travail de l'agriculture, des arts et du commerce; il y eut bientôt un excédent considérable des productions sur la consommation; le travail enfanta les capitaux de la richesse; ces capitaux créèrent la puissance nationale, la puissance réveilla et encouragea le génie, et ses ouvrages devinrent la décoration de la puissance.

A ces causes générales, qui, de tout temps, ont été les conditions du développement de l'esprit humain, et qui, modifiées par les localités, agirent alors toutes en France, se joignirent encore des causes particulières, qui renforcèrent l'action des premières, et qui eurent beaucoup d'influence sur les progrès de la poésie, de l'éloquence, des arts libéraux, et même des sciences exactes.

Richelieu avait attiré les grands propriétaires dans la capitale, afin de pouvoir les surveiller de plus près, et sa politique jalouse avait fait de Paris la première ville du royaume. C'était rendre un grand service aux lettres que d'offrir aux sciences et aux arts un centre et un point de ralliement. Si l'esprit humain doit atteindre un haut degré de perfection, il est nécessaire de lui offrir beaucoup de points de comparaison, afin que la circulation des idées en augmente le nombre et la richesse, et que les têtes s'électrisent par le frottement. Les grandes villes ont été et seront toujours le foyer des talents et la serre chaude des arts. Le génie peut sans doute enfanter dans la solitude des conceptions sublimes; il est même des genres qu'on ne peut cultiver avec succès que dans l'isolement et la retraite; mais il en est d'autres qui demandent un grand théâtre, et le goût, qui éclaire le génie, le guide et prévient ses écarts,

le goût, qui appose aux ouvrages le sceau de la perfection, ne se forme que dans les lieux qui lui offrent un grand nombre d'objets de comparaison et une utile diversité de jugements. Paris était déjà devenu une ville riche, peuplée, éclairée. Les grands propriétaires, que la politique de Richelieu avait arrachés à leurs terres, formaient dans la capitale une société d'hommes riches, à qui leur rang, leur fortune, leur genre de vie, donnaient le tact et le sentiment des convenances, qui pour charmer leur loisir demandaient des secours aux lettres et aux arts, et dont l'exemple, les leçons, les jugements se répandaient dans les classes inférieures.

Louis XIV ne tarda pas à donner le ton à ces sociétés, qui elles-mêmes le donnaient aux autres, et on doit lui rendre la justice de dire qu'il méritait d'être leur modèle, car il était heureusement né; son esprit juste, son tact exquis lui tenaient lieu d'études et de lumières. Il portait sur son extérieur l'empreinte de la noblesse de son âme et de son goût pour le beau. La plupart de ses injustes détracteurs, qui, à distance, le jugent avec un mépris bien commode pour leur médiocrité, eussent été en sa présence gagnés par un souris, ou intimidés par un regard. Comme il avait un heureux équilibre de facultés, il mettait de la mesure dans ses démarches et de la dignité dans ses actions; il était surtout sensible aux charmes de la régularité, de l'ordre, de l'unité dans les ouvrages de l'art; il aimait que le style eût de la noblesse, et qu'il fût toujours à l'unisson du sujet; il haïssait l'exagération des expressions et des idées, quoiqu'il en eût un peu dans le caractère; il haïssait encore plus la trivialité, le mépris des convenances, la bassesse des sentiments et du langage. La simplicité, l'harmonie, l'élévation des pensées et des sentiments avaient pour lui un charme particulier, et son goût a eu une telle influence sur le développement national, qu'en parlant des traits caractéristiques de l'esprit et du goût de Louis XIV, on caractérise, sans le vouloir, le génie de la littérature française. Le plus souvent le public ratifiait ses jugements, et souvent il a jugé plus sainement que le public, et a désigné d'avance à la renommée les ouvrages qu'elle célébrerait un jour. S'il n'a pas rendu justice à La Fontaine, s'il a condamné la manière et le genre de Teniers, il faut l'excuser en disant qu'ils avaient, de tous les genres de mérite, celui qu'il pouvait le moins sentir, parce qu'il n'avait aucune espèce de rapport avec le caractère de son esprit.

Non-seulement il goûta les ouvrages les plus parfaits, et il leur rendit hommage, mais il accueillit leurs auteurs et leur accorda des éloges

flatteurs parce qu'ils étaient sentis et motivés, et des distinctions dictées par une estime réfléchie, qui seules ont du prix pour les hommes de génie, presque toujours indifférents aux richesses et aux honneurs. Racine et Boileau l'accompagnaient dans ses voyages; souvent ils faisaient sa conversation, et il était digne de les posséder, puisqu'il recherchait leur commerce. Il protégea Molière contre les attaques de l'hypocrisie, irritée de se voir mise en scène. Bossuet, Montausier, Beauvillier, Fénélon furent chargés par lui de l'éducation de ses enfants, et en les confiant au génie et à la vertu, il prouva qu'il admirait l'un, et qu'il ne craignait pas l'autre. On connaît les choses vraies et ingénieuses qu'il dit à Massillon, lorsque ce célèbre orateur eut prêché le carême à Versailles. Ces compliments ingénieux, ces hommages flatteurs, ces attentions délicates pour les gens de lettres, formèrent bientôt l'esprit général; les courtisans et les seigneurs, toujours imitateurs du prince, se firent gloire de cultiver la littérature, ou du moins lui rendirent hommage par un culte hypocrite, et vécurent avec les beaux esprits du siècle dans les relations les plus intimes. De la cour, ce ton, ce goût, ces habitudes se répandirent dans les autres parties de la France; la science et l'art devinrent les objets d'un véritable culte, et leurs représentants ou leurs favoris furent recherchés et respectés dans tous les cercles et dans toutes les sociétés.

En perfectionnant l'Académie Française, en créant celle des Sciences et celle des Inscriptions, Louis XIV offrit aux gens de lettres des encouragements et des récompenses; il réunit leurs talents et leurs forces divisées; il leur procura le précieux avantage de vivre avec leurs pairs, et d'être jugés par eux; il leur assura une existence douce et tranquille, un loisir laborieux et honorable. La langue fut protégée et défendue par un tribunal respectable, contre les invasions de ces écrivains qui croient avoir des idées neuves lorsqu'ils créent des mots nouveaux, et dont les hardiesses ne sont souvent rien moins qu'heureuses. La science s'enrichit par des observations assidues, des expériences nombreuses et de savants calculs. Le champ de l'antiquité fut défriché, et de vastes dépôts recueillirent et conservèrent des matériaux précieux, dont d'habiles architectes ont tiré dans la suite le plus grand parti; l'établissement des académies fit de la noble profession d'homme de lettres un état honoré. On n'eut pas besoin de joindre d'autres titres à celui-là pour être reçu partout; on ne jugea pas un homme inutile ou ridicule, parce qu'il était penseur ou poëte de profession, qu'il aimait mieux la vérité

que l'or, et qu'il travaillait pour les besoins de l'esprit, comme d'autres travaillent pour ceux du corps.

Les grands événements politiques du règne de Louis XIV, les progrès et les succès de sa puissance, l'admiration ou la crainte que la France inspirait à toute l'Europe, fournirent non-seulement aux poëtes et aux orateurs des sujets dignes d'eux, mais ils créèrent dans toute la nation une fierté nationale, un besoin de mouvement, un enthousiasme de gloire, qui imposaient au génie des artistes et des poëtes de grandes obligations, et leur promettaient des triomphes. Chacun voulait contribuer à l'éclat de la France; il y eut une concurrence d'efforts, une rivalité généreuse de talents, une abondance de productions parfaites, au-dessus de tout ce que le monde avait jamais vu dans ce genre. Les étrangers accouraient de toutes parts à Paris, pour être témoins des miracles que le génie enfantait à la voix de Louis XIV. Ils s'empressaient de voir et d'approcher les grands hommes, qui ne laissaient pas à l'admiration le temps de se reposer; leur gloire devint une propriété nationale; ils acquirent la conscience de leurs forces; c'était acquérir le secret de les multiplier, et d'assurer leur réputation par de nouveaux ouvrages. Ils vivaient au milieu d'une nation qui s'associe à l'immortalité du génie en partageant ses succès, qui est tourmentée du besoin de sentir avec vivacité et d'exprimer avec force ses sentiments, et qui est capable de s'oublier elle-même pour contribuer à l'honneur national. Le génie excitait l'enthousiasme général, et cet enthousiasme augmentait le sien. Enfin, les gens de lettres, réunis dans une même ville, y formaient un corps d'élite, destiné à préparer les plaisirs délicats d'une nation sensible; ils s'éclairaient les uns les autres, se communiquaient leurs pensées, jugeaient réciproquement leurs ouvrages, et créaient l'opinion publique. Le feu du génie est difficile à allumer; mais dès qu'il a paru, il est facile de le répandre, et il se communique avec une prodigieuse rapidité.

Après ces réflexions générales sur les causes du développement des esprits en France, jetons un coup d'œil sur les richesses de la littérature française, et tâchons de saisir le caractère particulier de ses chefs-d'œuvre, dans les différents genres de poésie et d'éloquence.

Avant que la Grèce eût beaucoup de poëtes dignes de l'immortalité, elle a eu des poëmes épiques qui ont servi de modèles à toutes les nations. Sans autre maître que la nature, sans autres leçons que celles qu'il reçut de son génie, Homère enfanta l'Iliade et l'Odyssée. Ces deux grandes

compositions, qui sont devenues les livres sacrés des poëtes grecs, se présentent à l'entrée de l'histoire de la littérature grecque, et le beau siècle de Louis XIV, si fécond dans tous les genres, n'a point produit de poëme épique qu'on lise encore, ni qui mérite d'être lu. La muse de Boileau a fait justice du Moyse sauvé de St.-Amant, du Childebrand de Sainte-Garde et de la Pucelle de Chapelain; ces poëmes ne vivent plus que dans ses vers. et ils y sont condamnés à une triste immortalité. Chapelain savait bien dessiner le plan d'un poëme, comme on dessine le plan d'un jardin, mais il ne savait pas le couvrir d'une riche végétation; son imagination créait des personnages et des actions, mais il ignorait l'art de faire parler les uns et de peindre les autres. Le Moine dans son St.-Louis montre le talent de l'invention; il a plus de verve que Chapelain et moins de dureté que lui; mais son style est faible, lâche, incorrect, et le style seul assure aux ouvrages, et surtout aux poëmes, des succès durables. Le Télémaque est un ouvrage unique; aucune nation ne peut en offrir un pareil; on ne saurait lui disputer le titre de poëme, mais ce n'est pas un poëme épique. Fénélon lui-même, mort en 1715, se fût refusé à cet honneur, et s'il eût jugé son ouvrage comme un poëme, il y aurait condamné ces morceaux d'une politique simple et lumineuse, d'une morale pure et touchante, qui charment et instruisent le lecteur, mais que la poésie épique réprouve. Poëte du premier ordre quand il veut l'être, par ses fictions ingénieuses, la vivacité de ses images, la chaleur et la richesse de son coloris, il préfère souvent d'être philosophe, et sacrifie l'action de son poëme au plaisir de faire parler la sagesse de Mentor.

Si la France n'a pas réussi, à cette époque, dans le poeme épique (et l'on doit peut-être en accuser la langue, qui ne se prête que difficilement aux peintures de détail que ce genre exige, plus encore que la pénurie des sujets, le défaut de merveilleux, la vivacité et l'impatience du caractère national), le Lutrin de Boileau, mort en 1711, est un chef-d'œuvre dans le genre de l'épopée badine. Le contraste de la majesté du ton, de la mesure imposante du vers, des grands ressorts que le poëte met en jeu, avec la petitesse du sujet, est une source inépuisable de bon comique dans laquelle Boileau a puisé avec succès. Cette production achevée est peut-être son plus beau titre à la gloire poétique; il y prend avec succès tous les tons, excepté celui du sentiment et de la passion, qui n'a jamais été le sien, et dans aucun poëme de ce temps la langue ne paraît plus souple, plus flexible, plus harmonieuse.

On a remarqué que les peuples civilisés et riches aiment la pastorale, comme on aime la peinture de l'âge d'or; le contraste la leur fait chérir; leur imagination et leurs sens se reposent sur ces simples et frais paysages. Mais il est rare qu'une société riche d'idées et de sentiments réussisse dans ce genre; soit qu'on prête aux bergers de l'esprit ou des passions, on dénature également le caractère que leur donne leur genre de vie; on court risque d'être faible et froid, ou de sortir absolument du ton qui convient aux personnages. Segrais et madame Deshoulières, morte en 1694, n'ont pas su éviter le premier de ces écueils; Fontenelle, né en 1657, mort en 1757, a échoué contre l'autre. La muse timide des champs devait être déplacée près du trône éblouissant de Louis XIV; elle a cru devoir changer de mœurs et de langage; en le faisant, elle a perdu ses grâces naïves.

La fable, qui appartient à la poésie didactique par son but, est un petit poëme épique, dont les plantes et les animaux sont les héros, les champs et les forêts le théâtre, et auxquels les incidents les plus insignifiants et les plus légers servent de sujet. L'inimitable La Fontaine, mort en 1695, aurait créé l'apologue s'il n'avait pas été inventé, car son génie portait naturellement des fables; et, comme disait l'ingénieuse La Sablière, c'était un fablier. Le *bon homme* ira plus loin que nous, répétait Molière à ses amis, et si La Fontaine ne les a pas laissés derrière lui, du moins il s'est placé à leur côté, et il est allé tout en contant et sans s'en douter, à l'immortalité. Quel admirable mélange d'imagination, de sensibilité et d'une philosophie douce et profonde! quelle simplicité inimitable! Il crée et répand ses richesses sans le vouloir et sans le savoir, et c'est cette heureuse ignorance qui lui donne cette facilité, cet abandon, cette naïveté, qui appelle tour à tour le souris et les larmes. On ne peut le comparer avec aucun auteur ancien ou moderne; on essaierait en vain de l'imiter; on doit désespérer de le voir reparaître, à moins que la nature ne reproduise cette singulière combinaison. Chez tous les autres écrivains on peut distinguer l'homme de son talent, l'écrivain de son ouvrage; chez La Fontaine la chose est impossible; l'homme tout entier se trouve dans chacune de ses fables, et c'est là ce qui en fait le charme; chacune d'elles est une empreinte précieuse de sa physionomie, physionomie originale et vraiment unique; et si l'on avait pu pénétrer dans les secrets de son génie, et prendre, comme disait Fontenelle, son âme sur le fait, on aurait vu que les fables naissaient d'elles-mêmes dans son cerveau, et on

en serait revenu au joli mot de madame de La Sablière : c'est un fablier.

C'est dans la poésie dramatique que la France a atteint, sous le règne de Louis XIV, le plus haut degré de perfection. Les troubles politiques qui avaient fait paraître de grands caractères, l'influence de la littérature espagnole, qui se distinguait par un ton élevé, mais dont l'élévation dégénérait quelquefois en enflure, et l'étude de l'histoire romaine, qui attirait Corneille, mort en 1684, par une affinité secrète avec le ton naturel de son esprit, expliquent les défauts et les beautés de ce grand homme, que le règne de Louis XIII revendique à juste titre. Il avait régné sur la scène par l'étonnement et l'admiration qu'inspirent ses personnages ; c'était le grand ressort qu'il faisait jouer, et l'effet naturel que devaient produire son style mâle et dur, ses dessins fiers et hardis, ses pensées profondes et ses sentiments sublimes. Racine, mort en 1699, vint lui disputer la palme du génie, et il ne peut pas disputer à Racine le mérite de la perfection. Les ouvrages de ce dernier sont dans la poésie ce que l'Apollon et la Vénus sont dans la sculpture, éminemment beaux. Jamais homme ne reçut de la nature un cœur plus sensible et plus passionné ; il puisait en lui-même la marche et le langage de tous les sentiments et de toutes les passions, ou plutôt son imagination le mettant à la place de tous les personnages qu'il met en scène, il s'identifiait avec eux ; il était tour à tour Phèdre, Andromaque, Achille, Agamemnon, Athalie ; il s'oubliait lui-même, et se fait oublier de ses lecteurs ; on ne voit que ses héros. Nourri de la lecture des anciens, élevé à l'école de Port-Royal, qui était celle de la piété, de la raison et du bon goût ; sensible à l'amour, et connaissant par expérience toutes ses agitations et toutes ses délicatesses ; placé dans un siècle où les grandes passions n'étaient ni un scandale ni un ridicule, et où l'esprit de la chevalerie s'annonçait encore par le respect que l'on avait pour les femmes ; rapproché d'une cour où tout devait paraître noble, élevé, et où beaucoup de choses l'étaient en effet, où la décence et la dignité du langage et des manières étaient le ton dominant et passaient du souverain aux sujets ; entouré d'amis éclairés et sévères qui ne lui refusaient pas l'éloge et ne lui épargnaient pas les critiques, Racine développa dans toute sa force le beau génie qu'il avait reçu de la nature, et il fera l'admiration et le désespoir de tous ceux qui essaieront de marcher sur ses traces. On lui a reproché d'avoir transporté l'art dans un monde idéal et conventionnel ; mais l'objet de l'art n'est pas la nature, telle qu'elle se montre dans les individus qui composent la société ; c'est la nature dans

sa beauté, telle qu'elle existe dans les productions d'élite et les combinaisons les plus heureuses qu'elle ait jamais enfantées. D'ailleurs, si elle se surpasse elle-même quelquefois, elle se ressemble cependant toujours à elle-même. Toutes les amantes ne parlent pas précisément comme Hermione ou comme Junie, toutes les mères comme Andromaque; mais elles sentent de même, et du moment où elles seront en état de comprendre Racine, elles se reconnaîtront dans ses portraits. On a dit que Racine n'avait su peindre que l'amour; mais l'amour est de toutes les passions la plus intéressante, parce qu'elle est la plus connue et se trouve à la portée de tout le monde; l'amour est de toutes les passions la plus tragique; ce n'est pas dans Bérénice, mais dans Hermione ou dans Phèdre qu'il faut la voir, pour être pénétré de compassion et de terreur. On a dit que Racine manquait d'énergie, qu'il attendrissait l'âme sans la remuer, et qu'il ne parlait pas assez aux sens. Il n'y a que ceux qui prennent l'effort pour la force, qui puissent accuser ce grand poëte de manquer de force; comme il est toujours simple et naturel, on peut aisément prendre le change. Britannicus et Athalie suffisent pour prouver que tous les tons lui sont familiers, qu'il sait peindre comme Tacite, avec des touches fières et hardies, et se place au degré d'élévation d'un prophète de l'ancienne loi. Il est bien plus facile, avec le secours du décorateur et du machiniste, de parler aux sens qu'à l'imagination; mais en parlant trop aux sens, on les fatigue ou on les révolte, et on paralyse le jeu de l'imagination; c'est à elle qu'il faut s'adresser; c'est elle qu'il faut savoir mettre en mouvement, et comme ce qui est n'est jamais aussi beau que ce qui peut être, ses tableaux seront presque toujours supérieurs à ceux des sens. Racine possédait ce don précieux à un degré éminent, et il y joignait l'art de dessiner les caractères avec autant de correction que d'unité, de lier toutes les parties de sa création, de simplifier la marche, de graduer l'intérêt, d'animer toutes les scènes de ses tragédies; il avait surtout une magie de style dont il paraît avoir emporté le secret; il ne dit jamais ni trop ni trop peu; il n'est ni au-dessus, ni au-dessous de son sujet, et il règne toujours chez lui une harmonie parfaite entre les choses qui se font et celles qui se disent.

Les autres nations disputent à la nation française le mérite de ses tragédies, ou du moins la prééminence dans la tragédie; mais toutes les nations conviennent que les comédies françaises sont les premières de toutes, et en effet, jamais peuple n'a excellé dans ce genre comme les Français. Ce phénomène s'explique facilement. La comédie est la pein-

ture des mœurs et des ridicules de la société. Le Français est naturellement sociable; les sociétés sont nées en France; elles y ont été de bonne heure un besoin de nécessité première. Une gaieté franche et aimable, une malice douce et spirituelle sont des traits du caractère national, et elles sont l'âme de la comédie. Un peuple vif jusqu'à la pétulance, et qui est dans un mouvement continuel, prête peut-être plus au ridicule qu'un peuple flegmatique, qui n'a souvent d'autre ridicule que son flegme même; et ce même peuple doit saisir les ridicules avec plus de promptitude que tout autre. D'ailleurs, sous le règne de Louis XIV, la distinction des rangs, les bienséances d'état, les usages établis par une étiquette sévère, devaient multiplier les ridicules, en multipliant le nombre de ceux qui, avec plus de vanité que de tact, et de prétentions que de grâces, voulaient sortir de leur état, et trahissaient leur origine et leur profession, en imitant les grands seigneurs. Les ridicules attendaient Molière, mort en 1673; il vint, et ils furent tous produits sur la scène, et les originaux s'amusèrent aux dépens des copies. Rapproché des classes inférieures par sa naissance et par ses relations domestiques, des classes supérieures par la place qu'il occupait à la cour de Louis XIV, Molière fut admirablement placé pour observer les hommes de tous les rangs, et pour saisir entre eux des contrastes frappants et comiques. A une force et une pénétration d'esprit à qui rien n'échappait, et qui devinait ce qu'elle ne connaissait pas, il réunissait une raison saine et lumineuse, un bon sens exquis, une grande gaieté d'imagination et de la verve comique. Il sacrifia quelquefois au goût du petit peuple, et surtout aux besoins de la troupe qu'il devait faire vivre; mais il expia ces torts, qu'on lui pardonne facilement, par les compositions sublimes du Tartuffe et du Misanthrope. Les Espagnols n'avaient eu que des pièces d'intrigue, il créa les pièces de caractère; en peignant l'homme individuel, il eut le grand art de peindre la nature humaine en général; en nous conservant le portrait fidèle des mœurs, du langage, des habitudes de son siècle, il fait celui de l'avare et de l'hypocrite de tous les temps et de tous les lieux. Sa philosophie profonde et morale, il ne la dut pas autant à Gassendi, dont il avait été le disciple, qu'à l'étude qu'il fit des hommes dans toutes les relations sociales, et au coup d'œil observateur qu'il jetait à la cour et à la ville, dans l'intérieur des maisons et dans le secret des cœurs. Dufresni et Dancourt, Regnard, et Destouches, ses successeurs et ses rivaux, n'ont que de la gaieté sans philosophie, ou de la philosophie sans gaieté, du talent et même un talent distingué, mais pas de génie.

La Grèce avait donné à la France des modèles de tragédie et de comédie. L'Italie avait créé un genre de spectacle, où tous les arts réunissaient leurs moyens et leurs richesses, qui s'éloigne de tout ce que les anciens ont connu dans ce genre, quoiqu'il les rappelle à certains égards: Quinault et Lully associèrent leurs talents pour transporter ce spectacle en France, et l'opéra prit naissance. La musique de Lully, mort en 1687, est oubliée, mais on lit encore avec plaisir les vers de Quinault, mort en 1688; et malgré les traits que Boileau a lancés contre lui, la mollesse et la douceur de ses vers, l'usage admirable qu'il a fait des rhythmes, l'élégante simplicité de son style lui assurent une place distinguée parmi les auteurs français; quelques morceaux de ses poëmes respirent la douceur, la tendresse, la volupté, et sont dignes d'être chantés dans les jardins d'Armide.

La poésie didactique paraissait être faite pour le sage et sévère Boileau, qui avait plus de raison et de goût que d'imagination, et plus d'imagination que de sensibilité. Dans son Art Poétique, il donna en même temps le précepte et l'exemple. Ce genre de poésie a fait une grande fortune dans notre siècle antipoétique. Il paraît offrir entre la philosophie et l'imagination, entre le vrai et le beau, une alliance aussi utile qu'agréable; mais il présente de grandes difficultés; on risque toujours d'être sec et aride, ou superficiel et faux. Boileau a su tenir un sage milieu entre ces deux extrêmes; il est solide sans pesanteur; il éclaire en amusant; ses idées, saines et justes, se succèdent en foule sous le masque agréable des images. Ses satires, qui paraissent appartenir au genre comique (car la comédie n'est qu'une satire en action), appartiennent plus encore au genre didactique, puisque leur but est d'instruire et de corriger. Celles de Boileau sont dans la bouche de tout le monde; la plupart de ses vers sont devenus maximes ou proverbes. Il n'a pas la sainte indignation de Juvénal, et il ne pouvait pas l'avoir, puisqu'il ne frappe que sur les ridicules. Il n'a pas non plus la philosophie d'Horace, son ton léger, son esprit fin et délicat; mais il a sa vivacité, ses tournures dramatiques, et la même correction de dessin, la même pureté de goût. On trouve dans ses satires plus de force que de grâce, plus d'humeur que de gaieté, plus de sagesse que d'abondance; mais on y admire ce style mâle et ferme, cette simplicité vraiment antique, ce naturel précieux qui caractérisent les grands écrivains du siècle de Louis XIV. On regrette seulement que son talent ne se soit exercé que sur les mauvais auteurs, et qu'il n'ait pas plus ménagé les personnes en attaquant les choses.

Boileau a fait l'ode sur la prise de Namur; ses partisans et ses amis désiraient qu'il ne l'eût pas faite, ou qu'on l'oubliât, et leur vœu a été rempli. En général, la poésie lyrique n'a pas été cultivée en France avec succès. Les grands événements du siècle de Louis XIV et les exploits des Français étaient bien propres à inspirer l'enthousiasme, dont l'ode est l'expression, mais le génie de la langue, qui ne permet pas les inversions hardies, et qui, plus que toutes les autres, se refuse même à un désordre apparent, n'est pas favorable à la marche irrégulière de la poésie lyrique. Cependant l'auteur d'Athalie et d'Esther a fait ces chœurs immortels où toute la richesse des images orientales se trouve associée au goût le plus pur, et où le génie des poëtes sacrés a reçu l'hommage du génie. Rousseau, mort en 1741, si fameux par les couplets qu'on lui attribua, si intéressant par ses malheurs, est justement célèbre par ses odes, dont l'harmonie ravissante, le ton noble et élevé commandent l'admiration de ceux mêmes qui y désireraient plus d'abandon, plus d'enthousiasme, plus d'idées et de sentiments, et qui les voudraient plutôt sublimes que belles.

L'ode badine, la chanson, en un mot, tout ce qu'on est convenu d'appeler poésie légère, a obtenu en France un degré de perfection qu'il est plus facile de sentir que de définir et d'exprimer. La gaieté, la vivacité, la légèreté nationales devaient inspirer aux poëtes le goût et le talent de ces productions légères; ce sont des miniatures et des camées d'un fini achevé; enfants du plaisir et de l'occasion, ces vers sont si parfaits qu'on les croirait le fruit d'un long travail. La perfection de la société, la marche rapide de la langue, les relations habituelles avec les femmes, devaient multiplier en France ce genre de talents. Chapelle, Bachaumont, Saint-Aulaire chantaient leurs couplets, comme Anacréon chantait les siens, au milieu des festins, couronné des roses du plaisir; Chaulieu, mort en 1720, célébrait les mêmes objets avec plus de délicatesse et de sensibilité, mêlait aux peintures de la volupté une légère teinte de mélancolie, une philosophie douce et aimable, et il paraît avoir dérobé à Horace le secret des contrastes; la volupté est sur le devant de ses tableaux, et on aperçoit un tombeau dans l'éloignement.

L'éloquence emprunte à la poésie une partie de ses moyens et de ses riches décorations; elle doit puiser avec beaucoup de sobriété dans le trésor d'images que la poésie lui ouvre, mais elle en a besoin pour persuader les cœurs, et pour faire trouver grâce à la raison. Il est un genre d'éloquence que la France ne pouvait pas connaître, c'est l'éloquence

politique, qui ne peut exister que dans les républiques ou dans les gouvernements mixtes. La France adopta et connut l'éloquence du barreau; elle créa ou ressuscita l'éloquence de la chaire. Mais la première était souvent déplacée, là où il ne s'agissait que d'éclairer et non d'émouvoir, et elle manquait souvent de grands sujets qui lui permissent de déployer toutes ses forces. Patru, Cochin, et plus tard d'Aguesseau ont été les modèles du barreau. Patru n'était que sage et correct; c'était beaucoup de réformer le mauvais goût de son temps. Cochin, plus animé, ne fut pas étranger aux mouvements oratoires. D'Aguesseau, mort en 1751, dans ses mercuriales, toujours pur, noble, élevé, offre plus d'idées que d'imagination et plus d'esprit que de sensibilité. Massillon, Bourdaloue, Bossuet et Fléchier disputent à Cicéron et à Démosthène, dans un ordre de sujets tout différents, la palme de l'éloquence. L'orateur sacré a des difficultés à vaincre qui étaient inconnues aux anciens, mais d'un autre côté il a des moyens de frapper, d'attendrir et d'émouvoir que la religion chrétienne seule pouvait fournir. Bourdaloue, mort en 1704, logicien sévère, a dans son style un peu de l'austérité de ses principes; il paraît craindre de profaner par des ornements la sainteté de ses sujets; il est plutôt pressant que touchant, et il semble oublier que la vertu est un art et non une science, et que la religion a des intelligences secrètes et puissantes avec l'imagination et la sensibilité. Il était réservé à Massillon, mort en 1742, de saisir toute l'étendue de l'art, d'ébranler à la fois toutes les fibres de l'esprit et du cœur pour faire triompher la vérité. Jamais homme n'a jeté la sonde dans le cœur humain d'une main plus sûre et plus délicate, avec plus d'habileté et plus de cette bonté touchante qui rassure sur l'usage qu'il fera de ses découvertes. Ses admirables discours sont une lutte continuelle de l'orateur avec les passions; il les atteint sous toutes les formes qu'elles empruntent; il les saisit, les arrête, les oblige à raisonner avec lui, les serre de près, démêle leurs artifices, et les contraint à signer elles-mêmes l'arrêt de leur condamnation; d'autres se contentent de prouver qu'il ne faut pas vivre sous l'empire des passions; il fait mieux, il vous en dégoûte et vous les ôte. Majestueux et clair, quand il établit le dogme; doux, tendre, entraînant, quand il peint les charmes de la vertu; véhément, impétueux, terrible, quand il foudroie les passions, il est le Racine de l'éloquence. Comme lui il a tous les tons; comme lui il est toujours également parfait. Bossuet, mort en 1704, faible dans ses sermons, ne paraît fait que pour les oraisons funèbres. Il fallait à ce génie sublime, à cette imagination vaste,

à cette âme plus forte encore que sensible, le champ immense de la mort, du temps, de l'éternité, pour qu'elle fût dans sa véritable sphère. Tout ce qui est obscur et mystérieux, ou saisissant et sombre, ou infini dans son principe et dans ses suites, est seul à l'unisson de son génie. A la hauteur où il s'élève, on a peine à le suivre; après avoir promené l'orgueil de l'homme sur les tombeaux, il s'élève avec lui au ciel sur un char de feu. L'esprit de Fléchier ne plane pas dans ces hautes régions, ou ne s'y soutient pas longtemps; plus fini qu'abondant, plus élégant qu'énergique, il ne perd jamais son auditeur de vue, et son auditeur ne l'oublie jamais.

Chez la plupart des peuples, l'éloquence a été uniquement consacrée à certains sujets, et elle n'a pas quitté la tribune et la chaire; chez les Français elle n'est étrangère à aucun genre; le talent d'écrire avec élégance, avec chaleur, avec légèreté, avec force, suivant les matières, l'art d'adapter toujours le style au sujet que l'on traite, n'ont peut-être été chez aucune nation aussi communs qu'en France. Aucune littérature ne possède autant de livres bien faits, solides, profonds, instructifs, et en même temps agréables. Nulle part on ne trouve autant d'ouvrages qui offrent un heureux mélange d'esprit et de raison, d'imagination et de sentiment, de faits et d'idées, où sans perdre de vue l'objet principal et l'unité de but, on répande plus de cette variété qui éclaire et délasse en présentant à l'esprit une foule de rapports divers; où le style, à la fois clair et précis, épargne au lecteur la fatigue de l'obscurité et l'ennui des longueurs, et où l'on arrive à des résultats frappants par une marche rapide et sûre. Quel que soit le mérite de la poésie française, la prose française en a peut-être encore davantage, et a contribué plus que la poésie à la prodigieuse fortune qu'a faite la littérature. La poésie est une espèce de luxe des nations civilisées; la prose est un objet de nécessité première; elle est le véhicule des idées et des sentiments sur lesquels roule la société. La perfection de la prose française tient également au génie de la langue et à celui de la nation qui la parle. Cette langue, qui suit l'ordre logique des idées, qui, pour éviter les équivoques auxquelles sa pauvreté l'expose, veut qu'on détermine avec soin le sens de chaque expression, qui débarrasse toujours la phrase principale de toutes les phrases incidentes, et ne permet jamais à un auteur d'être obscur, est éminemment la langue de la raison. Elle ne se refuse pas aux besoins de l'imagination; elle est même admirable pour peindre en poésie les mouvements des passions et les affections du cœur; mais la langue italienne

est plus harmonieuse et plus tendre, l'espagnole plus majestueuse et plus romantique, l'allemande plus riche et plus métaphysique, l'anglaise plus hardie et plus libre dans ses inversions et dans sa marche, et aucune de ces langues n'est peut-être aussi propre que la française à porter l'évidence et la lumière dans l'esprit, à suivre et à rendre fidèlement les modifications de la pensée; car la précision et la clarté la caractérisent. Elle doit conserver ce caractère, et le conserve en effet dans les grands écrivains, quel que soit le ton qu'elle prenne; qu'il soit tendre dans Fénélon, véhément dans Bossuet, mâle et ferme dans La Bruyère, impérieux dans Rousseau, magnifique dans Buffon, léger et rapide dans Voltaire. L'heureux équilibre de raison et d'imagination, de sentiment et de finesse, qui constitue le fond de l'esprit national, et qu'on retrouve dans tous les bons auteurs, a passé dans la langue même, et a donné à la prose française la perfection qui la distingue; dans tous les ouvrages classiques elle paraît être le langage de la raison, parée des grâces de l'imagination, et animée par les mouvements de la sensibilité.

Les travaux de l'érudition avaient préparé à l'histoire une prodigieuse abondance de faits. Saumaise, Scaliger, Casaubon et beaucoup d'autres avaient associé leurs noms à ceux des grands écrivains de l'antiquité en les expliquant, et quoique leurs volumineux et pesants commentaires soient plutôt des dépôts d'érudition que des ouvrages dictés par le goût ou par une saine critique, ils avaient répandu beaucoup de lumières sur l'histoire, les lois, les usages et les mœurs de la Grèce et de Rome. Ces savantes recherches avaient frayé la route aux traducteurs des anciens, et bientôt les Français purent lire la plupart des auteurs grecs et latins dans leur langue. A la vérité, la plupart de ces traductions, comme celles d'Ablancourt, mort en 1664, étaient de belles infidèles; d'autres, comme celles des Dacier, morts en 1720 et 1722, étaient moins élégantes sans être plus exactes, et ne faisaient pas mieux connaître le génie de Plutarque et d'Homère, que d'Ablancourt n'avait réussi à rendre celui de Tacite; mais cependant ces traductions, tout imparfaites qu'elles étaient, enrichissaient la langue ou la perfectionnaient, faisaient du moins soupçonner la belle simplicité des anciens, et multipliaient les points de comparaison. Mabillon, Cordemoi, Valois, Lelong, Baluze, Ducange, rendaient à l'histoire moderne, et surtout à l'histoire de France, le même service que Saumaise et ses rivaux avaient rendu à l'antiquité. Leurs travaux dans cette partie sont véritablement immenses. Il fallait leur renoncement au monde, leur vie simple et uniforme, pour les entre-

prendre; il ne fallait pas moins que leur courage, leur patience, et quelquefois même les habitudes de leur état pour les exécuter. Leurs ouvrages effrayent notre paresse et étonnent notre vanité qui ne veut produire que pour jouir. Ils suffisent pour fermer la bouche à ces détracteurs ignorants ou de mauvaise foi, qui ne pouvant enlever au siècle de Louis XIV la gloire du génie, disputent aux écrivains de cette époque le mérite du savoir. En général, il importe de rappeler que pour être pesant et diffus, on n'est pas nécessairement solide et profond, et qu'on peut être correct, élégant, agréable, éloquent même, sans être superficiel et inexact. Le tableau de l'histoire universelle par Bossuet, en offre la preuve la plus frappante. Cet ouvrage est le résultat d'une érudition profonde et d'un génie élevé, qui porte dans le chaos des événements l'ordre, la lumière et l'harmonie. On peut regretter que Bossuet n'ait pas choisi un autre point de vue en traitant son sujet, mais on ne peut nier que celui qu'il a choisi ne soit grand et majestueux; on peut désirer qu'il eût montré moins exclusivement un seul peuple, et qu'il n'eût pas mis les autres dans l'ombre, mais on ne saurait lui disputer le mérite de l'exécution. Son génie hardi et fier semble dédaigner les détails; il ne voit que les masses, il néglige les nuances et il saisit les grands traits; on dirait que, comme une intelligence supérieure, il voit la terre à distance, et qu'il en écrit l'histoire sans apprécier les événements et les actions à la mesure commune. Deux mots lui suffisent pour peindre un caractère, quelques périodes pour décrire la décadence et la chute des plus grands empires; son style a la marche du temps, rapide et entraînant; partout il lutte de rapidité avec lui, et comme lui il embrasse tout et ne s'arrête nulle part. Au milieu du mouvement général des peuples qui se heurtent, se confondent et s'effacent, il semble le maîtriser; il assigne leur rang aux nations, et semble conduire et diriger leur course errante, depuis la naissance jusqu'au tombeau.

Les autres historiens du siècle de Louis XIV sont à grande distance de lui. Tantôt ce sont des panégyristes fastidieux, tels que Limiers et d'autres; ils dénaturent les faits, et ne paraissent pas même soupçonner que l'histoire doive avoir un autre but que de caresser des hommes puissants. Tantôt ils sont entachés des préjugés de leur profession ou de leur ordre; ils oublient qu'ils sont hommes et qu'ils sont français, et se rappellent uniquement qu'ils sont jésuites. C'est de cette manière que le P. Daniel, mort en 1728, a traité l'histoire de France. Saint Réal, dans sa Conjuration de Venise, a quelquefois la vigueur et la concision de

Salluste, mais souvent son imagination tient le pinceau, et il ne peut obtenir de lui-même de suivre l'ornière des faits. Vertot, mort en 1735, a été heureux dans le choix de ses sujets; il n'a pas été dépourvu de cet esprit philosophique qui saisit les causes éloignées de chaque événement, et ses rapports avec tous les autres; mais il manque de rapidité dans quelques-uns de ses ouvrages, de simplicité dans d'autres, et dans tous d'une vérité exacte et sévère. Le père d'Orléans, mort en 1725, fait des tableaux agréablement colorés, mais dont la composition est maigre et dont les figures sont dessinées sans exactitude. Son style est brillant, ou plutôt brillanté; mais aucun de ses ouvrages n'annonce un esprit supérieur, un jugement sûr, une âme forte, ni même l'amour de la vérité. Rapin Thoyras, mort en 1725, un de ces Français que l'intolérance obligea de s'expatrier, consacra sa plume à l'histoire de la rivale de la France, de l'Angleterre, et l'écrivit avec beaucoup de liberté; il a puisé dans les sources avec autant de patience que de peine; il a pénétré les ressorts secrets des révolutions, mais il a été égaré dans ses jugements par sa haine contre la France et contre les Stuarts, et il n'a donné aucune attention aux progrès de la culture nationale : son style est lâche, traînant, diffus, sans noblesse, sans précision et sans chaleur. Cependant il a évité la plupart des défauts des historiens du règne de Louis XIV, qui généralement voyaient plus, dans l'histoire, celle du prince que celle des peuples, le tableau des événements militaires que celui du développement des lois et des mœurs, et qui consultaient plus l'intérêt de leur religion, de leur ordre, de leur patrie, que celui de l'humanité.

Ce qui peut consoler et dédommager du défaut des grands historiens ceux qui étudient la littérature française de cette époque, ce sont les mémoires. Ce genre d'écrits, dans lequel les Français, causeurs, malins, empressés à parler d'eux-mêmes et des autres, ont mieux réussi que tous les autres peuples, est peut-être le plus piquant et le plus instructif de tous. Les bons mémoires sont non-seulement les archives fidèles des petitesses et des faiblesses auxquelles ont tenu les plus grands événements, mais c'est un cours d'anatomie du cœur humain, une conversation familière avec des gens d'esprit sur les hommes distingués de leur siècle. En voyant les acteurs derrière les coulisses, et les ressorts de la magie des décorations, on perd sans contredit de douces illusions sur la vertu et sur la grandeur, mais on s'éclaire et l'on acquiert des connaissances pratiques. Les mémoires ont peut-être fait perdre à l'histoire de sa majesté, et ils ont fourni des armes au pyrrhonisme historique, en

offrant souvent la parodie des révolutions et la caricature des personnages. Leurs auteurs traitent, à la manière des Calot et des Teniers, les sujets que les Raphaël de l'histoire avaient idéalisés. Mais peut-être n'est-ce qu'en rapprochant ces deux manières, et en corrigeant l'une par l'autre, qu'on peut parvenir à se faire une juste idée de la physionomie des grands personnages. Les anciens connaissaient peu ou point ce genre d'ouvrages. La forme même de leurs constitutions donnait à tout une sorte de publicité qui rendait les secrets du gouvernement moins piquants et moins nombreux. Les affaires étaient plus faciles à pénétrer; les factions étaient plus communes, et les intrigues plus rares.

Aucune époque de l'histoire n'offre plus de mémoires intéressants que le règne de Louis XIV. Les progrès des lettres et du goût avaient rendu le talent d'écrire assez commun dans la classe des magistrats, des ministres, des hommes d'État, des généraux. La foule des événements, la complication des intrigues, les révolutions de l'intérieur de la cour, occupaient trop les contemporains, pour qu'ils ne fussent pas jaloux d'en instruire la postérité. Ces mémoires sont entre les mains de tout le monde. La plupart ont une tournure originale; le ton en est sérieux ou badin, énergique ou léger, indulgent ou sévère, soutenu ou négligé, selon le caractère des auteurs, qui, en faisant le portrait des autres, nous ont en même temps laissé le leur.

On peut associer aux mémoires les négociations et les lettres familières. Elles ont le même but, ou produisent du moins le même effet, celui d'éclairer les événements, et de faire connaître les hommes. Sous le règne de Louis XIV, la politique prit un langage clair, simple, noble, précis, digne du roi et de la nation qu'elle faisait parler, et les affaires mêmes furent traitées avec une sorte d'élégance. Déjà sous Henri IV, d'Ossat en avait donné l'exemple. Les collections des dépêches et des Mémoires de d'Avaux, de d'Estrades, de Torcy sont précieuses, non-seulement pour ceux qui se forment aux affaires politiques, mais pour tous ceux qui veulent connaître l'esprit du gouvernement en France, sous le règne de Louis XIV. Les lettres de Bussy Rabutin, de madame de Maintenon, de madame de Sévigné, n'ont pas le même ton ni le même genre d'intérêt que celles de Cicéron et de Pline; mais elles en ont un autre qui, pour être différent, n'en est pas moins précieux, et elles servent à fixer la physionomie du siècle. Bussy, mort en 1693, ne manque pas d'esprit, mais il manque de naturel, et l'art ne pouvait pas lui inspirer ces heureuses négligences qui sont l'âme du style épistolaire.

Les lettres de madame de Maintenon sont plus simples, mais elles ne le sont pas assez; on y reconnait une femme qui vivait toujours dans la représentation et dans la contrainte, et qui craint que son secret ne lui échappe; il y a de la finesse et quelquefois du trait dans ses lettres, mais aucun de ces mouvements de l'âme, de ces accents involontaires du cœur, qui établissent une liaison intime entre l'écrivain et le lecteur, et vous font trouver et regretter un ami dans une personne que des siècles séparent de vous. On ne peut rien ajouter aux souvenirs délicieux que réveille chez tout homme de goût, le nom seul de madame de Sévigné, morte en 1686. Elle serait étonnée de sa réputation, si elle voyait que des lettres qui coulaient de sa plume avec tant de facilité et d'abandon, où elle s'oubliait elle-même en les écrivant, et qu'elle oubliait après les avoir écrites, lui ont acquis l'immortalité. Ces lettres sont une galerie animée et vivante qu'elle fait mouvoir par la magie de son style. Le sujet n'est rien, moins que rien quelquefois; la forme est inimitable. Cette femme avait au plus haut degré le génie du sentiment, et cette grâce de l'esprit qu'on ne saurait définir. Il en est de ces beautés comme des parfums délicats; on ne saurait peindre ces sensations; il faut lire les lettres de madame de Sévigné, les relire encore et garder le silence sur ces plaisirs.

Une femme non moins célèbre, mais moins étonnante que madame de Sévigné, madame de La Fayette, morte en 1693, a donné la première le modèle d'un bon roman. Ce genre tient le milieu entre l'histoire et le poëme épique; il se rapproche par son ton de la première, et de l'autre par ses fictions. Il était peu connu des anciens; la chevalerie le fit naitre; l'empire des femmes, le rôle qu'elles jouaient dans toutes les sociétés, les formes mêmes des sociétés répandirent le goût, le besoin, le talent du roman, et en multiplièrent les sujets. On l'avait déjà débarrassé du merveilleux de la chevalerie. Il était moins facile et plus instructif de peindre les mœurs de la société que d'imaginer des faits d'armes et des miracles de féerie. On avait substitué aux grands coups d'épée les longs discours, et l'ennui n'y avait rien perdu. Les amants parlaient et n'agissaient pas; ils se perdaient dans la métaphysique du sentiment, et ressemblaient à ces héros de l'Arioste qui, dans le palais enchanté d'Atlant, s'aperçoivent de loin, sans jamais se rapprocher. Zaïde et la princesse de Clèves s'éloignèrent de ce mauvais goût. Le roman changea de ton et d'objet. On observa le monde avec autant d'attention que de finesse, et l'on profita de ces observations pour composer le tableau de

la société. Le roman devint l'histoire de la vie, tandis que l'histoire n'est souvent que le roman de l'espèce humaine; et il offrit des leçons vivantes et personnifiées aux hommes de tous les rangs, de tous les âges et de tous les états, tandis que l'histoire réserve les siennes pour ceux qui gouvernent. Mais en France, où les caractères tous modifiés par les convenances sociales, offrent des dehors uniformes, où l'on voudrait tout saisir et tout peindre au vol, où toutes les affaires se traitent avec plus de vivacité et de rapidité qu'ailleurs, où l'on vit plus dans les cercles et dans les sociétés que dans les relations domestiques, on devait préférer les romans d'intrigue aux romans de caractère. Par les raisons contraires, les Anglais aiment mieux les romans de caractère que les romans d'intrigue. Dans ce genre, le roman de Gil Blas est un véritable chef-d'œuvre. C'est la scène mouvante de la société, avec tous ses ridicules, tous ses défauts, tous ses contrastes; tous les différents états y paraissent et y sont peints avec une telle vérité, que les auteurs, les ministres, les favoris, les intrigants de toutes les contrées, en dépouillant les personnages du costume espagnol, se reconnaîtront eux-mêmes dans l'archevêque de Grenade, dans Olivarez, Caldéron et Scipion.

A côté de ces fictions ingénieuses, qui supposent la connaissance de la nature morale de l'homme et qui servent à la répandre, les sciences qui étudient la nature des corps, leurs lois, leurs propriétés, leurs effets et leurs usages, multipliaient les observations et les expériences pour découvrir les qualités des objets, et déterminaient par de savants calculs les quantités des corps. Varignon, mort en 1709, et le marquis de l'Hôpital faisaient faire des progrès aux mathématiques. Dominique Cassini, mort en 1712, déterminait la méridienne de Paris; l'Académie des Sciences les enrichissait toutes par ses paisibles travaux. Fontenelle, qui appartient à deux siècles, et qui eut le talent de mettre les résultats de la science à la portée des novices, étonnait les savants et les ignorants par la clarté et la précision de son style; rapporteur philosophe des découvertes des autres, il était fait pour réconcilier les gens du monde avec les gens de lettres. Dans l'Histoire de l'Académie, il déroula l'instructif et simple tableau des services que rendirent à la science les savants du siècle de Louis XIV, et, dans ses Éloges, il révéla les secrets de leur génie, et les secrets plus intéressants de leurs obscures vertus.

La philosophie morale n'élevait point de savantes théories des droits et des devoirs. Les premiers lui paraissaient suffisamment déterminés par les lois, les autres énoncés par la conscience, le bon sens et l'Évan-

gile, avec une évidence à laquelle on ne pouvait rien ajouter; mais elle observait avec art, analysait avec soin, peignait avec force les résistances que les penchants et les passions opposent dans le cœur au triomphe de la règle. La morale fut plutôt traitée comme un art que comme une science. La Bruyère, mort en 1696, Nicole, en 1695, Pascal, en 1662, La Rochefoucault, en 1680, parcoururent toutes les sinuosités du labyrinthe du cœur, tous les détours de la caverne de la société humaine, et signalèrent l'ennemi sous des traits si frappants qu'on ne put le méconnaître, si odieux qu'on ne put que l'abhorrer.

La métaphysique, ou le grand problème de la nature des existences et de l'origine des principes des connaissances humaines, avait été abordée par Descartes, mort en 1650. Ce philosophe en avait donné une solution, aussi peu satisfaisante pour tous les esprits, que celles que la Grèce en avait données avant lui et que toutes celles qu'on a hasardées après la sienne; mais son système avait enrichi la langue d'une foule de termes qui exprimaient les rapports des idées et les objets du monde intellectuel. La profondeur de Descartes lui gagnait les esprits actifs et réfléchis, qui en l'étudiant apprenaient à marcher sur ses traces. La hardiesse de ses hypothèses attachait à ses principes ceux mêmes qui ne voient dans la métaphysique qu'un amusement. Le plus célèbre des sectateurs de Descartes fut lui-même un homme de génie, qui s'engagea dans ces hautes spéculations avec toute l'ardeur d'une imagination vaste et forte. Le père Malebranche, mort en 1715, a développé toutes les richesses de la philosophie cartésienne, et a multiplié les applications de ses principes; mais il lui a rendu un service plus essentiel, en l'embellissant de tous les charmes de son style. Personne, avant lui, n'avait encore écrit sur des matières abstraites avec autant de précision et de simplicité, de noblesse et d'élégance. Aujourd'hui, la partie systématique des ouvrages de Malebranche est abandonnée, et on les lit encore comme des modèles de style philosophique. D'ailleurs, les livres de la Recherche de la vérité qui traitent des erreurs des sens et de l'imagination, conserveront toujours leur prix; ce prix est indépendant de tous les systèmes; les systèmes tombent, mais les faits bien vus et bien exprimés demeurent. C'est un manifeste contre l'imagination, que l'esprit philosophique a dicté, mais pour lequel l'imagination n'a pas dédaigné de prêter son pinceau et ses couleurs à la raison.

Fénélon, mort en 1715, était aussi cartésien, et dans son traité de l'Existence de Dieu, il a présenté avec autant de clarté que d'éloquence

plusieurs des idées favorites de Descartes. Il paraît que la métaphysique avait un attrait particulier pour l'esprit pénétrant et la riche imagination de l'archevêque de Cambrai. Il n'a point fait de découvertes dans cette science, qui devrait servir de fondement à toutes les autres, et qui, malgré les efforts réunis de tant de siècles, n'est encore qu'une collection de problèmes, il ne s'est pas ouvert de nouvelles routes dans l'analyse des principes et des idées premières; mais il a exposé la doctrine de Descartes d'une manière lumineuse, solide, agréable, en homme qui est maître de son sujet, et qui arrange, dispose, énonce ses idées avec une liberté entière. Fénélon partage avec Malebranche l'honneur d'être un modèle de style philosophique. Ses Dialogues sur l'éloquence, sa Lettre à l'Académie française sur la poésie, ses Réflexions sur l'éducation des filles, annoncent un écrivain nourri de la lecture des anciens, et portent tous l'empreinte d'un esprit juste et sage, d'un goût sain et pur et d'une rare simplicité. Ses écrits sur la religion et sur ce mysticisme qui ne pouvait naître que dans un cœur tendre et dans une âme sublime, méritent encore d'être lus pour les charmes d'une diction toujours élégante et noble. Il règne dans tous ces ouvrages une chaleur douce et pénétrante, une molle onction, une piété sincère, qui, lors même qu'il s'égare, font encore admirer le génie de l'auteur, et font aimer sa belle âme.

Huet, Bayle et d'autres philosophes français ne sauraient trouver leur place dans ce tableau. Huet, mort en 1721, qui, dans sa Démonstration évangélique, prétend prouver ce qui doit être l'objet de la foi, et qui dans son Traité de la faiblesse de l'esprit humain, paraît vouloir conduire le lecteur à un scepticisme absolu, était sûrement un érudit profond et un penseur d'une sagacité peu commune, qui marque dans les fastes de la philosophie. Mais Huet a écrit ses principaux ouvrages en latin, et ne se range pas parmi les écrivains français. Bayle, mort en 1706, qui joignait à une lecture immense un esprit scrutateur, hardi et indépendant, qui avait étudié tous les systèmes et qui les a tous jugés et attaqués, qui a mis tant d'idées en circulation, et qui, par la foule d'objections qu'il a lancées contre toutes les sectes et contre tous les partis, a donné une si forte impulsion à la raison humaine, Bayle est peut-être la tête la plus étonnante de ce siècle étonnant sous tous les rapports; mais ce n'est pas ici le lieu de caractériser sa philosophie, et d'apprécier les éminents services qu'il a rendus à la science. Les sciences sont au fond étrangères à l'objet de ce tableau; nous ne faisons ici qu'esquisser

rapidement les progrès de l'esprit humain, sous le règne de Louis XIV, dans la poésie et dans l'éloquence. La raison en est simple et évidente. La littérature d'une nation appartient à la nation tout entière, emprunte d'elle son caractère, et lui donne le sien; ainsi, elle peut et doit être considérée comme le signe et l'effet de la richesse et de la puissance des États. Les sciences, au contraire, dans leurs développements, marchent souvent à côté de la nation, au sein de laquelle un petit nombre d'hommes d'élite les cultivent avec succès. Elles reçoivent bien moins que la poésie et l'éloquence, leur mouvement et leur direction de la situation politique d'un peuple et du caractère de son génie. A leur tour, elles ne le modifient que lentement et indirectement, et ne peuvent jamais être regardées comme l'expression de sa physionomie nationale. Les philosophes et les savants français ne devaient donc trouver leur place dans ce tableau qu'autant que leurs ouvrages faisaient partie de la littérature, et ils ne peuvent lui appartenir que par la perfection de leur style. Malebranche et Fénélon seront toujours de grands écrivains, quelle que soit la destinée de leurs opinions; le style de Bayle, souvent incorrect, presque toujours lâche et diffus, n'a d'autre mérite que celui de la facilité, qualité d'un prix très-équivoque quand elle ne se trouve pas unie à d'autres.

Rien n'annonce et ne prouve mieux l'opulence nationale d'un Etat, et ne donne une plus haute idée de sa puissance, que les créations des arts. Aucun siècle, si ce n'est celui des Médicis, n'offre dans ce genre un plus grand nombre d'ouvrages justement admirés que le siècle de Louis XIV. Tous les arts du dessin, excités par de riches récompenses, encouragés par des distinctions flatteuses, inspirés par l'espérance d'obtenir l'admiration et par l'enthousiasme du beau, rivalisèrent d'efforts et de succès. Il suffit de nommer les artistes qui illustrèrent la France; leurs noms sont en possession de réveiller dans tous les esprits des idées de génie et de gloire. C'est au Winkelmann qui écrira l'histoire de l'art dans les temps modernes, à caractériser leurs talents, à assigner leur place, et à établir entre eux et les maîtres de l'art dans l'antiquité, d'utiles parallèles. L'architecture, simple et majestueuse dans ses plans, hardie dans ses moyens d'exécution, riche et magnifique dans le choix de ses matériaux, donnait à tous les monuments publics le sceau de la grandeur et de la puissance nationales. Claude Perrault, mort en 1688, reproduisait dans la colonnade du Louvre le goût pur de l'antiquité, qu'il savait imiter sans la copier servilement. Les deux Mansard, morts en 1666 et 1708, émules de gloire sans être rivaux, travaillaient de concert

à des ouvrages dignes de l'immortalité, et Hardouin Mansard, le plus célèbre des deux, acquittait la dette de la nation, en élevant d'une main savante, à la gloire des braves guerriers que leur patrie reconnaissante voulait honorer, cette coupole hardie et magnifique qui couronne l'Hôtel des invalides. D'autres architectes se formèrent à leur école; eux-mêmes avaient été précédés par un artiste qui pouvait leur donner des leçons et des modèles, l'habile Desbrosses, dont le palais du Luxembourg atteste encore les talents. Le cavalier Bernin, mort en 1680, à qui l'on ne saurait refuser un mérite distingué, mais qui se laissait quelquefois entraîner par son goût pour les choses extraordinaires et même bizarres, n'eut pas sur les architectes français une influence funeste; il excita entre eux une utile émulation, sans corrompre la pureté de leur style. Le pinceau du génie décorait les édifices qui avaient été construits d'après les dessins et les calculs du génie. L'école française prit naissance. Dans ce genre, les premières places étaient occupées par des hommes uniques, favoris de la nature et des circonstances, placés au milieu de chefs-d'œuvre qui parlaient à leurs sens et de grands souvenirs qui fécondaient leur imagination, et qui, nés sous le ciel inspirant de l'Italie, resteront à jamais les dieux de l'art; mais au-dessous de leur rang il est encore de belles places, et quoiqu'au jugement des connaisseurs, les artistes français n'aient pas un caractère bien prononcé, cependant, ils ont produit beaucoup d'ouvrages qu'on ne voit pas sans un vif intérêt, et quelques-uns même qui commandent l'admiration. Le Brun, mort en 1690, dessinait avec correction et peignait avec noblesse les belles actions d'Alexandre; il savait donner au vainqueur de la modération sans faiblesse, de la dignité sans orgueil, et à la malheureuse famille de Darius, de l'abattement sans bassesse, et ce genre de douleur qu'on partage et qu'on respecte en même temps. Le Sueur, mort en 1655, avec des touches plus mâles et plus fortes, présentait aux Chartreux, sur les murs de leur couvent, les combats et les victoires, les pénitences et les travaux de Bruno leur fondateur. Le Poussin, mort en 1665, effaçait Le Brun et Le Sueur par la richesse et surtout par la poésie de ses compositions. Son imagination sensible et mélancolique attachait des idées morales aux objets de la nature inanimée, et il a l'art d'en réveiller dans l'âme du spectateur, de l'attendrir et de l'émouvoir, en le jetant dans une rêverie douce et profonde; comme à Virgile, il lui suffit de quelques traits pour nous révéler ou nous faire soupçonner du moins un monde infini de sentiments et d'idées, sous les formes finies et les êtres indi-

viduels qu'il fait passer sous nos yeux. Mignard, mort en 1695, excellait dans le portrait, et savant dans la perspective, il sait, dans un espace étroit, ouvrir à l'œil un horizon immense; en contemplant le dôme du Val-de-Grâce, il semble que l'imagination plonge dans les cieux.

Pendant que la toile s'animait sous le pinceau des grands maîtres, le ciseau faisait respirer le marbre. Il paraît que dans l'art divin de la sculpture les anciens seront à jamais inimitables, puisque les plus beaux génies de l'Italie, dans le temps de sa séve et de sa vigueur, n'ont pas pu les égaler; cependant les Italiens eux-mêmes conviennent que les Français peuvent disputer la palme dans la sculpture à tous les artistes de cette époque. Le Puget, le Moine, Girardon, Bouchardon, Coysevox, Coustou, vivent et vivront toujours dans des ouvrages supérieurs; même dans le temps où la France, enrichie par ses conquêtes, possédait ces monuments de l'art, la gloire de la Grèce et l'orgueil de l'Italie, les productions du génie des artistes français n'étaient pas entièrement éclipsées par ce redoutable voisinage; elles paraissaient moins parfaites, mais elles conservaient de la beauté.

On ne saurait dire la même chose de la musique qui faisait les délices de la cour délicate et difficile de Louis XIV. Lulli, mort en 1687, a été, en France, le créateur de ce bel art, alors aussi peu connu qu'il est aujourd'hui devenu commun. Les compositions harmonieuses et brillantes de cet artiste charmaient l'oreille, ébranlaient toutes les fibres du cœur, excitaient des transports d'admiration, et elles sont oubliées. De nos jours, elles ne produiraient d'autre effet que l'ennui, et déplairaient même généralement, tandis que nous admirons encore et qu'on admirera dans tous les temps le tombeau de Richelieu et la façade du Louvre, Phèdre et Britannicus, le Misanthrope et le Tartuffe, le Discours sur l'histoire universelle et l'Oraison funèbre du grand Condé : preuve certaine que la musique de Lulli était bien éloignée d'épuiser toutes les richesses de l'art, ou plutôt que le goût dans ce genre est et sera toujours variable, parce que le beau musical a quelque chose de plus vague et de plus indéterminé que le beau dans les autres arts, et que la puissance et le charme de la musique dépendent, en grande partie, de circonstances locales et individuelles, et de causes accessoires qui n'offrent rien d'arrêté ni de constant.

Tels étaient les grands hommes qui, dans les jours de sa gloire, entouraient le trône de Louis, lui donnaient encore plus d'éclat qu'ils n'en recevaient eux-mêmes de lui, ajoutaient la considération à tous les

autres moyens de puissance dont la France pouvait disposer, faisaient admirer et aimer leur patrie, tandis que les armes de leurs concitoyens la faisaient respecter et craindre, et exerçaient sur les opinions, les goûts, les sentiments des hommes, un empire qui n'était pas inutile à la prépondérance politique de Louis XIV. La nature ne fut peut-être pas plus féconde alors ni plus libérale pour la France qu'elle ne l'a été dans d'autres pays et à d'autres époques; mais les germes de talents et de génie qu'elle répand avec une apparente insouciance, et qui souvent meurent en naissant, trouvèrent, comme nous l'avons vu, un sol fait pour les recevoir et des circonstances uniques qui accélérèrent leur développement. A l'avénement de Louis XIV, le travail des esprits était déjà fort avancé; toutes les espérances étaient en fleur; son règne fut la saison de la maturité.

Quels sont les traits distinctifs de la littérature française de cette époque, où, de l'aveu des générations suivantes, elle atteignit le plus haut degré de perfection dont elle fût susceptible? L'esprit humain, dans les moments brillants de son activité, chez les différents peuples qui ont jeté un grand éclat littéraire, n'a pas toujours excellé de la même manière, et n'a pas donné un caractère uniforme à ses productions. On peut donc demander quelles formes, quelle direction, quelle couleur a prises le génie national sous Louis XIV?

Les lettres et les arts furent cultivés avec plus d'art et de succès que les sciences. Les facultés créatrices de l'âme, l'imagination et la sensibilité, qui ne cherchent dans la nature réelle que les éléments de compositions nouvelles et idéales, et qui enfantent une foule de combinaisons ingénieuses, sans consulter d'autres lois que celles qui président à nos plaisirs, furent plus actives et plus fécondes que les facultés qui observent la nature, pour connaître, juger et expliquer ce qui existe. Les progrès de la raison, qui ne peut marcher sûrement qu'à l'aide de l'observation et de l'expérience, sont mesurés, lents et insensibles. Les sciences sont filles du temps; le génie ne suffit pas pour hâter leur éducation et pour les faire avancer d'un pas rapide. L'homme ne doit pas deviner la nature, il doit l'étudier; elle lui révèle rarement ses secrets, il faut qu'il les lui dérobe avec art; et outre le talent de la patience, les découvertes supposent des circonstances favorables, des hasards heureux et des essais multipliés. Les leçons de l'expérience sont tardives et coûteuses, et d'ailleurs, l'imagination se développe toujours avant la raison. La plupart des peuples ont eu de grands poëtes et d'ex-

cellents orateurs, avant d'avoir des philosophes d'un mérite distingué. Il paraît que telle est la loi de la nature, et la France n'y a pas fait exception. Le premier mouvement d'une nation vive et spirituelle devait se diriger au dehors ; elle devait naturellement être plus portée à produire qu'à réfléchir sur les productions des hommes et de la nature, et à répandre ses sentiments et ses idées dans le vaste champ des arts, sous des formes sensibles et intéressantes, qu'à ramener sa pensée sur elle-même, pour s'engager dans de profondes spéculations. Les chefs-d'œuvre devaient précéder les théories ; les actions et les travaux divers de la vie sociale, devancer les règles et les principes. Le moment de les énoncer et de les lier systématiquement n'était pas encore venu ; on se contentait de soupçonner leur existence et de les apercevoir confusément. Sans perdre du temps à les prouver, le talent les suivait avec toute la confiance de l'instinct. D'ailleurs, une cour aimable, gaie et passionnée pour le plaisir, avait encore plus besoin de jouir que de s'instruire ; elle était plus avide de sensations variées et de sentiments délicats, que de raisonnements et d'idées abstraites. Quiconque veut être lu par la postérité doit être supérieur à son siècle ; mais, comme on ne parvient à la postérité que par l'entremise de ses contemporains, on doit tâcher de leur plaire, et dans le choix des sujets consulter un peu l'opinion publique.

Il n'est donc pas étonnant que la poésie et l'éloquence aient été cultivées en France, à cette époque, plus généralement que les sciences. Cependant, elles ne le furent pas exclusivement, et ce serait une grande erreur de croire que les sciences ne doivent rien au siècle de Louis XIV. Toutes celles qui observent et calculent les forces de la nature lui doivent beaucoup, et il les a enrichies d'une multitude de faits précieux. On n'avait pas encore la prétention de tout expliquer au moyen d'une ou deux formules, de construire des mondes avec quelques éléments, et de résoudre l'éternel problème de la génération des êtres. Dans les sciences morales, qui traitent de l'homme, de sa nature et de ses lois, les philosophes français ont rarement embrassé leur sujet dans toute son étendue, et plus rarement encore y ont-ils mis cet ordre, cet ensemble, cette unité qui font le charme des ouvrages de ce genre ; mais ici, les systèmes sont peut-être et plus séduisants et plus dangereux, et l'on doit pardonner à Pascal, à Nicole, à La Bruyère, à La Rochefoucault, de n'avoir pas écrit des traités complets de morale et de droit, en faveur d'une foule d'observations de détail, d'aperçus ingénieux, de pensées fines ou profondes, qui répandent du jour dans les sombres replis du

cœur humain. On a reproché aux grands écrivains de ce siècle d'avoir négligé la législation, la science de l'administration, la politique. Les belles ordonnances de Lamoignon, les règlements de Colbert, et les négociations de Torcy, prouvent du moins que les vrais principes de ces sciences importantes n'étaient pas ignorés. Ces grands hommes d'État ont sur les philosophes des siècles suivants la supériorité due à ceux qui font de belles choses sur ceux qui se contentent d'en écrire. Leurs travaux avaient pour but de prévenir et d'écarter les maladies de l'État par un sage régime; après leur mort le mal a prévalu, et l'on a composé de savantes théories sur l'art de guérir les corps politiques.

Dans la poésie et dans l'éloquence, ce qui distingue les écrivains justement célèbres du règne de Louis XIV, c'est une beauté régulière, soutenue, constante, qui n'exclut pas le sublime, mais qui repousse ce sublime qu'on n'obtient qu'aux dépens du beau, et auquel on sacrifie souvent la perfection de l'ouvrage. D'autres ne demandent et ne cherchent dans leurs productions que la force et l'énergie. Les poëtes et les orateurs français du beau siècle veulent aussi de l'énergie dans les pensées et les expressions (sans elles on ne saurait obtenir de grands effets dans les arts); mais ils sont plus jaloux de la mesure, des proportions, de l'unité, de l'ensemble. Lorsque la littérature d'une nation se forme, le génie est mâle et hardi, mais encore inculte et agreste; il enfante des traits sublimes, et il ne sait pas donner à ses ouvrages le mérite de l'harmonie des parties avec le tout. Ses productions, où les conceptions les plus étonnantes se trouvent à côté de grands défauts, enchantent et déplaisent, transportent et révoltent tour à tour. Il donne l'idée d'une force extraordinaire, et qui excite l'admiration, mais c'est une force qui n'a point d'arrêt, de modération, et qui paraît marcher au hasard. A l'époque de la décadence de la littérature, lorsque les grands rapports ont été saisis et que dans tous les genres les premières places sont prises, on substitue l'esprit au génie; on veut être neuf, et l'on devient faux; hardi, et l'on n'est que bizarre; piquant, et l'on met à tout de l'affectation et de la recherche. Les ouvrages sont encore jolis, mais froids, petits et mesquins; on veut montrer de la force, et l'on ne montre que de l'effort. La littérature du siècle de Louis XIV, placée à une égale distance des deux époques que nous venons de caractériser, est restée fidèle dans tous ses ouvrages à ces belles proportions, qui seules satisfont toutes les facultés de l'âme, et entretiennent dans une libre et douce activité l'imagination et le juge-

ment. Elle offre un admirable mélange de variété et d'ordre, de force et de grâce, de la régularité sans sécheresse, de la richesse sans surcharge. Tous les grands écrivains de cette époque se distinguent par une simplicité majestueuse ou élégante, par une sobriété d'images, par une sagesse de pensées, par un style ferme et naturel qu'on ne trouve que chez eux et dans les grands écrivains de l'antiquité.

Les littératures des autres nations ont un caractère différent; elles peuvent paraître, dans leur genre, supérieures à la littérature française. Quiconque fait plus de cas de la richesse des idées et des sentiments que du goût qui les distribue et de l'ordre qui assigne à chaque chose sa place, de l'abondance et de la hardiesse des images que de leur justesse, de la force que de la beauté, ou pour qui des beautés de détail effacent les défauts de l'ensemble, pourra préférer les poëtes anglais ou allemands aux poëtes français; mais s'il est modeste, il conviendra que son goût particulier, qui tient à son caractère individuel, ne saurait être la mesure du goût général; s'il est juste, il sentira que pour bien juger la littérature française, il faut saisir le point de vue dans lequel les auteurs français ont envisagé les arts d'imagination et les plaisirs de l'esprit, et sous ce rapport, il sera difficile de ne pas leur accorder dans leur genre un haut degré de perfection; enfin, s'il est éclairé, il reconnaîtra que dans la poésie et dans l'éloquence, comme dans la nature, il est des qualités qui sont incompatibles, et des beautés qui s'excluent réciproquement. Le comble de l'art serait sûrement de fondre ensemble tous les contrastes, et d'unir, dans une composition unique et parfaite, tous les genres de beautés; mais la chose est impossible, et celui qui le tenterait affaiblirait tout dans l'espérance de tout concilier, et ne produirait que des ouvrages sans caractère. On ne peut nier, du moins, que la littérature française ne soit dans un sens éminent une littérature nationale. On retrouve dans tous les grands écrivains français les traits distinctifs de l'esprit et du génie de la nation, épurés, élaborés, idéalisés, mais qui ressemblent toujours de loin à l'ébauche imparfaite et grossière qu'en offre la masse du peuple. Rien ne prouve mieux combien les auteurs français ont consulté, dans leurs poëmes et dans leurs ouvrages d'éloquence, les goûts, les besoins intellectuels et les habitudes morales de leurs compatriotes, que l'enthousiasme qu'ils leur ont inspiré et qu'ils leur inspirent encore. Tandis que chez d'autres nations les réputations littéraires, en apparence les mieux établies, n'ont qu'une durée éphémère, et qu'on les voit changer de goût comme on change

de mode, passer de l'admiration à l'indifférence, et briser eux-mêmes les statues de leurs grands hommes, les Français, qu'on accuse d'inconstance et de légèreté, sont du moins constants et réfléchis dans les hommages qu'ils rendent à Bossuet et à Fénélon, à Racine et à Molière ; on les regarde toujours encore comme des modèles de génie, de goût et de raison ; c'est qu'ils avaient saisi le vrai beau, et que, le modifiant, peut-être à leur insu, ils avaient rencontré en même temps le beau national ; et la nation, dont le caractère primitif n'a point changé, se retrouve avec plaisir dans les écrivains qui ont travaillé pour elle.

Ces écrivains que nous avons essayé de montrer sous leurs véritables traits, et dont nous avons expliqué les succès brillants, étaient dignes d'en jouir, à peu d'exceptions près. Leurs mœurs et leur caractère moral étaient à l'unisson de leur génie. Vivant beaucoup entre eux et peu dans le monde, chérissant par-dessus tout leur indépendance, dédaignant d'asservir leur esprit aux petites conventions de la société, préférant l'étude à la dissipation, la simplicité qui entretient la gaieté au luxe qui l'étouffe, ils conservaient ou contractaient facilement ces habitudes libres et mâles qui honorent les lettres et ceux qui les cultivent. En lisant les détails de leur vie et ces anecdotes précieuses qui nous les montrent tout entiers, on admire en eux cette fierté qui ne demande rien et qui se contente de mériter les faveurs de la fortune, cette bonhomie vraiment touchante quand elle se trouve jointe à l'éclat des talents, cet amour pur de la gloire qui ferme le cœur à la vanité, ce goût du beau qui fait applaudir franchement au succès des autres, enfin cette noblesse et cette élévation de caractère, qui valent mieux que le génie, en tiennent quelquefois lieu, et sans lesquelles le génie même perd de sa dignité et de sa force.

QUATRIÈME PÉRIODE.

1679 — 1715.

CHAPITRE XXIII.

LOUIS XIV ABUSE DE SA PUISSANCE, ET COMMET DES INJUSTICES MULTIPLIÉES. — CHAMBRES DE RÉUNION. — GÊNES. — LUXEMBOURG. — STRASBOURG. — RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

La réunion unique de génie et de talents que la France présentait, après la paix de Nimègue, semblait l'inviter à préférer aux triomphes militaires la gloire plus douce, et non moins éclatante, que donnent l'industrie, le commerce, les arts et les richesses. A l'abri de tout danger par sa position et par ses forces, objet de crainte, de respect ou d'admiration pour toute l'Europe, il dépendait de Louis XIV d'être juste impunément, de rassurer les esprits sur sa puissance par sa modération, et de jouir d'un repos plus honorable que ne pouvaient l'être de nouveaux succès. Il était même assez naturel de croire qu'au défaut de motifs plus nobles, le goût du roi pour l'éclat des fêtes, les plaisirs des sens et les plaisirs plus délicats des arts, lui ferait désirer la durée du calme, et l'occuperait assez pour combattre cette inquiétude secrète et vague de l'ennui, toujours funeste aux princes et aux peuples. En effet, le mariage de mademoiselle de Blois (1680), fille naturelle de la duchesse de la Vallière, avec Louis, prince de Conti, qui surprit la France, sans la scandaliser, et celui du Dauphin avec Marie-Anne-Victoire, princesse de Bavière, amusèrent la cour, et fournirent au roi l'occasion d'étaler

tout le luxe de la royauté; les cérémonies furent magnifiques, les spectacles variés et brillants. Les bâtiments et les jardins de Versailles attiraient surtout l'attention de Louis XIV, qui présidait lui-même au choix et à l'exécution des plans. Ces ouvrages immenses, au milieu d'un désert, étaient une espèce de défi donné à la nature par la puissance et le génie; ils flattaient l'orgueil et l'ambition de Louis, et absorbaient des millions, qui auraient été employés plus utilement à multiplier les sources de la richesse nationale.

Cependant toutes ces dépenses de luxe n'empêchaient pas le gouvernement de fortifier les frontières, de perfectionner la marine, et d'entretenir une force armée toujours menaçante. Le roi lui-même parcourut toute la lisière de la Flandre maritime, et ce voyage cachait, sous les dehors du plaisir, des vues plus sérieuses. On ajouta de nouveaux ouvrages à Dunkerque, à Ypres, à Menin, à Lille, à Tournai. Malgré la jalousie et les appréhensions des Suisses, Huningue s'éleva, à peu de distance de Bâle, pour couvrir la Franche-Comté et l'Alsace. Landau et Phalsbourg devinrent des places considérables, et du côté de la Lys, de l'Escaut, du Rhin, de la Sarre, de la Moselle, de la Meuse, sur tous les points par où les ennemis pouvaient pénétrer en France, Vauban construisait des barrières et des remparts. Colbert et Seignelai son fils, qui voyaient dans la marine royale la sauvegarde et le boulevard du commerce, n'épargnaient rien pour la rendre florissante. A l'embouchure de la Charente on agrandissait Rochefort; on donnait plus de solidité et de force aux fortifications de Toulon. Les arsenaux recevaient tous les jours de nouvelles richesses, et des vaisseaux nouvellement construits quittaient les chantiers. Soixante mille matelots, inscrits sur les rôles, pouvaient être prêts au premier signal, et afin de multiplier les officiers instruits et habiles, on avait multiplié le nombre des élèves dans les écoles de navigation. L'armée de terre n'avait éprouvé, après la paix de Nimègue, que de faibles réductions; les troupes, bien disciplinées et payées régulièrement, se formaient tous les ans en camps d'instruction; des officiers généraux les exerçaient aux évolutions militaires, et Louvois, qui ne voulait pas le céder à Seignelai, avait fait créer six compagnies de cadets, qui, placés dans les citadelles de Metz et de Tournai, devaient être une pépinière de bons officiers.

Toutes ces mesures pouvaient encore être justifiées, et même en les regardant comme des mesures défensives, on pouvait admirer la prévoyance et l'activité du gouvernement. Plus un État est jaloux de con-

server la paix, plus il doit préparer avec soin tout ce qui est nécessaire pour faire au besoin une guerre prompte et décisive à ses ennemis. D'ailleurs, les avantages que les derniers traités de paix avaient assurés à la France ne lui permettaient pas de croire qu'elle pourrait à la longue les conserver, si elle négligeait les moyens de les défendre. Mais de la défense légitime de ses droits à une guerre d'ambition, entreprise pour en acquérir de nouveaux, il n'y a souvent qu'un pas; on dépasse facilement les calculs d'une juste prévoyance, on crée des dangers pour les combattre; on prête de mauvais desseins à son ennemi, afin d'avoir un prétexte de l'en punir. Une grande puissance militaire devient aisément agressive; il faut toute la force de la modération pour ne pas abuser de ses forces, et Louis XIV, fier de sa fortune, entraîné par les calculs de quelques-uns de ses ministres, et comptant sur une patience sans bornes de la part de ses voisins, prouva bientôt, par une suite d'attentats inouïs contre le droit des gens et la foi des traités, que jamais un État ne saura se réduire à ne vouloir que ce qu'il doit, du moment où il pourra tout ce qu'il veut.

Les traités de Westphalie, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue avaient donné à la France un grand nombre de villes et de districts, avec leurs dépendances. Ce terme était vague; on pouvait à volonté le restreindre et l'étendre; si les traités n'étaient pas clairs, il fallait le concert de toutes les puissances pour déterminer le sens des articles litigieux.

Louis XIV, s'établissant à la fois juge et partie, crée des chambres de réunion à Metz, à Brisac, à Besançon, à Tournai, et les investit d'un grand pouvoir. On les charge d'examiner et de rechercher quelles villes et quels pays limitrophes ont fait autrefois partie des pays cédés à la France; on érige en principe que ce qui a été uni dans les temps antérieurs, doit y être incorporé de nouveau; ce principe, subversif de tout droit de possession, dirige les opérations des chambres, qui, disposant à leur gré des pays voisins, menacent ou frappent de leurs arrêts toutes les puissances dont les provinces excitent la cupidité du gouvernement français. Les commissaires du roi, dociles à ses ordres, s'arrogent une véritable suprématie et lui adjugent des districts considérables; on enlève Germersheim et plusieurs autres villes à l'électeur Palatin, Lauterbourg à l'évêque de Spire, la principauté de Deux-Ponts au roi de Suède, et on s'empare des comtés de Veldenz, de Hombourg, de Bitsche, et de la principauté de Montbeillard. Ces injustices multipliées excitent autant d'étonnement que d'indignation, et répandent la consternation en Alle-

magne; l'empire proteste contre cet abus de la puissance, et gémit de ne pas pouvoir lui opposer des forces qui donnent du poids à ses protestations; les princes qui sont encore éloignés de la ligne fatale des réunions redoutent ses progrès et invitent l'empereur à prendre des mesures vigoureuses. Léopold, occupé à défendre ses États héréditaires, n'agit que mollement. La France, qui a le secret de la faiblesse de ce prince, en fait la mesure de sa propre audace, marche en avant, et se porte à des usurpations nouvelles. Strasbourg, place importante par sa population, ses richesses et sa situation avantageuse, ouvre ses portes, le 30 septembre 1680, à Louvois qui se montre devant ses murs à la tête d'une armée. Une partie des habitants est gagnée à prix d'or; le plus grand nombre est intimidé, et l'on présente à l'Europe cette reddition forcée comme volontaire. Le même jour où Strasbourg tombe, Boufflers entre dans Casal, que Charles IV, duc de Mantoue, a vendu à la France pour douze cent mille livres; cette forteresse lui assure un passage libre en Italie; et lui donne un moyen de plus d'attaquer l'Espagne.

Ainsi Louis XIV fait, en pleine paix, des conquêtes plus précieuses que celles qu'il doit à la guerre; des écrivains complaisants, vendus au ministère de France, emploient toute l'adresse de leur esprit et toutes les tournures insidieuses de la langue, pour pallier ces violences et leur donner les couleurs de la raison et de la justice. Cette insulte à la bonne foi insulte en même temps aux lumières des autres cabinets, qui ne sauraient être dupes de ses apologies artificieuses. Cependant l'Europe supporte ces injures en silence. La désorganisation de l'Espagne, l'épuisement de l'Autriche, ne laissent à tous les États d'autres garants de leur existence que la Hollande et l'Angleterre. La première de ces deux puissances sent la nécessité d'une coalition, en forme le plan, et s'unit éventuellement avec la Suède; mais le roi d'Angleterre entre faiblement dans ces idées; ses engagements secrets avec la France ne lui permettent pas de sortir de son inaction; et il cherche des prétextes pour y rester.

Les mesures agressives de Louis XIV continuaient et devenaient de jour en jour plus alarmantes pour ses voisins. En conséquence d'une décision de la chambre de réunion, les troupes françaises occupèrent le duché de Luxembourg, et cernèrent même la ville. Les représentations de la Hollande et de l'Angleterre furent infructueuses, et l'on s'attendait à la reddition prochaine de cette forteresse, lorsque, sur la nouvelle des préparatifs redoutables que les Turcs faisaient contre la Hongrie, le roi

de France, affectant une fausse générosité, donna l'ordre à son armée de se retirer des murs de Luxembourg. Il voulait persuader à l'Europe qu'il craignait de distraire l'empereur de la guerre contre les infidèles. et cependant leurs armements immenses étaient en partie l'effet de ses négociations secrètes et des intrigues du ministre de France à Constantinople. Louis ajournait ses projets, et comme il ne doutait pas des succès des Turcs, et que plus tard il compta même sur la prise de Vienne, il espérait que l'Allemagne serait obligée d'implorer son secours, qu'il lui aurait vendu chèrement.

Les exploits de Sobieski et la levée du siége de Vienne renversèrent ce vaste plan, et firent reprendre au cabinet de Versailles sa marche première. Sous prétexte que l'Espagne tardait à satisfaire le roi de France sur quelques articles du traité de Nimègue, le maréchal d'Humières entra dans les Pays-Bas espagnols. Le marquis de Grana, gouverneur de la province, ordonna aux commandants des troupes de repousser la force par la force; il ne pouvait agir autrement sans se déshonorer. Malgré la résistance légitime qu'il rencontre, Humières s'empare de Courtrai et de Dixmude, et pour effrayer les esprits et les contraindre à la soumission, il laisse ses soldats commettre impunément des ravages; les villages et les villes sont incendiés par ses ordres. L'Espagne, sous peine d'être effacée du nombre des puissances, ne pouvait plus garder le silence, ni tenter la voie des négociations; son honneur ne lui permettait pas de reculer, et elle déclara la guerre à la France (1683). Elle était hors d'état de la faire sans le concours de l'empereur, de l'Angleterre et de la Hollande. Léopold avait eu besoin de toutes ses forces pour soumettre les Hongrois révoltés et pour résister aux Turcs; l'Angleterre cachait, sous des offres de médiation, le projet arrêté de rester pacifique; la Hollande était dirigée dans ses démarches par le génie profond de Guillaume, et ce prince prévoyait bien qu'une guerre sérieuse serait le seul moyen de réprimer l'ambition de Louis XIV; mais à cette époque, tous les ressorts qu'il fit jouer dans la suite n'étaient pas encore dans sa main, et il fallait de grands événements en Angleterre pour qu'il pût engager la lutte contre la France avec quelque apparence de succès. L'essentiel était de gagner du temps, et comme l'excès du mal pouvait seul en amener le remède, Guillaume voyait peut-être, avec une sorte de plaisir, le roi de France accumuler outrages sur outrages, et lasser la patience de l'Europe.

Pour le moment, l'Espagne, abandonnée à elle-même, fut obligée de

faire seule la guerre à la France. Le début ne fut pas heureux pour elle ; Luxembourg se rendit au maréchal de Créqui ; le maréchal de Bellefond pénétra en Catalogne, et battit les Espagnols près de Pont-Major. Tout promettait encore à Louis XIV de plus grands succès, et le peu de résistance que ses armes rencontraient partout, semblait l'inviter à pousser ses avantages; mais le mauvais état de ses finances l'inclinait à la paix. La mort venait d'enlever Colbert à la France (1683), et on s'apercevait déjà de la perte de ce génie fécond en ressources. Il fallait au peuple quelques années de repos pour qu'il pût supporter le fardeau de la guerre. Les puissances amies de l'Espagne, qui ne pouvaient ou ne voulaient pas combattre pour elle, désiraient de lui épargner de nouveaux sacrifices et de prévenir sa ruine totale. Elles profitèrent des dispositions du ministère français pour entamer des négociations, et quelques fortes que fussent ses demandes, on sentit qu'il fallait que l'Espagne cédât sur tous les points, afin de détourner d'elle de plus grands malheurs. L'Angleterre et la Hollande proposèrent à la France de garder, dans les Pays-Bas et en Allemagne, tout ce qu'elle possédait avant le premier investissement de Luxembourg, et de conclure, avec l'Espagne et avec l'empire, une trêve de vingt ans. La France ne regardait ce qu'elle avait acquis que comme un point de départ pour acquérir encore davantage, et ne demandait pas mieux que d'obtenir, des parties intéressées, la sanction de ses injustes conquêtes. L'Espagne et l'empire souscrivirent à regret à ces conditions ; la nécessité leur en faisait une loi. Ces puissances se consolèrent en pensant que le moment n'était pas éloigné où toute l'Europe vengerait leurs injures et leur ferait restituer leurs provinces. En effet, il était bien évident que cette trêve de vingt ans n'atteindrait pas son terme, et que, des deux côtés, on ne voulait que se préparer au combat. Le ton dictatorial que la France avait pris dans les dernières négociations, et les sacrifices qu'elle avait arrachés à la faiblesse, étaient de nouveaux torts qui n'étaient pas propres à effacer les anciens, et qui mettaient sa prépondérance dans tout son jour. La trêve fut signée à Ratisbonne (1684).

Dans le même temps où Louis XIV commettait des violences sans nombre et foulait aux pieds le droit des gens, il punissait les pirateries des Barbaresques qui avaient osé insulter le pavillon français. Ces corsaires, qui font de la guerre un état et du crime une profession, étaient déjà le fléau de la Méditerranée et l'opprobre de l'Europe civilisée. Leur existence seule est un scandale et une tache honteuse pour toutes

les puissances maritimes, car ils sont, dans la république des États et sur la grande route de la mer, ce que seraient dans une société quelconque des brigands qui infesteraient les chemins, et avec qui les gouvernements transigeraient au lieu de les exterminer. Il est sans doute aussi difficile d'extirper ces pirates qu'il est facile de les châtier; le concert rendrait la chose possible, mais personne ne l'a jamais voulu sérieusement, et tous les États ont cru tour à tour trouver leur compte à les conserver. Louis XIV ne se proposait aussi que de les punir, et non de les contraindre à cesser leur métier, ou à cesser d'être. La France aurait cru compromettre sa dignité en négociant avec ces corsaires, ou en achetant sa sûreté ; elle voulut les dompter par la terreur, et leur dicter des conditions qui fussent dans ces parages la sauvegarde de la marine; elle réussit. Duquesne, le plus grand homme de mer que la France ait jamais eu, parut devant Alger avec une flotte considérable (1680); les galiotes à bombes, invention nouvelle, produisirent un effet prodigieux. A la vue de leurs ravages, Alger s'humilia, demanda grâce, et l'obtint en rendant sans rançon six cents prisonniers français. Le maréchal d'Estrées fit éprouver le même traitement à Tripoli (1684), qui promit de respecter les vaisseaux français. Bientôt d'Estrées se montra devant Tunis, et Tunis se soumit. Ces expéditions rapides et heureuses flattaient l'orgueil de Louis, rendaient la sûreté au commerce de la France, et procuraient même des avantages indirects aux autres États ; cependant, ils ne virent pas sans une jalousie et une inquiétude naturelles, ce grand déploiement de forces qui prouvait l'importance de la marine française et son état florissant.

Louis XIV devait travailler à se faire pardonner sa grandeur, et rassurer sur les dangers dont elle menaçait l'Europe; aveuglé par son orgueil et par son ambition, il semblait avoir le dessein de faire haïr sa puissance par des abus multipliés. Après avoir puni des États injustes de leurs injustices, il punit les États faibles de leur faiblesse, et leur imputa comme autant de crimes des mesures que l'intérêt de leur sûreté leur avait commandées impérieusement. Gênes, placée entre la France et l'Espagne, les redoutant toutes deux, et forcée de se déclarer pour l'une d'elles, avait épousé, dans la dernière guerre, la cause de l'Espagne, parce qu'elle avait prêté des sommes considérables à cette puissance, et qu'elle était intéressée au maintien de son existence et de son crédit; trop petite pour se soutenir sans appui, elle s'était attachée à l'Espagne, peut-être à raison de ce qu'elle craignait la France. La France

aurait eu le droit, pendant la guerre, de faire repentir la république de son choix; après la paix avec l'Espagne, il n'était ni généreux ni juste de ressentir d'anciennes offenses, plus apparentes même que réelles. Duquesne, l'exécuteur des vengeances de Louis XIV, part à la tête d'une flotte, et va bombarder Gênes (1684). Cette ville, jadis puissante, encore superbe et magnifique, fière de ses souvenirs, ne veut pas souscrire sans résistance aux conditions injurieuses que la France lui prescrit; elle se défend avec vigueur; les forces étaient trop inégales; le feu des Français fait des ravages terribles dans cette cité populeuse, ses palais sont incendiés, ses habitants périssent sous leurs ruines. Seignelai, ministre de la marine, était lui-même à bord de la flotte pour hâter le succès des opérations. Gênes montra un courage digne d'un meilleur sort; elle refusa de se soumettre malgré les flammes qui la dévoraient, malgré la descente heureuse des Français dans le faubourg de St.-Pierre d'Arena, où ils mirent tout à feu et à sang. A la fin, la flotte ayant consumé toutes ses provisions, fut obligée de mettre à la voile, et retourna dans les ports de la Provence. La république, prévoyant bien qu'elle allait revenir avec de nouvelles forces, et ne pouvant espérer aucun secours de l'Espagne, résolut de négocier avec le ministère de Versailles. Elle avait sauvé son honneur, elle voulut sauver son existence. Les conditions du pardon furent dures et humiliantes. Louis XIV, naturellement généreux, démentit son caractère dans cette occasion; ivre d'orgueil et de bonheur, il oublia que la fortune a ses vicissitudes, et les articles de la paix qu'il accorda aux Génois, étaient une véritable insulte au malheur et à la faiblesse. Il ordonna que le doge et quatre sénateurs se rendraient à Versailles pour lui demander pardon, dans les termes les plus soumis; que, par une exception aux lois de la république, qui voulaient que le premier officier de l'État ne pût jamais quitter la ville sans perdre sa place, le doge conservât la sienne; enfin, que Gênes rompit toute espèce de relations avec l'Espagne. Il fallut souscrire à tout. Les deux premières conditions coûtèrent le plus aux Génois, car elles n'étaient pas commandées par l'intérêt de la France; l'orgueil seul les avait dictées; elles n'avaient d'autre but que d'humilier gratuitement ce malheureux peuple, et il n'y a rien qu'un peuple, qui mérite encore ce nom, supporte plus impatiemment que le mépris. Cependant, le doge, Impériale Lescaro, fut obligé d'aller essuyer les hauteurs et les dédains des ministres de Louis XIV; on ne les lui épargna pas; mais il montra plus de dignité que ceux qui lui prodiguaient les humiliations. Toute l'Europe partagea l'indignation secrète

de Gênes; les esprits les moins élevés furent révoltés de ce défaut total d'élévation et de noblesse. On pouvait expliquer les injustices de Louis XIV par l'appât de quelqu'intérêt réel, et dans ce genre, la plupart des hommes sont toujours disposés à excuser ce qu'ils expliquent; le plaisir barbare d'obliger le premier magistrat de Gênes, au mépris de ses lois, de venir à Versailles faire amende honorable, était une véritable inhumanité, qui ne pouvait tenir qu'au délire de l'orgueil, et qui souleva tout le monde.

L'année suivante, le pape ne fut pas traité avec plus de ménagement que Gênes. Innocent XI était un souverain juste, un prêtre d'une régularité irréprochable; comme pontife, il manquait de cette souplesse qui se prête à l'esprit du temps, et son attachement aux anciennes maximes du saint-siége tenait de l'obstination. Il avait eu avec Louis XIV des démêlés très-vifs, au sujet de la régale et de la confirmation des évêques, dans lesquels le roi, montrant autant de sagesse que de fermeté, avait prouvé au pape que pour être religieux, un prince ne devait pas être servile; et appuyé du clergé de France, il avait défendu et proclamé avec force l'indépendance du trône et les libertés de l'Église gallicane. Lorsqu'Innocent XI voulut abolir à Rome le droit d'asile, toutes les autres puissances y consentirent, la France seule s'y opposa. Cependant, le projet du pape était avoué par la raison, et pouvait même paraître à ses yeux un devoir sacré. Le droit d'asile, dont les ministres étrangers jouissaient à Rome pour leurs hôtels, et qu'ils étendaient à tout leur quartier, compromettait la tranquillité générale, favorisait le crime, et rendait toute police impossible. Sur les représentations d'Innocent XI, les États catholiques renoncèrent à un droit qui était un véritable attentat contre l'ordre public; Louis XIV seul fut inflexible : il invoqua la dignité de sa couronne, comme si elle avait consisté à couvrir des indignités de sa protection; le pape persista, et profita, pour publier l'abolition de cet usage, de la mort de d'Estrées, ministre de France. Louis nomma le marquis de Lavardin à cette ambassade, et l'envoya, à la tête de sept cents hommes, faire la loi au pape dans sa propre capitale, et se maintenir à main armée dans la possession de ce droit abusif.

Au milieu de ces violations du droit des gens et des premières règles de la justice universelle, tandis que Louis XIV annonçait par toutes ses démarches qu'il ne respectait rien et ne craignait personne, et qu'il mettait les autres États dans la nécessité de tout supporter de sa part, ou de tout hasarder pour défendre leur indépendance, il attaquait lui-même

sa puissance dans son principe, et l'affaiblissait par une suite de mesures aussi contraires à ses intérêts qu'à ses devoirs. En révoquant l'édit de Nantes, donné en faveur des réformés, il envoyait dans les cours de ses ennemis des hommes portés à nourrir la haine générale contre la France par leurs plaintes, et à servir cette haine par leurs talents.

L'édit de Nantes, donné par Henri IV au parti qui l'avait placé sur le trône, lui avait été dicté par la nécessité des circonstances. Il fallait apaiser, rassurer et récompenser les réformés, en leur offrant des consolations pour le passé et des garanties pour l'avenir. On leur accorda des avantages et des priviléges, qui étaient plutôt une arme offensive qu'un bouclier; incompatibles avec l'unité de l'État, dans la main de chefs habiles et ambitieux ils pouvaient devenir dangereux, et le devinrent. Richelieu, en ôtant aux réformés les villes de sûreté, et en leur enlevant une organisation dont ils avaient abusé, avait fait une chose utile et commandée par la saine politique. Depuis lors, contents de la liberté civile et religieuse, ils avaient respecté les lois, enrichi l'État par leurs travaux, défendu le trône par leur valeur, et ils mettaient leur gloire à contribuer à celle de leur patrie. L'unité régnait dans l'État, où elle est nécessaire; elle ne régnait pas dans l'Église, où elle est impossible et où elle serait peut-être funeste. L'esprit de la religion catholique est de ne pas composer avec ce qu'elle appelle l'erreur; se croyant éternelle, elle ajourne ses prétentions à un temps indéfini, sans jamais les abandonner ni les perdre de vue. La haine et la jalousie contre les réformés survivant aux causes qui les avaient fait naître, étaient plutôt assoupies qu'éteintes, et l'on travaillait sourdement à l'exécution d'un grand plan.

Depuis plusieurs années, les réformés, vus de mauvais œil par le gouvernement, étaient les objets de vexations sourdes ou même d'injustices ouvertes. Les évêques leur tendaient des piéges et leur présentaient sans cesse des appâts de conversion; les intendants leur suscitaient des embarras dans les affaires les plus simples, et faisaient peser sur eux, plus que sur d'autres, le fardeau des charges publiques; les juges prononçaient contre eux, pour peu qu'ils le pussent sans violer les premières lois de la justice; on prêtait aux pasteurs des crimes imaginaires, et l'on envenimait leurs démarches, quelquefois imprudentes, afin de les perdre, de les décréditer et de les éloigner. On excluait les réformés de toutes les places et de tous les emplois publics, et sans consulter leur mérite ou les besoins de l'État, on leur enlevait les postes lucratifs ou honorables qui leur avaient été confiés. Colbert était le seul

qui fût juste à leur égard; il les protégeait contre la haine aveugle et les entreprises du gouvernement, parce qu'il connaissait toute l'étendue des services qu'ils rendaient à l'État dans les arts et dans le commerce. Ce grand homme était trop habile administrateur pour ne pas être tolérant, et il avait senti que la liberté civile et religieuse était le principe du travail, de l'industrie et de la richesse des nations. A sa mort, on changea de système et de marche à l'égard des réformés. On substitua des moyens violents à de plus doux dont on s'était servi, et l'on érigea en maxime que l'intérêt de l'État exigeait la réunion des réformés à l'Église catholique, que la sainteté du but légitimait toutes les mesures qui pouvaient y conduire, et qu'il fallait forcer ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient être ni convaincus ni persuadés, à professer la religion dominante. Cette maxime devint bientôt celle du gouvernement, et Louis XIV crut qu'il était de son devoir et de sa gloire, de suivre un plan aussi contraire à l'une qu'à l'autre.

Tout se réunit pour aveugler, égarer ou séduire ce malheureux prince. On s'appuya de sa piété et de son orgueil, pour lui faire signer des ordres aussi impolitiques qu'injustes. Le roi avait toujours été sincèrement attaché à la religion; il tenait à elle par sentiment, par habitude, et même par principes. Au milieu des désordres de sa conduite, il s'était toujours condamné lui-même; trop esclave de ses passions pour les sacrifier à la règle, il avait toujours eu la force de reconnaître, et même de déplorer ses faiblesses, et il eût désiré pouvoir les expier par son respect et sa soumission pour l'Église. Il ne fut pas bien difficile à son confesseur, le père La Chaise, de lui présenter la conversion des protestants comme un moyen d'effacer le passé et de faire son salut en faisant celui de ses sujets. Les ministres et les courtisans lui promettaient dans cette entreprise de grandes facilités, et flattant son ambition, lui garantissaient l'admiration de ses contemporains et celle de la postérité, s'il réussissait à faire ce que ses prédécesseurs avaient tenté inutilement. Madame de Maintenon les soutenait de tout son crédit, ou plutôt elle leur suggérait les idées les plus propres à frapper le roi; car c'était elle surtout qui voulait amener à tout prix la réunion des réformés aux catholiques.

Cette femme, née dans la misère, élevée dans l'obscurité, jetée en apparence hors de toutes les routes de la fortune, avait eu le bonheur de trouver des circonstances favorables à son ambition, le talent d'en profiter, et au grand art d'arriver à la première place, elle joignit l'art

plus difficile de s'y maintenir. Petite-fille de d'Aubigné, serviteur de confiance de Henri IV et protestant zélé, elle avait embrassé de bonne heure la religion catholique, et elle mettait à la conversion des autres toute l'ardeur d'une convertie. Madame de La Vallière avait été sensible et touchante; madame de Montespan, piquante, spirituelle, éblouissante de beauté et d'esprit; madame de Maintenon n'avait ni la sensibilité de l'une ni les passions impétueuses de l'autre, et sa beauté était sur le retour. Avec de la pénétration et de la finesse, de l'instruction et de l'esprit de conduite, sans ce mouvement d'imagination qui dérange tout, et sans cette chaleur de l'âme qui fait qu'on s'oublie soi-même pour les intérêts des autres, elle était faite pour observer tout avec justesse, pour attendre les événements avec patience, pour dissimuler et feindre avec un égal succès, et pour tirer des fautes des autres tout le parti possible; sa froideur même la servait admirablement, et son égoïsme, calculant toutes ses démarches, devait la faire triompher de madame de Montespan qui s'abandonnait à toutes les impressions, et la conduire à la fortune. Elle avait eu le temps de bien étudier le caractère de Louis XIV et celui de ses entours; elle connaissait le roi à fond; elle le voyait fatigué de jouissances, refroidi par l'âge et par l'abus des plaisirs, lassé des caprices et des inégalités de sa maîtresse, ouvert aux regrets, quelquefois voisins du remords, et sentant le besoin d'une relation intime qui occupât son esprit et son cœur, et où il pût aller déposer ses chagrins et surtout ses ennuis. Ce fut sur cette connaissance approfondie du caractère de Louis XIV qu'elle régla toutes ses démarches, et la veuve de Scarron devint l'épouse secrète du plus puissant et du plus fier des souverains de l'Europe. Sage par tempérament, bonne par réflexion, simple et modeste par politique, sous le dehors de la réserve et de la discrétion tourmentée de la soif de dominer, elle sut attirer à elle les affaires les plus importantes, en gagnant toute la confiance de Louis XIV, et elle lui fit trouver de la douceur à parler de tout avec une personne qui lui paraissait entièrement dévouée et qui ne pouvait pas avoir d'autres intérêts que les siens. Si la seconde moitié du règne de Louis XIV n'a pas eu l'éclat de la première, on doit l'attribuer en partie à l'empire de cette femme, qui avait l'esprit plus fin que vaste, et qui, étrangère aux conceptions larges et grandes, rétrécit et allanguit insensiblement l'âme du roi, lui suggéra souvent de petites vues, et lui dicta de mauvais choix. Comme son âge ne lui permettait pas d'asseoir sur ses charmes l'espérance d'un crédit durable, elle tâcha de bonne

heure d'y suppléer en liant ses intérêts à ceux de la conscience du roi, et en appelant la religion à son secours; malheureusement ce n'était pas la religion tendre, douce, épurée, sublime de Fénélon. Soit que madame de Maintenon fût elle-même superstitieuse et dévote, ou qu'elle prît le langage et les habitudes de la dévotion, elle les donna bientôt au roi. Afin de l'occuper pendant que l'Europe était en paix, elle lui présenta le plan de la conversion des protestants comme le vrai moyen de satisfaire à la fois sa piété et son amour pour la gloire, et les persécutions commencèrent.

Cependant, nous devons à la justice de dire que les horreurs dont la France fut le théâtre, bien loin d'être commandées par le roi et approuvées par madame de Maintenon, furent commises malgré eux, et probablement à leur insu. Rien ne prouve mieux combien les rois, même les plus vigilants et les plus actifs, sont sujets à être trompés, que de se rappeler toutes les barbaries qu'on a exercées en France contre les réformés, sous un prince qu'on ne saurait accuser d'inhumanité. Louis, mal conseillé par ses passions, égaré par quelques idées fausses mais éblouissantes, obsédé par ses ministres et surtout par le vieux chancelier Le Tellier, qui joignait au mérite d'un esprit supérieur le fanatisme d'un esprit borné, pressé par madame de Maintenon, et opposant aux réclamations sourdes que sa conscience et son bon sens naturel élevaient peut-être encore en faveur des réformés, le suffrage et l'avis du grand Bossuet, signa, le 22 octobre 1685, l'édit qui devait porter la désolation dans toute la France. C'était rompre un contrat solennel, manquer à sa parole royale, déchirer l'acte auquel les Bourbons avaient dû le trône, ou du moins par lequel ils l'avaient payé, enlever à une portion nombreuse de ses sujets un droit inaliénable; car l'homme ne saurait jamais renoncer à un devoir sacré, et par un acte de sa volonté, cesser en quelque sorte d'être homme. Non-seulement l'édit qui révoquait celui de Nantes ôtait aux réformés leurs priviléges; il les privait encore de tous les avantages dont jouissaient les autres citoyens, ordonnait la démolition de tous les temples, défendait même la célébration du culte dans les maisons particulières, bannissait les ministres du royaume s'ils refusaient de se convertir, et violant toutes les lois de la nature, arrachait les enfants du sein de leurs parents, pour les faire élever dans la religion catholique.

On avait persuadé à Louis XIV que le nombre des réformés dans le royaume n'était pas bien considérable, et on en comptait des millions:

on lui avait dit que la plupart n'attendaient que ses ordres pour se faire un mérite de leur changement de religion, et qu'il serait facile de les gagner par des espérances flatteuses, ou par la force de la vérité; et la fermeté des réformés était à l'épreuve des menaces, leurs vertus fort au-dessus de l'appât d'un vil intérêt; leurs lumières éclairaient les arguments par lesquels on attaquait leur foi; l'honneur se réveilla dans les âmes les moins fortes, et du moment où il y eut de la lâcheté à quitter la religion réformée, ceux mêmes qui avaient été ébranlés par les raisonnements spécieux de Bossuet et d'autres défenseurs adroits de la religion catholique, restèrent fidèles au culte de leurs pères. Il ne se faisait que peu de conversions, et elles n'étaient rien moins que glorieuses.

Louvois, digne fils de Le Tellier, moins fanatique et tout aussi violent que lui, résolut de substituer la terreur et les supplices aux moyens de corruption, dont l'expérience prouvait qu'on avait trop présumé. Le ministre de la guerre paraissait devoir rester étranger à une affaire de religion et de culte; Louvois, jaloux d'être employé et de se rendre nécessaire, moins occupé en temps de paix, et ne sachant que faire de ses troupes, envoya des milliers de dragons dans les provinces, pour faire de nouvelles conquêtes sur les consciences. Il est difficile de croire que Louvois ait pu faire marcher ces troupes sans en prévenir Louis XIV; il fallait bien qu'il en reçût l'ordre ou du moins la permission; ce qu'il y a de sûr, c'est que Louvois trompa le roi sur la véritable destination de cette force armée qu'il envoyait contre des citoyens paisibles; il lui persuada qu'elle était nécessaire pour réprimer quelques séditieux, et pour prévenir la révolte.

Les satellites de Louvois inondèrent toutes les parties de la France, d'abord les provinces du midi, puis celles de l'ouest et du nord, et traitèrent leurs malheureux concitoyens avec une barbarie que la guerre même n'aurait pas légitimée. Les réformés furent exposés à toutes les vexations, de la part d'une soldatesque effrénée, qui ne voyait en eux que des hérétiques et des rebelles, et que le fanatisme rendait sourde à la voix de l'humanité. Répandus dans les maisons des réformés, ils y vivaient dans l'abondance aux dépens de ces infortunés qui, pour fournir au luxe de leurs oppresseurs, étaient forcés de se priver des choses les plus nécessaires à la vie. On leur enlevait sans pudeur, leur or, leur argent, leurs bijoux, tous leurs meubles de prix; on arrachait les enfants du sein de leurs mères, on brûlait leurs livres sacrés, on condamnait à la roue les ministres trop fidèles et trop généreux pour abandonner

leurs troupeaux; l'enfance, la vieillesse, la faiblesse du sexe, rien ne trouvait grâce aux yeux du soldat. Après avoir exercé sur ces déplorables victimes tous les raffinements de la cruauté, on les traînait aux autels, on les contraignait à prononcer d'une voix défaillante les paroles d'abnégation; les relaps étaient jetés dans les prisons et punis avec la dernière rigueur. On provoquait et l'on récompensait les délations domestiques; on recevait avec empressement les dépositions des serviteurs contre les maîtres, des enfants contre leurs pères, des femmes contre leurs maris; tous les liens de la nature étaient rompus. Une mort prompte et violente eût été un bienfait pour les objets de ces cruelles persécutions; on la leur refusait; on aimait mieux prolonger leur vie afin de prolonger leurs tourments et les conduire à la mort par des douleurs lentes, graduelles, toujours répétées; les soldats avaient ordre de ne tuer personne.

Au milieu de ces attentats multipliés du gouvernement contre ceux qu'il devait défendre et protéger, attentats dont le simple et authentique récit aura toujours la vraisemblance contre lui, la vérité l'emportait sur la force; Louvois ne parvenait pas à son but; ses triomphes étaient aussi rares que honteux. Il semble que la volonté de l'homme acquière plus de ressort à raison des efforts que l'on fait pour la comprimer et la briser; la fermeté et la persévérance des opprimés paraissaient augmenter avec la cruauté et la barbarie des oppresseurs, ou marchaient de pair avec elles. Pour l'éternelle instruction des princes et des peuples, on vit les persécutions fortifier l'attachement des réformés à leurs principes, et le courage des martyrs rallier les esprits incertains à la bonne cause. Il y eut des conversions, mais elles étaient simulées, apparentes, autant d'artifices de la faiblesse pour se soustraire à la tyrannie de la force; et ceux des nouveaux convertis qui abandonnèrent véritablement la foi de leurs pères, étaient pour la plupart des hommes qui n'avaient d'autre principe que leur intérêt, et dont la conversion était un avantage et un honneur pour les autels qu'ils désertaient, et un opprobre pour ceux qu'ils allaient embrasser.

Tous ceux qui ne voulaient pas renier leur religion, et qui ne pouvaient pas échapper à des persécutions toujours renaissantes, malgré les sacrifices et les privations volontaires auxquels ils se soumettaient, résolurent de quitter le royaume et de fuir une patrie ingrate et cruelle, qui les traitait comme ses ennemis et non comme ses enfants. Ce projet était aussi sage que légitime; le gouvernement, en violant tous leurs droits, les avait libérés de toutes leurs obligations. L'exécution en était difficile,

car c'est une erreur de croire que la France voulût contraindre les réformés à s'expatrier, ou même le leur permettre. Elle paraissait à la vérité les repousser de son sein ; mais par la plus barbare inconséquence, elle voulait dans le fait les y retenir, et leur rendre la fuite impossible. Il était défendu, sous peine de mort, à tout autre qu'aux ministres de la religion, de sortir du royaume. Les frontières étaient gardées sévèrement; on examinait les voyageurs avec la plus grande rigueur; les troupes réparties sur tous les points formaient un mur en apparence impénétrable, et Louvois se flattait d'avoir enveloppé toutes ses victimes dans un filet d'airain. La liberté fut plus active, plus ingénieuse, plus énergique à rompre toutes les barrières qui fermaient la France, que le despotisme à les multiplier et à les surveiller. Le grand intérêt du salut. joint à l'intérêt de la sûreté, donna du courage aux plus faibles, inspira des artifices aux plus simples, de l'audace aux plus timides, et fit braver la faim, la soif, l'intempérie des saisons, les dangers de la mer, la pauvreté, les séparations les plus douloureuses, aux malades, aux vieillards, aux femmes et aux enfants. Plus de cinquante mille familles s'expatrièrent; plus de deux cent mille fugitifs de tout ordre, de tout rang et de tout état, allèrent porter dans les pays étrangers, leurs forces, leurs talents, leur industrie, les débris de leur fortune et leur haine contre Louis XIV.

Cette émigration fut une véritable calamité nationale pour la France, porta un coup terrible à sa puissance, et lui fit plus de mal que n'aurait pu lui en faire la guerre la plus longue et la plus sanglante. Non-seulement elle perdit une partie de sa population; elle se priva d'une foule de citoyens dignes de ce nom, illustres par leurs services, recommandables par leurs connaissances et leurs talents, estimables par leurs vertus. Leur fermeté généreuse et les motifs qui les déterminaient à quitter leur patrie, donnaient à la France la mesure de leur mérite et devaient les lui faire regretter doublement. La plupart abandonnèrent leur fortune, car il était difficile de réaliser ses biens et de faire sortir ses capitaux du royaume; cependant, la somme d'or et d'argent qui s'écoula de la France à cette époque, fut considérable, et ce numéraire alimenta le travail des arts et augmenta le mouvement du commerce dans les pays voisins. La Suisse, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne s'empressèrent d'accueillir ces colons intelligents et laborieux, qui naturalisèrent sur un sol étranger de nouvelles branches d'industrie, et transplantèrent des productions et des procédés dont la France

avait eu seule le secret, et dont elle avait seule recueilli les fruits.

Personne ne montra plus de zèle, plus de générosité et une politique plus active et plus saine dans cette occasion que Frédéric-Guillaume, le grand électeur. L'année même de la révocation de l'édit de Nantes, il publia l'édit de Potsdam, qui assurait aux réformés tous les avantages qui pouvaient servir d'aiguillon à leur activité. Comme la politique et la religion conseillaient également à l'électeur cette conduite, sa générosité put facilement avoir l'air d'un calcul d'intérêt propre; mais son âme, naturellement magnanime, n'était pas faite pour couvrir l'égoïsme du masque de la piété, et n'avait pas besoin de recourir à ces petits artifices: il vit en même temps l'honnête et l'utile dans cette grande mesure, et fut aussi sensible à l'un qu'à l'autre. Ce qu'il y a de certain, c'est que dans l'histoire de l'administration des empires, on trouve peu d'exemples d'avances de culture qui aient produit d'aussi beaux fruits, que celles qui furent faites par l'électeur aux réfugiés français. On ne saurait nier qu'ils ont eu une influence bienfaisante et décisive sur les progrès de l'économie rurale et des arts mécaniques, et qu'ils ont contribué à former le goût national, et à répandre dans le pays les agréments de la vie sociale. En créant, par leur exemple et par leurs leçons, de nouveaux besoins, ils ont créé en même temps de nouveaux moyens de les satisfaire, et développé des principes de richesse encore inconnus. Sans eux, le génie des souverains de Brandebourg, le bienfait des circonstances et les lois mêmes de la nature auraient conduit la nation qui les reçut au même degré de civilisation, de lumières et de puissance; mais il faut convenir que les réfugiés français ont rendu ce travail plus aisé, et que dans la brillante carrière que la nation a fournie, elle leur doit quelques obstacles de moins et quelques facilités de plus.

Non-seulement les États voisins de la France et ses ennemis naturels s'enrichissaient de ses pertes volontaires, et recevaient d'elle-même des armes qu'ils allaient tourner contre elle; les réformés allaient encore partout allumer ou nourrir la haine contre Louis XIV. Les uns, par un esprit de vengeance, les autres, dans l'espérance vague que la guerre pourrait les faire rentrer dans leurs foyers et leur rendre la jouissance de leurs droits, soufflaient dans tous les cœurs leurs justes ressentiments, inspiraient aux princes et aux peuples, répandaient dans les villes et dans les campagnes une véritable indignation contre la France, et peignant des plus vives couleurs le tableau de ses forces et celui de ses projets ambitieux, tâchaient de soulever l'Europe, et de prouver

à tous les souverains protestants la nécessité d'un armement général.

Ce fut surtout en Hollande et en Angleterre, que la révocation de l'édit de Nantes et les émigrations qu'elle occasionna eurent une influence marquée sur l'opinion publique, et préparèrent de grands événements. Le fanatisme persécuteur de Louis XIV réveilla toutes les anciennes idées, à demi assoupies, sur l'esprit dominateur et la marche toujours progressive de la religion catholique; il fortifia, dans la république des Provinces-Unies et en Angleterre, les craintes générales sur le sort du protestantisme, craintes qui jusqu'alors avaient paru exagérées. Les Anglais connaissaient les relations intimes de la cour de St.-James et du cabinet de Versailles, et ne pouvaient douter du zèle aveugle de leur roi et de l'activité des jésuites qui l'entouraient; ils virent dans la catastrophe des protestants de France l'image des malheurs qui les attendaient eux-mêmes, s'ils ne prenaient des mesures vigoureuses pour les prévenir. La Hollande, liée avec l'Angleterre par la religion et par la politique, partagea ses craintes, que les réfugiés français ne cessaient pas d'entretenir, et se prêta à toutes les démarches nécessaires pour conjurer le danger. Le prince d'Orange crut la même chose, ou fit semblant de le croire, et si la révocation de l'édit de Nantes ne fit pas mûrir dans sa tête le plan de la révolution qu'il méditait depuis longtemps, elle lui fournit du moins les moyens de l'exécuter. Beaucoup de soldats exercés et d'officiers du premier mérite avaient quitté la France par attachement à la foi de leurs pères; Guillaume en forma des corps entiers qui lui furent dévoués, et qui, joignant à la reconnaissance, à l'honneur, à la religion, une haine profonde contre Louis XIV, rendirent des services signalés au prince d'Orange, dans la grande expédition qui le plaça sur le trône d'Angleterre.

CHAPITRE XXIV.

MORT DE CHARLES II. — RÈGNE DE JACQUES II. — MÉCONTENTEMENT ET TROUBLES EN ANGLETERRE. — LIAISON DE CES TROUBLES AVEC LA SITUATION POLITIQUE DE L'EUROPE. — LIGUE D'AUGSBOURG. — GUILLAUME D'ORANGE PASSE EN ANGLETERRE. — FUITE DE JACQUES. — RÉVOLUTION. — COALITION CONTRE LOUIS XIV.

Cette révolution, qui enleva le sceptre de l'Angleterre à l'ami et à l'allié de la France, pour le donner à son ennemi irréconciliable, et qui fournit à Guillaume des moyens de puissance redoutables, fut à la fois le principe et le résultat, la cause et l'effet de la guerre que nous allons voir une partie de l'Europe entreprendre contre Louis XIV. Sans la chute et l'expulsion de Jacques II, il eût été impossible aux puissances coalisées de résister à la France, ou de la combattre; sans la guerre, la chute et l'expulsion de Jacques II eussent été plus difficiles, ou n'eussent été que momentanées, et Guillaume ne fût pas monté sur le trône ou ne s'y fût pas affermi; sans les injustices et les violences de Louis XIV, les autres États de l'Europe n'auraient pas secondé par des secours réels, ou favorisé par leurs vœux et par leur silence, l'entreprise du prince d'Orange; et sans le succès de cette entreprise, les injustices de Louis XIV seraient peut-être demeurées impunies, et l'indignation générale aurait été impuissante et stérile. La révolution d'Angleterre a donc modifié le système politique de l'Europe; elle a fait passer toutes les ressources de la Grande-Bretagne dans le bassin de la balance qui portait les puissances rivales et jalouses de Louis XIV, ou victimes de sa puissance, et elle a préparé son affaiblissement et amené sa décadence. Il importe de saisir sous ce point de vue les principaux traits de cette révolution, afin de pouvoir comprendre et expliquer ses suites et ses conséquences.

Pendant tout le règne de Charles II, la nation et le roi avaient presque toujours été divisés; et ces divisions continuelles étaient bien plus le fruit des vices et des défauts de Charles que des troubles auxquels la restauration avait mis fin; elles devaient nécessairement en produire de nouveaux. Fatigués des orages des guerres civiles, des crimes et des

malheurs dont le renversement des anciennes lois et de l'autorité légitime avait été le principe, les Anglais avaient cherché le repos à l'ombre du trône; et plus frappés des cruels souvenirs du passé et des maux du présent, que de pensées relatives à l'avenir, ils avaient rendu le sceptre à Charles, sans prendre aucune précaution en faveur de la liberté et de la sûreté publiques, contre les abus possibles du pouvoir royal. Tous les partis, las de leurs excès et de leurs souffrances, voulaient la tranquillité à tout prix, et n'étendaient pas leurs vues au delà du moment. On croyait que la nation ne pouvait montrer trop de confiance au fils, ne fût-ce que pour expier ses attentats envers le père, et d'ailleurs on pouvait supposer, avec quelque apparence de raison, que Charles n'aurait pas été inutilement à l'école du malheur, et que le sort tragique de son père lui servirait de leçon. Les Anglais virent bientôt qu'ils s'étaient trompés.

La nation haïssait la religion catholique, qu'elle avait proscrite; Charles la favorisait. Les mêmes raisons qui la faisaient abhorrer du peuple, la rendaient chère au prince; l'un y voyait un principe d'oppression, l'autre un principe d'autorité. Dans le fond du cœur, Charles était indifférent à toutes les religions; on le savait, et cet indifférentisme religieux ne permettait à personne de se méprendre sur la nature de son attachement pour la religion romaine, et le rendait aux yeux des Anglais plus coupable et plus odieux. Les intérêts de l'État sacrifiés aux vues ambitieuses d'une puissance qui était son ennemie naturelle, le ministère et le roi lui-même aux gages de la France et payés par elle pour trahir leurs devoirs, les mœurs déréglées de Charles, qui ne respectait pas même la décence, ses prodigalités ruineuses, l'emploi scandaleux qu'il faisait des revenus de l'État, l'impatience de toute espèce d'entraves et de limites, qui paraissait au grand jour dans sa conduite envers les parlements, tout avait concouru à rendre le mécontentement de la nation général, et à redonner de l'activité aux anciens partis.

Ces partis n'avaient jamais cessé entièrement d'exister; ils sont inséparables de toute constitution politique qui repose sur le principe des contre-forces, et où l'élément démocratique et l'élément monarchique doivent se contre-balancer réciproquement. Dans le sein d'une organisation de ce genre, il existe nécessairement deux manières différentes d'envisager les besoins et les dangers de l'État, et ces deux points de vue opposés doivent donner naissance à deux partis. Les uns redoutent plus l'accroissement de la prérogative royale que la prépondérance du

corps représentatif; les autres craignent, par-dessus tout, les usurpations des parlements sur la prérogative. Les premiers paraîtront favoriser la licence et l'anarchie, et ils pourront être de sincères amis de la vraie liberté; les seconds seront accusés d'être les fauteurs du despotisme, et ils ne seront dans le fait que les partisans de l'autorité et de l'ordre, sans lesquels un peuple ne saurait être libre. L'action et la réaction de ces deux partis l'un sur l'autre entretiennent la santé et la vie dans le corps politique, tant que l'un d'eux ne domine et n'écrase pas l'autre, et qu'il existe entre eux une espèce d'équilibre; du moment où il est rompu, les partis dégénèrent en factions; le mouvement, qui était réglé, n'est plus qu'une agitation violente, et l'État, longtemps déchiré, tombe sous le despotisme de la multitude ou sous le despotisme d'un seul, et souvent les essaye tous avant de retrouver une assiette fixe et durable.

Ces deux partis avaient été, en Angleterre, dans une lutte sanglante, jusqu'à l'époque de la restauration. Pendant les guerres civiles on les avait distingués par les noms de cavaliers et de têtes rondes; les premiers étaient les royalistes, les autres les républicains. Ceux-ci par leur activité, ceux-là par leur inaction, avaient également contribué à faire remonter Charles sur le trône de ses pères. On ne demandait pas mieux que de tout oublier; on avait vu où conduisait l'exagération des sentiments et des idées; on redoutait tous les extrêmes. Avec de la fermeté et du respect pour les formes constitutionnelles, avec de l'impartialité et de la sagesse, Charles aurait persuadé à la nation que la liberté était née du sein des orages; le règne de la justice et des lois aurait achevé d'éteindre tous les ressentiments, et d'inspirer à tout le monde la haine des innovations et surtout des mouvements populaires.

Charles ne fit rien de ce qu'il fallait faire pour produire ces heureux effets; au contraire, il traita les parlements avec autant de légèreté que de mépris, se joua des principes les plus chers à la nation, contraria ses habitudes, heurta ses opinions, alarma le zèle religieux et le zèle politique; bientôt les partis reparurent. Ils changèrent de noms sans changer d'esprit; ceux qui soutenaient le roi, et qui pour la plupart, sans être les amis de Charles et sans approuver sa conduite, défendaient la prérogative, furent appelés Torys; on nomma Whigs ceux qui voulaient opposer à l'autorité royale la barrière des lois, et rendre surtout les lois plus fortes et les parlements plus redoutables. Ces derniers devenaient plus nombreux et se prononçaient davantage, à mesure que le souvenir

du passé s'effaçait, et que les maux anciens ne se présentaient plus que dans l'éloignement.

Le parlement, qui avait été convoqué immédiatement après la restauration, siégea longtemps, et eut pour le roi, pendant plusieurs années, une déférence sans bornes et une obéissance presque passive. Cependant les craintes légitimes que la prédilection de Charles pour la religion catholique inspirait à la nation, avaient fait demander au roi par les Communes l'acte du Test, et le roi l'avait sanctionné (1673), espérant se libérer de ces entraves par de fréquentes exceptions. Cet acte tendait à éloigner de toutes les places les catholiques et tous ceux qui ne voulaient pas renier formellement la transubstantiation. Cette loi religieuse, qu'on ne saurait concilier avec les principes de la tolérance universelle, était dictée aux Anglais par les circonstances; elle était pour eux une loi politique, car elle devait mettre la constitution à l'abri de ses ennemis mortels; le retour à la religion catholique et l'établissement du pouvoir arbitraire étaient à leurs yeux synonymes et inséparables l'un de l'autre.

Les fautes multipliées de Charles, son attachement servile à la France, les complots continuels que formaient les catholiques, ou que leurs ennemis leur prêtaient gratuitement, répandant partout des inquiétudes, des soupçons et des murmures, l'opinion publique modifia celle du parlement, et lui donna l'esprit et le courage de la résistance. L'événement qui manifesta cet esprit dans toute sa force, fut la fameuse conjuration des catholiques, qui renfermait le projet d'assassiner le roi et son frère, celui d'incendier Londres et de massacrer les protestants. Ces trames, réelles ou prétendues, furent découvertes et dénoncées par Oates, homme perdu de principes et de mœurs. Les plus violents soupçons pèsent sur Shaftesbury, qui vraisemblablement a imaginé cette conspiration et en a arrangé tous les détails, ou qui du moins a fait d'une idée vague un plan déterminé, et d'un projet insignifiant dans l'origine, un complot aussi vaste que criminel. Shaftesbury était un prodige d'esprit et d'immoralité. Dans le temps où il avait été ministre du roi, il s'était montré souple, adroit, complaisant; il donnait à son maître de mauvais conseils, travaillait contre les intérêts du peuple, et paraissait n'avoir d'autre but que de se maintenir à tout prix. Cependant Charles l'avait sacrifié à la haine du duc d'Yorck, et Shaftesbury s'était jeté dans le parti populaire, avec la ferme résolution de faire repentir le roi de sa faiblesse; il tint parole, et devint l'ennemi le plus dangereux de la cour.

Indifférent sur la moralité des moyens, fécond en ressources, inépuisable en artifices, habile à préparer et à faire jouer une multitude de ressorts, sans montrer la main qui les dirigeait, disposant des esprits en génie supérieur, employant tour à tour l'audace et la ruse, et mettant dans toutes ses opérations une profondeur de scélératesse qui avait la vraisemblance contre elle, et le faisait quelquefois paraître innocent, il était l'âme du parti des Whigs, ou plutôt il le ressuscita, et lui traça la route qu'il devait suivre, cachant toujours sa vengeance sous le masque de l'amour de la liberté. Si la conjuration ne fut pas une fable qu'il inventa et qui fit périr beaucoup d'innocents, il s'en servit du moins habilement pour répandre parmi la nation les plus cruelles alarmes, et pour satisfaire sa vengeance contre le roi et son frère.

L'imagination, mise en mouvement par la crainte, ne connut plus aucune borne; le peuple ne rêvait que complots, meurtres et incendies; tous les esprits frémissaient à l'idée que la religion catholique monterait sur le trône avec le duc d'Yorck, et qu'avec elle, le despotisme s'établirait en Angleterre pour toujours. Au milieu de cette fermentation générale, tous les cœurs se portaient vers le duc de Monmouth, le fils naturel de Charles et de Lucie Walters; la multitude le regardait comme le seul qui pût sauver l'État, et désirait que la succession lui fût assurée. Monmouth réunissait toutes les qualités propres à séduire et à éblouir le peuple, et il avait des vertus qui le faisaient estimer et aimer des hommes sages et réfléchis. Beau, brave, affable, libéral et généreux, ses manières étaient prévenantes; sa popularité avait d'autant plus de prix, que son extérieur était plein de noblesse et de dignité. Son esprit n'était ni vaste ni profond; chez lui, le cœur emportait souvent la tête, il prenait facilement des désirs pour des espérances; avec le besoin d'agir et la volonté d'entreprendre, il entrait dans tous les projets hardis et nouveaux, et mettait dans ses actions plus d'élan et d'impétuosité que de prudence. Un homme de ce caractère était, dans la main des Whigs, un admirable instrument pour inquiéter la cour, pour susciter des ennemis au duc d'Yorck, et pour augmenter la fermentation du peuple. Shaftesbury et les autres chefs du parti de l'opposition flattaient la vanité et l'ambition de Monmouth, et lui persuadaient qu'il pouvait et devait aspirer au trône. Dans le fait, ils voulaient l'employer comme moyen, et lui s'imaginait être le but unique de leurs mouvements et de leurs démarches. Il crut qu'il serait facile d'obtenir de son père sa légitimation. Charles l'aimait véritablement; cependant sa ten-

dresse ne l'égara pas ; il résista aux instances formelles qui lui furent faites, et il déjoua toutes les intrigues et toutes les ruses par lesquelles on essaya de surprendre son consentement.

En général, depuis ce temps jusqu'à sa mort, Charles parut avoir changé de caractère. Soit que l'âge eût amorti en lui le feu des passions, et que l'abus des plaisirs l'y rendît moins sensible, ou que les dangers auxquels les projets du parti populaire exposaient l'État et surtout sa famille, lui fissent sentir la nécessité de conjurer l'orage par une conduite à la fois ferme et prudente, il montra plus d'application aux affaires, sembla sortir de son insouciance et de son indifférence habituelles, et opposa aux attaques répétées des ennemis de son frère et des siens, une résistance vigoureuse et même opiniâtre. Cette fermeté vint peut-être trop tard, et en exaspérant les esprits, elle prépara les malheurs de Jacques ; mais elle offre un phénomène curieux ; elle prouve que les circonstances peuvent rendre de la volonté à une âme qui paraissait en avoir perdu l'usage.

Le parlement, qui siégeait depuis la restauration, s'était prononcé contre le duc d'Yorck ; il fut dissous. Charles en convoqua un autre (1679) ; il y retrouva le même esprit ; cet esprit formait l'opinion publique. On proposa de porter un bill qui exclût du trône le duc d'Yorck et tout prince catholique ; le roi opposa la même arme défensive à cette attaque directe, et ce parlement fut dissous comme l'autre. Cependant, avant de le dissoudre, Charles voulant calmer les passions de la multitude, et montrer qu'il était bien éloigné de porter atteinte à la liberté publique, sanctionna la loi justement célèbre, connue sous le nom de l'acte d'*habeas corpus* (1679). Cette loi achevait de mettre à l'abri de toute mesure arbitraire la liberté des personnes, et de prévenir les emprisonnements injustes, contre lesquels la grande charte et la pétition des droits avaient déjà pris de sages précautions. Le parlement avait proposé cette loi, en partie par des motifs purs, en partie pour prouver que le patriotisme seul lui dictait ses démarches, et que dans ses entreprises contre le duc d'Yorck, il n'était dirigé par aucun intérêt personnel. Charles apposa dans les mêmes vues le sceau de son acceptation à la loi ; il voulait se faire pardonner sa résistance au bill d'exclusion, et persuader ses sujets de la pureté de ses intentions. Ce furent aussi des considérations du même genre qui déterminèrent le roi à éloigner le duc, en l'envoyant d'abord à Bruxelles, ensuite en Écosse ; il espérait que son absence adoucirait la haine et les ressentiments de ses ennemis ;

mais il crut avoir acquis par ce sacrifice le droit de faire partir Monmouth, qui travaillait sans cesse contre le duc d'Yorck. Monmouth passa en effet en Hollande ; bientôt l'un et l'autre revinrent en Angleterre, rappelés par leurs partis, qui croyaient que leur présence pouvait être utile à leur cause.

Cependant, Charles se flattait encore que l'opinion publique changerait, et qu'un nouveau parlement montrerait plus de modération, et ne parlerait pas d'intervertir l'ordre de la succession ; il se trompait ; la conjuration des catholiques avait déposé dans tous les cœurs trop d'aigreur et d'inquiétude ; et les machinations de Shaftesbury, les intrigues du prince d'Orange, les liaisons du ministre de France avec les Torys, celles du ministre de Hollande avec le parti opposé, le caractère du duc d'Yorck et les craintes des vrais amis de la liberté, tout concourait à entretenir la fermentation parmi le peuple et l'esprit d'agression dans le parlement. Deux fois, dans l'espace d'un an, Charles convoqua de nouveaux parlements, et deux fois l'affaire du bill d'exclusion fut reproduite. La première fois (1680), la proposition passa dans la chambre des communes et aurait probablement eu le même succès dans la chambre des pairs, sans la résistance éloquente du comte Halifax. Son discours fit une telle impression sur l'assemblée, que les pairs rejetèrent le projet de loi, à une grande majorité. Le roi, qui ne voulait pas céder aux désirs des Whigs, et qui ne pouvait que difficilement se passer de subsides, avait convoqué un nouveau parlement à Oxford (1681) ; il y avait retrouvé les mêmes principes et la même marche, et pour empêcher ses ennemis de triompher, il n'avait eu d'autre parti à prendre que de recourir encore à la dissolution.

Les partis étaient prononcés ; les amis du roi regardaient toute déviation de l'ordre de la succession héréditaire comme un acheminement à la république, et le parti populaire voyait dans l'exclusion le seul moyen de sauver la liberté civile et religieuse. On ne pouvait pas espérer de rapprochement. Charles craignit de voir renaître les troubles dont il avait été le témoin et la victime ; en conséquence, il se proposa de se passer des secours du parlement, et de ne plus exposer l'autorité royale à lutter avec un pouvoir aussi redoutable. Il tint parole ; le remède était violent, et peut-être aussi contraire à la prudence qu'il l'était à la constitution de l'Angleterre. C'était soulever contre le trône tout ce qu'il y avait dans le royaume d'esprits éclairés et d'âmes indépendantes, irriter de plus en plus l'opinion publique, annoncer hautement des plans de

despotisme, se mettre dans la cruelle nécessité de servir la France contre les intérêts de l'État, afin de recevoir d'elle l'argent dont on manquait ; c'était au fond ajourner le danger pour le voir reparaître plus menaçant et plus terrible ; car si Charles avait vécu longtemps, il aurait été forcé de recourir à ceux qu'il appelait ses ennemis, et qui auraient été d'autant plus redoutables pour lui, qu'ils auraient vu dans l'étendue de ses craintes la mesure de leur pouvoir.

Comme la résolution du roi enlevait, aux hommes à principes et aux hommes à passions, les formes légales qui offraient aux uns le moyen de se faire entendre, et aux autres un champ d'activité où ils pouvaient espérer de se satisfaire, les premiers crurent qu'il fallait employer des mesures extrêmes pour sauver l'État, et les autres en appelèrent à la force et couvèrent de noirs complots. La conjuration de la maison de la Rye (1683) n'aurait peut-être jamais existé, si l'on avait eu l'espérance d'un nouveau parlement. Shaftesbury, dont la cour avait voulu se défaire, en l'accusant de haute trahison, et qui avait été acquitté, quoique coupable, faute de preuves juridiques, joignant cette nouvelle offense à tous les autres motifs de haine qu'il avait contre le roi et contre son frère, fut le principal auteur de cette fameuse conspiration, qui tire son nom d'une maison de campagne, où le roi et son frère devaient être assassinés, sur le chemin de Newmarket à Londres. Le projet formé par Russel, Hambden, Algernon-Sidney et Essex était d'un genre bien différent ; il paraît même qu'ils ne furent pas instruits de l'autre, ou que du moins ils n'y prirent aucune part; mais le complot formé par Shaftesbury, et qui manqua parce que le roi retourna à Londres plus tôt qu'on ne l'avait cru, exista en même temps que le plan de Russel et de Sidney, dont Shaftesbury était aussi informé; de là vient que le nom donné à l'un sert encore à désigner l'autre.

Lord Russel, Sidney et leurs amis voulaient opérer un soulèvement à Londres et dans les provinces, et s'en servir pour exclure le duc d'Yorck, et pour apporter à l'autorité royale des limites plus fixes et plus étroites. Sidney, qui avait puisé dans l'étude de l'antiquité l'amour des idées républicaines, espérait peut-être qu'on irait plus loin, mais il dissimula ses vœux. Longtemps leurs projets mûrirent dans le silence. Les motifs des chefs de l'entreprise étaient nobles et désintéressés ; leur but était dans l'esprit de la constitution anglaise ; leurs moyens leur paraissaient dictés par une impérieuse nécessité; ces moyens étaient dangereux, mais s'ils se trompaient, ils se trompaient de bonne foi. Monmouth et Howard

furent initiés dans leurs secrets, et s'associèrent à l'entreprise. La plupart de leurs complices ne les valaient pas, et cette circonstance seule aurait dû leur donner des doutes sur la légitimité de leurs projets. Shaftesbury, dont l'esprit saisissait tout ce qu'il y avait de plus grand, dont le cœur nourrissait et cachait tout ce qu'il y a de plus vil, qui ne suivait que ses passions, et s'abreuvant de fiel, méritait moins que personne de marcher sous la même bannière que Russel et ses amis, tous plus illustres encore par leur génie et leurs vertus que par leur naissance, Shaftesbury pressait le moment de l'explosion; il croyait être sûr de Londres, parce qu'il était le maître de la populace. Comme la contrariété des vues et des idées des conjurés occasionnait des délais continuels, Shaftesbury perdit patience, ou craignit peut-être que ces délais n'amenassent la découverte de la conjuration; il passa en Hollande, où il mourut bientôt après, de chagrin et de colère, laissant la réputation d'un esprit supérieur et d'un homme méprisable.

Ses soupçons et ses pressentiments se vérifièrent; les conjurés furent trahis. On avait admis dans la conspiration plusieurs de ces hommes sans caractère et sans principes, capables de tout entreprendre, parce qu'ils ne tiennent à rien, et qui sont perfides à leur propre cause dès qu'ils trouvent leur avantage à l'être. Un vendeur de sel, nommé Keyling, dénonça au secrétaire d'État Jenkins ce qu'il savait des projets de Russel et de ses amis : d'abord on ne l'écouta pas; bientôt le lieutenant-colonel Waltot et le colonel Ramsey, de complices devenant délateurs, confirmèrent les dépositions de Keyling, en ajoutèrent de nouvelles, et il ne fut plus permis au gouvernement de douter de la réalité du danger. Charles, excité par le duc d'Yorck, naturellement implacable et qui haïssait les conjurés, s'arma de la plus grande sévérité. Russel fut le premier arrêté; Howard effrayé fut assez lâche pour se sauver aux dépens de ses amis; sur ses aveux, on s'assura de Sidney, de Hambden; on voulut se saisir d'Essex; il s'affranchit de toute poursuite par un suicide, et en vrai Romain il ne crut pas devoir attendre un jugement qui, dans ses idées, ne pouvait être qu'inique. Le procès de Russel et de Sidney fut bientôt terminé; trop convaincus de la pureté de leurs intentions pour nier leur projet, trop fiers pour acheter la vie par des soumissions, trop courageux pour craindre la mort, ils avouèrent qu'ils avaient formé le plan d'une insurrection, et ne pensèrent qu'à ne pas compromettre leurs amis; mais ils soutinrent toujours qu'ils n'avaient jamais voulu attenter à la vie du roi. La loi les

condamnait; cependant leur condamnation parut injuste, parce qu'il y eut des illégalités dans la procédure. Le gouvernement refusa de faire grâce; l'intérêt de sa conservation, ou plutôt le désir de frapper les esprits de terreur, l'emportèrent chez le roi sur toutes les considérations qui auraient dû l'incliner à la générosité. Russel, après s'être défendu avec beaucoup de noblesse, montra une sensibilité touchante dans les derniers adieux qu'il fit à sa famille, et une force d'âme héroïque en portant sa tête sur l'échafaud. Algernon Sidney, républicain par principes et par sentiment, qui servit ce qu'il croyait la bonne cause, par ses actions et par des écrits, dans lesquels on respire l'air et les maximes de l'antiquité, tâcha, avec une présence d'esprit admirable, de repousser la sentence dont ses juges allaient le flétrir, subit son jugement avec tout le calme de la vertu, et marcha au supplice comme d'autres marchent au triomphe.

Quand on meurt avec indifférence et avec dignité, on paraît toujours innocent aux yeux du peuple; l'attendrissement mêlé d'indignation qu'inspirèrent ces scènes tragiques fut général. Russel et Algernon Sidney étaient coupables; mais Charles l'avait été avant eux. Selon l'esprit de la constitution anglaise, un roi qui voulait régner sans parlements violait les lois et portait atteinte au principe de la souveraineté; un partisan du gouvernement représentatif, un ami de la vraie liberté, tel que Russel, pouvait facilement se faire illusion, et croire défendre la constitution de son pays, tandis que dans le fait il attaquait le trône par des moyens illégitimes. Sidney rêvait toujours la république; invariablement attaché à ses principes abstraits sur l'ordre social, il ne savait ou ne voulait pas voir les modifications essentielles que doivent y apporter les localités et les circonstances; les leçons de l'expérience étaient perdues pour lui. Le grand et malheureux essai qu'on avait fait de la république en Angleterre ne lui avait pas ouvert les yeux sur les véritables besoins de son pays. C'était un de ces esprits conséquents dans l'erreur, qui portent dans leurs idées toute la force de leur caractère, et accusent plutôt la nature des choses, que de se défier de leurs raisonnements. On doit condamner le but secret de Sidney, qui désirait de renverser la constitution de l'Angleterre pour réaliser sa théorie favorite; on peut blâmer Russel dans le choix des moyens qu'il employa pour sauver et pour affermir la constitution de son pays; mais, bien loin de les confondre avec ces hommes marqués par l'histoire du sceau du mépris, qui ont bouleversé les États afin de satisfaire leurs passions et leur

vil intérêt, et n'ont invoqué les principes que pour les fouler aux pieds, on doit, tout en blâmant Russel et Sidney, rendre hommage à leur caractère simple, noble et pur, qui les rendait dignes d'un meilleur sort, et peut-être d'une meilleure cause. Ils ont été les enfants perdus de la révolution à laquelle l'Angleterre doit son bonheur; elle a entrepris plus tard, avec succès et légitimement, ce que Russel et ses amis avaient entrepris trop tôt, mal, et sans y avoir un véritable droit. L'Angleterre leur a pardonné, et les compte au nombre des grands citoyens qu'elle s'honore d'avoir produits.

Quelques détails et quelques réflexions sur cette conjuration fameuse étaient nécessaires, car elle a eu une influence décisive sur les événements postérieurs. Les idées de Russel et de ses amis ne moururent pas avec eux; elles furent le germe de la révolution. Pour le moment, leur fin tragique, le supplice d'Armstrong et de plusieurs autres glacèrent les esprits d'épouvante, et parurent disposer la nation à une obéissance entière et passive. Comme le remarque le profond et judicieux Dalrymple, des entreprises manquées contre le gouvernement fortifient toujours le pouvoir qu'elles voulaient réprimer ou anéantir. Le peuple montra une joie fausse, et dans les témoignages de leur amour pour le roi, les Anglais mirent cette exagération que dicte la crainte et qui décèle toujours l'hypocrisie. De toutes parts arrivaient des adresses de félicitations, qui rivalisaient l'une avec l'autre de flatterie et de bassesse; plus les sentiments étaient faibles, plus les expressions étaient outrées; les plus coupables, pour se laver de tout soupçon, affectaient un dévouement sans bornes. Charles, qui avait fait grâce à Monmouth, l'éloigna de l'Angleterre, sans que personne parût prendre le moindre intérêt à son sort. La puissance du roi avait pris des accroissements rapides; le duc d'Yorck la partageait avec lui; tous deux songeaient aux moyens de la consolider et de la rendre durable, lorsque Charles fut surpris par la mort (1685). Avant d'expirer, il se réconcilia avec l'Église catholique. On peut peindre son caractère en trois mots; il fut particulier aimable, homme immoral, et mauvais roi. Son frère lui succéda tranquillement, sous le nom de Jacques II.

Ce prince monta sur le trône sous des auspices en apparence favorables. Le mauvais succès de la dernière conspiration, et la sévérité du gouvernement envers les conjurés, avaient effrayé tous ceux qui auraient été tentés de les imiter. L'ardeur des Whigs, qui avaient voulu exclure Jacques de la succession, paraissait éteinte. La partie laborieuse du

peuple, qui s'enrichissait par l'industrie et par le commerce, craignait le renouvellement des troubles, et désirait le repos. En général, la nation n'aimait pas le nouveau roi; elle redoutait les effets de son caractère despotique et de son zèle persécuteur, mais elle n'avait pas une idée désavantageuse de ses talents, ni même de ses vertus. On estimait son courage et sa capacité comme marin; on lui supposait un vif sentiment d'honneur national; il s'était fait une réputation de probité et de vigueur. Cette réputation n'était qu'usurpée, et Jacques ne tarda pas à dissiper les illusions du public. Son frère sacrifiait tout à l'argent, aux plaisirs, à l'indolence; Jacques était capable de tout sacrifier à son zèle pour la religion catholique. La superstition avait encore rétréci un esprit qui n'était pas naturellement vaste, et alangui une âme qui n'avait pas un haut degré d'énergie. Jaloux de son autorité, il l'était par attachement pour le culte qu'il professait, et c'était afin d'étendre et d'assurer l'empire de la religion, qu'il aurait souhaité un pouvoir absolu. Son extérieur n'était ni imposant ni distingué, et il n'avait ni les formes séduisantes, ni l'esprit aimable, ni l'humeur douce et gaie de son frère. Faible de caractère et de volonté, il le sentait, et confondant l'obstination avec la fermeté, la sévérité avec la rigueur, il ne savait ni résister ni céder à propos. Dans le début d'une entreprise, il semblait qu'il eût de la hardiesse; dès qu'il rencontrait des obstacles, il devenait craintif et timide, espérait trop facilement, et désespérait trop tôt des affaires. Son projet était d'établir en Angleterre la religion catholique et le despotisme; il ne consulta dans ce projet ni son devoir, ni ses forces, ni son intérêt, ni celui de sa nation; il déshonora le trône, et le perdit honteusement.

Le commencement de son règne donna des espérances au peuple; il déclara formellement qu'il respecterait les lois et le culte de la nation; il parut appliqué, laborieux, avide d'instruction, économe des revenus de l'État et des siens; cependant les observateurs plus sévères, ou plus clairvoyants, trouvaient qu'il ne savait pas travailler en roi, que son application était minutieuse, et que son économie ressemblait à la lésine. Son empressement à donner des marques publiques de son zèle pour la religion catholique était de mauvais augure; il se rendit avec la reine à la messe, sous les yeux de tout le monde; il invita ceux qui l'entouraient à suivre son exemple; on pouvait craindre qu'il n'en resterait pas aux exhortations et aux instances, et qu'il ne respecterait pas toujours dans la nation cette liberté religieuse qu'il réclamait pour lui-même, et dont

les Anglais l'auraient laissé jouir tranquillement, s'il en avait usé de même à leur égard.

Bien loin de rencontrer de la résistance dans le premier parlement qu'il convoqua (1685), il y trouva la plus grande docilité; la nation se réjouissait de voir, après une interruption de quatre ans, reparaître cette assemblée. La plupart de ses membres avaient voté pour l'exclusion de Jacques. Soit qu'ils fussent tout entiers à la joie de voir renaître leur existence politique, soit qu'ils fussent intimidés par le langage ferme du roi, ou rassurés par les promesses qu'il leur fit de régner selon les lois, ils montrèrent autant de générosité que de confiance en lui, et lui accordèrent le même revenu qu'à Charles. On ne fit aucune mention, dans l'adresse au roi ni dans les débats parlementaires, d'une infraction que Jacques avait faite aux lois du royaume, et qui portait même sur les bases de la constitution. D'abord après son avénement au trône, il avait émis une proclamation, qui enjoignait au peuple de continuer à payer les impôts, tandis que dans le fait, la mort du roi libérait le peuple de toute obligation de ce genre, et que l'impôt ne pouvait être légal, qu'autant qu'il était de nouveau librement consenti par les représentants de la nation.

Pendant que le parlement était assemblé, le roi reçut la nouvelle de la descente du duc d'Argyle en Écosse, et de celle du duc de Monmouth en Angleterre. Les deux chambres du parlement, témoignant le plus grand zèle contre les ennemis de Jacques, votèrent de nouveaux subsides, et firent en tout cause commune avec lui. Argyle et Monmouth, tous deux fugitifs, tous deux mécontents et ambitieux, s'étaient rapprochés en Hollande, peu avant la mort de Charles. Argyle, qui ne respirait que la vengeance, avait communiqué son ardeur à Monmouth; ils étaient convenus de leurs plans et des moyens qu'ils voulaient employer pour amener une insurrection dans les deux royaumes. Argyle comptait sur ses nombreux vassaux en Écosse, Monmouth sur ses amis en Angleterre et sur l'affection du peuple. Le prince d'Orange avait bien accueilli ces deux illustres exilés; il avait eu surtout pour Monmouth des prévenances et des attentions marquées, et il avait même favorisé secrètement l'expédition qu'ils méditaient. On ne saurait croire que Guillaume ait souhaité des succès à Monmouth; peut-être voulait-il au contraire se débarrasser de lui, ou désirait-il simplement d'exciter en Angleterre des troubles qui y rendissent sa présence nécessaire. Argyle était parti le premier, et débarqua à Kintyre en Écosse; Monmouth lui avait promis

de le suivre au bout de dix jours ; arrêté par des vents contraires, il lui fut impossible de remplir ses engagements, et il ne fit sa descente dans le comté de Dorset, que cinq semaines après. La partie d'Argyle était déjà perdue, et ce défaut de concours fut une des causes qui firent manquer toute l'entreprise.

Argyle et Monmouth avaient mal calculé leurs moyens ; la résistance qu'ils rencontrèrent fut bien plus forte, les secours et les facilités bien moindres qu'ils ne l'avaient espéré. Le parlement d'Angleterre et celui d'Écosse parurent dévoués à l'autorité légitime, et appuyèrent de tout leur pouvoir les mesures que prit le roi pour étouffer la révolte ; le parlement d'Écosse poussa même le zèle au point de professer les principes qui tendaient au despotisme le plus absolu. Argyle avait compté que d'abord après son débarquement on viendrait le joindre de tous côtés ; il se trompa. Le marquis d'Athol, son ennemi personnel, fut mis à la tête des troupes royales, et mit la plus grande activité à le poursuivre. Le malheureux duc avait inutilement publié dans son manifeste, qu'il s'armait pour défendre la religion et la liberté menacées, et pour exclure le duc d'Yorck du trône ; abandonné par le peuple, réduit à une partie de ses vassaux, battu à Dumbarton, blessé près de la Clyde, fait prisonnier, conduit à Édimbourg avec ignominie, il y fut décapité. Sa fin tragique ne fut point déshonorante ; il sut mourir avec courage.

Le duc de Montmouth ne fut pas plus heureux, et ne méritait pas de l'être ; car son imprudence, sa présomption, ses démarches précipitées, l'ivresse que lui causa un moment de prospérité, devaient nécessairement le perdre. A peine débarqué à Lime, il émit un manifeste qui contenait les mêmes principes que celui d'Argyle, mais dans lequel Jacques était chargé de calomnies plus atroces ; il n'y avait pas de crime qu'on ne lui imputât. Le parlement, instruit de la descente de Monmouth, le déclara coupable de haute trahison, et mit sa tête à prix. Cependant la popularité du duc lui forma bientôt une petite armée, et il prit Bridport d'assaut. Les officiers auxquels il avait donné toute sa confiance, en étaient indignes ; Grey était incapable et lâche, Fletcher violent et dur ; le premier se laissa battre, le second dégoûta les partisans du duc par sa brutalité. Monmouth avançait assez rapidement ; on le reçut à Taunton avec des transports de joie. Au lieu d'agir et de gagner de plus en plus l'opinion publique, en montrant du désintéressement et de la modération, il se crut vainqueur ; il perdit du temps, et aliéna tous les esprits par une suite de démarches fausses, et par une conduite insensée. Cédant aux

pressantes sollicitations de ses partisans, il se fit proclamer roi, mit la tête de Jacques à prix, appela le parlement une assemblée séditieuse, et donna ordre au duc d'Albemarle, qui commandait les troupes royales, de poser les armes; en un mot, il parla en souverain légitime et puissant, et il ne parut plus aux yeux de la nation anglaise qu'un usurpateur plus ridicule que dangereux. Son rôle tendait à sa fin. De Taunton il se rendit à Bridgewater; battu à Sedgmoor par Feversham et Dumbarton, découvert dans sa fuite, il fut fait prisonnier; on le conduisit à Londres.

Le malheur avait brisé l'âme du duc; l'amour de la vie prit le dessus sur la fierté, et il n'y a rien qu'il ne fit pour éviter le supplice. Jacques eut avec lui un entretien qui, de la part de Monmouth, se passa tout en bassesses, en prières, en marques de repentir. Le roi resta froid, et la colère ne fit pas place un moment à la sensibilité. Monmouth offrit de se faire catholique; cette proposition ne fit que le déshonorer et irriter encore plus Jacques contre lui; il voulut racheter sa vie en révélant les mystères d'iniquités de Sunderland, qui trahissait la confiance de Jacques, et vendait ses intérêts au prince d'Orange; le ministre fut assez adroit pour détourner le coup, en rejetant les accusations sur la haine du duc. Monmouth avait des titres au pardon; sa naissance, le souvenir de la tendresse que Charles avait eue pour lui, son âge, ses qualités aimables, la folie même de son entreprise, son peu de succès, auraient dû plaider en sa faveur; mais Jacques ne savait pas pardonner; la mort du duc fut résolue. Le peuple aurait tenu compte au roi de sa clémence, car il aimait toujours Monmouth, et du moment où il fut malheureux, il parut plus intéressant que jamais. Une foule innombrable de spectateurs l'accompagna au supplice; il affecta de montrer plus de courage qu'il n'en avait, car il craignait la mort. Après une jeunesse brillante, à l'âge de la force et de la vigueur, dans toute la plénitude de l'existence, il pouvait lui paraître cruel de mourir. Le peuple ne vit pas tomber, sans une profonde émotion, la tête d'un fils de roi, d'un homme plus imprudent que criminel, à qui tout avait promis le sort le plus heureux, qui avait paru digne du trône, et qui n'obtenait qu'un échafaud. La nation n'oublia jamais la mort de Monmouth, et le coup qui le frappa ébranla le trône de Jacques.

Après avoir donné ce grand exemple de sévérité, il fallait du moins s'arrêter, et faire semblant d'ignorer les complices du duc; une amnistie générale était une mesure dictée par l'humanité et par une saine politique. Le nombre des coupables était grand, et l'opinion publique n'était

pas généralement prononcée contre eux. Jacques II excita contre lui de justes réclamations, en ordonnant de poursuivre avec rigueur ceux qui avaient pris part à la révolte, et les hommes de sang qu'il chargea de servir ses vengeances y mirent une cruelle activité. Le colonel Kirk et Jefferies connaissaient aussi peu la pitié que la justice; l'un trouvait un plaisir secret à répandre la consternation et la terreur partout où il portait ses pas; l'autre ne songeait qu'à satisfaire son avidité et son ambition, n'accordait le pardon qu'à prix d'or, et voulait prouver son zèle au roi en immolant ses sujets; tous deux portaient d'affreux raffinements dans la barbarie, insultaient par de froides plaisanteries aux prières et aux douleurs de leurs victimes, et conservaient une atroce gaieté au milieu des supplices dont ils étaient les auteurs et les témoins. L'Angleterre fut révoltée d'une barbarie gratuite, qui paraîtrait incompatible avec la civilisation, si l'expérience n'avait pas prouvé que les peuples, comme les individus, peuvent réunir les extrêmes et les contraires. On serait injuste en imputant à Jacques toutes les cruautés de Jefferies et de Kirk; il en ignora une grande partie; quelques sévères que fussent les ordres qu'il leur donna, il est certain que leur violence et leur malignité naturelles les emportèrent beaucoup plus loin. Jacques lui-même se plaint dans son journal du tort que ces deux hommes lui firent dans l'esprit de ses peuples, et paraît même leur supposer le dessein de le rendre odieux. Cependant, on ne saurait nier que Jacques n'ait fait tout ce qu'il fallait pour partager avec ces misérables la honte de leurs sanguinaires expéditions dans les provinces; il en parlait avec une légèreté scandaleuse, et il sanctionna en quelque sorte tous leurs crimes, en élevant Jefferies à la charge de chancelier du royaume.

A dater de là, presque toutes les actions de Jacques furent illégales ou imprudentes. Fier d'avoir triomphé de l'insurrection, se croyant inébranlable, il ne consulta plus qu'un zèle aveugle, et des conseillers perfides et malintentionnés ou fanatiques comme lui. Catholique par conviction, il pouvait et devait le rester; la nation aurait même estimé sa fidélité à son culte, s'il n'avait pas annoncé clairement que l'intérêt de sa religion l'emportait à ses yeux sur tous les autres. On eût dit qu'il s'était proposé d'exciter les inquiétudes et les alarmes du peuple, tant ses préférences étaient marquées, sa partialité frappante, ses artifices grossiers, ses démarches en faveur des catholiques contraires aux lois de l'État et à l'opinion publique.

Le premier parlement que Jacques avait convoqué avait été complai-

sant et docile; le roi espérait y rencontrer toujours la même facilité, et il se flattait que ce corps, chargé de défendre la liberté nationale, deviendrait l'instrument de son despotisme, et apposerait le sceau de la légalité à des mesures qui menaçaient la constitution et les lois. Il se trompait; le parlement, dans sa seconde session (1686), montra autant de prévoyance et de fermeté à défendre les droits du peuple, que de respect pour l'autorité du roi, et de déférence pour celles de ses prétentions qui étaient justes et légitimes. Jacques demanda d'augmenter le nombre des troupes permanentes, sous prétexte que les derniers troubles avaient prouvé l'insuffisance de la milice, de nouveaux subsides pour couvrir les dépenses que cette augmentation occasionnerait, et il ajouta qu'il y avait beaucoup d'officiers que l'acte du test excluait du service, mais qu'il conserverait parce qu'ils lui étaient connus. Le parlement vota le subside, tout en portant un bill qui tendait à organiser la milice de manière que cette force armée pût suffire aux besoins de l'État; et, dans une adresse remarquable par sa modération, il insista sur la nécessité d'écarter du service tous les officiers qui n'avaient pas satisfait aux conditions de la loi. Cette conduite était sage et patriotique. L'augmentation des troupes permanentes pouvait devenir funeste à la liberté publique : la milice seule pouvait garantir à la fois la liberté et l'ordre; accorder au roi le pouvoir d'employer dans l'armée des hommes que l'acte du test en éloignait, c'était lui accorder le droit de dispenser des lois; droit qui, dans sa généralité, équivaudrait à la souveraineté absolue, paralyserait le corps législatif, ou le rendrait dérisoire et inutile; droit terrible par les conséquences et les abus qu'il peut entraîner, que les rois d'Angleterre avaient quelquefois exercé dans des moments critiques, mais que les lois ne leur avaient jamais conféré, et qui, dans la main de Jacques, serait devenu l'arme la plus malfaisante.

Le parlement, sûr d'avoir l'opinion publique pour lui, avait opposé aux désirs du roi une courageuse résistance. Les principes qu'il avait énoncés étaient ceux de la nation, et la voix générale avait été plus forte que les intérêts, les vues ou les idées particulières d'une grande partie de ceux qui le composaient. Quelque légitime et juste que fût cette résistance, Jacques II en fut aussi irrité qu'étonné, et toujours entraîné par la fougue de son fanatisme, qui lui exagérait ses forces, il ne vit dans le parlement qu'un contrôleur hardi et un censeur incommode dont il pouvait se débarrasser sans peine; il le prorogea; il était facile de prévoir que ce serait pour longtemps.

Cette démarche fit perdre à Jacques la confiance de la nation; elle mesura toute l'étendue de ses dangers, et ne put pas prendre le change sur les intentions du roi; il était clair qu'il voulait régner sans les lois de l'État, et se mettre au-dessus d'elles. L'autorité arbitraire devait frayer le chemin à la religion catholique, et la religion catholique consolider l'autorité arbitraire. Les hommes qui entouraient le roi ne lui donnaient que des conseils contraires aux intérêts de la nation et à ses propres intérêts. Sunderland, Peters et Jefferies avaient toute sa confiance. Lord Sunderland avait été assez adroit pour gagner de l'ascendant sur un prince qu'il avait desservi sous le règne précédent, et il n'employait cet ascendant qu'à le trahir. Avide d'or à raison de ce qu'il en était prodigue, il était à la solde du prince d'Orange, l'instruisait de tous les secrets de l'État, et suggérait à Jacques toutes les démarches qui pouvaient le perdre. Souple, flexible, insinuant, fécond en expédients et en artifices, Sunderland n'avait ni principes, ni conscience qui pût gêner l'activité de ses passions; indifférent à son prince et à sa patrie, il n'aimait personne, servait et trompait tout le monde. Son ambition était ardente, son génie malfaisant, sa marche toujours tortueuse et oblique; rien ne répugnait plus à son caractère perfide que la franchise et la hardiesse dans le crime. L'aveuglement de Jacques sur la conduite de cet artisan de sa ruine, ne peut être comparé qu'à l'impudence soutenue avec laquelle Sunderland en profitait. Cet indigne favori devait en grande partie sa faveur à sa conversion simulée; il s'était fait catholique, et affectait pour son nouveau culte un zèle d'autant plus révoltant que dans son cœur il les méprisait tous. Sunderland appuyait de tout son crédit celui du confesseur du roi, du jésuite Peters, qu'il était charmé de conserver dans cette place redoutable, parce qu'il avait sur lui tout l'empire d'un esprit supérieur sur un esprit médiocre. Peters ne manquait pas d'instruction, mais il ne connaissait ni le monde ni les hommes, et la loquacité était son défaut dominant. Souvent son caractère fougueux l'emportait au delà de toutes les bornes; il voyait l'intérêt de l'État dans celui de la religion catholique, l'intérêt de sa religion dans celui de son ordre, et l'intérêt de son ordre dans la mesure de son propre crédit. Quelque ardent que fût Peters, ses conseils étaient moins violents que ceux de Jefferies. Devenu chancelier, ce bourreau de ses concitoyens siégeait sur un tribunal devant lequel il aurait dû être traduit comme coupable. Prêt à tout entreprendre, il plaisait à Jacques par son audace; le roi pouvait tout demander et tout espérer de lui, car il était

toujours disposé à faire des lois et de la justice l'instrument de toutes les injustices.

Ce fut Sunderland qui donna l'idée à Jacques de créer un conseil secret composé uniquement de catholiques. Jacques saisit avidement cette idée qui était si analogue à sa passion dominante. Le comte de Powis, les lords Arundel, Bellasis, Dover, Castlemaine, le confesseur Peters, et Sunderland formèrent le comité catholique (1686). Toutes ses démarches ne furent qu'une suite de démarches fausses, illégales et impolitiques. Le lord Castlemaine fut envoyé solennellement au pape Innocent XI, pour demander que Peters fût nommé cardinal, et pour montrer en perspective au pape la réunion de l'Angleterre au saint-siége. Innocent, plus sage et plus prévoyant que Jacques, ne croyait pas que des mesures imprudentes pussent servir la religion catholique, et refusa d'admettre le jésuite dans le sacré collége. Sans être découragés par cette leçon indirecte, Jacques et ses conseillers favorisèrent plus ouvertement que jamais leur culte et ses adhérents. La chapelle de Saint-James fut arrangée conformément au rite romain, et l'on y dit publiquement la messe. Le roi permit aux jésuites de fonder une maison d'éducation dans le quartier de Londres appelé la Savoie ; aux récollets de bâtir une chapelle, aux carmélites d'établir un séminaire. Il logea même des moines dans son palais de Saint-James ; et partout on voyait paraître en public des prêtres et des religieux dans leur costume. C'était insulter à l'opinion, et donner une espèce de défi à la nation, que d'arborer ainsi les enseignes d'une religion formellement proscrite par les lois du royaume.

Ces inconvenances furent le prélude ou le signe de véritables attentats contre la liberté ; elles devaient familiariser le peuple avec les desseins du roi, et le préparer à des opérations plus décisives. Le parlement avait refusé d'accorder à Jacques le pouvoir de dispenser des lois ; Jacques se l'attribua lui-même, et les grands juges d'Angleterre, intimidés ou gagnés, furent assez infidèles à leur conscience et à leur patrie pour lui reconnaître ce droit abusif. Dans le fond, les juges, chargés uniquement d'appliquer la loi, et non de l'interpréter, de l'étendre ou de la restreindre, ne pouvaient donner par leur assentiment aucune espèce de légalité aux mesures illégales du prince ; mais Jacques espérait que l'opinion des magistrats influerait sur l'opinion publique ; il s'en prévalut pour conférer aux catholiques toutes les places que la constitution leur refusait, et il en éloigna les protestants, à qui seuls elles devaient appar-

tenir. Les lords qui avaient composé le comité secret furent chargés de l'administration, et les premières places de l'État leur furent confiées. Le gouvernement de l'Irlande fut ôté à Clarendon, et on le donna à Tyrconnel, catholique ardent et fougueux. Les protestants, qui formaient la minorité dans ce royaume, frémissaient de crainte de voir renaître de nouveaux massacres; déjà on leur avait ôté leurs armes, et il paraissait qu'on voulait les livrer sans défense à leurs ennemis. On bannissait, ou du moins on écartait avec soin les protestants de l'armée, de l'administration, des tribunaux; il semblait que ce fût contre eux, et non contre leurs adversaires, que l'acte du test était dirigé. La retraite forcée du comte de Rochester, qui seul contre-balançait encore le crédit de Sunderland, et le rassemblement de troupes que Jacques fit à Honslow, sous prétexte de les exercer aux manœuvres, augmentèrent les alarmes, et firent redouter des attaques plus directes et plus violentes encore contre la liberté civile et religieuse.

A la fin, l'Église anglicane elle-même sortit de sa léthargie; le haut clergé, effrayé des progrès de la religion catholique, se réveilla, et, par intérêt autant que par conviction, résolut de s'opposer avec force au danger imminent qui le menaçait. Dans toutes les occasions les évêques s'étaient montrés défenseurs zélés de la prérogative royale, et Jacques devait en partie le trône à leur attachement pour la loi de l'hérédité. Cependant ils ne croyaient pas que la prérogative s'étendît à substituer un nouveau culte et de nouvelles lois à la constitution du royaume, et ils devinrent les plus redoutables adversaires des projets du roi. Jacques, toujours aveugle sur les dispositions du public et sur la mesure de ses propres forces, se persuadait que pour réussir il fallait aller en avant, et que son obstination briserait toutes les résistances. Il créa une cour ecclésiastique, composée de ses créatures, spécialement chargée de sévir contre le clergé réfractaire à ses ordres, et ses ordres étaient de nature à provoquer la désobéissance, et même à en imposer l'obligation. Il ordonne aux universités de Cambridge et d'Oxford (1687), de recevoir dans leur sein, et de conférer des titres et des dignités à des catholiques qu'il protége. Les universités, chargées particulièrement de veiller à la pureté de la foi anglicane, s'y refusent; les membres qui s'étaient opposés avec le plus de force aux volontés du roi, sont traduits devant la cour ecclésiastique, et punis. Compton, évêque de Londres, aussi respectable par ses vertus et ses lumières, que distingué par son rang, est suspendu de ses fonctions, pour avoir défendu le docteur Sharp contre la cour, et

cet ecclésiastique n'avait eu d'autre tort que de faire son devoir en écrivant contre la religion catholique.

Bientôt Jacques lève tout à fait le masque. Ne pouvant pas espérer de rendre le parlement plus docile et plus souple, il le dissout. Renonçant à l'idée de faire sanctionner ses injustices par les représentants de la nation, il se flatte d'échapper, par une économie sévère, à cette tutelle incommode, et d'emporter de vive force ce qu'il ne pouvait obtenir par son adresse. Il publie une déclaration qui proclame l'égalité politique des religions, la tolérance de tous les cultes, la dispense du test pour tous les dissidents. C'était proclamer l'établissement de la religion catholique, frayer les voies à la domination exclusive du culte le plus intolérant, sous le voile d'une tolérance universelle qui doit lui gagner les sectaires, et renverser, de sa seule autorité, toutes les lois du royaume. On ordonne au clergé de lire publiquement cette déclaration dans toutes les chaires, et les évêques doivent la répandre dans leurs diocèses. Les évêques auraient été de mauvais citoyens s'ils avaient obéi aveuglément aux ordres du roi, puisqu'il exigeait des choses formellement contraires aux lois de l'État (1688). Six évêques, ceux d'Asaph, de Bath, de Chichester, de Peterborough, d'Ély et de Bristol, se réunirent chez l'archevêque de Cantorbéry, concertèrent la conduite qu'il leur convenait de tenir, et présentèrent à Jacques des représentations motivées, aussi pleines de dignité que de force. Jacques cacha son mécontentement sous l'air de la surprise, et sa colère augmenta quand il sut que l'adresse des évêques était répandue dans Londres. Sans examiner si cette publication était leur ouvrage, ou si elle s'était faite à leur insu, pour toute réponse il ordonna qu'ils fussent mis à la Tour, et par précaution on les y conduisit par la Tamise. Le peuple, qui respectait leurs vertus et approuvait leurs principes, les regardant comme des martyrs de la liberté publique, se porta en foule sur les bords du fleuve, leur demandait leur bénédiction, et les accompagnait de ses éloges et de ses regrets. Ces signes de l'opinion publique n'étaient pas équivoques; il fallait la ménager, ou être bien sûr de la victoire. L'intérêt général que la nation témoignait aux évêques ne fit qu'irriter Jacques, et l'obstination de son caractère l'emporta sur la prudence. Les évêques furent accusés au banc du roi d'avoir écrit un libelle contre le gouvernement. Ce procès amena des plaidoyers dans lesquels les avocats appuyèrent sur de nouveaux arguments les principes des évêques, et invectivèrent avec force contre le droit de dispenser des lois. Le tribunal les acquitta. Le jour où l'on prononça

qu'ils n'étaient pas coupables, fut une fête publique; la salle de Westminster, la ville de Londres et le camp même retentirent de cris de joie et d'applaudissements, qui auraient dû être pour Jacques les tonnerres de la censure et de l'indignation générales, et porter dans son âme la douleur, l'effroi et le repentir. Aveuglé par le fanatisme, égaré par ses conseillers, il persévéra dans son malheureux système; plus on se prononçait contre lui, plus il opposait de résistance à ceux qu'il appelait ses ennemis. Les juges qui avaient absous les évêques perdirent leur place; et la commission ecclésiastique reçut l'ordre de poursuivre tous les membres du clergé qui refuseraient de lire la fameuse déclaration (1688).

Ce mépris du roi pour ses serments et pour les jugements du public inspirait un juste mépris pour sa personne. Le droit qu'il s'arrogeait de dispenser des lois rendait les lois inutiles, renversait la constitution du pays, et enlevait au parlement sa part à la souveraineté. Le zèle toujours croissant de Jacques pour la religion catholique, et ses mesures violentes, répandaient une alarme universelle. Les vrais citoyens craignaient la ruine de l'État; les esprits véritablement religieux, la perte du salut, et ces deux craintes agissaient ensemble sur la plupart des Anglais. L'opinion publique était aussi uniforme, aussi forte qu'éclairée et réfléchie; à l'exception des catholiques et des gens attachés à la cour par leurs places et leur intérêt personnel, la nation était unanime à désirer et à demander un changement.

La nouvelle de la grossesse de la reine acheva d'aigrir les esprits, augmenta l'inquiétude et l'impatience du peuple, et hâta de grands événements. L'idée que Jacques n'avait point d'enfants mâles, que sa constitution n'était pas robuste, qu'à sa mort la couronne retomberait à sa fille Marie et au prince d'Orange, rassurait les esprits sur les dangers que couraient l'État et l'Église; on croyait que le roi n'aurait pas le temps d'exécuter ses funestes projets dans toute leur étendue, ou du moins que le mal serait court, et le remède prompt et actif. Le présent paraissait insupportable, mais on attendait des jours plus heureux, et peut-être cette attente eût-elle suffi pour donner de la patience, et pour prévenir l'explosion du mécontentement. Lorsqu'on apprit que la reine était enceinte, et bientôt après, qu'elle était accouchée d'un fils, la fermentation devint plus vive que jamais. Les ennemis de Jacques avaient répandu que la grossesse était feinte; ils élevèrent des doutes sur la légitimité de l'enfant, et prétendirent qu'il était supposé. La haine publique contre le roi accrédita ce bruit, et il augmenta la haine publique.

Les amis de l'Église et de l'État pensaient avec effroi que la religion catholique allait se perpétuer sur le trône d'Angleterre, et que le despotisme politique et religieux de Jacques passerait à son prétendu fils; les plus modérés dans leurs craintes ne doutaient pas que le roi, se voyant plus affermi et plus puissant, n'attaquât avec plus de force la religion et la liberté; la multitude partageait ces appréhensions, et les exagérait encore; tous les vœux appelaient le prince d'Orange; tous les yeux étaient fixés sur lui.

Depuis longtemps le génie profond de Guillaume prévoyait les événements, et combinait, dans le secret de sa pensée, les suites possibles ou probables des fautes de Jacques, et les chances avantageuses qui pouvaient en résulter pour sa propre fortune. Sa naissance, son mariage, plusieurs voyages qu'il avait faits à Londres, la liaison étroite du sort de l'Angleterre avec celui de la Hollande, tout avait concouru à diriger de bonne heure de ce côté les vues de son esprit, et les vœux de son ambition. Neveu de Charles et de Jacques, même avant qu'il eût épousé la fille de ce dernier, il avait pu se flatter de l'espérance vague de leur succéder, vu le défaut d'héritiers mâles dans la maison de Stuart. Après son mariage avec la princesse Marie, ses espérances s'accrurent avec ses titres à la succession, et il eut un intérêt plus direct à s'occuper des affaires de l'Angleterre, et plus de moyens d'y prendre une part active. De tout temps, sa fortune avait paru dépendre des maximes et du système politique du cabinet anglais; et les événements de sa vie avaient été déterminés par ceux dont cette île voisine avait été le théâtre. Il ne pouvait pas oublier que Cromwell avait fait exclure sa famille du stathoudérat, et que Charles s'était ligué avec Louis XIV pour détruire la Hollande. Ses relations avec les mécontents remontaient fort haut; elles avaient commencé avec son élévation et la guerre qui l'amena (1672); elles devinrent toujours plus intimes; à mesure que la cour multipliait ses erreurs politiques et ses fausses démarches, le parti de l'opposition se renforçait, et Guillaume se liait plus étroitement avec lui. Au défaut de toute ambition personnelle, l'intérêt de la Hollande lui imposait l'obligation de s'attacher aux Whigs, afin d'empêcher ou d'affaiblir l'influence que la France exerçait, par la corruption, sur le roi d'Angleterre et sur ses ministres. Charles, vendu à Louis XIV, inclinait ou travaillait pour lui, et les projets de Louis XIV menaçaient l'indépendance de l'Europe, l'existence de la Hollande et l'autorité personnelle du prince d'Orange.

Tout ce que Charles entreprenait en faveur de la religion catholique, et de l'accroissement de la prérogative, lui était suggéré par la France, et servait l'ambition de son alliée ; tout ce que l'opposition faisait pour défendre la liberté civile et religieuse, et pour résister au ministère, servait la cause de la Hollande et de Guillaume. Ce prince adroit et habile dirigeait de loin la marche des Whigs, était instruit de toutes les mesures, les inspirait ou en profitait, et liait, avec lenteur et avec art, les fils nombreux de ses intrigues à tous les événements, et même à tous les projets auxquels il ne prenait pas une part directe. Insensiblement les Anglais attachaient au prince d'Orange leurs espérances et leurs vœux, et le voyaient dans le fond du tableau, comme un personnage important, qui sortirait tôt ou tard de ce demi-jour, pour paraître sur le devant de la scène, et y jouer le premier rôle. Les uns faisaient de lui le centre et le but de tous leurs plans et de toutes leurs entreprises ; ils voulaient le porter à la première place ; les autres le regardaient simplement comme un moyen qui, au besoin, devait leur servir d'appui et d'épouvantail pour la cour ; tous comptaient sur l'activité de son ambition, et sur les ressources de son génie. Lui-même se familiarisait de plus en plus avec l'idée d'une révolution prochaine dont il serait le principe ou le dénoûment, l'auteur ou le héros. Ses agents envenimaient la conduite de la cour, fomentaient le mécontentement, employaient l'or et l'artifice pour découvrir les vues et les projets de tous les partis, et lui rendaient un compte fidèle de leurs découvertes ou de leurs suppositions. Lui-même suivait de l'œil tous les mouvements du parlement, du roi et des ministres, accueillait les mécontents, parlait à chacun sa langue, entrait dans leurs idées afin de provoquer des confidences, s'exprimait vaguement sur lui-même et sur ses plans éventuels, se ménageait, à tout événement, des amis et des alliés, ne méprisait personne de ceux qui s'offraient à le servir, pas même les plus méprisables, et n'estimait personne assez pour lui ouvrir son âme tout entière.

Il serait difficile de dire à quelle époque il arrêta son plan invariablement, et traça sa marche en conséquence; quelque longue que fût sa prévoyance, et quelque profonde que fût sa dissimulation, on peut douter qu'il ait eu de bonne heure le but déterminé de parvenir au trône par une révolution violente, et il paraît que les circonstances donnèrent à des projets, vagues dans l'origine, un caractère précis, fixe et prononcé. D'abord il n'avait voulu, par ses intrigues, qu'enlever à la France l'appui de l'Angleterre ; plus tard, l'attacher à la Hollande, et succéder

à Charles II, en faisant exclure le duc d'Yorck du trône par un acte formel; et ce ne fut probablement que sous le règne de Jacques, lorsqu'il vit ce prince courir à sa perte, qu'il résolut d'en profiter, et même de l'accélérer. La naissance d'un prince de Galles, qui paraissait l'éloigner pour toujours du trône, acheva de mûrir son plan, et d'en hâter l'exécution.

A ne considérer même l'état des choses en Angleterre que sous le point de vue de la politique générale, le danger était imminent pour Guillaume. Les violences multipliées et les conquêtes injustes de Louis XIV avaient à la fin décidé une coalition contre ce prince, et la ligue d'Augsbourg allait opposer la force à son ambition toujours croissante (1686). Guillaume avait été l'auteur de cette ligue, il en était l'âme; mais il était clair que, sans le concours de l'Angleterre, cette coalition serait impuissante, et bien loin que Jacques parût disposé à se ranger du côté des alliés, on avait tout lieu de craindre qu'il ne se déclarât contre eux, pour peu que les circonstances le permissent. Il fallait donc arracher l'Angleterre à Jacques, afin de l'enlever à la France et de la donner aux alliés; cet événement seul pouvait affranchir l'Europe, assurer les triomphes de la coalition, et sauver la Hollande et Guillaume de la vengeance de Louis XIV.

Guillaume était trop clairvoyant pour ne pas connaître ses dangers et ses ressources, trop actif pour ne pas employer les unes à dissiper les autres, et trop ambitieux pour négliger des occasions brillantes. Les liens du sang qui l'unissaient à Jacques, et les jugements de l'opinion n'étaient pas faits pour arrêter un caractère de cette trempe. Guillaume était fermé aux sentiments de la nature comme à tous les autres sentiments; son esprit était vaste, son âme ferme et persévérante, mais son cœur glacé était inaccessible à toutes les émotions de la tendresse; son audace même était plutôt froide qu'ardente, et tenait uniquement à la force de sa tête et de sa volonté. Il ne lui a manqué, pour être un grand homme, qu'une imagination sensible, ce foyer de chaleur et de vie d'où partent les inspirations soudaines, les mouvements généreux et les élans de l'héroïsme. Quand on étudie sa vie, qui fut tout entière de calcul et d'action, on éprouve une admiration réfléchie, et jamais un moment d'enthousiasme. Des considérations de famille et de parenté devaient être bien insignifiantes à ses yeux à côté des grands intérêts de la politique. La princesse Marie, son épouse, paraît n'avoir jamais été fortement attachée au roi, son père; peut-être que dans l'état de contrainte où la

tenait l'humeur despotique de Guillaume, elle apprit de bonne heure à dissimuler sa tendresse filiale, et qu'à force de la cacher, elle eut le malheur de l'éteindre entièrement ; ou bien l'idée de détrôner son père lui était devenue familière, ou elle fit à son mari le sacrifice de l'horreur naturelle que cette pensée devait lui inspirer. Quant à l'opinion publique, le prince d'Orange savait bien que le rôle qu'il allait jouer devait paraître odieux à ceux qui ont des principes fixes et sévères, et qui ne croient pas que la morale n'est faite que pour le vulgaire; mais la haine et le mépris qu'on avait pour Jacques pouvaient rendre en quelque sorte légitime l'entreprise de Guillaume, ou affaiblir ce qu'elle avait de révoltant. Le roi d'Angleterre, infidèle à ses serments, était coupable et paraissait petit; le prince d'Orange espérait de paraître encore plus grand que coupable ; il connnaissait trop bien les hommes pour ignorer qu'ils pardonnent tout au succès et rien au malheur ; d'ailleurs il était trop fier pour consulter et suivre servilement l'opinion ; il aimait mieux l'asservir et la maîtriser.

Cédant donc aux sollicitations pressantes du parti des Whigs, Guillaume résolut d'agir ouvertement en leur faveur ; il forma bientôt un conseil d'Anglais mécontents, d'exilés volontaires, aussi illustres par leur naissance que par leur mérite; là, il interrogeait les pensées des autres sans révéler à personne toutes les siennes. Les uns favorisaient les projets de Guillaume par principes, d'autres par des motifs d'ambition et d'intérêt, d'autres encore uniquement par l'amour des choses nouvelles. La Haye était le point central de toutes les correspondances, de toutes les négociations, de tous les mouvements qui préparaient la chute de Jacques ; et, quoique beaucoup de monde fût du secret, tout se tramait dans le silence et dans l'ombre. Pendant que Dyckvelt, ministre des états généraux à Londres, procurait tous les jours par son or et par ses intrigues de nouveaux partisans au prince d'Orange, et l'instruisait de tout ce qui se passait dans le cabinet du roi, Albeville, ministre d'Angleterre à La Haye, trahissait la cause de son maître, et lui donnait de faux avis. La proximité de la Hollande et de l'Angleterre facilitait les communications et les voyages, et les principaux d'entre les mécontents pouvaient avoir avec Guillaume des conférences qui avançaient beaucoup les affaires. Un des hommes que le prince employait le plus dans ces importantes négociations, était le célèbre Gilbert Burnet. Ce docteur, connu par des mémoires où il y a plus d'esprit que de justice, et de malice que de vérité, était bien plus homme d'État qu'homme de

lettres, et possédait à un haut degré le génie de la politique. Ennemi des Stuarts et de la religion catholique, protestant zélé, du moins en apparence, ami des grandes entreprises, parce qu'elles offraient des aliments à son activité, et qu'il savait prévoir et préparer les événements, il avait quitté l'Angleterre, et s'était retiré à la cour du prince d'Orange, qui concertait avec lui les moyens d'envahir le royaume.

La résolution de Guillaume était arrêtée; il se proposait de passer en Angleterre avec des forces qui le fissent respecter, de s'annoncer comme médiateur des différends qui s'étaient élevés entre la nation et le roi, et de profiter de toutes les circonstances qui s'offriraient à lui, pour pousser sa fortune aussi loin qu'elle pourrait aller. Tous les seigneurs anglais retirés en Hollande l'invitaient à cette expédition, et lui promettaient le succès le plus brillant. Guillaume était sûr de trouver beaucoup d'amis en Angleterre; cependant, il lui parut qu'avant de s'engager dans cette entreprise, il devait encore se faire adresser une invitation solennelle par les personnages les plus distingués du royaume. Le comte de Zülestein, que le prince d'Orange, avant d'avoir pris le parti de nier la légitimité du prince de Galles, avait envoyé complimenter Jacques sur la naissance de son fils, rendit à Guillaume le service de lui faire adresser un appel en forme par un grand nombre de seigneurs. Les plus considérables étaient Shrewsbury, Devonshire, Danby, les amiraux Russel et Herbert, dont le premier voulait venger la mort de son frère, et Henri Sidney, le frère de l'illustre Algernon. Les Torys, qui différaient des Whigs sur tous les autres points, se réunirent à eux dans cette occasion, et prouvèrent que s'ils ne voyaient pas la liberté dans toutes les mesures que proposaient leurs adversaires, ils ne l'aimaient pas moins, et croyaient que, selon les principes de la constitution, du moment où le pouvoir royal envahissait tous les autres, la résistance était un droit, et quelquefois un devoir. A la vérité, quelque grande que fût la considération dont jouissaient les signataires de l'appel, ce n'étaient jamais que de simples particuliers, qui n'ayant eux-mêmes aucune autorité légale, ne pouvaient conférer à Guillaume de titre à se mêler du gouvernement d'Angleterre; mais leurs sollicitations étaient pour le prince d'Orange des signes et des garants de l'intérêt général, et pouvaient même égarer l'opinion publique sur la légitimité de son entreprise.

La situation politique de l'Europe était singulièrement favorable aux projets de Guillaume. Les infractions nombreuses que Louis XIV avait

faites à la paix de Nimègue, ses hauteurs et ses injustices avaient soulevé tous les États contre lui. L'habile Guillaume avait été l'auteur de la ligue dirigée contre la France, et, en lui préparant des ennemis, il s'était ménagé à soi-même des alliés dans l'entreprise qu'il méditait, et y avait enchaîné les autres puissances. Jacques II était le seul prince du premier rang qui n'eût pas accédé à la ligue d'Augsbourg. Les États coalisés devaient désirer que l'Angleterre fût attachée à la cause commune; bien loin de contrarier les projets de Guillaume, la plupart faisaient des vœux pour lui et servaient sa cause, les uns par leur inaction, les autres par leurs préparatifs, d'autres encore par des secours réels.

A la vérité, le prince d'Orange avait perdu, dans la personne du grand électeur de Brandebourg, un allié fidèle et un ami sûr. Frédéric Guillaume était fait par son génie pour traiter la grande politique qui décide de la destinée des États; son expérience consommée et le coup d'œil vaste et pénétrant qu'il portait sur les affaires de l'Europe, le rendaient digne d'être le confident et le conseil de Guillaume. Sa haine contre Louis XIV, son zèle pour la religion protestante, l'intérêt qu'il prenait à la prospérité de la Hollande et à la sûreté de l'Allemagne, tout se réunissait pour lui faire approuver les projets du prince d'Orange; il lui avait promis des troupes, et il allait prendre une part active aux grands événements qui se préparaient, lorsqu'il fut atteint par la mort. Il était descendu au tombeau, emportant avec lui la gloire d'avoir été le créateur d'une puissance qui devait, dans ses développements ultérieurs, étonner le monde. Son successeur, Frédéric III, n'avait pas hérité de son génie, mais il avait hérité de ses principes politiques. Le caractère noble et généreux du nouvel électeur ne lui permettait pas d'abandonner une cause qui paraissait être celle de la religion et de la liberté; l'état florissant de son pays, que son père avait régénéré, l'ordre qui régnait dans ses finances, l'armée nombreuse et aguerrie dont il pouvait disposer, lui fournissaient les moyens de rendre à Guillaume des services importants. Ce prince lui avait envoyé le comte de Bentinck pour l'instruire de tous les détails de son entreprise, et Frédéric avait contracté les mêmes engagements que son père. Les troupes qu'il promit à Guillaume devaient être commandées par le maréchal de Schomberg, réfugié français, distingué par ses talents et devancé par une grande réputation, qui avait cherché et trouvé un asile dans le Brandebourg.

Quelque précieuse que fût cette alliance, elle n'offrait au prince d'Orange que des ressources insuffisantes; ce fut surtout l'empire

presque absolu de Guillaume sur les états généraux, et la confiance illimitée dont il jouissait en Hollande, qui lui permirent de rassembler toutes les forces qu'il fallait pour son invasion d'Angleterre, et qui, le rendant maître des vaisseaux, des troupes, des arsenaux, des trésors de la république, lui donnèrent les moyens de réussir. Les états étaient dominés par l'ascendant de son génie et par la fermeté de son caractère; le peuple voyait dans l'expulsion de Jacques le triomphe de la religion protestante, et dans Guillaume le sauveur de la Hollande; rien ne lui fut refusé. Il obtint des états, sous prétexte de réparer les fortifications du Brabant, quatre millions de ducats, payables en quatre ans, et les réfugiés français, qui avaient apporté beaucoup d'argent en Hollande, lui avancèrent sur-le-champ la plus grande partie de cette somme. On avait ordonné l'équipement de quarante vaisseaux de ligne, en apparence pour punir les Algériens qui avaient insulté le pavillon des Provinces-Unies. Le prince en mit douze de plus en commission; sur tous les chantiers et dans tous les ports on construisait des bâtiments pour le transport des troupes; on faisait des amas d'armes, de munitions, de vivres, et tout se préparait à la guerre.

L'essentiel était de couvrir du mystère la véritable destination de ces préparatifs immenses, de donner le change au roi d'Angleterre, et surtout à la France. La mort de l'électeur de Cologne, et les troubles qui s'élevèrent à l'occasion du choix de son successeur, fournirent à Guillaume d'excellents prétextes pour continuer ses opérations sans découvrir son secret. Louis XIV avait voulu placer sur le siége de Cologne le cardinal de Fürstenberg, sa créature; l'empereur et l'empire soutenaient le prince Clément de Bavière; le chapitre avait été partagé. Innocent XI mécontent de la France, voulant se venger de Louis XIV, s'était déclaré pour le prince Clément. La France menaçait. Le voisinage ne permettait pas aux états généraux de rester spectateurs indifférents et oisifs de ces démêlés; on parut craindre pour la sûreté des frontières de la Hollande; il fallait songer à les couvrir à tout événement. Guillaume ordonna un rassemblement de troupes à Nimègue, comme une mesure de précaution que dictait la prudence. C'étaient en grande partie celles qui étaient destinées à l'expédition d'Angleterre; tout s'acheminait au dénoûment; déjà dans le mois de juin 1688, le prince d'Orange avait une flotte prête à mettre à la voile; le moment du départ était fixé à l'entrée de l'hiver, où le prince croyait que la France pourrait le moins traverser l'exécution de ses desseins.

Jacques ne se doutait pas des dangers qui le menaçaient; dans une sécurité profonde, il reposait sur le bord d'un abîme, et se croyait affermi sur un trône qu'il allait perdre. Son orgueil était le principe de son aveuglement; les faux rapports de ses ministres et les artifices perfides de Sunderland entretenaient son ignorance. Louis XIV lui-même ignora longtemps la véritable destination des armements du prince d'Orange. A la fin, ses ministres, plus pénétrants et surtout plus fidèles que ceux du roi d'Angleterre, découvrirent la vérité, et en instruisirent leur maître. Le roi de France se hâta de faire passer ces nouvelles importantes à son allié, et lui offrit ses secours; Jacques refusa d'y croire, rejeta les offres de Louis, et de crainte que la seule idée d'une alliance avec la France n'irritât le peuple anglais, il fit déclarer à La Haye, qu'il n'avait contracté avec cette puissance aucune espèce d'engagements. Bientôt les projets de Guillaume ne furent plus un secret; la marche des troupes de Nimègue à Rotterdam, l'embarquement des armes et des munitions ouvrirent les yeux aux moins clairvoyants et Jacques fut forcé de se rendre à l'évidence.

Revenu de la première consternation dans laquelle le jeta cette cruelle certitude, il résolut de faire tête à l'orage, en gagnant le peuple par des faveurs, et en formant une armée et une flotte qui lui permissent de repousser la force par la force. Substituant la douceur à la sévérité, l'affabilité à la hauteur, des maximes libérales à des maximes despotiques, et les mesures de la prudence à la fougue du fanatisme, il suivit, pour combattre le danger, la marche qu'il aurait dû adopter de bonne heure, pour écarter de sa tête les malheurs qui l'attendaient. Il annonça qu'il convoquerait un parlement pour le 27 novembre 1688; il publia une déclaration par laquelle il reconnaissait en quelque sorte ses fautes et ses erreurs, et promettait de les expier, en soutenant l'Église anglicane, et en éloignant les catholiques des places. L'évêque de Londres, qui avait été suspendu, fut réintégré dans ses fonctions; on rendit à la ville de Londres sa charte et ses anciens priviléges. Les évêques qui se trouvaient dans la capitale furent consultés; parmi eux étaient les prélats réfractaires; ils demandèrent le redressement de tous les justes griefs de la nation. Jacques les écouta avec bonté, parut frappé de la sagesse de leurs conseils, les assura, quoique dans des termes un peu vagues, qu'il ferait droit à leurs représentations, et répara en effet quelques injustices de détail. Cependant, ces marques de repentir et les avances que le roi fit à la nation ne produisirent pas l'effet désiré; les

uns virent dans ces protestations le langage de la peur, qui trahissait la faiblesse de Jacques et leur présageait des succès; les autres se défiaient de sa sincérité, ne croyaient pas à sa conversion, repoussaient ses caresses comme autant d'artifices grossiers, et disaient que, le danger passé, il reprendrait ses anciens principes. On ne tient jamais compte aux souverains de ce que la nécessité leur dicte ou leur arrache, et Jacques, toujours partagé entre le désir de regagner le cœur de son peuple et la crainte de compromettre les intérêts de la religion catholique, ne faisait tout qu'à demi et gâtait d'un côté ce que de l'autre il paraissait vouloir corriger.

A ces mesures insuffisantes, destinées à lui concilier de nouveau l'opinion publique, le roi joignit des préparatifs de guerre, et y porta la plus grande activité. A la fin, éclairé sur la trahison de Sunderland, il le congédia; mais cette disgrâce venait trop tard, et ceux auxquels il fut obligé de se confier ne méritaient guère plus sa confiance que ce ministre perfide. Cependant, le royaume fut mis dans un état de défense respectable; l'armée fut augmentée jusqu'à quarante mille hommes; la flotte, forte de soixante vaisseaux, entre lesquels on en comptait trente-six de ligne, se réunit sous les ordres du lord Darmouth, qui était l'idole des marins, et elle se posta à Gunfleet, à la hauteur d'Harwich, pour attendre les Hollandais.

Tout étant préparé pour sa grande entreprise, le prince d'Orange prit congé des états généraux par un discours énergique, leur recommanda son épouse, et répandit dans toute l'Angleterre un manifeste qui annonçait son but ostensible. Il voulait qu'un parlement libre et légal sanctionnât et garantît les libertés de la nation et les concessions faites en dernier lieu par Jacques. Le vent ayant enfin tourné au nord-est, il mit à la voile à Helvoetsluis, le 30 octobre 1688. Sa flotte était nombreuse, bien équipée, superbe; cinquante vaisseaux de ligne, vingt-cinq frégates, plus de cinq cents barques de transport formaient un armement tel que la Hollande n'en avait jamais vu sortir de ses ports. Cette flotte portait quinze mille hommes, une excellente cavalerie et trois cents officiers français réfugiés, qui, en allant combattre Jacques II, croyaient combattre pour leur culte. Le prince, accompagné du maréchal Schomberg, que le Brandebourg lui avait cédé, montait une frégate sur laquelle flottait le pavillon anglais avec cette devise : *Je maintiendrai la religion protestante et les libertés de l'Angleterre.* A peine la flotte avait-elle paru à la mer, que les éléments se déclarèrent contre

elle; une furieuse tempête l'assaillit et dispersa les vaisseaux; le lendemain de son départ, le prince rentra dans Helvoetsluis. Peu à peu tous les bâtiments le rejoignirent, et il mit une telle activité, et le peuple un tel zèle à réparer le dommage, qu'au bout de sept jours il quitta de nouveau le port, avec toutes ses forces, sous les auspices les plus favorables.

Sa navigation fut heureuse et ne fut troublée par aucun accident. La flotte traversa le Canal, et s'y déployant dans toute son étendue et dans toute sa magnificence, offrit aux habitants des côtes de la France et de l'Angleterre, un spectacle imposant, qui excitait dans les deux pays des sentiments bien opposés. Ce grand corps employa sept heures à passer le détroit, et couvrait un espace de sept lieues. Guillaume avait fait voile vers le nord, afin de donner le change à Jacques et d'attirer son attention de ce côté; puis s'abandonnant au vent d'est qui le favorisait, il dirigea sa course du côté de Torbay. Lorsqu'il fut à cette hauteur, il y eut un moment de calme qui, s'il s'était prolongé, aurait pu devenir funeste à Guillaume; mais le vent tourna au sud-est, et il fut porté sans obstacle dans le port. Darmouth, qui brûlait de servir la cause de Jacques et de se mesurer avec ses ennemis, était enchaîné à Gunfleet. La tempête ne lui avait pas permis d'aller chercher la flotte hollandaise, et le même vent qui favorisait Guillaume empêchait la flotte royale de sortir du port. Quelque mal disposée que fût en faveur de Jacques une partie des officiers de sa flotte, il est vraisemblable que, si les deux flottes avaient pu se joindre, l'exemple de l'amiral, leur bravoure naturelle et la jalousie nationale les auraient animés au combat; ce fut de la direction du vent que dépendit la chute de Jacques, la fortune de Guillaume et le sort de l'Angleterre.

Le premier début du prince d'Orange ne fut pas brillant. Ses troupes avaient débarqué tranquillement; leur situation n'en était pas meilleure; les pluies avaient rendu les chemins presque impraticables; l'armée manquait de beaucoup de choses, et personne ne venait joindre le prince. Dans le premier moment, la ville d'Exeter lui ferma les portes; le découragement gagna les soldats et les officiers. Huit jours qu'il passa à Exeter ne changèrent rien à cet état de choses; déjà l'on parlait de se rembarquer et d'abandonner les Anglais à eux-mêmes; le parti du roi triomphait; s'il avait pu ou voulu profiter de ce premier moment, il aurait peut-être frappé un coup décisif. Sa joie fut de courte durée. Les ennemis de Jacques et les amis de Guillaume attendaient seulement que quel-

qu'un se déclarât, pour suivre cet exemple et lever le masque. Le major Burlington fut le premier qui joignit le prince d'Orange, et bientôt arrivèrent en foule dans son camp des personnages de la plus haute distinction et des hommes de tout ordre et de tout état.

L'armée de Jacques II était réunie dans les plaines de Salisbury. Quoique l'esprit des troupes ne fût pas excellent, le roi pouvait cependant encore compter sur elles. Quelques officiers généraux étaient gagnés ; un plus grand nombre était ébranlé ; les soldats n'aimaient pas la personne de Jacques, et beaucoup d'entre eux partageaient même l'animosité générale contre lui ; mais l'habitude du respect et de l'obéissance existait encore dans toute sa force ; on pouvait beaucoup attendre de l'honneur national ; en flattant habilement l'orgueil de l'armée, et en lui peignant les Hollandais et Guillaume comme des étrangers qui venaient faire la loi en Angleterre, on aurait pu allumer ses passions ; l'essentiel était d'agir, de montrer de la confiance aux troupes pour affermir leur fidélité, de mettre dans ses opérations de la promptitude et de la hardiesse, et de ne pas laisser à Guillaume le temps de se reconnaître, de nouer ses intrigues et d'employer les moyens de corruption. Dans une guerre ordinaire d'invasion, la puissance attaquée, placée au centre de toutes ses ressources, peut trouver son compte à traîner la guerre en longueur contre un ennemi éloigné du centre de ses forces, et qui s'affaiblit à mesure qu'il avance. L'invasion de Guillaume était dirigée contre le roi et non contre l'État ; c'était dans le pays même qu'il espérait se procurer des alliés et du secours ; il fallait donc à tout prix l'écarter du foyer de l'opinion, et se hâter de le combattre et de le vaincre, pour l'obliger à quitter l'Angleterre ; plus il y séjournait, plus il devenait redoutable. Jacques ne fit rien de ce qu'il fallait faire pour défendre son autorité et pour conserver le trône ; frappé d'aveuglement, il parut au-dessous de lui-même dans ce moment critique. Au lieu d'enchaîner à sa cause, par son courage, par son activité, et surtout par des victoires, les esprits flottants et irrésolus, il ne montra que de la lenteur, de la crainte, de l'indécision, et lui-même entraîna la défection de son armée.

Un petit nombre d'officiers et de soldats avaient joint le prince d'Orange ; la masse de l'armée tenait encore ferme. Jacques se rendit au camp, et le quitta bientôt après pour retourner à Londres, en ordonnant aux troupes de faire un mouvement rétrograde, et de se rapprocher de la capitale. Ce fut le signal du découragement et de la déser-

tion. Churchill, dont Jacques avait commencé la fortune, et qui par son génie la poussa si loin dans la suite, fut un des premiers à donner l'exemple de la défection; le duc de Grafton et beaucoup d'autres officiers de marque le suivirent. Les troupes désorganisées, affaiblies, indifférentes au sort d'un roi qui ne paraissait pas s'intéresser à lui-même, se replièrent en désordre sur Londres; ce n'était déjà plus cette armée avec laquelle Jacques aurait pu triompher de ses ennemis.

Cependant l'heureux Guillaume avançait toujours, et ne rencontrait presque point de résistance. De toutes parts arrivaient des adresses de félicitation et de remercîment; son camp se remplissait tous les jours de nouveaux partisans; la cour de Jacques devenait de plus en plus déserte. Partout on formait des confédérations en faveur du prince d'Orange; dans tous les comtés les grands se déclaraient pour lui; l'opinion publique se prononçait hautement contre le roi; l'espérance de l'impunité donnait du courage aux plus timides; l'entreprise de Guillaume paraissait plus juste depuis qu'elle était couronnée par le succès; l'activité et l'audace du prince inspiraient autant d'intérêt, que la conduite de Jacques inspirait de mépris. La plupart des hommes se rangent toujours du côté du bonheur, et pour qu'ils épousent la cause du malheur, il faut que de grandes qualités commandent en quelque sorte leur estime. Ici c'était tout le contraire; Jacques montrait de la faiblesse, Guillaume était aussi habile qu'heureux.

Bientôt la confusion augmenta, et à mesure que le prince d'Orange approchait de Londres, le roi songeait moins à la résistance et se flattait vainement de se sauver par des négociations. Guillaume dissimulait sa joie, affectait le même désintéressement qu'il avait annoncé dans son manifeste, s'enveloppait de sa réserve et de sa froideur, et ne parlait pas de réconciliation. Dans le fait, il comptait profiter des circonstances, et ne mettait plus de bornes à ses désirs. Jacques, abandonné par ceux qu'il avait crus ses amis, délaissé même par sa fille, la princesse Anne, qui s'était retirée à Northampton, sous prétexte de sa grossesse, envoya une députation au prince d'Orange, pour lui faire des propositions d'accommodement. Le prince avait assuré, de bouche et par écrit, qu'il ne voulait que la convocation d'un parlement libre et légal, qui mît la liberté générale en sûreté. Les commissaires de Jacques lui proposèrent de convoquer une assemblée de ce genre, et de lui soumettre la décision des affaires publiques. Les Anglais qui s'étaient attachés au prince lui formaient une espèce de conseil; il les chargea de répondre au roi;

comme ils prévoyaient que dans ce moment ils ne pourraient pas exercer une grande influence sur les nouvelles élections, ils voulaient qu'on différât encore la convocation du parlement, et qu'il fût composé des amis et des créatures de Guillaume. Le prince d'Orange n'était pas de cet avis, mais les bases de l'arrangement provisoire qu'il envoya à Jacques, conçues dans le même esprit, étaient de nature à enlever à ce prince son autorité presque entière, et à la faire passer entre les mains de son gendre.

Le roi sentit plus vivement que jamais qu'il aurait dû en appeler à la force et qu'il ne pouvait rien attendre de la modération de Guillaume, ni même de la pitié de ses ennemis. Recevant à chaque instant la nouvelle de quelque défection, tourmenté de défiance et de soupçons, ne pouvant s'ouvrir avec sûreté à personne, cet infortuné monarque ne voyait aucune ressource dans le présent; le passé lui offrait des souvenirs cruels, et de sombres pressentiments lui faisaient redouter l'avenir. Au lieu de prendre conseil de son désespoir, de combattre, fût-ce sur les marches du trône, et de périr les armes à la main, plutôt que de se laisser dicter des lois dans sa capitale, Jacques ne vit de salut que dans la résignation ou dans la fuite, et prouva par un grand exemple qu'on ne perd les couronnes que par faiblesse, et que ceux à qui l'on enlève le pouvoir suprême, méritent presque toujours leur sort par la facilité malheureuse avec laquelle ils abandonnent le sceptre.

La reine quitta l'Angleterre la première. Elle augmentait les craintes du roi par ses inquiétudes, et le conjurait de mettre le prince de Galles en sûreté; Jacques y consentit. Elle descendit la Tamise dans une barque; la nuit était orageuse, le temps affreux. Elle ne croyait guère voir Londres pour la dernière fois, et tenait dans ses bras cet enfant infortuné, dont les malheurs commencèrent avec la naissance. Le duc de Lauzun, fameux par son esprit, par son audace, par sa bonne et mauvaise fortune, accompagna la reine dans sa fuite, et la conduisit en France, où il obtint, de cette manière, le droit de reparaître.

Après le départ de la reine, la solitude du palais devint plus profonde, la tristesse et le découragement s'emparèrent de plus en plus de l'âme du roi; tout le monde prévoyait sa chute, et tout le monde s'éloignait de lui. Les grands l'avaient abandonné; les soldats lui refusaient l'obéissance: le peuple même l'insultait. Le supplice de son père était toujours présent à ses yeux; il voyait l'échafaud, et il oubliait le trône; agité d'une terreur panique, il résolut de quitter l'un pour éviter l'autre. Les amis du

prince d'Orange entretenaient les frayeurs de Jacques; ils lui persuadaient que sa vie était en danger, ou que sa fuite mettrait le royaume dans une telle confusion que l'Angleterre redemanderait à grands cris son retour. On le trompait; au défaut d'une résistance vigoureuse, son inaction, sa présence seules auraient rétabli ses affaires ou du moins arrêté le développement des projets de l'ambitieux Guillaume; mais il suivit les inspirations de la peur et les perfides conseils de ses ennemis. Le 10 décembre 1688, vers minuit, il sortit déguisé du palais, passa la rivière en bateau, et prit des chevaux jusqu'à Embyferry. A peine s'y était-il embarqué qu'il fut saisi par des pêcheurs, qui ne le connaissaient pas et qui le conduisirent à Feversham; bientôt il fut ramené à Londres.

La confusion avait été terrible dans cette capitale au moment où l'on avait appris la fuite du roi. Il n'y avait plus de gouvernement; les lois étaient sans force, les magistrats sans autorité, et le peuple sans frein. La multitude se porta sur les chapelles catholiques, et les démolit. On craignait un massacre général des catholiques, et les passions de la populace déchaînées menaçaient la ville et l'État des plus effroyables catastrophes. Dans cette crise, il importait peu de respecter les formes, pourvu qu'on sauvât l'État. La nécessité d'un pouvoir quelconque, qui prévînt les crimes et les excès, était vivement sentie par ceux qui avaient des principes et des propriétés. Les pairs du royaume qui se trouvaient à Londres, au nombre de trente, se saisirent de l'autorité, et personne ne s'avisa de demander si cette mesure était légale. Les pairs donnèrent des ordres à l'armée royale et à toutes les villes; ils publièrent une déclaration, par laquelle ils invitaient formellement le prince d'Orange à régler les affaires de l'État, et lui envoyèrent une députation chargée de lui remettre cet écrit.

Guillaume n'avait pas attendu cette invitation pour agir en souverain. Par une proclamation, il avait enjoint aux troupes royales qui s'étaient débandées, de se réunir de nouveau; des officiers prenaient en son nom possession des places fortes; son armée avançait toujours sans rencontrer d'obstacles. Déjà il était à Windsor, lorsqu'il apprit que Jacques avait été reconduit à Londres, et qu'il y avait été reçu avec des acclamations. En effet, le peuple l'avait accueilli avec transport, soit que son retour lui parût le gage de la tranquillité publique, soit que les malheurs de ce prince, donnant un exemple frappant de la vicissitude des choses humaines, eussent disposé les cœurs à la pitié. Tout autre que Jacques eût habilement profité de ces dispositions heureuses, et eût fait jouer

les ressorts de la compassion, de l'orgueil national, de la haine des étrangers, pour combattre Guillaume avec succès; Jacques resta dans son apathie, et bientôt le peuple se calma et revint peu à peu à sa première indifférence pour lui.

Le prince d'Orange, craignant les effets de l'inconstance populaire et l'intérêt que de grands malheurs inspirent toujours aux hommes, résolut de hâter le dénoûment et d'éloigner Jacques à tout prix. Il lui fit déclarer par le comte de Zülestein, qu'il ne négocierait pas avec lui avant que les troupes royales eussent évacué Londres. Dans le même temps, les gardes de Guillaume marchaient pour s'emparer de Whitehall. Le vieux Craven, qui commandait les gardes du roi, voulait disputer le terrain; Jacques s'y opposa; ses braves soldats ne cédèrent leur poste qu'avec une fureur secrète. Les Hollandais prirent leur place et le roi fut prisonnier dans son propre palais. Sa présence seule à Londres donnait de l'inquiétude à son gendre; on le força de partir pour Rochester; là, on lui fournit toutes les facilités possibles pour s'évader; on lui en suggéra l'idée; on lui présenta de nouveau le fantôme de son père tombant sous la hache de l'exécuteur. Jacques eut la faiblesse de céder à ces craintes chimériques; il fut assez lâche pour prendre le parti de s'enfuir, et assez malheureux pour exécuter heureusement son dessein. Une barque le porta en France; il aborda près d'Ambleteuse, ayant avec lui un de ses serviteurs et son fils naturel, le duc de Berwick.

Cette fuite était décisive pour la fortune de Guillaume et pour la ruine de Jacques. En abandonnant sa propre cause, il assurait le triomphe de son ennemi, et lui permettait de se mouvoir librement dans la route qui devait le conduire au trône. Déserter le trône, c'était mettre les Anglais dans la nécessité d'en disposer en faveur d'un autre et les forcer en quelque sorte à faire une révolution. Le roi, livrant par sa retraite le royaume au désordre et à l'anarchie, libérait ses sujets de leurs obligations, et leur donnait le droit de pourvoir eux-mêmes à la conservation et au salut de l'État.

La fuite de Jacques paraissait exposer l'État aux plus terribles convulsions; le roi était la clef de la voûte politique, et la constitution entière semblait devoir crouler du moment où il n'y avait plus de pouvoir royal; car tous les autres pouvoirs supposaient son existence et son action. On pouvait craindre que les différentes classes de l'État ne fussent livrées à la merci de la populace, accoutumée à voir dans la personne du roi le représentant, le garant et le vengeur de l'ordre social, ou que

du moins les deux partis opposés ne prissent les armes et que la guerre civile ne fût inévitable. Rien de tout ce qui était vraisemblable au premier coup d'œil n'arriva; l'événement démentit tous les calculs et toutes les craintes; Londres resta tranquille; l'Angleterre tout entière offrit un spectacle imposant et majestueux, celui d'une nation qui se respecte elle-même, et qui sait à la fois éviter la licence et combattre le despotisme. Les propriétaires qui, dans tous les pays civilisés, forment seuls le véritable peuple, se rappelaient les sanglantes leçons du passé, et redoutant tous les excès, ne demandaient que le règne des lois; la populace était contenue par le peuple lui-même et par l'armée du prince d'Orange; les partisans du roi, découragés et dégoûtés par sa fuite, manquaient d'un point de ralliement, et croyaient pouvoir sans scrupule abandonner un prince qui avait trahi sa propre cause. Les amis de Guillaume étaient en même temps ceux de l'État; ils voulaient que cette révolution tournât au profit de la liberté publique, et que tout fût tranquille, afin que la grande transaction qui se préparait fût libre et réfléchie, et que la force des armes ne décidât pas des changements qui devaient être le résultat de la raison publique. Guillaume lui-même était personnellement intéressé à prévenir, comme à éviter toute espèce de violence; toujours fidèle, en apparence, à son rôle de médiateur, et feignant de se soumettre à des circonstances qu'il amenait et qu'il ne paraissait pas même espérer, il était trop habile pour ne pas sentir qu'il ne serait sûr du trône, qu'autant qu'il y serait porté par le vœu du peuple.

Jacques II, en quittant Rochester, avait adressé au comte de Middleton un écrit dans lequel il rendait compte à la nation du motif de sa fuite, et déclarait qu'il ne s'éloignait de l'Angleterre que pour y revenir et lui rendre la liberté. Quand cet écrit aurait été un chef-d'œuvre de force et de logique, il devait demeurer sans effet; la faiblesse et la lâcheté des actions décréditent toujours les raisonnements par lesquels on essaye de les justifier. Le conseil des pairs, à qui la lettre de Jacques fut remise, n'y fit aucune attention; il invita le prince d'Orange à se charger de l'administration provisoire, et à convoquer une convention qui réglât définitivement les affaires. Guillaume accepta; cette offre était un premier pas, et promettait encore à son ambition de plus grands succès; mais toujours jaloux de donner à son rôle les couleurs de la justice, et au pouvoir qu'il exerçait, les formes de la liberté, il voulut avoir l'agrément des communes, et convoqua tous ceux qui avaient siégé dans les deux derniers parlements du règne de Charles II. La chambre

basse demanda, conjointement avec les pairs, un parlement qui fût convoqué sous le nom de Convention, vu que, suivant les lois politiques du royaume, il n'y avait que le roi d'Angleterre qui pût assembler un parlement légal. Jusqu'à ce que la Convention se formât, le prince d'Orange donna tous les ordres dans le royaume, et y exerça toute l'autorité du souverain légitime; il confirma dans leurs places tous les officiers civils et militaires qui n'étaient pas catholiques, et intima à Barillon, ambassadeur de France, l'ordre de quitter l'Angleterre. Il écrivit des lettres circulaires aux comtés et aux bourgs pour l'élection de leurs représentants, et afin de remplir les caisses de l'État, qui se trouvaient vides au départ de Jacques, il emprunta de la ville de Londres une somme considérable. Tout succédait au gré de ses vœux; tous les ordres de l'État lui obéissaient; il fallait une autorité quelconque, et ses qualités personnelles, inspirant à la fois la confiance et la crainte, le rendaient digne de gouverner.

La Convention s'assembla le 22 janvier 1689. Les opinions étaient partagées sur la meilleure manière de pourvoir à la vacance du trône, mais on était généralement d'accord que Jacques en était déchu par sa fuite, soit qu'on la nommât une abdication ou une désertion. On n'était pas d'accord sur la place et le titre qu'on donnerait au prince d'Orange dans le nouvel ordre de choses, mais tous sentaient la nécessité de lui confier l'administration, et il était facile de prévoir qu'il remporterait finalement un triomphe complet. Il avait la force en main, et il ne fallait pas l'exposer à la tentation de l'employer; on ne pouvait pas espérer de le gagner d'adresse et de lui donner le change sur sa position, encore moins de vaincre sa fermeté et d'obtenir de lui des complaisances et des sacrifices contraires à son intérêt particulier, qui paraissait se confondre avec l'intérêt national. Il voulait être roi d'Angleterre; il le devint. Les uns désiraient une régence; les autres penchaient à conférer la royauté à Marie, l'épouse du prince d'Orange; Guillaume déclara qu'il ne demandait rien, mais qu'il ne se contenterait jamais d'une place subalterne, ni d'une autorité empruntée et précaire. Les communes décrétèrent que le trône serait déféré à Guillaume et à Marie, et qu'ils régneraient conjointement. Dans la chambre des pairs, il y eut de longs et violents débats avant qu'on adoptât la résolution de la chambre basse. Les Torys voulaient qu'on déviât le moins possible de la loi de l'hérédité et de l'ordre de la succession; les Whigs leur firent sentir leur inconséquence; dès qu'ils convenaient de la nécessité d'une déviation, le plus ou le moins

était assez indifférent dans la théorie, et dans la pratique l'intérêt de l'État devait décider du degré. Il plaidait en faveur de Guillaume. Des conférences s'ouvrirent entre les deux chambres; le prince et la princesse d'Orange furent déclarés roi et reine d'Angleterre. Le pouvoir royal devait résider dans le prince seul; et il devait l'exercer sans partage; les héritiers de Marie, ceux de sa sœur la princesse Anne, ceux de Guillaume devaient, au défaut les uns des autres, occuper successivement le trône d'Angleterre.

Les communes avaient pourvu à l'ordre public, en proposant les premières cette loi de succession; elles pourvurent à la liberté en déterminant avec plus de précision les droits de la nation et ceux du trône. Cette occasion de fixer les limites du pouvoir du parlement et celles du pouvoir royal était belle, elle était unique. Les représentants du peuple pensèrent à la postérité, et ils présentèrent à Guillaume l'acte connu sous le nom de *déclaration des droits;* c'était la charte qui énonçait les conditions sous lesquelles Guillaume avait obtenu la couronne. Elles étaient conformes à l'esprit des monarchies mixtes, et un simple développement des principes de la constitution de l'Angleterre. La déclaration des droits établissait que le roi n'aurait pas le pouvoir de dispenser des lois; qu'aucun impôt ne serait légal s'il n'était consenti par le parlement; qu'en temps de paix, pour lever une armée permanente, il faudrait l'agrément des représentants du peuple; qu'on assemblerait de fréquents parlements; que les élections seraient libres; que la plus grande indépendance régnerait dans les débats parlementaires, et que tous les Anglais auraient le droit de pétition. Guillaume accepta, et prit possession de la couronne.

La révolution était consommée. On peut dire avec vérité que Jacques, qui en fut la victime, en avait été l'auteur. Le premier, il avait entrepris ouvertement de renverser les lois de l'État, et d'usurper la souveraineté tout entière, que, selon la constitution, le parlement devait partager avec le roi. Non-seulement il s'était arrogé le droit de dispenser des lois, il avait encore essayé de régner sans parlement. Selon les principes de tous les gouvernements où la volonté souveraine doit résulter du concours de plusieurs éléments, si ces assemblées avaient été légalement convoquées, elles auraient eu le droit de refouler le pouvoir royal dans ses véritables limites. C'était ces assemblées tutélaires de la nation dont Jacques voulait se passer; il fallait donc que la nation employât d'autres moyens pour conserver son existence.

Guillaume vint au-devant de ses besoins et de ses désirs; il réussit parce qu'il était l'organe de la volonté générale, et l'opinion publique fit plus pour lui que son armée. Les Anglais redemandaient les parlements; le roi, qui seul pouvait les convoquer, rendit par sa fuite une marche légale absolument impossible, puisqu'il commettait lui-même la plus grande illégalité. Sans doute le premier parlement qui demanda la convention, et la convention elle-même, n'ayant pas été assemblés par le roi, auraient exercé un pouvoir usurpé si le trône n'avait pas été vacant. Mais le monarque avait disparu; partie intégrante du souverain, il aurait amené par sa fuite la dissolution de l'État, si les deux autres éléments du souverain avaient refusé d'agir, et n'avaient pas rendu à la constitution son intégrité en créant un nouveau roi. C'était le seul moyen de sauver l'État; il fallait sacrifier la lettre de la loi à l'esprit qui l'avait dictée; la nécessité avait créé les formes, les formes devaient céder un moment à la nécessité.

Au lieu d'incidenter sur la légalité de la marche que prit la révolution en Angleterre, on doit s'étonner qu'elle ait été si peu illégale, et admirer la sagesse, la mesure, la modération qui caractérisent tous ses pas. Ce serait peu de dire qu'elle n'a pas été souillée par les injustices, les violences, les crimes qui ont ensanglanté tant d'autres mouvements de ce genre. La nation a supporté un moment l'absence de tout gouvernement, et quoiqu'il n'y eût plus de force coactive, elle a évité tous les excès; les représentants de cette même nation ont saisi le sage milieu dans lequel se réunissent la liberté et l'ordre, et au sein d'une de ces crises où souvent les têtes les plus saines se démentent, elle a évité toute espèce d'exagération de principes et d'idées. Elle vit la garantie de la liberté publique dans la prérogative royale et dans les limites de cette prérogative; en transférant la couronne à Guillaume, à condition qu'il accepterait la déclaration des droits, elle stipula pour le peuple, et opposa des barrières au despotisme; en choisissant un roi dans la propre famille de Jacques, en plaçant sur le trône sa fille et son gendre, elle consacra la loi de l'hérédité, dans le moment même où elle paraissait y porter atteinte, et en respectant les droits, le pouvoir et la dignité de la couronne, elle stipula encore pour le peuple et éleva un boulevard contre la licence. La convention vit le bien, le voulut, l'exécuta, et ne rêva pas un mieux idéal et chimérique; fidèle au système des contre-forces, elle se plaça et se maintint, avec une puissance d'arrêt admirable, sur la ligne qui sépare la monarchie limitée de la république. L'Angleterre, éclairée

par sa propre expérience et par de tristes mais utiles souvenirs, perfectionna sa constitution, et y déposa le germe heureux de développements ultérieurs, qu'on doit regarder comme autant de conséquences de la révolution.

Cette révolution a été le point de départ de la grandeur et de la prospérité de l'Angleterre; elle en a encore été le principe et la source. Depuis cette époque, l'Angleterre a pris son essor vers tous les genres de gloire; et si elle a fait courir des dangers à l'équilibre politique de l'Europe, on ne doit pas oublier qu'elle l'a sauvé plus d'une fois. La sage hardiesse, le courage réfléchi, l'esprit public, la vigueur et la tenue de la volonté, tous les traits du caractère national se montrèrent dans la révolution, et la révolution a décidé et prononcé davantage ce caractère, qui fait des Anglais une véritable nation, et de cette nation un tout admirablement organisé. Nous allons la suivre dans les efforts et les sacrifices qu'elle fit pour défendre son ouvrage contre les entreprises de la France, armant en faveur de Jacques et voulant donner des lois à l'Angleterre, afin d'asservir d'autant plus sûrement les autres États de l'Europe. Une nation de cette trempe achève ce qu'elle commence, soutient ce qu'elle a une fois mis en avant, et ne reçoit des lois de personne. Guillaume la connaissait, et les autres puissances de l'Europe se rallièrent à elle, pour arrêter l'ambition de Louis XIV; une guerre générale était inévitable.

CHAPITRE XXV.

LA FRANCE ROMPT LA TRÊVE DE VINGT ANS. — NOUVELLES VIOLENCES DE LOUIS XIV EN ALLEMAGNE. — GRANDE ALLIANCE. — LA FRANCE COMBAT CONTRE LA MOITIÉ DE L'EUROPE. — TENTATIVES INFRUCTUEUSES DE JACQUES, SOUTENU PAR LA FRANCE, POUR REMONTER SUR LE TRÔNE. — GUERRE MARITIME. — MORT DE LOUVOIS. — CAMPAGNES ET VICTOIRES DE LUXEMBOURG. — ÉPUISEMENT DE LA FRANCE. — MORT DE LUXEMBOURG. — NÉGOCIATIONS ET PAIX DE RYSWICK. — PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE EN ANGLETERRE.

La ligue d'Augsbourg avait réuni contre la France, l'empereur, l'empire, l'Espagne et la Hollande. Cette ligue, dans son principe, était purement défensive; la plupart des puissances qui y étaient entrées n'avaient ni les moyens ni la volonté de former des vues ambitieuses et d'exécuter des projets hostiles. Guillaume seul prévoyait qu'il faudrait bientôt que l'Europe prît une attitude offensive, et que la France forcerait les autres États à une résistance active et prononcée. Pouvant moins que jamais espérer la paix avec la France, depuis qu'il avait été élevé sur le trône d'Angleterre, il désirait que la guerre devînt générale. En conséquence, il allumait avec art les craintes et les espérances des États qui s'étaient coalisés à Augsbourg; il calmait leurs ressentiments et leurs jalousies réciproques, et nourrissait leur haine contre Louis XIV. Sans la juste indignation et les alarmes légitimes que la France avait inspirées à l'Europe, Guillaume n'aurait pas réussi à soulever toutes les puissances et à les armer dans sa propre cause. Le danger d'une monarchie universelle, que le prince d'Orange présentait à tous les cabinets, aurait paru chimérique, et les autres souverains n'auraient vu dans son zèle pour la liberté générale que le masque d'un égoïsme honteux. D'un autre côté, sans l'activité infatigable de Guillaume, sans le besoin qu'il avait de faire épouser sa cause à toute l'Europe, surtout sans les forces et les ressources que son avénement au trône d'Angleterre mettait à sa disposition, les craintes des autres souverains auraient été stériles, et leur haine impuissante. Sans doute Guillaume agissait par

intérêt propre; mais l'intérêt des puissances de l'Europe était lié au sien, et il avait le talent de sentir les rapports qui les unissaient étroitement, et le don de les rendre sensibles et frappants aux yeux de ses alliés.

Guillaume était peut-être aussi ambitieux que Louis XIV; il cachait habilement son ambition sous celle du monarque français; mais elle ne menaçait pas la liberté des États du continent; il mettait sa gloire à déjouer et combattre les projets de la puissance dominante qui semblait vouloir tout envahir. La haine personnelle du prince d'Orange contre Louis XIV, la différence de leur caractère et de leur position, rendirent l'ambition du premier aussi bienfaisante pour l'Europe que celle du second était dangereuse. L'une servait de contre-poids à l'autre; celle de Guillaume paraissait être le bouclier de l'Europe; celle de Louis XIV était un glaive toujours levé sur le faible. Il était heureux pour la liberté générale, que ces deux hommes fussent contemporains, rivaux et ennemis; leur lutte opiniâtre sauva l'indépendance des nations que chacun d'eux, s'il eût vécu séparément, aurait probablement attaquée et détruite. Si l'idée d'une puissance dominante, et même celle de la monarchie universelle, exista réellement dans la tête de Louis XIV, et ne fut jamais plus voisine d'être réalisée qu'à cette époque, on peut dire avec autant et plus de vérité, que le système des contre-forces et le beau projet d'asseoir l'indépendance des nations sur l'action et la réaction de leur puissance, ne furent jamais saisis dans toute leur étendue, ni développés dans toutes leurs conséquences et leurs ramifications, comme ils le furent par le génie profond de Guillaume. Il avait vu de bonne heure, dans le principe des contre-forces, le seul moyen d'empêcher la prépondérance d'un État quelconque, le garant et la sauvegarde de la liberté générale. Cette pensée devint sa pensée dominante, le mobile de toutes ses entreprises, le centre et le but de tous ses travaux : dans la retraite, il y ramenait toutes ses pensées, l'envisageait sous tous les rapports, la creusait et l'approfondissait de plus en plus; sur le théâtre de la vie active, il ne la perdait jamais de vue, et lui subordonnait tout le reste. Le succès de son expédition d'Angleterre et son avénement au trône, l'intéressaient moins en eux-mêmes que par les suites qu'ils devaient avoir et qu'ils eurent pour la France, dont ils empêchèrent le despotisme, et pour l'Europe, dont ils assurèrent l'indépendance.

Jacques II était encore sur le trône, et Guillaume armait contre lui, que déjà la France avait déclaré la guerre à l'Allemagne : elle avait été

la première à rompre la trêve de vingt ans, après l'avoir violée par une suite de vexations sourdes et d'injustices multipliées ; elle accusa l'Allemagne de ses propres torts, et elle mit le comble à toutes les violences qu'elle avait commises, par de véritables hostilités.

Au défaut de raisons, les prétextes mêmes lui manquaient. La ligne de Simmern s'était éteinte dans le Palatinat (1685); Louis XIV avait réclamé les droits de sa belle-sœur à la succession. Charlotte-Élisabeth, princesse de cette maison, qui avait épousé le duc d'Orléans, avait, en se mariant, formellement renoncé à l'héritage de ses pères. La cour de France revendiqua en son nom les biens allodiaux. Ils se réduisaient à peu de chose; mais la France étendait de plus en plus ses prétentions, et sous prétexte de faire valoir les titres de la duchesse, semblait vouloir s'emparer de tout le Palatinat. La diète protesta contre cette conduite illégale et contre ces usurpations répétées ; Louis XIV traita ces protestations d'insultes, et prétendit qu'il devait à sa gloire outragée, de soutenir par les armes ce qu'il appelait ses droits.

La vacance du siége de Cologne lui fournit, pour justifier son agression, un prétexte plus mauvais encore que le premier. Le roi de France avait voulu y placer une de ses créatures, le cardinal de Fürstenberg, évêque de Strasbourg ; l'empereur favorisait le prince Clément de Bavière ; la Hollande et les princes de l'empire l'appuyaient de toute leur force ; leur sûreté demandait que l'électorat de Cologne ne fût pas dans la dépendance de la France. Selon les lois canoniques, Fürstenberg ne pouvait pas être élu tant qu'il ne résignait pas l'évêché de Strasbourg ; d'un autre côté, le prince Clément n'avait pas l'âge requis par les lois. Aucun des deux n'eut dans le chapitre le nombre de voix qui seul pouvait légitimer son élection ; quinze sur vingt-deux. Mais Innocent XI. encore irrité contre Louis XIV au sujet de l'affaire des franchises, saisit avec ardeur cette occasion de lui témoigner son mécontentement et sa colère ; il donna au prince Clément un brevet d'éligibilité ; ensuite il confirma son élection. Louis XIV, furieux d'avoir manqué son but, accusa l'empire et l'empereur d'avoir intrigué contre lui, tandis que c'était lui qui avait fait jouer toutes sortes de ressorts pour mettre cette porte de l'Allemagne dans sa dépendance. On ne sait ce qu'il y a de plus étonnant dans ce procédé, ou la mauvaise foi qui fait imaginer de pareils reproches, ou l'impudeur qui les avoue et les énonce hautement.

Le plus spécieux des arguments de Louis XIV, pour persuader à la

France et aux autres pays qu'il se voyait forcé à la guerre, était la prétendue nécessité de prévenir les agressions de la ligue d'Augsbourg, qui se préparait à fondre sur lui. Cette ligue, dans son principe, était purement défensive. Guillaume, qui en avait été l'auteur, désirait vivement et espérait en secret s'en servir pour attaquer la France avec avantage; mais il suffisait d'un coup d'œil sur l'état des puissances coalisées, pour se convaincre qu'elles ne menaçaient pas Louis XIV d'un danger bien imminent; elles étaient ou trop petites pour entrer seules en lice, ou occupées ailleurs, ou jalouses de leurs propres alliés, ou trop affaiblies et trop malades pour hasarder un grand effort sans une nécessité urgente.

Léopold Ier combattait les Turcs et ses sujets. Le Croissant était encore redoutable, et le siége de Vienne avait prouvé que ses développements pouvaient encore être rapides et ses progrès alarmants. A la suite des victoires de Sobieski, les généraux de Léopold avaient remporté des avantages sur la Porte Ottomane; l'électeur de Bavière, qui commandait les troupes impériales, venait de prendre Belgrade d'assaut; cependant, la guerre n'était rien moins que terminée. La France excitait les Turcs à faire de nouveaux efforts, et entretenait, par ses émissaires, l'insurrection des Hongrois. Cette nation brave, fière, jalouse de sa liberté et de ses lois, demandait à être traitée avec dignité et avec justice. Léopold avait travaillé, depuis son avénement au trône, à enlever aux Hongrois leurs formes électives et à étendre la prérogative du roi. Ce plan, conçu sans art et conduit sans prudence, avait soulevé les esprits des Hongrois, et Tökely avait montré ce que peut un homme entreprenant, à la tête d'un peuple outragé. Sa résistance lui avait coûté la vie, mais l'insurrection lui avait survécu; Léopold était plus jaloux de la punir que d'en étouffer les restes, car il punissait les Hongrois en leur ôtant ces libertés dont il les accusait d'avoir abusé, et qu'ils n'avaient fait que défendre. L'accroissement de son autorité en Hongrie était le grand objet de l'ambition et de la politique de l'empereur.

L'Espagne était épuisée. Les passions de ses rois et leurs excès d'ambition et d'orgueil avaient affaibli ce superbe empire, dans le seizième siècle; ensuite, le défaut de régime l'avait empêché de reprendre de la vigueur; des maximes de tradition et des prétentions surannées avaient continué à miner l'État sous le règne de Charles II; il était menacé de mourir d'extinction. Ce prince, faible d'esprit et débile de corps, n'était pas ce que les rois doivent être, un principe de vie, mais un principe de

dépérissement et de mort. L'Espagne imposait encore par sa masse et par le nombre de ses provinces; d'ailleurs, l'état de la flotte, de l'armée, des finances, annonçait des dispositions pacifiques, ou plutôt les rendait nécessaires, et il était évident que cette puissance ne sortirait de sa léthargie, que lorsque des insultes multipliées ne lui permettraient pas d'y rester sans opprobre.

Les princes de l'empire germanique étaient divisés d'intérêt et partagés de principes. La plupart haïssaient et craignaient la France, et souhaitaient qu'elle fût affaiblie. Cependant ils désiraient et redoutaient en même temps la guerre; ils sentaient ce que leur situation, relativement à la France, avait de précaire et de triste; cette puissance maîtrisait l'Allemagne, et lui arrachait tous les jours, par la seule terreur, de nouveaux sacrifices; mais, d'un autre côté, ils sentaient aussi qu'une résistance faible et partielle ou malheureuse agraverait leur état, et que le remède serait pire que le mal. D'ailleurs, fidèles à leurs anciens principes, chacun d'eux voulait contribuer le moins possible à la défense générale; et quand toutes leurs forces auraient été réunies, elles n'auraient jamais formé un tout homogène et formidable.

Frédéric III, électeur de Brandebourg, était le seul des grands princes d'Allemagne qui parût disposé à soutenir, avec un véritable dévouement, la cause de la liberté germanique contre les usurpations de la France. En léguant à son fils une puissance considérable, Frédéric Guillaume lui avait transmis son zèle pour la religion protestante et sa haine contre Louis XIV. Le nouvel électeur n'avait pas reçu de la nature des formes imposantes et héroïques, et il croyait y suppléer par la pompe et l'éclat de la représentation; passionné pour le luxe et la magnificence, libéral et généreux, confiant et facile, il avait tous les défauts et même toutes les vertus qui dérangent les finances des États; avec de la bravoure sans talents militaires, des connaissances sans génie, de la bonté sans fermeté, il voulait faire le bien de ses peuples, mais il voulait surtout faire illusion à l'Europe sur l'étendue de ses ressources et sur la grandeur de sa puissance, afin de paraître digne du titre de roi, qui était déjà l'objet secret de son ambition. Il était attaché à la maison d'Orange par le sang, à la révolution qui venait de s'opérer en Angleterre par la religion, à l'empire par son rang et ses devoirs, à l'empereur par l'espérance éloignée d'obtenir de lui une plus haute élévation. On pouvait attendre d'un prince de ce caractère, si la guerre s'allumait, les plus grands efforts contre la France, et présumer qu'il serait un des ressorts les plus actifs

de la coalition. Seul, il ne pouvait ni ne voulait rien entreprendre qui donnât de l'ombrage à Louis XIV.

Ce redoutable monarque était craint et haï en Italie comme en Allemagne; là, comme dans l'empire germanique, les princes et les peuples faisaient des vœux pour son abaissement, et ils auraient volontiers prêté les mains aux puissances assez fortes et assez courageuses pour commencer la lutte avec la France; mais les États de l'Italie étaient trop faibles pour engager les premiers le combat et pour le soutenir longtemps. Venise, qui se défiait plus de la France que de l'Autriche, Gênes, qui n'oubliait et ne pardonnait pas son humiliation, ne pouvaient donner au besoin que de l'argent. D'ailleurs, l'une était trop éloignée du danger pour le juger imminent, l'autre en était trop près pour le conjurer par des mesures sérieuses. Innocent XI, plus souverain que pontife, était plus occupé des intérêts politiques de l'Europe que des intérêts de la religion; gagné par le prince d'Orange, il s'était déclaré pour lui contre Jacques II, et avait même concouru au succès de son entreprise. Ennemi personnel de Louis XIV, qui l'avait traité, dans plus d'une occasion, avec beaucoup de hauteur, il brûlait de voir son orgueil puni; lui-même ne pouvait rien faire qu'encourager les autres États à la résistance; la puissance temporelle de Rome était peu de chose, et ses armes spirituelles ne répandaient plus la terreur.

Victor-Amédée II occupait le trône du Piémont et de la Savoie. Ce prince était tourmenté du désir d'étendre sa domination et de devenir la puissance principale en Italie. L'intérêt de sa sûreté lui dictait des projets d'ambition. S'il n'augmentait pas sa puissance par des acquisitions nouvelles, son existence politique restait dépendante et précaire; il fallait qu'il montât pour ne pas descendre; sa position lui faisait une loi d'aller en avant. L'essentiel pour lui était de ménager la maison d'Autriche et d'éloigner la France de l'Italie; placé entre ces deux puissances qui se haïssaient, et qui le serraient de près toutes deux, Victor-Amédée ne pouvaient s'agrandir qu'en s'attachant à l'une pour combattre l'autre. La France paraissait être le principal obstacle à ses progrès. Une guerre qui affranchirait l'Italie de la domination de Louis XIV, pouvait favoriser l'exécution des plans de Victor-Amédée; il le sentait et n'attendait que l'occasion de se prononcer; les alliés pouvaient au besoin compter sur lui. Ses qualités personnelles rendaient son amitié précieuse; guerrier moins heureux que brave, politique profond, souple et ferme, persévérant dans ses vues, variable avec les circon-

stances dans le choix de ses moyens, tour à tour actif et temporiseur, Victor-Amédée avait tous les talents et toutes les vertus nécessaires pour élever la puissance de sa maison, et ses défauts mêmes, qui tenaient à sa position, pouvaient contribuer à la rendre plus brillante et plus sûre. Son caractère et son génie mettaient un poids considérable dans la balance politique, où ses forces pesaient peu de chose. Cependant, il pouvait, dans une guerre générale, occuper une armée française; mais quelque désir qu'il eût de sortir de tutelle, il ne fallait pas moins qu'un grand mouvement pour qu'il prît une attitude hostile.

Ainsi, l'Espagne, l'empereur, l'empire, l'Italie présentaient bien les éléments d'une ligue offensive contre la France, mais ces éléments étaient encore désunis, et par conséquent sans activité. Toutes ces puissances désiraient et craignaient la guerre, avaient des raisons d'attaquer Louis XIV et d'autres raisons pour rester tranquilles. La coalition d'Augsbourg, défensive dans son principe, n'était rien moins que menaçante, et n'aurait probablement pas changé de caractère sans l'agression de la France. Le manifeste de Louis XIV, pour justifier son invasion en Allemagne, décida les esprits indécis, rallia les intérêts divisés, et rendit au nouveau roi d'Angleterre un service signalé. Ce fut une grande faute du cabinet de Versailles que de déclarer la guerre à l'Allemagne, et de forcer l'Europe à épouser la cause de ses ennemis. Cette faute fut l'ouvrage de Louvois. Ce ministre superbe que madame de Maintenon haïssait, et qui fatiguait quelquefois Louis XIV, par ses hauteurs et ses contradictions, voyait baisser son crédit, et redoutait une disgrâce prochaine. Il croyait que dans la guerre, où ses rares talents étaient véritablement à leur place, on ne pouvait pas se passer de lui; il résolut d'allumer lui-même l'incendie, dont les événements avaient amassé les matériaux; la guerre fut déclarée. Louvois ne se doutait pas qu'en préparant à la France et à l'Europe neuf années de malheurs et de combats, il creusait lui-même son tombeau.

Sous prétexte de prévenir la ligue d'Augsbourg, les Français entrèrent en Allemagne, et s'emparèrent de Kaiserslautern, d'Heidelberg, de Mayence; Philipsbourg se rendit au dauphin qui commandait l'armée dont Boufiers dirigeait les opérations. Soit ivresse de ses premiers succès, soit orgueil, soit désir de se rendre maître de la marche et des développements de la guerre, en prenant les devants sur toutes les puissances, Louis XIV lança des manifestes contre la Hollande, l'Espagne, le pape, l'Angleterre. Les déclarations de guerre se succédaient avec la

plus grande rapidité; on aurait dit que la France voulait contraindre l'Europe à s'armer contre elle, et amener à tout prix une guerre générale. Cette fougue de l'orgueil servit admirablement le roi d'Angleterre; toutes les puissances, rendant hommage à son génie qui avait prévu et annoncé les projets de la France, reconnurent que la cause de Guillaume était la leur, s'unirent étroitement à lui, et formèrent entre elles l'alliance connue sous le nom de grande alliance (1689).

Les puissances qui formèrent à Vienne la grande alliance, ou qui y entrèrent successivement, s'engageaient à combattre la France de toutes leurs forces, sur terre et sur mer, à la ramener sur la ligne où l'avaient placée le traité de Westphalie et celui des Pyrénées. Aucune d'elles ne devait avoir le droit de faire une paix séparée. L'objet de la guerre était déterminé et conforme aux principes d'une sage politique. Une simple approximation du but aurait déjà été un grand bien. Le nombre des coalisés s'accrut; oubliant leurs anciennes inimitiés ou les ajournant pour faire face à un danger plus imminent, les États de l'Europe parurent tous n'avoir qu'un seul et même intérêt. Non-seulement l'Espagne et la Savoie entrèrent dans la grande alliance; Chrétien V, roi de Danemark, qui avait été l'allié de la France, fut gagné par l'Angleterre à la cause commune. La Suède resta neutre; Charles XI ne crut pas que les anciennes et intimes relations de son royaume avec la France dussent céder à des considérations générales d'une importance majeure. Cependant son inaction seule était déjà un avantage réel pour les alliés; le beau rôle de médiateur lui était réservé.

Quelque imposante que fût la coalition par le nombre des puissances qui y accédèrent, sa véritable force était dans la Hollande et dans l'Angleterre. Ces deux États, par leur situation, par leur richesse, par les hommes et les vaisseaux dont ils pouvaient disposer, surtout par l'esprit qui les animait, étaient le lien de la ligue, et la rendaient formidable. Leurs moyens d'attaque et de défense étaient tous dans la main de Guillaume, et sa main habile et sûre les multipliait par la direction qu'il savait leur donner. Tout-puissant en Hollande, il l'était moins en Angleterre, où sa fortune excitait la jalousie, où son caractère froid et réservé inspirait de la défiance, et où le roi détrôné avait encore de nombreux partisans. L'orgueil des Anglais était le meilleur allié du prince d'Orange; la nation était intéressée à soutenir la révolution qu'elle avait faite, et s'indignait de voir que Louis épousât la cause de Jacques, armât pour le remettre sur le trône, et appelât Guillaume un usurpateur.

En effet Louis XIV avait reçu le roi fugitif et malheureux avec les égards dus à de grandes infortunes; il lui avait montré la sensibilité d'un ami, la générosité d'un monarque puissant, la délicatesse d'un cœur noble et vraiment royal. Sans doute, le roi de France voyait un attentat effrayant dans ce que la nation anglaise venait de se permettre, et, en soutenant le parti de Jacques, il croyait soutenir la cause de tous les rois. Mais ce ne furent pas ces idées qui lui dictèrent ses démarches. Les bienfaits dont il combla l'infortuné Jacques et sa famille, les procédés qu'il eut envers eux, lui furent inspirés par une âme naturellement élevée et magnanime, et ne portent pas l'empreinte du calcul. Le château de St.-Germain, où le roi d'Angleterre s'établit, fut embelli, avec une prévoyance ingénieuse, par tous les raffinements du luxe. La cour de Jacques était plus brillante qu'à St.-James, et le disputait presque à celle de Versailles, pour la magnificence et l'éclat. Louis XIV voulut qu'on rendît à Jacques tous les honneurs qu'on lui rendait à lui-même.

Non-seulement il l'avait bien accueilli; il se proposait de le venger et de le rétablir sur le trône. Au défaut de la générosité, la politique seule suffisait pour lui faire adopter ce plan. Guillaume était l'ennemi le plus redoutable de la France. Créateur de la grande alliance, il en était le principe vital; sans lui, elle aurait bientôt été désorganisée, et ses éléments déjoints, obéissant à leur inertie, seraient retombés dans l'inaction. C'était donc en Angleterre que la France devait combattre la ligue, et le vrai moyen d'empêcher le nouveau roi de soulever et de diriger les puissances continentales, était de l'attaquer chez lui et de menacer sa couronne, en appuyant le parti de Jacques, et en faisant une grande diversion en sa faveur. Guillaume avait armé le continent pour assurer la tranquillité de l'Angleterre; il fallait porter la guerre dans ses États pour dissiper les dangers que présentait le continent, et pour l'obliger à désarmer. Si la France portait toutes ses forces sur l'Angleterre, elle pouvait réussir à enlever le sceptre à Guillaume, et à le rendre au premier possesseur; alors l'Angleterre redevenait l'alliée, ou plutôt l'humble esclave de la France, et le reste de l'Europe se soumettait. Tels étaient le plan et les espérances de Seignelai, ministre de la marine et fils de Colbert, qu'il promettait d'égaler un jour. Il voulait que cette guerre fût principalement une guerre maritime, et que l'Angleterre devînt le point central de toutes les opérations. Ce système ne convenait pas à Louvois, qui, ministre de la guerre, voulait jouer le premier rôle, et insistait pour que les plus grands efforts se fissent sur le continent.

C'était attaquer les membres du corps, au lieu d'attaquer la tête. Cependant, l'ascendant de Louvois empêcha le plan de Seignelai de triompher ; on adopta un plan mitoyen ; la France partagea ses forces ; la guerre se prolongea ; le roi Guillaume triompha des demi-mesures que prit Louis XIV pour lui faire perdre le trône, et après avoir dissipé les dangers qui le menaçaient en Angleterre, il porta la guerre sur le continent, et la poussa avec vigueur, afin de prévenir le retour de nouveaux dangers du même genre.

La première expédition maritime de la France fut dirigée sur l'Irlande. Cette île était peuplée de catholiques, qui formaient la grande majorité de ses habitants, et qui étaient d'autant plus attachés au roi Jacques, que toutes les lois du pays étaient dirigées contre eux en faveur de la religion dominante. En Écosse, le fidèle Dundée, soulevant les braves montagnards du nord, faisait des prodiges de valeur pour soutenir les droits de Jacques. Aussi entreprenant, aussi généreux que Montrose, le défenseur chevaleresque de Charles Ier, il devait réussir aussi peu que lui, et la fortune de Guillaume devait l'emporter. Avant cette catastrophe, la plus grande partie de l'Écosse avait déjà reconnu Guillaume ; en Irlande, la ville de Londonderry seule s'était déclarée pour le nouveau roi. Jacques partit de France à la tête de tous les Anglais et des Irlandais qui s'étaient attachés à son sort ; il avait refusé de reconquérir ses États avec d'autres que ses propres sujets ; résolution plus sage qu'efficace, et qui fut vaine par l'événement. Louis XIV lui dit, en prenant congé de lui, avec autant de grâce que de noblesse : Ce que je puis vous souhaiter de mieux, est de ne jamais vous revoir. Château-Renaud, officier habile et heureux, protégea son passage en Irlande avec l'escadre qu'il commandait, et Jacques débarqua à Kinsale avec sa petite troupe (1689).

Partout on le reçut avec des transports ; son entrée dans Dublin fut magnifique. Il se laissa séduire par ces apparences de bonheur, et, au lieu de passer en Écosse, d'où il pouvait, avec le secours de Dundée et de ses amis, porter à l'Angleterre des coups terribles, il suivit les conseils intéressés des Français, et resta en Irlande. Le siége de Londonderry fut résolu. Cette place était mal fortifiée et mal approvisionnée ; la garnison était composée de milices. Vingt mille hommes l'assiégèrent, et leurs efforts furent inutiles. Les assiégés bravèrent tous les dangers, la faim, la soif, les maladies, et par leur vigoureuse résistance, excitèrent l'intérêt de toutes les nations et l'admiration de leurs ennemis. Un offi-

cier subalterne, nommé Murrai, dirigeait les travaux et les opérations des habitants de Londonderry; Walkers, un prêtre, allumait leurs passions, et entretenait leur enthousiasme pour la liberté et la religion. Jacques avait lui-même entrepris le siége; il s'en lassa bientôt, et en abandonna la conduite au maréchal de Rosen, qui se déshonora par des cruautés gratuites et réfléchies; elles tournèrent contre lui-même, car elles ne firent qu'ajouter une juste indignation à tous les motifs qui empêchaient les assiégés de se rendre. Malgré les renforts que Château-Renaud amena de France aux assiégeants, le siége traînait en longueur. A la fin, Kirk trouva le moyen de venir au secours de Londonderry, en faisant passer des troupes dans la ville, et le siége fut levé. L'Angleterre avait murmuré de ce que les flottes anglaises avaient permis aux vaisseaux français d'arriver en Irlande; elle fut irritée, et s'échappa en plaintes contre l'administration, quand elle apprit que l'amiral Herbert avait livré un combat à Château-Renaud, près de la baie de Bantry (1689), et que la victoire n'était pas restée fidèle au pavillon anglais.

Malgré ces avantages que les alliés de Jacques avaient remportés sur ses compatriotes, et dont lui-même, plus jaloux de l'honneur de la marine anglaise que du succès de ses affaires, gémissait en secret, son entreprise n'avançait pas. Le siége de Londonderry avait été levé, et l'exemple de courage que cette ville avait donné, gagna des partisans à la cause qu'elle défendait. Dundée avait péri dans la bataille de Killikranki, et sa mort avait fait rentrer les montagnards dans leurs foyers. Jacques aliénait de lui une grande partie des Irlandais par ses fausses mesures et par une sévérité déplacée. Il fallait montrer de l'impartialité envers les protestants et les catholiques, et surtout rassurer les propriétaires. Jacques porta une loi qui bouleversait tous les rapports civils, et qui ébranlait toutes les propriétés; il statua que les catholiques pourraient rentrer en possession de toutes les terres qui leur avaient appartenu autrefois, et qui étaient depuis longtemps entre les mains des protestants : sous le prétexte de réparer d'anciennes injustices, c'était commettre une injustice décidée et criante. Dans les troubles des guerres civiles, où les fautes et les erreurs ressemblent souvent aux crimes, et où, selon le point de vue des différents partis, on est tour à tour innocent et coupable, point de vertu plus nécessaire que la clémence; elle honore le vainqueur, et lui garantit les fruits de sa victoire. Elle convenait à plus forte raison à Jacques, qui voulait reconquérir ses États et regagner les cœurs de ses sujets; cependant, une de ses premières démarches en

Irlande fut de publier une liste de proscription qui contenait plus de trois mille personnes. En se montrant inaccessible au pardon, il mettait les Anglais dans la nécessité de ne jamais lui pardonner à lui-même, et d'achever leur ouvrage.

La France faisait des efforts multipliés pour soutenir le roi dépouillé, et pour occuper Guillaume dans ses propres États. Ce prince se repentait d'avoir négligé l'Irlande et d'avoir fourni, par cette insouciance, des armes à ses ennemis en Angleterre. Les mésintelligences entre lui et le parlement se prononçaient de plus en plus ; les Whigs et les Torys voulaient tous une préférence entière et absolue ; et, ne pouvant pas l'obtenir de Guillaume, qui plaçait sa politique à les contre-balancer les uns par les autres, ils se réunissaient contre lui. On soupçonnait ses motifs, on calomniait ses vues, on entravait la marche de l'administration ; et, faute d'argent et de bonne volonté, les préparatifs languissaient. Ceux des partisans de la révolution qui avaient agi par intérêt personnel, se plaignaient d'être oubliés ; le nombre des places et des faveurs dont Guillaume pouvait disposer ne suffisait pas à leurs prétentions et à leur avidité ; d'autres l'accusaient de prédilection pour les non-conformistes ; d'autres encore lui trouvaient des manières hautes qui trahissaient du penchant au despotisme ; le mécontentement augmentait ; il se forma même contre le nouveau roi des conjurations, étouffées dans leur naissance, mais qui pouvaient renaître : on lui imputait les succès de Jacques en Irlande et l'audace heureuse des Français, qui y faisaient sans cesse passer de nouveaux renforts, et qui venaient encore d'y envoyer cinq mille hommes de troupes d'élite, sous les ordres du duc de Lauzun ; on reprochait à Guillaume l'humiliation du pavillon anglais ; on murmurait de la lenteur de ses opérations. Ces murmures devenaient alarmants. Guillaume sentit que le seul moyen de tout réparer et de tout prévenir, était de frapper en Irlande un coup décisif, et que des victoires sur Jacques et sur les Français pouvaient seules condamner au silence ses ennemis, ranimer le zèle de ses partisans, fixer les esprits flottants et irrésolus, occuper l'attention et l'inquiétude du peuple, et enchaîner la nation entière à sa fortune. A force d'activité de sa part, et de sacrifices de la part des états généraux, il parvint à rassembler les vaisseaux et les hommes nécessaires à ses vues, et il passa en Irlande à la tête de trois cents bâtiments de transport, qui débarquèrent une armée considérable. Quand ses partisans l'eurent joint, et que toutes ses troupes furent réunies (1699), il compta près de quarante mille hommes effectifs.

Plus de la moitié était formée de Hollandais, de Danois, de Brandebourgeois ; c'était sur la valeur et le dévouement de ces étrangers que reposait toute sa confiance.

Pendant qu'il avançait en Irlande, et que le roi Jacques se retirait devant lui, un événement malheureux porta la consternation dans son parti, et parut relever toutes les espérances de son beau-père. La flotte française, forte de plus de soixante-dix vaisseaux de ligne, était sortie de Brest sous les ordres du comte de Tourville, officier plein de talents, de bravoure et d'expérience. Seignelai, qui avait consacré des sommes immenses à cet armement, et qui en attendait beaucoup, voulait lui-même s'embarquer à bord de cette flotte, prendre part à ses victoires, et porter ensuite, avec ses brûlots, la flamme et la désolation dans les ports de l'Angleterre ; une maladie l'en empêcha. Tourville chercha la flotte anglaise : Torrington la commandait ; même après sa jonction avec les Hollandais, elle était encore d'un tiers plus faible que l'ennemi. Cependant Torrington reçut l'ordre de hasarder la bataille. L'impétuosité d'Evertsen, qui, à la tête de l'avant-garde composée des vaisseaux hollandais, s'engagea imprudemment dans la flotte française, jointe à l'infériorité de forces des Anglais, donna la victoire à Tourville. Mais après cette défaite à Beachy-Head, Torrington empêcha les Français de profiter de leur victoire ; et, en se plaçant à l'embouchure de la Tamise avec sa flotte, il calma l'agitation de Londres, et sauva l'État, dans un moment où tout paraissait perdu.

La nouvelle de la défaite de Torrington pouvait porter le découragement dans l'armée de Guillaume, si lui-même paraissait découragé, et s'il laissait à ses troupes le repos et le loisir nécessaires pour réfléchir. Il fallait paraître calme, et se hâter d'agir ; Guillaume fit l'un et l'autre, et bientôt de nouveaux événements renversèrent toutes les espérances de Jacques et tous les projets de Louis XIV. L'armée de Jacques cédait le terrain à celle de son gendre, sans le lui disputer. Cette conduite était sage : Guillaume était pressé de terminer par une bataille ; Jacques devait l'éviter et traîner la guerre en longueur. Malheureusement pour lui, les conseils des Français l'emportèrent sur ceux de ses véritables amis ; ils l'engagèrent à changer de système, et à tenir ferme sur les bords de la Boyne. C'est ce que Guillaume demandait. Sans consulter son conseil, il résolut de livrer bataille, et fit tout ce qu'il fallait faire pour maîtriser la fortune dans la grande journée qui se préparait. On ne saurait assez admirer ses savantes dispositions, sa prévoyance sûre et vaste,

son infatigable activité, ses prévenances, ses attentions, ses soins pour le soldat, avant la bataille : dans l'ardeur de la mêlée, son courage qui le portait aux premiers rangs, son sang-froid qui lui permettait de tout voir et de tout juger, sa présence d'esprit qui lui suggérait les combinaisons les plus heureuses, le firent paraître digne du trône qu'il s'agissait de perdre ou de conserver. Il remporta une victoire complète (1690), et il la méritait. Elle fut vivement disputée. Ce ne fut pas Schomberg qui donna le plan de la journée ; il fut même un peu étonné de le recevoir de Guillaume comme un ordre, mais il mit sa gloire à l'exécuter. A l'âge de quatre-vingts ans, sa tête blanche chargée de lauriers, s'exposait au feu le plus meurtrier, et il attaquait l'ennemi avec l'ardeur d'un jeune homme qui aurait eu sa réputation à faire. Il fut tué en combattant ; il mourut comme il avait vécu, en héros, payant à la gloire le tribut que la nature lui aurait bientôt demandé. Guillaume lui-même fut blessé ; un coup de canon lui effleura l'épaule : on le crut mort à Paris ; l'on y fit des réjouissances indécentes. La nouvelle de sa victoire y produisit d'autant plus de consternation. Bientôt Jacques II reparut en France. Il s'était embarqué à Waterford, immédiatement après la bataille de la Boyne, abandonnant à leur malheureux sort les débris de son armée et ses partisans, et il retourna à Saint-Germain recevoir les consolations de Louis XIV, qui ne voyait que son infortune, les dérisions des courtisans et le mépris du peuple, qui ne voyaient que sa bigotterie et son incapacité. Pendant qu'il désespérait de sa propre cause, ses partisans ne perdaient pas courage. Dublin avait ouvert ses portes au nouveau roi; mais Limerick, défendue par une garnison nombreuse, fit une belle résistance, et obligea Guillaume à lever le siége, après quatorze jours de tranchée ouverte. L'année suivante, une seconde bataille décida du sort de l'Irlande. Le comte de Saint-Ruth, qui commandait les troupes de Jacques, fut battu près d'Ahgrim, par les Anglais, et lui-même périt dans la mêlée. A la suite de cette défaite, Limerick se rendit aux troupes de Guillaume; la capitulation fut honorable. Il fut permis non-seulement aux Français, mais encore aux Irlandais qui voulaient rester fidèles au roi Jacques, de passer en France. Près de quinze mille hommes s'embarquèrent sur les vaisseaux de Château-Renaud, et arrivèrent à Brest.

Cependant Louis XIV, également fidèle aux principes qu'il suivait dans la conduite de cette guerre, et à son amitié pour Jacques, résolut de faire un grand et dernier effort pour le replacer sur le trône, et pour distraire son heureux rival de la guerre du continent. Le comte de

Tourville partit de nouveau de Brest, suivi de cinquante vaisseaux de ligne; le comte d'Estrées, qui était parti de Toulon à la tête d'une autre flotte, devait joindre ses forces à celles de Tourville : mais celui-ci avait reçu l'ordre d'attaquer la flotte ennemie, quelque part qu'il la rencontrât, sans attendre cette jonction. Les flottes anglaise et hollandaise réunies, fortes de quatre-vingts vaisseaux de ligne, et commandées par l'amiral Russel, se présentèrent sur les côtes de la Normandie, entre l'île de Whigt et Barfleur, près de la Hogue. On crut faussement sur la flotte française que la plupart des officiers des vaisseaux ennemis étaient partisans secrets du roi Jacques, et se battraient mollement; on prétendait même que Russel, mécontent de Guillaume, avait donné des espérances de trahison. C'était mal connaître le patriotisme de Russel et l'honneur national des Anglais. Les dispositions de la flotte étaient excellentes, et quand elles ne l'auraient pas été, elles le seraient devenues à l'approche des Français. Après une bataille sanglante et longtemps disputée, Tourville, inférieur en force, fut battu (1692); treize vaisseaux français, qui n'avaient pu gagner Saint-Malo, furent brûlés par les Anglais, à la Hogue et à Cherbourg. Le roi détrôné était en Normandie, occupé des préparatifs d'une descente, que le maréchal de Bellefonds devait faire avec lui, à la tête de seize mille hommes. Jacques fut spectateur du combat; il était partagé entre l'intérêt personnel et le patriotisme : d'un côté, il désirait que sa cause triomphât; de l'autre, il désirait aussi que la gloire de sa nation, à laquelle il tenait encore vivement, ne souffrît point d'atteinte, et l'on assure qu'il ne pouvait se défendre d'un mouvement de joie toutes les fois que la victoire penchait pour les Anglais. Le premier, il apporta à Louis XIV la nouvelle de la défaite de sa flotte. La victoire de la Hogue a été décisive pour assurer la supériorité de la marine anglaise, et depuis la bataille d'Actium, peu de batailles navales ont eu des suites plus importantes. La marine française était parvenue au plus haut degré de force et de perfection; elle tomba rapidement, et ne s'est plus élevée à la même hauteur. Les Anglais ne profitèrent de l'avantage que cette victoire navale leur donna pendant toute la guerre. que pour bombarder les ports de France; Brest, Dunkerque, Dieppe, Saint-Malo éprouvèrent successivement les tristes effets de leur suprématie maritime. Dieppe seule souffrit considérablement; la machine infernale qui devait réduire Saint-Malo en cendres, manqua son but, et le dégât qu'elle fit ne fut pas proportionné aux sommes immenses qu'elle avait coûtées à l'Angleterre.

Pendant que la guerre de mer se faisait avec vivacité, la guerre se poursuivait sur le continent. On pouvait s'attendre à des opérations hardies, multipliées, décisives, de la part des forces considérables de la France, des talents de ses généraux et de l'impétuosité du caractère national; mais la lenteur des préparatifs des alliés, la faiblesse de leurs armées, le défaut de grands talents dans leurs chefs, inspiraient aux généraux français une confiance et une sécurité qui les conduisaient à l'inaction, ou qui du moins ralentissaient leur marche. Ce ne fut que lorsque les affaires d'Irlande permirent à Guillaume de passer sur le continent, que les forces de la coalition parurent se multiplier, ses plans s'étendre, et que l'ardeur et l'activité des armées françaises prirent un nouvel essor.

Cependant, même avant cette époque, on fit la guerre sur plusieurs points. Le nombre des troupes de la France lui donnait les moyens d'attaquer ses ennemis chez eux, et de faire face de tous côtés. Louis XIV avait plus de trois cent mille hommes sous les armes. Depuis la destruction de l'empire romain, on n'avait pas vu d'armées disciplinées, soldées, permanentes, aussi nombreuses. Ce déploiement de forces était l'effet naturel des progrès de la puissance et de la richesse. Cet exemple fut contagieux, et devait l'être; tous les États rivalisèrent d'efforts : la guerre fut plus onéreuse pour les peuples; la paix même devint un fardeau. Des armées de cent mille combattants décidèrent des querelles que, dans le quinzième et le seizième siècle, trente mille hommes auraient terminées, et la population et le travail en souffrirent. La France même n'était ni assez riche, ni assez peuplée, pour que Louis XIV pût lever et entretenir ces masses énormes, sans faire gémir les campagnes. Les laboureurs et les artisans quittaient à regret les champs et les ateliers pour servir l'ambition de leur roi ; mais, arrivés sous la tente et en présence de l'ennemi, ils se rappelaient uniquement qu'ils étaient Français; et oubliant les raisons, les motifs et les suites probables de la guerre, ils soutenaient avec gloire l'honneur national. Le souvenir des anciennes victoires électrisait les courages et enfantait de nouveaux succès. On se battait en même temps sur les bords du Rhin, en Catalogne, en Flandre, en Italie. Chaque armée opérait séparément : on ne combinait pas encore les opérations sur un plan vaste qui embrassât toutes les parties du théâtre de la guerre, et qui, mettant de l'unité et de l'ensemble dans les mouvements, permît de ne considérer les différentes armées que comme différents corps d'une seule armée répandue

sur tous les points de la ligne. Luxembourg et Catinat conduisaient les troupes à la victoire, et continuaient la succession des grands talents militaires qui depuis un demi-siècle illustraient la France. Vendôme et Villars, élèves dignes d'eux, promettaient de les remplacer un jour.

La guerre avait commencé en Allemagne par le siége de Philipsbourg (1688); cette place s'était rendue au dauphin, qui commandait l'armée en personne. La défense de Mayence et celle de Bonn avaient acquis l'année suivante une grande réputation au marquis d'Uxelles et au comte d'Asfeld, qui firent la plus belle et la plus savante résistance. La prise de Bonn fut l'ouvrage des troupes du Brandebourg, qui, sous les yeux de leur prince, montrèrent autant de patience que de courage. Ces conquêtes étaient de faibles vengeances des attentats que les Français avaient commis en Allemagne par les ordres de Louvois. Sous prétexte de mettre les frontières de la France en sûreté, et de placer un désert entre elle et ses ennemis, ce ministre avait fait ravager et incendier le Palatinat; cruauté froide, réfléchie et gratuite. Heidelberg, Manheim, Worms, Spire, plusieurs autres villes, un grand nombre de villages qui couvraient et embellissaient cette contrée riante et fertile, véritable jardin de la terre, furent, en tout ou en partie, réduits en cendres; le feu consuma les fruits du travail et de l'art; le fer moissonna les troupeaux. Les habitants subitement ruinés, et passant de l'opulence à l'extrême misère, erraient et mendiaient sur les grands chemins. L'indignation de l'Europe fit justice de ce forfait; il s'éleva un cri général de réclamation. Le génie malfaisant de Louvois voulait étendre ces ravages jusqu'à Trèves. Louis XIV trompé avait ignoré ces ordres sanguinaires: il fut saisi d'effroi à l'idée de ces affreuses dévastations, et fit tomber toute sa colère sur le ministre qui l'avait égaré.

Depuis cette époque, Louvois perdit de plus en plus sa confiance. Son despotisme fatiguait l'orgueil de Louis XIV; haï et desservi secrètement par madame de Maintenon, la chute progressive de son crédit annonçait une disgrâce entière et prochaine; sa mort subite prévint les malheurs qui l'attendaient (1691). On prétendit qu'il avait été empoisonné. La douleur de voir baisser son autorité, la crainte de la perdre entièrement, et les scènes violentes qu'il avait tous les jours avec le roi, peuvent expliquer la catastrophe qui termina sa vie. Louis XIV ne le regretta pas; il parut même charmé d'être délivré d'un fardeau dont il répugnait à se débarrasser par des mesures de rigueur. Cependant Louvois l'avait bien servi, et avait été le principal instrument de ses victoires. Impé-

rieux, hautain, dur, envieux, les succès des généraux lui donnaient souvent de la jalousie; mais, par sa longue prévoyance, son ordre admirable et son activité de feu, c'était lui qui leur fournissait les moyens de vaincre. Il ne fut jamais remplacé; aucun de ses successeurs ne mérite même de lui être comparé. Louis XIV donna sa place à Barbésieux, son fils, jeune homme sans expérience, et dépourvu de ce génie qui devance et devine quelquefois les faits. Le roi se félicitait d'être sorti de la tutelle de Louvois, et sa vanité était flattée d'avoir sur Barbésieux une grande supériorité de lumières. Jusque-là il avait prouvé qu'il se connaissait en hommes; il avait fait d'excellents choix. Depuis lors, au lieu de choisir ses ministres, il voulut les former, et il n'employa presque plus que des hommes incapables, ou du moins fort au-dessous de leurs fonctions. Afin d'augmenter sa propre influence, madame de Maintenon ne voulait dans les premières places que des esprits médiocres ou des hommes sans caractère, et dirigeait le choix du roi. Pour le malheur de la France, il suivit ses conseils intéressés. Avant la nomination de Barbésieux, à la mort de Seignelai, il avait donné le département de la marine à Pont-Chartrain, qui y était tout à fait étranger, et pour qui le ministère des finances était déjà un fardeau disproportionné à ses forces. La France paya cher ces erreurs; heureusement pour elle que Luxembourg était à la tête des armées. C'était encore Louvois qui l'avait fait nommer au commandement; ce ministre ne l'aimait pas; mais il avait sacrifié dans cette occasion ses répugnances au bien de l'État.

Luxembourg commandait dans les Pays-Bas. Cette contrée trop célèbre, qui a été abreuvée de sang pendant trois siècles, et qu'on pourrait appeler, à juste titre, la terre classique de l'art militaire, était de nouveau le théâtre des combats. Tant que Luxembourg n'avait pas dirigé les mouvements des troupes, la guerre s'était faite mollement, sans éclat, et sans amener d'événements décisifs. Dès qu'il parut, les opérations brillantes se succédèrent l'une à l'autre avec rapidité; et ce héros, encore plus passionné pour la gloire que pour le plaisir, triompha, par les combinaisons promptes et heureuses, véritables inspirations du génie, de la marche méthodique et froide, des calculs savants et profonds, qui, chez Guillaume, étaient le résultat de la réflexion et du travail. Le roi d'Angleterre ne se lassait ni de combattre ni d'être vaincu. De huit batailles qu'il livra dans sa carrière militaire, celle de la Boyne fut la seule qu'il gagna. Mais l'habileté de Guillaume ne paraissait jamais plus grande qu'après ses défaites; il enlevait à Luxem-

bourg le fruit de ses victoires, et ne lui en laissait que l'honneur.

La première bataille que Luxembourg gagna dans cette guerre fut celle de Fleurus (1690). Son adversaire était le prince de Waldeck. Les alliés perdirent dans cette journée près de treize mille hommes, et comptèrent six mille morts. Luxembourg dut la victoire à la supériorité de sa cavalerie; l'infanterie hollandaise se couvrit de gloire par sa belle résistance. L'année suivante, Louis XIV prit Mons, et cette conquête, qui lui avait été ménagée avec art et à grands frais, eut, comme toutes celles qu'il fit en personne, plus de célébrité que de mérite. Le combat de Lens, qui n'était qu'une charge de cavalerie, répandit un nouvel éclat sur la réputation de Luxembourg, sans amener des suites importantes.

La campagne s'ouvrit par le siége de Namur. Lorsque le succès fut mûr, Louis XIV vint lui-même pour le cueillir, et pour assister à la prise de la ville. Luxembourg eut toute la gloire de cette conquête. Il avait empêché le roi Guillaume, qui était à la tête d'une armée bien plus forte que la sienne, de passer la Méhaigne, et de porter du secours à Namur. Le roi d'Angleterre, brûlant du désir d'effacer la honte de cet affront, ne dédaigna pas d'employer la ruse. Il espéra de vaincre Luxembourg par surprise, en lui faisant donner de faux avis. On avait découvert un des propres espions du maréchal dans le camp des alliés; on obligea cet homme à marquer à son maître qu'il y aurait le lendemain un fourrage général dans l'armée de ses ennemis. Ce stratagème réussit; Luxembourg était dans une entière sécurité; Guillaume se présenta à la vue du camp des Français avant qu'on sût qu'il s'était mis en marche; mais il s'était flatté vainement de profiter de la surprise des Français pour les battre; Luxembourg répara son erreur par l'activité de son génie; son sang-froid et la vivacité de son esprit le sauvèrent; vainqueur dans les plaines de Steinkerque (1692), il parut d'autant plus grand qu'il dut tout à lui-même et rien au hasard. Cette victoire improvisée excita un enthousiasme universel en France; Luxembourg devint l'idole de la nation. La bataille de Neerwinde mit le sceau à sa réputation militaire (29 juin 1693); Guillaume la disputa longtemps à son heureux adversaire; à la fin, il fut contraint de céder à son ascendant. Ces batailles sanglantes, qui coûtèrent aux deux partis plus de soixante mille hommes, n'amenaient aucun événement décisif, et n'accéléraient pas le dénoûment. Guillaume rendait, par ses savantes dispositions, les victoires des Français à peu près inutiles, et ses défaites étaient presque aussi honorables pour lui que des victoires. Il arrêtait l'impé-

tuosité de Luxembourg par sa froide persévérance; c'était dans le malheur qu'il déployait toutes les ressources de son talent; lorsque la fin de la belle saison terminait les opérations militaires, il employait l'hiver à resserrer les liens de la coalition, et, au moyen des subsides qu'il répandait avec profusion, il recrutait son armée et réparait ses pertes.

Pendant que Luxembourg et Guillaume se disputaient les Pays-Bas, Noailles battait les Espagnols près du Ter; Roses, Girone, Palamos étaient conquises par les Français; le comte d'Estrées bombardait les ports d'Espagne, et Catinat faisait la guerre en Italie avec autant de sagesse que de valeur. Victor-Amédée, profond politique, guerrier brave et généreux, inclinait pour les alliés et haïssait la France; mais il aurait voulu servir leur cause sans se déclarer contre elle. Louis XIV ne lui permit pas de jouer ce rôle équivoque; il lui fit faire des propositions que le duc ne pouvait pas accepter, et ces propositions ayant été rejetées, Catinat reçut l'ordre d'attaquer Victor-Amédée, et d'entrer dans le Piémont. La nature du terrain, qui offre beaucoup de positions avantageuses pour une guerre défensive, et la faiblesse de l'armée de Catinat semblaient lui interdire les opérations brillantes. Cependant il remporta sur le duc de Savoie deux victoires complètes. La première fois, Victor, avide de gloire militaire, et qui n'avait jamais commandé dans une bataille, brûlait du désir de se mesurer avec Catinat. Ses talents ne répondaient pas à son ardeur; il fit de mauvaises dispositions, et fut défait près de l'abbaye de Staffarde (1691); il resta plus de quatre mille Piémontais sur la place, et Saluce ouvrit ses portes au vainqueur. Suze, Ville-Franche, Nice, Montmélian furent pris, après des siéges assez courts; celui de Coni fut levé avec précipitation par la faute de Bulonde. Les alliés avaient senti la nécessité de faire passer des renforts à Victor-Amédée, afin que les forces de la France fussent occupées plus longtemps en Italie, et demeurassent partagées. Avec les secours qu'il reçut, Victor-Amédée se vit en état de tenir la campagne à la tête d'une armée nombreuse; elle était de cinquante mille hommes. On crut qu'il allait agir offensivement, et pénétrer dans le cœur de la France par le Dauphiné. Ces démonstrations se bornèrent à prendre Embrun (1692), et à brûler quelques lieux ouverts; après quoi son armée repassa les Alpes. L'année suivante, Catinat le punit d'avoir osé insulter les frontières de la France; Victor-Amédée n'avait pas envie de livrer bataille; Catinat l'y contraignit, et la journée de la Marsaille, (4 octobre 1693), couvrit d'honneur les armes françaises, et fut tellement décisive que, pendant

tout le reste de la guerre, il ne se fit plus rien d'important en Italie.

Victor-Amédée, éclairé par les événements, sentit que la partie n'était pas égale ; il ne pouvait pas compter sur des secours considérables, ni sur des diversions puissantes de la part des alliés, et les dispositions du roi de France lui faisaient espérer d'obtenir des conditions de paix avantageuses. Il ne se trompait pas ; Louis XIV voulait en effet entamer des négociations avec lui ; il se flattait que cette paix particulière amènerait la paix générale, qu'il avait des raisons secrètes de désirer. S'il parvenait à détacher une des puissances de la coalition, il était vraisemblable que cet exemple serait suivi par d'autres ; Victor-Amédée présumait avec raison, qu'il ferait un traité avantageux, si venant à la rencontre des désirs et des vues de la France, il s'empressait de conclure avant tous les autres. Quand on est intéressé des deux côtés à terminer la guerre, les négociations ne sont ni longues ni difficiles. Le comte de Tessé fit au duc de Savoie des propositions qui surpassaient ses vœux : le traité fut signé à Turin (1696). Louis XIV rendit au duc Nice, Suze, Ville-Franche, Montmélian, toutes ses conquêtes ; il lui remit même Pignerol, que la France avait acquis par la paix de Quiérasque, à condition qu'il en ferait démolir les fortifications. Le mariage du duc de Bourgogne avec Marie-Adélaïde, fille de Victor-Amédée, fut arrêté, et ouvrit au duc de nouvelles perspectives de grandeur. Il s'engagea d'obtenir des alliés la neutralité de l'Italie, jusqu'à la paix générale. Les alliés reprochèrent au duc de Savoie sa défection, et l'accusèrent d'infidélité ; cependant ils souscrivirent à la neutralité. La conduite de Victor-Amédée était en effet plus habile que loyale ; ses partisans alléguèrent qu'un prince se doit à ses sujets avant de se devoir à d'autres engagements, et que le salut de l'État doit être sa loi suprême. Dans le fait, le traité de Turin fut un bienfait pour l'Europe, puisqu'il hâta la fin de la guerre.

La paix particulière de la Savoie avec la France prépara la paix générale. La guerre ne pouvait plus durer longtemps. La France avait remporté des victoires nombreuses sur le continent ; mais ces succès mêmes l'avaient épuisée, et ses trophées éclatants cachaient une misère réelle et profonde, qui se faisait sentir dans toutes les parties du royaume. Luxembourg était mort au milieu de ses triomphes (1695), et Villeroi, qui l'avait remplacé, n'était pas propre à consoler de sa perte, ni à la faire oublier. Cet enfant de la faveur ne savait pas inspirer de la confiance à ses soldats, ni de la terreur aux ennemis. Cependant le triste état de la France, et la mort du plus habile général de ses armées, n'au-

raient peut-être pas suffi pour faire désirer la paix à Louis XIV, si les calculs de la politique ne lui avaient pas dicté une modération momentanée et apparente. On pouvait prévoir la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne. Il ne laissait pas d'héritiers, et cet événement devait amener en Europe de grandes révolutions. L'ambition de Louis XIV avait bâti sur cette mort de vastes plans. Soit qu'il voulût employer la force pour les exécuter, soit qu'il se proposât d'entamer la voie des négociations pour faire entrer les autres puissances dans ses idées, la paix lui était également nécessaire. Dans la première supposition, il fallait du repos au royaume pour qu'il fût en état de fournir aux frais d'une nouvelle guerre; dans la seconde, il était essentiel pour lui de rassurer l'Europe, et d'endormir la haine de ses ennemis en montrant de la modération.

La France fut la première à faire des ouvertures de paix. Le sort des armes lui avait été favorable; elle avait triomphé partout sur le continent; le désir de la paix lui fit d'autant plus d'honneur dans l'opinion publique. Charles XI, roi de Suède, offrit sa médiation, et elle fut acceptée. Ce prince jouissait en Europe d'une considération méritée; actif, éclairé, ferme, il avait consolidé la domination suédoise dans la Livonie par la conquête de Riga, établi dans ses finances un ordre fixe et invariable. Respecté de ses voisins, il était plutôt craint de ses sujets qu'il n'en était aimé, et les vrais citoyens ne pouvaient lui pardonner d'avoir étendu la prérogative royale au delà de ce qu'exigeaient le bien de l'État et l'intérêt de la liberté publique. On lui tenait compte de la neutralité qu'il avait conservée dans cette guerre, malgré les instances de la France et celles des alliés. Cette neutralité lui valut le beau rôle de médiateur; ce fut la France qui procura cet avantage à son ancienne alliée; ce moment fut le dernier de l'influence politique de la Suède dans les affaires du midi de l'Europe.

Les conférences s'ouvrirent au château de Ryswick en Hollande. L'empereur Léopold I[er] insista longtemps pour que le lieu du congrès fût fixé en Allemagne; il céda finalement à la crainte qu'on ne fît la paix sans lui. Après l'arrivée des plénipotentiaires de toutes les puissances, on prit pour base des négociations les traités de Munster et de Nimègue. Le but de la coalition avait été de refouler la France dans les limites que ces traités lui avaient assignées. Les alliés ne pouvaient pas se flatter de tout obtenir. Le succès des armes de la France lui aurait permis de se montrer peu facile; ses espérances et ses vues la dispo-

saient à sacrifier le présent à l'avenir. Guillaume, qui prévoyait les événements, et qui avait deviné les projets de Louis XIV, trouva son intérêt à profiter de ces dispositions. Elles assuraient des avantages réels à l'Europe pour le moment ; et l'avenir pouvait offrir de nouvelles chances favorables à la liberté générale. Quelque raisonnables que fussent les propositions de la France, les négociations traînaient en longueur ; plus elle accordait, plus l'empereur demandait, et l'on employait les artifices usités pour compliquer ce qui est simple, et pour faire naître tous les incidents qui éloignent la conclusion des affaires. A la fin Louis XIV déclara, par l'organe de ses ministres, qu'il proposerait de nouvelles conditions moins avantageuses aux alliés, si l'on tardait trop à accepter les premières ; cette déclaration produisit son effet ; les négociations marchèrent plus rapidement. La nouvelle de la prise de Barcelone par le duc de Vendôme acheva de hâter le dénoûment du congrès ; la paix fut signée (1697).

La France se soumit à des sacrifices considérables. Par son traité avec l'Espagne, elle lui rendit non-seulement toutes les conquêtes qu'elle avait faites sur elle pendant la guerre en Catalogne et dans les Pays-Bas ; elle lui restitua encore la plus grande partie de ce que les chambres de réunion lui avaient enlevé. La France espérait peut-être de recouvrer un jour ce qu'elle cédait, et convoitant déjà l'héritage de Charles II, elle ne croyait pas qu'il fût de son intérêt de le démembrer.

Louis XIV avait voulu replacer Jacques II sur le trône d'Angleterre, et n'avait fait qu'affermir la couronne sur la tête de son heureux rival. Il le reconnut formellement à Ryswick roi légitime de la Grande-Bretagne, et s'engagea à ne donner aucune espèce d'assistance à ses ennemis. Cette reconnaissance coûta beaucoup au roi de France, car il s'intéressait au malheur et il haïssait Guillaume. L'Angleterre n'avait pas besoin de cette sanction pour légitimer ce qu'elle avait fait, mais elle eut raison de la demander, car il était de sa dignité de ne pas permettre que l'existence de son gouvernement fût regardée par d'autres États comme un problème. La France et elle se rendirent réciproquement ce qu'elles s'étaient enlevé pendant la guerre. Des commissaires devaient prononcer sur les prétentions des deux puissances à la baie de Hudson.

La France exigea que la Hollande lui rendît Pondichéry, si souvent pris, si souvent perdu, et toujours recouvré par ses premiers maîtres. L'Allemagne rentra en possession des pays qui avaient été réunis à la France par des arrêts illégaux et injustes ; Vieux-Brisach, Fribourg,

Kehl, Philipsbourg furent des restitutions importantes. Le duc de Lorraine, Léopold-Joseph, fut réintégré dans ses États, tels que Charles IV les avait possédés, et ce prince éclairé et bienfaisant ne fut plus occupé que du soin de rendre son peuple heureux; sous son sceptre la Lorraine fut tranquille et florissante. La France avait formé des prétentions outrées sur la succession allodiale de la maison palatine, au nom de la duchesse d'Orléans; elle n'obtint que trois cent mille écus.

Ainsi se termina une guerre de neuf années, que la France avait entreprise par ambition, et que les alliés soutinrent avec vigueur, pour empêcher les progrès de la prépondérance toujours croissante de Louis XIV, et pour maintenir l'équilibre de l'Europe. Leurs efforts ne furent pas inutiles; la paix de Ryswick assura l'existence indépendante des nations, et lui donna une nouvelle garantie. L'Angleterre, enlevée pour toujours aux Stuarts, fut soustraite à l'influence pernicieuse du cabinet de Versailles, et devint, dans la balance politique, le contrepoids naturel et nécessaire de la France. Ces deux puissances, pouvant, par leur proximité et par leurs ressources, se nuire beaucoup l'une à l'autre, sont faites pour se craindre, et pour s'observer d'un œil attentif et inquiet, et semblent destinées, par leur jalousie réciproque, à servir de boulevard aux autres États. A cette époque surtout, où la Prusse avait acquis plus d'éclat que de force, où la Russie sortait d'une longue enfance, où des deux branches de la maison d'Autriche, l'une était affaiblie, et l'autre menaçait de s'éteindre, ce fut un bonheur pour toute l'Europe, que l'Angleterre prît et conservât sur les mers un ascendant qui prévînt ou contînt le despotisme continental de la France. La force qui réprime l'abus de la force peut elle-même abuser de ses moyens, et de protectrice devenir oppressive; on doit le craindre, on doit même s'y attendre, du moment où elle triompherait entièrement de ses rivaux; le salut des États ne se trouve que dans la coexistence, et dans l'action et la réaction des forces principales. A la paix de Ryswick, l'Europe se rapprochait de cet heureux équilibre où les petits États peuvent reposer en paix, à l'ombre de la jalousie et de la surveillance des puissances du premier rang. La sûreté de l'Europe gagna à cette guerre, parce que la France fut obligée de rendre une partie de ses injustes conquêtes, et plus encore, parce qu'elle fut arrêtée dans sa marche progressive et envahissante. Cet appel du droit à la force ne fut pas inutile. La force servit à repousser l'injustice, et à faire respecter le droit. Cependant la guerre n'atteignit pas entièrement son but; la France avait de nou-

veaux projets d'ambition, et elle était encore assez puissante pour essayer de les exécuter, malgré les autres États, et contre leurs intérêts; pour que l'Europe fût véritablement tranquille, il fallait encore de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices.

Ce fut depuis cette époque que les relations continentales de l'Angleterre devinrent permanentes. Regardant la France comme son ennemie naturelle, elle tâcha de former, avec celles des puissances continentales qui craignaient la France et qui désiraient son abaissement, des liens étroits et durables, afin que, dans le cas où la guerre viendrait à éclater, elles opérassent en sa faveur d'utiles diversions. Une des maximes fondamentales de la politique britannique fut d'occuper la France sur terre, pour l'empêcher de diriger toutes ses forces et toute son attention sur la mer. D'un autre côté, les puissances du continent, toutes les fois qu'elles redoutèrent une rupture avec la France, ou qu'elles sentirent le besoin d'être appuyées et soutenues dans leurs démêlés avec cet empire, se confiant sur l'identité de leurs intérêts et de ceux de l'Angleterre, lui demandèrent du secours, et travaillèrent à l'engager dans leurs querelles. De ce moment, les guerres maritimes allumèrent presque toujours les feux de la guerre sur le continent, et les guerres continentales entraînèrent des guerres maritimes; on se battit en même temps sur les deux éléments et dans les deux mondes; suites inévitables des progrès de la culture et de la multitude de points de contact et des rapports qui lient toutes les nations, et qui font qu'elles se communiquent le mal comme le bien, et que solidaires les unes pour les autres, elles sont inséparables dans leur bonne et leur mauvaise fortune. L'indépendance générale des États exigeait que le continent et l'Angleterre fussent unis contre leur ennemi commun; et si l'Angleterre avait pu ou voulu s'isoler, dans ses longues et sanglantes luttes contre la France, elle aurait pu se passer de l'appui du continent plus facilement que le continent n'aurait pu se passer d'elle. Plus d'une fois la France aurait asservi ou opprimé le continent, si elle n'avait point eu de diversion maritime à craindre, et, quand elle n'aurait point eu de diversion continentale à redouter, il est difficile de croire que sa marine eût écrasé celle de l'Angleterre. On ne saurait sans doute nier que le continent n'ait quelquefois faussé la politique de l'Angleterre, et que l'Angleterre, par son or et ses intrigues, n'ait égaré quelquefois celle du continent, de manière que les deux partis ont agi concurremment là où l'un d'eux aurait dû rester dans l'action, et qu'ils ont confondu leurs intérêts, tandis qu'ils

en avaient de distincts et même d'opposés; mais si des ministres aveugles ou corrompus se sont laissé tromper ou gagner, on ne doit pas en conclure que les relations politiques de l'Angleterre avec le continent ont été inutiles ou dangereuses à l'une et à l'autre; elles leur ont été aussi utiles qu'elles étaient naturelles. De nouveaux événements devaient dans la suite les rendre plus intimes, et leur imprimer un caractère particulier; dans ce temps elles étaient nationales, et reposaient uniquement sur l'intérêt de la Grande-Bretagne, car celui de la Hollande s'identifiait avec le sien.

Nous avons vu que ces deux puissances avaient porté presque seules le fardeau de la guerre. Les revenus ordinaires ne pouvaient suffire à couvrir des dépenses qui dépassaient de beaucoup toutes celles des guerres précédentes. L'Angleterre avait combattu en Irlande et dans les Pays-Bas, soit avec ses propres troupes, soit avec les forces de ses alliés qui étaient à sa solde, et elle avait équipé des flottes nombreuses. A la vérité, ses ressources avaient augmenté avec ses dépenses; son agriculture était florissante. Pour concilier l'intérêt des cultivateurs, qui demande la liberté des exportations, avec l'intérêt général du peuple et la prospérité des manufactures, qui souffrent toujours de la cherté excessive du blé, le parlement avait porté une loi très-sage, qui encourageait par des primes les importations, du moment où les grains s'élevaient au-dessus du prix moyen, et l'on ressentait déjà les heureux effets de cette loi salutaire. L'industrie avait naturalisé de nouvelles branches de travail, et avait perfectionné la fabrication des laines. Les établissements fondés en Amérique depuis le commencement du siècle, les colonies nées du sein des guerres civiles, et formées en grande partie de mécontents fugitifs, devenaient des possessions importantes, et de véritables sources de richesses. Déjà les colonies fournissaient à la métropole des productions qu'elle vendait avec avantage sur les marchés de l'Europe, et elles offraient aux marchandises de la métropole un débouché considérable. Les développements du commerce avaient été rapides et vastes. L'état de la marine royale prouvait l'état florissant de la marine marchande. Au commencement du règne de Jacques Ier, on ne comptait que quarante bâtiments de guerre, qui portaient vingt-trois mille tonneaux, et dont l'équipement n'exigeait que huit mille hommes; sous le règne de Guillaume, la flotte montait à deux cents vaisseaux de toute grandeur, qui demandaient le service de quarante-cinq mille hommes. Les pertes mêmes que le commerce anglais avait essuyées

pendant la guerre que termina la paix de Ryswick, annonçaient ses richesses; les corsaires français firent près de deux mille prises; signe non équivoque d'une navigation fort active, et d'une grande circulation mercantile.

Cependant les progrès de la culture, les spéculations hardies que la richesse enfante, et qui à leur tour la multiplient, le mouvement du travail, et le crédit qui marche toujours de pair avec lui, ne permettaient pas de faire face aux dépenses de l'État en levant tous les ans, en impôts extraordinaires, une somme équivalente aux besoins publics; cette charge aurait été disproportionnée aux forces du peuple. D'ailleurs, l'argent serait entré avec lenteur dans les caisses de l'État, et les dépenses ne souffraient point de délai. L'Angleterre n'avait pas de trésor, et n'était pas faite pour thésauriser. Dans un pays que la nature a destiné à un commerce immense, où les capitaux se reproduisent sans cesse par le travail, et où le travail demande toujours de nouveaux capitaux, on ne saurait, sans inconséquence et sans danger, retirer de la circulation le numéraire, qui est à la fois le signe de la richesse et l'agent de toutes les entreprises. Il ne restait donc à l'Angleterre, pour soutenir une guerre dispendieuse, que la voie des emprunts. En entrant dans cette route, qu'elle devait parcourir avec une hardiesse aussi heureuse qu'originale, et qui devait, en s'élargissant sous ses pas, la conduire à la puissance, sa marche fut timide, incertaine, mal dirigée, et portait l'empreinte de l'inexpérience. La richesse des particuliers offrait des ressources faciles pour remplir les emprunts; la constitution présentait aux prêteurs, dans la garantie du parlement, des sûretés qui devaient inspirer de la confiance, et élever avec le temps le crédit national au plus haut degré; mais le chemin n'était pas encore frayé; les idées des administrateurs annonçaient que l'art était encore dans son enfance; l'opinion publique elle-même, étrangère aux combinaisons nouvelles qu'elle devait juger, n'accueillit pas favorablement les premiers essais de ce genre d'opérations. Le génie éclairé par l'expérience pouvait seul amener la perfection de cette théorie. Sous le règne de Guillaume, l'État empruntait à des conditions fort onéreuses, et les expédients mêmes dont il se servait pour sortir d'embarras l'engageaient dans des embarras nouveaux, car il promettait toujours de rendre le capital à des époques fixes; on ne se doutait pas même de l'avantage qu'il y avait, pour l'emprunteur et pour le prêteur, à substituer les rentes perpétuelles au remboursement des capitaux.

Afin de faciliter les emprunts du gouvernement, d'augmenter le crédit de la nation, et d'accélérer le mouvement de l'industrie et du travail, Paterson et Godfrey proposèrent au parlement la création d'une banque nationale (1694). Leur plan fut agréé, et triompha des intrigues de l'envie et des calomnies de l'ignorance. Quelque imparfait et étroit que fût ce premier plan, comparé à ses développements ultérieurs, on doit admirer le génie de ces deux négociants, qui leur fit deviner des principes que l'économie politique n'avait pas encore découverts. Il paraît bien que la banque de Gênes, qui était alors la seule banque de circulation en Europe, leur donna des idées et des exemples dont ils profitèrent habilement. Le gouvernement anglais ne prévoyait pas alors les services que cette banque perfectionnée devait un jour lui rendre. L'établissement fut faible dans son origine; ses fonds ne montaient pas au delà de douze cent mille livres sterling. Le système des emprunts et la création de la banque furent pour l'Angleterre de nouveaux et grands moyens de puissance; les autres États suivirent son exemple; ces moyens de puissance créèrent de nouveaux dangers et de nouvelles ressources, et joueront un grand rôle dans l'histoire politique du dix-huitième siècle.

CHAPITRE XXVI.

SUCCESSION D'ESPAGNE. — VUES DE LA FRANCE. — PREMIER TRAITÉ DE PARTAGE. SECOND TRAITÉ. — TESTAMENT ET MORT DE CHARLES II. — PHILIPPE D'ANJOU LUI SUCCÈDE. — COALITION CONTRE LA FRANCE. — MORT DE GUILLAUME III. — LA REINE ANNE LUI SUCCÈDE. — LA GUERRE ÉCLATE EN ALLEMAGNE, EN ITALIE, DANS LES PAYS-BAS. — REVERS DE LA FRANCE. — ELLE DEMANDE INUTILEMENT LA PAIX. — LA MORT DE JOSEPH Ier AMÈNE UN CHANGEMENT DE SYSTÈME. — INTRIGUES EN ANGLETERRE. — NÉGOCIATIONS. — PAIX D'UTRECHT. — PAIX DE RASTADT. — MORT DE LOUIS XIV. — LA FRANCE A PERDU SA PRÉPONDÉRANCE.

La France n'avait pas été replacée par la paix de Ryswick dans les limites que lui avaient assignées le traité de Westphalie et celui des Pyrénées; mais elle n'avait pas gardé toutes ses conquêtes; elle avait fait des sacrifices pour calmer les inquiétudes de l'Europe, et pour endormir les autres puissances sur ses projets ambitieux. Les esprits superficiels admiraient la modération de Louis; cette modération n'était qu'apparente. Louis XIV prévoyait le moment où la succession d'Espagne allait s'ouvrir, et il voulait se ménager les moyens et les forces nécessaires pour faire valoir ses prétentions. Les préparatifs de guerre continuèrent après la paix; Vauban fortifiait Neuf-Brissac, et se surpassait lui-même dans ce chef-d'œuvre de l'art; le nombre des troupes n'avait pas été diminué; on rassemblait une armée considérable dans le Dauphiné, le Languedoc et le Roussillon. Sous prétexte d'instruire ses petits-fils dans l'art militaire, Louis avait formé un camp à Compiègne, où il avait étalé un luxe et une magnificence qui devaient donner de l'ombrage aux autres États, et exciter la jalousie ou les soupçons des puissances rivales de la France.

Charles II végétait encore sur le trône d'Espagne, mais sa santé s'affaiblissait de plus en plus, et cette ombre de roi allait bientôt disparaître. Il avait été marié deux fois, et il n'avait point d'enfants. La manière dont la succession de sa vaste monarchie serait réglée était un objet de la plus haute importance pour tous les États de l'Europe.

Dans la plupart des monarchies il n'y a point de lois fondamentales, et là même où il en existe, la flatterie ou une fausse politique ont empêché de déterminer à qui le trône devrait appartenir dans le cas où la maison régnante viendrait à s'éteindre, et la plus importante des questions a été abandonnée au hasard des événements. En Espagne c'eût été aux Cortès à décider ce point fondamental, si cette assemblée, qui représentait la nation, avait conservé son existence et ses droits. Mais depuis le règne de Philippe II, les états généraux de l'Espagne étaient tombés en désuétude, et le prince avait concentré la souveraineté dans sa personne. Charles II pouvait et devait donc seul disposer de la couronne. Une conséquence naturelle pour lui de la loi de l'hérédité, de cette loi à laquelle tient le salut des monarchies, le repos, la stabilité et l'indépendance des États, était de choisir son successeur parmi les descendants de sa sœur, ou dans la branche collatérale de la maison d'Autriche. Tous ces partis présentaient des difficultés; Marie-Thérèse, la sœur aînée de Charles II, l'épouse de Louis XIV, avait formellement renoncé à ses droits; ceux de la sœur cadette, Marguerite-Thérèse, mariée à l'empereur Léopold, avaient passé à un enfant de quatre ans, son petit-fils, Ferdinand-Léopold, prince de Bavière. La maison d'Autriche voyait à regret que ce riche héritage allait lui échapper. Léopold alléguait les anciens arrangements de famille, et faisait valoir que sa mère était une fille de Philippe III; à la vérité, Anne d'Autriche, mère de Louis XIV, avait été la fille aînée de ce prince; mais elle aussi avait formellement renoncé à ses droits, et ces renonciations volontaires excluaient la France de toute part à la succession; ainsi l'avait réglé le testament de Philippe IV.

Cependant on ne pouvait pas croire que Louis XIV respecterait beaucoup ces renonciations; il avait déjà prouvé le peu de cas qu'il en faisait, et tout annonçait clairement que la force seule déciderait cette grande affaire. Les maximes qui servaient de base à la politique de la France lui dictaient de ne pas permettre que cette succession retombât à la maison d'Autriche, et l'intérêt particulier de Louis XIV lui faisait désirer que la France obtînt pour elle-même quelques-unes des provinces de la monarchie espagnole. Guillaume III connaissait trop les principes conservateurs de la sûreté et de l'indépendance des États de l'Europe, pour ne pas craindre également que la maison de Bourbon ou celle d'Autriche succédât à Charles II. Le roi d'Espagne inclinait pour l'archiduc Charles. Il voulait qu'on l'envoyât en Espagne avec dix mille

hommes, mais l'état des finances s'y opposait, et l'orgueil du cabinet de Vienne ne voulait pas souffrir que l'archiduc se rendît en Espagne sans cortége et sans pompe. Guillaume III était instruit de la prédilection du roi d'Espagne pour la maison d'Autriche, et, d'un autre côté, il savait que Louis XIV se préparait à la guerre pour soutenir ses prétentions. Afin de la prévenir et de sauver l'équilibre de l'Europe, il proposa secrètement à la France un traité de partage éventuel qui fut conclu à La Haye, le 11 octobre 1698, entre Louis XIV et les deux puissances maritimes. Par ce traité, le prince de Bavière devait hériter de la monarchie espagnole ; on donnait au dauphin Naples et la Sicile avec Guipuscoa, et à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur, le Milanais. Le cabinet de Madrid fut indigné en apprenant qu'on avait transigé de la monarchie ; la nation espagnole partagea cette indignation, et Charles II, qui voyait qu'on disposait de sa succession, de son vivant, la donna tout entière, par un testament secret, au prince de Bavière.

Mais ce prince mourut de la petite vérole, et le ministère espagnol retomba dans ses incertitudes. Il inclinait encore pour l'archiduc Charles, mais l'archiduc n'arrivait pas en Espagne. La mort du prince de Bavière ayant changé tous les rapports, la France conclut un second traité de partage avec les puissances maritimes (1700), dans lequel on ajoutait à la part du dauphin la Lorraine, et on assurait la monarchie espagnole à l'archiduc Charles, ou, à son défaut, à tel autre prince de la maison d'Autriche qu'il plairait à l'empereur de nommer, avec la réserve expresse que jamais l'Espagne ne pourrait être réunie à l'empire ni aux États de la branche allemande de la maison d'Autriche. Ce traité était avantageux à Léopold, et aurait assuré la paix et l'équilibre de l'Europe. L'empereur fut assez aveugle pour ne pas l'accepter, espérant toujours obtenir de Charles la succession tout entière. La nouvelle de ce second partage irrita le roi d'Espagne plus que n'avait fait le premier, et réveilla les inquiétudes et l'animosité de la nation espagnole. L'essentiel lui paraissait avec raison que la monarchie ne fût pas démembrée. Le roi consulta le pape Innocent XII ; il nomma à Madrid un comité de jurisconsultes et de théologiens pour débattre cette importante affaire ; et sur leur avis, Charles fit, le 12 octobre 1700, un nouveau testament qui déclara héritier Philippe d'Anjou, second fils du dauphin, et petit-fils de Louis XIV. L'aversion des Espagnols pour les Allemands, la haine qu'avait inspirée la domination des reines autrichiennes, la lésine et l'in-

habileté du comte d'Harrach, ambassadeur de Léopold, l'adresse, les grâces, l'esprit souple et insinuant, et surtout la libéralité du marquis d'Harcourt, envoyé de France, et l'activité du cardinal Portocarrero, archevêque de Tolède, qui avait beaucoup d'ascendant sur l'esprit du roi, amenèrent ce grand événement; le testament fut tenu secret.

Charles mourut, ou acheva de mourir, le 1er novembre de la même année (1700); car sa vie n'avait jamais été qu'une végétation, et depuis longtemps elle était une lente agonie. Ses dernières volontés, qui appelaient Philippe d'Anjou au trône d'Espagne, étaient tellement conformes au vœu général de la nation, que toutes les provinces restèrent tranquilles, et demandèrent le nouveau roi. La monarchie devait passer tout entière à un prince que la France défendrait et protégerait de toutes ses forces; on croyait l'État sauvé. Le conseil que Charles avait établi par son testament, envoya à Louis XIV une députation chargée de le prier de faire partir incessamment son petit-fils pour l'Espagne. Le roi de France était indécis : lui convenait-il mieux d'accepter le testament ou de s'en tenir au traité de partage conclu avec les puissances maritimes? La question était difficile sous le rapport du droit et sous celui de la politique; dans le conseil qui se tint à Versailles, en présence de Louis XIV, les avis furent partagés; à la fin celui de Torci l'emporta; le testament de Charles fut accepté. Louis envoya son petit-fils en Espagne, en lui disant : Il n'y a plus de Pyrénées. Les troupes françaises prirent possession des Pays-Bas, au nom de Philippe, et accrurent les inquiétudes des Hollandais, qui craignaient de voir passer cette province sous le sceptre de la France. Philippe fut reçu en Espagne avec des transports d'allégresse, et avant la fin de l'année, toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de l'empereur, même les puissances maritimes, avaient reconnu le nouveau roi.

C'était chez les unes l'effet de l'étonnement, chez les autres celui de la politique. Il était impossible que l'Europe vît de sang-froid ce prodigieux accroissement de la France. Sa puissance était déjà prépondérante, et menaçait d'asservir toutes les autres. Léopold accusait le testament d'être faux, et réclamait toute la succession. La Hollande et l'Angleterre se plaignaient de l'infraction des traités de partage, et voyaient avec douleur la mer du Sud ouverte aux spéculations et aux entreprises des Français, et les grands avantages que leur commerce allait retirer de l'avénement de Philippe au trône d'Espagne; toutes les craintes que la France avait inspirées aux États de l'Allemagne et de l'Italie, et que la

paix de Ryswick avait dissipées, se réveillaient avec plus de force. Guillaume, habile à former et à diriger des coalitions, employait toutes les ressources de la politique à créer des forces capables de combattre la France avec succès. Peut-être que l'Angleterre, qui seule pouvait être le lien de la ligue, et qui devait en être l'âme par ses subsides, ne se serait pas déclarée contre Louis XIV ou lui eût fait la guerre avec moins de vivacité, s'il n'avait pas provoqué son ressentiment par une insulte gratuite. Après la mort de Jacques II, Louis XIV reconnut son fils, Jacques III, roi d'Angleterre; cette démarche imprudente et insensée lui fut conseillée par madame de Maintenon; des habitudes d'orgueil et une magnanimité mal entendue contribuèrent à sa résolution; elle donna à la guerre qui se préparait un caractère national, et servit admirablement le dessein de Guillaume.

La ligue devint bientôt redoutable. Le but de la coalition était d'empêcher que jamais la France et l'Espagne ne fussent réunies, et d'obtenir de la première de ces puissances des dédommagements pour la maison d'Autriche, et des sûretés pour les puissances maritimes. Ce but était sage et raisonnable, mais on le perdit bientôt de vue, et on parut vouloir donner toute la succession d'Espagne à l'Autriche, quoique rien ne fût plus contraire aux vrais intérêts de la Hollande et de l'Angleterre. Tous les ressorts des grands événements étaient prêts, lorsque celui qui les avait préparés fut subitement enlevé aux espérances et aux craintes de l'Europe; Guillaume mourut (1702) d'une chute de cheval qu'il avait faite à Kensington.

Sa mort paraissait devoir changer le système politique de l'Europe; ses principes, ses maximes, ses projets lui survécurent, et rien ne fut changé. La princesse Anne, sa belle-sœur, qui lui succéda, resta fidèle au plan qu'il avait tracé. Cette femme avait toutes les vertus domestiques, et n'avait aucune des qualités nécessaires à un souverain; à un esprit qui ne s'élevait pas au-dessus de la mesure ordinaire, elle joignait un caractère faible; bonne jusqu'à la facilité, indolente jusqu'à l'insouciance, elle était faite pour être gouvernée : elle le fut pendant tout son règne, et ne se maintint sur un trône environné d'orages, que par le mérite de ses favoris, et par sa grande popularité. Son mari, le prince George de Danemark, fut uniquement son époux, et ne partagea pas le trône avec elle. Sans passion et sans activité, il ne demandait que le repos et le bien-être, et il fut content d'obtenir l'un et l'autre. Dix-neuf enfants étaient nés de ce mariage, et aucun n'avait vécu. Heureusement pour

l'Angleterre. Marlborough avait toute la confiance d'Anne. Churchill, dont Jacques avait commencé la fortune, la conduisit plus loin en trahissant son premier bienfaiteur, préférant son intérêt à ses devoirs, ou, comme le disaient ses amis, immolant à sa patrie les affections de son cœur. Guillaume le créa comte de Marlborough, et continua sa fortune; Anne l'acheva, et la porta au plus haut degré. Marlborough réunissait plusieurs des qualités qui constituent le grand homme; il était digne d'exécuter les vastes plans de Guillaume, car à son défaut il aurait été capable de les concevoir et de les former lui-même. Homme d'État et capitaine, il conduisait avec une égale habileté les négociations et les opérations militaires. Son extérieur et sa figure annonçaient un esprit supérieur, né pour gouverner les hommes. Il avait appris le métier de la guerre sous Turenne, et l'œil pénétrant du héros français découvrit et annonça que le bel Anglais serait un jour un des premiers héros de son siècle. Marlborough voyait en grand, à la guerre et dans le cabinet, et il ne négligeait pas les détails. Son heureux génie enfantait avec facilité des combinaisons heureuses, et lui permettait de conserver dans les circonstances les plus difficiles toute la sérénité de son humeur. Actif, infatigable, il parcourait en hiver toutes les cours coalisées, pour se procurer les moyens de vaincre dès que la saison le permettait. Sous les dehors d'une franchise impétueuse, il cachait de la dissimulation et de la souplesse; fier sans hauteur, et poli avec dignité et avec noblesse, consommé dans l'art de manier les hommes de toutes les trempes, il obtenait tout d'eux en flattant leur amour-propre, et en leur dérobant l'éclat de sa supériorité. Cet homme extraordinaire devait tout à la nature; sa première éducation avait été négligée, et son ignorance allait au point de ne pas écrire sa langue correctement. Son caractère n'était pas à l'unisson de son génie. Son esprit était vaste, son âme étroite et petite; l'égoïsme était son vice dominant, et cet égoïsme était celui de l'avarice et de l'avidité. Les bassesses et les perfidies ne lui coûtaient rien pour accroître sa fortune; cette honteuse passion, jointe à l'orgueil et au défaut total d'unité de principes, le rendit ingrat envers tous ses bienfaiteurs, vacillant dans sa conduite politique, et le fit toujours flotter entre les Whigs et les Torys, entre la cour de Saint-James et celle de Saint-Germain. Cependant, malgré ses défauts, il était fait pour un grand théâtre; les circonstances le lui offrirent, et il sut en profiter. La mort de Guillaume fut plutôt un bien qu'un mal pour l'Europe; Marlborough avait en partie ses grandes qualités, et il en avait d'autres que

Guillaume n'avait jamais eues, ou que l'âge et les maladies lui avaient fait perdre.

Ce fut un bonheur pour lui de trouver dans le prince Eugène de Savoie la même ambition, les mêmes intérêts, autant de crédit sur l'esprit de Léopold, qu'il en avait lui-même sur la reine Anne, et surtout un esprit capable de le comprendre, et des talents au niveau des siens. Eugène était fait pour être le rival de Marlborough, et il fut son ami; ces deux esprits supérieurs travaillèrent de concert, et, pour la première fois peut-être, deux hommes de génie, contemporains et concurrents l'un de l'autre, ne connurent pas la jalousie. Eugène était né capitaine comme Marlborough; cependant le mérite de l'un portait plus l'empreinte du calcul, de la réflexion, du travail; celui de l'autre tenait plus des inspirations d'un heureux naturel : mais Eugène avait l'âme plus élevée, le caractère plus généreux et plus noble que son rival de gloire. Méconnu par Louis XIV, qui lui refusa du service, et qui plaisanta sur son départ de France, il lui fit payer cher un moment de prévention ou d'humeur. Eugène avait passé au service de l'Autriche, et, malgré son mérite, s'était élevé rapidement à cette cour ombrageuse. Léopold obéissait à l'ascendant de son génie, et l'Autriche ne se fût pas déclarée si facilement pour des mesures vigoureuses, si Eugène n'avait été l'âme de ses conseils, et si ses rares talents n'avaient inspiré à son maître la confiance de la victoire.

Marlborough et Eugène devinrent les véritables chefs de la coalition qui menaçait d'ébranler l'antique trône de Louis, et de renverser le trône mal affermi de Philippe V. Maîtres chacun de toutes les forces de l'État et de l'esprit de leur prince qui leur abandonnait ses intérêts, guerriers et hommes d'État, absolus dans l'administration et dans les camps, ils firent la guerre en souverains qui ne sont responsables qu'à eux-mêmes, et peuvent disposer de toutes leurs ressources, et non en sujets liés par des ordres, ou enchaînés par la crainte. Cette circonstance n'explique pas seule leurs succès, mais, sans elle, leur génie seul ne les eût pas amenés.

La ligue, dont ils dirigeaient les mouvements, était imposante. Léopold, qui, grâce aux victoires d'Eugène et du prince Louis de Bade, avait conclu, à Carlowitz, une paix avantageuse avec les Turcs (1699), pouvait employer toutes ses forces contre la France. S'il avait su respecter la constitution et les lois des Hongrois, cette nation fière et généreuse aurait dépensé pour lui avec joie son sang et ses forces; cependant les

troubles étaient apaisés, et Léopold pouvait être tranquille du côté de la Hongrie.

La France avait un allié en Allemagne, l'électeur de Cologne. Une partie des princes de l'empire était mécontente de la création de l'électorat d'Hanovre, mais Léopold pouvait compter sur Frédéric III, électeur de Brandebourg, qui venait de placer la couronne royale sur sa tête, en érigeant le duché de Prusse en royaume (1701). Le nouveau roi de Prusse devait principalement sa couronne à Léopold, et il ne croyait pas payer le trône trop cher en cédant toutes ses troupes à la coalition. L'argent de l'Angleterre devait lui fournir les moyens de se livrer à son goût pour la magnificence. La guerre fut une excellente école pour ses armées, qui, en combattant pour les intérêts de la maison d'Autriche, devaient apprendre à la combattre et à triompher d'elle un jour.

Le duc Victor-Amédée, qui redoutait l'ascendant que la France allait prendre, si Philippe V gardait, avec le trône d'Espagne, Naples et Milan, s'était déclaré contre Louis XIV, quoique le roi d'Espagne fût son gendre, et qu'une autre de ses filles eût épousé le duc de Bourgogne. La Hollande, qui craignait pour les Pays-Bas et pour son commerce, et que des liens multipliés attachaient à l'Angleterre, se préparait à faire les plus grands sacrifices; et malheureusement pour elle, elle pensait plus à augmenter son armée de terre que sa flotte. L'Angleterre, gouvernée par les Whigs, à la tête desquels se trouvaient Marlborough et son beau-père Godolphin, irritée contre Louis XIV qui voulait lui donner un roi malgré elle, était le principe vital de la coalition, par son activité, son zèle et ses ressources pécuniaires, qu'elle ne ménageait pas pour le succès de cette grande entreprise, et qui servaient à exciter l'ardeur des autres puissances.

Louis XIV ne pouvait opposer à cette ligue formidable, dirigée par le génie de Marlborough et d'Eugène, que des forces très-disproportionnées aux dangers qu'elles devaient conjurer. La France n'avait pas eu le temps de se remettre des efforts ruineux qu'elle faisait depuis quarante ans, pour satisfaire l'ambition et la magnificence de son roi. Les impôts étaient excessifs, mal répartis, et plus mal administrés. Le peuple n'avait plus ce premier enthousiasme que lui avaient inspiré la jeunesse de Louis, l'éclat de sa cour et ses premières victoires. On commençait à s'apercevoir que ses triomphes n'étaient que des malheurs brillants. Les armées étaient nombreuses et bien disciplinées; elles avaient de grands

souvenirs, et croyaient encore être invincibles; mais les armées ennemies s'étaient formées par leurs défaites mêmes, et elles pouvaient opposer talents à talents, expérience à expérience, valeur à valeur. Les grands hommes qui créèrent la gloire des armes françaises, et qui répandirent l'éclat de leur génie sur le règne de Louis, avaient quitté la scène du monde. Louis ne voyait plus autour de son trône cette foule d'hommes de génie qui se disputaient l'honneur de le défendre, et ceux qui lui restaient encore, en butte aux intrigues d'une cour superstitieuse, gênés par les ordres de ministres ignorants, le servaient malgré eux, ou n'étaient employés qu'à regret et se trouvaient souvent contrariés dans leurs opérations. Le vainqueur de Staffarde et de la Marsaille, Catinat, avait le caractère trop simple et trop grand pour descendre aux complaisances, aux intrigues, aux flatteries qui commençaient à devenir le seul chemin de la faveur. Vendôme, le petit-fils de Henri IV, voluptueux, brave, aimable comme son aïeul, négligeait souvent ses devoirs comme il négligeait son extérieur; inappliqué et insouciant, il se réservait pour les grands dangers, qu'il aimait mieux faire naître par son imprévoyante indolence, que de les prévenir par son activité; mais, dans un jour de bataille, il savait tout réparer. Adoré du soldat, qu'il ne fatiguait pas par une discipline sévère, et qui aimait en lui sa noble familiarité, il n'était pas aimé de la cour, parce qu'il se souciait peu d'elle, et qu'il n'allait pas régulièrement à la messe. Villars annonçait déjà tout ce qu'il devait être un jour pour le salut de la France; mais son humeur indépendante, son ton brusque et son langage prononcé étaient, aux yeux des ministres, des torts graves, que de belles actions et des victoires ne pouvaient pas entièrement effacer. Berwick, le fils naturel de Jacques II, qui était entré au service de la France, joignait au flegme britannique un esprit réfléchi et profond; mais son caractère froid et taciturne le rendait peu propre à plaire à la cour et à conduire les Français à la victoire, ou du moins ils y marchaient sous ses ordres sans enthousiasme et sans plaisir.

Madame de Maintenon gouvernait la France, sans montrer la main qui dirigeait les affaires, et cachait son autorité sous une simplicité apparente. L'habitude avait augmenté son ascendant sur l'esprit du roi; son crédit s'élevait à mesure que Louis XIV baissait, et que les années affaiblissaient sa tête et ses organes. Il semblait avoir perdu ce tact heureux qui, dans les jours brillants de son règne, lui faisait deviner les talents, ce courage d'esprit qui le portait à consulter ses propres

lumières, et la fermeté nécessaire pour les suivre. La femme qui le maîtrisait craignait les talents supérieurs ; elle ne pouvait supporter dans ses entours la supériorité du génie ; elle pardonnait tout aux hommes ordinaires, qui étaient à l'unisson de sa dévotion minutieuse ; elle ne pardonnait rien au mérite, s'il se présentait avec confiance et avec dignité. Tous les choix qu'on fit pendant la guerre de succession furent l'ouvrage de madame de Maintenon. Ce ne fut que dans des moments critiques qu'on eut recours aux hommes seuls dignes d'être employés. Tallard et Villeroi à la tête des armées, Pontchartrain, Chamillard à la tête des affaires de l'administration et du cabinet, étaient à peine au niveau des événements les plus ordinaires, et tout à fait au-dessous des circonstances. Cependant la France était encore redoutable. Ses frontières étaient défendues par de savants ouvrages, et formaient une chaîne non interrompue de forteresses. Ses troupes avaient l'habitude de la guerre, et l'opinion générale était en leur faveur ; on les croyait supérieures à toutes les autres ; cette opinion leur frayait la route des succès. Les finances de l'État étaient délabrées, mais ses ressources étaient encore immenses ; de grands dangers pouvaient réveiller l'enthousiasme de la nation, et la disposer à de grands sacrifices. L'Espagne était capable de la seconder. Elle semblait renaître, et sortir de sa longue et profonde léthargie ; l'avénement d'une nouvelle dynastie au trône avait réveillé chez ce peuple généreux son énergie première. La nation voulait assurer à tout prix l'intégrité de la monarchie ; elle aimait son jeune roi qui montrait de l'esprit et de la valeur ; elle adorait la jeune reine, l'aimable Gabrielle de Savoie, qui dirigeait les affaires avec adresse, et captivait les cœurs par les grâces de la figure et par celles de la bonté. A tous ces motifs de soutenir la guerre avec vigueur, les Espagnols joignaient encore la haine contre les États protestants qui s'armaient en faveur de l'archiduc Charles, et ils ne voulaient pas d'un roi offert par des hérétiques.

La guerre commença en Italie (1701), et bientôt on se battit en même temps dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne. Dans le premier acte de ce long et sanglant drame, on parut n'avoir d'autre but que d'enlever à l'Espagne ses possessions en Italie ; le plan de l'Autriche s'étendit ensuite avec ses succès, et on la vit prétendre à l'héritage tout entier de Charles II. Eugène pénétra en Italie par les défilés du Trentin, et eut le bonheur de remporter un avantage sur Catinat, le 9 juillet, près de Carpi. Villeroi, qui n'avait d'autre mérite que celui d'être l'ami de Louis XIV, et de caresser, de partager ou d'affecter tous les goûts de

son maître, commandait l'armée française. Ce général incapable, et que Louis XIV seul croyait malheureux, obligea Catinat, qui servait sous lui, à attaquer le camp retranché d'Eugène près de Chiari. Catinat fut repoussé avec perte, le 1er septembre. Il avait prédit l'issue du combat, et alla se justifier à Versailles, sans accuser personne. L'année suivante (1702), Villeroi justifia Catinat mieux qu'il ne l'aurait fait lui-même; il se laissa surprendre dans Crémone, et fut même fait prisonnier au moment où, sortant du sommeil, il voulait rallier les troupes. Louis XIV envoya Vendôme en Italie pour réparer les fautes de Villeroi; il se mesura à Luzzara, le 15 août, avec un ennemi digne de lui, mais la victoire fut indécise. Les deux armées campèrent sur le champ de bataille; les suites prouvèrent que l'avantage avait été du côté de Vendôme, qui s'empara de Luzzara, et s'avança dans le Trentin. L'électeur de Bavière, l'allié de la France, devait opérer sa jonction avec le duc par le Tyrol; mais les paysans Tyrolois, braves, libres, et attachés à leur pâtrie comme le sont tous les montagnards, défendirent avec courage les boulevards que la nature a élevés autour de leur pays, et les grands événements qui se passèrent en Allemagne dirigèrent d'un autre côté l'attention et les efforts des armes françaises.

La guerre avait aussi éclaté en Allemagne et dans les Pays-Bas. Marlborough commandait les troupes anglaises et hollandaises réunies. Venloo, Ruremonde, Liége avaient été soumis par ses armes. Villars avait remporté deux victoires en Allemagne (1702), l'une près de Friedlingue, sur le prince de Bade, qu'il dut uniquement à la supériorité de ses manœuvres, et l'autre, l'année suivante, le 20 septembre 1703, sur le comte de Styrum, près de Hochstedt où il demeura vainqueur, malgré la mésintelligence qui régnait entre lui et l'électeur de Bavière. Ce prince, l'ami de la France, et qui devait tirer tout l'avantage des victoires de Villars, ne pouvait pas supporter cette mâle et franche liberté d'un soldat qui caractérisait le général français; celui-ci fut rappelé, et on l'envoya dans le midi de la France pour combattre les protestants persécutés, qui, sous le nom de Camisards, s'étaient cantonnés dans les montagnes du Languedoc, et avaient plus d'une fois fait reculer les troupes royales. Le fanatisme persécuteur avait allumé dans ces infortunés le fanatisme de la résistance; favorisés par le terrain et par les intelligences secrètes qu'ils avaient dans les campagnes et dans la plupart des villes, sûrs de gagner le ciel en mourant pour leur religion, animés par la valeur fougueuse de leurs chefs qui croyaient obéir à

l'inspiration, enflammés par des chants religieux et par la présence de leurs femmes et de leurs enfants, ils combattaient avec fureur, et mouraient avec joie. Les ennemis de la France entretenaient, par des secours et par des espérances, ce foyer d'insurrection, et les vaisseaux anglais se montraient sur la côte du Languedoc pour soutenir le courage des insurgés, leur fournir des armes et des munitions, et obtenir d'eux la possession de quelques ports. La France pouvait être exposée de ce côté à un danger imminent. Il fallait, pour apaiser les troubles, de la fermeté et de la douceur, de la sévérité et de la justice ; il fallait porter l'épée dans une main, et l'olive dans l'autre; Villars parut propre à cette tâche difficile, qui demandait la réunion des talents militaires à l'art des négociations. Il fut envoyé dans le Languedoc, et il réussit à tout pacifier.

Ce fut là qu'il reçut le plan des dispositions que les généraux Tallard et Marsin, qui l'avaient remplacé en Allemagne, avaient faites pour combattre Eugène et Marlborough. Ces deux héros avaient réuni leurs talents et leurs forces. Eugène avait repassé en Allemagne, sans être suivi ni vu par Villeroi, qui devait l'observer et l'occuper. Marlborough avait quitté les Pays-Bas, où ses exploits s'étaient bornés à la prise de quelques villes, pour frapper un coup décisif en Allemagne. Villars, apprenant la position de Tallard et de Marsin, prédit du fond du Languedoc, que, s'ils ne changeaient pas de plan d'opération, ils seraient battus. Sa prédiction fut accomplie ; la bataille de Hochstedt (13 août 1704), ruina les affaires des Français, en Allemagne. Peu de victoires ont été plus complètes que ne le fut celle d'Eugène et de Marlborough. Tallard fut fait prisonnier ; dix mille hommes des meilleures troupes françaises, qui avaient été oubliés dans le village de Blenheim, furent obligés de se rendre sans résistance; les Français perdirent toutes leurs conquêtes, et furent repoussés au delà du Rhin. Après la bataille de Hochstedt, la guerre ne fut plus poussée en Allemagne avec vivacité. Marlborough menaça, dans la campagne suivante, de pénétrer en France par la Lorraine et la Champagne; mais Villars, que la nécessité fit rappeler du fond du Languedoc, l'arrêta ; alors la Flandre et l'Espagne devinrent le principal théâtre de la guerre.

Léopold Ier mourut l'année qui suivit la bataille d'Hochstedt (1705), mais sa mort ne changea rien au système politique de l'Europe. Son fils Joseph Ier lui succéda, et entra dans les mêmes engagements. Ce prince, plus vif et plus ardent que son père, mettait autant d'impétuosité dans

ses démarches que Léopold y mettait de lenteur. Léopold avait voulu augmenter son pouvoir au dehors, et consolider son autorité dans l'intérieur de ses États, et, en irritant les Hongrois par ses actes arbitraires, il s'était ôté à lui-même les moyens d'agir avec vigueur sur le grand théâtre de l'Europe. Joseph ne commit pas les mêmes fautes, mais la monarchie autrichienne était dans un tel état d'épuisement, que l'Autriche, pendant toute la guerre de succession, fit peu de chose, et que ce fut uniquement avec l'argent et les troupes de ses alliés qu'elle défendit sa propre cause.

Déjà Léopold avait transmis tous ses droits à son second fils l'archiduc Charles, et ce prince avait passé en Portugal (1702), à bord d'une flotte anglaise. Pierre II, roi de Portugal, qui s'était déclaré au commencement de la guerre pour Philippe, revenant aux maximes d'une politique plus saine, épousait alors les intérêts de l'archiduc. Tant que la France avait été l'ennemie naturelle de l'Espagne, elle avait été l'alliée naturelle du Portugal, qui redoutait la puissance et la proximité de l'Espagne. L'avénement de Philippe d'Anjou au trône, rapprochant l'Espagne et la France, changeait les anciens rapports du Portugal; l'intérêt de sa sûreté lui dictait de se joindre à la coalition, de chercher de la protection et du secours dans le parti des alliés, et de tâcher de donner le trône d'Espagne à un prince autrichien. Le chevalier Methwen, ministre d'Angleterre à Lisbonne, politique profond et adroit négociateur, pressa ces considérations avec autant de force que de succès, et le résultat de son habileté et de ses efforts fut le traité célèbre (1705) qui porte son nom, et qui a ouvert à la Grande-Bretagne dans le Portugal une veine de richesses, dont ce dernier royaume a de son côté retiré des avantages réels et précieux.

La flotte anglaise qui avait conduit l'archiduc à Lisbonne, essaya de s'emparer de Barcelone (1705); elle ne réussit pas dans cette entreprise, et les bombes n'amenèrent pas la reddition de la place. En revenant de cette expédition, elle débarqua le prince de Darmstadt avec un corps de troupes qui s'empara de Gibraltar par surprise. La forteresse était mal approvisionnée, et il n'y avait qu'une garnison de cent hommes. Cette conquête était de la plus haute importance pour l'Angleterre; elle lui facilitait le commerce de la Méditerranée, et, malgré ses efforts, l'Espagne n'a jamais pu réparer cette perte, qu'il eût été si facile de prévenir. Une bataille près de Malaga, entre les Anglais commandés par Rook, et les Français sous les ordres de Tourville, ne décida rien, et n'eut

aucune influence sur les opérations militaires en Espagne, mais elle permit aux Anglais de ravitailler Gibraltar. L'année suivante, ils firent de nouvelles tentatives pour engager quelques provinces de l'Espagne à se déclarer en faveur de l'archiduc, et ils réussirent. L'enthousiasme des Espagnols pour leur nouveau maître s'était un peu refroidi. Le cardinal Portocarrero avait persécuté, avec un acharnement aussi impolitique que cruel, tous ceux qu'il soupçonnait d'être les amis secrets de l'Autriche, et, par ses mesures violentes, il lui avait procuré beaucoup de partisans. La princesse des Ursins, dont le caractère altier et l'esprit délié avaient subjugué la jeune reine et même l'esprit du roi, irritait les grands par ses caprices et par ses hauteurs. Orry, que Philippe avait demandé à son aïeul pour rétablir les finances de l'Espagne, ne connaissait ni le pays, ni les hommes, ni les formes de l'administration, et révoltait par sa dureté ceux mêmes qui n'étaient pas capables de juger ses fausses mesures. Louise-Gabrielle de Savoie était adorée, et méritait de l'être par sa bonté, ses grâces et son dévouement à la cause de son époux; mais elle ne pouvait pas faire tout le bien qu'elle aurait voulu. Philippe avait des lumières, sans confiance en lui-même, et plus de bravoure que de talents militaires; son penchant à l'indolence, sa timidité, les bizarreries de son humeur, qui commençaient à s'annoncer, nuisaient aux affaires, et le livraient aux intrigants.

La Catalogne, toujours disposée à la révolte, et qui avait moins sujet d'être mécontente que les autres provinces, assez libre pour être remuante, et pas assez pour être satisfaite et tranquille, prit les armes contre la France. Les Catalans n'avaient pas oublié que dans la guerre qui fut terminée par la paix des Pyrénées, la France les avait abandonnés; ils voulaient se venger d'elle, et ils croyaient les circonstances favorables pour assurer et pour étendre leurs priviléges politiques. Charles ayant débarqué dans la Catalogne, avec le secours des Anglais, un grand nombre d'habitants vinrent se ranger sous ses drapeaux; la capitale ouvrit ses portes, après un siége assez court, et bientôt toute la province le reconnut. Les Espagnols, sous la conduite de Philippe V, assiégèrent l'archiduc dans Barcelone (1706), mais une flotte anglaise qui parut, sous les ordres de l'amiral Leake, et les succès de lord Galloway qui avançait du côté du Portugal, obligèrent Philippe à lever ce siége. Galloway, Français réfugié, fils du marquis de Ruvigny, que le roi de Portugal avait mis à la tête de son armée, pénétra jusqu'à Madrid; l'archiduc y fut proclamé. Ces succès ne furent que passagers. La

masse de la nation espagnole préférait Philippe à l'archiduc ; la fierté nationale et l'intérêt les attachaient à la cause d'un souverain de leur choix. Berwick, à la tête d'une armée française, recouvra bientôt toute l'Espagne, à l'exception de la Catalogne.

La même année, les Français essuyèrent de grands revers en Italie. Le duc de Savoie, Victor-Amédée, qui avait pris les armes contre Louis XIV, et chez qui la politique l'avait emporté sur les liens du sang, n'avait encore éprouvé que des pertes et des défaites. Vendôme avait gagné sur lui la bataille de Calcinato sur la Chiesa (1706), lorsqu'il fut rappelé pour réparer les affaires des Français en Flandre. Le duc de la Feuillade et le maréchal de Marsin l'avaient remplacé. Le siége et la prise de Turin devaient terminer la guerre. Chamillard, ministre de la guerre et oncle de la Feuillade, avait fait des préparatifs immenses pour assurer le succès du siége ; l'incapacité de son neveu rendit tous ses soins inutiles. On commença par l'attaque de la citadelle, au lieu de commencer par prendre la ville ; la garnison ayant toutes les facilités imaginables pour s'approvisionner, le siége traîna en longueur, et le prince Eugène eut le temps d'arriver du Trentin au secours de la place. Au lieu de sortir de leurs lignes pour le combattre, comme le voulait le duc d'Orléans, les assiégeants attendirent Eugène dans leur camp. Leur défaite fut complète. Les débris de l'armée se retirèrent au delà des Alpes, laissant au pouvoir du vainqueur toute leur artillerie et un butin considérable. La perte de l'Italie fut la suite de la bataille de Turin : les Français furent obligés de signer une capitulation (1707), en vertu de laquelle ils évacuèrent toute la presqu'île. Eugène, voulant poursuivre ses avantages, pénétra en Provence, mais le maréchal de Tessé le força de se retirer. Naples fut encore occupé la même année par les troupes autrichiennes.

Le sort des armes n'était pas plus favorable aux Français en Flandre. Villeroi, à qui ses défaites multipliées ne faisaient perdre ni sa présomption, ni la confiance de Louis XIV, commandait une armée de quatre-vingt mille hommes contre Marlborough. Il pouvait éviter la bataille, mais il brûlait d'effacer l'affront de la surprise de Crémone. Ses soldats, qui le jugeaient bien, marchaient sous ses ordres sans espérance de succès. Sa position près du village de Ramillies rendit la victoire de Marlborough plus facile que glorieuse (1706) ; la bataille ne dura que deux heures et demie ; les Français perdirent vingt mille hommes, et, à la suite de cette défaite, toute la Flandre espagnole, jusqu'aux portes de

Lille. Louis, attribuant au hasard des événements qui ne provenaient que de l'impéritie de son général, dit en voyant Villeroi : A notre âge, monsieur le maréchal, on n'est plus heureux. Ce fut alors que Vendôme fut rappelé d'Italie. Tout paraissait perdu ; il corrigea par son génie les fautes de Villeroi.

Dans la campagne qui suivit la bataille de Ramillies, les alliés ne gagnèrent rien ; c'était beaucoup pour la France de ne rien perdre. L'année suivante (1708), on envoya le duc de Bourgogne commander en chef l'armée de Vendôme ; ce général devait encore diriger les opérations sous le nom du duc. Le duc de Bourgogne était le petit-fils de Louis XIV ; élève de l'immortel Fénélon, il était à beaucoup d'égards digne de son instituteur, qui avait triomphé des obstacles que lui opposaient les passions naissantes du duc. L'art l'avait emporté sur la nature. Le duc de Bourgogne était instruit et appliqué, juste et ferme, simple et libéral ; il observait religieusement ses devoirs ; il aimait le peuple ; il respectait l'opinion publique ; il ne manquait pas de bravoure personnelle, mais il manquait de talents pour la guerre, et les courtisans qui entouraient le prince entravaient les opérations de Vendôme par leurs intrigues et leurs calomnies. Il ouvrit la campagne par la prise de Gand. Il voulut prendre Oudenarde ; Marlborough accourut, et les Français furent encore battus. Les alliés assiégèrent Lille ; ce siége célèbre dura quatre mois, et Lille fut pris malgré la belle défense de Boufflers.

L'année 1709 fut pour la France une des années les plus désastreuses. Tous les malheurs réunis semblaient fondre sur elle. L'hiver avait été rigoureux et long. Les semences confiées à la terre avaient péri, et au retour de la belle saison, le sol parut frappé de stérilité. La famine était aux portes ; la misère était extrême, le mécontentement à son comble. Sans l'activité vigilante et l'inflexibilité du lieutenant de police d'Argenson, la tranquillité eût été troublée à Paris, et cette ville serait devenue un foyer de soulèvements. D'Argenson cachait sous un extérieur rude, et même effrayant, beaucoup de finesse et de sagacité ; instruit, laborieux, infatigable, adroit et rompu dans l'art de manier et de deviner les hommes, naturellement sévère, et paraissant l'être encore davantage, il était fait pour sa place importante ; ce fut lui qui organisa la police de Paris, et on peut lui reprocher d'avoir, dans cette organisation, trop sacrifié la liberté des citoyens à la crainte de voir troubler l'ordre public. Toujours ce fut lui qui assura la tranquillité de la capitale, et peut-être de tout le royaume, pendant la guerre de succession.

Dans le conseil, tous les ministres insistèrent sur la nécessité de la paix. Desmarets, contrôleur général, déclara qu'il ne pouvait plus subvenir aux frais de la guerre, et que la misère du peuple était telle que l'on devait craindre de le porter à des extrémités funestes. Chamillard, dont l'ineptie avait en partie amené les malheurs de la France, appuya l'avis de Desmarets. Torci, neveu du grand Colbert et ministre des affaires étrangères, insista surtout avec force sur la nécessité de négocier; c'était une tête lumineuse, un esprit sage et actif, un vrai citoyen. Il fit à Louis un tableau du royaume aussi sombre que vrai; Louis dut être frappé de voir ce que l'abus de la puissance avait produit, et il fut effrayé du contraste que présentait la situation de la France, avec l'état brillant dans lequel elle se trouvait à la mort de Mazarin, et surtout à la paix de Nimègue. Ce n'était plus le temps où la France dictait des lois à l'Europe. Il fallut se résoudre à demander la paix à ces mêmes Hollandais que Louis, dans les jours de sa gloire et de son orgueil, avait traités avec tant de hauteur et de mépris.

On envoya Rouillé à Anvers, où il eut des conférences avec Buys et Vanderdussen, députés de Hollande. Rien n'eût été plus facile que de donner alors la paix à l'Europe. Louis XIV humilié, la France affaiblie étaient disposés à faire tous les sacrifices compatibles avec l'honneur et l'intérêt du royaume. Les alliés devaient souhaiter la paix, et il dépendait d'eux d'obtenir de la France tout ce qu'ils pouvaient raisonnablement désirer. L'Angleterre et la Hollande n'étaient pas épuisées, mais elles étaient fatiguées et appauvries par la guerre, dont tout le poids retombait sur elles. Elles ne pouvaient pas souhaiter que toute la monarchie espagnole passât à la maison d'Autriche; les mêmes principes d'équilibre qui leur avaient fait entreprendre la guerre, ne leur permettaient pas de vouloir que telle en fût l'issue. Louis XIV consentait à renoncer à l'Espagne pour son petit-fils; il se contentait pour lui de Naples et de la Sicile. Les Hollandais demandaient des places dans les Pays-Bas, qui leur servissent de barrière contre la France; Louis XIV voulait leur en accorder. Quelque intéressées que toutes les parties belligérantes fussent à la paix, elle ne se fit pas. Le triumvirat ne la voulait pas sérieusement; Eugène, Marlborough et Heinsius, le grand pensionnaire de Hollande, trouvaient que la continuation de la guerre convenait à leurs intérêts; la paix leur ôtait leur puissance et leur crédit, les moyens de s'élever ou de s'enrichir; des considérations personnelles l'emportèrent sur la cause des peuples et sur les intérêts de l'humanité; des flots de

sang coulèrent parce qu'Eugène voulait de la gloire, Marlborough de l'argent, et Heinsius du crédit.

Les conférences furent transférées de Moerdick à Gertruydemberg. Torci alla lui-même négocier avec les députés des alliés, et porta dans ces négociations de la droiture et de la franchise. Mais à peine avait-il accordé un point, qu'on formait de nouvelles prétentions, et ces prétentions étaient aussi injustes qu'impolitiques. On en vint jusqu'à exiger de Louis XIV non-seulement que la France ne gardât rien de la succession de l'Espagne, qu'il abandonnât son petit-fils, il y consentait; non-seulement qu'il donnât des sûretés de la cession de toute la monarchie espagnole, il y consentait encore; mais on voulait qu'il tournât ses armes contre son petit-fils, et qu'il s'engageât lui-même à le détrôner. Louis XIV répondit avec une juste indignation : Si je dois faire la guerre, j'aime mieux la faire pour mes enfants que contre eux; et les négociations furent rompues.

Louis y avait gagné un avantage précieux, c'était de prouver à sa nation qu'il avait voulu la paix. Il est des circonstances où les princes les plus absolus sentent que l'opinion publique est une puissance qu'il faut ménager, et que des communications franches et paternelles inspirent de la confiance aux peuples et provoquent leurs sacrifices. On ne tient pas compte des mesures de ce genre à un gouvernement faible, mais on aime à voir la puissance prendre le ton de la persuasion. Torci publia, par les ordres du roi, une adresse à tous les Français, dans laquelle on leur exposait les propositions déshonorantes que les alliés avaient osé faire. L'indignation fut générale; la fierté nationale se réveilla; on sentit que tous les sacrifices étaient préférables à celui de l'honneur, et bientôt une armée de près de cent mille hommes, sous les ordres de Villars, attesta que la France avait encore des ressources, qu'elle épousait les intérêts de son roi, et qu'elle voulait venger ses injures.

Cette armée méritait d'être victorieuse; elle ne le fut pas. Les alliés avaient pris Tournai; ils marchaient sous les ordres d'Eugène et de Marlborough pour prendre Mons. Villars s'avança pour sauver la place. La bataille s'engagea près du village de Malplaquet (11 septembre 1709); elle fut sanglante; les Français la perdirent, mais ils se couvrirent de gloire, et la victoire coûta cher à leurs ennemis; on compte qu'ils l'achetèrent par la mort de plus de vingt mille hommes. Villars fut blessé au moment où il voulait aller rallier le centre de son armée qui pliait; Boufflers commanda la retraite, et elle se fit en bon ordre; les Français

ne perdirent ni drapeaux ni canons. La campagne suivante fut malheureuse encore pour la France. Marlborough et Eugène prirent Douai, Béthune, Saint-Amand, Aire. Villars affaibli n'osa rien entreprendre pour faire lever ces siéges. En Espagne, les alliés avaient également des succès. Le comte de Stahremberg avait remporté une victoire complète sur les troupes de Philippe V, près de Saragosse. L'Aragon, la Navarre et la Nouvelle-Castille s'étaient soumises, à la suite de cette victoire. Déjà depuis deux ans, la Sardaigne avait été conquise. Minorque avait été prise par les Anglais. Les affaires de Louis et de son petit-fils paraissaient désespérées. C'était inutilement que Louis avait fait de nouvelles propositions de paix. Les conférences avaient recommencé, et l'abbé de Polignac y avait développé de grands talents; mais les alliés en voulaient non-seulement à la puissance et à l'orgueil, mais encore à l'honneur de Louis XIV; les négociations furent encore rompues.

Cependant, la paix, qui paraissait très-éloignée, était préparée par d'autres événements. Au mois d'août, Philippe V se croyait si peu sûr de conserver son trône qu'il pensait à se retirer au Mexique. Il demanda Vendôme à Louis XIV; Louis le lui accorda, et les affaires changèrent de face en Espagne. Dès que Vendôme parut à Valladolid, la nation espagnole reprit courage et fit de nouveaux efforts. Il conduisit Philippe à Madrid au milieu des acclamations des peuples. Il prit d'assaut Brihuéga, où il fit Stanhope prisonnier, avec cinq mille Anglais. Il battit à Villaviciosa le comte de Stahremberg qui venait au secours de Brihuéga, et dans l'espace de quelques mois, il affermit Philippe sur le trône.

La France était affaiblie, mais elle n'était pas épuisée; l'impôt du dixième sur toutes les terres avait été enregistré et payé sans murmures. L'Angleterre avait encore des ressources, mais cette guerre lui coûtait des sommes immenses. Elle n'en voyait plus même le but; la France ne paraissait plus pouvoir donner d'inquiétude. La nation anglaise demandait la paix; l'opinion se prononçait de plus en plus en sa faveur; une révolution dans le ministère amena la pacification générale.

Le parti des Whigs, qui avait placé Guillaume III sur le trône d'Angleterre, avait gouverné l'État pendant le règne de la reine Anne. Marlborough était à la tête de ce parti; ses amis Godolphin et Sunderland étaient dans le ministère; ses partisans lui assuraient la majorité dans les deux chambres. Marlborough avait à sa disposition toutes les ressources de l'État; il régnait dans les camps, dans le cabinet, dans

l'administration. Passionné pour la guerre, qu'il regardait comme le principe de sa puissance, il perdit de vue le véritable but de la grande alliance et plaça le but dans le moyen. La nation était mécontente. Elle soudoyait toutes les puissances, et les services qu'elle tirait d'elles n'étaient pas proportionnés aux subsides qu'elle leur payait. La dette avait augmenté rapidement de trente millions de livres sterling. Le commerce et les manufactures étaient dans un état de langueur. La mort de Joseph Ier avait fait passer tous ses États et tous ses droits à l'archiduc Charles. Dès ce moment, toutes les raisons qu'on avait alléguées contre la maison de Bourbon devaient être appliquées à la maison d'Autriche, et pouvaient même, appliquées ainsi, paraître beaucoup plus fortes. Les intérêts des puissances maritimes leur défendaient plus que jamais de combattre pour procurer à l'empereur Charles la monarchie espagnole tout entière; c'eût été travailler à créer une puissance capable de tout asservir, et faire renaître pour l'Europe les dangers dont la maison d'Autriche l'avait déjà une fois menacée. Une saine politique voulait que les alliés se rapprochassent de la France; tel était en Angleterre le vœu général.

Il s'agissait de faire triompher ce vœu national en amenant un changement dans le ministère. Harley devint le chef de l'opposition. Il avait été secrétaire d'État, et Marlborough lui avait fait perdre sa place. Harley ne pouvait pas aimer le duc, et, indépendamment des raisons personnelles qu'il avait de se venger de Marlborough, le patriotisme lui dictait de faire cesser la guerre, et de tâcher, pour cet effet, de déplacer son ennemi. L'essentiel était de gagner la reine et de la faire changer de système. Les petites passions vinrent au secours de la politique. Anne supportait impatiemment les hauteurs de lady Marlborough. Lady Masham, que la duchesse avait elle-même placée auprès de la reine, avait su plaire, et son crédit donnait de l'ombrage à la duchesse, qui s'oublia envers la favorite en présence de la reine, et cette insolence acheva de la perdre dans son esprit. Ce léger incident ne fut pas la cause, mais l'occasion du nouveau système que l'Angleterre adopta; il fut encore bien moins la cause principale des grands événements qui le suivirent. L'anecdote de cour à laquelle des esprits superficiels ou des hommes qui se plaisent à dégrader l'histoire et l'espèce humaine, attribuent la pacification de l'Europe, ne fut pas même le principe de l'éloignement d'Anne pour les Whigs. Depuis longtemps elle inclinait pour leurs adversaires, et l'on prétend même qu'elle avait

l'idée d'appeler le prétendant, son frère, au trône d'Angleterre. Le procès de Sacheverel la rapprocha encore davantage des Torys. Cet ecclésiastique prêchant dans l'église St.-Paul, en présence de la reine, s'éleva contre les principes qui avaient servi de base à la révolution; accusé devant le parlement, sa cause entraîna des débats, où les deux partis ne se ménagèrent pas. La reine fut frappée de voir que les Whigs attaquaient ouvertement son autorité, et leur chute fut résolue. Harley et lady Masham obtinrent de plus en plus toute sa confiance; Sunderland et Godolphin furent renvoyés (1711). Marlborough ne fut pas encore destitué; mais il vit clairement que son crédit touchait à sa fin. Harley entra dans le ministère; on lui confia les finances. Saint-John, devenu célèbre sous le nom de Bolingbroke, obtint le département des affaires étrangères. Ce beau génie, qui a porté dans les sciences plus de subtilité que de profondeur, montra dans sa conduite politique plus d'adresse d'esprit que de caractère ; ses vues étaient fines et déliées; ses principes n'étaient rien moins que sévères.

L'Angleterre résolut de se séparer de ses alliés, ou du moins de les forcer à la paix (1711), en négociant secrètement avec la France. Les premières ouvertures furent faites à Louis XIV, par un Français nommé Gaultier, qui avait eu des relations avec le maréchal Tallard, dans le temps qu'il était prisonnier à Londres. Elles furent reçues à Versailles avec empressement. Prior, plus célèbre par ses poésies que par ses travaux politiques, et qui, cependant, possédait à un degré éminent le talent des négociations, fut envoyé en France pour y porter les propositions de la reine Anne. Louis XIV chargea de ses intérêts Ménager, député de la ville de Rouen au conseil du commerce. Il ne fallait pas donner de la publicité à ces négociations, en envoyant à Londres un plénipotentiaire avoué. Le parti des Whigs voulait toujours la continuation de la guerre; il menaçait même de mettre la couronne sur la tête du nouvel électeur d'Hanovre, Georges Ier, qui descendait d'Élisabeth, fille de Jacques Ier, épouse de Frédéric V, électeur Palatin. Par la loi de succession, l'électeur devait monter, après la mort d'Anne, sur le trône d'Angleterre ; mais la reine et les ministres, sûrs de l'assentiment général de la nation, persévérèrent dans leurs principes, et triomphèrent de cette résistance. L'Angleterre négociait sans ses alliés; mais bien loin de les sacrifier à ses convenances, elle veillait scrupuleusement à leurs intérêts. Les négociations furent conduites avec une franchise et une bonne foi aussi rares que salutaires. D'un côté, on savait ce qu'on

devait demander, de l'autre, ce qu'on pouvait et devait céder, pour que la paix fût solide et durable. Les négociateurs ne se tendirent point de piéges, et montrèrent un mélange admirable de fermeté et de sagesse. Tant que Marlborough commandait encore l'armée et qu'il conservait du pouvoir, la paix devait rencontrer de grands obstacles; cependant, on répugnait à frapper un coup décisif, parce qu'on en craignait les suites. A la fin, il fallut en venir à cette grande mesure, et l'éloignement de Marlborough de l'armée fut résolu; on le destitua de toutes ses places (1712): le public applaudit; on avait oublié ses victoires, et l'on ne voyait plus en lui que l'ennemi de la paix. Bientôt après, les préliminaires furent signés. On choisit Utrecht pour le lieu du congrès, et la reine instruisit alors les états généraux de la marche des négociations et de ses intentions définitives.

Les bases de la paix générale, qui formaient les préliminaires, étaient sages et équitables. La France reconnaissait l'ordre de succession établi dans la Grande-Bretagne; elle consentait à ce qu'on prît des mesures justes et raisonnables pour empêcher la réunion des couronnes de France et d'Espagne dans la personne du même prince; elle promettait d'assurer des avantages à tous les princes engagés dans cette guerre, et d'accorder des places de barrière à la Hollande et à l'empire.

Cependant les états généraux et l'empereur n'étaient pas disposés à bâtir sur ces bases. Ils s'imaginaient qu'il suffirait de quelques efforts pour achever d'écraser la France, et voulaient asseoir les négociations sur les principes que les alliés avaient mis en avant aux conférences de Gertruydemberg, et qui avaient entraîné leur rupture. Des querelles particulières s'élevèrent entre Ménager et Rechteren, l'un des plénipotentiaires de la Hollande, et les négociations furent interrompues. La France le vit avec plaisir; elle continuait à traiter secrètement avec l'Angleterre, et se flattait, avec raison, que, si elle parvenait à conclure avec la Grande-Bretagne, elle obtiendrait ensuite des autres puissances des conditions plus avantageuses. L'article des renonciations était le plus important pour la liberté générale; seul, il pouvait empêcher la renaissance des dangers que l'Europe avait conjurés par une guerre longue et sanglante. Il était très-difficile de revêtir ces renonciations de formes imposantes, et de leur donner une garantie solide et durable. Philippe V renonça, dans les termes les plus positifs, à toute espèce de droits au trône de France, au défaut du duc de Bourgogne, en faveur du duc de Berry, son frère, de la branche d'Orléans et de tous les princes du sang

de France. Cette déclaration se fit dans l'assemblée des Cortès convoquées pour cet objet, en présence du lord Lexington, ambassadeur d'Angleterre à Madrid. Le roi d'Espagne jura sur l'Evangile de tenir sa promesse. Les ducs de Berry et d'Orléans renoncèrent de leur côté, d'une manière tout aussi solennelle, à prétendre jamais au trône d'Espagne. Les Cortès sanctionnèrent ces actes en les acceptant, et le duc de Shrewsbury se rendit à Paris pour assister à l'enregistrement des mêmes actes dans le parlement (1712). On ne pouvait témoigner plus de défiance dans la bonne foi des princes, et l'expérience du passé semblait la justifier; on ne pouvait montrer plus de confiance dans les corps qui représentaient la nation, que de les rendre dépositaires de ces renonciations réciproques, ni donner à ces actes un plus haut degré de publicité. Cependant, quelque sages que fussent ces précautions, l'événement prouva dans la suite qu'elles étaient insuffisantes, et si la réunion que l'on redoutait avec raison n'eut pas lieu, on en fut redevable à d'autres causes.

A cette époque, la grande affaire des renonciations paraissait terminée, de manière à ne pas laisser de doutes sur leur validité, et les négociations furent renouées à Utrecht. Les Hollandais espéraient toujours que de nouveaux revers mettraient la France dans la nécessité de souscrire à toutes les conditions qu'on voudrait lui prescrire. La bataille de Denain les rendit plus traitables; on peut dire avec vérité que cette journée sauva la France. Il y a eu des victoires plus difficiles, plus glorieuses, plus complètes que celle de Villars; il n'y en a pas eu de plus décisives. Le duc d'Ormond, qui avait succédé à Marlborough dans le commandement des troupes anglaises, avait reçu de sa cour l'ordre de se séparer des alliés, et de rester dans une entière inaction. L'armée anglaise se replia sur Gand. Eugène, piqué de sa retraite, voulut prouver qu'il pouvait sans elle pousser la guerre avec vivacité, et il investit Landrecies. La prise de cette ville ouvrait la Champagne et la Picardie aux Impériaux; on craignait pour Paris; le royaume paraissait menacé d'un danger imminent. Louis XIV, grand dans le malheur, et voulant du moins succomber avec gloire, pensait à rassembler sa noblesse, et à se mettre à sa tête, pour vaincre ou périr dans les derniers retranchements. Villars ne désespéra pas du salut de son pays, et marcha au secours de Landrecies. Ses succès, ses forces, la faiblesse de ses ennemis lui avaient inspiré une confiance qui approchait de la sécurité. Les quartiers d'Eugène étaient trop disséminés. Les mouvements des Français lui firent croire

qu'ils attaqueraient le lendemain ses retranchements. Villars le trompe, et faisant passer l'Escaut à ses troupes, tombe, le 14 juillet 1712, sur le camp de Denain, qui assurait les communications du prince Eugène avec Douai. Le camp fut forcé avec autant d'impétuosité que de conduite. Le corps qui le défendait fut détruit; le duc d'Albemarle, qui le commandait, fut fait prisonnier; les magasins d'Eugène, qui étaient à Marchiennes, tombèrent avec la ville au pouvoir de Villars; le siége de Landrecies fut levé; la prise de Douai, de Bouchain, du Quesnoi fut la suite de cette victoire; Villars devint l'objet de l'enthousiasme général des Français.

La journée de Denain hâta le résultat des négociations d'Utrecht. Les Hollandais, revenus de leurs orgueilleuses prétentions, agirent de concert avec l'Angleterre. L'empereur se refusait toujours à la paix. Cependant il avait été obligé de consentir à la neutralité de l'Italie; le duc de Savoie, à qui la Grande-Bretagne avait promis le royaume de Sicile, s'était détaché de la coalition. Les troupes impériales avaient aussi été forcées d'évacuer la Catalogne; les puissances maritimes les ayant abandonnées à elles-mêmes, elles ne pouvaient pas s'y maintenir. A la vérité, les Catalans, toujours obstinés et redoutant les vengeances de Philippe, préféraient de lui vendre cher leur obéissance, à le désarmer par leur soumission. Barcelone lui avait fermé ses portes; Berwick se vit obligé de l'assiéger en forme (1713); elle fut prise. La résistance opiniâtre de la Catalogne amena pour elle la perte de ses priviléges.

Ces événements étaient le résultat naturel de la retraite des puissances maritimes. Elles sentaient que, comme elles avaient seules porté le fardeau et payé les frais de la guerre, en se hâtant de conclure avec la France, elles entraîneraient la pacification générale. On était convenu des principes, on voulait de bonne foi terminer. La France, d'accord avec l'Angleterre, qui désirait sincèrement la paix, employa sa tactique ordinaire dans ses négociations avec les puissances coalisées contre elle; ce fut de traiter avec chacune en particulier. Il n'y eut d'autre concert entre les membres de la grande alliance, que celui des bons offices réciproques. Le comte de Zinzendorf, ministre de l'empereur, s'écria dans l'assemblée, lorsque cette marche fut décidée : Cette journée sera fatale à la grande alliance! Ce mode n'en fut pas moins adopté; les négociations avancèrent plus rapidement; la paix fut signée à Utrecht le 11 avril 1713, et se composa d'un grand nombre de traités.

La France reconnut solennellement l'ordre de succession établi en

Angleterre; les renonciations réciproques qui devaient empêcher la réunion des couronnes de France et d'Espagne, furent déclarées une loi inviolable et éternelle des deux empires. Ces deux points avaient été proprement le véritable but de la guerre; du moins ils importaient le plus à l'équilibre de l'Europe, et en les stipulant, l'Angleterre stipulait non-seulement pour sa propre sûreté, mais encore pour l'indépendance générale de tous les États. La même famille devait occuper les deux trônes, et il était possible que l'union des souverains amenât les mêmes effets que l'union réelle des deux États; mais ce danger n'était pas vraisemblable. L'identité du sang ne produit pas l'identité des intérêts; dans leurs relations politiques, les princes ne doivent pas consulter leurs relations de famille, et au défaut des vrais principes, les passions les en empêchent.

D'autres articles du traité de la France avec l'Angleterre ne regardaient que les intérêts de cette dernière puissance. Elle ne s'oublia pas. Depuis longtemps, Dunkerque, par sa situation, la nature de son port et de ses ouvrages, donnait de l'ombrage à la Grande-Bretagne, et paraissait menacer sa sûreté et son commerce dans la mer du nord. Louis XIV promit de raser les fortifications et de combler le port de cette place; condition humiliante, puisqu'elle empêchait la France de profiter de ses avantages naturels. Ce fut surtout en Amérique que l'Angleterre acquit des possessions importantes pour la défense de ses colonies, la prospérité de ses pêcheries et l'activité de son commerce. La France lui restitua la baie et le détroit d'Hudson, l'île de St.-Christophe, la Nouvelle-Écosse ou l'Acadie, l'île de Terre-Neuve, avec les îles adjacentes. Depuis cette époque, la puissance des Anglais dans l'Amérique septentrionale devint de plus en plus prépondérante, et de plus en plus, les deux hémisphères influèrent l'un sur l'autre, et la guerre et la paix devinrent communes entre eux. La France conserva le droit d'exercer la pêche sur la côte de Terre-Neuve. Malheureusement cette liberté sera féconde en nouvelles dissensions.

Les avantages qu'obtint le Portugal, par le traité que la France fit avec lui, le 11 avril 1713, étaient en même temps des avantages pour l'Angleterre, depuis les liens étroits qui avaient été formés par Methwen entre ces deux puissances. Il fut décidé que les deux bords de la rivière des Amazones appartiendraient, en toute souveraineté, au roi de Portugal, et que les habitants de Cayenne ne pourraient y exercer aucune espèce de négoce. La France perdait une veine de richesses, car ses

colonies avaient fait jusque-là avec le Brésil un commerce très-actif.

Frédéric Ier vivait encore lorsque le traité de la France avec la Prusse avait été entamé (12 avril); il fut conclu avec son fils Frédéric Guillaume Ier, qui lui avait succédé. Rien n'était plus opposé que le caractère, les principes, les goûts, l'extérieur même de ces deux souverains. Frédéric Guillaume Ier avait une âme saine et forte dans un corps robuste, et annonça bientôt qu'il substituerait, à la cour et dans le gouvernement, la simplicité au luxe, l'ordre au désordre, la fermeté à la faiblesse, des habitudes mâles et austères à la mollesse et au plaisir. Nous le verrons asseoir la puissance de la Prusse sur des fondements solides, donner du nerf à l'armée, de l'unité à l'administration, de la trempe aux âmes, de la vigueur et de la consistance au corps politique et préparer les miracles du règne suivant. Si même les négociations n'avaient pas encore été commencées, ses maximes et son caractère l'auraient empêché de continuer la guerre. Le traité lui fut avantageux. Non-seulement la France le reconnut roi de Prusse; elle lui céda encore, au nom du roi d'Espagne, la Gueldre espagnole, en dédommagement de la principauté d'Orange, dont Louis XIV s'était emparé, que Frédéric Guillaume réclamait comme héritier de Guillaume III, et à laquelle il renonça formellement à Utrecht. Les états de Neufchâtel et de Valangin avaient conféré au roi de Prusse la souveraineté de ce petit pays. A la mort de Marie de Longueville, duchesse de Nemours (1707), beaucoup de prétendants s'étaient présentés. Frédéric Ier, qui descendait par sa mère, Louise-Henriette, de la maison d'Orange, alliée aux Nemours, avait été du nombre des concurrents. La France avait revendiqué ce pays, à titre de fief relevant de la Franche-Comté. Les états de Neufchâtel décidèrent la question en faveur de la Prusse; à raison de son éloignement et de sa puissance, elle ne pouvait que difficilement menacer la liberté du pays, et sa protection pouvait lui être utile. L'événement a prouvé la justesse de ces suppositions. Cet accroissement de territoire n'était dans le fond pour la Prusse qu'un accroissement de titres, et n'ajoutait rien à sa puissance. Louis XIV n'eut pas de peine à reconnaître à Utrecht Frédéric Guillaume, souverain de Neufchâtel. La confédération helvétique, dont Neufchâtel était un anneau, le vit avec plaisir.

La Savoie, qui, par des accroissements successifs, tendait, comme la Prusse, à sortir de tutelle et à s'élever au rang de puissance indépendante, et qui, dans la suite, le fit avec bien moins de génie, de persévérance et de succès que son heureuse émule, gagna beaucoup plus qu'elle

par la paix d'Utrecht. Il était de l'intérêt des puissances maritimes de donner à Victor-Amédée une base assez large et assez solide, pour qu'il pût jouer un des premiers rôles en Italie, et s'opposer, au besoin, à la France et à l'Autriche. La France et l'Espagne, alliées par le sang à la maison de Savoie, voyaient son agrandissement avec moins de peine que celui de toute autre puissance. L'Angleterre et la Hollande voulaient mettre Victor-Amédée en état d'être véritablement le gardien des Alpes. Le duc obtint de la France la restitution de la Savoie et de Nice, et les cinq vallées de Pragelas, d'Oulx, de Sézane, de Bardonache et de Château-Dauphin. Les sommités des Alpes devaient servir de limites entre la France et le Piémont. Louis XIV garantit à Victor-Amédée la possession du royaume de Sicile, avec le titre de roi; acquisition importante par la fertilité, la richesse, la population du pays, mais que son éloignement du reste des États de Victor-Amédée rendait moins précieuse pour lui. La confirmation des cessions que Léopold lui avait faites par le traité de Turin, était d'une bien plus grande conséquence. Il ne s'agissait pas moins que d'une partie du Montferrat, des provinces d'Alexandrie et de Valence, de la Lumelline, du Vigévanasque, de la vallée de Sézia, qui arrondissaient ses États et augmentaient doublement sa puissance.

L'objet principal pour la Hollande, était de procurer les Pays-Bas à une puissance éloignée d'elle, et qui fût en état de les défendre contre la France. Les laisser à l'Espagne, c'eût été, au jugement des états généraux, les donner à Louis XIV; il fut décidé qu'ils passeraient à la maison d'Autriche. L'Angleterre y était aussi intéressée que la république des États-Unis. Si les Pays-Bas étaient tombés dans une dépendance directe ou indirecte de la France, elle aurait pu acquérir sur la mer du nord un pouvoir que la Grande-Bretagne devait redouter. En obtenant des provinces limitrophes de la France, l'Autriche restait son ennemie naturelle; la sûreté et l'indépendance des autres États tenaient en grande partie à cette inimitié active et continuelle. Non-seulement Louis XIV consentit à voir les Pays-Bas au pouvoir de l'Autriche; il céda même en sa faveur aux états généraux une partie des Pays-Bas français, comme Menin, Tournai, Furnes, Dixmude, Ypres, Poperingue. Les états généraux rendirent au roi Lille et ses dépendances. Après l'intérêt de sa sûreté, la Hollande n'en avait pas de plus grand que celui de son commerce. Louis XIV lui promit de lui faire obtenir de Philippe V tous les avantages de ce genre qui lui avaient été assurés par la paix de Munster, et lui-même s'engagea à ne point solliciter de privilége exclusif

en Espagne en fait de commerce, et à se tenir à cet égard sur une même ligne avec les autres nations.

Dans les traités que l'Espagne conclut à Utrecht avec les puissances coalisées, on répéta la plupart des articles qui se trouvaient dans les traités de la France. Le roi d'Espagne céda la Sicile au duc de Savoie, et à la Grande-Bretagne l'île de Minorque et Gibraltar, sans aucune juridiction territoriale. L'Angleterre avait toujours manqué de port dans la Méditerranée, et son commerce en avait souffert; elle obtenait l'objet de ses vœux; de nouveaux débouchés allaient s'ouvrir à son industrie, de nouvelles spéculations enrichir ses négociants. Quelque douloureuses que ces pertes fussent pour l'Espagne, elles étaient légères au prix du mal que devait faire au royaume le traité de l'*assiento*. Il assurait à l'Angleterre le droit d'importer, tous les ans, quelques milliers de nègres dans les colonies espagnoles, et d'envoyer, à la foire de Porto-bello, un vaisseau, d'une grandeur déterminée, avec des marchandises. Ces concessions enlevaient aux Espagnols des avantages importants, et les donnaient à une puissance étrangère, active et entreprenante; c'était un moyen sûr de favoriser la contrebande, et une source de démêlés continuels entre les deux nations. Un pareil contrat, tout au détriment d'une des puissances contractantes, est toujours un abus de la force qui dicte des lois à la faiblesse, ou une surprise faite par l'habileté à l'imprévoyante ignorance.

Pendant que l'on négociait et qu'on signait tous ces différents traités, les négociations entre la France et l'empereur seules n'avançaient pas. Charles VI ne voulait pas se désister de ses prétentions sur la succession d'Espagne. Ses alliés l'avaient abandonné; ses finances étaient dans un état déplorable; mais le génie d'Eugène lui restait, et il espérait qu'une victoire changerait la face des affaires. Les hostilités recommencèrent (1713), et il y eut encore du sang inutilement répandu. Villars, qui commandait l'armée française, prit Landau, malgré la vigoureuse résistance du prince Alexandre de Wurtemberg. Le siége de Fribourg dans le Brisgau fut encore plus difficile et plus honorable pour les armes françaises; le baron de Harsch fit une superbe défense, qui lui acquit de la réputation, sans sauver la place. Les succès répétés de Villars inspirèrent finalement à l'empereur des dispositions pacifiques. Eugène et Villars, qui avaient conduit la guerre avec gloire, furent chargés par leurs maîtres de la terminer; ce choix prouvait que les deux puissances voulaient négocier avec franchise et avec rapidité. Ces deux hommes, qui

s'étaient souvent mesurés sur le champ de bataille, conférèrent ensemble dans le château de Rastadt ; l'estime qu'ils avaient l'un pour l'autre, et la loyauté qu'ils portèrent dans leur travail, en accélérèrent le résultat. La France, placée plus avantageusement qu'à Utrecht, exigeait le rétablissement entier de son allié, l'électeur de Bavière, voulait conserver Landau, et démolir Kehl, le Vieux-Brisach et Fribourg. La diète de Ratisbonne ordonna de nouvelles levées et accorda à l'empereur cinq millions de florins ; le vrai moyen de s'épargner de nouveaux sacrifices, était de les annoncer hautement. Cette mesure produisit son effet ; la France se relâcha de ses premières demandes, et la paix fut signée, le 28 février, entre l'empereur et elle. Il fallait encore que les États de l'empire accédassent à ce traité. La diète chargea l'empereur de ses pleins pouvoirs ; on choisit Bade, en Argovie, pour le lieu du congrès ; les opérations ne furent pas longues ; tout avait été réglé à Rastadt.

Ce traité fut confirmé. Il fut décidé qu'on prendrait la paix de Ryswick pour base de l'état dans lequel l'Allemagne devait être replacée. La France rendit à l'empire le Vieux-Brisach, Fribourg et Kehl. L'électeur de Trèves et l'électeur Palatin, l'évêque de Worms, celui de Spire, les maisons de Wurtemberg et de Bade furent rétablis dans tout ce qui leur avait été enlevé. Les électeurs de Cologne et de Bavière furent réintégrés dans tous leurs droits. Ces deux princes avaient été, dès le commencement de la guerre, les fidèles alliés de la France; leur attachement avait été la cause de leurs malheurs ; la France ne les oublia pas. Elle obtint pour elle-même Landau et ses dépendances. L'Autriche acquit les Pays-Bas, le royaume de Naples, le duché de Milan, l'île de Sardaigne ; c'était une masse considérable d'États, en partie fertiles, riches et très-peuplés, mais qui, éloignés du centre de la monarchie, et disséminés sur une vaste surface, multipliaient les points d'attaque pour les ennemis de l'Autriche, lui rendaient à elle-même la défense de ses provinces plus coûteuse et plus difficile, et l'affaiblissaient tout en l'agrandissant. On lui permit encore de garder le duché de Mantoue, qu'elle devait rendre aux ducs de Guastalle, et qu'elle avait confisqué durant la guerre, sous prétexte que le duc de Mantoue, quoique vassal de l'empire, s'était déclaré pour la France. Il semblait que Charles VI dût être satisfait d'avoir détaché de la monarchie espagnole des provinces entières, et que ces acquisitions fussent assez importantes pour qu'il renonçât formellement à l'héritage de Charles II. Cependant il ne le fit pas, et il ne fut pas question de cet objet dans le traité de Rastadt. La France ne vit

dans ce silence qu'une faiblesse de l'orgueil humilié, qui ne voulait pas accorder par des paroles ce qu'il avait sanctionné par des actes positifs, et n'insista pas. Aux yeux de l'Autriche, ce silence était une réserve expresse qu'il serait possible de faire valoir dans d'autres circonstances, et en effet elle s'en prévalut dans la suite.

Le traité de l'Espagne avec la Hollande et le Portugal suivit de près la signature du traité de Rastadt. La paix avec la république des Provinces-Unies avait été différée par les prétentions et les intrigues de la princesse des Ursins. Cette femme fière, ambitieuse, adroite, voulait qu'on érigeât en sa faveur, dans les Pays-Bas, une souveraineté libre et indépendante. Elle avait abusé de son pouvoir sur l'esprit de Philippe V, pour l'intéresser fortement au succès de ses projets. A la fin, Louis XIV obtint de son petit-fils de se désister de cette idée, et de ne pas entraver la pacification générale par des considérations purement personnelles. De ce moment, les négociations avec les Provinces-Unies marchèrent rapidement, et la paix fut signée le 26 juin 1714. Le traité de Munster fut renouvelé dans tous les points où il pouvait l'être. La plupart des autres articles arrêtés à Utrecht, entre l'Espagne et la Hollande, furent relatifs au commerce. Les Provinces-Unies tâchèrent de s'assurer des avantages précieux, et d'empêcher les autres puissances d'en obtenir dans la suite de plus considérables.

De toutes les puissances belligérantes, le Portugal fut la dernière à conclure. L'ancienne inimitié entre les Espagnols et les Portugais fit traîner les négociations en longueur. Le Portugal demandait la ville de Badajoz, elle lui fut refusée; il voulait que l'Espagne lui restituât la colonie et le territoire du Saint-Sacrement, sur le bord septentrional de la rivière de la Plata; l'Espagne consentit à cette cession (février 1715). Les rapports des deux puissances restèrent les mêmes.

On doit regarder le traité de la Barrière, conclu à Anvers la même année, comme la garantie et le complément de tous les autres traités signés à Utrecht. Son objet était d'assurer les Pays-Bas à la maison d'Autriche, et de lui en faciliter la défense, en accordant aux Hollandais le droit de mettre garnison dans un certain nombre de places, et de les défendre en cas de guerre. Les Provinces-Unies y gagnaient une frontière plus sûre; l'Autriche épargnait des sommes considérables; l'Allemagne acquérait un nouveau boulevard contre la France. Il fut décidé que l'empereur et les états généraux entretiendraient dans les Pays-Bas une armée de trente à trente-cinq mille hommes, et que la défense des

villes de Namur et de Tournai, de Menin, Furnes, Ypres, Warneton, et du fort de Knoque, serait uniquement confiée aux troupes de la république des Provinces-Unies.

Depuis la paix de Westphalie, aucune n'a réglé de plus grands intérêts et n'a eu des conséquences plus importantes que celle d'Utrecht. Peu de guerres ont mieux atteint leur but que la guerre de la succession d'Espagne ; les bases des négociations furent larges et solides ; la vue des négociateurs embrassa un vaste horizon; leur longue prévoyance, éclairée par l'expérience du passé, s'étendit à un avenir éloigné. Les traités conclus à Utrecht, à Rastadt et à Bade déterminèrent, avec autant de sagesse que de précision, les rapports de tous les États du midi et de l'ouest qui avaient pris part à la guerre ; le système des contre-forces acquit un haut degré de perfection ; on en développa les principes ; on en multiplia les applications ; le raisonnement prouvait sa nécessité ; les faits avaient montré combien il était utile. Aucune puissance ne fut sacrifiée ; aucune n'acquit des avantages qui la missent hors d'équilibre avec les autres.

L'Espagne conserva son existence et son intégrité ; les provinces qu'on en détacha n'avaient jamais formé avec elle un tout homogène, et avaient souffert de cette union imparfaite, sans que la monarchie y gagnât ; c'étaient des branches parasites qui languissaient, et qui, cependant, affaiblissaient le tronc. La maison de Bourbon resta sur le trône d'Espagne; mais on avait pris des mesures pour donner à l'Espagne des intérêts distincts de ceux de la France, et les divisions qui s'élevèrent, dans la suite, entre les deux États, firent voir que ces mesures avaient été habilement calculées.

L'Autriche avait renoncé à l'espérance gigantesque de réunir de nouveau, dans une même masse, tout l'héritage de Charles-Quint ; privée de la couronne d'Espagne, elle avait acquis les Pays-Bas, Naples, le Milanais. Ces superbes et riches contrées étaient, sans contredit, un bel accroissement de puissance ; par leur position seule, elles pouvaient devenir plus précieuses pour l'Autriche qu'elles ne l'avaient été pour l'Espagne. Si elles avaient été contiguës l'une à l'autre et toutes rapprochées du centre de la monarchie autrichienne, elles lui auraient donné une prépondérance décisive et alarmante ; séparées par de vastes espaces, éloignées du corps de l'État, ces provinces étaient à la fois des principes de force et de faiblesse, des moyens de défense et des points par où la monarchie pouvait être attaquée ; elles multipliaient les ressources et les dangers de l'Autriche.

L'Angleterre n'avait jamais été plus puissante. Elle était sortie de la guerre de succession avec plus de forces réelles, et une grande force d'opinion, qu'elle devait à sa modération et à sa vigueur; elle avait prouvé qu'elle pouvait contre-balancer la France et l'Espagne, et c'était un grand bien pour la sûreté et l'indépendance des États de l'Europe. La paix allait donner un nouvel essor au commerce de l'Espagne et de la France, leur fournir les moyens de réparer leur marine; et l'Angleterre devait s'attendre à trouver, dans ces deux puissances maritimes, le contre-poids naturel de sa prépondérance. D'ailleurs, les acquisitions qu'elle avait faites, en Amérique et dans la Méditerranée, l'obligeaient à de nouvelles dépenses, tout en ouvrant un vaste champ à ses spéculations, et les liens qui lui attachaient la Hollande s'étaient relâchés.

La mort de Guillaume III avait fait cesser la dépendance des Provinces-Unies. A la vérité, pendant toute la guerre de succession, la Hollande avait multiplié ses efforts et ses sacrifices pour la cause commune. Elle avait commis la faute de négliger sa flotte, pour agir avec plus de vigueur sur le continent. Les souvenirs de la guerre qui s'était terminée par la paix de Nimègue vivaient encore dans la mémoire des Hollandais. Ils voulaient, à tout prix, donner les Pays-Bas à l'Autriche, afin d'éloigner la France de leurs frontières. Le traité de la Barrière leur avait procuré les sûretés nécessaires. Plus tranquilles du côté de la France, les développements rapides de la puissance de l'Angleterre devaient attirer leur attention et exciter leur vigilance. Le parti anglais avait perdu de son crédit et de son ascendant par la suspension du stathoudérat, qui avait suivi la mort de Guillaume III. La fin prématurée du prince Jean-Guillaume-Frison, qui s'était noyé au passage de Moerdick (1711), ne permettait pas à l'Angleterre d'espérer que cette dignité serait bientôt rétablie, et si les Provinces-Unies avaient employé les loisirs de la paix à relever leurs finances, leur crédit, leur marine, ce pays, que le caractère national, les habitudes, le genre de vie de ses habitants rendent, de concert avec la nature, éminemment propre au commerce, serait redevenu le concurrent redoutable de la Grande-Bretagne.

Les accroissements considérables que la maison de Savoie avait obtenus par la paix d'Utrecht, le titre de roi qui était entré dans cette maison, et la royauté de la Prusse solennellement reconnue et confirmée, donnaient de nouveaux garants à la liberté de l'Italie et à celle de l'Allemagne. L'Autriche et la France menaçaient toutes deux l'Italie, et

lui avaient fait également de mal; la puissance de la Savoie, qui venait de s'agrandir et de se consolider, pouvait, au besoin, s'opposer avec succès à l'une ou à l'autre, et rendre un peu de tranquillité à ces belles contrées, désolées par tant de guerres sanglantes. La création de la monarchie prussienne offrait à la liberté germanique un nouvel appui. La France, l'amie naturelle de l'Allemagne, qui avait combattu pour elle contre les Ferdinand, et qui avait eu l'honneur de dicter la paix de Westphalie, était devenue infidèle à ses principes; renonçant au rôle de protecteur, elle avait elle-même attaqué l'empire, et s'était agrandie à ses dépens. L'ambition de Louis XIV avait porté une irréparable atteinte à la considération de la France en Allemagne. Les vives inquiétudes et les justes alarmes qu'elle avait données aux États de l'empire les avaient rapprochés de l'Autriche; cette puissance avait acquis plus de crédit à la diète, et elle en avait abusé dans les guerres contre Louis XIV, pour exiger de l'Allemagne des sacrifices disproportionnés à ses forces et qui n'étaient pas commandés par une nécessité impérieuse. Il importait donc à la sûreté et à l'indépendance de l'empire germanique, qu'il se formât dans son propre sein un État capable de contre-balancer un jour l'Autriche et de tenir tête à la France.

Cette puissance n'était plus, à la paix d'Utrecht, la puissance dominante. Ses accroissements successifs et continuels, ses forces militaires, ses ressources et ses richesses, les grands talents de ses généraux et de ses hommes d'État, ses négociations habiles, ses nombreuses victoires, et ses prétentions toujours renaissantes avaient fait craindre à l'Europe de tomber dans une véritable servitude. On avait vu le moment où la prépondérance de ce colosse menaçant allait tout écraser, et où une seule masse, entraînant et absorbant tous les États qui devaient exercer sur elle une réaction bienfaisante, aurait rendu toute espèce d'équilibre impossible. Plusieurs coalitions s'étaient formées pour éloigner ce danger imminent, et elles avaient manqué leur but, ou n'avaient produit que des effets partiels et des mesures insuffisantes. La situation des États de l'Europe restait toujours critique, et leur existence précaire. La dernière coalition obtint des succès brillants et complets, parce que les deux hommes qui la dirigèrent y mirent l'unité d'un tout organisé, et qu'ils furent à la fois des politiques profonds et de grands capitaines; réunion absolument nécessaire pour que la guerre remplisse son objet, et que cet appel à la force venge, fixe et assure les droits des nations. La paix d'Utrecht fit descendre la France du degré d'élévation auquel les guerres

précédentes l'avaient fait monter, et qui était incompatible avec l'indépendance politique des autres États. Cette paix replaça la France dans une position où elle pouvait exister sans craindre pour sa sûreté, et sans rien perdre de sa gloire; où elle était encore assez puissante pour se défendre contre toute attaque injuste, et même pour protéger les faibles, et où elle ne l'était pas assez pour abuser de sa force impunément. Désormais, elle sera un des éléments principaux du système politique de l'Europe, sans en être le centre; elle sera essentielle au maintien de l'équilibre, au lieu de l'empêcher, de le combattre et de le rompre.

Il fallait sans doute, pour qu'elle exerçât cette influence bienfaisante et nécessaire au salut et à la prospérité de l'Europe, qu'elle réparât, par un régime sage et vigoureux, son sang appauvri et ses forces épuisées par de longs excès. Au sortir de la guerre de succession, le royaume se trouvait dans son intégrité, et n'avait ni perdu ni acquis du territoire; mais, s'il avait encore la même étendue, il n'avait plus la même vigueur. Les provinces étaient dépeuplées; les terres restaient en friche, faute de bras pour les cultiver; les ateliers manquaient d'artisans, et l'industrie languissait. Le commerce avait essuyé des pertes considérables; la paix lui avait rendu la sûreté, sans lui rendre les capitaux qui entretiennent son mouvement. Le peuple pliait sous le poids des impôts; l'État était chargé d'une dette de plus de deux milliards, qu'on devait rembourser à des époques fixes, sans qu'on en eût les moyens; le crédit était ruiné; la nation soucieuse, découragée, abattue; la cour déserte, triste, uniquement occupée des pratiques d'une dévotion minutieuse. Louis XIV dut être douloureusement affecté du contraste mélancolique que formaient les derniers jours de son règne avec les jours de sa puissance et de sa gloire. La France, jadis éblouissante de tout l'éclat de la jeunesse, douée de toutes les forces d'une vigoureuse maturité, semblait avoir vieilli avec son roi, et dépérissait comme lui; la décadence du royaume avait marché de pair avec l'affaiblissement du souverain. La durée du règne de Louis XIV, ses longues et nombreuses erreurs faisaient parcourir sous ses yeux, à la France, le cercle entier des révolutions que les empires parcourent ordinairement avec plus de lenteur, et n'achèvent quelquefois qu'au bout de plusieurs siècles. Louis avait trouvé la France dans un état de croissance; lui-même, secondé par les événements et par le génie de ses ministres, l'avait élevée rapidement au plus haut degré de développement et de puissance; bientôt, abusant de cette puis-

sance, il n'y avait vu qu'un levier pour soulever le monde; énervant la France par les dérèglements de son ambition, et par une dépense excessive de forces, et provoquant contre elle la haine et la vengeance des autres peuples, il avait été le témoin de son dépérissement progressif; elle était tombée, sous les coups des nations justement irritées de son injustice, dans un état de langueur et de faiblesse, dont le temps et la sagesse pouvaient seuls la retirer. Ce vaste corps avait encore la même grandeur et les mêmes proportions; mais, faute de sucs nourriciers, ses organes étaient affaissés, et son ardeur paraissait éteinte.

Louis XIV, promenant ses regards sur cette France, longtemps l'objet de la crainte, de l'envie ou de l'admiration de tous les peuples, et n'apercevant que des ruines ou de la misère sur ce sol autrefois couvert de richesses et de créations brillantes, devait éprouver d'autant plus de regrets, que les passions qui l'avaient égaré, et qui avaient amené ses malheurs, s'étaient éteintes dans son âme glacée par l'âge, et ne pouvaient plus l'aveugler sur les causes de ses désastres, ni le séduire par leurs illusions, ni le distraire et le consoler par leur activité même. Il avait non-seulement survécu à ses passions, à ses plaisirs, à ses goûts; il avait encore survécu à tous les grands hommes qui avaient environné, appuyé, embelli son trône, et à tous les objets de ses affections les plus douces et les plus innocentes. Avant lui, étaient descendus dans la tombe, les généraux auxquels il avait dû ses victoires, les ministres qui avaient su, dans des temps plus heureux, enrichir le peuple et le prince, les poëtes qui avaient chanté les miracles de son règne, les artistes qui avaient animé le marbre, la toile, le bronze, pour immortaliser les événements dont ils avaient été les témoins; cette superbe décoration du trône avait disparu; ces feux du génie s'étaient successivement éteints; il ne restait de tant de grandeur, que de grands et tristes souvenirs. De tout son siècle, Louis XIV seul vivait encore, et sa seule consolation était de reposer ses regards avec complaisance sur sa nombreuse et florissante famille. Il espérait que son petit-fils, le dauphin, plus connu sous le nom de duc de Bourgogne, réparerait, par une administration sage et paternelle, les maux du royaume, et rendrait à la France sa vigueur première.

Ce prince, estimé des sages, respecté même des esprits légers, adoré de la nation entière, était juste, laborieux, pénétrant et ferme; sa piété était sincère, sa dévotion peut-être excessive; la sévérité de son caractère était tempérée par la douceur, les grâces et la gaieté spirituelle de

son épouse, Marie-Adélaïde, qu'il aimait avec passion. Cette princesse aimable, intéressante, adroite autant que bonne, avait gagné l'affection de madame de Maintenon, et inspiré au roi la tendresse la plus vive. Elle était l'âme d'une cour, où, sans elle, une bigoterie sombre aurait tout envahi; par ses caresses enfantines, ses manières enjouées, son esprit fin et délicat, elle seule répandait quelque charme sur la vieillesse de Louis XIV, et lui faisait encore connaître des moments de sérénité. Il voyait renaître cette princesse dans des enfants qui étaient déjà les objets de l'amour du peuple. Dans l'espace de quelques jours toutes ces espérances furent coupées par la racine, et la mort, dépouillant la France de tous ses appuis et de tous ses ornements, ensevelit dans un même tombeau le duc, la duchesse de Bourgogne et l'aîné de leurs fils. Louis resta seul au milieu de ces ruines; avec lui, un jeune enfant, le second fils du duc de Bourgogne, unique et faible rejeton d'une famille nombreuse.

Le trône de Louis XIV avait perdu son éclat; sa couronne avait pâli; sa maison allait s'éteindre; les années le minaient; la mort le menaçait; mais son âme ne parut jamais plus forte, plus élevée, plus héroïque que dans ces jours de deuil, et de tous les moments de sa vie, il n'y en a point où il inspire plus de respect et plus d'admiration. La grandeur qu'il déploya à cette époque ténébreuse lui appartient tout entière. Tout se conjura contre lui, et il ne fut point abattu; il opposa aux succès des ennemis de la France, la généreuse résolution de périr en combattant sur les degrés du trône; aux malheurs de ses sujets, des regrets tardifs mais sincères et des efforts soutenus; à ses pertes domestiques, la sensibilité d'un homme, la dignité d'un roi, l'humilité et la résignation d'un chrétien. On doit oublier que les hérésies du P. Quesnel, les intrigues des Jésuites pour en obtenir la condamnation, la bulle *Unigenitus* qui les foudroyait, l'occupèrent et l'agitèrent dans ses derniers jours, tandis qu'il aurait dû les mépriser. Cette petitesse retombe sur ses conseils et ses entours, et la fermeté qu'il montra dans la maladie qui le conduisit au tombeau doit effacer cette tache. Il mourut comme il avait vécu, avec noblesse, sans qu'il lui échappât rien de faible, rien de petit, rien d'indigne de lui; il mourut, laissant dans la nuit des temps une trace à jamais lumineuse. Il y a eu de plus grands rois, il y en a eu de meilleurs que lui; mais la France n'a jamais été plus grande que sous son règne; elle vit encore de sa gloire, et elle en vivra longtemps.

CHAPITRE XXVII.

ÉTAT DE LA POÉSIE ET DE L'ÉLOQUENCE EN ANGLETERRE. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA LITTÉRATURE ANGLAISE. — PARALLÈLE DES ANGLAIS ET DES FRANÇAIS SOUS CE RAPPORT. — MARCHE ET DÉVELOPPEMENT DU GÉNIE SOUS LES RÈGNES DE GUILLAUME III ET DE LA REINE ANNE.

A l'époque où l'Angleterre combattait avec succès le despotisme de la France, lui enlevait le sceptre de l'Europe, et punissait Louis XIV à Hochstedt, à Ramillies, à Malplaquet, de l'abus qu'il avait fait de sa puissance, elle disputait aussi à la France la palme du génie, s'élevait à son exemple à une grande hauteur de développement, et rivalisait avec elle dans la carrière des lettres : rivalité douce, paisible, glorieuse pour les deux peuples, et utile à l'humanité. Pendant que le génie enfantait en France des créations brillantes, ou étudiait et expliquait les ouvrages de la nature, il s'occupait des mêmes objets, faisait les mêmes efforts, et obtenait les mêmes succès en Angleterre ; mais il suivit dans chaque pays une marche différente, et l'un n'emprunta rien de l'autre.

Rien de moins étonnant. On sait que les Anglais, quoique placés près de l'Europe, et communiquant avec tous les peuples du globe, sont encore aujourd'hui, suivant l'expression du poëte latin, presque séparés du monde entier, tant ils diffèrent des autres peuples par une empreinte originale et vraiment unique. Rien surtout de plus opposé que le caractère national des Français et des Anglais, bien que ces deux nations ne soient séparées que par un étroit bras de mer. L'antipathie réciproque des deux peuples est née de cette opposition, autant que de leur inimitié naturelle, et cette antipathie a renforcé l'opposition des habitudes, des mœurs et des usages. Le Français a une sensibilité vive, qu'il est facile d'ébranler et que tout fait en quelque sorte frémir ; l'Anglais a une sensibilité plus profonde, qu'il est plus difficile d'émouvoir et de calmer ; elle reçoit moins d'impressions, mais elle les conserve plus longtemps. Le Français a une imagination facile, qui combine avec

promptitude, et amène un grand nombre d'idées; l'Anglais a une imagination plus forte, qui opère avec moins de rapidité, ne passe pas sans cesse d'un objet à un autre, mais qu'un seul objet occupe, concentre, absorbe, et qui peint tout avec des traits énergiques et prononcés. Le Français saisit beaucoup de rapports à la fois; son esprit comprend et conçoit sans effort; l'Anglais, moins distrait par l'abondance des idées, suit une pensée avec plus de tenue et de persévérance; il est plus propre à la ramener aux premiers principes et à la faire descendre aux dernières conséquences. Le Français est naturellement gai, badin, léger; l'Anglais est sérieux, réfléchi, et même sombre : l'un a un besoin continuel de société, et vit plus avec les hommes qu'avec la nature; l'autre recherche la solitude, et préfère la nature à la société. Le premier désire de plaire et de faire effet; au défaut de sa bienveillance naturelle, ce désir le rendrait prévenant, poli, officieux : le second se soucie peu de briller dans le monde; il paraît se suffire à lui-même. La France, voisine des autres peuples civilisés, et qui communique beaucoup avec eux, doit offrir des mœurs faciles, des formes douces, une égale disposition à prendre les usages des autres, et à leur donner les siens : les insulaires se ressemblent plus à eux-mêmes; ils sont plus portés à se préférer aux autres nations, et se regardant comme un monde à part, qui ne doit pas imiter les autres, ils paraissent suivre les indications de la nature. Généralement en France, l'esprit national se compose d'un précieux mélange d'esprit, de raison, d'imagination, de sentiment, et présente un heureux équilibre de facultés : en Angleterre, plus souvent un trait domine; une seule faculté acquiert un haut degré de prépondérance; on y rencontre plus fréquemment une imagination excentrique et une sensibilité brûlante, que la raison et le jugement n'éclairent et ne dirigent pas toujours, ou une raison profonde et lumineuse, mais froide, austère, dénuée d'imagination et de sentiment. Ces traits de l'esprit et du caractère national tiennent sans doute aux circonstances physiques où se trouvent les deux peuples, mais ils dépendent peut-être encore plus de l'origine différente des deux nations, des événements de leur histoire, de la nature de leur constitution, et de leur genre de vie. Ils doivent trouver leur place dans le tableau de la littérature des deux peuples, car ils se reproduisent dans les ouvrages des deux nations, leur impriment des formes particulières, expliquent leurs défauts et leurs beautés, et ont une grande influence sur ce qu'on appelle le goût national. La littérature d'une nation n'est jamais que le caractère et l'esprit national, élaborés au plus

haut degré par des hommes de génie, épurés et idéalisés dans des productions d'élite.

La poésie, chez les Français, vit dans un monde conventionnel ; c'est la nature qu'ils peignent, mais la nature perfectionnée, telle qu'il faut la représenter pour satisfaire à la fois l'imagination et le jugement des hommes polis par la société ; c'est la nature dans ses productions d'élite, soumise à des règles, et ramenée à des proportions qui ne sont pas arbitraires, mais qui paraissent l'être quelquefois, qui sont fondées, en dernière analyse, sur la nature du cœur humain, mais qui, au premier coup d'œil, ont un air de convention. Au contraire, la poésie anglaise ne se transporte pas dans ce monde conventionnel, où les passions, les sentiments, les objets ont des formes plus régulières ; elle sort moins du monde réel, et quand elle en sort, c'est pour entrer dans le monde idéal ; elle peint la nature tout entière, avec ses contrastes, ses imperfections et ses incohérences apparentes, dans les moments où elle enfante des ouvrages parfaitement beaux, et dans ceux où, obéissant à d'autres lois et tendant à d'autres fins, elle paraît se négliger et s'oublier elle-même. S'il faisait un choix sévère, l'Anglais croirait perdre du côté de la richesse des images et de la variété des sujets ; le désordre et les inégalités de la nature sont à l'unisson de son génie libre et indépendant, et s'il proscrivait le ton, les discours, les caractères, les détails qui, suivant l'expression française, ne sont pas nobles, il croirait établir une espèce de distinction de rangs dans l'ordre des idées et des sentiments, et faire contracter à son esprit une sorte de servitude.

De là vient une autre différence dans le goût des deux nations ; l'une est plus sensible au beau, l'autre est plus frappée du sublime. Le Français sacrifiera souvent la force de l'expression à la beauté de l'ensemble ; le poëte anglais sacrifiera plus volontiers la beauté de l'ensemble à la force de l'expression ; le dernier s'adresse à une nation qui demande des émotions profondes, qui a des besoins d'imagination impérieux et insatiables, et à laquelle il faut des exercices violents ; lui-même partage les besoins et les goûts de sa nation ; il aura de l'énergie, mais il n'aura pas toujours de la mesure ; les écarts de l'imagination lui paraîtront un signe de force, la mesure des expressions et des idées un signe de faiblesse, et en faveur de quelques traits vigoureux et hardis, il pardonnera tous les défauts, ou même il ne les apercevra pas. Le premier, qui parle à un peuple facile à ébranler, produira des émotions tout aussi vives, avec des moyens moins violents ; s'il voulait en employer de pareils, il déplai-

rait, il déchirerait et révolterait ses lecteurs. Ce peuple, ami des proportions et de l'harmonie, doué d'un jugement prompt et exercé, saisit aisément les rapports des parties au tout; il veut que l'esprit goûte le plaisir de l'ordre, là où l'imagination goûte celui de la variété et de l'abondance; il demande de l'énergie, mais il veut qu'elle soit sagement distribuée, que toutes les facultés jouissent, et que l'une d'elles ne soit pas inactive ou blessée, pendant que l'autre est peut-être fatiguée de la multitude d'objets qu'on lui présente. Des images, des pensées, des sentiments sublimes le transportent, mais ils ne suffisent pas à ses plaisirs, et il ne pardonnera pas à la force, qui de temps en temps excite son admiration et son étonnement par des traits sublimes, de blesser son goût pour le beau par des disparates, des invraisemblances, des exagérations ou des trivialités.

Enfin, il y a encore une différence essentielle entre la poésie anglaise et la poésie française, qui plus que toutes les autres paraît dépendre du caractère et de l'esprit national. L'imagination des poëtes anglais se plaît à revêtir d'images des idées générales, à placer partout des maximes abstraites, qu'elle tâche de peindre et de colorer. Ainsi les poëtes dramatiques mettent dans la bouche de leurs héros des tirades morales, politiques, philosophiques, qui sont toujours applaudies avec transport, pour peu qu'elles offrent des pensées fortes et profondes; et dans la poésie descriptive, leurs plus grands écrivains ne peignent pas les objets de la nature, comme le font les poëtes grecs et latins, d'une manière directe et vivante, mais ils la peignent par les idées qu'elle réveille, par les réflexions qu'elle fait naître, par la disposition d'esprit dans laquelle elle met le spectateur. Ce genre peut avoir beaucoup d'attraits pour tel ou tel individu, mais il n'obtiendra pas des succès universels. Bien loin de tout généraliser, la véritable poésie doit donner à tout un corps et des traits individuels. Il serait difficile de dire laquelle des deux nations l'emporte sur l'autre, mais il est facile de décider laquelle a produit les ouvrages les plus exempts de défauts. On doit rendre hommage au génie des poëtes anglais, lors même qu'ils manquent de goût, mais on ne doit pas disputer le génie aux grands poëtes français, parce qu'ils ont le malheur d'être toujours fidèles aux lois du goût.

Le dernier trait du caractère de la poésie anglaise, dont nous venons de parler, tient à l'esprit réfléchi, méditatif, philosophique de la nation, et cette disposition naturelle a fait faire aux Anglais de grands progrès dans les sciences physiques et dans la philosophie morale. Vivant beau-

coup avec eux-mêmes et avec la nature, ils ont le loisir de recueillir des faits, de multiplier les observations, de faire des expériences. Capables d'une attention soutenue, et d'une grande persévérance, ils s'occupent longtemps du même objet; ils suivent la même idée, l'envisagent sous toutes ses faces, et saisissent tous ses rapports avec celles qui y tiennent de près ou de loin. Le calme et le sang-froid de leur raison les garantissent, plus que d'autres, des conclusions précipitées, des exagérations de la pensée et de la manie des systèmes. Leur philosophie porte l'empreinte du caractère national, et se distingue également de celle des Français et de celle des Allemands, avec qui ils ont cependant plus d'un trait de ressemblance. Elle est plus profonde et moins brillante que celle des Français, plus nourrie de faits, plus sage, plus modeste que celle des Allemands. Leurs bons ouvrages n'offrent pas les rapprochements ingénieux, les idées saillantes, les résultats frappants de Malebranche, de La Bruyère, de Pascal; ils ne possèdent pas l'art de traiter les matières les plus abstraites avec précision et avec agrément, et de jeter sur la vérité les draperies d'une belle imagination; mais dans leurs écrits, la marche des idées est plus serrée, plus méthodique, plus sûre; ils répandent la lumière sur toutes les parties du sujet qu'ils traitent, et ne se contentent pas d'éclairer une de ses faces; ils veulent moins éblouir et étonner qu'éclairer et instruire; c'est uniquement la vérité qui les intéresse; ils ne songent pas à l'effet qu'elle produira, ne pensent pas à lui ménager des succès par les charmes de l'éloquence, et ne lui supposent d'autres besoins que ceux de la précision et de la clarté.

Après ces réflexions générales, dans lesquelles j'ai essayé de saisir et de déterminer les caractères distinctifs de la poésie et de la philosophie anglaise, entrons dans quelques détails. Déjà sous le règne d'Élisabeth, la sagesse du gouvernement, la sûreté générale dont on jouissait, les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, en un mot de la richesse nationale, avaient favorisé le développement du génie. Shakespeare et Bacon, qui ont paru sous ce règne, peuvent être regardés comme les représentants de l'esprit et du goût national.

Les heureux effets de l'exemple de Shakespeare et des préceptes de Bacon ne se montrèrent que tard. Sous le règne pacifique de Jacques Ier, et pendant les quinze premières années du règne de l'infortuné Charles, on ne vit point paraître de talents distingués dans la littérature et les sciences, quoique la nation fût tranquille, florissante, et s'enrichît par

le travail. Les esprits étaient absorbés par les querelles théologiques, et par les affaires de l'État. On ne pensait qu'à préparer la chute ou bien à assurer le triomphe de la religion anglicane, à empêcher ou à favoriser les progrès de l'autorité royale; personne ne s'occupait du vrai et du beau. Le feu des guerres civiles embrasa le royaume, et durant la sanglante lutte qui s'établit entre les principes et les passions, entre la liberté et la licence, on n'eut ni le temps, ni la volonté, ni les moyens de s'instruire et de s'amuser; les uns tremblaient pour leur existence, les autres faisaient trembler par leurs excès; il n'y avait que des bourreaux et des victimes. Mais ces convulsions politiques tirèrent les esprits de leur léthargie, et leur donnant tour à tour de grandes craintes ou de grandes espérances, leur firent sentir le besoin de l'activité, et en multiplièrent les moyens. Lorsque Cromwell eut asservi, avec autant d'adresse que d'audace, la nation fatiguée, et que, pour expier son usurpation et la faire oublier, il eut élevé l'Angleterre au plus haut degré de puissance, de considération, de tranquillité et de richesse, on vit sortir du sein des orages des génies mâles et vigoureux que les malheurs publics et particuliers avaient développés. Ils ouvrent cette longue succession d'écrivains justement célèbres, qui, pendant un demi-siècle, fondèrent, par leurs travaux réunis, la gloire littéraire de leur nation.

Peu de poëtes peuvent disputer à Milton, mort en 1674, le premier rang. Entraîné par une imagination ardente et fougueuse, Milton s'était jeté dans le parti populaire; les agitations politiques, les crises violentes, les grands événements étaient l'atmosphère qui lui convenait, un champ d'idées et de sentiments assorti à son caractère. Il s'engagea dans la révolution comme dans un sujet poétique, par besoin d'imagination plus que par principes. Lors de la restauration de Charles II, il fut compris dans l'amnistie, quoiqu'il eût défendu l'assassinat juridique de Charles Ier; mais on comprend facilement qu'il ne fut pas l'objet des bienfaits du roi, et il tomba dans l'indigence. A ce malheur s'en joignit bientôt un autre plus cruel encore : il était menacé depuis longtemps de devenir aveugle; il le devint, mais il se consola de la perte de ses sens par les richesses de son imagination, et il dicta à ses filles le poëme du Paradis perdu. Fermé aux impressions de la nature, et forcé de rompre toute communication avec elle, après lui avoir dérobé le secret de ses formes et de ses couleurs, il se retira dans un univers de sa création, où tantôt, dans ses conceptions sublimes, il dépassait toutes les proportions du monde physique et du monde moral, pour peindre les traits de Satan, et se

jouait dans l'immensité du temps et de l'espace, tantôt il revenait sur la terre, la parait de fleurs et de fruits, pour servir de théâtre au bonheur d'Adam et d'Ève, et répandait sur ces tableaux une fraîcheur, une pureté, un calme, une innocence dignes de cet état et de ce séjour, qu'aucun âge n'a connu, et que tous les âges ont regretté. Il faut que Milton soit bien sublime dans certains morceaux, pour se faire pardonner la dureté de ses vers, l'incohérence de son plan, la bizarrerie de ses fictions, son érudition pédantesque et déplacée, le mauvais goût de son style, le choix même de son sujet. Mais les poëtes anglais, fiers de marcher sous sa bannière, peuvent dire de lui avec raison : Notre maître est assez grand pour avoir des faiblesses.

Pendant que Milton donnait au talent, dans le poëme épique héroïque, de divins modèles et de dangereux exemples, Buttler, mort en 1690, dans le Hudibras, versait le ridicule sur le fanatisme et sur l'hypocrisie du parti dont Charles II venait de triompher ; il achevait de guérir la nation de la maladie du fanatisme et la consolait de ses malheurs. Hobbes, témoin des crimes et des maux qu'avait enfantés en Angleterre la destruction de l'autorité légale, crut que les droits et les obligations de l'homme reposaient uniquement sur l'ordre social et sur la force publique, au lieu de ne voir dans l'ordre social et la force publique que la garantie nécessaire des droits et des obligations que la raison morale et la liberté de l'homme lui imposent ou lui assurent. Il développa sa théorie dans son Traité du citoyen, où, tout en condamnant ses principes, on admire la marche de ses idées, l'ordre et la distribution de son ouvrage, et l'élégante clarté de son style. Il a servi la bonne cause par ses erreurs mêmes, et sa fausse théorie a fait chercher et trouver la vérité sur ces questions intéressantes.

Depuis l'avénement de Charles II au trône jusqu'à la mort de la reine Anne (1660-1714), tombe la belle époque de la littérature anglaise. Les grands écrivains dont nous avons parlé avaient, en quelque sorte, préludé à ce siècle de gloire ; d'autres les suivirent, les imitèrent, les surpassèrent à certains égards. La nation, lasse de ses própres désordres, ne songea qu'à en effacer la trace en se livrant aux travaux de tout genre ; les inventions ingénieuses, les entreprises hardies, les spéculations vastes et brillantes se succédèrent avec rapidité ; le travail amena l'aisance dans toutes les classes de la société, et la richesse nationale fut assez grande pour qu'on eût le temps, les moyens, le goût de s'instruire, et qu'on ne refusât pas aux sciences les avances de culture qu'elles exigent.

Charles II aimait les lettres et les sciences qui étudient et expliquent la nature, comme il aimait tous les genres de plaisirs. Il s'entourait de beaux esprits qui ne respectaient pas les mœurs, la décence, la religion dans leur conduite et dans leurs écrits, mais qui, plus fidèles au bon goût qu'aux bonnes mœurs, répandaient l'un tout en corrompant les autres. Un libertinage d'esprit, une perversité raisonnée, une profonde indifférence pour tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes, caractérisaient Charles et sa cour. L'hypocrisie et le fanatisme, qui avaient abusé de tout, avaient dégoûté de tout beaucoup d'hommes légers et superficiels, et les avaient jetés dans l'extrême opposé. Ce philosophisme, qui renversait tous les principes, dégradait tous les sentiments, et plaçait l'art de bien vivre dans une sensualité raffinée, menaçait de pervertir les mœurs nationales, d'éteindre le goût du grand et du beau, et de dégrader le génie; mais heureusement qu'en Angleterre, moins que partout ailleurs, les mœurs et le ton de la cour forment le ton et les mœurs générales. D'ailleurs, le peuple revint bientôt de son ivresse pour Charles, et le mépris qu'inspira sa conduite politique rendit son exemple peu dangereux; la nation était encore trop saine et trop vigoureuse, pour être susceptible de ce genre de corruption.

Ainsi, les beaux esprits qui entouraient la personne du roi ne servirent qu'à épurer le goût national par leurs productions ingénieuses, et les grands poëtes profitèrent de leur exemple et de leurs leçons. La muse de Rochester, mort en 1680, et de Roscommon, mort en 1684, toujours légère, spirituelle et vive, s'égayait sur les ridicules du temps, ou peignait les plaisirs des sens en vers voluptueux. Dryden, mort en 1701, traduisait en beaux vers l'Énéide de Virgile, et, en répandant la connaissance des anciens, il montrait qu'il était digne de leur servir d'interprète; son ode sur la fête de sainte Cécile, que son propre génie lui inspira, suffirait pour l'immortaliser; les idées en sont grandes, l'harmonie riche, variée, ravissante. Addisson et Pope, morts en 1719 et 1744, donnèrent à leur nation l'exemple d'une belle alliance entre la force et la grâce, entre le talent et le goût, entre la richesse des idées et des images et la correction du dessin. Formés à l'école des Grecs, nourris de la lecture des grands écrivains français, ils surent mêler les beautés d'un autre sol et d'un autre climat à celles de leur terre natale, et furent à la fois beaux et sublimes. L'amour n'a jamais rien dicté de plus brûlant que l'épître d'Héloïse à Abailard; c'est l'amour nourri par le malheur, exalté par la religion, luttant avec le devoir, et peignant ses douleurs avec une har-

diesse qui paraît d'autant plus forte qu'elle paraît involontaire. La tragédie de Caton n'attendrit et n'émeut pas; le héros de la pièce ne pouvait exciter des sentiments qu'il fait gloire de ne pas connaître lui-même, mais il règne sur la scène par l'étonnement et l'admiration. La pièce se distingue des autres par sa marche et ses développements; elle est à peu près la seule en Angleterre qui ait un caractère de régularité : la Venise sauvée d'Otway et les tragédies de Rowe ont les mêmes défauts que celles de Shakespeare, sans avoir toutes ses beautés. La comédie, en Angleterre, n'a pas même atteint le degré de perfection auquel la tragédie s'est élevée. Le ton de la société n'y était pas assez perfectionné; les formes conventionnelles n'y existaient pas comme en France. Le défaut de gaieté nationale était seul un grand obstacle au succès dans ce genre de poésie; d'ailleurs les ridicules existent moins en Angleterre qu'ailleurs, du moins aux yeux des Anglais qui aiment les formes originales et qui ne s'étonnent pas des bizarreries.

L'éloquence y a moins fleuri à cette époque qu'en France, quoique la constitution de la Grande-Bretagne fût favorable à ce beau talent; l'éloquence délibérative connaissait peu encore les formes oratoires; en général, elle improvise presque toujours sur les objets qu'elle traite; ses discours naissent et meurent souvent dans la même assemblée, ou n'existent que par fragments dans les gazettes. L'éloquence de la chaire en Angleterre ne mérite pas ce nom; les sermons des Anglais sont des discussions sages et solides, écrites avec élégance, mais dépourvues d'imagination et de sentiment; Tillotson, leur modèle dans ce genre, est étranger aux mouvements; c'est le plus souvent un corps bien dessiné, sans coloris et sans âme.

La science a fait des progrès brillants; il suffit de nommer Boyle et Newton dans les sciences de la nature, Locke dans la philosophie morale, qui ont fait époque, sans faire secte.

En Angleterre, ce furent les particuliers, bien plus que les souverains, qui s'acquittèrent de la belle tâche de récompenser les talents. Charles II et ses successeurs n'accordèrent aux gens de lettres que peu d'attention, encore moins d'encouragement et de distinction. Charles, indolent et voluptueux, ne manquait ni d'esprit ni d'instruction, mais il ne s'occupait sérieusement d'aucun objet utile. La société royale, formée avant la restauration par une association libre, n'obtint du roi que son nom. Cowley, Waller et Denham, dont les deux derniers avaient servi la cause de la monarchie, n'acquirent une sorte d'aisance qu'en acceptant des

places civiles, qu'ils durent à leur habileté dans les affaires, et non à leurs talents et à leurs succès distingués dans la poésie. Le célèbre Guillaume Temple, un des premiers écrivains qui aient formé la prose anglaise, fut employé dans des négociations importantes, parce qu'il était le premier homme d'État de son siècle. Rochester et Roscommon étaient vus de bon œil à la cour à cause du libertinage de leur esprit et de leur profonde indifférence pour tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes; c'étaient autant de conformités honteuses qu'ils avaient avec le roi.

Jacques II n'était instruit que dans la marine, et l'on sait qu'il avait créé la langue des signaux. Partagé entre une dévotion minutieuse et la passion du despotisme, il connaissait à peine les muses de nom. Dryden obtint des faveurs par son changement de religion, qui, à l'époque de la révolution, fut une raison pour qu'il fût oublié par la nouvelle cour.

Le génie profond de Guillaume III était absorbé par la politique; d'ailleurs, son âme forte et froide était inaccessible aux douces illusions des lettres et des arts; il n'aima et ne récompensa dans l'évêque de Salisbury, Gilbert Burnet, que les services qu'il avait rendus à sa cause, par ses ouvrages et par son talent supérieur à conduire les affaires les plus délicates.

La reine Anne avait l'esprit cultivé et le caractère faible; gouvernée par ses favoris, elle ne voyait que par leurs yeux. L'ambition et l'avarice de Marlborough ne lui laissaient pas le loisir nécessaire pour cultiver les lettres; il fut célébré par les muses nationales, sans aimer beaucoup la poésie ni les poëtes. Cependant, le règne d'Anne offre un grand nombre de gens de lettres employés dans des places importantes; mais ils les devaient uniquement au besoin que l'on avait de leur activité dans les affaires publiques. Ce fut par des raisons de ce genre, que le chantre de Bleinheim, le correct Addisson, l'aimable Prior, le sage et judicieux Locke, le profond Swift, l'éloquent Shaftesbury, le subtil Bolingbroke, devinrent les objets de la confiance d'Anne ou de son ministère. Tout ce qu'on peut dire avec vérité, c'est que leur mérite littéraire n'a pas nui à leur fortune, mais cette fortune même les attachait à des devoirs qui les ont empêchés de vivre uniquement pour les sciences et pour les lettres. Pope, Gay, Congrève et d'autres, qui n'étaient pas propres à fournir la carrière de l'ambition, ou qui lui préféraient la gloire, n'ont été redevables de leur honorable médiocrité ou

de leur opulence, qu'à des travaux littéraires que la nation payait magnifiquement, ou à la protection éclairée des particuliers opulents. Mais les Oxford, les Harcourt, les Clarendon, les Shaftesbury, les Bolingbroke, les Queensbury et tant d'autres seigneurs, qui se sont immortalisés en accordant aux grands écrivains une estime et une admiration senties, exprimaient par ces hommages les sentiments de la nation bien plus que ceux de la cour, et satisfaisaient les besoins de leur esprit et de leur cœur, sans consulter et sans suivre le ton de la société à laquelle ils appartenaient.

Ainsi le génie de la poésie et de l'éloquence, abandonné à lui-même en Angleterre, ne dut qu'à lui-même ses triomphes ; il travailla pour la partie éclairée de la nation, et il en fut récompensé par son estime et par ses suffrages. Cet oubli de la cour, cette indifférence du gouvernement conservèrent peut-être au génie son indépendance et sa dignité, lui donnèrent une marche plus originale et plus fière, et le sauvèrent de la monotonie, de l'imitation et de la servitude des convenances. La France ressemble à un homme de génie dont le développement serait accéléré par des circonstances favorables, et dont un protecteur éclairé et puissant dirigerait la culture ; l'Angleterre à un homme de génie qui se développe plus par l'énergie naturelle de ses forces et par l'empire des événements.

RÉFLEXIONS

SUR

LA PUISSANCE POLITIQUE.

Ce volume forme la seconde partie du Tableau des Révolutions du Système politique de l'Europe, depuis la fin du quinzième siècle.

Cette seconde partie nous offre la France s'élevant, sur les débris des deux branches de la maison d'Autriche, au rang de puissance prépondérante et dominante : nous y voyons les preuves de sa force absolue et de sa force relative, les causes de sa supériorité, l'abus qu'elle en fait, les efforts de l'Europe conjurée pour la lui enlever ; efforts longtemps partiels, imparfaits, inutiles, et couronnés à la fin du plus heureux succès par la paix d'Utrecht. Cette seconde partie, quoique partie intégrante d'un tout, est elle-même un tout complet; c'est l'histoire politique du dix-septième siècle.

La plus grande difficulté que rencontrent ceux qui veulent étudier ou écrire l'histoire moderne, est son défaut d'unité. L'isolement des anciens peuples faisait de chacun d'eux un tout séparé, qui n'avait que peu ou point de rapports avec les autres. De là vient que les historiens de l'antiquité ont pu donner facilement à leurs écrits cette unité précieuse, sans laquelle il n'y a dans les ouvrages ni beauté ni intérêt, et qui seule leur mérite le titre d'ouvrages de l'art. Dans les temps modernes, on ne saurait faire l'histoire d'un peuple de l'Europe, sans faire celle de tous les autres, qui tous soutiennent avec lui des relations plus ou moins intimes, et cette circonstance est déjà un obstacle à l'unité. Cependant, cet obstacle-là n'est rien moins qu'invincible ; car, dans l'histoire particulière d'une nation, elle seule fait centre, et toutes les autres lui sont subordonnées, comme, dans une pièce dramatique, les personnages secondaires le sont au héros principal. Mais, dans tous les ouvrages où

l'on a voulu faire marcher de front, et présenter en même temps l'histoire de toutes les nations civilisées de l'Europe, durant les trois derniers siècles, on n'a pu éviter le désordre, la confusion, ou du moins le défaut total de convergence des parties. Quel que fût d'ailleurs le mérite de ces compositions, elles ont fatigué le lecteur, en rompant sans cesse le fil qu'elles mettaient entre ses mains, et en lui offrant une multitude de faits qui paraissaient choisis, disposés, placés arbitrairement, parce qu'on ne voyait pas quels principes avaient présidé à ce choix et à cette distribution.

Le seul moyen de mettre de l'ordre dans ce chaos, et de faire un ensemble de ces éléments disjoints, c'est de saisir une idée dominante ou un fait principal, qui devienne le point central autour duquel tous les autres faits se rangent et se groupent. Alors seulement l'histoire des trois derniers siècles ressemble à un corps organisé, où le jeu de toutes les parties concourt à celui de l'ensemble, et où le principe vital détermine et entretient la vie des organes. Alors on voit ce qui fait exclure certains événements de la narration, ou ce qui les y fait admettre ; ce sont leurs rapports, plus ou moins intimes, plus ou moins frappants, avec le but principal de l'ouvrage ; et c'est ce but qui assigne aux personnages et aux actions la nature et l'étendue de la place qu'ils doivent occuper.

Entre les différentes idées qu'on peut saisir pour donner aux événements de l'histoire moderne un point d'union et de convergence, celle que nous avons choisie a le double avantage d'être un principe d'ordre et d'unité, et en même temps un fait. Avant de parvenir à sa maturité, le système des contre-forces a été soupçonné par les uns, cherché par les autres, désiré par tous ceux qui ont souffert des abus de la puissance, enfin saisi et combiné dans toute son étendue par le génie profond de Guillaume III. Cette seconde partie de mon ouvrage prouvera, je crois, avec plus de force encore et d'évidence que la première, la nécessité de ce système et ses bienfaisants effets ; car elle offrira de grands maux et de grands remèdes.

Le nom de système des contre-forces convient beaucoup mieux ici que celui de système de l'équilibre. Ce dernier terme réveille des idées vagues et fausses. L'existence, l'indépendance, l'intégrité des États de l'Europe, exigent qu'aucune puissance ne sorte hors de toute proportion avec les autres ; car du moment où elle pourra tout ce qu'elle voudra, elle voudra tout ce qu'elle ne devrait pas vouloir, elle ne respectera

rien, elle osera tout, et c'en sera fait de la liberté générale. Il faut nécessairement que la puissance, s'opposant à la puissance, empêche une pareille force qui pourrait tout envahir, de naître ou de développer et de déployer son activité malfaisante; il faut qu'on l'arrête dans sa course désastreuse et dévorante, ou qu'on la prévienne et qu'on la comprime par une opposition vigoureuse, ou par la crainte de rencontrer tôt ou tard une résistance dont elle ne pourrait pas triompher.

On ne peut obtenir ce résultat que par l'action combinée des forces des autres États, qui servent de contre-poids à la première. Il ne doit jamais être question d'équilibre dans le sens propre de ce mot; comment l'établir entre une puissance et toutes les autres, ou entre une puissance et chacune des autres? Les inégalités de forces, de moyens et de ressources subsisteront toujours, et renaîtront des efforts mêmes qu'on fera pour les détruire; la balance politique penchera toujours d'un côté plus que d'un autre; l'équilibre parfait amènerait un repos entier et parfait: cet état de choses n'aura jamais lieu, et peut-être ne serait pas même un bien pour l'humanité. Mais en formant, selon les occurrences, contre toutes les puissances qui prétendraient ou marcheraient à la domination, une masse de forces imposantes, on peut et l'on doit empêcher l'excès d'une prépondérance quelconque, avec toutes les injustices qu'elle entraînerait à sa suite.

C'est ce que j'appelle le système des contre-forces. Pour que les forces agissent, il faut qu'elles existent; et, pour tous les États, le premier moyen d'échapper à la servitude et de prévenir la tyrannie, c'est de multiplier ses forces intérieures, par le travail qui les augmente, les lois qui les protégent et les règlent, et une sage administration qui leur donne une direction salutaire et les distribue convenablement. Ce sont les éléments de la puissance réelle et absolue des nations.

Alors seulement naît la puissance d'opinion, qui résulte de l'idée avantageuse qu'un État donne aux autres de ses forces physiques et morales. Elle est pour les puissances ce que le crédit est pour les négociants; elle leur permet de faire, avec de moindres moyens, de plus grandes affaires. L'opinion favorable que les autres États prennent de telle ou telle puissance n'est pas toujours en raison directe de ses forces réelles; cette opinion tient encore aux principes, au langage, au ton, aux démarches, à toute l'allure de la politique d'un gouvernement. Une conduite noble, ferme, courageuse, également éloignée d'une hardiesse téméraire et d'une circonspection pusillanime, commande le respect, inspire la con-

fiance, fait illusion à tout le monde sur l'étendue de vos ressources, et, en vous les prêtant, on vous les donne. Cette conduite suppose, sans doute, une masse considérable de forces réelles : une petite puissance ne pourrait pas en tenir une pareille, ou la tiendrait inutilement ; mais elle suppose surtout une fermeté et une énergie de caractère qui, comme toutes les forces dont on n'a pas la mesure, présentent à l'imagination quelque chose de vague, et ce vague sert admirablement au crédit. Il sied bien à une grande puissance de ne pas prendre ombrage de tout, et de ne pas ressentir des bagatelles ; mais elle ne doit pas donner le change sur les bornes de sa patience. Il est des choses qu'elle pourrait passer sous silence, sans que sa force réelle en souffrît, et qu'elle ne doit ni faire, ni permettre, ni pardonner, ni souffrir tranquillement, de peur de porter atteinte à son crédit, et de perdre dans l'opinion. Tant que son crédit est intact, et que les autres États ont une haute idée de ses ressources et de sa vigueur, elle obtiendra souvent, par une simple déclaration ferme et précise, ce qu'elle demande. On sait que sans aimer la guerre, elle ne la craint pas, et on évite de la provoquer. Au contraire, dès qu'elle sera tombée dans l'opinion, en montrant trop de facilité et de condescendance, il faudra qu'elle arme et qu'elle agisse où, dans des temps plus heureux, il lui eût suffi de parler et d'écrire. Il en est, à cet égard, des États comme des individus : on hait et l'on méprise les breteurs de profession ; on n'épargne pas ceux qui paraissent craindre à l'excès les affaires d'honneur, et qui sont assez faciles sur ce point ; mais on ménage et l'on respecte les braves qui ne manquent à personne et demandent des autres la même délicatesse de procédés. Le moyen le plus sûr de n'avoir jamais d'injures à venger, est de n'insulter personne, et d'annoncer, par ses manières et par ses discours, qu'on ne sera jamais insulté impunément.

La puissance d'opinion est donc à la fois un effet et une cause de la puissance réelle. On a souvent dit qu'un des principaux éléments de la dernière était la puissance fédérative, et que des alliances bien combinées étaient un objet de la plus haute importance pour assurer l'indépendance des États. Le principe est vrai dans sa généralité ; mais il est facile d'en abuser, et l'histoire de la politique européenne offre plus d'un exemple de cet abus. Les ministres ont trouvé leur compte à conclure des traités d'alliance, et leur multiplication est devenue, à certaines époques, une maladie épidémique, qui souvent a eu les suites les plus funestes. Les alliances naturelles doivent toujours reposer sur l'identité

des intérêts réels et permanents des États; partout où cette identité existe, les traités d'alliance sont inutiles; la connaissance de leurs besoins et de leurs intérêts rapprochera les puissances qui sont faites pour s'unir et pour agir de concert; un contrat serait superflu, la force et la nécessité des choses en tiennent lieu, et amèneront les mêmes résultats; quand le moment d'agir sera venu, il suffira de déterminer le mode de l'action et du concours des deux puissances amies. Partout où l'identité des intérêts n'existe pas, les traités d'alliance ne sont que des surprises faites par un État à un autre, par l'habileté à l'impéritie et par la ruse à la bonne foi ignorante; des traités de ce genre, par lesquels une puissance veut enchaîner à ses vues, et faire coopérer à ses entreprises, une puissance qui a des intérêts directement contraires aux siens, sont des fourberies déshonorantes pour celui qui les emploie, odieuses à ceux qui en sont les objets, et n'ont jamais qu'une durée momentanée et une existence précaire. Le cabinet qui a été dupe des sophismes de l'autre revient bientôt de son erreur; et, comme le salut public est la loi suprême des États, il rompt sans peine et sans remords ses engagements, ou, s'il est retenu par la crainte, il élude des conditions qu'il n'a pas le courage d'annuler, et l'effet reste le même.

Les traités d'alliance ne sont véritablement utiles, et même nécessaires, que lorsqu'ils ont un objet fixe et déterminé, et qu'ils doivent produire des efforts communs dans un moment donné. Dans les circonstances extraordinaires, où une puissance qui s'est élevée rapidement menace de tout asservir, et marche en avant, sans frein et sans pudeur, toutes les autres puissances doivent oublier, pour quelque temps, leurs inimitiés naturelles, ajourner leurs anciens démêlés, et se réunir pour faire face à un danger plus imminent. Il importe alors de substituer de nouveaux rapports à ceux qui sont suspendus ou bouleversés, et de former, entre les États coalisés, des liens solides, qui les empêchent de suivre leurs affinités habituelles et leurs maximes ordinaires. Ainsi, dans les deux dernières guerres de l'Europe contre Louis XIV, l'empire devait s'allier à la maison d'Autriche, son ancienne et naturelle ennemie, pour refouler la France, son amie naturelle, dans les limites de la paix de Nimègue. De véritables traités d'alliance, entre les puissances qui avaient un ennemi commun à combattre, étaient alors des mesures nécessaires dictées par l'intérêt général.

Hors les cas pareils, la multiplication des traités d'alliance est une source de maux pour les princes et pour les peuples qui se laissent aller

à cette dangereuse manie. Ce sont des obstacles bien plutôt que des facilités dans les grandes entreprises politiques ; ce sont des entraves qui empêchent les puissances de se mouvoir librement et de faire le meilleur usage possible de leurs forces. Plus on multiplie le nombre des traités de cet ordre, et moins on les respecte. Des engagements contractés avec précipitation, souvent contradictoires et incompatibles l'un avec l'autre, sont facilement violés. Ces violations fréquentes corrompent la morale publique et dégradent les souverains dans l'opinion ; elles engendrent des haines profondes ; ces haines sont fécondes en guerres, et l'on a vu des princes être brouillés avec tout le monde, parce qu'ils avaient voulu être les alliés de tout le monde.

Ce sont surtout les traités de commerce que l'on multiplie à l'infini, qui sont les plus inutiles ou les plus pernicieux de tous. Le commerce est le fils de la liberté ; et, grâces aux progrès qu'a faits, dans le dix-huitième siècle, l'économie politique, nous savons que les gouvernements ne doivent pas vouloir le maîtriser dans sa marche, et qu'à son égard, leur action, purement négative, doit se borner à le débarrasser, le plus qu'il est possible, de toute espèce d'entraves. Deux nations appelées par leur position, comme par la nature de leurs besoins et de leur travail, à former entre elles des relations de commerce qui leur seront réciproquement avantageuses, suivront ces indications sans qu'un traité de commerce le leur permette ou les y invite. L'intérêt propre est même ici tellement éclairé et tellement actif, la force des choses est si grande, que, malgré tous les traités de commerce qui éloignent certaines nations du marché d'un peuple, ou qui y assurent des avantages à d'autres, ce peuple trouvera pourtant moyen de faire ce qui lui convient. Comme les corps liquides cherchent toujours le niveau, le commerce cherche toujours l'équilibre, et la liberté seule le lui garantit. Nous aurons encore occasion de revenir sur ces principes, et de les développer dans le Tableau de l'Histoire des Révolutions du Système politique du dix-huitième siècle, où le commerce a joué un si grand rôle, et où les traités de commerce, rarement utiles aux deux nations qui les forment, sont devenus si souvent le principe de longues inimitiés et de guerres sanglantes.

Ce sera aussi dans cette troisième partie que le lecteur trouvera le tableau des progrès, de l'influence et de l'affaiblissement de la puissance ottomane, et que je réunirai dans un même cadre tout ce qui est relatif à cet objet ; je le placerai à l'époque de la paix de Passarowitz. Je l'au-

rais peut-être inséré dans ce deuxième volume, à l'époque de la paix de Carlowitz, si son étendue me l'avait permis. Ce sera encore dans la troisième partie que je rassemblerai dans un même chapitre tout ce qui a trait aux établissements des Européens dans les deux Indes, qui ne sont devenus bien importants que dans le dix-huitième siècle. Dans un ouvrage de ce genre, il vaut toujours mieux former des masses que de présenter des traits épars.



RÉFLEXIONS

SUR

L'UTILITÉ DE L'HISTOIRE.

Depuis le bel éloge que Cicéron a fait de l'histoire, on a beaucoup parlé et beaucoup écrit pour et contre l'utilité de cette science. Ses détracteurs et ses partisans ont peut-être également exagéré leurs opinions, et, ce qui arrive toujours, ont également nui à la vérité.

A quoi l'histoire est-elle bonne? Elle satisfait une curiosité naturelle et innocente. Un homme qui achèterait un antique château, aimerait à découvrir dans ses archives l'histoire de ses premiers propriétaires. La connaissance des événements qui s'y sont passés l'attacherait aux lieux qui en ont été les témoins, et son imagination, nourrie de ces souvenirs intéressants, répandrait un charme magique sur tous les objets inanimés. Usufruitiers de l'antique domaine de la terre, nous devons désirer de connaître quel fut le sort de ceux qui l'habitèrent et le cultivèrent avant nous, et qui nous l'ont légué avec les trésors de tout genre qu'ils y avaient amassés au prix de leurs travaux, de leurs malheurs et de leurs larmes. L'histoire des pensées, des sentiments, des vertus et des passions, des succès et des revers, en un mot des destinées de l'espèce humaine, forme, en quelque sorte, le *moi* du globe. Nous y sommes étrangers tant que nous ignorons les révolutions qu'il a éprouvées. C'est en nous associant par la mémoire aux actions et aux événements dont il a été le théâtre, que nous entrons dans la grande famille humaine. Si l'histoire enseigne beaucoup de choses qu'il n'y a pas de mérite à savoir, il y aurait peut-être quelque honte à les ignorer.

Indépendamment de ce genre d'utilité, l'histoire en a de plus sérieux et de plus sévères. On a dit qu'elle était l'école des mœurs. En effet, elle peut développer la sensibilité morale, en allumant dans les cœurs

un généreux enthousiasme pour l'honnête et le beau, et une sainte indignation contre les vices et les crimes qui ont ravagé et ensanglanté le monde. Il est vrai qu'elle montre souvent le dangereux spectacle des triomphes de l'injustice et des malheurs de la vertu. Les événements semblent quelquefois accuser l'intelligence qui gouverne le monde. La conscience seule l'absout toujours, mais les supplices de la conscience sont aussi secrets et aussi invisibles que ses récompenses. Cependant l'historien, s'il est digne de ses augustes fonctions, élèvera ses lecteurs au-dessus de toutes les considérations étrangères à la moralité, et saura leur faire préférer le sort de Socrate buvant la ciguë à celui des tyrans qui le condamnent à la mort.

On a dit encore que l'étude de l'histoire était une expérience anticipée. Les leçons de l'expérience sont ordinairement lentes, tardives et coûteuses; ici, nous nous instruisons, sans danger, aux dépens des générations qui nous ont précédés. Leur histoire est une carte exacte de la société et du monde, sur laquelle sont marqués les bancs de sable, les écueils et les courants, un ancien journal de navigation dont les observations peuvent éclairer et diriger la nôtre. C'est surtout pour les princes et pour les hommes d'État que l'histoire a ce genre d'utilité; elle devrait être leur bréviaire. Les événements qu'elle retrace sont les monuments de l'existence des nations, les signes certains ou les causes actives de leur vigueur ou de leur décadence, les phases marquées et invariables de leur vie et de leur mort. Le passé seul peut expliquer le présent et éclairer l'avenir. L'état actuel du monde est un problème dont on trouve la solution dans les siècles qui l'ont précédé, et c'est d'eux qu'il faut emprunter des lumières pour prévoir, préparer et amener les siècles qui suivront le nôtre.

Enfin (et cette utilité est peut-être la plus réelle et la plus étendue de toutes), il est une maladie aussi dangereuse que commune, dont l'histoire seule peut être le préservatif et le remède, c'est l'abus des principes généraux, la fureur de bâtir des théories aussi séduisantes que chimériques, la manie d'élever des systèmes de politique, d'éducation, de législation, auxquels on veut ramener, plier ou sacrifier tous les faits. Pour mettre dans tout son jour le service essentiel que l'histoire rend ici à la raison, qu'on me permette de présenter quelques réflexions sur la différence de la théorie et de la pratique.

D'où vient que tant de choses sont vraies dans la théorie et ne le sont pas dans la pratique? La théorie est l'ensemble systématique des règles

et des principes d'une science ou d'un art quelconque. Elle ne fait par conséquent que combiner des notions ou des idées générales, tandis que, dans la réalité et dans la pratique, on ne rencontre que des individus. Ces notions ne peuvent être que les produits de la raison pure ou les résultats de l'expérience et des faits. Mettez qu'il y ait une raison pure qui puisse fournir à l'homme des principes indépendants de l'expérience et antérieurs à ses leçons; dans ce système, les notions ne seront que des formes vides de toute espèce de contenu, si on les sépare des cas particuliers auxquels on les applique; elles ne signifieront donc rien, ne prouveront rien, et formeront des théories purement nominales. D'après ces principes, la théorie ne sera pas opposée à la pratique; mais elle n'apprendra rien, et ne sera qu'une table de matières.

Ne regarde-t-on les notions sur lesquelles la théorie repose, et avec lesquelles elle opère, que comme des faits généralisés ou des expériences ramenées à la plus grande unité possible? Dans cette supposition, la théorie ne sera plus vide de sens; elle répandra de la lumière sur les objets qu'elle traite; mais ce qui sera vrai dans la théorie, pourra encore être faux dans la pratique. En déduisant de l'expérience les principes de la théorie, on a saisi les ressemblances des individus, on a laissé de côté leurs différences, on a considéré quelques-unes des faces qui présentaient les objets, et l'on a fait abstraction des autres. Dès qu'on voulait s'élever à des principes, on ne pouvait et l'on ne devait pas procéder autrement. Mais lorsqu'il s'agira d'appliquer ces principes à la réalité, on retrouvera dans les individus toutes les qualités et tous les caractères qu'on n'avait pu faire entrer en ligne de compte, en créant la théorie, et qui, par leur existence et par leurs actions, combattront les principes, et les feront paraître insuffisants.

Comment prévenir ces imperfections des théories? On peut en diminuer le nombre, on ne saurait les effacer entièrement. On peut rendre la théorie plus complète en imaginant plus de combinaisons, en observant plus d'individus, en asseyant ses principes sur une connaissance plus approfondie des qualités des êtres. Mais, dans la pratique, elle sera toujours incomplète et insuffisante; car ce qui constitue l'individualité ne saurait être épuisé, et se trouve directement opposé à toute espèce d'abstractions ou de principes généraux.

Plus les objets sur lesquels on assied des théories, sont simples, et composés d'un petit nombre d'éléments, et moins la vérité de la théorie souffrira dans l'application, et plus la théorie paraîtra complète. De là

vient que la différence qu'il y a entre la certitude des mathématiques pures et celle des mathématiques appliquées est réelle, mais petite. Au contraire, plus les objets sur lesquels on fait des théories sont compliqués, diffèrent les uns des autres, et présentent beaucoup d'éléments divers, et plus la théorie est insuffisante, plus on est obligé de la modifier dans l'application, plus elle a besoin d'être rectifiée, étendue ou restreinte par les faits.

Aussi, rien de plus trompeur, de plus imparfait, ni même de plus dangereux que toutes les théories générales de politique, de législation, de gouvernement. Il y a un petit nombre de principes avec lesquels, dans notre siècle, on a prétendu pouvoir tout atteindre, tout réglementer, tout décider. Mais ces principes sont sans cesse combattus et contredits par l'immense variété de la nature qui établit entre les peuples une foule de différences individuelles et locales, qu'on ne perd jamais de vue impunément. L'art du législateur et du politique consiste à les saisir, à les consulter, à calculer leur action et à voir ce qu'elles lui permettent ou lui défendent d'entreprendre.

En faisant passer sous nos yeux tous les peuples anciens et modernes. l'histoire seule nous fait connaître toute l'étendue des circonstances physiques et morales qui modifient à l'indéfini les principes. L'histoire seule nous garantit ou nous corrige de cette fureur de généraliser les faits, qui suppose et entretient l'ignorance, favorise la paresse, développe et nourrit l'orgueil. Vouloir jeter tous les peuples dans les mêmes formes politiques, et prétendre qu'il n'y a qu'une seule constitution qui puisse et doive servir de règle et de modèle, c'est tourmenter la nature, et prouver qu'on ne la connaît pas ; c'est essayer de soumettre l'immensité aux petites dimensions d'un esprit étroit ; c'est vouloir faire subir aux peuples le supplice imaginé par Procuste. L'histoire prouve démonstrativement qu'il n'y a point d'institution civile, religieuse ou politique, qui n'ait ses avantages et qui n'ait eu ses raisons ; et qu'il n'existe point de théorie, excepté celle de la morale et du droit, dont on puisse dire : *Hors de celle-là point de salut.* L'immortel ouvrage de l'Esprit des lois est le plus beau commentaire de cette importante vérité. Histoire raisonnée de tous les gouvernements, il doit être à jamais, sous ce rapport, le manuel de tous les politiques et de tous les législateurs.

On a souvent préféré et l'on préfère encore, sous le rapport de l'utilité, l'histoire ancienne à l'histoire moderne. On juge la première plus utile que l'autre, parce qu'on la croit plus certaine et qu'on la trouve écrite et traitée d'une manière plus intéressante. N'y aurait-il pas des restrictions à mettre à ce jugement général? ou ne se mêlerait-il pas un peu de prévention à cette préférence exclusive? Rapprochons l'histoire moderne de l'histoire ancienne, sous le double point de vue de la certitude et de la perfection, et nous verrons qu'on peut tirer autant de fruit de l'une que de l'autre.

Parmi les historiens de l'antiquité, s'élèvent des écrivains supérieurs qui donnent à l'histoire une dignité, une majesté, une force que le comble de l'art consiste à égaler; peut-être même que les formes dont ils ont su revêtir les faits, sont, à la lettre, inimitables, et tiennent à une foule de circonstances qu'il est impossible de reproduire. Chez eux, la vérité des récits gagne à la beauté du style, car la vérité et la beauté tiennent également à la simplicité des expressions, qui constitue le caractère distinctif des grands écrivains de l'antiquité. La certitude des faits qu'ils rapportent ne paraît pas pouvoir être révoquée en doute. Les historiens sont eux-mêmes hommes d'État et capitaines, législateurs et magistrats; ils racontent des faits dont ils ont été les témoins ou les auteurs; et après avoir fait des choses dignes de mémoire, ils les transmettent aux autres avec une noble liberté, ou bien, observateurs exacts, laborieux et patients, ils voyagent eux-mêmes dans les contrées qu'ils veulent nous faire connaître; ils interrogent le sol, le climat, le peuple, ses lois, ses usages, et nous racontent ce qu'ils ont vu, avec une naïveté précieuse et une espèce de bonhomie qui les rend et plus croyables et plus intéressants. Qui ignore qu'Hérodote avait parcouru la Grèce, les îles de l'Archipel, l'Égypte, l'Asie-Mineure, enfin tous les pays dont il nous parle avec tant de grâce, de simplicité et d'abandon? Thucydide avait joué un rôle distingué dans cette guerre du Péloponèse, qui fait paraître sur la scène tant de personnages immortels, et dont il nous a tracé un tableau sévère et instructif, qui suffirait pour faire le procès aux formes démocratiques. Xénophon avait commandé les Grecs dans cette célèbre retraite dont le récit est devenu sous sa plume un excellent ouvrage de tactique, où César et Frédéric n'ont pas dédaigné de prendre des leçons. Polybe, l'ami de Scipion, avait servi avec distinction dans la troisième guerre punique, et son histoire est peut-être le modèle le plus achevé que l'antiquité nous ait laissé dans ce genre. Jules-

César, Salluste, Tacite et tant d'autres, n'ont-ils pas donné à leurs écrits le plus haut degré de certitude, et ne méritent-ils pas une entière confiance lorsqu'ils nous rapportent des faits que leur place, leur élévation, leur qualité d'hommes publics, les mettaient à même de connaître mieux que personne? N'ont-ils pas plus de titres à être crus que les historiens modernes qui, pour la plupart, éloignés des temps et des lieux dont ils nous parlent, ensevelis dans la poussière du cabinet, étrangers aux négociations et à la guerre, n'arrivent aux faits que par une longue succession de témoins intermédiaires, et passent leur vie à interroger des morts et à faire parler des manuscrits où ils trouvent tout ce qu'ils veulent bien y chercher.

C'est sans contredit un grand avantage que de transmettre à la postérité des événements qu'on n'a besoin de demander qu'à sa propre mémoire, ou bien à ceux qui furent voisins du temps où ils se sont passés. Les historiens anciens doivent en partie la fraîcheur de leur coloris, la vivacité de leur style, la vie de leurs tableaux, le mouvement dramatique qui règne dans leurs compositions, à cette seule circonstance. La plupart ne se sont pas vus dans la nécessité d'user leur temps et leurs forces à rassembler péniblement les matériaux de leurs édifices, ou à broyer eux-mêmes les couleurs de leurs tableaux; ils dessinaient et peignaient avec verve et avec chaleur, parce que leur feu ne s'était pas éteint, ni leur talent épuisé dans des recherches épineuses et de savantes discussions des faits. Les événements avaient parlé à leurs sens, et ils rendaient aux sens des autres l'impression qu'ils avaient reçue; plus jaloux de l'effet moral de leurs ouvrages que d'une exactitude minutieuse, l'exécution ou la forme les occupait beaucoup plus que la matière.

Mais cet avantage, quelque grand qu'il soit, ne saurait contre-balancer tous ceux dont jouissent les modernes, et qui, pour connaître la vérité des faits, leur donnent des moyens ignorés ou négligés du temps des anciens. Quand je parle des temps modernes, je ne parle que des trois derniers siècles; car les siècles qui se sont écoulés depuis la destruction de l'empire d'Occident jusqu'à la découverte de l'Amérique, et qu'on comprend sous le nom de moyen âge, offrent beaucoup d'obscurités et d'incertitudes. Des chroniqueurs arides, incomplets ou inexacts, des moines qui n'ont vu les événements qu'à travers les préjugés et les intérêts de leur ordre, des panégyristes hardis en impostures à raison de leur servilité, rendent l'histoire du moyen âge aussi douteuse que rebutante; et cependant, qu'elle pourrait être intéressante, puisque c'est là

que se trouvent les causes des grands effets que nous admirons dans les siècles suivants! qu'il serait à souhaiter qu'elle fût plus certaine pour nous donner le mot de l'énigme que nous présentent une partie de nos institutions, de nos usages, de nos mœurs et de nos lois! Heureusement que les trois derniers siècles ont tâché d'expier ces fautes et de réparer ces omissions, ou d'en prévenir d'autres du même genre ; et jamais chez les anciens on n'a mis autant de zèle et d'activité à conserver et à constater les faits que dans cette période ; jamais on n'a eu plus de facilité ni de secours pour donner à l'histoire le plus haut degré de certitude possible.

Et d'abord, les Grecs et les Romains méprisaient trop les autres peuples pour les observer et les étudier sérieusement. C'étaient, à leurs yeux, des barbares qui n'avaient rien qui méritât de fixer longtemps l'attention ; et quoiqu'ils nous les aient présentés dans le jour le plus désavantageux, cependant le peu qu'ils nous en disent nous fait souvent regretter que ces prétendus barbares n'aient pas écrit, ou que leurs superbes et barbares vainqueurs aient fait disparaître leurs monuments. L'histoire ancienne serait probablement fort différente de ce qu'elle est, si nous avions les écrits de la partie adverse des Romains et des Grecs. Xerxès ne se donnerait pas le ridicule de faire fouetter la mer pour la punir ; ses armées seraient moins nombreuses et ses armes plus meurtrières, si nous possédions quelque écrivain persan ; et Carthage, république industrieuse et commerçante, répandant les lumières et les arts par ses florissantes colonies, asseyant sa puissance sur la base d'un travail productif et continuel, nous ferait abhorrer les brigands disciplinés qui la détruisirent, si le tableau des guerres puniques avait été tracé par la plume d'un Tite-Live carthaginois. Depuis trois siècles, toutes les nations de l'Europe qui ont joué un rôle sur le théâtre des événements, et pris part au mouvement général, ont publié leurs annales : nous pouvons rapprocher les témoignages, comparer les dépositions et faire jaillir la vérité du choc des opinions et des jugements opposés.

La plupart des écrivains anciens n'avaient qu'un but en écrivant l'histoire, celui de flatter l'orgueil national de leurs compatriotes, et d'élever un monument à la gloire de leur patrie. Tantôt ils partageaient de bonne foi l'enthousiasme de leurs concitoyens, et croyaient qu'en effet aucun peuple ne leur était comparable ; tantôt ils voyaient dans cet enthousiasme le ressort des vertus publiques, ou du moins de mille actions éclatantes ; ils pensaient qu'il était de leur devoir de l'allumer ou de

l'entretenir dans tous les cœurs, et, en faveur du but, ils se permettaient et se pardonnaient, ou commettaient sans le savoir, dans leurs récits, des fraudes pieuses qui ont un peu nui à la vérité. Aujourd'hui, depuis que les nations communiquent ensemble de toutes les manières, qu'elles s'observent, se comparent et se connaissent mieux l'une l'autre, l'orgueil national est devenu plus rare; peut-être les qualités précieuses qui tiennent à ce défaut sont-elles aussi devenues plus rares; mais du moins les préventions nationales empêchent-elles moins souvent de rapporter et de juger les actions des autres peuples avec impartialité. L'histoire n'est plus aujourd'hui une affaire nationale; elle est un objet scientifique, qu'on n'envisage que sous ses rapports fixes et généraux avec la vérité et l'espèce humaine tout entière. Ceux de nos historiens qui sont dignes de leurs nobles fonctions, voudraient qu'on ne soupçonnât pas même à quelle nation ils appartiennent. Dans la théorie, les Grecs et les Romains voulaient bien la même chose, mais dans la pratique, à quelques exceptions près, ils auraient été fâchés de ne pas trahir leur origine par la nature de leurs sentiments, et on ne peut leur contester d'avoir à cet égard complétement réussi.

Enfin, et cette dernière considération suffirait seule pour prouver que l'histoire moderne a plus de certitude que l'histoire ancienne, grâces à l'imprimerie qui fait circuler les erreurs et les vérités avec une rapidité prodigieuse, du nord au midi et du midi au nord, le moindre récit est soumis à l'examen de tout le monde, parce qu'il est exposé à la vue de tout le monde; on examine scrupuleusement les circonstances des événements; chaque fait trouve des contradicteurs, mais les preuves, les objections et les réponses se publient et se répandent dans l'Europe civilisée; on peut entendre et juger les témoins de toutes les parties, et recueillir les dépositions à charge et à décharge. Chez les anciens, les ouvrages historiques, même les plus connus, ne l'étaient que d'un petit nombre de personnes; les copies étaient chères, et par conséquent rares; ensevelies dans les bibliothèques des gens riches, souvent elles ne parvenaient pas à la connaissance de ceux qui, ayant été témoins des événements, eussent été des juges compétents du récit; des mensonges et des erreurs qui auraient été combattues de bonne heure, si elles avaient été exposées au grand jour, s'accréditaient par le silence même des contemporains, qui les ignoraient complétement. Aujourd'hui la chose est plus difficile : sans doute l'imprimerie est aussi le véhicule des impostures, des fables, des bévues, des calomnies; mais elle fait

circuler l'antidote avec le poison; elle établit pour les faits historiques une sorte de concurrence de témoignages et de jugements: or, dans tous les genres, c'est la concurrence qui amène la perfection du travail.

On ne saurait donc refuser aux modernes de s'être occupés de la vérité des faits plus que les anciens, et leurs soins et leurs efforts n'ont pas été inutiles; mérite faible aux yeux de ceux qui préfèrent l'agrément à l'instruction, la beauté à la vérité, et qui mettent par conséquent les grandes compositions historiques des anciens fort au-dessus de celles dont les temps modernes s'honorent. Sans souscrire à cet arrêt qui place Machiavel et Guichardin, Robertson, Hume, Gibbon, à une distance immense d'Hérodote, de Thucydide, de Tite-Live et de Tacite, je remarque que l'art était de leur temps beaucoup moins difficile qu'il ne l'est aujourd'hui, et que l'intérêt qu'ils inspirent est dû en partie aux circonstances où ils se trouvaient, et non pas uniquement à la supériorité de leur génie. En effet, qu'admire-t-on principalement dans leurs ouvrages? est-ce l'unité qui y règne? on ne saurait leur disputer ce caractère. L'histoire de la Grèce et celle de Rome forment, dans leurs historiens, un tout achevé; ce sont de grands drames dont l'exposition est simple et lumineuse, où les personnages sont toujours en action, où la pièce marche sans s'arrêter ni languir, où le dénoûment est bien amené et la catastrophe saisissante. Mais n'oublions pas que l'histoire ancienne ne présente jamais en scène qu'un seul peuple; inconnus ou méprisés, les autres ne paraissent pas, et sont plutôt indiqués que montrés au fond du tableau. Aujourd'hui que toutes les nations de l'Europe se touchent par tous les points, que toutes avancent plus ou moins, agissent et réagissent les unes sur les autres, il faut faire marcher de front les événements de leur histoire. Il y a plus de désordre apparent et plus de richesse dans les compositions historiques; on ne peut ni ne veut aujourd'hui isoler un peuple; la nature du sujet est plus compliquée; l'unité est plus difficile, mais elle n'en est que plus méritoire dans les historiens modernes.

Non-seulement plus de peuples sollicitent et partagent leur attention; chaque nation offre plus d'objets dignes de fixer les regards des historiens, et sur lesquels les lecteurs veulent être instruits. Cette différence tient à une autre plus essentielle entre les États anciens et les États modernes. Les républiques anciennes semblent avoir envisagé leur constitution politique et leurs institutions militaires comme le but de la société civile, et non comme le moyen d'assurer la liberté de tous les

genres de travail, la paisible jouissance des fruits de l'activité et le développement de toutes les forces. Aussi l'histoire de la Grèce et de Rome ne nous offre que le récit des discordes civiles relatives à la forme du gouvernement, et le tableau de guerres continuelles, plus souvent de conquête que de défense. Depuis la grande révolution que les découvertes de Vasco de Gama et de Colomb ont amenée en Europe, tout l'édifice social, dans les États modernes, repose sur le travail et sur la multiplication indéfinie des productions de tout genre. L'agriculture, les arts mécaniques, le commerce, sources du bien-être des individus et de la puissance nationale, sont devenus l'objet principal des gouvernements, des lois, de toutes les institutions, et doivent occuper une grande place dans l'histoire moderne, puisqu'elles occupent la première dans le monde policé. Chez les anciens, les arts mécaniques, exercés exclusivement par les esclaves, paraissaient au-dessous de la majesté de l'histoire. Chez nous, ils forment peut-être la partie la plus intéressante des fastes de la société. Chez les anciens, les femmes, condamnées à une clôture sévère, vivant entre elles dans le gynécée, et communiquant peu avec les hommes, paraissent aussi peu dans l'histoire qu'elles paraissaient peu dans le monde. Le rapprochement des deux sexes, dans les cercles et dans les sociétés, a donné à la civilisation moderne des formes particulières; les hommes et les femmes ont modifié réciproquement, par le commerce journalier, leur langage, leurs opinions, leurs sentiments; le peintre des mœurs pourrait-il négliger ce côté caractéristique des nôtres? Chez les anciens, la religion ne consistait qu'en cérémonies irrévocablement déterminées par la loi; chez nous, elle se compose plus d'idées et de sentiments; elle a un caractère différent selon l'esprit et le caractère de chaque peuple; elle influe sur tout, dans les temps modernes, et tout a influé sur elle. Pendant longtemps, chez les Grecs et à Rome, il n'y a point eu de véritable administration de finances ni d'économie politique; les dépenses de l'État étaient peu considérables, puisqu'il n'y avait point d'armées permanentes, et que les magistrats et les officiers civils, peu nombreux et peu occupés, servaient l'État sans rétribution pécuniaire; les seules sources du revenu public étaient le butin fait sur l'ennemi et les tributs payés par les peuples conquis. Chez les modernes, au contraire, l'économie politique, qui s'occupe des moyens d'augmenter la richesse de l'État, en augmentant la richesse nationale, est devenue une véritable science, dont les rameaux s'étendent fort loin, dont les applications sont infinies,

et dont les historiens doivent nous conserver les erreurs et les progrès. Est-il étonnant que, forcés de passer en revue tant d'objets divers, ils aient plus de peine à mettre de l'unité dans leurs ouvrages, et surtout à la rendre sensible? En parlant de ces objets, pour la plupart abstraits et presque métaphysiques, ne sera-t-il pas difficile que la variété des tours, le mouvement du style, la fraîcheur du coloris, se reproduisent sous la plume des modernes, au même degré que sous celle des anciens?

Enfin, on ne peut nier que les hommes ne paraissent sur le théâtre du monde ancien plus que les choses, au lieu que chez nous, les choses occupent plus de place que les hommes. Et quels hommes que les grands personnages de l'antiquité! ajoutera-t-on. Quelle énergie de caractère et quelle sagesse! Quelle hauteur de pensées, quelle élévation de sentiments, relevées par une simplicité noble et majestueuse! On sait que, dans le monde physique, la distance et l'éloignement rapetissent les objets; dans le monde moral l'éloignement les agrandit et fait exagérer leurs proportions. Il faut tenir compte, dans le jugement que nous portons des anciens, de toutes les illusions d'optique qui tiennent aux distances et à la magie du style et à ce que les signes des langues mortes conservent toujours pour nous d'étranger. Cependant, on doit convenir que, même en se servant du compas de réduction, les formes antiques conservent encore une supériorité qui nous étonne et nous confond. Dans ce siècle, où la manie de chercher dans les lois politiques le principe unique de tous les biens et de tous les maux de l'espèce humaine, est devenue une magie générale, et où l'on répond à tout par le seul mot de constitution, on a attribué la grandeur des hommes d'État, des législateurs, des capitaines de l'antiquité, à l'influence du gouvernement républicain. Il serait peut-être plus simple et plus vrai d'en voir la raison dans l'état même de la civilisation. Ces personnages célèbres s'élèvent au-dessus de leurs contemporains, plus que ne le font peut-être les hommes célèbres des temps modernes au-dessus des leurs; c'est que, chez les anciens, la masse du peuple était beaucoup moins éclairée qu'elle ne l'est chez nous, et le génie brillait d'autant plus que les lumières étaient peu répandues. Aujourd'hui que l'imprimerie a multiplié les moyens d'instruction, le génie ne paraît pas laisser le reste de l'espèce humaine à une si grande distance. Un homme d'un mérite supérieur avait autrefois beaucoup plus d'ascendant sur les autres qu'il n'en aurait dans notre siècle. Les livres et la société n'avaient pas donné à tout le monde quelques idées et beaucoup de prétentions; on s'aban-

donnait avec confiance aux directions et au pouvoir des Lycurgue et des Solon, et, par une déférence entière, on rendait hommage à leur mérite transcendant, qu'on admirait de bonne foi et qu'on n'avait pas honte de reconnaître. Si donc les hommes paraissent plus grands dans l'antiquité, ce n'est pas que les temps modernes ne puissent citer des noms qui soutiennent le parallèle avec eux ; mais c'est que le défaut général de culture rendait leur prééminence plus sensible, et que les progrès de l'esprit humain, dans les trois derniers siècles, rendent la supériorité de tel ou tel individu plus douteuse et moins frappante. Si, dans l'antiquité, quelques hommes paraissent plus en scène, et semblent avoir une influence plus étendue, c'est que les autres, plus passifs qu'actifs, se faisaient gloire d'être dirigés et conduits par eux, et que, de nos jours, l'activité ou la vanité plus générales empêchent qu'un individu n'acquière ou ne conserve longtemps un ascendant dominateur.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

TABLEAU

DES RÉVOLUTIONS DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

DEUXIÈME PARTIE. 1618 — 1715.

PREMIÈRE PÉRIODE. 1618 — 1648.

SECONDE PÉRIODE. 1640 — 1660.

TROISIÈME PÉRIODE. 1660 — 1679.

QUATRIÈME PÉRIODE. 1679 — 1715.

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

